

58

A

SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES
& ARTS DE BAYONNE

BVLLETIN TRIMESTRIEL

Nos 1 & 2 — ANNÉE 1917

NUMÉRO SPÉCIAL DE GUERRE



BAYONNE

IMPRIMERIE A. FOLTZER

9, RUE JACQUES-LAFFITTE

—
1917

SOMMAIRE

	PAGES
<i>Membres de la Société morts, blessés, cités à l'ordre du jour ou décorés en campagne.....</i>	5
<i>La guerre et la région bayonnaise</i>	11
<i>Les Soldats du 49^e au feu, par M. le Capitaine FR. DUHOURCAU</i>	13
<i>Le Centre bayonnais de rééducation professionnelle des mutilés de la guerre, par M. E. FORT.....</i>	32
<i>La situation des Industries d'Art dans les Landes, par M. J.-H. Rosny jeune, de l'Académie Goncourt.....</i>	55
<i>Le Grand Cœur méconnu de la douce France, par M. le Capitaine FR. DUHOURCAU.....</i>	67
<i>PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES</i>	97

Les articles publiés dans le **Bulletin** restent l'œuvre exclusive et personnelle de leurs signataires.

La **Société** ne contracte aucune solidarité pour les idées ou les opinions qu'ils soutiennent.

SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES & ARTS
DE BAYONNE

SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES
& ARTS DE BAYONNE

BVLLETIN TRIMESTRIEL

Nos 1 & 2 ANNÉE 1917

NVMÉRO SPÉCIAL DE GVERRE



BAYONNE

IMPRIMERIE A. FOLTIER

9, RUE JACQUES LAFFITE

1917



MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

morts, blessés, cités à l'ordre du jour ou décorés
en campagne

MORT AU CHAMP D'HONNEUR

Les morts pour la Patrie ont la gloire plénière.

COMTESSE DE NOAILLES

ROQUEBERT (CHARLES), notaire, sous-lieutenant au 142^e régiment d'infanterie territoriale, puis au 153^e d'infanterie. Cité à l'ordre de la 183^e brigade d'infanterie :

N'a pas hésité à se porter en avant de la tranchée occupée par sa section pour se saisir d'un soldat ennemi faisant partie d'une patrouille que le feu de sa section avait dispersée. A par son attitude résolue obligé cet ennemi à déposer les armes. (Croix de guerre).

Sur un appel à des officiers volontaires pour l'armée active s'est présenté et a été nommé, en décembre 1915, au 153^e régiment d'infanterie.

Blessé, sous Douaumont, le 4 mars 1916, d'un éclat d'obus à la jambe droite. Amputé de la jambe et mort des suites de ses blessures à l'hôpital de Montluçon, le 9 mars 1916.

PRÉSIDENT D'HONNEUR

GARAT (JOSEPH), avocat, député-maire de Bayonne, officier attaché à l'Etat-Major de l'Armée d'Orient.

Cité à l'ordre de l'Armée d'Orient :

S'est engagé pour la durée de la guerre, malgré son état de santé. A demandé de servir aux Dardanelles. Passé à l'armée de Serbie, a continué à se faire hautement apprécier, notamment dans le service spécial dont il était chargé à l'Etat-Major de la dite armée (Croix de guerre).

MEMBRES DU BUREAU

DE HOÏM DE MARIEN (CASIMIR-MARIE-ALPHONSE), officier supérieur en retraite, chef de bataillon au 30^e régiment d'infanterie territoriale.

Promu officier de la Légion d'honneur : *Officier de haute valeur morale et intellectuelle. Très méritant par ses services avant et pendant la guerre (Croix de guerre).*

Cité à l'ordre du 30^e régiment territorial : *Venu au front sur sa demande, officier de haute valeur morale, doué d'une énergie peu commune, a su mener à bien dans une zone violemment bombardée (Verdun, secteur de la cote 304, mai-juin 1916) les travaux dont la direction lui était confiée. Comme commandant de sous-quartier, s'est dépensé sans compter, donnant à tous le plus bel exemple de courage et de dévouement (Croix de guerre).*

DUHOURCAU (FRANÇOIS), officier, capitaine au 49^e régiment d'infanterie.

Blessures : deux balles dans la main gauche, une balle au ventre ; — éclats d'obus au bras gauche, section presque complète du membre ; éclats d'obus au bras droit, fracture des deux os de l'avant-bras et plaie pénétrante ; éclat d'obus à la tête. — Amputé du bras gauche.

Cité à l'ordre de la V^e armée et promu chevalier de la légion d'honneur : *Lieutenant au 49^e régiment d'infanterie. S'est conduit d'une façon héroïque au combat du 29 août. Blessé grièvement au bras et au ventre, a refusé de se laisser emporter par ses hommes, en*

leur disant : « Restez à votre place, là est le devoir » (Croix de guerre).

Cité à l'ordre du 18^e Corps d'Armée : *Capitaine au 49^e régiment d'infanterie. Atteint à son poste de commandement par un obus qui, après avoir tué son sergent-major et blessé grièvement trois agents de liaison, lui avait sectionné presque complètement l'avant-bras gauche, a fait preuve d'une énergie et d'un sang-froid au-dessus de tout éloge, en refusant de quitter son poste avant d'avoir fait procéder au relèvement de ses soldats blessés et donné les ordres que comportait la situation. A été amputé le lendemain au tiers supérieur du bras gauche* (Croix de guerre).

MEMBRES

ARCANGUES (MARQUIS PIERRE D'), homme de lettres, lieutenant au 4^e spahis.

Blessure : éclat d'obus à la main droite.

Cité à l'ordre de..... *Sous-lieutenant au 10^e régiment de hussards : a fait preuve, pendant les combats sous Verdun, en mai 1916, de beaucoup d'activité et d'un complet mépris du danger, en établissant et en assurant les liaisons, par coutures, dans un secteur particulièrement difficile et constamment bombardé* (Croix de guerre).

CASTELNAU D'ESSENAULT (MARQUIS DE), officier supérieur en retraite, lieutenant-colonel commandant le 144^e régiment d'infanterie territoriale.

Cité à l'ordre du Corps d'armée. *Commande depuis 20 mois avec la plus grande distinction le 144^e régiment territorial. Placé dans des situations difficiles, notamment à N.-D. de Lorette et devant Verdun, a su faire rendre à ce régiment les services les plus appréciés, payant de sa personne avec un zèle et un dévouement remarquables, dans des postes de commandement très exposés* (Croix de guerre).

Promu officier de la Légion d'Honneur.

DELAY (MAURICE), chirurgien, médecin-major de 2^e classe. Cité à l'ordre de l'armée. *Chirurgien de grande valeur et d'un dévouement absolu. A fait preuve d'une grande activité et du plus courageux sang-froid en opérant de nombreux blessés dans un poste chirurgical avancé, souvent pris sous le feu de l'ennemi. A mis sa clinique de*

Bayonne avec tout son personnel à la disposition des blessés de l'hôpital auxiliaire de Marrac. A été nommé médecin-major de 2^e classe. (Croix de guerre).

FORGEOT (AUGUSTE), officier démissionnaire, industriel, capitaine au 202^e d'artillerie.

Cité à l'ordre de la 76^e Division. Capitaine commandant la 26^e batterie du 14^e régiment d'artillerie. Commandant de batterie d'une grande habileté technique, ne reculant devant aucun danger pour observer et régler son tir. Au cours des attaques d'avril a réussi à débayer les lignes ennemies de tous les obstacles qui auraient pu arrêter la marche de notre infanterie (Croix de guerre).

Cité à l'ordre de la 65^e division. Officier d'un dévouement inlassable, d'une bravoure et d'une conscience remarquables. A fait le 24 juin 1916, un séjour prolongé aux tranchées de 1^{re} ligne violemment bombardées et au cours d'une tentative d'attaque ennemie a fait lui-même le coup de feu. A rapporté, grâce à son activité pendant ce séjour aux tranchées, des renseignements de première importance. A déjà été cité à l'ordre de la 76^e division (Croix de guerre).

FROIS (ANDRÉ), banquier, sous-lieutenant au 112^e régiment territorial.

Cité à l'ordre du régiment. Sous-lieutenant à la C. H. R. du 112^e R. I. T. Officier d'approvisionnement qui dirige brillamment son service. Ne ménage ni son temps, ni sa peine. Donne de fréquentes preuves de courage en assurant ses opérations de ravitaillement dans des gares bombardées ou en allant sous le feu de l'ennemi s'enquérir, auprès des commandants d'unités intéressés, des besoins de leur troupe (Croix de guerre).

LAMBLIN (ABBÉ), aumônier des Forges de l'Adour. Brigadier aumônier au 13^e régiment de Dragons.

Blessure au pied par éclat d'obus.

LEFÈVRE-PAUL (JULES), avocat, capitaine-mitrailleur au 249^e régiment d'infanterie.

Blessure à la tête par éclat d'obus.

Cité à l'ordre du 3^e Corps d'armée. Officier de haute valeur, d'une bravoure et d'un calme admirables au feu. Le 11 mars 1916,

sous un bombardement d'une violence extrême, s'est tenu constamment en prévision d'une attaque auprès de sa section la plus éprouvée; blessé à la tête par éclat d'obus, n'a consenti à se laisser panser qu'après avoir participé au sauvetage d'une partie de ses hommes ensevelis par l'explosion d'un projectile de gros calibre. (Croix de guerre).

Cité à l'ordre de la 35^e division. Le 5 mai 1917, mis à la disposition du bataillon d'attaque, a, par ses dispositions judicieuses, permis aux sections de mitrailleuses de 1^{re} ligne de se porter immédiatement sur la position conquise; a rendu au cours de l'attaque des services très efficaces au commandement (Croix de guerre).

PERSONNAZ (ANDRÉ), avoué, adjudant au 90^e régiment d'artillerie lourde.

Cité à l'ordre du régiment. Adjudant à la 7^e batterie. Dans la journée du 5 juin 1917, la batterie étant soumise à un bombardement ennemi ayant nécessité l'évacuation de la position qui ne possédait que des abris sommaires et insuffisants, n'a pas hésité à se porter au secours d'un blessé sous un feu meurtrier et par sa belle attitude a contribué à maintenir le calme parmi le personnel (Croix de guerre).

POYDENOT (RAYMOND), agent d'assurances, président du Tribunal de Commerce, capitaine de cavalerie territoriale.

Blessure au côté gauche par éclat d'obus.

Cité à l'ordre du 234^e régiment d'infanterie. Remplissant les fonctions d'adjudant-major de bataillon, s'est fait remarquer par son zèle, son activité, son dévouement et la façon dont il s'est dépensé au cours des premiers combats, en circulant à cheval à travers le champ de bataille pour porter les ordres de son chef, sous des feux violents d'artillerie et de mousqueterie (Croix de guerre).

Cité à l'ordre de l'armée et promu chevalier de la Légion d'Honneur. Capitaine de cavalerie territoriale à l'E. M. d'une division d'infanterie. Après avoir fait preuve comme officier de troupe de brillantes qualités militaires pendant les combats du début de la campagne, a été affecté à l'E. M. d'une division où il rend, grâce à son zèle, son dévouement et son jugement très sûr, les plus signalés services (Croix de guerre).

La Guerre et la région Bayonnaise

Cette guerre où sont engagées toutes les forces de la nation renouvelée, dans la patrie, les titres d'honneur des provinces. Chaque ville, chaque « pays » se distingue dans cet effort d'ensemble et prouve sa valeur humaine. La Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne (fondée en 1873) n'a pas voulu que soit perdue la trace des vertus dont ont fait preuve, dans cette immense lutte, notre cité et les campagnes environnantes. Dans sa séance du 2 avril 1917, elle a décidé que son bulletin serait « ouvert à tous les documents authentifiés concernant l'héroïsme des soldats et des familles de la région bayonnaise, ainsi que l'activité des sociétés, corps, œuvres diverses de Bayonne, pendant la guerre ».

Il y a deux parts dans ce programme.

La première concerne l'héroïsme des combattants qui nous donnent des exemples inoubliables. Il faut connaître les souffrances qu'ils endurent et la gloire qu'ils conquièrent. Les documents de l'intérêt le plus brûlant c'est au front qu'il fallait les recueillir. Et sans tarder, chaque jour, hélas ! pouvant amener la disparition de précieux témoins. Aussi notre secrétaire adressait-il, le 20 mai, à tous les officiers des 49^e, 249^e, 142^e T. et 342^e R. A. T une lettre où ces messieurs étaient priés de vouloir bien rapporter tout acte de courage, tout propos, dont ils eussent été les témoins, qui manifeste l'esprit dont sont animés, au combat, gradés et soldats.

Ces documents pris ainsi sur le vif seront complétés par les dépositions des aumôniers militaires et des ambulanciers, les pages du livre d'or de chaque profession ou association, les lettres des combattants et citations que possèdent les familles, si celles-ci veulent bien nous les communiquer. Nous faisons appel enfin aux témoignages sur tout enfant de Bayonne ou du pays qui se soit distingué ailleurs que dans les régiments de notre ville, sur terre ou sur mer.

Le second effort de notre Société consiste à élargir le premier, en ouvrant notre bulletin à tous les documents, quelle que soit leur nuance morale, touchant la guerre et l'activité de notre région, durant ces cruelles et grandes années : carnets des combattants, chansons de guerre, dessins, journaux de tranchées, souvenirs des médecins,

infirmières et infirmiers de nos hôpitaux, rapports concernant les œuvres municipales, corporatives ou privées etc. Plus tard, il sera possible de puiser dans les dossiers officiels : cahiers d'ordres ou registres d'opérations de nos régiments etc. Il y aura enfin à recueillir les mémoires de ceux qui seront revenus de là-bas et les pensées que cette profonde, cette dure expérience aura suscitées chez nos compatriotes de toutes conditions, en vue de la renaissance du pays après la guerre. De quelle vaste leçon nous avons à profiter ! Il ne faut en perdre nul élément.

C'est donc l'histoire héroïque d'abord, et toute l'histoire ensuite de la participation à la guerre de Bayonne et de sa région que se propose de composer notre Société. Elle donne un premier aperçu de ce que sera son effort, dans ce bulletin qui comprend, avec une étude sur la France :

— Le témoignage de M. le Capitaine Duhourcau sur LES SOLDATS DU 49^e AU FEU ;

— Le rapport de M. E. Fort sur LE CENTRE BAYONNAIS DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE DES MUTILÉS DE LA GUERRE ;

— Le rapport de M. Rosny jeune, de l'Académie Goncourt, sur la SITUATION DES INDUSTRIES D'ART DANS LES LANDES et le travail d'après-guerre.

Nos bulletins constitueront ainsi de précieuses archives qu'aura plaisir et intérêt à posséder chez soi quiconque est attaché à Bayonne, au Pays Basque, au Béarn ou aux Landes. Mais pour que cette tâche, que nous envisageons comme un beau devoir à remplir envers nos héros et notre petite patrie, soit menée à bien, il importe que notre Société soit puissante et notre bulletin digne de son rôle. Bref, il nous faut des ressources. Il nous faut le concours de tous. Que chacun veuille bien nous adresser des documents, s'il en possède. Que chacun entraîne des adhésions à notre groupe et contribue ainsi à mettre en valeur, comme elle le mérite, la magnanimité de notre province, pendant cette guerre.

LE BUREAU DE LA SOCIÉTÉ.

Hommage à la petite Patrie

LES SOLDATS DU 49^e AU FEU (1)

Aux morts, aux braves de ma Compagnie.

MESSIEURS,

Je vous apporte un témoignage. Je dirai la grandeur d'âme des gradés et soldats que j'ai eu l'honneur de mener au feu. C'est une pièce que je verse au dossier d'héroïsme du régiment de Bayonne qu'il faut dès maintenant constituer pour l'avenir. Nulle mieux que notre Société ne me paraît désignée pour recueillir ces documents. Cette guerre qui renouvelle aux yeux du monde les titres de noblesse de la patrie, et dans la patrie de chacune de ses provinces, a tant coûté de sacrifices et de larmes ! Rien ne doit être perdu d'une gloire si chère... Dans cette déposition, je ne craindrai pas d'ajouter aux faits l'enthousiasme et les pensées dont je suis redevable aux braves qui m'entouraient. C'étaient des *fantassins* : ce mot seul les auréole. C'étaient de ces fantassins, honneur d'une armée resplendissante elle-même d'honneur, dont, au front, un officier d'artillerie me disait : « Lorsque j'en rencontre maintenant, j'ai envie de les saluer ». Mieux que les plus belles pages de notre histoire ils m'ont fait comprendre la valeur du sang français.

Il est une chose qui blesse quiconque a vu, dans le combat, des gens de France, c'est d'entendre s'extasier de leur force d'âme, comme d'une énergie inouïe, extraordinaire, presque inattendue. Si vertu posséda jamais tous les ca-

(1) Communication faite à la séance du 7 mai 1917.

ractères du naturel, ce fut le courage de nos soldats. S'ils furent merveilleux, il n'y a pas à s'en étonner : la raison en est manifeste. Ce sont les fils d'une nation noble, de cette vieille société gallo-romaine et catholique, forgée au feu d'éternels combats et grandie d'avoir surmonté des épreuves séculaires. Depuis la Révolution seulement, notre patrie a été cinq fois envahie ! Certes, notre peuple n'a pas eu le loisir de sommeiller ni de s'amollir. Il fallait l'avoir bien mal observé pour douter de son cœur. Que l'on regardât seulement notre race au travail, durant la longue trêve de la paix armée. Dans toutes les conditions, elle révélait sa forte qualité humaine : ouvriers, l'amour de l'ouvrage bien fait et du tour de main personnel, la passion de la liberté ; paysans, l'habitude de la subordination, de l'endurance à la peine et d'une mâle acceptation de l'infortune, quand fondent sur leur champ ou leur maison les bourrasques du ciel et du sort ; nobles et bourgeois, cette élévation que nous assurent nos humanités, la traditionnelle culture gréco-latine et chrétienne. A nous tous, nous formions un ensemble entraîné depuis des générations à placer quelque chose au-dessus de la vie.

Je dois bien le dire, puisque c'est la vérité : mes soldats m'ont rendu sensible, dans le domaine moral, la notion du parfait. Certes, on retrouve en eux toutes les nuances de la qualité française : élan joyeux, aisément téméraire, gaminerie héroïque, ingéniosité, instincts généreux, goût de la cordialité, même familière, avec leurs chefs, sans oublier un esprit de critique prompt mais léger. Ils grognent parfois et marchent toujours. Les soldats de Crimée et d'Algérie, les soldats de l'Empire et de la Révolution, et tous ceux de la vieille France, ceux de Fontenoy, Denain et Bouvines, les compagnons de Henri IV, de Bayard et de Jeanne d'Arc, et la gent inspirée ou aventureuse qui fit les Croisades, tous se reconnaîtraient dans leurs héritiers qui luttent et meurent aujourd'hui sous la capote bleue.

Mais une conjonction heureuse des circonstances a imprimé à l'honneur et au patriotisme français de 1914 un cachet de perfection dont la nation doit s'enorgueillir et dont peut s'émerveiller l'univers. Si le parfait — comme les artistes et les penseurs l'ont reconnu dans le Zeus de Phidias, une tragédie de Sophocle ou de Racine, aussi bien que dans la mort de Socrate et de Marc-Aurèle, ou, sur un plan supérieur, dans la Passion du Christ,—est la simplicité dans la plénitude, l'aisance dans l'héroïque, la tranquillité et le naturel dans le sublime, on peut affirmer que, par la manière dont ses soldats, issus de toutes les provinces et de toutes les classes, ont accepté la guerre, affronté les misères de la campagne, les périls et l'indicible horreur des champs de carnage et, enfin, reçu la mort, la France a atteint le parfait tel que le conçoit, depuis plus de deux mille ans, l'élite du genre humain.

Qui ne se souvient des jours de la mobilisation et du départ de notre régiment? Il y avait une profonde puissance dans la sérénité et la gravité alerte des âmes. Les réservistes que je rencontrais dans les rues, allant régler leurs affaires ou embrasser leur famille, me disaient joyeusement : « à ce soir » ou « à demain, mon lieutenant ». Deux ou trois jours après, au cantonnement, quand la compagnie devra laisser un certain nombre d'hommes, on ne trouvera aucun volontaire. Et quelques-uns de ceux qui, d'office, seront désignés pour rester viendront nous prier de vouloir bien les emmener. Ils craignaient de ne pas être de la glorieuse aventure. Personne n'avait désiré la guerre, mais personne désormais n'en avait peur. Ce n'était pas un plaisir; c'était un devoir auquel on ne pouvait pas. « C'en est fait — pensait-on — Ils l'ont voulu. Allons-y ! » Depuis dix ans, la nation voyait l'orage s'amonceler, monter sur son horizon. Il ne surprenait pas le fond des cœurs ni des esprits. Le 2 août, la mobilisation des âmes était faite. La concentration autour du gouver-

nement fut instantanée. C'était une France unanime, secondée de toutes les puissances favorables de son ciel et de son histoire, que les Allemands auraient à combattre. On ne pouvait entrer dans la guerre pour des motifs plus purs, plus nets : chacun allait se jeter dans la lutte de toute son âme. Et voilà que la fortune semblait avec nous. L'antique rivalité franco-allemande allait se régler dans les conditions les plus magnifiques. Le jour de gloire était arrivé que méritait la France. Mais le souvenir des anciennes défaites et le pressentiment du tragique de ce conflit implacable modéraient l'enthousiasme. Point de vociférations, pas trop de *Marseillaise* ; peu de cris « à Berlin ! » mais chacun comptait bien faire tout ce qu'il fallait pour y porter nos drapeaux. Et nous partîmes, sans tambour ni trompette, avec une extrême simplicité... Déjà, quelques soldats s'étaient fleuris. A toutes les gares, à travers les Landes, on nous apportait les dépouilles des jardins : notre convoi, bientôt enguirlandé, semblait un corso triomphal. A l'avant des locomotives on voyait des branchages, lauriers de fortune, et deux petits drapeaux, et très vite, sur les wagons, ce furent quelques inscriptions ou dessins gouailleurs. Je n'ai pas trouvé que ce fût de trop, ni de mauvais goût. C'était le petit coup d'eau-de-vie avant l'assaut. Et nos soldats y témoignaient, avec leur bonne humeur, leur mépris pour les Boches. C'était déjà un commencement de passion bien nécessaire. Ils ne savaient pas encore les haïr ; ils ignoraient la cruauté et l'ignominie, pourtant éprouvées déjà, de leurs adversaires : ils avaient été si mal instruits ! Je dus les chauffer plus tard avec les premiers récits des atrocités et des ruses traîtresses que, vers le 15 août, donnèrent nos journaux. Pendant le trajet, la tenue des troupes dans le train comme de la foule dans les gares fut grave, sans être sévère, enjouée, sans être bruyante. De temps en temps, des chansons du pays, pour se désennuyer ; presque pas de chants patriotiques. Bien peu de clameurs et pas de saouleries. Aux

stations, quelques « Marseillaise », émouvantes par le cœur qu'y mettaient les vieux musiciens, d'innombrables bouquets et tous les parents et tous les amis. Des embrassements muets et, quand le train s'ébranlait, des regards nous accompagnaient, chargés d'envie, chez les vieux, et chez les femmes, d'espérance et de larmes fières. Tout ce que les témoins ont narré des scènes orgiaques qui entourèrent le départ de nos troupes en 70 me revenant en mémoire, je ne pouvais m'empêcher de considérer comme un heureux présage le style de notre entrée en campagne. Tels étaient la confiance instinctive, le calme et presque l'indifférence de nos hommes que certains officiers s'en préoccupaient. « Ils croient que c'est encore les grandes manœuvres ». Joli mot d'un inquiet qui me semble un bel éloge, à cause de ce qu'a révélé la suite. Durant cette marche à l'ennemi, comme plus tard dans les souffrances et le danger, un mot caractérise nos soldats : équanimité. J'aurais été bien désolé de les voir soucieux. Que ce fût la mort au bout du voyage, c'était l'affaire de la Providence ou de la destinée. Ça ne les regardait pas... L'heure venue d'entrer dans la fournaise, ils marcheront, sans hésiter, portés par ce même esprit égal, si joliment léger. Ils furent tels que les meilleurs parmi leurs chefs purent se demander parfois si les élèves n'allaient pas surpasser leurs maîtres en courage.

Je l'accorde volontiers; dans cette insouciance de nos troupes il y avait une grande part d'inconscience. C'est un fait connu que les jeunes soldats sont plus téméraires au feu que les vétérans; ils ignorent le danger. Mais je n'ai pas entendu dire que le sublime ait baissé. Le soldat apporte aujourd'hui dans la lutte moins de fraîcheur et de jeunesse, une ardeur plus sombre, une énergie plus âpre et plus volontaire. Il a vu de telles horreurs, connu tant de misères et de souffrances ! La manière est différente, mais le fond demeure pareil. Mes camarades du re-

giment m'ont rapporté de Verdun (1) des faits qui laissent interdits de respect et d'admiration, des actes d'héroïsme prodigieux qui valent ceux que je vais vous rapporter.

Il me souvient de cette journée du baptême du feu, comme d'hier. C'était le 23 août, en Belgique, à l'est de Thuin. Depuis la veille, nous avions creusé des tranchées pour mieux recevoir le choc. J'étais dans l'une d'elles, avec mon peloton, en réserve du 1^{er} bataillon. Pendant les premières heures de l'après-midi, nous fûmes soumis aux balles longues tirées sur nos compagnies de 1^{re} ligne et aux obus fusants qui éclataient au-dessus de la grand' route, bordée d'arbres, de Thuin-Gozée, laquelle courait un peu en avant de nous. Je m'intéressais à regarder mes hommes, et surtout au moment des plus vives rafales, comme je le fis ensuite, après notre premier bond en avant sous le feu. Peut-être se croyaient-ils encore aux grandes manœuvres ! Leurs visages n'étaient ni pâles, ni contractés ; les regards étaient nets, francs de sourire. J'en étais un peu surpris, me rappelant ce que nos aînés racontaient des effets du feu. Je suis ici un témoin : je parlerai donc crûment, s'il le faut. J'aurais rapporté le mot de Cambronne, si je l'avais entendu à Waterloo. Je jure que ni mes yeux, ni mon nez n'ont rien perçu d'anormal. Cependant, au cours de l'après-midi, un soldat de mon voisinage me demanda à sortir de la tranchée pour nécessité très naturelle. Veuillez admirer d'abord qu'il aurait pu s'arrêter à une autre solution moins périlleuse. Mais c'était un garçon propre. J'hésitais à le laisser sortir ; car il n'y avait nul abri aux alentours. Et j'aurais été tellement désolé qu'il lui arrivât malheur pour cela ! « Allez, sortez — dis-je enfin au soldat — faites vite et vous rentrerez vous re-

(1) Et hier, de Vaclère. Encore, pour que la touche soit tout-à-fait juste, faut-il noter que la bravoure juvénile, printanière réapparaît parfois, chez nos soldats en des jours d'enthousiasme. Tels ces arbres qui, en août, sous la poussée de leur sève puissante, reverdissent.

culotter ici ». L'homme — j'ai oublié son nom — va se poster une vingtaine de mètres derrière nous et, avec une sérénité admirable, fait ce qu'il avait à faire. Malgré sifflements et éclatements, malgré que les balles fissent crisser désagréablement les fils de fer des clôtures et qu'on les entendît grêler sur le toit d'ardoises de la ferme sise derrière nous, mettant en continuelle alarme la troupe des pigeons, l'homme n'en persista pas moins, sur la prairie rase, à se rhabiller et ne revint prendre sa place dans la tranchée qu'en tenue correcte. Je le grondai cordialement de ne m'avoir pas tout à fait obéi. Il me regarda avec un bon sourire demi-confus. Il ne comprenait pas. J'avais été seul à avoir peur pour lui. La scène avait eu assez d'allure pour que mon chef de bataillon, l'ayant remarquée, voulût savoir le nom de ce soldat qui avait ainsi ennobli la manière d'aller à la garde-robe.

Un moment après, l'agent de liaison Brigaud (Henri), un jeune Bordelais, vient me porter un ordre. Il arrive, souriant, met la pipe à la main et se tient au garde à vous, au bord de la tranchée. Il met de la coquetterie à demeurer ainsi à découvert. C'est moi qui dois le contraindre à venir à l'abri, en le tirant par le bas de sa capote. Plus tard, le capitaine Sommet, traversant le terrain battu, m'apporte l'ordre du chef de bataillon de me lancer en avant avec un peloton de la Compagnie. Quelques hommes, par ordre, doivent rester à la garde de la tranchée. Le tambour Lacroix (René), un tailleur de pierres de Talence, craignant d'être de ceux-là, vient à moi, sa caisse sur la poitrine, et me prie de vouloir bien l'emmener comme agent de liaison. Il partit, fut grièvement blessé. Réformé, décoré de la médaille militaire, il travaille aujourd'hui dans une usine pour la défense nationale. Une fois parvenus dans le fossé nord de la route de Thuin nous voyons, un peu en avant et à notre droite, la 1^{re} Cie du bataillon accablée par des rafales de schrapnells, tandis qu'elle progressait dans un champ d'avoines. La nappe des épis

frissonnait sous les balles, comme la surface d'une eau criblée de cailloux. Mes hommes ne voulaient rien moins que s'élancer sur la batterie qu'ils présumaient proche — elle était bien à 8 ou 900 mètres — à travers le plateau à peu près nu. Il me fallut calmer leur ardeur. C'étaient vraiment de braves garçons qui avaient dans le sang qu'innataquable n'est pas français. C'est dans ce fossé que j'observai pour la première fois ce fait qui a frappé bien des témoins : le silence et la tenue de nos blessés, contrastant avec les clameurs et les plaintes des blessés boches. J'avais là un homme, la cuisse traversée, et le sergent Dupuch (Jean-Joseph), petit commerçant de Labrit (Landes), la mâchoire brisée. A un moment de répit, nous les soignâmes : ils n'avaient pas l'air plus touchés que des joueurs de ballon se faisant nouer le mouchoir autour d'une écorchure, pour continuer la partie. Dupuch continue, en effet : il se bat aujourd'hui (1) contre les Bulgares, devant lesquels il a récolté plusieurs citations.

Mon jeune camarade, le lieutenant Capoulun, qui devait mourir un mois plus tard, après avoir été au feu d'une allégresse et d'une intrépidité superbes, exultait, à la suite de ce premier combat, parce qu'il avait réussi à opérer un changement de direction sous le feu avec sa section en tirailleurs, chose réputée impossible dans les livres militaires. Sans avoir eu à exécuter ce tour de force, je reconnais n'avoir éprouvé nulle difficulté à manier ma section déployée, que ce soit pour un feu à conduire ou pour un bond à opérer à travers un terrain découvert et battu. Comme nous le disaient nos anciens qui avaient fait la guerre : le soldat français n'est jamais plus facile à mener qu'au combat. La bonne volonté de nos hommes allait au devant de la nôtre ; leur ardeur, leur plaisir à bien faire et à se montrer héroïques prévenait nos ordres. Au crépuscule, dans le rougeoiement des incendies, nous battons en

(1)* Au 176 d'infanterie.

retraite. Nous arrivons au bord d'un plateau qu'il faut traverser; sur la droite, à 200 mètres, une grosse ferme, énigmatique, commande le terrain. L'ennemi est-il là? De vives rafales de balles passent, en claquant, au-dessus de nos têtes. On ne sait d'où partent les coups. Mon capitaine me dit : « Il faudrait envoyer une patrouille à la ferme » Le soldat Comeau (1), un créole, se présente aussitôt. « Si vous voulez, mon lieutenant, je vais y aller ». Et tout seul, il y court : je n'avais rien eu à ordonner. Pendant le recul, une de mes escouades est prise sous le feu d'une mitrailleuse juchée dans le clocher de Gozée. Plusieurs soldats tombent. Parmi eux, un jeune bourgeois de Bordeaux, mortellement atteint à la colonne vertébrale. Un camarade, plus légèrement blessé, rampe vers lui pour le panser, l'aider à s'étendre et reposer la tête sur le sac. Mais voici la nuit. Qui le peut doit partir pour rejoindre le régiment, à la faveur de l'obscurité. « As-tu quelque chose à faire dire? — « Oui — répond l'héroïque blessé — je suis perdu; mais dis au lieutenant d'écrire surtout à ma mère que je suis mort face à l'ennemi ». Ce vaillant jeune homme, que désolait la seule pensée d'avoir été frappé en reculant, bien que ce fût par ordre, portait un beau nom de soldat : il s'appelait Marceau (2). Sa fin sublime mérite de se détacher sur le fond d'or des légendes et de l'histoire de la France. Il perpétuait une pensée chère, dans tous les âges, aux preux de notre race. « Roland — nous dit l'auteur de la Chanson, traduite par Gaston Paris — sent que la mort l'envahit : de la tête elle gagne le cœur. Il court jusque sous un pin et se couche... la tête tournée vers l'Espagne. S'il le fait, le gentil comte, c'est pour que Charles dise, ainsi que les Français, qu'il est mort vainqueur ». Quand Bayard, protégeant aussi une retraite, se fut senti touché à mort, il dit à son écuyer, nous rapporte le récit

(1) Comeau (Nemours, Noutane), de Port-au-Prince (Haïti), employé de commerce.

(2) Marceau (Joseph-Paul-René, employé de commerce, de Bordeaux.

du Loyal Serviteur : « Qu'on me descende au pied de cet arbre et qu'on me mette en sorte que j'aie la face regardant les ennemis; ne leur ayant jamais tourné le dos, je ne veux pas commencer en finissant ». Et les soldats qui enterrèrent la Tour d'Auvergne, le 1^{er} Grenadier des armées de la République, mort sur la terre étrangère, prirent soin d'étendre dans la fosse le héros, de telle sorte qu'il demeurât éternellement, comme il avait combattu, face à l'ennemi. La victoire naît de l'âme. Ce jeune Marceau, soldat de Charleroi, une défaite, portait dans son cœur le germe de la victoire de la Marne.

Dans cette première partie de la retraite, nul découragement chez nos hommes. — Ce n'était que la première manche. Il y avait eu maldonne. La prochaine fois, « on les aurait ». — Il ne fut pas besoin de les remonter en leur racontant des histoires. Ils étaient seulement un peu plus graves, sans être préoccupés. Ils concentraient leur énergie sur l'idée de ne pas rester en arrière et de vaincre la fatigue. Aussi bien, je n'eus aucun trainard. A la bataille de Guise, le 29 Août, je les retrouvai tels qu'au premier engagement, ardents et merveilleux d'indifférence au danger. Je vois encore ma section couchée à une crête pour protéger un repli momentané du bataillon et qu'assaille soudain une grêle de balles dont les claquements terribles imposent le sentiment de l'impitoyable. Aussitôt, sans même attendre d'ordres et malgré le péril, chaque soldat se soulève pour faire le coup de feu. Trop, malheureusement, insouciant à l'excès, se mettent à genoux. C'est alors qu'à mon côté un jeune ouvrier charentais, Parnet (1), tombe mortellement atteint d'une balle sous la pommette gauche. Il roule à terre en m'appelant. Je le tire en arrière pour le mettre à l'abri et le panser; je me penche sur lui et voici ce que j'entends : « Mon lieutenant, je suis tout de même content d'avoir fait ce que

(1) Parnet (Alexandre), cimentier, de Château-Bernard, canton de Cognac.

je devais ». Puis, il se mit à délirer, appelant à son secours sa « bonne maman chérie ». Mais, avant de glisser dans les ombres de l'agonie, il avait exprimé la plus belle pensée, avec la sérénité d'une conscience admirable. Remontons le fil des siècles, et, pour en trouver une aussi noble, il nous faut écouter Bayard mourant : « Ce n'est pas de moi qui meurs en homme de bien qu'il faut avoir pitié... »

Je livre la suprême confiance de ce soldat aux mères qui n'ont rien su de la mort de leurs fils. Leur cœur se fend de songer qu'ils gémirent à l'abandon, au creux d'on ne sait quel fossé, dans les fourrés d'un bois profond ou peut-être sur cette terre d'horreur qui sépare les deux lignes. Elles ne peuvent se consoler de n'avoir pas été près d'eux pour les bercer une dernière fois et les aider à mourir doucement. Qu'elles tranquillisent leur tendresse alarmée : avec les ressources de l'âme noble qu'elles leur avaient donnée, leurs enfants surent calmer les affres de leur agonie solitaire.

A droite, à gauche de ce héros, les hommes tombent. Je me rappelle mes efforts pour les obliger à prendre la position couchée. Je vois mes deux sergents. Lafitte (Gabriel), commis-banquier au Crédit Lyonnais de Bayonne (1), appuyé sur son fusil, un genou à terre, tranquille au milieu du vacarme et recherchant l'ennemi ; et voici Labaste (Eugène) (2), fils du boulanger d'Anglet, le fameux trois-quarts (aile gauche) de l'Aviron bayonnais, qui, ayant aperçu les Boches à l'orée d'un bois, ajuste ses coups minutieusement, le visage à peine un peu plus pâle et contracté que d'habitude, et, tout à sa besogne, ne songe pas suffisamment à s'abriter. Tandis qu'il recharge son arme, il regarde ses hommes. A sa droite, un paysan landais Louat (Félix) (3) tire, debout derrière la crête, le haut du corps

(1) Bravement tombé à la tête de ses hommes, sous-lieutenant au 118^e d'infanterie, à l'attaque du plateau de Troyon, le 16 avril dernier. Porté disparu. Décoré de la Croix de guerre.

(2) Glorieusement blessé ensuite à Craonne et à Verdun. Décoré de la Médaille militaire et de la Croix de guerre

(3) Louat (Félix), cultivateur, de Cagnotte, canton de Pouillon (Landes).

à découvert, avec un mépris du danger et un sang-froid tels que Labaste remarque l'immobilité du bout de son canon et, à travers le bruit, lui crie ses compliments. Et s'il agit ainsi, le brave soldat, c'est sans doute pour donner une leçon à quelques autres qui, non loin de lui, utilisent exagérément la position couchée. Il eut le bonheur bien mérité de n'être pas touché. A gauche de Labaste, un paysan basque fait aussi le coup de feu. C'est Bidalun (Philippe), cultivateur à Alçay, canton de Tardets. Tandis qu'il met en joue, une balle lui coupe l'index replié sur la détente; il regarde ce que c'est, dit à son sergent : « Ils l'auront quand même » et tire à l'aide du médius. Un peu plus tard, ce brave soldat qui n'avait même pas songé à se faire panser, se rappelant sa ferme et ses labours, me montrait sa main sanglante et, d'une voix un peu triste, me disait : « Comment vais-je faire maintenant pour travailler la terre ? » Ces héros demeurent des hommes, et des hommes de chez eux : combien ils en sont plus touchants ! Ils souffrent. Il faut s'en souvenir. A voir leur constance et leur calme on pourrait l'oublier. Leur sérénité ou leur rayonnement dans l'épreuve, c'est une victoire heureuse sur leur douleur.

Hélas ! tandis que nous tirons, nos soutiens, en arrière, nous ayant oubliés, engageaient le feu. Je dus faire retirer ma section dans un pli du sol, en-dessous de la crête. Il y avait à peine une minute que nous étions ainsi à l'abri que des soldats me faisaient demander si nous restions là un peu de temps encore. « Oui. Pourquoi ? — Pouvons-nous aller chercher nos camarades blessés ? — Comment donc ! C'est très bien ». Et j'en vis, à droite, à gauche, quelques-uns remonter à la crête, droits, calmes sous le feu qui s'échangeait entre nos soutiens et l'ennemi, et ramasser leurs compagnons de rang, blessés tout à l'heure, les ramener à l'abri et les soigner. L'un d'eux, Sylvain Vignalou, un chevrier béarnais (1), s'apercevant qu'il ne peut à soi

(1) Vignalou Sylvain, chevrier, de Bielle, canton de Laruns, vallée d'Ossau.

seul transporter son ami, blessé aux deux jambes, se retourne et fait un signe. Aussitôt, un soldat se détache de l'abri, vient à lui et à eux deux, faisant une chaise de leurs bras et de leurs mains entre-croisées, ils emmènent et sauvent leur camarade. Le beau groupe pour un sculpteur ou pour un peintre ! Mais il serait impossible de rendre l'aisance, la simplicité avec lesquelles cet acte de dévouement spontané fut accompli. Ils refaisaient le geste de Roland, secourant Turpin, que nous transmet la légende. « Il va porter secours à l'archevêque, qu'il voit chanceler ; il lui délace son heaume doré, il lui enlève son haubert à mailles légères, il coupe en morceaux son bリアut de soie et avec les pans il lui bande ses grandes plaies ; puis il le prend dans ses bras, contre sa poitrine, et le couche doucement sur l'herbe ». Et ils faisaient mieux encore que Roland, puisque leur acte de généreuse amitié était accompli sous les coups de l'ennemi. Anatole France écrit : « Nos soldats, plus grands que leurs grands ancêtres ». Il a raison.

Après ce répit forcé, tout à coup, c'est le retour offensif, la charge. « En avant » ! Nous courons. Mais nous avons de l'avance sur le reste du bataillon. Voici, là-bas, dans un champ labouré, quelques Allemands qui détalent. « Halte ! sur les fuyards. 600 mètres. Feu à volonté ». Première rafale. Trois ou quatre tombent. Et je vois des balles soulever la poussière autour des autres qui augmentent l'allure et vont disparaître. J'aurai toujours dans l'œil cette accélération de vitesse, après la première salve : c'est un de mes bons souvenirs de la guerre. « Allez-vous laisser échapper ces lapins-là ? — criai-je. « Non, mon Lieutenant », répondent mes hommes. Nouvelle rafale. Tué ou affolé, cette fois, tout est par terre. On prétendait, et je le croyais, que, sous le feu, les hommes trop émus ne visaient pas. J'ai vu les miens viser, comme au tir à la cible, et faire mouche... Ce fut au cours de cette marche en avant que le clairon de la compagnie, Chau-

merlias (1), un grand garçon au beau type méridional, ouvrier girondin, fut tué d'une balle en plein front, tandis qu'il sonnait la charge. Belle fin pour un entraîneur d'hommes ! Etendu à terre, il maintenait encore son clairon aux lèvres. C'est mieux que le clairon légendaire dont Déroulède ne nous dit pas que, mort, il sonnât toujours...

Pour achever mon témoignage, je vous dirai que sur mes cinquante hommes j'en ai vu, tout compté, trois seulement dont la figure fût verdâtre et qu'il me fallût remettre à leur place. La quasi totalité fut splendide. Ils sortaient de cette épreuve du feu, la plupart transfigurés. Des soldats timides, et qui auparavant n'osaient m'aborder, venaient à moi, un rayon dans les yeux, et me parlaient presque comme à un ami de toujours. Leurs regards semblaient dire : « n'est-ce pas que vous avez été content de nous » ? Ah ! certes oui. Leurs visages reflétaient une dignité pleine de flamme. Quelque chose de sacré avait passé sur eux. Remué par l'orage, le fond des âmes était remonté à la surface. Car la guerre ne change pas les individus ; elle les révèle. Tout au plus, elle les travaille, elle les modèle, mais dans le sens de leur nature profonde. Elle rend les bons meilleurs et pires les mauvais. Et, par exemple, les bons méridionaux pourraient bien revenir de là-bas dégoûtés de la hâblerie. Cela ferait, je crois, une variante, de notre type assez originale... Chacun a pu le remarquer : la modestie, la discrétion de ces hommes est étonnante. Il faut les pousser, pour qu'ils vous racontent ce qu'ils ont fait de bien. Un jour, aux tranchées, j'envoyai un de mes agents de liaison chercher de l'eau pour le repas. Au sortir du boyau, il y avait une pente à découvert que jusqu'alors nous croyions en angle mort de la position d'Heurtebise. Cet après-midi-là, à peine en terrain libre, mon homme tombe sous le feu d'une mitrailleuse. Il sent bien que

(1) Chaumerlias (Philippe), tonnelier, de Ste-Croix-du-Mont, canton de Cadillac.

c'est pour lui; il s'aplatit pour disparaître au-dessous du jet, et fait le mort un long moment. Puis, tout doucement, ayant rattrapé le seau de toile qu'il avait laissé échapper en se couchant (car, enfin, il avait sa mission), soudain, il bondit dans un trou à proximité. Inquiet de son sort, ayant entendu la mitrailleuse aussitôt après son départ, j'avais été au bout du boyau et avais tout vu sans que ce soldat s'en aperçût. Le soir, comme il ne m'avait encore rien dit de son aventure et que je buvais l'eau qu'il m'avait rapportée, je le fis appeler. La mort l'avait frôlé de très près; il avait senti le souffle des balles : cela ne valait pas la peine d'en parler. Il me fallut insister pour qu'il me racontât l'incident, avec un laconisme souriant et simple qui était un charme.

D'ailleurs, rien de tendu ni de sec, rien de glacé dans leur sublime. Ces braves ne sont point spartiates. Ils sont demeurés à la guerre tout frémissants de sensibilité; mais sans nulle sensiblerie. Le vieux mot de « gentillesse » eût été créé pour eux, s'il ne l'avait été pour leurs pères. Ils sont bien de cette lignée de héros pleins d'humanité, dignes de ravir les cœurs, les seuls que nous puissions aimer et que Bossuet, un jour, célébra dans la personne d'un grand soldat de France. Quel courage ai-je vu dépenser pour recueillir le corps d'un camarade tombé entre les lignes, lui assurer les honneurs de la sépulture et le grand repos, sous notre garde, dans le coin sacré où nous rassemblerions nos morts ! Que de soins, que de fatigues volontiers supportées pour donner un cercueil à un chef glorieusement tombé ! J'en sais qui ont fouillé une fosse commune pour y découvrir un de leurs compagnons, l'enrouler dans un drap et faire qu'il ait sa tombe personnelle, avec sa croix et son nom. Cette ardente amitié n'avait d'égale que la sollicitude des chefs pour faire relever les morts gisant près de la tranchée, entretenir les cimetières. Toutes les fois que c'était possible, on ne quittait le secteur qu'après avoir donné aux tombes des prières, un souvenir, des couronnes de feuillage. J'ai vu des gradés tailler des croix

pour leurs hommes tués et inscrire dessus le nom du mort, et son épitaphe, toujours la même, simple et toute belle : « Mort pour la France... »

Une telle cordialité, toute à la française, entre hommes de troupe et gradés, aux premières lignes, repose de l'âpre et du sombre. C'est, au milieu de la terrible épreuve de la guerre, comme une détente dans la douce lumière. Le matin du 24 août 1914, au lendemain de Gozée, passant devant le 3^e bataillon qui, la veille, avait beaucoup souffert, et apercevant un jeune homme pour lequel j'éprouvais une grande sympathie, le sergent Roger Le Barillier (1), je lui dis tout mon plaisir de le voir sauf. Mais lui, après m'avoir remercié, me montrait ses soldats et me disait, avec une voix tremblante d'émotion : « Mon lieutenant, regardez ce qui reste de ma pauvre compagnie » ! A Guise, le sergent Commagères (2), un horticulteur girondin, la cuisse traversée d'une balle et obligé d'abandonner la partie, ne songe qu'à demander son lieutenant, pour lui communiquer un renseignement sur l'ennemi et lui serrer la main. Plus tard, c'est le soldat Cazade (3), un paysan landais, qui accompagne au poste de secours son capitaine gravement blessé, demeure à son côté durant le pansement et, quand tout est fini, s'approche de lui pour lui dire au revoir et le prévenir enfin que, blessé, il va se faire soigner à son tour.

Voilà les soldats et les chefs tels qu'ils étaient pour la plupart... Ah ! chers compagnons, que vous fussiez de la ferme ou de l'atelier, du château ou de la plus humble demeure, nous ne pourrions vous oublier. Comment songer, sans une peine profonde, à tous ceux d'entre vous

(1) Le Barillier (Roger), étudiant en droit, fils du maire d'Anglet, Conseiller général des Basses-Pyrénées. Tombé en plein triomphe, au plateau de Vaublère, le 5 mai 1917, lieutenant commandant la 2^e compagnie du 49^e, en léguant à ses hommes l'exemple d'une mort sublime.

(2) Commagères, horticulteur à Villenave-d'Ornon, canton de Pessac. Adjudant au 249^e. Deux fois blessé. Perte d'un œil, décoré de la Médaille militaire et de la Croix de guerre.

(3) Cazade (Lucien), cultivateur, de Mugron (Landes). Trois fois blessé. Décoré de la Croix de guerre.

que nous ne reverrons plus? Vous qui êtes tombés, vous étiez les meilleurs. Votre disparition diminuera la joie qu'il y aura à vivre, après la victoire. Mais nous retrouverons votre âme dans la France magnifiée et embellie que vous nous aurez laissée.....

Tels sont les traits d'héroïsme des soldats du 49^e dont je puis déposer. Si l'armée a été une bonne école de patriotisme et de vertus guerrières, il n'est pas moins certain qu'une telle bravoure est, sous l'aiguillon de la nécessité et dans le péril extrême de la patrie, l'éblouissante floraison de l'âme nationale. Une preuve entre dix, c'est l'écho que fait l'arrière au sublime de l'avant, quand arrive l'heure du sacrifice. Ces braves qui tiennent ou avancent et qui meurent, avec un si vif sentiment du devoir, s'alimentaient à des vertus de famille. Le champ, l'atelier, la maison où, domptant leur angoisse, travaillent ceux qui sont restés, c'est le fond qu'il faut voir au tableau des batailles. Un jour de Décembre 14, étant aux tranchées, je reçus une lettre d'une jeune fille, domestique de ferme dans les Landes. Elle n'avait pas, depuis le mois d'août, de nouvelles de son frère. « Monsieur le Capitaine, ne craignez pas de me dire toute la vérité; je serai forte ». Je m'informai: ce garçon était bravement tombé à Guise. J'écrivis. Cette jeune paysanne me répondit pour me remercier, avec une fierté et une délicatesse toute patriciennes. Elle me dit que la pensée que son frère avait fait son devoir la consolait un peu. « J'aurai du courage, puisqu'il est mort en bon soldat. » Et elle terminait: « Vive la France! ». Et c'est le dernier mot jailli, avec leur âme même, des lèvres de tant de héros, quand ils se sont abattus sur le sol ou abîmés dans les flots... Il faut qu'un jour quelqu'un recueille les traits de bravoure des familles.

On a dit : guerre de matériel. Evidemment. Mais aussi, et par cela même, guerre d'âme. Plus la machine à tuer débite la mort, plus il faut d'âme pour vaincre la terreur

qu'elle répand, affronter les risques de destruction multipliés. Puis, dans une lutte si atroce et si longue, toute la nation est appelée à souffrir les privations, la misère, le deuil. La victoire se remporte tout d'abord sur soi. La victoire restera à l'âme collective qui sera la plus forte; et ce sera celle qui pourra le mieux compter sur sa qualité. Nous n'avons rien à redouter de l'Allemagne sur ce plan-là. C'est l'âme, avec le sang, qui a déjà suppléé chez nous les manques matériels et autres. Dans cette guerre d'usure, nos réserves morales sont inépuisables, si l'on sait ne pas les gaspiller : la nation et son armée s'appuient sur vingt siècles de magnanimité. Les Allemands ont possédé mieux que nous, parce qu'ils ont obéi à de meilleures règles, aux principes éternels et bien connus de la force, la direction, l'organisation, la puissance matérielle et la passion nationale. Auraient-ils été doués de notre nature qu'ils nous écrasaient aux premiers mois de la guerre. Mais, heureusement, l'alliage français était demeuré très supérieur au germanique. Son intime vertu nous a sauvés. Je croyais bien la connaître, avant cette guerre; aussi étais-je parti avec confiance, bien que, par ailleurs, je connusse certaines faiblesses. Et cependant, mes soldats ont dépassé tous mes espoirs. En eux s'est incarnée, avec une splendeur souveraine, l'âme du Sud-Ouest français que j'ai vue allègre, vive, étincelante, et quand il a fallu du sérieux, sérieuse, et quand s'est présentée la mort, plus belle encore que je ne l'aurais imaginé. Ces hommes dont la plupart, hélas ! ne sont plus, ont fait honneur à l'humanité, à la France, et surtout à leur petite patrie qu'ils ont représentée dans la croisade contre les Barbares, ennemis du genre humain. Ils méritent l'immortalité : il faut que leurs villes ou bourgades natales sauvent, perpétuent la mémoire de leurs hauts faits et l'esprit qui les animait.

Capitaine FRANÇOIS DUHOURCAU.

Après cette communication, le capitaine Duhourcau envoyait aux officiers des 49^e, 249^e, 142^e T., 342^e R. A. T. et à certains autres, ayant appartenu naguère à ces régiments, mais aujourd'hui dispersés dans d'autres corps, la lettre suivante, accompagnée de feuillets blancs :

Bayonne, le 20 Mai 1917.

MON CHER CAMARADE,

La Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne se propose de recueillir tous les traits d'héroïsme qui révèlent la force d'âme dont ont fait preuve, dans cette guerre, les régiments de notre ville : elle composerait ainsi le livre d'or de la cité et des campagnes environnantes. C'est un devoir à remplir. Cette longue lutte coûte tant de misères, de sang et de larmes ! Rien ne doit être perdu d'une gloire si chère qui constitue désormais le plus précieux de nos trésors spirituels.

J'ai l'honneur, au nom de la Société, de vous prier de vouloir bien rapporter sur cette feuille, de la façon la plus nette et la plus brève, tout acte de bravoure, tout propos *dont vous ayez été témoin* qui manifeste l'esprit dont sont animés nos combattants, chefs ou soldats. Vous voudrez bien, pour donner à ce témoignage toute sa valeur, le signer de votre nom, de votre grade et faire savoir, s'ils sont connus de vous, le nom du héros, sa profession et le lieu dont il est originaire.

Je m'excuserais de vous demander ce surcroît de peine, si je n'étais convaincu que ce serait vous offenser. Vous aurez trop à cœur d'attester ainsi votre reconnaissance et votre amitié à des braves dont vous sauverez peut-être la mémoire et rendrez le courage plus fécond, en le faisant servir d'exemple.

Veuillez agréer, mon cher camarade, avec tous mes remerciements, l'expression de mes sentiments très sympathiques.

Capitaine FRANÇOIS DUHOURCAU,

du 19^e Régiment d'Infanterie, mutilé de la guerre.
Secrétaire de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne.

Le Centre bayonnais de rééducation professionnelle

des Mutilés de la Guerre

Les héros qui ont offert leur poitrine pour arrêter l'envahisseur et donné leur vie pour la France ont droit à notre respectueuse admiration : ceux qui sont revenus dans leurs foyers, meurtris par la mitraille, aveugles, mutilés, blessés, en ces journées empourprées de gloire et de sang, méritent l'éternelle reconnaissance de la Patrie.

J. GARAT.

Député, Maire de Bayonne

On s'est de tout temps préoccupé du sort des mutilés de la guerre mais il faut reconnaître qu'autrefois la plupart de ces malheureux furent des victimes dont les pouvoirs publics se désintéressaient trop aisément. Après l'écho délirant des victoires, c'était le cortège lamentable des invalides qui, avec leurs jambes de bois, battaient le pavé, la main tendue aux passants ; les héros devenaient des mendiants.

A notre époque était réservée la pénible mais noble mission de rechercher, par la rééducation professionnelle, le moyen efficace de faire retrouver aux victimes de la guerre une vie plus normale et plus complète. Tout n'est pas compromis en effet, pour le mutilé, par la perte d'un membre, et il peut encore travailler. S'il ne peut reprendre son ancien métier, il n'a que l'embarras du choix parmi ceux qui lui offrent les moyens de se rendre utile à la collectivité et à lui-même.

Au lieu d'être une charge pour le pays le mutilé qui a repris un métier contribue, par son travail, à enrichir sa Patrie après l'avoir bravement défendue. En augmentant, par les bénéfices d'une profession, la pension que l'Etat lui fournit, il vivra mieux, il pourra aspirer à plus de joies morales et matérielles ; son avenir lui apparaîtra meilleur.

ECOLE PROVISOIRE D'APPRENTISSAGE

Guidé par les considérations d'une si haute portée morale et patriotique, le Conseil municipal, par une délibération en date du 14 juin 1915, et sur la proposition de M. Garat, maire, créa à Bayonne une école de réapprentissage pour les mutilés de la guerre. Dès le mois de juillet, il installa des cours d'instruction primaire dans une des salles de la Mairie où tous les mutilés de la guerre furent admis, à quelque région qu'ils appartenissent. On adopta l'internat et l'externat. Les internes, complètement hébergés et logés dans les restaurants de la ville, bénéficiaient, en outre, ainsi que les externes, d'une prime d'apprentissage de 0 fr. 50 par journée de présence au travail. Ce n'étaient là que des mesures provisoires; mais, telles quelles, elles donnèrent très vite des résultats appréciables et encourageants pour l'avenir puisque, avec des moyens d'action très limités, on était arrivé, en moins de deux mois, à arracher à l'inaction quelques braves gens. Deux des élèves, en effet, avaient pu revoir les matières de l'enseignement primaire et se présenter à des concours de l'Etat; quatre étaient placés chez des négociants de la région et quelques autres comme surveillants ou contrôleurs dans des usines travaillant pour la défense nationale.

LE LOCAL

Entre temps, la question d'un local préoccupait sérieusement les organisateurs de l'école provisoire, car les mutilés, logés en ville, n'étaient soumis, en dehors des heures de cours, qu'à une surveillance illusoire; il fallait donc au plus tôt arriver à la vie en commun des apprentis, avec toutes les obligations d'assiduité et d'organisation dans le travail qu'elle comporte.

A l'Arsenal.

Sur l'invitation de M. Garat, une Commission se rendit à l'arsenal le 23 juillet 1915 et visita les locaux que M. le Ministre de la guerre mettait, dans ce vaste bâtiment militaire, à la disposition de la municipalité pour installer l'école qu'elle venait de créer. Mais la commission eut tôt fait de se rendre compte que les transformations indispensables de ces locaux nécessiteraient de lourdes dépenses, en même temps que les démarches administratives pour les occuper, toujours lentes et pénibles, retarderaient d'autant cette installation.

L'Espérance.

Adoptant le projet de M. Garat d'affecter à l'école les deux immeubles communaux de l'Espérance et du Vieil Orphelinat, la première visite que fit la commission à ces locaux fut concluante en faveur de leur utilisation pour le but que l'on recherchait; ils furent donc aménagés sans retard pour recevoir 50 apprentis internes.

Dès le mois de novembre 1915, 18 mutilés sont placés dans ces deux établissements bien aérés, simplement, mais suffisamment meublés, entourés d'un grand parc où ils peuvent se livrer à des exercices de plein air. Les ateliers présentent, eux aussi, d'excellentes conditions d'hygiène, avec la meilleure installation pratique possible.

Le Comité directeur.

Pour se conformer aux instructions de l'autorité supérieure, il fallut remplacer le nom d'école de réapprentissage par la désignation officielle de : *Centre de rééducation professionnelle des mutilés de la guerre*, créer un comité directeur de 22 membres (1) et soumettre un budget précis en recettes et en dépenses.

(1) Le Comité directeur est composé de MM. Forsans, Garat, Mendiondo, conseillers généraux ; Larréguy, Legrand, Rouffet, Simonet, Weiller, conseillers municipaux ; Domingo, Abbadie, Leroy, membres de la Chambre de Commerce ; Lafourcade, Lasserre, Lavergne, docteurs en médecine ; Colonel Moncoq, Choribit, Dours, Lamothe, Le Beuf, Malégarie, Milliaud, Moureu.

La commission administrative.

A son tour, le Comité directeur désigna une commission pour s'occuper dans ses multiples détails de la mise au point définitive de l'œuvre, assurer son fonctionnement et son développement

Cette commission, composée de 5 membres (1) se réunit pour la première fois le 27 novembre 1915. Depuis lors, ses séances devinrent hebdomadaires, et ses visites à l'établissement quotidiennes. Elle s'occupa du choix de contre-maitres sandaliers, chaisiers, sculpteurs sur bois, fabricants de jouets, vanniers, et les installa dans les ateliers déjà formés. Pour d'autres professions telles que la photographie, la bourrellerie, la cordonnerie, etc., elle organisa l'apprentissage à domicile.

Elle fit les règlements concernant le travail, les visites, la discipline intérieure, etc.; elle prit les précautions d'assurer contre les accidents les contremaîtres et les apprentis qu'elle avait engagés; elle rédigea la notice concernant l'administration, l'organisation de l'établissement et les conditions d'admission des élèves; elle fixa à six mois la durée de l'apprentissage et à 25 % les bénéfices du travail, auxquels s'ajoute la prime journalière de 1 fr. 25 par élève. Cette notice fut envoyée à tous les maires de la région, à toutes les formations sanitaires, à tous les groupements susceptibles de s'intéresser à l'avenir de nos mutilés. La Commission administrative prit en main l'ordonnement des paiements, la comptabilité étant tenue par le receveur municipal.

L'association régionale.

Auprès du Comité directeur qui, par son caractère officiel, se trouve arrêté parfois par des règles fixes, qui s'imposent cependant, est placée, comme aide et soutien,

(1) MM. Dours, Malégarie, Neys, Milliaud, membres; Fort, secrétaire administrateur; L'hospital, Directeur de l'Ecole.

avec toute liberté d'action rapide, l'association régionale, affiliée à la Fédération Nationale. Cette association, composée de la plupart des membres du Comité directeur augmentés de dames et de quelques autres personnalités (1), prend les apprentis sous son patronage; elle leur apporte un appui matériel et moral, les assiste dans le choix des appareils de prothèse et s'occupe de les placer à la fin de leur réapprentissage. Elle organise des souscriptions; elle a de ce fait, des fonds particuliers, dont elle dispose à son gré pour assurer la prospérité de l'œuvre et apporter au budget directeur l'appoint supplémentaire qu'elle juge utile.

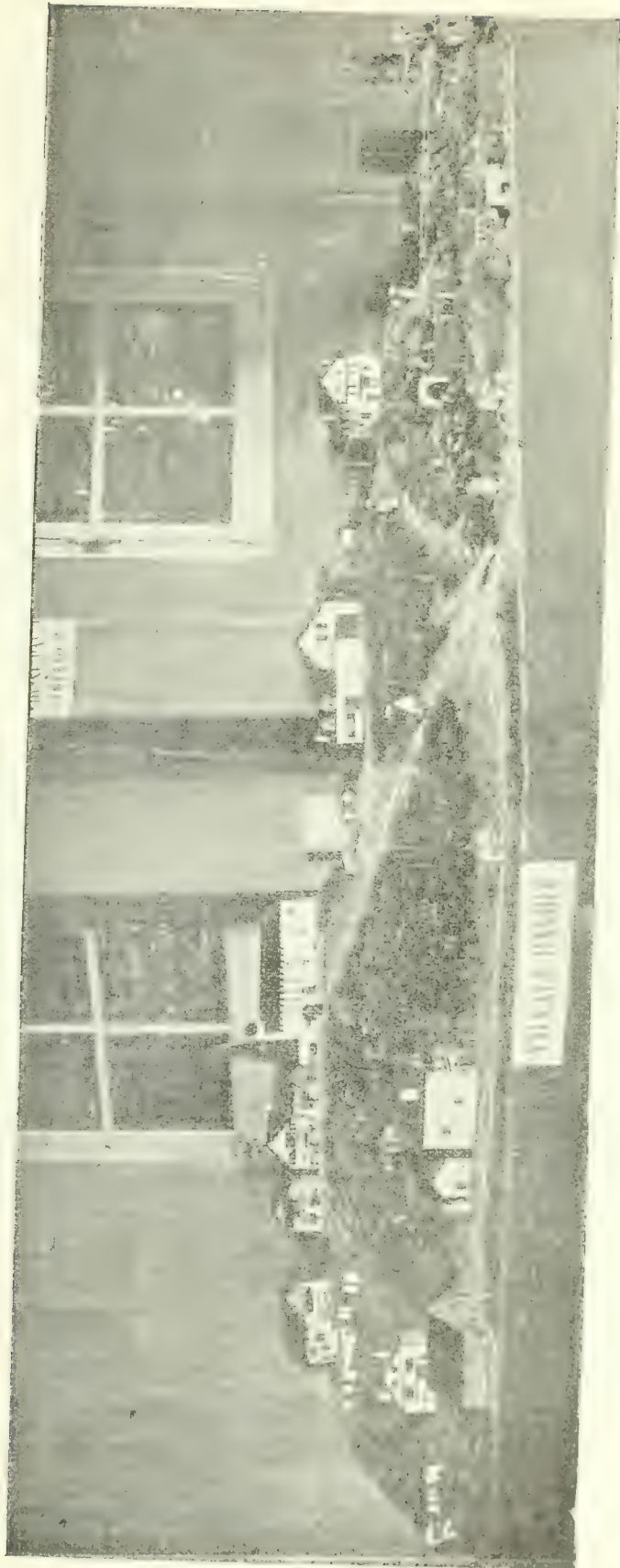
RÉSULTATS OBTENUS

Depuis le 23 juillet 1915 jusqu'au 1^{er} janvier 1917, 92 élèves se sont fait inscrire à nos cours de réapprentissage.

Sur ce nombre, 12 ont revu les matières de l'enseignement primaire; deux illettrés ont appris à lire et à écrire, trois autres, n'ayant même pas les notions élémentaires de l'écriture et amputés du bras droit, sont parvenus néanmoins à se servir de leur main gauche après avoir appris à écrire. Les maisons de commerce de la région, l'administration des chemins de fer, celle des postes ont utilisé 17 élèves qui, aujourd'hui, très satisfaits de leur situation, envisagent sans crainte l'avenir. L'un d'entre eux, particulièrement appliqué, a si bien perfectionné son instruction rudimentaire qu'il occupe maintenant en Amérique, où il était avant la guerre, un emploi beaucoup mieux rémunéré.

Le gardien de notre square, ancien menuisier, amputé

(1) Présidents d'honneur: MM. Maurice Barrès, Barthou, le Général commandant la 18^e région; M. le Préfet des Basses-Pyrénées, M. le Maire de Bayonne; Président, M. Le Beuf; Vice-Présidents, M. Le Roy et Madame Delay; Trésorier, M. Milliaud; Secrétaire, M. Choribit; Secrétaire-adjoint, M. Fort; Membres: MM. Legrand, Simonet, Rouffet, Etchepare, Dours, Docteur Lasserre, Colonel Moncoq, Malégarie, Biraben, Neys, Fourcade, Béguet Léon, Abbadie, Mesdames Jourdaa, Novion, Gilbert, Grenade, Bonnecarère, Neys.



Jouets de bois fabriqués au Centre de rééducation.

d'un bras et de plusieurs doigts, et que ses blessures rendent inapte à toute rééducation a été utilisé au mieux de ses aptitudes physiques.

Cinq mutilés, sortis de notre établissement, ont été acceptés comme surveillants dans les usines de guerre; vingt autres ont appris la fabrication à la main de l'espadrille, cette chaussure locale si en faveur dans notre région.

Ces 20 hommes, devenus sandaliers parce qu'ils ne pouvaient plus exercer leur ancienne profession, eussent été, sans la rééducation, inévitablement condamnés à l'inaction. Trois d'entre eux étaient cochers ou charretiers, les autres cantonniers, employés d'usine, scieurs, mariniers, valets de chambre ou d'hôtel, meuniers, boulangers; 9 se livraient à l'agriculture. Voilà pour les sandaliers. Un mineur, amputé de jambe, s'est fait bourrelier et a trouvé à s'occuper en cette qualité à l'usine du Boucau, un autre mineur a choisi la profession délicate d'orthopédiste, un cultivateur s'est transformé en chaisier habile, un relieur et un résinier montent des sabots, un garçon de café est coutelier; la cordonnerie a tenté deux employés de magasin, l'apprentissage de la vannerie a fait d'un cultivateur un contre-maitre vannier, détaché en cette qualité à notre école. Celui-ci, à son tour, a formé deux bons ouvriers de deux pupilles de l'Assistance publique; l'art photographique a séduit un employé de magasin, qui réussit à merveille dans sa nouvelle profession. Deux élèves, qui ont montré quelques dispositions pour la dactylographie, ont acquis à l'école une habileté suffisante qui leur permet de tirer un bon parti de la machine à écrire. Tous enfin ont suivi, indépendamment des autres cours de rééducation, ceux d'instruction primaire. Ils ont singulièrement gagné à les fréquenter en se rendant familiers avec le calcul, la rédaction et même avec les éléments du dessin industriel.

Pour nous résumer, 58 mutilés sur 92 ont appris un métier et l'exercent; 2 ont été exclus pour mauvaise conduite; 9 ont essayé du réapprentissage sans le continuer assez

longtemps; 22 sont actuellement à la rééducation professionnelle.

Exposition du 25 avril dans les salons de la Mairie.

L'une des premières manifestations publiques du travail de notre centre de rééducation eut lieu les 25 avril 1916 dans les salons de la Mairie. Là, parmi les trophées de guerre, on admira particulièrement nos jouets locaux, nos sièges gothiques aux fines sculptures; on examina



Atelier de sandaliers

avec intérêt les articles d'orthopédie et de coutellerie fabriqués par deux de nos pupilles; nos vanniers présentaient une série de paniers de tous modèles et nos sandaliers un lot de superbes espadrilles à la semelle solidement tressée. Ces différents objets voisinaient ensemble auprès de brosses grossières et de fine qualité provenant de la section des

aveugles, qui y avaient ajouté aussi des chaises au cannage ordinaire et au rotinage le plus fin.

Le public satisfait ne ménagea pas ses appréciations flatteuses à l'égard de l'excellente méthode d'enseignement manuel donné dans notre centre de rééducation, qui avait produit des résultats si complets et si rapides en un temps relativement court.



Jouets fabriqués à l'École

Exposition permanente.

Depuis lors, l'exposition des travaux a été rendue permanente et installée dans la chapelle du Vieil Orphelinat où, deux fois par semaine, le public est admis à la visiter.

Ce que deviennent les objets fabriqués.

On peut se demander ce que deviennent les objets fabriqués dans les ateliers de notre centre de rééducation.

A cette curiosité toute naturelle, on répondra qu'ils sont tout simplement vendus. C'est par centaines de paires, en effet, que les espadrilles sortent de nos ateliers. Pour la vente de cette chaussure, nos fabricants n'ont pas de meilleurs clients que les enfants de l'Yser et le commerce local.

Les visiteurs, séduits par les charmants travaux exposés, ne ménagent ni leur bourse ni leurs commandes : jouets,



Jouets de bois fabriqués à l'École

articles de bois sculptés, objets de vannerie, de broserie et autres trouvent des amateurs, heureux de joindre à une acquisition utile, une bonne action en faveur de nos apprentis mutilés.

Bénéfices d'apprentissage.

Cette bonne action réside dans le fait que les élèves touchent une prime de 25 % sur le produit des ventes,

indépendamment d'une autre prime au travail de 1 fr. 25 par journée de présence à l'atelier. C'est par des avantages comme ceux-là que nous encourageons les pupilles; c'est aussi une manière de faire récupérer la retenue d'entretien obligatoire de 1 fr. 20 à opérer sur ceux qui touchent l'allocation journalière de 1 fr 70 en attendant la liquidation de leur pension de réforme.

APPAREILS DE PROTHÈSE

Si le soin de procurer les appareils de prothèse appartient au service de santé, celui-ci se trouve souvent en présence de trop nombreuses demandes qu'il ne peut pas toujours satisfaire à temps. Quelquefois aussi certains appareils perfectionnés non prévus dans les nomenclatures officielles, seraient d'une grande utilité aux blessés, qui pourtant ne les recevraient jamais si leurs ressources personnelles ne leur en permettaient l'acquisition. Il fallait donc que les œuvres privées se substituassent à l'Etat dans la fourniture de ces appareils : c'est dans ces conditions que notre association régionale a été appelée à donner, dès le mois d'août 1915, plusieurs appareils perfectionnés à quelques-uns de nos apprentis, et même à d'autres mutilés n'appartenant pas à notre école, et qui sollicitaient de nous, bras et jambes articulés, mains artificielles, pilons ou appareils Robin.

L'un de nos aveugles, qui reçut, en même temps qu'une blessure aux yeux, un éclat d'obus à la bouche, souffrait très douloureusement de son palais déformé. L'association régionale lui ayant procuré un appareil dentaire, il peut maintenant broyer les aliments de quelque nature qu'ils soient. Presque tous nos mutilés atteints de cécité réclament des yeux artificiels. Ils ne sont pour eux d'aucune utilité; ils flattent seulement leur coquetterie, mais on leur donne satisfaction chaque fois qu'ils font la demande de ces yeux de verre.

Les AVEUGLES au CENTRE de RÉÉDUCATION

Il n'est pas possible, pour nous clairvoyants, d'envisager un malheur plus grand que celui qui nous plongerait brutalement dans l'obscurité, la vue étant considérée à bon droit comme un des plus précieux de nos sens. Cependant, dans cette guerre de tranchées, les aveugles sont si nombreux qu'ils se comptent déjà par milliers. A ces infortunées victimes vont de préférence notre commisération et notre tendresse, mais il ne sert de rien de les plaindre, de les entourer d'une pitié déprimante; c'est à les réadapter à une vie nouvelle, à leur préparer un avenir plus heureux que doivent tendre tous nos soins et nos efforts. Inspiré par ce sentiment, M. Garat, dans le rapport qu'il fit en septembre 1915 sur la création d'un centre de réapprentissage, pensa à joindre, dans notre établissement, une section de blessés aux yeux à celles destinées aux voyants. Aussi bien, quelques-uns de ces infortunés, dispersés dans les environs et qui lui avaient été signalés, lui paraissaient-ils tout indiqués pour entrer dans cette catégorie de mutilés.

Assuré du concours aussi dévoué qu'éclairé de M. Léon, professeur de philosophie au Lycée de Bayonne, aveugle lui-même, et de l'aide intelligente de M. Abadie, accordeur de pianos, atteint de cécité lui aussi, M. Garat se mit en rapport avec les blessés aux yeux de la région et obtint leur adhésion à suivre les cours. On se mit à l'œuvre aussitôt et, peu de temps après des ateliers furent prêts à recevoir cette catégorie de pupilles. Le premier qui se présenta, un solide Landais de 29 ans, avait perdu instantanément la vue sur le champ de bataille par suite d'une blessure d'obus. Pris par les Allemands, qui le soignèrent, il revint comme grand blessé. Sa grande infortune n'avait en rien altéré sa bonne humeur naturelle. Ce garçon courageux, aux sentiments délicats, ne demandait qu'à se rééduquer

au plus tôt pour augmenter par le travail les bénéfices de sa pension et aider ses parents, qui avaient 13 enfants dont 2 encore à l'armée. Avec beaucoup d'entrain et de confiance il se mit à la besogne, sous la direction d'un contremaitre aveugle, recommandé à notre centre par l'association Valentin-Haüy. Ses progrès furent rapides, puisque dans quelques mois il apprit parfaitement le paillage, le cannage et le rotinage des chaises. Malheureusement, complètement illettré, il ne lui fut pas possible de profiter de l'enseignement en Braille qu'on aurait pu lui donner.

Après 7 mois environ de présence, le travail lui étant devenu facile, il retournait au pays. Si l'on en croit ce brave garçon, la besogne ne lui manque pas au village il en a même plus qu'il n'en peut fournir, tant il inspire de sympathie et montre de dextérité et d'adresse dans son métier.

Visite de M. Brieux, de l'Académie française.

En décembre 1915, il y avait 4 blessés aux yeux dans notre établissement quand M. Brieux, de l'Académie française, lui fit une visite. Ce que vit le grand ami des aveugles lui donna une impression favorable et il déclara spontanément toute sa satisfaction de voir ses amis placés en si bonne direction et installés dans d'excellentes conditions hygiéniques. Il promit d'intervenir auprès de M. Brisac, directeur de l'Assistance publique pour que notre centre de blessés aux yeux devint régional, avec tout le développement que comporte une section de cette importance.

Depuis la visite de M. Brieux, les aveugles de la guerre se sont succédé sans interruption dans notre centre de rééducation. Aux seuls travaux rudimentaires du rempaillage et du cannage du début, on a joint le rotinage, la broserie, la vannerie. Il serait même possible d'introduire la fabrication des couronnes de perles et celle des espadrilles. Pour cette dernière fabrication, on étudie la modification des poinçons dont se servent les voyants, car ils présentent,

tels qu'il sont, un danger pour les aveugles. En outre, la lecture et l'écriture en Braille sont obligatoires pour tous les blessés atteints de cécité, qui peuvent même s'exercer à la dactylographie.

Ceux qui n'ont jamais visité les ateliers d'aveugles s'attendent à trouver des êtres lamentables, déprimés moralement, maladroits au travail. On s'aperçoit bientôt que



Vanniers

ce n'est pas cela du tout. Que l'on approche d'eux, on les verra gais, courageux, vaillants, habiles même. Ils apprécient beaucoup la lecture à haute voix : on leur en fait le plus possible ; on les initie à jouer aux cartes avec des jeux marqués de points saillants qui les leur font reconnaître ; on les distrait encore en les faisant chanter en chœur avec accompagnement de musique. On les intéresse au travail par des bénéfices d'apprentissage fixés à 25 % du

produit des ventes, et par une prime de 1 fr. 25 par journée de présence à l'atelier. Enfin, à leur départ, on les signale aux œuvres qui se vouent à l'amélioration de leur situation matérielle, soit en leur fournissant un supplément de pension ou de gratifications renouvelables, soit par la fourniture d'outillage et de matières premières.

L'Etude en Braille.

Depuis septembre 1915, 14 mutilés de cette catégorie se sont fait inscrire à la section de Bayonne. Sur ce nombre, 8 continuent leur rééducation et 5 sont revenus au pays parfaitement en état de se livrer à un travail. Nos blessés aux yeux sont des hommes simples. Travailleurs des champs, ouvriers ou manœuvres avant leur départ pour la guerre, et tout entiers à leur rude labeur manuel, ils ont beaucoup négligé leur instruction. Mais à l'école il faut se remettre à l'étude, c'est l'ordre auquel ils se soumettent du reste très volontiers. Par l'ingénieux système Braille, où des points en relief remplaçant lettres et chiffres, ces infortunés, dont les yeux sont fermés à la lumière, apprennent à voir par la pensée. Ils arrivent à écrire, tenir des comptes, prendre des notes qu'ils peuvent relire; il leur est possible, enfin, de s'adonner aux occupations intellectuelles les plus variées.

Avec un peu de persévérance, la sensibilité tactile se développe assez vite chez nos pupilles. Il en coûte cependant quelque effort à leur rendre familières toutes les applications et adaptations du système Braille; mais leur volonté triomphe de toutes les difficultés, aidée en cela par l'admirable dévouement de quelques dames de Bayonne qui se consacrent sans réserve au développement de la vie intellectuelle de ces infortunés. Ils n'ignorent pas, depuis qu'ils s'instruisent, que tant vaut l'esprit, tant vaut l'homme, et qu'à mesure que l'esprit se développe l'homme même s'épanouit. Peut-il se produire, dans leur cas particulier,

une suppléance plus heureuse, plus propre à atténuer les conséquences du malheur dont ils sont atteints ?

Aussi bien faut-il reconnaître les louables efforts que font, pour le plus grand bien de l'instruction de nos aveugles, certaines associations de bienfaisance, telles que l'association Valentin-Haüy, l'Institution nationale des Jeunes Aveugles, l'Asile des Frères de Saint-Jean de Dieu



Les monteurs de sabots

et d'autres encore, en publiant un grand nombre d'ouvrages qui sont à la disposition de cette catégorie d'infortunées victimes de la guerre.

Enfin, les lettres qu'ils écrivent eux-mêmes témoignent en faveur de l'enseignement donné dans notre établissement et de la confiance en l'avenir que nous savons leur inspirer. En voici une que l'un de nos pupilles, revenu chez lui, a écrite à M. Brieux, de l'Académie française ; elle reste

le type de celles qu'ils écrivent tous quand, rentrés dans leurs foyers, ils ont retrouvé par le travail, désormais possible pour eux, une vie plus supportable, un avenir plus heureux :

Bayonne, le 9 octobre 1916.

Monsieur Brieux,

Lorsque j'étais encore dans les hôpitaux et qu'on venait me parler d'un travail possible sans la vue, je ne voulais rien entendre. Je croyais la vie sans but. Il est vrai qu'à cette époque j'avais la conviction de retrouver ma vue, et jusqu'à mon arrivée à Bayonne je n'ai rien voulu faire. C'est seulement ici, en me rendant compte de ce que faisaient mes camarades, en les voyant gais et courageux, que je me suis remis à espérer. Les personnes qui m'entouraient, me conseillaient et me montraient à faire, en touchant, les choses les plus faciles me rendirent en cette circonstance le plus grand service. Rendu confiant par mes propres succès, je me décidai à continuer. J'ai employé du mieux que j'ai pu mon temps à l'école de Bayonne. J'ai appris le cannage, le rempaillage, à faire des chaises en gros rotin et la broserie. Je suis maintenant heureux de rentrer dans ma famille avec des métiers qui m'occuperont et me rapporteront, je l'espère, de quoi augmenter un peu ma pension.

Je compte aider mon beau-père à travailler la vigne et faire ce que je pourrai dans la culture. Durant la courte permission que j'ai passée à Goutx, j'ai pu constater que je pouvais encore faire bien des choses dans les champs, et les habitants m'ont assuré que je ne manquerai jamais de travail.

Si j'avais été obligé de rentrer dans mon pays aussitôt guéri, je me serais trouvé bien malheureux. Aujourd'hui, je n'ai plus les mêmes idées en tête, j'ai appris à vivre sans les yeux et je remercie bien sincèrement les personnes qui se sont occupées de moi.

Signé : JEAN-MARIE FOURCADE,
135^e *Infanterie territoriale*, 10^e *Compagnie*.
Adresse : ENSABATHE, à Goutx, par Fleurance (Gers).

En unissant nos modestes efforts à ceux de l'Association Valentin-Haüy, de l'annexe des Quinze-Vingts, du Foyer de l'Abri et des Amis du soldat aveugle nous sommes, peut-être, au-dessous de la tâche éminemment morale et délicate que nous avons à remplir auprès de nos glorieux blessés frappés de cécité ; mais avec l'aide, l'appui et les précieux conseils de ces associations, notre mission éducatrice est rendue plus facile.

Après avoir su émouvoir, en faveur de ces infortunés, tant d'âmes charitables qui se consacrent maintenant à leur rendre meilleure une existence ne sont pas oubliées, non plus, des besoins matériels de nos pupilles aveugles. Sans se lasser, elles répandent discrètement à ceux d'entre eux, revenus au foyer familial, toutes sortes de bienfaits. Avec beaucoup de sollicitude et de tendre affection, leur intervention bienveillante et généreuse se manifeste, à leur égard, en toutes occasions. Aussi bien, sommes-nous profondément heureux de leur exprimer ici nos vifs sentiments de gratitude pour tout ce qu'elles ont fait et qu'elles continuent à faire pour les malheureux confiés à nos soins.

BUDGETS DE L'ÉTABLISSEMENT

Notre centre de rééducation a deux budgets.

La gestion du plus important, ou budget directeur, est soumise aux règles de la comptabilité publique.

Le second budget est celui de l'association régionale ; celui-ci n'est soumis à aucune règle administrative. Géré par un trésorier ordinaire, il conserve entièrement son autonomie.

Budget directeur.

Aux recettes du budget directeur figurent pour les exercices 1915 et 1916 :

Une subvention du Conseil Général....	1.000 »»
Une autre de l'Etat.....	30.000 »»
Une troisième de la Ville de Bayonne ..	10.000 »»
Le produit des ateliers et celui de la retenue obligatoire de 1 fr. 20 sur l'allocation de 1 fr. 70 aux apprentis qui sont en instance de réforme.....	3.166 28
Enfin, une souscription de la Caisse d'Epargne	1.500 »»
donnant un total de.....	45.666 28
Les dépenses pour la même période se sont élevées à	44.614 78
laissant un excédent de recettes de...	<u>1.051 50</u>

Au chapitre des dépenses figurent l'entretien alimentaire, les réparations et l'aménagement des locaux et ateliers, l'achat de matières premières, l'assurance contre l'incendie et les accidents, les traitements des directeur, contremaîtres, concierge, enfin les imprévus.

Budget de l'Association régionale.

En recettes de ce budget sont inscrites :

La subvention de la Fédération Nationale	10.000 »»
Celle de la Commission de la tombola organisée par le Comité de secours aux blessés de Bayonne.....	5.000 »»
Puis celle de l'Union générale des Agents des Contributions indirectes.	1.000 »»
Enfin les diverses souscriptions s'éle- vant à	19.868 80
formant un total de	<u>35.868 80</u>

Les dépenses, relativement peu élevées faites par l'association régionale, portent sur l'achat d'appareils de prothèse, primes d'encouragement, provision de matières premières pour avances à faire aux apprentis sortants et qu'ils nous rembourseront plus tard.

Ces dépenses représentent une somme de	3.062 80
laissant un excédent en recettes de...	<u>32.806 »»</u>

La comptabilité matière et celle des ateliers fournissent des renseignements qui ne manquent ni d'intérêt, ni de précision; les voici exposés dans toute l'éloquence des chiffres :

La dépense annuelle d'un apprenti peut être évaluée à plus de 2 fr. par jour et à une somme de 756 fr. 10.

Quant au prix de revient d'une journée de travail d'apprenti il peut être fixé à 0 fr. 40.

Pendant l'exercice 1915 et jusqu'au 1^{er} janvier 1917, la vente des produits

des ateliers s'est élevée à..... 2.561 08

et comme l'existant en magasin représente une somme de

1.507 60

c'est donc par un total de

4.068 68

que se chiffre le montant de la valeur des objets fabriqués pendant cette période

Pour ces fabrications, il a été employé

pour.....

1.771 88

de matières premières.

Le bénéfice du travail des ateliers est

par conséquent de

2.296 80

Les données sommaires qui précèdent sont d'ailleurs confirmées par le relevé suivant fourni par le directeur de l'établissement :

**Comptabilité des Ateliers du Centre de Rééducation Professionnelle
des Mutilés de Bayonne**

*ÉTAT des Objets fabriqués, vendus et existant en Magasin
à la date du 1^{er} Janvier 1917*

DÉSIGNATION DES ATELIERS	OBJETS FABRIQUÉS		VENDUS		RESTE EN MAGASIN	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Menuiserie et jouets de bois	430	1.150 50	72	279 50	58	871 »»
Sandales.....	828 p.	1.022 30	738 p.	897 50	90	124 80
Espadrilles pour le compte de fabricants fournissant eux mêmes les matières premières.	3.236 p.	372 10	3.236 p.	372 10		
Montage de sabots pour le 49 ^e	127 p.	43 43	127 p.	43 43		
Chaiserie: empaillage, rotinage, cannage (travail des blessés aux yeux)..	100	169 50	100	169 50		
Brosserie : travail des blessés aux yeux	982	859 60	486	431 55	496	428 05
Vannerie	143	451 25	125	367 50	18	83 75
Total.....		4.068 68		2.561 08		1.507 60

CONCLUSIONS

De la lecture de ce rapport, il résulte que si l'on peut envisager avec quelque satisfaction ce qui a été fait à Bayonne pour la rééducation des Mutilés, les résultats ne répondent pas cependant, dans le développement de l'œuvre, à ce qu'on pouvait en attendre.

La cause initiale en est aux difficultés que l'on rencontre dans le recrutement des apprentis. Malgré les efforts de ceux qui essaient de les détourner de l'absurde appréhension qu'ils ont de voir leur pension supprimée ou diminuée du fait d'un travail rémunérateur, trop de mutilés s'obstinent dans cette crainte et ne veulent pas entendre parler de réapprentissage. L'Etat, lui-même, contraint par les exigences de la Défense Nationale, compromet singulièrement ce recrutement en préposant les mutilés qui le désirent à une surveillance ou à un contrôle dans les usines de guerre. Ces influences, quelques autres encore, étant de nature à éloigner les mutilés des centres de rééducation, ils s'y dérobent trop facilement sans réflexion, annihilant ainsi dans une certaine mesure les espérances d'accroissement auxquelles l'œuvre paraissait appelée.

Il faut se ressaisir cependant et continuer à faire tout le possible pour aider les victimes de la guerre à retrouver une vie normale et complète par la rééducation professionnelle. Les maires, le clergé, les membres de l'enseignement peuvent devenir de précieux auxiliaires de recrutement. Par la persuasion, par des conseils, par l'autorité dont ils sont investis, ils peuvent exercer une salubre influence sur l'indécision des uns, la mauvaise volonté des autres et les amener tous à une juste compréhension de leurs intérêts et de leur devoir. Il faut que les mutilés sachent que leur pension de réforme étant insuffisante à leur entretien il est de toute nécessité qu'ils l'augmentent par les bénéfices d'une profession.

Les médecins et les dames infirmières qui soignent les blessés doivent aussi s'efforcer de leur faire comprendre les avantages de la rééducation, dissiper en eux toute hésitation à se faire inscrire à l'établissement le plus voisin. Nous devons dire et répéter à ces grands enfants qu'ils seront à la charge de leur famille s'ils ne se réadaptent pas à une profession de leur choix compatible avec leurs aptitudes physiques. Au risque de leur imposer une contrainte passagère, il faut plus penser au bonheur de leur avenir qu'au plaisir de leur présent, user de tous les moyens pour qu'ils ne restent pas inactifs, exposés ainsi aux décevantes et malheureuses conséquences de l'oisiveté.

Le Secrétaire-Administrateur,
E. FORT.

RAPPORT

de M. ROSNY jeune, de l'Académie Goncourt

*adressé au Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux Arts sur
la « situation des industries d'art dans les Landes »
et lu par l'auteur à la COMMISSION PYRÉNÉENNE DE
L'ŒUVRE DE GUERRE. (Sous-Commission d'Action
régionale, présidée par M. Antonin Personnaz),
dans sa séance du mercredi 7 mars 1917.*

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Dans les Landes, comme partout ailleurs, les réformes à obtenir de l'esprit public, pour arriver à un développement heureux de l'industrie en général et des industries d'art en particulier, sont les mêmes. La suppression de l'alcoolisme vient en première ligne : avec l'alcool, rien à espérer. Les Landes n'offrent pas statistiquement, dit-on, un chiffre élevé pour la consommation de l'alcool ; mais cette consommation n'en est pas moins grandissante : de plus, elle entraîne des habitudes déplorables, qui consistent à faire son unique joie de longs séjours dans d'affreuses auberges, où, parmi les chants avinés et les paroles profanatrices, le jeune homme a vite fait de remplacer son enthousiasme, son ardeur au travail, par le goût de la crapule et du désordre. J'ai sous les yeux, depuis quelque dix ans, cette action démoralisatrice des auberges à musique mécanique, où les enfants des deux sexes viennent se débaucher, dès l'âge de douze ans chez les fillettes, de quinze ans chez les garçons. Aucune loi sur l'interdiction de vendre des liquides spiritueux aux mineurs n'a pu arrêter cette démoralisation, cette corruption de la jeunesse...

Les apprentis, qui commençaient à montrer des qua-

lités, sont devenus des ivrognes n'aspirant qu'au moindre effort; des enfants, que l'école primaire avait suffisamment dégrossis pour les préparer à quelque travail subtil, devenaient de simples manœuvres, retombaient non seulement à la rusticité paternelle, — ce qui ne serait pas un mal, — mais à une grossièreté vicieuse, où les anciennes vertus de la race se trouvaient remplacées par le je m'en-fichisme des dégénérés.

Il est donc superflu de chercher à créer des industries nouvelles, de chercher à régénérer des industries jadis florissantes, si l'on persévère à confier l'âme de l'enfant, du peuple à un grossier débitant et à une entremetteuse. Cette âme doit faire retour aux éducateurs par *la suppression du lieu de perdilion*, ou, du moins, par *des lois efficaces* et APPLIQUÉES, punissant sévèrement la débauche de nos jeunes gens et de nos fillettes; par une surveillance active qui exclue, *enfin*, l'indulgente complicité des pouvoirs publics. Ce pas fait, il sera possible de fonder des sociétés de sport et des patronages, pépinières de bons et honnêtes apprentis... Au lieu des musiques mécaniques, les patronages auront des sections musicales, violons et flûtes de préférence, parce que ce sont des instruments dont on peut jouer chez soi sans troubler le repos public chœurs etc... La musique, cette puissante source d'exaltation, ce soutien du sentiment, cessera d'être l'accompagnatrice frénétique de l'orgie; au lieu d'un goût pervers, d'une ivresse mauvaise, on aura le besoin d'une noble harmonie, la satisfaction d'avoir acquis un art au prix d'un effort...

Ces considérations priment tout lorsqu'il s'agit d'un pays très avancé en civilisation, dont la population est rare. J'approuve vivement les pouvoirs publics de chercher à maintenir en France cette supériorité du goût, que nous devons à des affinements ancestraux; mais pour obtenir un résultat, il faut autre chose que des affirmations présomptueuses : il faut du travail, la mise en

œuvre d'une haute philosophie : si notre goût n'était qu'une survivance, il ne tarderait pas à disparaître : confrontons-le avec la nouveauté du monde, et, pour cela, développons la volonté de la race.

La suppression de l'alcoolisme, et des déplorables habitudes qu'il a engendrées, est la condition *sine qua non* de notre progrès et de notre existence.

Un deuxième facteur, qui s'applique plus spécialement aux arts décoratifs, doit être signalé : j'entends le régionalisme bien compris. Je ne parle pas du régionalisme politique ; je parle du régionalisme, en tant que *préservation de l'originalité d'une région*.

Il est assez probable que, si nous voulons fonder des industries d'art, nous pensons que le commerce pourra en exporter les produits... Or, dès demain, les peuples d'Europe et d'Amérique viendront nous visiter pour rendre hommage à la bravoure de nos soldats, pour voir nos musées, contempler nos paysages, s'intéresser à tout ce qu'il y a de pittoresque dans nos villes et dans nos villages. Les Landes offrent leurs forêts incomparables, leurs dunes, surtout leurs étangs ; la Chalosse, ses collines luxuriantes, sa grande plaine parcourue par l'Adour, ses blés, ses vignes, ses vergers, ses fermes éparses, ses villages cachés aux creux des vallons... Cela, nous pouvons le montrer avec un légitime orgueil. Les grands étangs du littoral, en y comprenant le bassin d'Arcachon, ont des beautés émouvantes ; la forêt, profonde et mystérieuse, avec ses sylvains entrevus, reste belle, malgré l'exploitation des arbres ; mais, si l'on n'y met bon ordre, les villages vont aller s'enlaidissant, et tant de jolis sites perdront leur charme... Le département est riche ; ses communes disposent de revenus considérables ; elles bâtissent des mairies, des églises, des écoles, des salles de fête ; au lieu de garder à ces constructions la physionomie régionale, de retrouver le style des vieilles églises, de développer avec leur caractère les anciennes mairies et les écoles, on voit

s'élever partout le monument banal qui déshonore notre temps...

Il faudrait, sans doute, peu de chose pour obtenir que la maison landaise donne naissance à de délicieuses variations. La chaumière basque a fourni les éléments de l'Arnaga, le magnifique palais d'Edmond Rostand... Pour la construction des nouvelles villas de Saint-Jean-de-Luz et de Biarritz, on a suivi l'exemple du grand initiateur. Que ne conseille-t-on les communes? Que ne crée-t-on un comité chargé de l'étude des projets? Que ne demande-t-on à quelques artistes landais, ou même à de grands peintres parisiens ayant séjourné dans les Landes, tel François Auburtin, que ne leur demande-t-on de reconstituer le type des anciens villages, de créer les monuments destinés à les orner, de la même manière que Rostand a créé l'Arnaga ?

Cette question d'un cadre traditionnel; cette nécessité de combattre l'uniformité abominable de la laideur, de combattre l'affreuse maison citadine moderne, dans laquelle le paysan, laissé à lui même, voit un idéal; cette nécessité est si pressante, elle est à ce point liée à un développement possible des industries d'art qu'il devient absurde de parler d'un pareil développement, si l'on néglige cette nécessité. Lorsque les voyageurs de toutes nations viennent visiter nos provinces n'espérons pas les charmer avec des hôtels de ville de la banlieue de Paris, avec des églises sans style et des villages modernisés; n'espérons pas non plus qu'ils deviendront nos clients, si nous faisons tomber les arbres des belles avenues plantées par nos pères, ainsi qu'il advint à Mont-de-Marsan pour les platanes de la gare et du boulevard. N'espérons pas davantage — si nous n'avons pas la force et la volonté de sauver la beauté du pays — n'espérons pas davantage, voir les populations s'enflammer d'un beau zèle pour une beauté abstraite... Aucune leçon de dessin ne suppléera l'absence de pittoresque dans la région...

Je conclus donc à deux réformes, préliminaires à toute tentative de créer des industries d'art .:

1^o Suppression, pour la jeunesse au moins, du bouge, de l'auberge, des honteuses heures passées à chanter, sans aucun souci d'esthétique, des chants bruyants et avinés, au son d'affreux instruments mécaniques.

2^o Défense de la beauté, de la physionomie du pays; classement d'urgence, après enquête *d'une commission purement artistique*, de tous les sites intéressants, particulièrement des étangs, des avenues plantées d'arbres... Défense des vieilles églises... Reconstitution du village dans les lignes architecturales propres à la région. Création de modèles de maisons où l'on retrouve, avec des aménagements parfaitement hygiéniques, l'architecture née du climat et des besoins de l'habitant...

I — CÉRAMIQUE

La seule véritable industrie d'art des Landes est la poterie landaise de Samadet, dont la fabrication, abandonnée depuis longtemps, a été reprise récemment par Pierre Duboy, de Hagetmau, directeur technique, et Eugène Léon-Dufour, de Saint-Sever, directeur artistique. Sans trop viser au bénéfice, ces deux collaborateurs se sont efforcés de reconstituer la vieille faïence de Samadet et ont obtenu des résultats remarquables... Cette heureuse tentative peut se développer, mais il faudra user d'une extrême prudence; car, d'une part, il s'agit de ne pas perdre la vieille marque de Samadet, et, d'autre part, il y aurait lieu de rechercher s'il est possible de créer des séries nouvelles... Confiées à des mains balourdes, à de faux artistes, les deux efforts se détruiront... MM. Pierre Duboy et Eugène Léon-Dufour sont à louer de s'en être tenus jusqu'à présent à la reconstitution des modèles anciens: ils ne peuvent se tromper...

Cependant, comme il existe des gisements de kaolin dans le département, il serait, sans doute, à souhaiter qu'on y fabrique de la porcelaine : une tentative de ce genre a été faite à Montfort vers 1830.

II. — FERRONNERIE

Les frères Latappy ont été des ouvriers d'art en ferronnerie ; ils n'ont trouvé de débouchés qu'à Paris. L'un d'eux s'y est établi ; il y a fondé un magasin, 20, rue de Belfort. L'atelier et le magasin sont tenus par Moreau, gendre de Latappy. La partie artistique semble avoir périclité. Je regarde, cependant, la ferronnerie d'art comme susceptible de se développer dans les Landes et dans la Chalosse... Il y a toujours eu de bons ouvriers du fer dans le pays... Cela tient, sans doute, à l'usage des chenêts, des landiers, de la pelle à feu, de la crémaillère, dont la fabrication est confiée au forgeron, en même temps que le rechauffement des haches et des hachots...

J'ai connu personnellement de véritables artistes, capables de réaliser des chefs d'œuvre : ils sont anéantis par l'alcool et ne peuvent trouver d'apprentis : le *bistrol*, protégé par le gouvernement, accomplit son œuvre !...

Lorsque le village sera reconstitué, on trouvera peut-être des débouchés pour cet art perdu : les voyageurs anglais, américains, verront avec plaisir les ferronneries de la fontaine du village, tel dessus de puits, telle grille d'église... Les Landes sont une des plus riches contrées de la France ; on pourrait, grâce à une propagande auprès de tant de millionnaires, obtenir qu'ils encouragent les industriels d'art, qu'ils achètent de beaux meubles fabriqués par des ébénistes landais, qu'ils commandent des portes grillées, de beaux chenêts, des landiers, des lanternes, des pantures ouvragées, des boutons de porte, des cor-

dons de sonnette... Les artistes, ainsi encouragés, viseront ensuite à l'exportation.

III. — BRODERIES, DENTELLES

La femme landaise est une excellente brodeuse; elle a du goût et de la patience : on lui apprendra l'effort qui mène à la perfection; surtout on la documentera on lui fournira des modèles... Une dentelle propre aux landes pourrait être créée par de grands artistes avec des motifs décoratifs pris dans la forêt : chênes-lièges, ajoncs, fleurs de genêts, sablines, œillets et lys des dunes...

IV. — MENUISERIE, ÉBÉNISTERIE

La menuiserie prête à des travaux d'art. Les frères Darrière, de Magescq, fabriquent avec le bois du pin des meubles admirables, ainsi que des portes et des fenêtres d'une exécution parfaite. Le pin naturel ou verni a une couleur jaune d'or délicieuse, les veines du bois fournissent des effets remarquables. Cette industrie devrait être encouragée, en ce qui concerne la partie artistique, de la même manière que la ferronnerie, d'abord par la nombreuse population des grands riches landais, ensuite par la recherche de débouchés... Quelques ouvriers ébénistes travaillent individuellement et produisent des œuvres intéressantes : il faudrait trouver moyen de se servir de ce noyau pour créer des fabriques.

Mais nous retrouvons ici la crise de l'apprentissage : peu de jeunes garçons consentent à se lancer dans un métier difficile : l'auberge à musique, le petit verre, la petite soulerie, le désordre, le goût de la crapule, cultivés par les tenanciers de débits, l'emportent sur les efforts de l'éducateur et des gens de bien.

V. — JOUETS, TABLETTERIE

Les régions forestières fabriquent habituellement des jouets. Les résiniers landais, durant plusieurs mois de chômage, ne seraient pas fâchés, sans doute, de gagner quelque argent à sculpter le bois, à assembler, à coller les pièces d'un jouet. Les sujets sont tout trouvés : ce sont les bœufs, les mules attelés au bras; ce sont les moutons, les bergeries, les forêts avec leurs sangliers, leurs oiseaux de passage... On peut aussi créer la poupée régionale, qui reproduirait le type de la jolie Landaise. Le jour est prochain où les petites filles riches auront des poupées de tous les pays. Quand ils ne s'adonnent pas à la boisson, les sylvains landais ont de la finesse, de la générosité; qualités favorables aux travaux artistiques. L'homme sculptera le corps et le visage de la poupée, la femme fera les vêtements...

Une autre industrie en chambre des régions forestières, est la tabletterie; la sculpture et le découpage se feront en chambre, dans une certaine mesure l'assemblage. La plupart des villages sont traversés par des lignes apportant l'électricité, tirée des chutes d'eau pyrénéennes; cette électricité pourra servir de force motrice aux tours, aux scies etc...

CONCLUSION

La région landaise, comme toutes les régions françaises peut donc développer des industries d'art, avec l'aide des pouvoirs publics; mais ceux-ci n'obtiendront pas les résultats nécessaires pour répondre à la lutte contre nos ennemis, ni même les résultats nécessaires pour répondre à la concurrence de nos amis, s'ils se contentent d'une action épisodique. Nous reconnaissons aujourd'hui que le développement de l'Allemagne est le fruit d'un dessein

arbitraire, poursuivi avec persévérance, appuyé sur des méthodes rigoureuses qui, elles mêmes, s'appuyent sur une philosophie générale... Le *grand moyen* de l'Allemagne a été le renforcement de la VOLONTÉ. On peut ergoter tant qu'on voudra sur l'alcoolisme, sur la crise de l'apprentissage, sur la dépopulation; *ce sont des maladies de la volonté d'un peuple.*

Or, la volonté n'est plus regardée aujourd'hui comme une espèce d'essence, dont chaque individu possède une quantité infinie; la volonté est le résultat d'une organisation préalable; et, si cette organisation comporte des éléments héréditaires, elle est cependant en grande partie due aux images motrices fournies par le milieu de développement, par l'éducation, par l'instruction. L'alcool tue cette volonté, en s'attaquant à la cellule nerveuse, et, aussi, en remplaçant la satisfaction que donne une action réelle par une satisfaction illusoire, *par un paradis artificiel.* Mais, en dehors même de l'alcool, les habitudes engendrées par son usage, et dont les jeunes gens prennent l'exemple dans les auberges, tuent la volonté en remplaçant les images motrices d'une activité supérieure par les images motrices du désordre et de la crapule... L'art est atteint le premier, parce que, dans une population laborieuse, l'art ne se manifeste qu'aux minutes de loisirs... Les jeux sportifs, les excursions, la musique, les chants, l'art de bien dire, les pensées élevées, la poésie, devraient occuper ces loisirs; mais il se trouve toujours quelque auberge, pour attirer le jeune homme par le piège sexuel et par l'ivrognerie. Des après-midi entières se passent dans des salles enfumées; et, le soir venu, si l'on ferme pour obéir aux règlements, derrière la porte et le volet clos, le pauvre ouvrier continue à écouter et à débiter lui même d'une voix pâteuse les plus misérables, sinon les plus criminelles banalités. Nous avons vu mourir ainsi à la fleur de l'âge un artiste, Lizal, qui donnait les plus belles espérances : il n'avait pu se dépêtrer des images motrices de son enfance : la salle de l'auberge, le vin et le tabac !

Donc, pour développer la *volonté*, il est nécessaire de remplacer les images motrices malfaisantes par des images motrices bienfaisantes. Le milieu dans lequel vit l'enfant agira sur lui de la manière la plus efficace. Il n'y a pas à craindre de le voir sans force pour réagir contre les laideurs de la misère, s'il est habitué à voir autour de lui de belles maisons proprement tenues; il n'y a pas à craindre de le trouver indifférent aux choses du goût, s'il a vécu dans un beau village, cheminé le long de belles avenues plantées d'arbres, eu sous les yeux l'harmonieuse église, la délicieuse fontaine, les fermes entourées d'un jardin plein de fleurs, ombragées de quelque beau noyer ou de quelque beau chêne. Lorsqu'il entrera dans la demeure du riche, il la trouvera belle de la beauté des siècles; il se rappellera les meubles anciens ou ayant gardé la tradition de l'ancien, les armoires aux portes sculptées, les buffets, les bahuts, les coffres...

Sur cette base des souvenirs esthétiques, le professeur de dessin pourra étayer son enseignement. Tout en étant résolument régionaliste, ce professeur initiera l'apprenti, l'ouvrier, aux beautés étrangères : il évitera sans doute la fantaisie, demeurée sans contrôle; mais il ne craindra pas de mettre sous les yeux de son élève les modèles, autorisés par le suffrage des artistes, émanés des grandes écoles d'art décoratif chinoise, japonaise, indoue, arabe. Il fera connaître la maison norvégienne, le home anglais, les dentelles, les broderies, les tapisseries suédoises, les jouets russes polychromes etc., etc... Tout ce qu'il fera dans ce genre devra être rapporté à la région et s'harmoniser avec elle. Ainsi la France, développant son originalité, deviendra, pour l'étranger, un objet d'admiration; en la parcourant, il comprendra le sens des catalogues qu'on lui adressera; et il achètera, à des prix avantageux pour nous, ces produits de l'art décoratif, dont il ne trouvera pas plus l'équivalent ailleurs qu'il ne trouve l'équivalent de nos modes, de notre art théâtral, de notre peinture et de notre sculpture...

Mais il ne faut pas se cacher la vérité : si nous croyons pouvoir concourir avec les peuples de volonté forte, tout en nous abandonnant au moindre effort, en nous berçant d'une supériorité sans culture, nous échouons. L'action gouvernementale doit s'employer à faire naître de grands comités régionaux de propagande qui, par leur proximité, puissent agir directement sur la région. Dans notre cas, ce comité se reliait aux grands comités de Bordeaux... L'œuvre de ces comités, pour la question artistique, grand art et arts décoratifs, serait de dresser le programme d'une action intensive sur l'esprit public, avec l'appui du gouvernement, de réunir les fonds nécessaires à la création des industrie d'art; APRÈS que les mesures indispensables auront été prises pour protéger l'enfance et l'adolescence contre l'alcoolisme et contre les habitudes vicieuses... Ces comités s'emploieront à obtenir le concours des municipalités pour la fondation de sociétés sportives, de sociétés chorales et instrumentales; ces comités s'emploieront aussi, toujours avec l'appui du gouvernement, à fournir aux municipalités des plans de village, émanés de grands artistes — peintres, sculpteurs, poètes, hommes de lettres, professeurs — à défendre les beautés existantes, à faire classer les sites intéressants : ils s'opposeront à ce que ces sites soient profanés par des guinguettes, par des musiques automatiques, par des chants avinés; ils agiront en un mot, par leur autorité morale, sur l'esprit public de manière à fortifier la *volonte*, du citoyen en lui montrant la route du travail, de la création, en lui laissant entrevoir la grandeur de la patrie et son immense avenir.

Un pareil comité n'est pas un mythe.

La Commission Pyrénéenne de l'œuvre de guerre (dont le siège est à Bayonne et dont la zone d'influence s'étend jusqu'à la Garonne et la Méditerranée) après avoir entendu ma conférence sur le renouveau français, a bien voulu accepter le principe de continuer son action au delà de la guerre, dans le sens que j'indique : cette Commis-

sion, fondée sous l'égide de l'union sacrée, comprend parmi ses membres des magistrats, des professeurs, des banquiers, des hommes de lettres, des commerçants, beaucoup de gens riches, capables de fournir le capital d'entreprises nouvelles... Cette Commission pourra se développer encore : elle accentuera son action sur les Landes et les Basses-Pyrénées... D'autres Commissions semblables se formeront avec des buts identiques, avec ce grand but de tout Français dans l'heure terrible que nous traversons : *le relèvement de la patrie*.

L'œuvre de la guerre nous a prouvé que l'effort à réaliser pour vaincre sur le champ de bataille dépassait toutes les prévisions ; l'œuvre de la paix dépassera aussi toutes les prévisions ; se faire illusion à cet égard serait assurer la victoire de nos rivaux.

J.-H. ROSNY jeune.

A la suite de la lecture de ce rapport qui plut infiniment et fut salué d'unanimes applaudissements, des observations furent échangées, dit le procès-verbal de la séance du 7 mars. Nous retenons celle de M. Le Roy sur « les ventes à tempérament » des grands magasins qui rendent impossible la concurrence des industries locales ou régionales. Personne ne niera la déplorable tentation, produite sur une famille à ressources modestes par l'étalage, habilement présenté, d'un mobilier ou d'une salle-à-manger, fabriqués à Paris par séries, et dont le seul mérite est une apparence prétenlieuse, sans aucune des qualités qui doivent constituer les meubles durables qui se transmettent de génération à génération. »

Hommage à la grande Patrie

LE GRAND CŒUR MÉCONNU DE LA DOUCE FRANCE

« La douceur y est jointe avec la gravité. »
RONSARD

Il y a du nouveau sous les cieux et la figure du monde est changée : on a découvert la France.... Voilà de quoi tristement sourire. Se peut-il qu'après s'être tant manifestée, au cours des siècles, l'âme française fût si peu connue? Notre intime vertu était-elle donc à ce point secrète qu'elle demeurât insoupçonnée, avant que cette guerre la fit éclater à tous les yeux? Notre qualité n'est cependant pas le produit d'une génération spontanée. La merveille française se continue, tout simplement. Notre terroir héréditaire donne aujourd'hui ses fleurs et ses fruits coutumiers. L'héroïsme que, durant ces grands jours de douleur et de gloire, la nation déploie sur les champs de bataille et dans les foyers n'a rien que de naturel : il est, à la chaleur de la nécessité et quand le ciel et la terre commandent le sublime, l'éclosion des sentiments profonds de la race. Nos querelles cessées, l'union sacrée de tous les citoyens devant l'ennemi, la jeunesse courant enthousiaste à la guerre pour couvrir de son corps la mère-patrie, la plupart de nous pouvant se dire, en conscience, le mâle vers de Ronsard :

. Je ne crains point la mort, mon cœur n'est point si lâche,
ah ! comme les meilleurs de nos aïeux peuvent se reconnaître en nous ! Nous sommes leurs dignes descendants. Comment donc avait-on pu nous méconnaître et douter de notre vaillance ou de notre sagesse? Sans même observer nos familles et nos maisons qui presque toutes conservaient, dans leur enclos, un puits les reliant à la nappe profonde des vertus d'un peuple antique et valeur.

reux; sans considérer quelle générale éducation de l'âme supposent ces clochers qui, du cœur de nos villes et de tous nos villages, s'élancent vers Dieu; sans examiner même l'ensemble de notre histoire dont la force féconde ne pouvait s'être perdue, il n'y avait qu'à ouvrir les livres de nos écrivains, miroirs qui reflètent le génie français et en dispersent les rayons sur le monde. Là, du moins, l'on peut voir, en toute limpidité et sans confusion possible, les sentiments et les pensées des sensibilités, des intelligences et des consciences de chez nous.

Notre littérature, expression de la société et de la spiritualité françaises, contient peut-être, aujourd'hui encore, le plus beau trésor de moralité qui ait été offert aux races civilisées, depuis les écrivains de Rome et d'Athènes... Et nous ne pensons pas, en avançant cela, à Descartes, Corneille, Pascal, Bossuet, Chateaubriand, Lamartine, Hugo, Vigny, Balzac, Comte, Taine, Mistral, Barrès, Maurras etc., à ceux dont la grandeur d'âme et l'essor peuvent sembler exceptionnels, hors du commun, si bien que seule peut-être une élite les suivrait. Mais ceux-là que ne possède pas le souci de moraliser; ceux-là qui ne s'élèvent guère dans l'empyrée des idées et qui, un coup d'aile les emportant, aiment néanmoins à ne pas perdre de vue la terre et ses bonnes réalités sensibles, nos joueurs de luth et ces écrivains modérés, sceptiques ou épicuriens qui semblent n'avoir écrit que pour la joie de dire leur enchantement de la beauté du monde ou leur curiosité des passions humaines; ceux-là qui ne passent point pour être nos philosophes, nos poètes civiques, religieux ou moraux et sont les témoins de l'âme moyenne de la France — Ronsard et Montaigne, Molière, La Fontaine, Racine et Sévigné, Voltaire, Chénier, Musset, Sainte-Beuve, France, Lemaître ou Donnay etc., — comme ils portent le sceau des nobles idées et des fortes traditions qui perpétuent l'existence et la gloire de la patrie ! Tous, depuis le temps où un vieil auteur parla le premier avec piété de « France la douce »,

tous attestent par leurs ouvrages ce qu'un des leurs, le malheureux et charmant Verlaine, proclame dans l'ode qu'il consacre à Metz, sa ville natale, dont l'infortune de nos armes l'avait séparé :

Et quant à l'Art, c'est une offense
A lui faire dès à l'avance
Que de le soupçonner ingrat
Envers la terre maternelle.....

Il nous console et civilise,
Il s'ouvre grand comme une église
A tous les faits de la Cité.....

C'est un profond plaisir que de reconnaître, chez nos écrivains adonnés par leur nature aux grâces, aux ris et à la volupté, la vive flamme impérissable d'un peuple magnanime. Ils portent le flambeau de la pensée nationale, mais enguirlandé de roses. Les fleurs n'étouffent pas le feu ni le rayonnement de la torche sacrée. Sous la nonchalance, le sourire ou le sensualisme de nos gentils écrivains percent les graves sentiments classiques, les fermes idées raisonnables, nourriture éternelle de l'humanité civilisée et des sociétés vigoureuses : goût du réel et du bon sens, de la virilité et de l'honneur, amour de la terre natale et du foyer domestique ; sentiment très vif des beautés de la patrie, conscience des hauts faits qui protègent et magnifient la nation ; estime affectueuse des héros et des chefs mainteneurs de la paix publique, haine des discordes religieuses ou civiles qui font couler un sang fraternel et appellent sur le pays les malheurs de l'invasion étrangère ; admiration enfin de cette vertu souveraine, source de toute grandeur, par laquelle l'homme envisage sereinement le péril, la souffrance et la mort.

D'où viennent cette plénitude et cette raison ? Il faut sans doute considérer quel large et puissant fleuve porte,

entraîne la barque de nos lettrés et quels souffles du ciel gonflent leur voile.

Cette commune vertu de nos écrivains modérés ne saurait surprendre qui n'a pas oublié quelles forces magnifiques, issues du fond des âges, commandent le génie de la France. Forces de la terre et du ciel et disciplines heureuses de l'histoire..... On a vu notre nation comme une « harmonie de contraires ». Voilà, ce semble, là physionomie vraie de la France, celle qui met le mieux en lumière l'intimité de notre nature. Notre climat associe le Nord et le Midi : accord favorable qui vaut à nos champs, comme à nos esprits, une atmosphère tempérée. Et quelle patrie possède une plus riche variété de « pays »? Point de terre plus nuancée, plus diverse que la nôtre. Ronsard et Chénier, quand ils chantent les avantages de la France, ne manquent pas de célébrer ce caractère. En outre, que l'on regarde nos trois mers ou bien le continent, l'on voit la France comme une contrée où doivent aboutir ou passer les peuples venus de tous les points de l'horizon, tous les vastes et profonds courants de l'histoire. Nous sommes le carrefour où se croisèrent, suivant le cours de leurs migrations, les races et les influences qui couvrirent l'Europe, qu'elles vinssent de l'Orient, du Midi ou du Nord. Nous sommes le môle, le port naturel où les jeunes nations de l'Ouest peuvent aborder les terres de la civilisation et d'où celle-ci peut s'élancer à la conquête de l'Univers. Conditions pleines de périls qui nous prédestinaient à l'invasion perpétuelle, à l'anarchie ou à l'asservissement — ou bien à la royauté de l'Occident. Notre bonheur voulut que, sous l'empire de puissances hautement ordonnatrices, notre nation devînt la plus riche harmonie de peuples divers qui se vît sous le ciel de l'Europe. Ce qui pouvait déterminer notre perte fit notre maîtrise, par le bienfait de l'unité.

Fille de la Rome païenne et de la Rome catholique,

petite-fille d'Athènes, la France réussit à perpétuer et augmenter le patrimoine de civilisation dont, par une grâce de son destin, longtemps avant la ruée des Barbares, elle avait été l'héritière. D'abord, sous l'égide des conquérants romains, des grands rois francs, de Charlemagne; sous l'égide ensuite des rois capétiens qui, secondés par l'Eglise et conviant à ce chef-d'œuvre les élites de nos races, entreprirent l'union des peuples ibères, celtes, latins, germains, normands, etc., mêlés dans le splendide hexagone que limitent le Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées, l'Atlantique et la Manche. Telles sont les disciplines essentielles qui ont réalisé les grands traits de notre génie national, façonné la personnalité française, donné un style à nos éléments composites.

De la Grèce nous tîmes ce type de l'homme libre dans une patrie libre qui domine nos idées civiques, la passion du clair et du rationnel, le sens de la sagesse, de la mesure, de la grâce et ce goût souverain qui nous fait aimer la fleur de chaque chose. La Rome païenne nous transmet les concepts de l'ordre, de l'autorité politique et de la suprématie du salut public, ainsi que l'idéal des vertus citoyennes. Latins et Grecs ensemble nous apprirent que rien ne passe la vision nette, courageuse de la nature des choses et de la vie humaine. Sûres directions dans lesquelles la Renaissance rengagea l'esprit français, alors que plusieurs siècles de vie nationale l'avaient fortement déjà individualisé. Quant à la Rome catholique, après nous avoir christianisés, en nous apportant la notion si grandement morale et sociale de la divine charité, après avoir orienté dans les voies d'une sublime raison surnaturelle les élans mystérieux de nos cœurs celtiques et sauvé notre spiritualité, en conquérant et humanisant les barbares devenus les maîtres de la Gaule romaine, elle mettait un rayon au front de notre patrie : elle appelait la France à la tête des chevaliers du droit dans la chrétienté. Et en faisant comprendre, du moins, à ceux-là qu'elle n'entraînait pas à sa

suite, qu'il y a sur la terre et dans le ciel plus de choses que l'entendement du monde antique n'en avait conçues, la Rome catholique nous instituait les dépositaires de cet humanisme élargi (où l'influence chrétienne pénètre la haute tradition helléno-latine, la complète et l'achève), foyer d'intelligence et d'amour autour duquel peut faire cercle le plus vaste ensemble d'esprits (1)... En même temps qu'ils favorisaient ces puissances intellectuelles et morales, nos rois, issus du cœur même des terres françaises, appelaient les chefs religieux et féodaux, puis les communes et les métiers, à la constitution et à la défense d'une patrie, dans les limites de la Gaule de César et de l'ancien royaume franc. Ainsi, à travers les périls des invasions étrangères et des dissensions intérieures, au milieu desquels il parut plusieurs fois que ses destinées allaient sombrer, la nation française, la première de toutes en Europe, fut, sous le signe de la civilisation, enroutée et maintenue dans la grande voie de l'unité. La Révolution sut exalter, généraliser la passion de l'indépendance et de la grandeur nationales et couronner même un moment l'œuvre des rois, par la conquête des frontières naturelles du pays. Ce fut le plus incontestable de ses bienfaits, celui qui assure l'unanimité des esprits et des cœurs français. Depuis 1789, cinq invasions nous ont durement, mais souverainement, démontré qu'avant de poursuivre le rêve de l'égalité politique et sociale ou les chimères de l'humanitarisme, il nous fallait songer à la sécurité de notre patrie toujours en danger.

(1) C'est aujourd'hui, comme ce fut hier, l'état d'esprit de l'élite incrédule de la pensée française : Charles Maurras, Maurice Barrès, Auguste Angellier, Jules Soury, Louis Ménard, Taine, Renan ; celui-ci, d'ailleurs, d'une façon singulière et trop souvent déplaisante. Il est regrettable de ne pouvoir joindre à cette pléiade le nom d'Anatole France. Mais les deux maîtres qui expriment le mieux, selon nous, cette philosophie sont Jules Lemaitre et Sainte-Beuve. Le premier dans *Sérénus*, ses *Contemporains* T. I (le néo-hellénisme, et à peu près dans son œuvre entière. Le second dans tel passage de son *Port-Royal* et surtout dans cette admirable étude trop oubliée sur les *Saints Évangiles* T. III des *Nouveaux Lundis*. Ces dernières pages constituent une profession de foi que devrait contre-signer tout « libre penseur » ayant fait sérieusement ses humanités à travers la connaissance des lettres, de l'histoire et de la vie.

Telle fut l'école de la pensée française; voilà quel ensemble de faits et d'idées forme notre expérience. Voilà nos « humanités ». Un tel exemplaire de civilisation était certes capable de séduire des sceptiques, des modérés ou des sensualistes, esprits auxquels l'on n'en fait pas accroire, mais qui s'entendent fort bien à apprécier le positif et les solides réalités. Sous la monarchie d'ailleurs, nos lettrés furent, pour la plupart, amis des rois et des princes, mécènes qui les associèrent à l'œuvre nationale. Ils détinrent le ministère de la louange. Ils eurent vite le sentiment que la société policée ainsi dessinée était le rucher le plus propice à leurs rêves, et ces abeilles humaines ne purent souffrir que fussent saccagés les parterres qu'elles butinaient pour faire leur miel. Surtout, leur intelligence, leur sensibilité se formaient sous l'empire de l'esprit national. Les fées de leur race souriaient à leur éveil. La qualité de leur patrie devenait l'âme de leur âme.

Aux disciplines séculaires qui ont composé notre nation on peut décerner l'honneur dont on décore les belles et bonnes lettres : elles nous ont rendus « plus humains ». De nos éléments infiniment variés, mais accordés par l'histoire, il est résulté un génie complexe, nuancé, modéré, auquel rien de l'homme ne demeure étranger. Les influences de notre sol et de notre ciel, comme les plus lointaines et sûres traditions auxquelles se plièrent nos esprits et nos âmes, nous portent vers une compréhensive mesure, vers la plus large raison (1). Plus l'homme comprend de choses, plus il est raisonnable. La raison, quoique cela étonne certains, est la qualité essentielle du génie français. C'est elle, c'est son visage demi-divin que l'on reconnaît chez nos écrivains, même les moins graves. Lettrés et de la plus vieille race civilisée de l'Occident, ils savent les conditions qui régissent le sort de l'homme, de

(1) Remarque qui vaudrait dans une étude parallèle à celle-ci pour expliquer la complexité, la délicatesse, toutes les nuances, bref, la complète intelligence de la nature humaine qui brille d'un feu si clair et si doux dans les œuvres de nos grands moralistes, sermonnaires ou philosophes.

l'art et de la cité. Quelle que soit leur humeur, ils discernent la valeur de la vertu et la beauté de l'ordre. Ils sont peu dogmatiques; ils acceptent cependant les vérités capitales et les leçons de l'expérience. Ils sont pyrrhoniens; ils ne doutent pourtant pas de ce qui est clair comme le jour. Ils ont trop de jugement, une trop complète éducation de l'esprit pour glisser au criticisme ou au scepticisme absolus : ils laissent cette absurdité aux gens d'Allemagne. Ils possèdent le bon sens et la sagesse,

Entre-meslant le doux avec l'amer.

Vivent-ils à une époque heureuse, ils augmentent ce trésor d'intelligence souriante et sereine, voisine de la vertu, qui est le capital intellectuel de la France qu'utilisent le plus les diverses générations. Vivent-ils à une époque troublée, quand la civilisation dont ils sont solidaires et bénéficiaires est en péril, on les trouve aux premiers rangs de ses défenseurs. Il n'y a pas à redouter que ces représentants de l'esprit français dans ce qu'il a de plus général soient les écrivains les mieux aimés du grand public. S'abandonnent-ils parfois à quelques démons ou fantaisies, ils ne renoncent jamais à la noblesse de pensée qu'ils tiennent de leur milieu d'origine. Sous leur grâce, leur nonchalance ou leur sourire, que de force cachée ! Doucement, gentiment, ils nous orientent vers la santé, la raison et la vertu..... Les plus jolies roses de nos jardins sont peut-être ces roses claires que cependant leur cœur foncé sauve d'être mièvres et de manquer de ton. Ainsi nous plaisent les sceptiques et les modérés du jardin littéraire français. Il y a au cœur de leur pensée une chaleur, un accent qui leur viennent, avec le sang et l'âme de leur patrie, de l'amour de tout ce qui est joliment humain.

Il est impossible de les considérer tous. Nous les verrons, à travers les siècles de la France, faire la chaîne, se donner la main : seuls parleront les coryphées.

A l'origine de notre littérature, lors de l'épanouissement de la civilisation catholique, de la royauté capétienne et de la chevalerie, c'est dans le livre du bonhomme Joinville, avisé, prudent et d'âme si médiocre qu'il refuse de suivre son roi à une seconde croisade, que resplendit la noble figure d'un saint-Louis. Et dans les poésies et chroniques de Froissart nous apparaît, pris sur le vif, non seulement le Français tel que l'ont façonné la féodalité, l'Eglise, la royauté et la littérature courtoise, mais encore le type éternel du Français, type de gentillesse, c'est-à-dire d'âme tendre, claire et chevaleresque. Froissart nous raconte joliment comme il aime les jeux, les danses, les chansons des ménestrels et la société des dames. Dès son adolescence, il se plaisait à acquérir les bonnes grâces des filles de son âge par de menus cadeaux. Et il se demandait, impatient : « Quand viendra-t-il pour moi le temps d'aimer par amour » ? — en attendant qu'il se demandât, le malheureux, comme La Fontaine et comme bien d'autres, s'il n'aurait, hélas ! « passé le temps d'aimer ». Et Froissart ajoute : « On ne m'en doit point blâmer si à cela ma nature était encline, car en plusieurs lieux il est reçu que toute joie et tout honneur viennent et d'armes et d'amour ». Ah ! qu'il est bien de son pays ! Devenu grand, il courra le monde à la recherche des belles histoires d'amour, de prouesses et d'aventures de guerre. Il prisera, par-dessus tout, loyauté et courage ; son mépris ira aux poltrons et aux fourbes et sa haine aux Allemands qu'il considère comme une race cupide et grossière... Qui ne voudrait se reconnaître dans ce Français du temps de la chevalerie ?

Après la période médiévale de la splendeur française, après Bouvines et les croisades, l'organisation des communes et des métiers, la floraison des abbayes et des cathédrales, vient la sombre époque de la Guerre de Cent ans, nous trouvons des nonchalants, des tendres — et même un garnement, pour dire les malheurs du pays : Christine de Pisan, Charles d'Orléans — et Villon, en qui

tout bon sentiment n'était pas éteint, puisque il ouvre le jardin des supplices à

qui mal voudrait au royaume de France.

Pour refléter les clartés, les ombres de l'âme française, à l'âge bel et tragique de la Renaissance et de la Réforme, nous avons un Clément Marot, un du Bellay, mais surtout ces deux maîtres : Ronsard et Montaigne.

L'œuvre de Ronsard est tout enchantée de la douceur de vivre et d'aimer :

Vivez, si m'en croyez, n'attendez à demain :
Cueillez dès aujourd'hui les roses de la vie.....
Et ! qu'est-il rien de doux sans Vénus ? Las à l'heure
Que je n'aimerai plus, puissé-je trépasser.....

Ses odes, ses chansons, ses sonnets et ses églogues nous apportent le parfum des roses et des beaux jours qu'il a cueillis. Quelle fraîcheur, quelle volupté dans ses peintures de la nature française, surtout de ce terroir vendômois dont les vallons, les bois, les fontaines et les rivières, et le ciel sont pour lui le domaine des plus adorables divinités. Les poèmes de Ronsard respirent l'allégresse de la France des Valois enfin délivrée de l'étranger, glorieuse par ses armes et sa civilisation. Ils s'éclairent du rayon des fêtes données, dans les châteaux des bords de Loire, par une cour de belles dames, de gentilshommes gaillards et d'artistes qui, grisée du vif esprit de la Renaissance, avait jeté au fil du fleuve lumineux et doux ce qu'eut peut-être de trop roide et sombre le Moyen-Age. Ce nouvel éclat de la France et de sa maison royale Ronsard le célèbre, avec quel bonheur !

Soleil, source de feu, haute merveille ronde,
Soleil, l'âme, l'esprit, l'œil, la beauté du monde,
Tu as beau t'éveiller de bon matin et choir
Bien tard dedans la mer, tu ne saurais rien voir
Plus grand que notre France.....

Mais soudain, la Réforme et la guerre religieuse, la guerre civile. Il semble qu'on arrache à Ronsard le bien dont il jouissait et le poète des *Amours* et des *Folâtries* cède le pas à un grand poète civique qui déplore l'infortune de la patrie divisée, en termes dont on n'a pas égalé l'ardeur ni la beauté. Ses ennemis sont confondus qui le disaient plus Grec et Romain que Français. De quelle âme de lettré déborda jamais un plus intelligent et violent amour de sa nation? Cette France dont il venait de chanter la grandeur voici qu'elle apparaît à Ronsard languissante, ensanglantée, découronnée. Aussitôt, les fantômes de Cassandre, Marie, Sinope, Genève, et de quelques autres, s'effacent devant l'image de la sublime et touchante pleureuse.

L'autre jour, en pensant que cette pauvre terre
S'en allait (ô malheur)! la proie d'Angleterre
Et que ses propres fils amenaient l'étranger
Qui boit les eaux du Rhin, à fin de l'outrager,
M'apparut tristement l'idole de la France....

Pourquoi donc, ô patrie, conter si longuement au poète vos malheurs? Il les ressent, il les connaît, et c'est de tout le feu de son cœur et de son esprit indignés qu'il enflamme ses *Discours des misères de ce temps* ou sa *Remontrance au peuple de France*.

Ce que Ronsard semble d'abord entendre, c'est la grande plainte qui monte des tombeaux où s'étaient endormis, heureux de leur œuvre, « les pères vieux des bons siècles passés », les fondateurs et mainteneurs de la patrie :

Ha ! que diront là-bas, sous leurs tombes poudreuses,
De tant de vaillants rois les ombres généreuses?
Que dira Pharamond, Clodion et Clovis?
Nos Pépins, nos Martels, nos Charles, nos Louis,
Qui de leur propre sang à tous périls de guerre
Ont acquis à leurs fils une si belle terre?

Que diront tant de ducs et tant d'hommes guerriers
Qui sont morts d'une plaie au combat les premiers,
Et pour France ont souffert tant de labeurs extrêmes,
La voyant aujourd'hui détruire par nous-mêmes?

Ils se repentiront d'avoir tant travaillé,
Assailli, défendu, guerroyé, bataillé,
Pour un peuple mutin, divisé de courage,
Qui perd en se jouant un si bel héritage,
Héritage opulent que toi, peuple qui bois
Dans l'anglaise l'amise, et toi, More qui vois
Tomber le chariot du soleil sur ta tête,
Et toi, race gothique aux armes toujours prête,
Qui sens la froide bise en tes cheveux venter
Par armes n'avez su ni froisser ni dompter.....

C'est ce patrimoine national que Ronsard veut sauver. Il n'entre pas à fond dans la querelle religieuse, bien qu'il ne craigne pas de proclamer son attachement très raisonné à la foi de ses aïeux. Ce qu'il regrette, c'est la guerre civile, le peuple malheureux, piétiné, pillé, et la belle robe de patrie déchirée. (1) Et c'est aussi que, par l'admission d'une foi étrangère, soit brisée l'unité morale du pays. Tels sont les sentiments qui inspirent Ronsard et l'incitent à s'adresser aux Français de toutes conditions pour les supplier de rétablir l'harmonie première de la France.

Après de mâles conseils au jeune roi et des exhortations répétées à la reine-mère, c'est le rappel aux nobles protestants des anciens et glorieux services qui, jadis, dans la lutte contre l'Espagnol ou l'Anglais, avaient établi l'honneur de leurs pères :

..... veuillez vous reconnaître,
Servez votre pays et le roi votre maître.

(1) Ils ont rompu ma robe en rompant mes cités. (Ronsard).

Ils ne sauront du moins résister au visage en larmes de leur mère-patrie :

De Bèze, je te prie, écoute ma parole.....
La terre qu'aujourd'hui tu remplis toute d'armes.....
De Bèze, ce n'est pas une terre gothique,
Ni une région tartare ni scythique;
C'est celle où tu naquis, qui douce te reçut,
Alors qu'à Vézelay ta mère te conçut;
Celle qui t'a nourri et qui t'a fait apprendre
La science et les arts dès ta jeunesse tendre,
Pour lui faire service et pour en bien user,
Et non, comme tu fais, à fin d'en abuser.
Si tu es envers elle enfant de bon courage
Ores que tu le peux, rends-lui son nourrissage.....

Enfin, Ronsard appelle à la rescousse, pour faire cesser cette nouvelle pitié du royaume de France, prélats, clercs, juges, laboureurs, artisans, poètes, mais avant tous, « les princes des fleurs de lys » et les gentilshommes catholiques. Et en quels termes !

Que chacun à la mort fortement s'abandonne
Et de ce jeune roi redressez la couronne !
Redonnez-lui le sceptre et d'un bras indompté
Combattez pour la France et pour sa liberté.....
N'épargnez votre sang, vos biens ni votre vie :
Heureux celui qui meurt pour garder sa patrie.

Vers splendides, pré-cornéliens, dignes de clore ces discours de Ronsard..... Cette enviable fin du soldat, Ronsard l'a désirée et célébrée dans son *Hymne de la Mort*. S'il salue la mort comme une libératrice, il souhaite toutefois de la recevoir au service de ce qu'il aura le mieux aimé en ce monde :

Je te salue, heureuse et profitable Mort
Des extrêmes douleurs médecin et confort !
Quand mon heure viendra, déesse, je te prie,
Ne me laisse longtemps languir en maladie,

Tourmenté dans un lit; mais puisqu'il faut mourir,
Donne-moi que soudain je te puisse encourir
Ou pour l'honneur de Dieu ou pour servir mon prince,
Navré, poitrine ouverte, au bord de ma province !

Le lecteur m'excusera-t-il d'avoir déroulé cette guirlande de beaux vers? Comme ils sont jeunes ! Ils fixent des sentiments et des pensers immortels. L'âme française qui aujourd'hui a réalisé l'union sacrée, la paix civile et religieuse, pour le salut et la grandeur de la France; reconnaît ses battements dans ces strophes éternelles qu'anima, il y a plusieurs siècles, le grand cœur de Ronsard.

Pour retrouver un peu cette haute flamme claire, c'est chez Montaigne qu'il faut aller. Chapitre 12 du livre troisième des *Essais*. Sur le courage avisé, l'honneur, la probité, sur la tenue du sage devant l'adversité on peut utilement consulter Montaigne, chez qui l'on trouve les préceptes d'une bonne morale moyenne. On aime à goûter dans son œuvre la saveur du naturel français, je veux dire la vive franchise, les saillies du fonds gaulois affiné, ennobli par le christianisme et la culture antique..... Aujourd'hui, je connais peu de pages capables de plus émouvoir que celles où il dit son admiration pour le stoïcisme si tranquille du peuple de France en face des misères et de la mort. Déjà, au terme du fameux chapitre « que philosopher, c'est apprendre à mourir », c'était cette affirmation qu'il y a, en regard de la mort, « beaucoup plus d'assurance parmi les gents de village et de basse condition qu'ez aultres ». Il proposait aux honnêtes gens l'exemple de ce valet ou de cette simple chambrière qu'il avait vus « passer la mort » sans peur. Au chapitre 12 du livre III il nous invite à « regarder à terre » pour considérer les paysans. Mais il y a surtout ce passage où Montaigne évoque le sublime et simple courage du populaire devant les malheurs de la peste. « Or lors, quel exemple de résolution ne veismes nous en la simplicité de tout ce peuple »?..... et toute la suite qu'il est impossible de lire, les yeux secs,

quand on se remémore les exemples donnés par notre peuple, durant cette guerre, soit à l'armée, soit dans les villages canonnés, soit dans les foyers assaillis par les deuils. Pour ma part, je revois, en lisant ces lignes de Montaigne, ces braves soldats que les épreuves si dures du début de la campagne n'accablèrent jamais. J'entends surtout ce petit ouvrier qui, blessé à mon côté, mourut en me disant : « Je suis content tout de même d'avoir fait ce que je devais », et s'enroula avec sérénité, comme dans le plus beau linceul, dans cette pensée de son devoir accompli..... A ce même chapitre Montaigne égale un moment Ronsard, quand il jette sa malédiction à la guerre civile qui meurtrit et défait la France. « Monstrueuse guerre ! les aultres agissent au dehors ; cette-cy encor contre soy, se ronge et se desfaiet par son propre venin..... Où en sommes-nous?..... Nos armées ne se lient et se tiennent plus que par ciment estrangier : des François on ne sçait plus faire un corps d'armee constant et réglé. Quelle honte ! » Montaigne, comme Platon, « ne consent pas qu'on face violence au repos de son païs pour le guarir, et n'accepte pas l'amendement qui trouble et hazarde tout, et qui couste le sang et ruyne des citoyens ». Et quelle colère contre le révolté qui ne voit pas qu'une telle « reformation » est « la dernière des difformations » et qui, « renversant la police, le magistrat et les loix, desmembrant sa mere, et en donnant à ronger les pieces à ses anciens ennemis, remplissant de haines parricides les courages fraternels, » arrive à faire souffrir d'irréparables dommages à tout un peuple : les vivants et « ceulx qui ne sont encore nays ». Voilà certes un sceptique qui jette son masque et nous découvre une âme assurée et brûlante, lorsque cela en vaut la peine, c'est-à-dire quand il reconnaît la vertu ou si l'on touche à sa patrie.

Montaigne nous montre la tenue des plébéiens devant la mort ; chez Madame de Sévigné, la moqueuse, l'irrévérencieuse marquise, l'on peut voir comment se comporte le beau monde et, par exemple, avec quel joli mépris du

péril nos jeunes gentilshommes, « auxquels il ne fallait se fier guère pour se conserver », abordent l'ennemi sur le Rhin. On y voit encore la noblesse française compatir à la mort de Turenne et accourir de tout son cœur, comme les villes et les villages traversés du cortège funèbre, au-devant de la dépouille du héros. Toutefois, la qualité de l'âme française au siècle de Louis XIV nul mieux que Racine ne l'a su dépeindre.... Pourquoi donc opposer toujours Racine à Corneille, en faisant de celui-ci le poète du devoir et de celui-là le poète des passions et surtout des passions de l'amour? Oui, Racine est cela; mais il est aussi le poète dont les tragédies nous offrent les types d'une humanité supérieure chez lesquels une souveraine raison et la dignité la plus simple s'accordent aux mouvements d'une vive sensibilité. La merveille du rythme racinien naît de cette harmonie profonde, naturelle à des âmes bien nées. Élégance suprême ! Antigone, Andromaque, Britannicus, Junie, Monime, Xipharès, Bajazet, Atalide, Tite et Bérénice, Iphigénie, Achille, Aricie et Hippolyte que sont-ils, sinon des patriciens français qui savent accepter noblement les arrêts du destin et suivre la loi de l'honneur, sans étouffer les battements de leur cœur? Sans doute, est-ce dans les beaux héros de Racine que l'on trouve la vraie grandeur humaine. Ils font songer à ces héros pleins d'humanité, seuls capables d'avoir les cœurs, que célèbre Bossuet dans l'oraison funèbre du prince de Condé. Aussi bien, ils éternisent la fleur de la cour de Versailles. Est-il rien de plus grand que *Bérénice*, ou l'immolation au devoir et aux lois de la Cité de ce qu'un homme et une femme peuvent posséder sur terre de plus précieux : un mutuel amour? Phèdre, que fait-elle, sinon protester, de toute sa conscience et jusqu'à s'infliger la mort, contre l'odieuse passion qui l'entraîne ? De qui, ce vers cornélien :

L'honneur parle, il suffit, ce sont là nos oracles?

De Racine, dans son *Iphigénie*. Et de Racine encore les strophes de ce dialogue sublime :

Quoi, lorsque vous voyez périr votre patrie,
Pour quelque chose, Esther, vous comptez votre vie !...
Que dis-je votre vie, Esther, est-elle à vous ?
N'est-elle pas au sang dont vous êtes issue ?
N'est-elle pas à Dieu, dont vous l'avez reçue ?

Telles sont les paroles du père. Et voici la réponse de l'enfant :

Déjà la sombre nuit a commencé son tour :
Demain, quand le soleil rallumera le jour,
Contente de périr, s'il faut que je périsse,
J'irai pour mon pays m'offrir en sacrifice.

On aime à songer que ces vers ont résonné, pour la première fois, entre les murs de Saint-Cyr.... Lemaître a raison : « Racine est le « classique » par excellence.... Il réunit réellement et fond en lui les deux plus belles traditions de notre humanité : l'hellénique et la chrétienne... Les tragédies de Racine supposent une très vieille patrie. Dans cette poésie, à la fois si ordonnée et si émouvante, c'est nous-mêmes que nous aimons ; c'est notre sensibilité et notre esprit à leur moment le plus heureux ».

Il ne faut pas oublier non plus quelle intelligence de l'homme et de la vie, que de franchise et de « juste nature » et quelle saine moralité, en somme, nous offrent les comédies de Molière. Quant à La Fontaine, ses *Fables* contiennent toute sagesse. Elles sont notre *Anthologie*. On y reconnaît un miel composé, sous les beaux rayons du XVII^e siècle, avec un florilège des Grecs, des Latins et des vieux conteurs français.

Les derniers reflets du grand siècle illuminent l'œuvre de Voltaire. Dans ses tragédies, ses livres d'histoire, sa critique littéraire, il témoigne d'un goût sûr des grandes choses. Tels poèmes de circonstance sont pleins de beaux accents : son éloge de la France, son ode aux héros de

Fontenoy ; ou bien encore son adieu à Vauvenargues. Et quand il s'opposa à l'ordre des choses et des idées établies, ce fut certes avec une vivacité terrible et souvent même odieuse. Mais il garda cependant, dans ses polémiques, la haute circonspection d'une intelligence civilisée. Il s'en prit aux modalités plus qu'aux principes mêmes de la vie morale, sociale ou politique. (1) Il n'eut de Rousseau, cet idéaliste barbare, ni la flamme sombre, ni la fureur un peu sauvage, ni le vouloir et la puissance de démolition : c'était un Français en qui fermentait, diablement parfois, la sève de son pays.

L'époque était venue où se généralisait et s'épanouissait en France le profond travail de critique — non encore achevé aujourd'hui — de nos anciennes disciplines. La Réforme, puis la Révolution et le Romantisme, ces trois mouvements systématiques contre les directions traditionnelles de la patrie, ont déterminé un courant dans lequel sont entrés la plupart des esprits de chez nous. C'est, peut-être, pendant cette vaste période de discussion de notre armature nationale que nos écrivains modérés, sceptiques ou voluptueux sont le plus intéressants à examiner. Je ne crois pas que leur sensualisme ni leur pyrrhonisme les aient, en fin de compte, desservis.

Car le scepticisme et l'ironie sont bien souvent toniques et collaborent au positif : ils préservent de la sottise, cette grande ennemie des peuples, qu'elle soit blanche, rose ou rouge ou noire. Ils sont nécessaires pour maintenir dans les limites de la raison les créations de l'homme. Dans la mêlée des idées, le relativisme qu'ils soutiennent modère heureusement l'absolutisme de ceux que passionnent leurs partis pris ou leurs intérêts. Ils préservent du dérèglement où mènent les cervelles échauffées. Non, décidément, ce ne sont pas ces sortes d'esprits qu'il faut surtout

(1) Sur Voltaire voir un juste et bel article de Renan dans ses *Mélanges religieux et historiques*.

redouter, quand le temps est venu de toucher à la vieille maison. Je ne sais s'ils pouvaient la sauver, mais on ne les verra pas se mêler aux enragés qui veulent la brûler, la raser, pour en reconstruire une autre selon leur folle idée. Peu enclins à la crédulité, rebelles aux excès, ils se méfient des nouveautés, tant qu'elles n'ont pas le sacre de l'expérience. Rien ne vaut pour eux que les choses éprouvées qu'ils ont pu analyser et comme soupeser. Ainsi, le Romantisme, à son apparition comme maintenant, devait-il trouver ses principaux adversaires dans le clan des sceptiques. Pour les mêmes raisons, ils sont réfractaires à cette métaphysique enflammée, virulente, à ce dogmatisme révolutionnaire au nom desquels sont condamnées nos antiques manières de vivre et de raisonner, et promulguées les lois d'un éblouissant avenir. On ne leur fait pas croire, par exemple, à la bonté naturelle de l'individu ni à la malignité foncière des sociétés... Ainsi, Ronsard et Montaigne s'opposèrent-ils à la Réforme, ainsi Voltaire à Rousseau et Chénier à Robespierre. — Parallèlement à cette crise de l'ancien ordre français survenait l'invasion et la domination, hélas ! de notre esprit par les idées étrangères. Le flux des brouillards septentrionaux recouvrait la patrie de la douce lumière. Allions-nous perdre le sens national ? Mieux que d'autres, doués de mesure et de réalisme, amis des idées claires, nos sceptiques et nos modérés sauvegardèrent l'esprit français. Ils eurent le sentiment des solidités sur lesquelles se fonde la prospérité de l'homme et de la vie civilisée ; ils surent nous transmettre la vraie figure de l'univers, tenter contre la barbarie des réactions heureuses. Un Musset qui ne s'encombre pas d'humanitarisme répond « à la française » à la provocante chanson *le Rhin allemand* de Becker, tandis que le très noble Lamartine, idéaliste enivré, rythme les belles strophes insensées de la *Marseillaise de la paix*. Déjà, ce même Musset, avec sa vive humeur d'enfant terrible, avait raillé, dans son dialogue de *Dupont et Durand*, les sots égarements de l'utopie ; et, mieux qu'un vieux sage, il

avait su donner des conseils aux effrénés qui harassaient la nation :

De tant de jours de deuil, de crainte et d'espérance,
De tant d'efforts perdus, de tant de maux soufferts,
En es-tu lasse enfin, pauvre terre de France.....

En est-ce assez pour toi des vaines théories,
Sophismes monstrueux dont on nous a bercés...
Et d'être enfin Français n'est-il pas bientôt temps?

Que le ciel nous prodigue de tels esprits plutôt que des idéalistes aux rêveries transcendantes ! Comme Lamartine, c'est l'idéologie qui a fait parfois dévier Renan et A. France, bien plus que leur scepticisme, de la voie royale de la raison et de la vérité. Ce qu'il y a de corrosif ou d'agacant dans leur ironie vient de l'acide qu'y versé certaine passion sectaire dont ils n'ont su se défaire. Que l'on suppose un Renan franchement sceptique, débrouillé de sa religiosité de clerc défroqué et de sa théologie d'hérésiarque, et, qu'ayant vaincu son orgueil intellectuel et le romantisme de son âme, il ne se fût pas voué au culte de ses idoles philosophiques, quel maître il fût devenu ! Avec son vaste savoir et son génie à la fois puissant et subtil, avec ses dons de poète et sa haute ironie, nous l'aurions aimé comme un Sainte-Beuve plus magnifique dont l'envergure lui eût permis de s'élever, d'un essor aisé, jusque dans la sphère des lois. Et combien nous aimerions mieux A. France, si son parti pris irréligieux d'une part et de l'autre certain illuminisme démocratique et humanitaire ne l'avaient fait trop souvent tomber dans la « démesure ». Mais, heureusement, sa nature, ses goûts profonds, son esprit critique et son amour des claires réalités l'ont maintenu, malgré tout, dans le cercle des choses de sa patrie. Pour ces motifs, et, certes, pour quelques autres encore, il n'y avait pas à craindre qu'en face de cette guerre ni lui, ni un Rémy de Gourmont prissent l'attitude d'un Romain Rolland. On battait leur mère; ils accoururent : c'est tout

naturel. Le scepticisme a des limites; l'idéalisme n'en a pas, surtout s'il est fumeux... En définitive, voluptueux, sceptiques et modérés de chez nous sont demeurés fidèles à la culture gréco-latine, ont accueilli avec amitié l'influence de la terre et du ciel natals, ont conservé la passion de la grandeur et de l'unité françaises. Beaucoup même savent respirer le parfum des traditions qu'ils pensent surannées, et si l'on considère enfin que leur naturel, commandé par les siècles de la France, constitue sans doute le fond de leur pensée, on voit que c'en est assez pour qu'ils soient de bons maîtres. Quels que fussent les orages ou le trouble des temps, ils n'ont pas dévié des salutaires directions de l'humanisme français.

Ainsi, André Chénier délaisse ses idylles antiques et ses élégies pour se vouer aux grands destins de la France nouvelle qu'il entrevoit, entre dans la vie publique pour défendre la justice et l'ordre, comme un Ronsard, et paie enfin de sa tête sa courageuse entreprise de bon citoyen. Bien que possédé de l'esprit de son siècle et enivré de quelques-unes de ses erreurs, il n'en demeure pas moins un beau type de l'honnête homme éternel. L'image qu'il faut garder de lui, ce n'est pas seulement celle qu'un ami dessina dans la prison de Saint-Lazare, c'est aussi celle que lui-même nous a transmise, à travers les stances de son poème *A Versailles* : rêvant de l'amour et des muses, dans la solitude et la mélancolie des nobles charmillles désertées, et son rêve soudain interrompu, son âme appelée par la plainte des innocentes victimes de la guerre civile, comme par un chœur de voix fraternelles :

O Versaille, ô bois, ô portiques,
Marbres vivants, berceaux antiques,
Par les dieux et les rois Elysée embelli,
A ton aspect, dans ma pensée,
Comme sur l'herbe aride une fraîche rosée,
Coule un peu de calme et d'oubli....

Les chars, les royales merveilles,
Des gardes les nocturnes veilles,
Tout a fui; des grandeurs tu n'es plus le séjour.....

L'abandon, l'obscurité, l'ombre,
Une paix taciturne et sombre,
Voilà tous mes souhaits. Cache mes tristes jours,
Et nourris, s'il faut que je vive,
De mon pâle flambeau la clarté fugitive
Aux douces chimères d'amours.

J'aime; je vis. Heureux rivage !
Tu conserves sa noble image,
Son nom qu'à tes forêts j'ose apprendre le soir,
Quand, l'âme doucement émue,
J'y reviens méditer l'instant où je l'ai vue,
Et l'instant où je dois la voir.

Pour elle seule encore abonde
Cette source, jadis féconde,
Qui coulait de ma bouche en sons harmonieux.....

Ah ! témoin des succès du crime,
Si l'homme juste et magnanime
Pouvait ouvrir son cœur à la félicité,
Versailles, tes routes fleuries,
Ton silence fertile en belles rêveries,
N'auraient que joie et volupté.

Mais souvent tes vallons tranquilles,
Tes sommets verts, tes frais asiles,
Tout à coup à mes yeux s'enveloppent de deuil.
J'y vois errer l'ombre livide
D'un peuple d'innocents qu'un tribunal perfide
Précipite dans le cercueil.

Au milieu du XIX^e siècle, alors que les excès du Roman-
tisme et nos successives révolutions peuvent faire un peu
douter de notre raison, on trouve celle-ci réfugiée chez
Sainte-Beuve. L'épreuve de 1848 et le souci qu'elle ranima
chez lui de la vérité sont à l'origine de sa grande critique

dans laquelle il prétend à des conclusions. « Les temps redevenant plus rudes — écrit-il dans sa préface des *Lundis* (Décembre 1850) — l'orage et le bruit de la rue forçant chacun de grossir sa voix et, en même temps, une expérience récente rendant plus vif à chaque esprit le sentiment du bien et du mal, du juste et de l'injuste, j'ai cru qu'il y avait moyen..... de dire enfin nettement ce qui me semblait la vérité sur les ouvrages et sur les auteurs ». Dans son examen de l'art et de la vie, il apporta un jugement complexe, compréhensif, conciliant et sans péremptoire dans l'affirmation de ses certitudes, un esprit délié et comme à méandres, embrassant tout le réel souplement et sans fureur. Aussi s'achemina-t-il, avec nonchalance mais sûreté, vers des vérités éprouvées. Si bien qu'on a pu voir dans ses *Lundis* une somme de « l'empirisme organisateur » : un Charles Maurras les utilise aujourd'hui dans son entreprise de reconstruction du corps et de l'esprit de la Cité selon les données de l'expérience et de la raison.

Viennent nos infortunes de 1870, Renan revise sa germanolâtrie et écrit ce livre plein de lumière et de beau courage : *la Réforme intellectuelle et morale de la France*. Notre humiliation, nos douleurs, nos repentirs, notre espoir de revanche marquent l'œuvre d'un Alphonse Daudet. Et la grâce, la beauté de la patrie ainsi qu'une certaine nostalgie de sa grandeur passée, il n'est pas un de nos doux poètes qui ne les ait accueillies dans ses vers : Sully-Prud'homme, Coppée, Verlaine, Hérédia, Moréas, Richepin, de Régnier, Fort, Samain, Guérin, de Noailles. Mais, puisqu'il faut me borner, je nommerai trois maîtres qui ont enchanté hommes mûrs et jeunes gens d'aujourd'hui, trois lettrés sceptiques et voluptueux : Anatole France, Maurice Donnay et Jules Lemaitre.

Il faut bien savoir que sur le train des choses et la bêtise des hommes, sur la nature délicate de la vie civilisée et des plaisirs de l'intelligence, Anatole France a amassé un tré-

sor admirable d'observations et de réflexions. Si l'on composait un recueil des pages où il a fixé nombre de pensées et de sentiments classiques, en un style immortel qui joint à la densité latine la grâce ailée, aérienne du langage de l'Hellade, on aurait un des chefs-d'œuvre de notre esprit et de notre langue. Ce serait comme d'un Voltaire plus sensible et charmant. Il est celui qui nous a le plus finement dit la précieuse beauté du patrimoine hérité de notre profond passé, qu'il s'agit des paysages de l'Ile-de-France, de Paris et des rives de la Seine, de notre histoire et de nos arts, ou des merveilles contenues dans notre vieil humanisme. La plus subtile qualité de notre terre et de notre race est enclose dans son œuvre. Celle-ci nous apparaît comme un jardin français dont trop de folles herbes ont peut-être envahi les allées, mais dont la juste ordonnance demeure. Depuis que l'ennemi frappe la France au visage, incendiant ses villages et ses villes que spiritualisaient tant de souvenirs, balafrant, mutilant les monuments où l'âme nationale était perpétuée, Anatole France dessine avec un nouvel amour les traits éternels de sa patrie.

« Ce que vous défendez — crie-t-il aux combattants —
« c'est la terre natale, cette terre riante et fertile, la plus
« belle du monde.....

« Ce que vous défendez, c'est votre clocher, ce sont vos
« toits de brique ou d'ardoise, qui fument vers un ciel si
« doux ! Ce sont les tombeaux de vos pères et les berceaux
« de vos enfants.....

« Ce que vous défendez, ce sont nos villes augustes qui
« dressent au bord des fleuves les monuments des géné-
« rations... c'est dix siècles d'histoire, c'est la longue et
« difficile formation de la patrie, qui coûta tant de sang
« et de larmes... c'est le génie français qui éclaira le monde
« et porta la liberté aux peuples, c'est cet esprit généreux
« qui fait tomber les bastilles...

« Ce que vous défendez... c'est non seulement la France,
« mais l'Europe, sans cesse troublée et follement menacée
« par l'ambition dévorante de l'Allemagne ».

Et s'il réveille ainsi au cœur des soldats les plus chères images, c'est pour animer ces hommes à la longue et sainte guerre qu'ils doivent mener jusqu'à la victoire plénière.

« Soldats de la France, défenseurs d'une juste cause,
« gardez votre brillant courage et armez-vous de constance...
« La victoire est certaine. Mais il faudra l'aller chercher
« loin, la poursuivre jusqu'au cœur de l'empire germani-
« que..., Point de paix, point de trêve avant que l'ennemi
« du genre humain ne soit terrassé !... Il ne faut pas que
« le sang de nos frères, de nos enfants, tombés pour la
« cause de la justice et de la liberté, crie contre nous. Nous
« devons à leur mémoire d'achever leur ouvrage. Nous
« devons aux héros et aux justes morts devant l'ennemi
« une tombe tranquille, où les lauriers ni les oliviers ne
« meurent jamais ».

Ce serment sacré de lutter jusqu'au châtimement d'un exécrationnable ennemi, nos morts mêmes, du fond de leurs tombeaux, nous l'imposent. Sachons les entendre.

« Écoutons-les... Tendons l'oreille : ils parlent. Pen-
« chons-nous sur cette terre bouleversée par la mitraille
« où beaucoup d'entre eux dorment dans leurs vêtements
« sanglants... Agenouillons-nous, dans le cimetière, au
« bord des tombes fleuries de ceux qui sont revenus dans
« leur cher pays... et là, entendons le souffle imperceptible
« et puissant que leur voix mêle, la nuit, au murmure du
« vent et au bruissement des feuilles qui tombent. Effor-
« çons-nous de comprendre leur parole sainte.

« Ils disent :

« *Frères, vivez, combattez, achevez notre ouvrage ;*
« *apportez la victoire et la paix à nos ombres consolées.*
« *Chassez l'ennemi qui a déjà reculé devant nous. Délivrez*
« *la France, vengez le droit, la justice et l'humanité ou-*
« *tragés et ramenez vos charrues dans les champs imbibés*
« *de notre sang ».*

Enfin, c'est l'émouvante, l'harmonieuse et pure image de la France maternelle s'avancant vers les champs du

carnage, pour apaiser l'agonie de ceux qui appellent leur mère, recueillir le dernier soupir des mourants et pleurer ses morts.

« Je me rappelle... une scène admirable d'une vieille
« chanson de geste, Girard de Roussillon, je crois, où l'on
« voit une fille de roi contempler la nuit, après une ba-
« taille, la plaine où gisent les guerriers innombrables
« tombés pour sa querelle. « Elle eût voulu, dit le poète,
« donner à chacun le baiser d'adieu ». Et, du fond de mes
« très lointains souvenirs, cette royale fille m'apparaît
« comme une image de notre France pleurant aujourd'hui
« la fleur de sa race abondamment moissonnée ».

Si l'on analyse le théâtre de Maurice Donnay où dialoguent l'amour et l'ironie, on ne peut qu'y découvrir une jolie leçon de sagesse : la nécessité pour nos sentiments de s'accorder avec les lois de la vie, de l'ordre et de la bonté. Maurice Donnay a défendu l'âme française, en affirmant en face de l'anarchie cosmopolite, la permanence du type national. « Il y a un goût — affirmait-il encore en juin 1912 — une sensibilité, un bon sens, un esprit, un courage, une générosité, une conscience, un honneur, une tradition, un idéal français. Aujourd'hui, devant des importations barbares, il faut continuer de maintenir notre tradition et de défendre notre idéal » Son théâtre est l'illustration de cette pensée, quoiqu'il n'y paraisse pas, à première vue. Dans la comédie contemporaine, il représente la tradition psychologique et morale et le goût français. Il a su, durant cette guerre, exprimer l'âme si nuancée, à la fois sérieuse et légère, du vrai Paris. Dans les yeux de sa muse le sourire étincelle seulement un peu moins, à travers les larmes.

Quant à Jules Lemaître, dont le dilettantisme et le scepticisme furent *méthode* et non *doctrine*, on peut bien entrevoir, dès son premier livre, à travers mille fantaisies qui font parfois songer à un humaniste gamin, quelle force allait mener son beau talent. Dès le tome I des *Contemporains*, dans une page toute pareille à une lame de

fond venant déferler sur la grève, il révélait que l'idée précise, vivante de la belle nature de sa patrie, dont il tenait tout son être et le bonheur de vivre, était « sa plus chère pensée ». A travers son œuvre devait transparaître, baignée de la plus charmante lumière, la figure de l'esprit français. Quand son pays, naguère, lui parut désuni par les luttes civiles, il éleva la voix pour rappeler à tous que le bien de la cité demeurerait la loi suprême, comme avaient fait et Chénier et Ronsard. Il osa même se rallier, dans tous les ordres, à nos traditions « classiques », quand il crut reconnaître en elles la sauvegarde et l'honneur de la France éternelle..... Son cœur devait se rompre aux coups du tocsin annonçant la guerre. Sa nation tant aimée pouvait y périr : c'est à elle qu'allèrent ses pensées dernières et c'est pour elle qu'il offrit son dernier souffle : « Ah ! si seulement — disait-il quelques jours avant d'expirer — Dieu voulait accepter ce qui me reste à vivre contre la victoire de la France » ! Belle mort, qui couronne l'œuvre et la vie de ce sceptique français. Devant sa fin, on songe à ce qu'il disait un jour de l'épicurien Horace, lequel était, au fond, *un stoïcien qui n'avoue pas....* « C'est que, chez les âmes bien situées, l'épicurisme et le stoïcisme, et généralement tous les systèmes, ont toujours abouti aux mêmes conclusions pratiques ». En France, vieux pays noble, pétri de civilisation gréco-romaine et catholique, la plupart des âmes sont bien situées. Cette guerre, après toute notre histoire, le révèle à nous-mêmes et au monde d'une manière éblouissante.

Cependant, le monde et nous-mêmes paraissions douter de la vertu de la France. Pourquoi, même dans l'univers pensant, y avait-il une éclipse de notre gloire, une complète méconnaissance de notre noblesse, alors que nos écrivains les moins graves, aujourd'hui comme hier, témoignent de notre raison, de notre sagesse et de notre valeur ? Nous étions cependant demeurés une nation de qualité.

Sian Gau-Rouman e gentilome,

disait Mistral, après notre défaite de 1870, implorant la justice de Dieu. Victoires, défaites apportent sur terre le jugement de Dieu. Ainsi, du moins, a toujours pensé le monde (et ce n'est pas si déraisonnable). Nos armes seules pouvaient manifester assez fortement aux nations la vraie grandeur de la France et nous rendre à nous-mêmes un digne sentiment de notre patrie. « Nous n'apercevons les grâces — écrivait Montaigne — que pointues, bouffies et enflées d'artifice : celles qui coulent sous la naïfveté et la simplicité eschappent ayseement à une vue grossière comme est la nostre; elles ont une beauté délicate et cachée; il faut la vue nette et bien purgée pour découvrir cette secrète lumière ». Hélas ! c'est tout l'univers qui a la « vue grossière »; il est naturellement barbare et ne découvre que ce qui le frappe. Il admire seulement ce qui est fort et consacré du triomphe. Les races dont c'est l'honneur de porter le flambeau de la civilisation se doivent et doivent à l'humanité de porter aussi le glaive, de posséder la force matérielle, pour sauvegarder et faire resplendir leur force intellectuelle et morale. C'est avec raison qu'appelant sa patrie, afin qu'elle le consolât de l'exil, Joachim du Bellay la nommait :

France, mère des arts, des armes et des lois.

Sans que la nation se fût amollie, nous avons trop négligé la haute politique et la guerre. Rien de beau pourtant, rien de sûr n'est enfanté que par elles.

Eternelle vérité de l'adage classique. Vivre, c'est toujours, avant tout, combattre et vaincre. Dans les siècles des siècles, la vie restera une chose sévère. La vertu demeure l'immortelle condition des longs bonheurs... « Suaviter et fortiter », ai-je lu dans les armoiries d'une noble maison. C'est la devise qui convient à la France. Le plus beau royaume sous le ciel doit rester le plus fort et le mieux défendu. La conscience des qualités humaines de la douce France envahie, souillée, meurtrie, depuis trois ans bientôt, par

un peuple qui voulut et qui sut être plus puissant qu'elle, doit nous faire examiner, comprendre et aimer la force et toutes les conditions de la force. Il n'y a pas à craindre que nous abusions jamais de notre puissance : vieille nation civilisée, nous avons fait nos expériences. Nous avons déjà tant souffert de l'infortune des batailles que nous sommes pour toujours rebelles aux expéditions aventureuses, aux excès de l'ambition ou de la magnificence. Le monde doit surtout redouter notre faiblesse ; on l'a bien vu dans cette guerre. Comme les Athéniens de la grande époque, c'est Pallas-Athéné, déesse tout ensemble de l'intelligence et des armes, que nous ferons présider aux destins de la Cité.

Ainsi pensent, du moins, les Français du front. Ils ont été plus que tous les autres sensibles au martyre du sol et du sang de France. Ils ont vu nos labours et nos bois jonchés des corps de leurs frères ; ils ont vu les ruines de nos bons villages, nos paysages défigurés, et les belles saisons passer méconnaissables sur ces campagnes dévastées. Ils savent que l'ennemi se vautre dans les délices de la nature et de la civilisation françaises et, tous les jours, leurs regards se heurtent à ses tranchées, chaînes jetées, pour l'asservir, sur la terre de la patrie. Parfois même, ils peuvent entendre, sonnées par les Allemands en fête, les cloches de nos églises prisonnières dont la voix leur apporte l'appel au secours et la plainte de nos provinces malheureuses. A sentir ainsi leur pays comme un être tendre, délicat et gémissant sous le pied du Barbare ; à le savoir, lui, si fier, esclave de ces négriers méphistophéliques ; à le revoir, quand ils le délivrent, lui, naguère encore si plein de gentillesse et qui charmait l'univers, tel un charnier où l'enfer a passé, immense désert désolé n'inspirant plus que la stupeur, la douleur et la rage, ils tournent leurs esprits vers la force qui seule est tutélaire. Ils aiment, ils vénèrent, désormais pour toujours, la sagesse, le courage et la solide épée qui doivent assurer le salut de leur élégante

et sublime patrie... Ils savent enfin que l'épreuve du feu est sans recours et qu'il faut présenter au monde une France victorieuse, pour que le monde, alors éclairé (et rassuré) la reconnaisse, telle qu'elle fut, au fond, toujours, telle qu'elle était demeurée, telle qu'elle transparait, à toutes nos époques, à travers l'œuvre de nos doux et souriants écrivains — celle-là même que nous montre une très vieille ballade grecque chantant une fille de France : « femme aux belles robes et au grand cœur ».

FRANÇOIS DUHOURCAU.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 8 Janvier 1917

PRÉSIDENCE DE M. P. YTURBIDE

Membres présents : MM. Yturbide, Saint-Vanne, Salane, Nicolas d'Arcangues, Dr Croste, Abbé Daranatz, Destandau, Duhourcau, Duverdier, Grimard, Paul Labrousche, Amédée Larrieu, Pierre Louis, Dr Passemard, Prestat, Ragon et Léon Sodes.

Se sont fait excuser : MM. Georges et Le Beuf.

En transmettant les excuses de M. Georges, M. Labrousche rappelle la demande déjà faite par ce membre de la Société, au sujet de l'heure de nos réunions. Habitant la campagne, M. Georges fait demander pourquoi l'on ne pourrait reporter à quatre heures, la réunion de cinq heures. Le Président répond que cette question de l'heure des réunions a été souvent soulevée et que l'on adopta définitivement cinq heures parce que la majorité de membres assidus à nos séances n'étaient pas libres à quatre heures de l'après-midi.

Au sujet de la Correspondance, le Président dit qu'elle a été fort restreinte depuis la guerre et qu'elle fut presque nulle depuis notre dernière réunion. Il dépose sur le bureau les publications reçues :

Le Bulletin Archéologique Historique et Artistique de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne. Tome XXXV - Année 1915.

Les Mémoires de la Société Académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et Belles-Lettres du Département de l'Aude. Tome III. — 3^e Série. Année 1915.

Dossiers Commerciaux. — Publication de l'Office National du Commerce Extérieur destiné à la Concurrence aux produits Allemands et Austro-Hongrois en Russie. (Ce que doit faire le commerce Français pour développer ses relations avec le marché russe.

Bollettino degli ultimi acquisti de la Libreria Ulrico Hoepli. Sezione Antiquaria. 15 Settembre 1916.

Overleap o the Intermediate Zone. New-York Sept. 1916.

Bibliographical Contributions From the Lloyd Library Cincinnati, Ohio. Deux brochures : Vol. II, n^o 8; January 1916, Authors, G. et Vol II, n^o 9; April, 1916, Authors, H.

Le Président pose la question du maintien ou de la réélection des Membres du Bureau qui sont arrivés au terme de leur mandat.

Il fait remarquer que le bureau se trouve déjà réduit par la démission de M. Moncoq. Et comme d'autre part M. de Marien est mobilisé, la Société se trouve en fait sans Vice-Présidents. Après une courte discussion, il est décidé que cette question sera réglée par l'Assemblée Générale de Février prochain.

Il parle ensuite des Sociétaires mobilisés dont il a reçu des nouvelles satisfaisantes. Il annonce que le 2^e bulletin de 1916 est à l'imprimerie, mais il ne sait pas l'époque du tirage, car, en cette période de l'année, notre imprimeur est trop occupé par ailleurs, il a beaucoup de travail et la main d'œuvre lui fait défaut. Si cette situation persiste, il y aura lieu de prévoir l'éventualité d'une démarche auprès d'un autre imprimeur.

On procède à l'élection des candidats présentés à la dernière séance, savoir :

M. le Dr BROUSSAIN, Maire d'Hasparren, présenté par MM. Guichenné et l'abbé Daranatz ;

M. le Dr VOULGRE, présenté par MM. Destandau et Jules Duverdiér.

Le pointage accuse 15 votants. Majorité absolue 8.

MM. Broussain et Voulgre sont admis à l'unanimité.

Le Président donne la parole à M. l'Abbé Daranatz qui fait une communication fort intéressante sur l'origine bayonnaise du mot « Pignouritou », légère insulte à l'adresse des israélites et qu'il croit remonter au XVIII^e siècle et avoir été à l'origine un nom propre.

Le Dr Croste présente à la Société la larve d'un insecte appelé *Impusa Pauperata*, espèce fort rare dans nos pays, et que M. Passe-mard a trouvé dans nos pignadas. Cette présentation est accompagnée d'une dissertation sur la propriété qu'ont certains insectes de prendre la teinte du milieu dans lequel ils vivent.

M. Passe-mard signale les recherches préhistoriques qui peuvent être faites dans la région du Sud-Ouest; il a songé à des causeries-conférences, afin d'initier les membres de la Société que cette science intéresserait. M. Labrousche fait remarquer que l'ordre du jour ne porte pas cette question.

Le Président répond qu'elle sera portée à l'Ordre du Jour d'une prochaine Réunion.

La Séance est levée à 6 heures 1/2.

Le Secrétaire,
A. SAINT-VANNE.

Assemblée Générale du 5 février 1917

PRÉSIDENCE DE M. YTURBIDE

Sont en outre présents : MM. d'Arcangues, de Bonand, Beignat-bordes, Dr Croste, Darricarrère, Destandau, Destremeau, Abbé Daranatz, Diesse, Dours, Ducazau, Duhourcau, J. Duverdier, Etchégoyen, Georges, Grimard, Guichenné, Labrousche, Abbé Lasserre, L. de Labadat, Lefèvre-Paul, P. Louis, A. Larrieu, Nogaret, Prestat, Passemard, Ragon, Saint-Pé, Saint-Vanne, Saint-Louvent, Salane, Sodes, A. Tessier, de Véquy, etc.

Le Président expose que le Bureau, nommé le 11 février 1914, est arrivé au terme de son mandat, et que de nouvelles élections seraient nécessaires. Mais plusieurs Sociétaires ayant exprimé l'avis que le Bureau actuel pourrait être maintenu jusqu'à la fin de la guerre, il met aux voix la question suivante :

L'Assemblée veut-elle maintenir en fonctions le Bureau, et suspendre les Elections jusqu'après la guerre ? L'Assemblée répond *oui* à l'unanimité.

Le Président donne la parole au Secrétaire et ensuite au Trésorier qui présentent tous les deux leur Rapport annuel. Il en résulte que la Société comptait au 31 décembre dernier 146 membres, et que pendant l'année 1916 :

les Recettes se sont élevées à	1515 fr. 90
et les Dépenses à	1150 fr. 75
Le Solde en Caisse est donc.....	<u>365 fr. 15</u>

Le président annonce qu'il a reçu de M. Labrousche quatre lettres demandant que l'Assemblée Générale soit appelée à déclarer, par *oui* ou par *non*, si elle entend ratifier l'élection d'un membre admis le 12 mai dernier, sans avoir été présenté dans la Séance du mois précédent. Ce qui est contraire à l'article 2 de nos Statuts.

M. Labrousche appuie sa demande sur une protestation de 24 sociétaires, qui fut présentée dans la Séance du 13 juin et insérée après lecture au procès-verbal. Dans cette protestation les signataires « en spécifiant qu'ils ne sont inspirés que par des considérations d'ordre réglementaire, ... font toutes réserves sur la validité des votes émis au cours de la Séance du 12 mai dernier » et ne font aucune distinction parmi ces votes. Plusieurs cependant

sont contestables. Vu la généralité de ces termes, le président estime que l'Assemblée Générale doit aujourd'hui fixer (1) un point statutaire, décider si le délai d'un mois est essentiel en matière d'élections, et par conséquent se prononcer, non pas sur une, mais sur toutes les élections votées le 12 mai. Il met donc aux voix la question suivante, dont il explique le sens et la portée :

L'Assemblée Générale veut-elle ratifier les élections effectuées dans la séance du 12 mai dernier ?

Le dépouillement du scrutin donne pour résultats :

Votants.....	40
Bulletins <i>oui</i> ,.....	18
Bulletins <i>non</i> ,.....	22

L'Assemblée a refusé de ratifier .

L'Ordre du Jour étant épuisé, la Séance est levée à 5 heures 3 /4.

Pour le Secrétaire empêché :

P. YTURBIDE, *Président*.

RAPPORT DU TRÉSORIER

Monsieur le Président,
Messieurs,

J'ai l'honneur de vous soumettre le relevé des Recettes et Dépenses du dernier exercice arrêté à ce jour, et les pièces justificatives à l'appui.

Au 22 février 1916 il restait en Caisse..... 345 fr. 90

Le recouvrement des cotisations dont :

3 de 1914 } ensemble 114 cotisations,
111 de 1916 }

a produit..... 1.140 fr. »»

La vente du Bulletin..... 30 fr. »»

Total des Recettes..... 1.515 fr. 90

Les dépenses, suivant détail d'autre part, se sont élevées à..... 1.150 fr. 75

Il reste en Caisse..... 365 fr. 15

(1) Plutôt confirmer ou infirmer un article bien déterminé, tant statutaire que coutumier. (*Note du nouveau Bureau*).

Ce résultat est peu brillant évidemment; car, après la remise du 4^e à-compte à notre sympathique Président, pour amortir l'ancienne créance de l'imprimeur, il lui reste encore dû la somme de 600 francs, ou plus exactement 235 francs, au cas où le solde en Caisse ci-dessus lui serait versé aujourd'hui.

Toutefois, il faut tenir compte :

1^o Que les cotisations de 1915 ne furent point encaissées afin de permettre à notre Commission de l'*Œuvre de Guerre* de recueillir parmi les Membres de la Société les fonds nécessaires à sa propagande. (Voir la Circulaire de votre Bureau de septembre 1915), d'où, un déficit d'environ 1.400 fr. »»

2^o Conformément à la décision de la dernière Assemblée Générale, les cotisations de nos trente valeureux Collègues mobilisés n'ont pas été perçues; c'est une somme en moins de 300 fr. »»

3 Enfin, nous sommes privés jusqu'à nouvel ordre de la subvention annuelle de la Ville qui était de 400 francs;

Soit pour 1915 et 1916	800 fr. »»
Ensemble	<u>2.500 fr. »»</u>

qui, en période normale, seraient entrés dans notre Caisse.

Dans ces conditions, il devient assez difficile d'équilibrer notre budget sans réduire les dépenses durant un certain temps, c'est-à-dire jusqu'à la fin des hostilités.

Cette situation financière ressemble en petit à celle de nos féroces ennemis. Mais il y a lieu d'espérer qu'elle s'améliorera plus aisément que la leur, malgré les inévitables difficultés en perspective.

Avec le printemps, la Victoire viendra couronner les efforts des Alliés, et nous procurer la longue période de paix et de prospérité après laquelle tous les peuples aspirent.

Bayonne, 5 février 1917.

Le Trésorier,
H. SALANE.

ETAT DES RECETTES ET DEPENSES

DU 23 FÉVRIER 1916 AU 5 FÉVRIER 1917

RECETTES			DÉPENSES		
Solde en caisse au 22 février 1916.....	345	90	Impression du Bulletin de 1915, et 1 ^{er} et 2 ^e trimestres 1916.....	587	90
Encaissé 3 cotisations pour 1914...	30	00	Impression de convocations.....	24	25
Encaissé 111 cotisations de 1916.....	1.110	00	Impression des Bulletins de l'observatoire	14	00
Vente du Bulletin . . .	30	00	Observations météorologiques	100	00
			Brochure et reliure..	70	00
			Frais de recouvrement, envoi du Bulletin, correspondance	28	40
			Secrétariat.	6	20
			Cotisation à l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest	20	00
			Amortissement créance Imprimeur (4 ^e à-compte).....	300	00
			TOTAL des dépenses.	1.150	75
			SOLDE EN CAISSE à ce jour.....	365	15
BALANCE ÉGALE.....	1.515	90	BALANCE ÉGALE.....	1.515	90

Certifié véritable le présent état, à Bayonne, le 5 Février 1917.

Le Trésorier,
H. SALANE.

Séance du Lundi 12 mars 1917.

PRÉSIDENCE DE M. SALANE, TRÉSORIER

Assistent à la séance : MM. Béguet, chanoine Daranatz, président Destandau, Dours, Ducazau, capitaine Duhourcau, Georges, Grimard, Guichenné, Labrousche, de Ladebat, Charles Lagrolet, Amédée Larrieu, Lastrade, Louis, Lynch, Nogaret, commandant Roch, Pierre Roquebert, de Saint-Louvent, Salane, Sens, Serval, Soulange-Bodin.

M. Salane ouvre la séance en excusant M. Le Beuf, président d'honneur, qui regrette, vu son état de santé, de ne pouvoir présider cette réunion. Il rend compte des démissions de MM. Yturbide, président, Saint-Vanne, secrétaire, Graziani, Dr Croste, Prestat, Ragon, Léon Sodes, André Darricau, Tessier, Etchegoyhen, Arbé, membres, à la suite du vote par lequel la dernière Assemblée Générale a exigé, en principe, le respect des statuts, en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres dans la Société. Sur la demande de M. Béguet, le capitaine Duhourcau établit la genèse de l'incident et expose la démarche que M. Le Beuf, sûr d'être ainsi l'interprète de tous les membres de la Société, a tentée auprès du président démissionnaire pour le faire revenir sur sa décision. M. Yturbide s'y est refusé, son avis étant qu'on pouvait appliquer les statuts d'une façon moins rigoriste et sa retraite lui permettant de rester neutre entre les deux partis irréductibles qui, à son avis, se seraient formés dans la Société.

D'un commun accord, les membres présents décident de réserver, jusqu'à la paix, l'élection à la présidence. M. Destandau précise que cette abstention doit être considérée comme un geste cordial invitant les membres dissidents et l'ancien président à revenir prendre leur place dans la Société. Il est donc procédé seulement, et pour la durée de la guerre, à l'élection d'un vice-président, à la place de M. le Lieutenant-Colonel Moncoq (démissionnaire, le 30 novembre 1916, pour raison de santé) et d'un secrétaire général, à la place de M. Saint-Vanne, afin d'assurer la vie habituelle de la Société.

M. Grimard est élu vice-président ; M. le capitaine Duhourcau, secrétaire. Ces messieurs prennent place au bureau.

Après discussion, et pour rester fidèle aux statuts jusque dans leur lettre, l'élection de Madame la Générale Derrécagaix est mise

aux voix. Elle est confirmée à l'unanimité. Le Capitaine Duhourcau, au nom de plusieurs membres, propose de nommer Madame la Générale Derrécagaix présidente d'honneur de la Société, comme hommage personnel et pour témoigner de la vénération que garde la Société à la mémoire du Général Derrécagaix. La proposition est adoptée à mains levées, à l'unanimité.

M. le chanoine Daranatz présente, au nom de M. Yturbide, une proposition tendant à abandonner à M. Yturbide, contre une somme de 220 francs, à déduire sur les 600 francs qui lui sont dûs pour avoir pris à son compte la créance Lamaignière, les instruments météorologiques de la Société. M. le chanoine Daranatz annonce, à ce propos, que M. Yturbide est à la tête d'une nouvelle société d'études régionales. Après discussion, à laquelle prennent part MM. Destandau et Dours, la proposition de M. Dours, mise aux voix, est adoptée, qui décide de conserver la propriété des appareils météorologiques, invite le bureau à demander à M. Léon Sodes, dont les services avaient été fort appréciés, de rester l'observateur de la Société, et autorise, en gage d'esprit confraternel, la société nouvellement née à faire usage pour son bulletin, si elle le veut, des observations météorologiques faites au nom et pour le compte de la Société des Sciences, Lettres et Arts.

Le Secrétaire-Général donne lecture d'une liste de dix noms présentés aux suffrages de la Société. L'élection aura lieu à la prochaine séance, conformément aux statuts.

La séance est levée à dix-huit heures.

Le Secrétaire,
F. DUHOURCAU.

Séance du lundi 2 avril 1917

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT

Assistent à la séance : MM. Béguet, président Destandau, Dours, Ducazau, capitaine Duhourcau, A Gommès, Grimard, Paul Labrousche, Lastrade, Louis, Lynch, Roquebert, Salane.

Le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 5 Février rédigé et communiqué par M. P. Yturbide et de celui de la dernière séance. Il fait savoir qu'il a reçu une lettre de Mada-

me la Générale Derrécagaix qui accepte d'être présidente d'honneur de la Société et remercie de cet hommage. Le Bureau a reçu de MM. Beignatbordes et Darricarère deux lettres dans lesquelles ces messieurs donnent leur démission de membres de la Société. M. J.-B. Larrieu, ayant été mobilisé, se démet de ses fonctions de secrétaire-archiviste, dont le bureau actuel déclare se charger.

Le Bureau annonce qu'il a décidé de porter sur les bulletins de convocation le sujet et l'auteur des communications, afin que les membres de la Société soient informés de ce dont il sera question en séance.

Le Vice-président fait connaître que M. Léon Sodes accepte de rester l'observateur et le rédacteur météorologique de la Société. Il a reçu trois numéros d'une nouvelle publication artistique : *Le Carnet des Artistes*, ainsi que le bulletin d'une ligue nouvelle : *l'Union française* dont il communique les intentions. Les membres présents prient M. Paul Labrousse de vouloir bien, comme président de la Commission pyrénéenne, prendre connaissance de ce bulletin et faire savoir, à la prochaine séance, si, selon lui, la Société doit s'affilier à cette ligue.

Sont élus membres de la Société, à l'unanimité :

MM. le C^t BOIS-VIEL, présenté par MM. Guichenné et le capitaine Duhourcau.

Le C^t PORTALIS, présenté par MM. Soulange-Bodin et Duhourcau.

CASTILLA, présenté par MM. Guichenné et Salane.

DE JAURGAIN, présenté par MM. Hérèlle et Labrousse.

DUSSARP, présenté par MM. Le Beuf et Salane.

DELRIEU, présenté par MM. Hérèlle et Nogaret.

D^r HEULZ, présenté par MM. Le Beuf et Dours;

ROSNY jeune, présenté par MM. Hérèlle et Labrousse.

MAURICE MARTIN, présenté par MM. Hérèlle et Destandau.

Le Secrétaire fait savoir que le bulletin de la Société est ouvert aux documents authentifiés concernant l'héroïsme des soldats et des familles de la région bayonnaise, ainsi que l'activité des sociétés, corps, œuvres diverses de Bayonne pendant la Guerre. En même temps qu'elle rendrait ainsi un service général, la Société fixerait pour l'avenir la preuve de l'intérêt qu'elle a montré aux choses de la Guerre. Il ne faudrait pas que nos petits-neveux, compulsant nos archives, n'y trouvent rien qui se rapportât au

grand drame. Il se propose, pour sa part, de commencer ce dossier en apportant, dans la prochaine séance, son témoignage sur la force d'âme des soldats du 49^e au feu.

M. Duhourcau donne ensuite lecture de quelques extraits d'une étude qu'il a écrite pour montrer quelle gravité et quelle flamme secrètes, assez inaperçues, en général, l'on trouve dans les œuvres des auteurs sceptiques, épicuriens ou modérés de la littérature française. Ceux-ci lui paraissent de précieux témoins en faveur de la grande âme méconnue de la douce France, qui apparaît, dans cette guerre, avec toute sa force et son éclat. Il insiste, en particulier, sur un écrivain du Sud-Ouest : Michel de Montaigne. Plusieurs membres demandent que l'étude entière paraisse dans le bulletin de la Société : M. Labrousche rappelle, après cette lecture, qu'une nièce de Montaigne habita le château d'Urtubie, près d'Urrugne. Il rend enfin hommage à la mémoire de M. Gaston Balencie, récemment décédé, oncle du Secrétaire, dont l'érudition touchant le passé bigourdan et gascon était profondément estimée des connaisseurs, mais qu'une trop grande modestie, une regrettable réserve a empêché de donner l'œuvre considérable que sa science lui eût permis de composer.

La séance est levée à dix-huit heures dix.

Le Secrétaire,

F. DUHOURCAU.

Séance du lundi 7 mai 1917

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT

Assistent à la séance : MM. Béguet, Commandant Bois-Viel, Casedevant, Castilla, Delrieu, Dours, Capitaine Duhourcau, Fort, Garcia-Mansilla, Georges, Grimard, Labrousche, Laffon de Ladebat, Lagrolet, Le Beuf, Maurice Martin, Commandant Portalis, Commandant Roch, Roquebert, Rosny jeune, de Saint-Louvent, Saint-Pé, Salane.

S'étaient fait excuser : M. le Docteur Heulz, M. le Docteur Voulgre, MM. Guichenné, Soulangue-Bodin.

M. Rosny jeune est assis à la droite du Vice-président qui le remercie d'avoir bien voulu honorer notre réunion de sa présence.

Le Secrétaire lit le procès-verbal de la dernière séance, annonce qu'il a reçu des lettres de MM. Delrieu, Dussarp, de Jaurgain remerciant la Société de les avoir élus au nombre de ses membres. MM. de Jaurgain et Dussarp promettent une prochaine collaboration à notre bulletin.

M. Lafuste fait part de sa démission de membre de la Société.

Le Vice-président annonce le décès de Madame Albert Lasserre. Il exprime les regrets de la Société pour la mort de cette femme de bien dont l'affabilité charmante et la grande générosité en faveur des œuvres de charité ou de bienfaisance étaient bien connues de tous. Il annonce aussi le décès qu'il vient d'apprendre de Madame de Grandry. Le Secrétaire a écrit aux deux familles pour présenter les condoléances de la Société.

Le bureau fait circuler plusieurs publications reçues :

L'Evêché de Bayonne et les Légendes de Saint-Léon, étude critique de M. de Jaurgain, lequel en fait hommage à ses nouveaux confrères. Trois numéros nouveaux du *Carnet des Artistes*.

Revue de Géographie commerciale. Janvier-mars 1917.

Bulletin de la Société de Borda. 3^e et 4^e Trimestres 1916.

Bulletin de la Société Ramond. Année 1915.

M. Grimard lit une étude sur la pellagre, parue dans ce dernier bulletin. Une discussion s'engage ensuite sur l'origine de ce mal. Y participent MM. Labrousse, Maurice Martin, Georges, de Labat. Il semble résulter des observations faites par M. Maurice Martin dans les Landes que ce mal aurait pour cause l'humidité contractée par le maïs. D'où nécessité de faire sécher le grain de maïs, avant de le moudre. Cette observation est intéressante, en ces temps où la farine de maïs entre, pour une grande part, dans la composition du pain.

Le Secrétaire présente aux suffrages de la Société onze noms nouveaux, dont l'élection aura lieu à la prochaine séance.

Ensuite, M. ANTONIN PERSONNAZ présenté par MM. Le Beuf et Dr Lasserre et dont l'élection est portée sur l'ordre du jour, est admis à l'unanimité.

M. le capitaine Duhourcau donne lecture de son témoignage sur *la valeur des soldats du 49^e* qu'il a eu l'honneur de mener au feu, au début de la guerre. Cette communication sera insérée dans le bulletin de juin.

Après cette lecture, MM. Dours et Maurice Martin, prennent la

parole pour citer:; le premier, un trait admirable de bravoure d'un marin bayonnais, le second celui d'un soldat du 57^e d'infanterie, qui vient d'être victime d'un accident sur la ligne du B. A. B. M. Dours promet d'apporter à la prochaine séance le trait dans toute sa précision pour qu'il soit consigné à notre procès-verbal.

Quant au soldat du 57^e, il s'agit de Georges Saint-Cricq, médaillé du Maroc, au front depuis le début de la guerre, fils d'un charpentier de Bayonne. Ayant roulé sous le train B. A. B. il eut le pied gauche sectionné et la tête ensanglantée. Quand les médecins arrivèrent pour le transporter à l'hôpital militaire il leur dit : « Ah ! docteurs, quel malheur de finir comme ça ! de n'être pas mort là-bas pour la France ». Après l'opération (amputation du pied et trépanation) il dit à M. Maurice Martin : « Monsieur ! c'est vexant pour un soldat français de finir ainsi ».

Une discussion s'engage ensuite sur les moyens que peut avoir la Société de rassembler les matériaux de cette histoire héroïque des soldats de Bayonne et du pays qu'il ne faut pas manquer de composer. Le Secrétaire développe les projets déjà exposés par le bureau à la séance précédente; il rendra compte à la prochaine séance des procédés qui lui ont paru heureux pour les réaliser.

La séance est levée à 18 heures.

Le Secrétaire,
F. DUHOURCAU.

Séance du lundi 4 Juin 1917

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT

Assistent à la séance : MM. Ct Baron, Ct Bois-Viel, Castilla, Destandau, Dours, Ducazau, Duhourcau, Georges, Grimard, Paul Labrousse, Charles Lagrolet, Le Beuf, Louis, Ct Portalis, Roquebert, de Saint-Louvent, Salane. S'étaient fait excuser : MM. Nicolas d'Arcangues, Laffon de Ladebat.

Lecture du Procès-verbal de la dernière séance par le Secrétaire. L'Assemblée est unanime à adresser ses condoléances à M. Rosny jeune pour la mort de Monsieur de Broutelles, son neveu, tombé au champ d'honneur.

Publications reçues : *Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest*. Janvier-Avril 1917. *Le Carnet des Artistes*. n° 8. *Bulletin de 1915 de l'Escolo dera Pirenéos*.

Sur la proposition du bureau, l'assemblée décide de différer l'abonnement de la Société à la revue l'*Union française*.

Le Secrétaire expose ensuite la nécessité qui fut imposée au bureau de répondre, par une circulaire adressée à tous les sociétaires, à la propagande inamicale faite par le Groupement bayonnais d'Etudes régionales. Il annonce que M. Garat, député-maire de Bayonne, président d'honneur de notre société, ayant tenté une conciliation que nous acceptions, pour notre part, très volontiers, auprès de ce groupe et celui-ci ne s'y étant pas prêté, a donné sa démission du groupe bayonnais d'études régionales.

Le Secrétaire expose les démarches du bureau pour arriver à réunir les éléments de l'histoire héroïque, d'abord, et de toute l'histoire ensuite de la participation du pays bayonnais à la guerre. Des circulaires annonçant notre programme d'études seront, en outre, envoyées avec des bulletins d'adhésions à toutes les personnalités de la région.

Communication est donnée de six nouveaux noms qui se présentent aux suffrages de la Société.

Le vote est ouvert pour l'admission de MM :

JOACHIM LABROUCHE, avocat, présenté par MM. Roquebert et Ct de Marien.

EUGENE LAGROLET, présenté par MM. Soulangue-Bodin et Ch Lagrolet.

JOSEPH JAULERRY, présenté par MM. Léon Guichenné et Ch. Lagrolet.

LÉOPOLD BAUBY, publiciste, présenté par MM. Léon-Dufour et Paul Labrousche.

ARMAND DE DUFAY DE MALUQUER, ancien président de tribunal, présenté par MM. Destandau et Paul Labrousche.

BODIOL, prote de l'imprimerie Foltzer, présenté par MM. Salane et Duhourcau.

CAMET, entrepreneur, présenté par MM. Salane et Lastrade.

FERNAND DARRIEUX, industriel, présenté par MM. Salane et Gentinne.

MM. ALBERT DUVERDIER et J.-B. CELHAY, courtiers maritimes, G. SABARROS, vice-consul du Pérou, présentés par MM. Le Roy et Grimard. Ces Messieurs sont élus à l'unanimité.

M. Henry Salane, bibliothécaire de la Chambre de Commerce, donne lecture de sa communication sur *Bayonne port franc*. Il expose, d'après des documents de la Chambre de Commerce en grande partie inédits, les débats qui eurent lieu jadis pour ou contre Bayonne port franc. Il cite les grands noms de Vergennes, Mirabeau, Barnave, Maury, qui combattirent pour les franchises de Bayonne. Il fait circuler un certain nombre de pièces ou manuscrits des temps de la Révolution et de la Restauration que chacun a plaisir à toucher et examiner. Il pose enfin, comme conclusion, la question de la renaissance de Bayonne, après la guerre, par le moyen de la franchise du port.

Une discussion très intéressante s'ouvre alors, à laquelle prennent part MM. Destandau, Dours, Paul Labrousse, Grimard, qui aboutit au vœu suivant de M. Destandau : susciter une *ligue bayonnaise*, analogue à la *ligue bordelaise*, qui stimule et appuie les compétences chargées de l'activité du port de Bayonne. Car, suivant l'heureuse expression de M. Dours, il faut s'occuper du port avant de s'occuper du port franc. L'assemblée prie M. Destandau d'apporter, à la prochaine réunion, un vœu précis dans ce sens, qui servira de base à une étude approfondie de la question, en vue d'aboutir à des conclusions pratiques servant les intérêts généraux de Bayonne et du pays.

Ce vœu sera, d'ailleurs, présenté hors séance.

La séance est levée à dix-huit heures quarante-cinq,

Le Secrétaire,

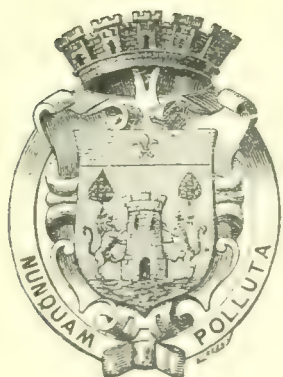
F. DUHOURCAU.

SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES
& ARTS DE BAYONNE

BVLLETIN TRIMESTRIEL

NUMÉROS 3 & 4

:: ANNEE M.CM.XVII ::



BAYONNE

IMPRIMERIE A. FOLTZER.

9, RUE JACQUES-LAFFITTE

M.CM.XVII

SOMMAIRE

TABLE	
<i>Membres du 100^e Souss-Comité des Sociétés de l'ordre du jour au dévouement (suite) :</i>	5
<i>Les Moines laqueants rimés de l'ancien :</i> par M. Louis Diers. . .	7
<i>Les Paroisses ecclésiastiques de la Vallée de la Vire :</i> par M. Georges Humbert, membre du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques.	23
<i>Un Chanson de l'oc-césiv :</i> par M. Maxime Martin.	58
<i>Le Journalisme du XVIII^e siècle, d'après les Archives du Centre de la presse :</i> par M. Maxime Dussard.	61
<i>ÉPIQUES VERBAUX DES SHAKES :</i>	82
<i>ÉPIQUES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ :</i>	91

A paraître dans les prochains numéros :

Les Époques de l'Église de l'Église : par M. G. Hardie, membre du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. — *Le Languedoc à la fin du XVIII^e siècle, d'après les Archives de l'Église :* par M. M. Dussard. — *Le Bâton de Bâton :* par M. Ch. Jurek. — *Les Bâtonniers de l'Église de l'Église :* par M. Jean de Jurek, membre correspondant de l'Académie d'Histoire de Madrid. — *LES VÉRITABLES ARMEMENTS DE BÂTON :* par M. André Grimaud. — *REFLEXIONS SUR UN DOCUMENT DE L'HISTOIRE LOCALE. — SOLDATS HÉROÏQUES DES RÉGIMENTS DE BÂTON :* d'après les *Épaves de l'Église :* par M. le Capitaine François Dussard.

SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES & ARTS
DE BAYONNE

SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES
& ARTS DE BAYONNE

BULLETIN TRIMESTRIEL

NUMÉROS 3 & 4

:: ANNÉE M. CM. XVII ::



BAYONNE

IMPRIMERIE A FOLTIER

9, RUE JACQUES-LAFFITTE

M. CM. XVII

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

morts, blessés, cités à l'ordre du jour ou décorés
en campagne

(suite)

BERGEY (M. L'ABBÉ DOMINIQUE-MARIE), curé de Saint-Emilion, aumônier de la 36^e D. I., détaché au 18^e régiment d'infanterie.

Blessures : éclats d'obus à la poitrine.

3 fois cité et promu chevalier de la Légion d'Honneur.

DELAY (MAURICE-FRANÇOIS), chirurgien, médecin-major de 2^e classe (territoriale), chef de secteur chirurgical, 12^e région.

Une citation. Promu chevalier de la Légion d'Honneur.

ETCHEBER (M. L'ABBÉ ARNAUD), vicaire à la paroisse Saint-André de Bayonne, aumônier basque du 18^e C. A., détaché au 49^e régiment d'infanterie.

3 fois cité. Promu chevalier de la Légion d'honneur : *Aumônier volontaire, superbe d'énergie et de vaillance, le plus brave des plus braves, le plus dévoué des plus dévoués dans l'exercice de son ministère auprès des blessés et des mourants. Attaché au régiment depuis mars 1916, a fait l'admiration de tous dans tous les combats, en particulier pendant les journées de mai 1916 sous Verdun, du 23 avril au 8 mai 1917 et les 3 et 4 juin 1917 sur les plateaux de Craonne et des Casemates. Contribue chaque jour par son attitude, ses leçons élevées, sa foi religieuse et patriotique à soutenir et exalter, aux heures décisives, le moral et l'esprit de devoir de chacun.* (Croix de guerre).

FORGEOT (AUGUSTE), officier démissionnaire, industriel, capitaine au 202^e d'artillerie de campagne.

2 fois cité. Promu chevalier de la Légion d'Honneur : *Commande sa batterie avec autorité et compétence. S'est particulièrement distingué devant Verdun par ses qualités remarquables de sang-froid et d'énergie. Deux citations.* (Croix de guerre).

LAMBLIN (M. l'ABBÉ), aumônier des Forges de l'Adour, brigadier au 13^e régiment de dragons (2^e Corps Colonial).

Blessure : éclat d'obus au pied.

Cité à l'ordre de... *Prêtre catholique, venu au régiment sur sa demande, a refusé le bénéfice des dispositions attribuées aux classes anciennes et l'avancement au grade d'aumônier dans une formation, pour rester au régiment. Donne à tous le plus bel exemple de l'accomplissement du devoir, est devenu un puissant facteur du maintien moral du régiment où il a su s'attirer le plus entier respect et les plus profondes sympathies. Le 20 août 1917, a fait preuve du plus grand sang-froid et du plus beau dévouement en s'élançant sous un violent bombardement pour relever, soigner les blessés et donner à ceux qui le désiraient les secours de la religion. Nature d'élite ; a été blessé le 1^{er} Juillet 1915, à Reims. (Croix de guerre).*

La Guerre et la région bayonnaise

LES MARINS BAYONNAIS TOMBÉS A L'ENNEMI ⁽¹⁾

Lors de notre réunion du mois de mai, en des pages vraiment empoignantes, le Capitaine Duhourcau nous retraçait les gestes héroïques et les actions d'éclat des soldats du 49^e ayant combattu sous ses ordres à Charleroi, à Guise, durant la retraite, dans les tranchées d'Hurtelbise enfin.

Narrateur fidèle de ces actes d'abnégation, de courage, de sacrifice, dont il avait été le témoin, il n'oubliait qu'un seul de ces héros le plus modeste à coup sûr, le plus brave peut-être : lui même.

Je viens, aujourd'hui, rendre un pieux hommage aux marins bayonnais morts pour la France, morts pour nous, depuis le début de cette formidable guerre déchaînée sur le monde par l'ambition de l'Allemagne rêvant de le dominer et de l'asservir.

Après le siège de La Rochelle, après le déblocement de l'Île de Ré où les pinasses de Bayonne, de Biarritz, de Saint-Jean-de-Luz et de Hendaye avaient rendu les plus grands services, Richelieu mandait à M. de Grammont « qu'il n'y avait pas de plus vaillants matelots que ceux de la coste de Bayonne ».

Vous allez voir que depuis l'époque du Grand Cardinal les matelots de Bayonne n'ont pas dégénéré.

Mais avant d'aborder mon principal sujet, accomplissant une promesse (2), voici le récit du Capitaine de Vais-

(1) Communication faite à la séance du 9 juillet 1917.

(2) Séance du 7 mai 1917.

seau Cuxac sur les derniers instants du *Gaulois* s'abîmant dans les flots, salué par le clairon d'un jeune marin du « quartier » de Bayonne.

« Le *Gaulois* se couche sur tribord, chavire ; sa grande coque verte se montre un instant, s'estompe sous l'eau qui accourt pour la recouvrir, disparaît descend lentement.

Dans le silence qui plane, on entend comme une mitraille qui crépite ; toutes les choses qui vivent à bord de la vie de ceux qui viennent de partir, armes, munitions, outils, et aussi tout ce que l'homme aimait, choses jusqu'alors toujours emportées, souvenirs toujours pieusement gardés, tout cela est arraché du poste dès longtemps occupé, s'entrechoque et court jusqu'à sa dernière place, celle qu'il gardera éternellement....

Mais dominant ce bruit, un cri jaillit de toutes les poitrines, s'élève vigoureux, d'une violence inouïe, « Vive la France » ! tandis que retentit la sonnerie « Au Drapeau » ! Cramponné à son radeau de sauvetage, le clairon Bourtayre salue les couleurs, au moment où le pavillon s'ensevelit dans les remous de l'arrière... »

Bourtayre qui est né à Biarritz était engagé volontaire dans la marine.

La Bataille de l'Yser. — Les Fusiliers Marins. L'Enseigne de Vaisseau E. Sérieyx.

Sur le rude granit, ou le marbre poli,
Afin de les sauver à jamais de l'oubli,
En traits que rien n'efface,
D'autres, pieusement, viendront sculpter vos noms ;
Et leur éclat fera pâlir bien des blasons,
Orgueil de notre race.

(A. VOULGRE. " Aux Marins du Bouvet ".)

« Au début d'octobre — dit le *Bulletin des Armées* du 23 novembre 1914 — l'armée Belge sortait d'Anvers trop éprouvée pour participer à une manœuvre, les Anglais quittaient le Nord pour l'Aisne, l'armée de Castelnau ne dé-

passait pas le sud d'Arras, celle du Général de Maud'huy se défendait du Sud d'Arras au sud de Lille; au Nord, nous n'avions que de la cavalerie, des territoriaux et les fusiliers marins ».

Cependant, voulant frapper un coup décisif, l'Etat-major allemand avait massé des forces considérables entre la Lys et la mer; son plan était de nous tourner en longeant la mer, avec pour objectif Dunkerque, Calais et Boulogne. Devant ce grand effort, l'hypothèse d'une retraite fut envisagée; le Général Joffre la rejeta immédiatement, on fit tête à l'ennemi: ce fut la bataille de l'Yser. A l'extrême Nord, on ouvrit les écluses, on rompit les digues, on opposa l'inondation au flot envahissant de l'ennemi. Mais le point critique de notre ligne de défense était Dixmude; on confia la défense de Dixmude à l'Amiral Ronarc'h et à ses fusiliers marins..... Et ce fut la plus belle page de gloire de la bataille de l'Yser.

Les marins à qui on avait demandé de tenir « quatre jours » en attendant l'arrivée des renforts, demeurèrent cramponnés, accrochés à Dixmude, du 16 octobre au 10 novembre, s'opposant à la ruée allemande, aidés par les débris de la brigade belge du Colonel Meyser. En une seule nuit, ils résistent, eux 6.000, à quatorze attaques de trois corps d'armée allemands. Et lorsque ce fut la mort de Dixmude, lorsque, ayant perdu les deux tiers de sa brigade, l'amiral Ronarc'h se retira sur l'autre rive de l'Yser — n'abandonnant à l'ennemi qu'un tas informe de cailloux — les renforts étaient arrivés, l'armée Belge était reconstituée, les Allemands ne pouvaient plus passer;.. les fusiliers marins avaient « monté le quart » sur l'Yser.

Ce fut au cours d'un des multiples combats sous Dixmude que tomba notre concitoyen l'Enseigne de Vaisseau Eugène Sérieyx.

Sorti de l'Ecole Polytechnique, ayant opté pour la Marine, Eugène Sérieyx était, au moment de la déclaration de guerre, enseigne à bord du *Bouvet*. Après le débarquement en France des troupes du 19^e Corps — si

heureusement protégé par la Marine — Sérieyx quittait le *Bouvet*. La Guerre appelait les marins à la rescousse, elle réclamait d'urgence 12 enseignes de l'Armée navale pour la défense des forts de Paris; il obtint d'être l'un des douze, et sur sa demande fut envoyé à la Redoute de la *Bulle-Pinçon*, au Nord de Saint-Denis.

Mais l'attaque sur Paris n'est plus à redouter; ses frères sont sur la ligne de feu — l'un dans l'artillerie, l'autre dans la cavalerie — il veut faire comme eux et tente des démarches pour quitter son fort. Le 12 octobre, il écrit à sa famille :

« Les fusiliers marins sont partis pour le Nord; les canonniers marins sont partis pour l'Est; les sections de tir contre aéronefs sont d'une importance telle, paraît-il, qu'on a voulu me faire rester. Je reste donc, la rage au cœur..... »

Le lendemain, il permutait avec un enseigne, reconnu inapte à la marche et, quelques jours après, rejoignait la brigade à Dixmude où se trouvait déjà son oncle le lieutenant de vaisseau Sérieyx — à qui ses camarades devaient donner plus tard le surnom de « l'héroïque Sérieyx ».

Le 24 octobre, trompant la vigilance des Belges exténués, les Allemands réussissent à franchir l'Yser à la boucle de Tervaete. Décidé à les refouler l'Amiral Ronarc'h donne l'ordre au bataillon Jeanniot de se porter en avant. Une heure après deux Compagnies de renfort lui sont envoyées; à l'une il manque une section précisément la section de Sérieyx rentre des tranchées, elle complètera la seconde compagnie sous les ordres du lieutenant de vaisseau Fefeux.

Voici le récit d'un des hommes de la section :

« Notre compagnie s'avancait en ligne déployée par bonds. A un moment donné, nous nous levons pour un nouveau bond en avant et le lieutenant Sérieyx se porte en tête de nous... Il s'arrête et dit « je suis touché ». Il tombe et nous le recevons dans nos bras. Nous voulons

lui mettre son pansement, mais il crie : « En avant mes enfants, vengez moi » ! Puis il devient tout pâle et me dit : : « Prends dans ma poche mon portefeuille et tout ce que j'ai sur moi, donne-le au Capitaine, dis-lui de dire adieu à mes parents pour moi et que je désire que mon corps soit ramené en France ».... Sa voix devenait très faible..... et nous avons vu qu'il était mort ».

Et voici la lettre de son capitaine à sa famille :

« Pendant ces quelques jours que nous avons vécu »
» côte à côte les poignantes émotions et les dures fatigues »
» des combats incessants, j'avais pu apprécier les splen- »
» dides qualités de cette âme si forte, si généreuse, si cou- »
» rageuse. Brave et digne cœur qui fut tout de suite aimé »
» et estimé de ses hommes et de ses chefs, car il s'impo- »
» sait par son calme courage, son aménité et son énergie »
» personnelle. A deux reprises, c'est à lui que l'on dut de »
» voir une déroute arrêtée et remplacée par une offensive »
» victorieuse qu'il dirigeait, toujours en tête. Hélas, les »
» Allemands visent les chefs et malgré les conseils que je »
» lui donnais pour moins se montrer, il ne pouvait s'y rési- »
» gner. Aussi, le 24 octobre, quand nous dûmes prendre »
» l'offensive contre les Allemands qui inquiétaient notre »
» gauche, Eugène à la tête de sa section se précipita sur »
» l'ennemi en entraînant ses hommes. La première balle »
» fut pour lui!.... Se sentant atteint, il s'écria : « En »
» Avant mes enfants, Vengez moi » !! Puis il tomba dans »
» les bras de deux de ses hommes auxquels il remit ses »
» papiers en priant de me les donner et que je vous infor- »
» me de sa mort en vous envoyant ses adieux.... Il mani- »
» festa le désir d'être ramené en France, puis il s'éteignit »

.
Eugène Sérieyx a été cité à l'ordre de l'Armée dans le
termes suivants :

« Enseigne de Vaisseau Sérieyx (L. M. E.). A été tué »
» à la tête de ses hommes en repoussant brillamment les »
» attaques répétées d'un ennemi très supérieur. »
» (Ordre général n° 15 du 8 novembre 1914) »

Son dernier vœu a été exaucé; son corps relevé le lendemain sur le champ de bataille est inhumé en terre française au cimetière de Dunkerque au milieu de ses compagnons, officiers et marins, tombés comme lui sous Dixmude, en octobre et novembre 1914.

Il me semble que c'est rendre hommage à la mémoire d'Eugène Sérieyx que de citer ici — bien qu'il ne soit pas Bayonnais — le merveilleux trait d'héroïsme de son oncle le lieutenant de vaisseau Sérieyx.

C'était le 10 novembre !.... Dixmude agonisait.... Dixmude allait mourir.... On se battait dans chaque carrefour, dans chaque rue; les ruisseaux coulaient rouges, dit un témoin....

Allemands et Français ne formaient plus qu'une grande mêlée hurlante qui tourbillonnait en Ville et sur les bords du Canal. On se fusillait à bout portant; on s'égorgeait à la baïonnette, au couteau, à coup de crosses, et quand les crosses étaient rompues à force de cogner, on avait encore ses pieds, ses poings, sa tête, ses dents. A trois heures après-midi la moitié de nos hommes était hors de combat, tués, blessés ou prisonniers, et les colonnes allemandes, par la brèche ouverte dans la défense, continuaient de tomber dans Dixmude.... De la réserve du commandant Rabot, tué ou disparu, il ne reste que quinze hommes ralliés dans un arroyo fangeux autour du lieutenant de vaisseau Sérieyx et qui luttent avec lui « jusqu'au dernier fusil ». Cerné, désarmé, Sérieyx est joint à quelques autres éclopés dont la colonne attaquante se fait un pare-balles pour arriver jusqu'au confluent du Canal et de l'Yser. « Spectacle abominable, dit le lieutenant de vaisseau A..., de prisonniers français obligés de marcher » devant les Boches qui, à genoux derrière eux, tiraient » entre leurs jambes » !... Nos hommes de l'autre côté de l'Yser n'osaient pas riposter.

— « Criez-leur de se rendre », ordonne le major allemand à Sérieyx.

— « Comment pouvez-vous penser qu'ils se rendront, répond Sérieyx, ils sont 10.000 ».

Ils étaient 200 !

Au même instant une fusillade éclate sur la droite de l'ennemi et détourne son attention : faisant signe aux siens, Sérieyx qu'une balle a touché et qui s'est laissé glisser à terre, s'élance dans l'Yser, le traverse à la nage, malgré son bras cassé, et court rendre compte de ce qui se passe à l'Amiral. (*Le Goffic*. Dixmude, p. 201, 202, 203, 205).

Le 23 novembre, le lieutenant de vaisseau Sérieyx était promu officier de la Légion d'Honneur et cité à l'Ordre de l'Armée.

La Brigade des fusiliers marins était, en grande partie, composée de Bretons. Il y avait cependant des marins de tous les Quartiers : de Dunkerque, de Toulon, de Bayonne.

Des marins du Quartier de Bayonne, quatre sont tombés au champ d'honneur à Dixmude, ou morts des blessures reçues durant le combat :

Jean MORICHÈRE, matelot fusilier breveté, 2^e Rég^t de marins.

Félix BOUSSEBAYLE, matelot fusilier breveté, 1^{er} Rég^t de marins.

Pascal CAZAUMAYOU, matelot fusilier breveté, 1^{er} Rég^t de marins.

Jean DARRIGOL, matelot sans spécialité, 2^e Rég^t de marins.

Ils ont été après leur mort l'objet de citations flatteuses. Mais combien pâle est la plus belle des citations ! Simples matelots, ils sont morts simplement,.... en faisant leur devoir. Ils sont tombés sur le sol de Belgique en criant à l'ennemi le cri des marins de l'Yser « On ne passe pas » ! Ils sont tombés en faisant à la Patrie, contre l'envahisseur, un rempart infranchissable de leurs cadavres. Ils sont morts en vrais enfants de Bayonne, en dignes fils de France. Honneur à ces modestes héros !

L'Enseigne de Vaisseau Louis Barthes.

Les Morts en Mer.

Sur vos tombeaux, — qu'on rêve ainsi que des autels —
Nul ne viendra poser les lauriers immortels,
En palmes ciselées.
La mer vous a donné ses flots bleus pour linceul,
Et son rythme plaintif, hélas ! traduira seul
Nos voix inconsolées.

(A. VOULGRE. " Aux Marins du *Bouvet* ".)

Dans cette guerre gigantesque, étrange, pendant que nos poilus repoussent peu à peu l'Allemand sur notre territoire, nos marins veillent sur la mer.

« Sous la protection de la Marine militaire, gardant le » front naval, la Marine de Commerce française ravitaille » la Patrie en danger ». *Ligue Maritime Française*, décembre 1916).

L'Enseigne de vaisseau Louis Barthes commandait le *Montaigne* un de ces patrouilleurs de la mer qui affrontent les dangers chaque jour, avec une abnégation sublime, guettant les sous-marins, draguant les mines, protégeant les convois, coulant les naufrageurs et ouvrant ainsi aux voiliers et aux vapeurs la route des ports de France.

Capitaine au long cours — brevet supérieur — Louis Barthes était, lorsqu'éclata la guerre, agent de la Compagnie des Chargeurs réunis à Konakry. Désireux de prendre une part active à la défense de son pays, il pria sa Compagnie de le relever de ces fonctions et de lui permettre de rentrer en France. Mais cette demande ne fut pas accueillie favorablement; on lui objecta « que sa situation militaire étant régulière » il devait rester à son poste. Sans hésiter, sacrifiant sa situation, Barthes démissionna, revint en France et se mit — immédiatement — à la disposition de l'Amiral Préfet maritime de Rochefort.

Nommé après examens, enseigne de vaisseau de réserve

de 1^{re} classe, il embarqua d'abord sur le croiseur *Amiral Aube*, ensuite comme second sur l'éclaireur *Rouen*. Mais il voulait un poste d'avant-garde; et après avoir obtenu la place de deuxième officier sur le torpilleur *Yalagan* il passait comme capitaine sur le *Montaigne* avec le commandement d'un groupe de patrouilleurs du Nord.

..... Dans la nuit du 26 au 27 décembre 1916, le *Montaigne* montait la garde dans le Pas-de-Calais.

Vers 10 heures, le second qui était de quart, constate dans le N. E. des lueurs qui semblent être les éclairs de coups de canon; il prévient le commandant qui ne modifie en rien ses ordres.

A 11 heures, le bruit sourd du canon accompagne les lueurs qui se voient toujours à l'horizon. — On a su depuis que c'était un engagement entre 5 destroyers allemands et des navires anglais. — Barthes est fixé dès lors sur l'imminence du danger; il augmente les mesures de précaution déjà prises et le *Montaigne* continue sa route.

Le canon a cessé... cependant il se passe quelque chose de suspect. Quoi? il faut savoir. Le *Montaigne* force de vitesse.

Minuit 10 ! Des masses noires sont en vue. Tout le monde aux postes d'alerte. Et Barthes fait faire les signaux de reconnaissance Aussitôt les projecteurs des destroyers furent démasqués..... c'était l'ennemi.

Et maintenant, je laisse la parole aux survivants de cette lutte.

« Les Allemands ouvrirent le feu... Le premier coup de canon atteignit la pièce de 57 m/m qui était à l'avant. Les hommes qui la servaient furent projetés à la mer. Le second coup vint frapper la passerelle; un éclat atteignit le Commandant Barthes à la tête. La blessure semblait grave mais non mortelle. Le commandant, toujours très calme, continua à assurer le commandement; puis, voyant la situation désespérée, il donna ordre au second maître de gouverner sur Griz-Nez (le *Montaigne* se trouvait alors

à 6 milles dans le N ; N.-E. du Cap) et d'échouer le bateau si cela devenait nécessaire.

A peine achevait-il de donner ses instructions, qu'un obus venant frapper la cabine de la télégraphie sans fil, en éclatant, tua raide le Commandant...

» Comme le *Montaigne* coulait le Maître fit mettre à l'eau les deux canots du bord. Dans le premier on mit les blessés et les hommes valides s'efforcèrent de recueillir les morts....

» Mais la chaudière menaçait de sauter; l'arrière s'élevait au-dessus de l'eau et l'avant s'enfonçait de plusieurs mètres. Le Maître crut nécessaire d'abandonner les morts et de quitter en hâte le *Montaigne* qui menaçait d'engloutir le canot en piquant vers le fond ».

Au petit jour, les chalutiers *Madeleine* et *Elisabeth* recueillaient les équipages des deux canots.

Et l'enquête de l'autorité maritime se termine ainsi :
« Tous rendent un hommage respectueux et enthousiaste à leur regretté Commandant qu'ils aimaient profondément. »

S'il était un plus bel éloge possible de Barthes que cet hommage des survivants de son équipage, ce serait les admirables lettres écrites à sa famille, par ses chefs immédiats, au lendemain même de sa mort et qu'on ne lira pas sans une poignante mais réconfortante émotion.

Lettre du Capitaine de Frégate Le Bihan.

« Madame,

» C'est avec le plus vif regret que je vous confirme la
» nouvelle de l'horrible malheur qui vous frappe si subitement dans vos plus chères affections.

» Le nom de votre cher mari restera dans ma mémoire
» comme celui d'un officier brave, loyal, courageux, prêt à tous les sacrifices pour accomplir son devoir jusqu'au

» bout. Cette tâche, souvent ingrate, il l'accomplissait
» avec le sentiment le plus haut, le plus élevé, donnant à
» tous l'exemple par son zèle et son activité. De lui, Mada-
» me, je n'ai que des éloges à vous dire. Je l'appréciais
» comme étant de beaucoup le meilleur officier sous mes
» ordres, et tous ceux qui l'ont vu à l'œuvre, en toutes cir-
» constances, sont unanimes à regretter sa perte.

» La Mort l'a terrassé à son poste de combat. Quoique
» blessé grièvement à la tête, il continua à donner des or-
» dres précis comme il savait les donner; mais un second
» obus le frappa en pleine poitrine. Son corps n'a mal-
» heureusement pas pu être emporté et pendant que le
» bâtiment coulait il disparut avec lui.

» Je sais par expérience la douleur atroce qui étreint
» votre cœur d'épouse aimée et chérie; mais néanmoins,
» Madame, surmontez votre douleur, pensez au cher petit
» enfant qui faisait votre joie à tous deux et dites vous
» que votre cher mari est mort en accomplissant son devoir
» envers la France et pour Elle. Il emporte avec lui les
» regrets sincères de tous ceux qui l'ont connu et il restera
» un bel exemple pour ceux qui lui ont survécu.

» Veuillez agréer..... »

LE BIHAN,

Commandant la 2^e escadrille de Patrouille à Calais.

*Lettre du Capitaine de Vaisseau Excelmans, Chef de
Division des Flotilles de la Mer du Nord.*

Dunkerque 7 novembre 1916.

« Madame,

» Pour que vous receviez un témoignage qui soit
» autant que chose humaine — à la hauteur de la vail-
» lance de votre mari et de votre sacrifice, j'ai demandé
» qu'il soit donné citation et croix de guerre par une au-

» torité plus élevée que la mienne. Mais je ne puis attendre
» plus longtemps pour vous exprimer ma respectueuse
» compassion et les profonds regrets que Monsieur Barthes
» laisse parmi nous.

» Je le voyais peu parce que mes flottilles sont disper-
» sées, mais je le connaissais assez pour qu'il m'inspirât
» une sympathie très vive et une confiance absolue dans
» sa valeur et dans son caractère.

» La dernière fois que je le vis, comme je lui disais mon
» regret que certains règlements ne me permissent pas
» encore de le récompenser comme il le méritait et comme
» je le désirais, il me répondit de telle sorte — si digne-
» ment, si simplement, et avec un si loyal et si beau regard
» — que son cœur m'apparut clairement et que mes yeux
» se mouillèrent d'émotion. Ces visions comptent dans la
» vie et ne s'effacent pas.

» Je sais donc, Madame, qui vous avez perdu et devant
» quelle douleur je m'incline.

» Le Commandant Le Bihan vous a écrit. Vous savez
» ce qui s'est passé dans cette nuit du 26 au 27 octobre :
» Votre mari sentant qu'il y avait quelque chose de grave,
» au milieu du Pas-de-Calais, se plaçant résolument entre
» les routes commerciales qu'il devait garder et la route
» probable de l'ennemi. Puis l'arrivée en trombe de cinq
» navires de guerre. On pouvait éteindre ses feux, se dis-
» simuler dans les ténèbres. Non ! Le devoir est de recon-
» naître, de demander à ces navires s'ils sont ennemis ou
» alliés. Il faut savoir coûte que coûte pour donner l'alerte
» à tous s'il y a lieu et renseigner nos forces. Barthes or-
» donne de faire le signal de reconnaissance. Un feu terri-
» ble à bout portant s'abat sur le *Montaigne*. Le comman-
» dant tombe grièvement blessé, mais il commande encore
» il donne clairement nettement l'ordre qu'il fallait don-
» ner. Une deuxième charge des torpilleurs ennemis em-
» porte son âme là, où vont les âmes de ceux qui ont mis
» le devoir au-dessus de leur vie, au-dessus de tout !

» Le *Montaigne* a sombré quelques temps après. Les
» valides et les blessés ont pris place difficilement dans les
» petites embarcations. Impossible d'emporter les morts.
» Mais avant de quitter le bord le second maître Courant
» et le quartier maître Clermond se sont assurés encore
» que leur commandant ne vivait plus. Je les ai interrogés
» sur leurs constatations. Il n'y a pas de doute possible.

» Ainsi la tombe du Commandant du *Montaigne* est
» la passerelle de son navire; c'est son poste de combat
» qu'il n'a pas quitté.

» Je comprends bien, hélas ! que vous en souhaiteriez
» une autre où vous puissiez prier, où vous puissiez plus
» tard mener prier votre cher enfant ! mais vos regards
» et vos prières iront plus haut que la tombe !

» Daignez agréer, Madame, l'hommage de mon respect
» et de mon affliction partagés par tous ceux qui ont
» connu, apprécié et aimé celui que vous pleurez.

» Capitaine de Vaisseau EXCELMANS ».

Lettre de l'Amiral Lacaze, Ministre de la Marine.

« Madame,

« J'ai l'honneur de vous adresser la Croix de Guerre
» décernée à l'Enseigne de Vaisseau Barthes votre mari,
» ainsi qu'une copie de la belle citation à l'Ordre de l'ar-
» mée dont il a été l'objet à la suite de sa mort glorieuse
» à bord du *Montaigne* qu'il commandait.

« J'y joins l'expression de ma profonde sympathie pour
» la perte douloureuse qui, dans la circonstance, vous a
» frappé en même temps que la marine française tout
» entière ».

« Veuillez agréer, Madame, mes respectueux hommages.

» Amiral LACAZE ».

Après ces pages si pleines de cœur, écrites par ceux qui ont quelque droit de juger le courage et l'honneur, car ils sont eux-mêmes des modèles d'honneur et de courage, j'hésite à vous communiquer le texte forcément froid et concis de la citation de Barthes à l'ordre du jour de l'armée. Je le fais cependant : aussi bien est-ce là pour ses parents et pour son fils la seule consécration officielle de l'héroïsme de sa mort.

« BARTHES Louis, Enseigne de Vaisseau de 1^{re} classe, de réserve. Officier de valeur, s'est toujours distingué » par son entrain et son sentiment du devoir. Frappé sur sa passerelle au moment de l'attaque de son bâtiment » par des torpilleurs ennemis, a eu l'énergie de donner, avant de mourir, l'ordre le plus opportun sous la forme » la plus claire » (*J. O.* du 2 décembre 1916).

Combien longue, hélas ! la liste des marins du Quartier de Bayonne morts en mer, à bord de leurs navires frappés ou coulés par l'ennemi !

GAMADE Sylvain, 1^{er} maître électricien, PUYO Paul-André, PERSE François, matelots disparus à bord du *Bouvet* dans les Dardanelles, le 18 mars 1915.

VIGNES Jean, quartier maître de manœuvres, ETCHEGARAY Adrien, chauffeur, disparus à bord du *Léon Gambella*, le 27 avril 1915.

PÉTRISSANS Jean-Pierre, quartier maître torpilleur disparu avec le sous-marin *Joule* après avoir été dans la mer de Marmara chercher l'ennemi au fond de ses repaires.

POYMIRO Sylvestre, quartier maître mécanicien, disparu à bord du torpilleur 251, le 26 octobre 1916.

DUIZABO Marcellin, 2^e maître fusilier, disparu avec le *Casabianca* dans la mer Egée, le 3 juin 1915.

LACOUTURE Bernard, matelot, placé en sursis d'appel au commerce, disparu avec le cargo *Carthage* torpillé.

DATCHARRY François, matelot, disparu à bord d'un des chalutiers de l'armée navale, dans les Dardanelles, au combat de Port-Gione, le 24 août 1915.

ARAMENDY, Joseph, novice au commerce, disparu avec le steamer *Ville de la Ciotal* torpillé le 24 décembre 1915.

MILHET Salvat, matelot, placé en sursis d'appel au commerce, disparu avec le vapeur *Calvados* torpillé le 4 novembre 1915.

COMETS Joseph, APENDISTÉGUY Charles, LAFOURCADE Paul, HARCAUT Pierre, HARGOUS Michel, MILHÉ Martin, matelots, disparus avec l'*Amiral Charner* sur les côtes de Syrie, le 8 février 1916, après avoir aidé en août 1915 au sauvetage de 5.000 Arméniens.

PERLANT Louis, GRACIET Henri, matelots, disparus à bord du croiseur auxiliaire *Provence* torpillé le 26 février 1916.

CAMBOT André, 2^e maître de manœuvre, LAIGUILLON Martin, disparus à bord du *Gallia* torpillé le 4 octobre 1916.

ETCHEVERRY André, ADO Manuel, HIPOLLYTE Jacques, ELDUAYEN Firmin, HARRIET Jean, FANDEBOURD Michel, EGUIAZABAL Maximin, DARMENDARITZ Jean, BAQUÉ Edouard, PUYO Joachim, matelots, disparus à bord du *Suffren* considéré comme perdu corps et biens.

LARRÈDE Pierre, matelot, disparu à bord du *Cassini* le 28 février 1917.

DOSPITAL Léon-Justin, matelot placé en sursis au commerce, disparu à bord du vapeur *Robur*.

LACAN Roger, fourrier, TOLLIS Joseph, DEZÈS Joseph, matelots, disparus à bord du cuirassé *Danton*, torpillé le 19 mars 1917.

ECHATÉ Joseph-Manuel, patron pêcheur, OYHANART Armand, MATIARANA Saturnin, matelots pêcheurs, disparus avec le chalutier de Saint-Jean-de-Luz, *Verdun*, incendié par un obus allemand non loin de nos côtes, le 4 mai 1917.

POULON Julien, canonnier, CAZABON Paulin, patron pêcheur, MUGABURE Pierre, matelot pêcheur, HÉGUILEIN novice, disparus avec le chalutier *Marne* de Saint-Jean-de-Luz, dans la même affaire où périt le *Verdun*, après avoir essayé de lutter contre un ennemi d'un tonnage et d'un armement bien supérieur et essuyé à lui seul, plus de 20 coups de canon.

Voici terminée cette énumération funèbre; la liste est épuisée, elle n'est pas close, hélas! On se bat encore; l'heure de la paix victorieuse n'a pas encore sonné.

.

Honneur à tous ces disparus!

Comme Barthes, ils sont morts à leur poste de combat; comme Barthes, ils ont eu la mer immense pour cercueil!

Ils auront lutté en héros, et ils auront sombré ignorés de tous!

Ils ne connaîtront même point le suprême repos, et continueront, pauvres épaves de gloire, à rouler dans l'abîme, heurtant de leurs corps déchiquetés les roches sous-marines!

Marins de la Marine militaire, Marins de la Marine du Commerce, humbles pêcheurs, ayant affronté les mêmes dangers, ayant combattu les mêmes combats, confondus dans la même fin glorieuse, ils sont tous morts pour le salut de la patrie.

.

Honneur à tous ces disparus!...

LOUIS DOURS.



LES PARADES CHARIVARIQUES

de la Vallée de la Nive ⁽¹⁾

Les Basques ont conservé le goût et l'usage des charivaris, et, en dépit de l'article 479, § 8, du Code pénal, ils continuent à en donner sous trois formes différentes : la « sérénade charivarique », la « parade charivarique » et la « farce charivarique ».

La sérénade charivarique est le charivari ordinaire, qui se fait le soir, sous les fenêtres des « sujets ». Dans la Basse-Navarre et dans le Labourd, on le nomme *galarrotsa*, « vacarme nocturne »; en Soule, on le nomme *lzin-lzarrotsa*, « vacarme de sonnaïlles ». Il consiste en un concert cacophonique dont les principaux instruments sont des clochettes de vache, des cornets à bouquin, des poêles, des chaudrons, des marmites dites *lhipinaulsia*, que les paysans savent transformer en gongs dont les sons déchirent les oreilles quand on les frotte avec une corde enduite de cire.

Les farces charivariques sont de véritables petites comédies de mœurs qui se rédigent par écrit, qui se représentent sur un théâtre, et où l'on tourne en ridicule les personnes dont il s'agit de censurer les faits et gestes. On peut les comparer aux farces du moyen âge.

Nous ne parlerons ici que des « parades charivariques », qui sont, si l'on peut dire, des charivaris à grand spectacle. On les nomme *lobera moustrac*, « charivaris représentés ». Elles consistent en un long et brillant cortège d'acteurs costumés, qui, après avoir parcouru les rues du villa-

(1) Chapitre détaché d'un ouvrage inédit qui a pour titre : *Etudes sur le théâtre basque*.

ge, se rendent à un théâtre construit sur la place pour y donner un divertissement dramatique. Ce théâtre, ordinairement clos, mais toujours vaste, reçoit un nombreux public qui, moyennant finance, peut s'asseoir sur des gradins bâtis avec des poutres et des planches. La pièce jouée est une sorte de saynète impromptu, que des intermèdes de danses et des épisodes bouffons divisent en plusieurs parties, mais sans aucun entr'acte.

Ces « parades » se font dans les régions de la Basse-Navarre et du Labourd qui sont arrosées par la Nive et par ses affluents, c'est-à-dire dans les cinq cantons de St-Jean-Pied-de-Port, de St-Etienne-de-Baïgorry, d'Iholdy, d'Espelette et d'Hasparren. Elles se font aussi au village espagnol de Valcarlos, situé dans la partie la plus haute du bassin de la Nive; mais elles ne se font nulle part ailleurs en Espagne: ni dans la Haute-Navarre, ni dans la vallée du Bastan. Elle ne se font pas non plus dans la partie inférieure de la vallée de la Nive: ni à Halsou, ni à Ustaritz, ni à Villefranque, etc. La limite extrême de ces représentations paraît être Cambo. Pourtant, il ne faudrait point conclure de cette étroite localisation en Pays basque que les parades charivariques soient essentiellement propres à la Basse-Navarre. Au contraire, cet usage semble avoir été très pratiqué jadis en Gascogne, et il s'est même conservé jusqu'à nos jours dans certaines régions des Landes (1). Bien plus: au témoignage de J. M. de Pereda, il n'y a pas bien longtemps qu'en Vieille-Castille, dans la région de Santander, on faisait des cavalcades charivariques

(1) Voici quelques détails que nous a donnés M. le colonel Poymiro sur la façon dont se font les charivaris dans la région de Dax. Le charivari ordinaire, nommé *bacalan*, consiste en une musique cacophonique entrecoupée de couplets railleurs et injurieux. Mais l'on y use aussi d'un charivari plus solennel, qui est précédé d'une cavalcade, et où l'on joue une pièce. Le texte de la pièce est écrit, ce qui n'empêche que, sauf les variantes de circonstance, il est toujours à peu près le même. Les principaux acteurs sont les « sujets », les gendarmes, les juges, etc. D'ailleurs cet usage, répandu autrefois dans toutes les Landes et même dans toute la Gascogne, ne se pratique plus aujourd'hui que dans la partie méridionale des Landes, et assez rarement.

qui n'étaient pas sans analogie avec les parades bas-navarraises (1).

En moyenne, on ne donne pas annuellement plus de deux ou trois parades charivariques dans toute la vallée de la Nive (2). Mais, comme nous le disait philosophiquement un Basque de la Basse-Navarre, si l'on n'en joue pas davantage, ce n'est pas que les occasions manquent, c'est que cela coûte trop cher (3).

Voici quelques exemples de ces occasions.

Vers 1830, à Sare, remariage d'un vieillard trois fois veuf. Vers 1850, à Cambo, mariage suspect d'un « Américain » (4) que l'on accusait d'avoir abandonné une première femme et des enfants à la Plata (5). En 1900, à Iholdy, mariage d'un septuagénaire avec une jeune fille. En 1908, à Irissary, fâcheuse attitude du curé dont les habitants avaient à se plaindre. En 1903, à Esterencuby, bataille d'un douanier et d'une servante d'auberge, laquelle servante avait remporté la victoire. En 1911, à Saint-Michel, bataille d'une femme avec l'instituteur. En 1912, au hameau d'Urdoz, mauvais traitements infligés à un douanier retraité par sa femme et par sa fille. En 1914, à Irissary, remariage d'un vieux avec une vieille.

(1) Cf. *Tipos y paisajes*, 2^e série, p. 442 : « Enfin, hombre, yo he visto aquí una censerada, de caballería ! Si, señor : a caballo, formados en escuadrón y con trajes históricos, iban los directores y principales ejecutantes de la sinfonía ».

(2) Voir à la fin du chapitre, note complémentaire A, la liste des représentations dont nous avons pu retrouver la trace.

(3) A. Léon se trompe donc lorsqu'il dit dans la *Revue des Etudes basques*, année 1909, p. 263 : « Il existait encore, il y a cinquante ans (mais cette coutume se perd, si même elle n'est pas tout à fait tombée en désuétude), des espèces de pantomimes entrecoupées de dialogues à demi improvisés, destinées à représenter une aventure grotesque ou scandaleuse : c'étaient les *tobera moustrac* ». Les *tobera moustrac*, qui du reste ne sont pas des pantomimes, ont gardé toute leur vogue et attirent d'innombrables spectateurs.

(4) C'est le nom qu'on donne communément aux Basques revenus d'Amérique.

(5) Challe, qui assistait à cette parade, en a publié une bonne relation dans le *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, année 1871, pp. 105-119. Il ne donne pas la date exacte de la représentation ; mais il dit que ce fut « quelques années » après un premier voyage qu'il avait fait aux Pyrénées, « il y a vingt-cinq ans ».

Assez souvent la parade charivarique est précédée d'un charivari ordinaire. Celle de Sare, selon l'aubergiste chroniqueur qui nous en a laissé le récit inédit (1), avait eu la genèse suivante. « Un individu qu'on surnommait Turrut-Arrosa, fils et maître de la maison Arrosa, allait se remarier. Ses trois premières femmes étaient mortes en couches, et, malgré son grand âge, il allait en prendre une quatrième. La jeunesse de Sare (2) décida de lui faire subir les moqueries d'usage. Toutes les nuits, les jeunes gens se réunissaient autour de la maison Arrosa pour y jouer de leurs trompettes de corne, *adar turrutak*; et, de plus, les jeunes gens de Saint-Pé et de Souraïde se joignirent plus d'une fois à ceux de Sare pour participer au concert. Lorsque Turrut-Arrosa eut épousé sa quatrième femme, la jeunesse de Sare décida qu'on lui ferait un charivari public, quelles que fussent les dépenses qu'occasionnerait la digne célébration de cette fête ».

La parade de Cambo avait eu de semblables préliminaires, et celle d'Iholdy était venue aussi couronner une série de sérénades qui s'étaient répétées de temps à autre durant cinq mois.

Ces quelques faits, dont le premier remonte à plus de quatre-vingts ans, tandis que le dernier est contemporain, démontrent que les *lobera moustrac* sont effectivement des charivaris solennels, qui s'exécutent avec la circonstance aggravante d'être donnés en plein jour, dans un pompeux appareil, devant un public convoqué tout exprès pour jouir du spectacle. Or, s'il est possible d'admettre à la rigueur qu'une sérénade charivarique se prépare assez clandestinement pour que les autorités locales n'en soient pas averties et pour que les jeunes gens réussissent à don-

(1) Cette intéressante relation a été donnée à M. Webster par Augustin Etcheverry, aubergiste à Sare, qui l'a écrite « une soixantaine d'années » après l'événement. L'original est à la bibliothèque de Bayonne, ms. n° 88, vers la fin du recueil.

(2) Ce sont ordinairement les jeunes gens qui organisent les parades charivariques, mais cela n'est pas une règle absolue : en 1912, à Urdos, l'initiative avait été prise par les vieux.

ner par surprise leur injurieux concert, il est absolument impossible de supposer qu'une nombreuse troupe d'acteurs s'organise, se procure une centaine de costumes et fasse construire un théâtre sur la place du village sans que personne s'en aperçoive. D'où vient que le maire et le sous-préfet, qui ont la police de la voirie et des réunions publiques, ne s'opposent pas à ces représentations?

Les jeunes gens ont recours à un subterfuge. Ils se gardent bien de demander l'autorisation de donner un charivari: cette autorisation leur serait nécessairement refusée. Ce qu'ils sollicitent, c'est la permission d'offrir à leurs concitoyens le divertissement d'une « cavalcade » (1).

Naturellement, le maire sait très bien de quoi il s'agit; mais il est basque et il a peut-être le goût héréditaire de ces représentations, sans compter qu'il ne veut pas déplaire à ses électeurs en les privant d'une réjouissance traditionnelle; il consent donc à transmettre la requête au sous-préfet, avec avis favorable. Le sous-préfet, s'il n'est pas un nouveau venu, sait très bien, lui aussi, ce que « cavalcade » veut dire; mais, puisque le maire ne fait aucune objection et garantit que tout se passera sans le moindre désordre, il se contente de recommander la discrétion, et, pourvu que les acteurs, par l'intermédiaire du maire, s'engagent à ne nommer personne et à ne rien faire sur la scène qui soit contraire aux bonnes mœurs, il accorde cette autorisation qui théoriquement paraissait impossible (2).

(1) C'est habituellement sous le nom de « cavalcade » qu'on annonce aujourd'hui les parades charivariques. Mais en 1850, à Cambo, les choses se passèrent différemment. « On avait, dit Challe, demandé d'un air candide l'autorisation de jouer, le jour de la fête patronale, une innocente pastorale dont le sujet était *le Jugement du Coq*. Le sous-préfet, ne soupçonnant aucune malice, avait permis la représentation et promis même de l'aller voir. Tout avait marché à souhait... »

(2) Il résulte d'une lettre à nous adressée en 1903 par M. le sous-préfet de Mauléon, que telle est bien l'attitude, à la fois prudente et tolérante, des administrations municipales et sous-préfectorales. Voir aussi, à la fin du chapitre, note complémentaire C, le conseil que, dans l'« ouverture » du charivari donné à Hélette en 1848, le « capitaine » adresse aux avocats : de plaider aussi honnêtement que possible ».

Il n'existe, à notre connaissance, que trois descriptions de parades charivariques : 1^o celle, très confuse, que J. Duvoisin publia dans l'*Album pyrénéen* de 1841, et dont les parties essentielles ont été reproduites à peu près textuellement par Fr. Michel dans le *Pays basque* ; 2^o celle, déjà signalée tout à l'heure, que Challe publia dans le *Bulletin de la Société de l'Yonne* (1) ; 3^o celle, très brève, mais exacte et substantielle, que Gabriel Roby publia dans *Biarritz et Pays basque*, n^o du 2 septembre 1909 (2). Nous avons mis ces textes à profit dans les pages qui vont suivre ; mais nous nous sommes surtout servi des notes que nous avons prises nous-même aux parades d'Urdos, le 12 mai 1912, et d'Irissary, le 13 avril 1914. Nous aurions désiré voir encore une ou deux autres représentations ; mais les gens du pays mettent peu de complaisance à renseigner les étrangers sur celles qui se préparent.

§ 1. L'ORGANISATION, LE THÉÂTRE, LE BUDGET ET LE PUBLIC

Selon Duvoisin, voici comment la jeunesse procédait autrefois, quand le cas se présentait d'organiser une parade charivarique.

« Lorsqu'un évènement singulier, en discordance flagrante avec le caractère et les usages des habitants, vient

(1) C'est bien à tort que J. Vinson dit dans son *Folk-lore* : « Je ne trouve rien à retenir dans un article du *Bulletin de l'Yonne*... M. Challe y rend compte d'une représentation qui n'a rien de commun avec les pastorales ». Rien de commun avec les pastorales tragiques, c'est vrai ; mais ces pastorales comiques sont décrites par Challe beaucoup plus clairement et plus exactement qu'elles ne l'avaient été par Duvoisin, auquel Vinson ne laisse pas de se référer.

(2) Nous négligeons quelques petits comptes-rendus publiés dans des journaux ; ils sont peu instructifs et renferment parfois des erreurs. Celui qui a paru dans le *Biarritz thermal* de 24 février 1901, sous la signature de G. de la Nive, confond les mascarades souletines et les parades bas-navarraises.

intéresser la chronique d'un village, les jeunes gens du lieu se réunissent pour décider si l'on en fera le sujet d'une comédie. Une fois la question agitée, quand le plus grand nombre de personnes se prononce pour l'affirmative, on fait la *cérémonie du bâton*. Tous ceux qui veulent prendre part au drame comme acteurs, ou simplement se cotiser pour subvenir aux frais de la représentation, se réunissent d'un côté. Deux d'entre eux tiennent un bâton, chacun par un bout, en étirant la main, et tous les sociétaires passent dessous. C'est un engagement solennel : y manquer serait une infamie ».

Aujourd'hui la cérémonie du bâton parait tombée en désuétude, et les parades charivariques se décident avec moins d'apparat, soit devant le « fronton » où l'on s'assemble pour jouer à la pelote, soit dans les joyeuses conversations de cabaret. Puis on nomme les commissaires, dont le mandat est double : 1^o ils se mettront en rapport avec un improvisateur connu qui, en qualité de « poète » (1), se chargera de préparer et de diriger la partie artistique de la représentation : 2^o ils s'occuperont de réunir les fonds nécessaires pour la construction du théâtre : car les charpentiers ne font pas crédit.

Le théâtre est toujours construit sur la place publique.

A Urdos, la place oblongue, un peu décline, est bordée dans le haut par la vieille maison seigneuriale des anciens chevaliers du lieu, belle et robuste bâtisse en pierres de taille que le temps a noircies, percée de fenêtres à meneaux, flanquée d'une petite tour dont les baies sont garnies d'étranges grilles de fer au-dessus desquelles s'élèvent des croix. Deux échafauds sans balustrades, hauts d'environ 1 m. 50 et larges de trois ou quatre mètres, y avaient été dressés à droite et à gauche, vis-à-vis l'un de l'autre, l'un

(1) Ainsi le nomment Duvoisin, Fr. Michel et Challe. Nous ignorons si ce nom est encore en usage.

pour les improvisateurs, l'autre pour les juges, les avocats et les notables admis à se tenir dans le prétoire avec la Justice. Autour de la place, des charpentes à gradins étaient disposées en quatre endroits pour les spectateurs, et cinq ou six cents personnes pouvaient s'y asseoir. A Irissary, la place, oblongue comme celle d'Urdos, a pour décor, sur l'un de ses petits côtés, l'église qui profile dans le ciel la lourde masse blanche de sa tour, et sur l'un de ses grands côtés, l'énorme bâtiment d'une ancienne commanderie de Malte, aux puissantes murailles ornées de balcons ruineux. On n'y avait construit qu'un seul échafaud, mais d'amples dimensions [environ 8 ou 9 mètres de largeur et de profondeur, avec deux plans inclinés qui en permettaient l'accès aux hommes et aux bêtes. Sur presque tout le pourtour de la place, une dizaine de longues charpentes à gradins, dont quelques-unes n'avaient que deux ou trois gradins, tandis que d'autres en avaient sept ou huit et s'élevaient à la hauteur d'un second étage, pouvaient recevoir quatorze ou quinze cents spectateurs assis.

Nous ignorons ce que coûta le théâtre d'Urdos; mais nous savons que celui d'Irissary, pour le seul travail des charpentiers, qui gardèrent la propriété de bois, coûta 750 francs.

Il est d'usage qu'afin de couvrir cette partie des frais, les habitants du village se cotisent, et le chiffre de la cotisation est habituellement de 5 fr. par personne. A Irissary, les 750 fr. furent payés par 150 souscripteurs de bonne volonté. D'ailleurs ce versement n'est qu'une avance, et chaque souscripteur est remboursé après la représentation, si la recette le permet. Si la recette est insuffisante, les 5 fr. ne sont remboursés qu'en partie, ou même ne sont pas remboursés du tout.

Une deuxième dépense, assez lourde, est la location des costumes. On les demande à une maison de Bayonne qui a la spécialité de les fournir. Cette fourniture ne se paie qu'après la représentation, sur la recette; et si la re-

cette ne peut suffire, chaque acteur est personnellement responsable du prix de son costume et doit mettre la main à la poche.

Il y a encore quelques autres dépenses : l'achat du vin qui est libéralement offert aux acteurs pendant la représentation, l'impression des billets d'entrée, etc; mais ces dépenses sont légères. Quant aux chevaux et aux voitures qui figurent dans le cortège, ils ne coûtent rien : les propriétaires du village les prêtent gratuitement.

Anticipons un peu et parlons dès maintenant de la recette. Elle consiste presque uniquement dans la perception du prix des places; mais, lorsque le beau temps favorise la fête, cette perception donne beaucoup, parce que les habitants de la vallée y viennent de très loin. En 1830, à Sare, « la place regorgeait de monde. » En 1850, à Cambo, il y avait « deux ou trois mille spectateurs », et le prix d'entrée était de 1 fr. En 1912, au hameau d'Urdos, nous estimons qu'il y avait un millier de personnes, et le prix d'entrée était uniformément de 0 fr. 50. En 1913, à Irissary, nous croyons qu'il y avait bien trois mille personnes, et les prix étaient gradués de la manière suivante : 0 fr. 50 pour l'entrée dans l'enceinte; 1 fr. pour les premières; 1 fr. 50 pour les places réservées. Mais d'ailleurs aucun commissaire n'exerçait de contrôle sur l'occupation des places, et chacun s'asseyait où il voulait.

Une seconde, mais faible ressource de la caisse commune, c'est le produit de la quête du vin offert aux spectateurs. Cette quête ne se fait que vers la fin de la représentation, et seulement dans le cas où le vin acheté n'a pas été bu jusqu'au dernier litre par la troupe. A Urdos, nous n'avons vu sur le plateau qu'une quinzaine de francs, en petites pièces d'argent et en monnaie de billon. A Irissary, aucun porteur de plateau ne recueillait les offrandes derrière le verseur de vin (1).

(1) Autrefois, d'après Challe, c'était le poète lui-même qui, à la fin de la représentation, faisait une collecte parmi les spectateurs.

Si l'on a réalisé un gros bénéfice, on en prélève parfois une partie pour le bureau de bienfaisance (1). Avec le reste, les acteurs font une joyeuse ripaille.

§ 2. LES ROLES ET LES COSTUMES

Les acteurs d'une parade charivarique sont toujours nombreux. En 1850, à Cambo, ils étaient 80; en 1912, à Urdos, ils étaient à peu près autant; en 1914, à Irissary, ils étaient plus de 150. Leurs rôles peuvent se répartir en cinq classes, à savoir : 1^o les personnages parlants, qui jouent la saynète charivarique; 2^o le corps de ballet, qui danse pendant la marche du cortège et aux intermèdes; 3^o la garde à cheval et la garde à pied; 4^o les comparses, qui ne servent qu'à rehausser la pompe de la cérémonie; 5^o les grotesques, qui ne paraissent que vers le milieu de la représentation, pour divertir l'assistance par des jeux burlesques. Est-il besoin de redire que, comme toujours au théâtre basque, les rôles de femmes sont tenus par des garçons travestis ?

1^o *Les personnages parlants.* Il y en a environ une douzaine, qui sont :

1^o Quatre ou cinq paysans improvisateurs, non costumés. Ils forment une sorte de chœur populaire qui représente le cri public et les cancans du village, et, à ce titre, ils ont pour office de chanter des couplets sur l'aventure scandaleuse qui a motivé la parade.

2^o Les « sujets », c'est-à-dire les individus contre lesquels est fait le charivari. Les acteurs qui tiennent ces rôles sont vêtus de manière à imiter autant que possible la façon dont s'habillent ou plutôt s'endimanchent les originaux dont ils sont la copie caricaturale. A Irissary,

(1) On nous l'a dit; mais sans doute le cas est rare.

l'homme portait une redingote et un pantalon de drap noir, était coiffé d'un chapeau de feutre noir; la femme (un vieux Basque jaune, sec, rasé de frais) portait une robe de laine noire, avait sur la tête une ample perruque grise, et un lorgnon attaché à une chaînette d'argent ornait son long nez aquilin (1).

3^o Le tribunal : juge et avocats. A Urdos, on n'avait pas pu ou on n'avait pas osé donner à ces personnages les costumes de leurs fonctions. Ils n'étaient habillés que de vêtements bourgeois, mis de façon bizarre et ridicule; deux d'entre eux avaient sous le bras des livres et des paperasses, et un autre était défiguré par d'énormes lunettes bleues d'automobiliste. A Irissary, on avait été moins timide : juge et avocats se pavanaient dans de vraies robes de palais, arboraient fièrement des bonnets carrés, et la toque du président se distinguait par un galon d'argent, tandis que celles des avocats étaient ornées d'une bande de peau d'agneau blanc, en guise d'hermine.

4^o L'huissier. C'est toujours un grotesque, dont le costume extravagant est de pure fantaisie. A Urdos, il était affublé d'un habit noir à longs pans, d'une culotte mi-partie de blanc et de rouge; il avait aux jambes un bas noir et un bas blanc, sur la tête un bicorné rouge surmonté de deux plumets rouges, derrière la tête une longue queue de cheveux de filasse noués avec des rubans rouges; il tenait à la main une grande canne noire à crosse et portait sous le bras une grosse liasse de papiers. A Irissary, c'était un vieil homme maigre, dont l'habit à la française, le bicorné et les chausses étaient mi-partis de rouge et de blanc; il portait sous le bras un énorme volume represen-

(1) Dans une parade charivarique donnée à Espelette vers 1882, il y avait dans une petite voiture sept poupées de tailles différentes, qui représentaient les sept enfants illégitimes du sujet.

tant le code, et, très lesté, très bon sauteur, faisait à toute occasion des acrobaties de clown (1).

II^o *Le corps de ballet*. Comme on ne peut danser sans musique, disons d'abord un mot de l'orchestre. Nous n'y avons vu qu'un tambour, un flageolet et trois instruments de cuivre (2).

Les danseurs, appelés *cascarots* (3), ne sont jamais moins d'une vingtaine, mais peuvent être cinquante, soixante et davantage. Leur costume, fixé par la tradition, ne comporte guère de variantes. En 1850, à Cambo, leur coiffure était « un chapeau de couleur rose, rond, très plat, à petits bords, recouvert d'un large bouquet de fleurs artificielles, avec grelots dans les calices, et mêlées de feuilles et d'épis d'or ». Aujourd'hui cette coiffure est un béret rouge sur lequel sont plantées des fleurs d'or et des fleurs roses, et ces fleurs forment comme un léger buisson qui ondule à chaque mouvement du danseur; quelquefois aussi ce buisson est remplacé par un réseau d'étroits galons d'or disposés en arabesque; et il arrive même que certains danseurs, au lieu du réseau et du buisson, n'ont à leur béret qu'un long gland de laine tricolore, qui retombe sur leur épaule.

Les vêtements sont : la cravate de soie rouge, aux longs bouts flottants; la fine chemise blanche, dont le devant

1. Ce vêtement mi parti fait soupçonner que l'huissier pourrait bien être un descendant des sots. — Il y avait dans la compagnie de l' « Infanterie dijonnaise » un « fiscal » habillé de vert, dont la fonction paraît avoir eu quelque analogie avec celle de l'huissier basque. Cf. *Collection Leber*, t IX, p. 292. — Du temps de Duvoisin, l'huissier arrivait à cheval sur un âne, la face tournée vers la queue de la bête.

(2) Autrefois, selon Duvoisin, l'orchestre se composait « de flûtes, de tambourins, de violons et de tambours ». Mais en ce qui concerne les violons, l'assertion de Duvoisin est suspecte : au dire de Charles Bordes, qui a fait de longues explorations musicales dans le pays basque, cet instrument y est tout-à-fait inconnu des villageois.

(3) Fr. Michel, p. 138, note 2, dit : « En basque, le mot *cascarotac* désigne à proprement parler une sorte de bateleurs, ou bien des jeunes gens qui, dans des fêtes, des marches joyeuses, des escortes d'honneur, sont choisis pour marcher en tête, en dansant constamment ». Le costume qu'il leur attribue est le même que celui dont nous allons donner la description.

est chargé de broderies, de galons d'or, de bijoux d'or (broches, chaînes, médaillons), et dont les manches sont serrées aux poignets et au-dessus des coudes par de larges rubans rouges, tandis qu'une cascade de rubans multicolores, cousus par un bout à une passementerie d'or qui court d'une épaule à l'autre, ondoie sur le dos comme un manteau bariolé, descendant jusqu'aux reins et parfois même jusqu'au pli des genoux (1) ; la ceinture de soie ponceau ou bleue, qui se met quelquefois en écharpe ; le pantalon blanc, garni à la couture, soit d'un treillis de petits rubans rouges cousus à plat, soit d'une bande d'étoffe rouge, soit d'une bande rouge et or, avec de petits grelots d'or fixés aux entrecroisements du treillis ou le long de la bande ; les espadrilles blanches, décorées de broderies de couleur, de bouffettes, de fleurettes et de petits grelots d'or. Chaque danseur tient à la main une baguette longue d'environ 0 m. 66, autour de laquelle s'enroulent des spirales de papier doré, de papier rouge, de papier bleu, et dont les extrémités sont enjolivées de bouquets faits avec des frisons de papier de couleur ou des fleurs artificielles (2).

Il y a des coryphées (3) qui ne se distinguent des autres danseurs que par leur coiffure ; mais cette coiffure étrange

(1) Selon Galassini, p. 227, les acteurs des *maggi* de l'Apennin modénois portent aussi des costumes ornés de bandes voyantes et de rubans qui ondulent.

(2) Ce costume de danse paraît avoir été, avec quelques variantes, celui que revêtaient les danseurs dans plusieurs régions de la France méridionale. Voici comment étaient habillés, selon Millin, t. IV, p. 330, les danseurs qui, au commencement du XIX^e siècle, dansaient à Montpellier *las treïas* (la danse des treilles) : « beaux bas de soie, chapeau couvert de plumes de différentes couleurs, et une écharpe plus ou moins riche ». Le même auteur dit encore, p. 331, que ceux qui dansaient *le chevalet* portaient « une culotte de soie rose ou bleue et des bas de soie blancs ; les manches de leurs chemises attachées sur le bras avec des rubans ; une écharpe bleue passée en sautoir le chapeau chargé de plumes ».

(3) A Frissary, où l'on avait voulu que tout fût magnifique, les coryphées arrivèrent à cheval et ne mirent pied à terre que pour les danses des intermèdes. Mais d'ordinaire, ils marchent pedestrement à la tête des autres danseurs.

mérite une mention particulière. C'est une espèce d'énorme mitre dont la pointe serait coupée et dont les faces antérieure et postérieure se rapprocheraient et se rejoindraient dans le haut. La face antérieure est entièrement recouverte d'un papier doré sur lequel sont appliqués des ornements de clinquant et des fleurs d'or, avec un petit miroir carré qui, placé immédiatement au-dessus du front, simule un diamant prodigieux. La face postérieure est rose : mais elle disparaît sous un flot de larges rubans de soie aux couleurs éclatantes, rouges, bleus, jaunes, verts, orangés, etc., qui, cousus le long du bord supérieur de la mitre, ruissellent jusque sur les épaules du danseur. Au surplus, trois gros plumets dont l'un est planté à droite, l'autre à gauche, et le troisième au milieu, se dressent, mi-partis de blanc et de rouge, sur le sommet de la mitre. L'ensemble forme un édifice qui, en y comprenant les plumets, a au moins quarante ou quarante-cinq centimètres de hauteur (1).

Notons enfin qu'en 1850, à Cambo, une partie des danseurs étaient déguisés en danseuses, dont Challe décrit ainsi le costume : « Ce n'est pas le costume des montagnards..... On a peut-être trouvé cela trop vulgaire, et on a voulu se mettre à la française. On a donc pris la coiffe blanche de forme arrondie, la jupe longue et le corsage à manches en colonnade, comme le portent les femmes du peuple dans le centre de la France ». Ce travestissement paraît tombé en désuétude.

III^o *La garde à cheval et la garde à pied.* Jamais ces deux groupes ne manquent entièrement, mais ils peuvent être très réduits.

(1) En 1850, la coiffure des coryphées était un peu différente. Voici la description qu'en donne Challe : « Ils sont coiffés d'une sorte de mitre très élevée, d'or par devant et rose par derrière, moins semblable de forme aux mitres d'évêques qu'à celles des grands prêtres juifs, comme les dessins les figurent, c'est-à-dire terminées au sommet par deux cornes qui se rejoignent de droite et de gauche. Le tout est chargé de fleurs à grelots, de plumes de marabout blanches, roses et bleues, et d'un flot de rubans de toutes couleurs qui retombent par derrière et descendent jusqu'aux reins ».

1^o *La garde à cheval*. Voici les éléments traditionnels dont elle se compose :

a) Deux ou quatre gendarmes à cheval, costumés à peu près comme des gendarmes véritables.

b) Le capitaine et sa femme, chevauchant de front. A Urdos, le capitaine était coiffé d'un béret noir galonné d'or, vêtu d'une veste rouge à épaulettes d'or et d'un pantalon blanc à bandes d'or, chaussé de bottes à l'écuyère, et il avait le sabre au côté. A Irissary, il portait l'uniforme de capitaine d'infanterie. A Urdos et à Irissary, la femme, montée en amazone, était coiffée d'un grand chapeau de paille surabondamment garni de fleurs artificielles et enveloppé d'un voile de gaze bleue, et elle était vêtue d'une longue robe blanche ornée de nœuds de rubans bleus et serrée à la taille par une ceinture bleue.

c) Le lieutenant et sa femme, chevauchant de front. A Urdos, le lieutenant était coiffé d'un béret bleu galonné d'or, vêtu d'une veste rouge à double galon d'or sur les manches et d'un pantalon blanc à bandes rouges, chaussé d'espadrilles blanches, et il avait le sabre au côté. A Irissary, il portait l'uniforme de lieutenant d'infanterie. A Urdos et à Irissary, la femme, montée en amazone, était coiffée d'un grand chapeau de paille surabondamment garni de fleurs artificielles et enveloppé d'un voile de gaze rose, et vêtue d'une longue robe blanche ornée de nœuds de rubans roses et serrée à la taille par une ceinture rose.

d) Un peloton de cavaliers : au moins deux, quelquefois dix ou douze. A Urdos, ils portaient le costume basque : béret rouge, veste rouge, pantalon blanc. A Irissary, ils portaient de vrais uniformes d'artilleurs, de chasseurs, de dragons, et trois ou quatre avaient des clairons dont ils jouaient de temps à autre. Deux d'entre eux, faisant fonction d'estafettes, avaient en bandoulière des sacs de cuir.

e) Un ou plusieurs cavaliers porte-drapeau (1), coiffés d'un béret rouge, vêtus d'une veste rouge à épaulettes d'or et d'un pantalon blanc à bandes rouges, et balançant fièrement au-dessus de leurs têtes de grands étendards.

2^c *La garde à pied*. Voici les éléments traditionnels dont elle se compose :

a) Un tambour major. A Urdos, il avait pour costume un haut shako rigide, sur lequel abondaient les galons d'or, les disques d'or, etc., et que surmontait un haut plumet tricolore; une tunique de soldat; un pantalon blanc à larges bandes rouges chargées de broderies d'or et de petits grelots d'or; une longue canne à pomme d'or sur le bois de laquelle s'enroulaient des spirales de papier de couleur. A Irissary, son costume était simplement un uniforme militaire.

b) Des sapeurs, au nombre de quatre, six et même davantage. Costume : un immense bonnet à poil fait avec la peau entière d'un agneau noir, et sur le devant duquel sont fixés plusieurs miroirs qui scintillent, tandis que deux gros plumets rouges surmontent le tout; une tunique à grosses épaulettes de laine rouge; un grand tablier de toile blanche ou jaune orné de galons, de rubans, d'étoiles d'or, qui couvre la poitrine et qui descend presque jusqu'aux pieds; un pantalon blanc à bandes rouges; des espadrilles blanches; sur l'épaule, une lourde hache de bois peint en noir (2).

c) Un peloton de fantassins. A Urdos, ils étaient coiffés de bicornes noirs à galons blancs, vêtus de tuniques rouges à parements bleus et de pantalons blancs à double bande noire. A Irissary, leur costume était à peu près l'uniforme de nos troupiers (3).

(1) A Urdos il n'y avait qu'un seul porte-drapeau, et il marchait à pied. A Irissary, il y en avait cinq ou six, montés à cheval et placés en divers endroits du cortège.

(2) Dans toute la vallée de la Nive, des sapeurs ainsi costumés figurent aux processions de la Fête-Dieu et aux autres fêtes publiques.

(3) Selon Duvoisin, p. 212, les fantassins de son temps étaient armés de fusils, et, pendant toute la représentation, ils aidaient les gendarmes à écarter le public et à maintenir l'ordre. Aujourd'hui encore quelques uns d'entre eux ont des fusils, lorsque le scénario de la pièce comporte une fusillade. Voir plus loin.

d) Un capitaine de pompiers, dans le vrai costume de sa fonction.

e) Un cantinier et une cantinière, costumés à peu près comme ceux de l'armée, assis l'un à côté de l'autre dans une petite voiture aux roues fleuries, sous des arceaux de feuillage et de fleurs.

IV^o. *Les comparses*. Comme ils n'ont guère dans la parade qu'un rôle décoratif, on peut à volonté en augmenter ou en diminuer le nombre. Voici la liste de ceux que nous avons vus à Urdos et à Irissary (1).

Quatre ou cinq amazones, coiffées de grands chapeaux de paille sur lesquels s'étale tout un parterre de fleurs artificielles et qu'enveloppent des voiles de gaze bleue ou rose, vêtues de longues robes blanches à transparents bleus ou roses.

Cinq ou six femmes à pied, représentant des étrangères, peut-être des Espagnoles ou des Américaines, assez richement, mais bizarrement costumées : chapeaux extravagants, d'où s'échappent des mèches des cheveux et qu'empanachent des ailes d'oie teintées en vert, en jaune, en violet ; robes à six volants de toutes les couleurs ; châles de soie à longues franges.

Trois couples de nouveaux mariés, marchant bras dessus, bras dessous : l'homme en chapeau de haute forme, habit noir et pantalon noir, gilet blanc, cravate blanche, grosse chaîne de montre en or, canne à la main ; la femme en robe blanche ou en robe bourgeoise, avec sautoir d'or, et coiffée d'un feutre à la Rembrandt, d'une toque ou d'une mantille (2).

Deux femmes géantes (3), mannequins de trois ou quatre mètres de haut, dont la tête de carton est coiffée de

(1) A Urdos, il n'y en avait que cinq ou six. A Irissary, ils étaient au moins une vingtaine.

(2) Nous n'avons vu ces couples qu'à Irissary, et peut-être symbolisaient-ils les trois précédents mariages du « sujet ». Pendant toute la représentation, ils n'ont fait que se promener gravement au milieu du public.

(3) A Urdos.

vastes chapeaux de paille à voiles roses, dont le buste est vêtu d'un corsage rose, et dont les immenses jupes flottantes à volants roses cachent entre leurs plis les hommes qui portent le tout au bout d'une perche.

V. *Les grotesques*. Le nombre en est aussi très variable (1). La liste suivante réunit tous ceux que nous avons remarqués à Urdos et à Irissary.

Deux gendarmes en haillons, montés sur des ânes pelés.

Un garde-champêtre au gros ventre, coiffé d'un vieux shako de garde national, vêtu d'un uniforme ridicule, et battant à contre-temps sur une caisse crevée.

Un tambour-major misérable, qui brandit une canne pareille à un mirliton colossal.

Un cantinier et une cantinière loqueteux, dans une carriole disloquée.

Un Turc à turban rouge et blanc.

Deux pailleuses costumés comme ceux des foires: grands chapeaux pointus de feutre blanc et de feutre rose; amples blouses de cotonnade à ramages; ceintures rouges. L'un porte en guise de gibecière un vieux filet troué; l'autre a pour parure une queue de cheval qui lui flotte dans le dos (2).

Un boïteux accoutré de manière falote (3): chapeau de haute forme, entièrement recouvert de bandes circulaires en papier rouge et blanc, et derrière lequel pend comme une queue un grand foulard de couleur; habit noir à pans qui n'en finissent plus; pantalon blanc; grosses lunettes; rouleau de papiers sous le bras.

Un Espagnol coiffé d'un feutre noir à larges bords, emmitouflé dans une immense *manta* jaune; sous la *manta*,

(1) A Urdos, ils n'étaient que huit ou dix. A Irissary, il y en avait une trentaine.

(2) Selon G. Roby, les rôles que tiennent aujourd'hui les pailleuses étaient tenus autrefois par des diables.

(3) A Urdos. C'était, nous a-t-on dit, la caricature d'un avocat.

un costume de paysan dont la pièce principale est un gilet de couleur à manchés bleues.

Trois vieilles dépenaillées, qui portent des quenouilles.
Plusieurs filles ridiculement fagotées.

Plusieurs garçons coiffés de vieux chapeaux de paille sur lesquels se dressent des couronnes de plumes de coq.

Deux maquignons coiffés de vastes feutres gris, vêtus de longues blouses blanches, et qui conduisent, le fouet à la main, l'un une bande de cinq ou six ânes, l'autre une bande de sept ou huit mulets.

Un facteur rural au naturel.

Deux maréchaux ferrants qui, munis du marteau et de la tenaille, offrent aux spectateurs de les ferrer moyennant finance.

Un chaudronnier qui porte sur son dos un chaudron percé.

Un montreur d'ours avec son ours.

Un homme sauvage qui s'est badigeonné de goudron le visage, les mains, les poignets, et qui a collé sur cet enduit du duvet de poule.

§ 3. LA REPRÉSENTATION

Elle se donne toujours dans l'après-midi ; elle n'est coupée par aucun entr'acte, mais elle a des intermèdes qui d'ailleurs sont sans aucun rapport avec l'objet essentiel de la fête. Pour la commodité de l'analyse, nous supposerons des divisions nettes dans ce spectacle qui, en réalité, se compose d'une suite d'épisodes assez confus.

1^o *Arrivée des acteurs au théâtre.* Pour se préparer, se costumer, monter en selle, former les groupes ou les files, s'installer dans les voitures, etc., toute la troupe se réunit, une heure ou deux avant la représentation, dans une ferme un peu éloignée de la place où le théâtre a été construit. Cet éloignement est nécessaire pour que le cortège

puisse se déployer dans toute sa longueur et pour que le public puisse admirer la beauté de l'ensemble.

Ne nous attardons pas à décrire par le menu l'ordre, toujours un peu arbitraire, dans lequel s'avancent les personnages énumérés plus haut. Il suffit de dire en gros que la garde à cheval marche la première; qu'ensuite viennent les danseurs; puis les comparses; puis les « sujets », dans une carriole traînée par un âne (Urdos), ou dans un fiacre découvert (Irissary) (1); puis la justice, dans une diligence (Urdos), ou dans un landeau (Irissary); et qu'enfin la garde à pied ferme la marche. Cette théorie s'achemine processionnellement vers le théâtre, au petit pas des chevaux, sous l'ondulation des étendards, dans la splendeur des costumes qui chatoient, tandis que les cascarots, rangés à droite et à gauche sur deux files, exécutent sans arrêt la danse qui est propre à cette circonstance.

Duvoisin dit, p. 212, que la danse des cascarots, « réservée aux fêtes nationales », est la « morisque ». Il est vrai que les baguettes ornées qu'ils tiennent à la main peuvent suggérer l'idée d'une danse guerrière; mais ils n'entrechoquent pas ces baguettes, et, si leur danse est effectivement une « morisque » (2), il faut avouer qu'elle n'a rien gardé de son caractère primitif, qui était violent et barbare. Ce n'est plus qu'un pas cadencé, lent, gracieux, d'une mollesse archaïque et charmante (3).

Arrivé au théâtre, le cortège pénètre dans l'enceinte et en fait deux ou trois fois le tour. Cette montre solen-

(1) Il y a aussi des cas où les « sujets » ne comparaissent point et sont jugés par contumace.

(2) Un détail qui paraît confirmer cette opinion, c'est que les cascarots portent de petits grelots attachés au treillis de leur pantalon (cf. ci-dessus, p. 13). Or les grelots ou sonnettes faisaient partie du costume conventionnel des Mores. Par ex., dans la *Cherche de l'âne* qui se fit à Lyon en 1578, les gens du marquis du Grand Palais, « habillés tous en Mores », avaient leur vêtement « semé tout de sonnettes d'or et d'argent ». (*Collection Leber*, t. IX, pp. 165-166.)

(3) Voir à la fin du chapitre la note complémentaire B sur la Morisque.

nelle dure environ une demi-heure. Lorsqu'elle est terminée, les « sujets » et la Justice se retirent, les sapeurs se postent aux coins de la scène pour y monter la garde pendant toute la représentation, et les cascarots dansent sur la place et sur la scène un ballet qui est le prélude du spectacle.

II^o *La saynète charivarique*. C'est une sorte de « sotie » qui comporte une infinité de variantes, quoique la donnée essentielle soit toujours le procès fait aux « sujets ». Comme le scénario de la pièce jouée à Cambo en 1859 nous paraît simple, clair et schématique, c'est à lui surtout que nous allons nous référer.

1^o La saynète « s'ouvre » (c'est le terme consacré), non par un prologue, mais par quelque chose d'équivalent. Quel que soit le début, il a toujours pour objet de mettre le public au courant de la situation.

Nous devons à l'obligeance de M. l'abbé Daranatz de connaître le morceau inédit qui servit d'« ouverture » à une parade donnée à Hélette en 1848. Ce morceau commence par un « décret présidentiel » qui autorise la jeunesse à s'amuser et à rire tant qu'il lui plaira du scandale advenu audit lieu — mariage d'un veuf avec une jeune fille. — Ensuite le « capitaine » explique le décret au public : il est nécessaire de faire un exemple propre à effrayer les veufs : « car il n'est pas équitable que les uns aient deux femmes, tandis que les autres n'en ont point du tout ». Et enfin viennent des remontrances adressées au juge qui doit juger selon les lois, aux avocats qui doivent plaider aussi honnêtement que possible, à tout le corps judiciaire qui doit travailler en conscience pour que juste justice soit faite ». Puis on donne une danse « en l'honneur de toute l'assistance », et les inculpés sont aussitôt mis en jugement. Cette parade d'Hélette est un bon et authentique exemple des cas où le charivari, très simplifié, se réduit presque à n'être que la mise en scène d'un procès.

Dans d'autres cas, la parade, au lieu de s'ouvrir par la lecture d'un décret » autorisant la fête charivarique, s'ouvre par des improvisations.

Montés sur la scène, les « poètes » débitent des chants alternés où ils racontent avec une verve sarcastique les particularités les plus comiques du scandale advenu. L'air de ces chants est une mélodie bizarre, toujours la même. Les chanteurs ont le geste facile, la physionomie expressive, la voix nette, forte, remarquablement timbrée.

2^o La Justice, escortée par la garde à cheval et par les porte-drapeau, revient au théâtre dans son landeau, s'installe aux tables qui ont été préparées pour elle sur la scène : le président au milieu, l'accusateur à droite, le défenseur à gauche.

Tout de suite les débats commencent. L'accusateur se lève et, sur un ton solennel, improvise contre les « sujets » une réquisitoire en vers. Son discours, assaisonné d'épigrammes mordantes, provoque une tempête d'éclats de rire. Puis, le défenseur, se levant à son tour, riposte par un plaidoyer en vers, dont les traits, non moins vifs, sont accueillis par l'auditoire avec la même allégresse. Souvent les *coblakari* qui remplissent les fonctions d'avocats s'amusent à contrefaire le débit, les attitudes, les gestes de quelque personnalité judiciaire bien connue dans le canton.

Après les plaidoiries, le juge rend en vers une ordonnance par laquelle, afin d'éclaircir les points obscurs de l'affaire, il prescrit une enquête. Sur ce, les estafettes partent au galop, emportant les messages qui leur ont été remis par le juge et par les avocats.

(Premier intermède)

3^o Reprise de l'audience. Les estafettes ont rapporté

(1) Voir le texte complet de ce curieux morceau à la fin du chapitre, note complémentaire C.

les réponses faites aux messages, et la lutte s'engage de nouveau sur ces documents entre l'accusateur et le défenseur. Il se produit des incidents, des contestations, et la critique du cas spécial des « sujets » se transforme aisément en satire générale des vices et des travers humains. Mais cet élargissement des débats, au lieu de rendre l'affaire lumineuse, en épaisse l'obscurité, de sorte que le juge déclare qu'il n'y comprend plus rien et ordonne un complément d'information. Les estafettes repartent au galop avec de nouveaux messages.

(Deuxième intermède)

4^o Quand les estafettes sont de retour, l'intarissable faconde des avocats trouve encore moyen de versifier d'autres brocards. Et enfin le juge prononce en vers une sentence dont les considérants sont si drôlement tournés que le public se pâme de rire. Il va de soi que cette sentence condamne toujours les « sujets ».

(Troisième intermède)

5^o Au temps de Duvoisin (p. 214), si les « sujets » avaient été condamnés à mort, voici ce qui se passait. Tandis qu'on se préparait à exécuter la sentence et que déjà le glaive était levé, un courrier survenait à bride abattue et annonçait que le roi faisait grâce.

A Sare, en 1830, « le sujet » Turrut-Arrosa, condamné à la castration, ne bénéficia point d'une telle clémence, et, selon le chroniqueur, subit sa peine de la façon suivante. « Le châtreur fut Piarres Urtte, qui s'avança avec son instrument, de l'eau et du sel. On mit la victime (un nommé Ur-Choko) (1) sur une table, malgré sa résistance; au milieu de ses cris et de ses gémissements on le châtra et on jeta sur la place les testicules d'un jeune veau, com-

(1) Nom de l'acteur qui jouait le rôle du « sujet ».

me s'ils avaient été ceux de Turrut-Arrosa... A cette vue, sa femme, qui était enceinte, fut prise des douleurs de l'enfantement, et l'on fit venir le médecin de Saint-Pé, nommé Latapie. Celui-ci donna ses soins à la malade, qui accoucha d'un chat. Ce malheureux animal eut toutes les peines du monde à sortir de la foule... Ainsi finit la comédie ».

En 1850, à Cambo, où la parade visait un « sujet » accusé de bigamie, le dénouement, moins scabreux, ne fut pas moins riche en moralité symbolique. Après le prononcé du jugement, le « sujet », qui s'était caché dans un tonneau, se risqua d'abord à montrer la tête, puis sortit tout entier de sa cachette. Alors une femme et des enfants se jetèrent à son cou. Il essaya bien de se soustraire par la fuite à leur tendresse; mais, poursuivi et rattrapé, il dut se résigner à recevoir ces témoignages importuns de l'affection conjugale et filiale. Sur ces entrefaites arriva une autre femme en furie, revendiquant à grands cris ses droits plus anciens. Bientôt les deux épouses se prirent aux cheveux et se livrèrent un combat où ni l'une ni l'autre ne réussit à remporter l'avantage. Elles cessèrent donc de se battre entre elles, se retournèrent contre l'homme qu'elles se disputaient, le rossèrent, le culbutèrent et lui donnèrent le fouet.

III^o *Les intermèdes*. Ils consistent en danses variées, que nous n'essayerons pas de décrire, et en petites scènes bouffonnes qui ont quelque analogie avec les clowneries des cirques. Au deuxième intermède, lorsque la troupe des gueux et des pitres fait irruption dans l'enceinte du théâtre, il est impossible de ne pas songer à la bande des clowns et des paillasses qui envahissent la piste sablée en criant et en bondissant.

A Irissary, l'une des scènes comiques fut la mise en jugement de la plupart de ces gueux et de ces pitres. Il y eut maintes fuites de justiciables, maintes galopades de gendarmes courant après les fugitifs, maints procès de

vieux et de vieilles, de garçons et de filles, d'indigènes et d'étrangers; et, lorsque les maquignons comparurent devant le tribunal, tout le troupeau de leurs mules et de leurs ânes monta avec eux sur la scène et se pressa autour du juge. Chaque affaire se plaida et se jugea en quelques couplets où sans doute l'esprit satirique se donnait carrière et où les allusions malicieuses devaient abonder : car les personnes les plus voisines du prétoire riaient à en perdre haleine; mais, dans le brouhaha, les personnes un peu éloignées n'entendaient rien.

A Urdos, pour le troisième et dernier intermède, on réédita la vieille scène traditionnelle déjà décrite en 1841 par Duvoisin. L'huissier, accusé de faux ou de quelque autre crime professionnel, se sauva à toutes jambes. Les gendarmes coururent après lui au grand galop de leurs chevaux, et la garde à pied ouvrit contre lui une fusillade qui le coucha par terre. Ensuite quatre hommes rapportèrent le cadavre dans un drap, et, tandis qu'ils traversaient lentement la place avec leur triste fardeau, la musique jouait une marche funèbre.

IV°. *Fin de la représentation.* La représentation, qui dure environ trois heures, se termine vers cinq heures de l'après-midi (1).

En guise d'épilogue, les *coblakari*, groupés sur la scène, prennent l'un après l'autre congé du public par une dernière série d'improvisations qui, cette fois, s'adressent aux personnes les plus distinguées de l'assistance, au maire, au percepteur, au médecin etc. Et il faut croire que ces couplets élogieux ne laissent pas d'être encore assaisonnés de malice, puisque la foule recommence à éclater de rire.

Pour terminer la fête, toute la troupe danse un grand ballet auquel la Justice elle-même, descendue de son

(1) Il semble qu'autrefois les représentations étaient plus longues. Challe dit que celle de Cambo dura six heures entières.

estrade, s'empresse de prendre part. Le dernier numéro de ce ballet est un saut basque.

Et la joyeuse journée s'achève par un bal public qui dure jusqu'à la nuit.

§ 4. HYPOTHÈSES SUR L'ORIGINE ET L'ANCIENNETÉ DES PARADES CHARIVARIQUES

Y a-t-il d'anciens usages auxquels on puisse rattacher, du moins hypothétiquement, les *lobera moustrac* bas-navarrais? Oui. En tant que ces « charivaris représentés » se déploient sous la forme d'une longue et brillante cavalcade qui évolue dans les rues et sur la place publique, ils ont beaucoup d'analogie avec les fameuses « chevauchées de l'âne » ; et, en tant qu'ils mettent sur la scène le jugement comique des « sujets » incriminés, ils sont de véritables « plaidoiries de la cause grasse ».

Nous avons cru d'abord que ce nom de « cavalcade », par lequel les Basques de la vallée de la Nive désignent en français les parades charivariques, était un euphémisme destiné à dissimuler la nature illicite de ce divertissement ; mais, à la réflexion, nous nous sommes convaincu que c'était bien leur nom traditionnel, et ce nom nous a suggéré l'idée de leur origine probable. La « cavalcade », c'est la « chevauchée » charivarique dont une plaquette rarissime nous a conservé la description. Voici ce que fut à Lyon cette « chevauchée », le 17 novembre 1578 (1).

Le cortège se composait de « toutes les compagnies de l'abbaye de Maugouwer », c'est-à-dire de toutes les sociétés joyeuses de la ville. Ces compagnies formaient une vingtaine de groupes. Le nombre total des figurants était d'environ 1700.

La plupart des groupes allaient à cheval ; l'un d'eux

1) *Recueil de la chevauchée faite en la ville de Lyon le 17^e de novembre 1578*, réimprimé dans la *Collection Leber*, tome IX, pp. 147-168.

à mulet; un autre à âne, et c'était celui-là « qui signifiait la vraie chevauchée »; d'autres à pied.

Chaque groupe avait son guidon ou étendard.

Beaucoup de costumes étaient militaires : reîtres, lanciers, arquebusiers, archers. Quelques pelotons comptaient jusqu'à 200 et 250 hommes, et ils avaient chacun leurs trompettes, leurs clairons, leurs tambourins, leurs fifres.

Il y avait aussi des personnages de fantaisie, entre lesquels on remarquait : un grand bachat (pacha) devant qui un officier, « couvert devant et derrière de mirouers », portait un croissant, et qu'accompagnaient une soixantaine d'hommes « habillés à la turque »; un marquis du Grand Palais, dont les gens, « habillés tous en Mores », avaient sur leurs habits de taffetas bleu quantité de sonnettes d'or et d'argent, et étaient coiffés d'« un affust enrichi de force pierres précieuses, chaînes d'or et autres richesses »; la princesse de la Lanterne, installée dans un coche avec « troys damoyelles jouans d'instrumens mélodieux », et escortée de ses gentilshommes, du capitaine de sa garde, de son médecin, etc. Il y avait même, chose imprévue en pareille circonstance, « une fantosme portée par quatre dans un linceul ».

Parmi les chars, quelques-uns n'étaient là que pour amuser le public, par exemple « un chariot couvert, dans lequel estoient toutes sortes d'ustanciles servans pour la cuisine dudit amiral (du Griffon), et, sur la couverte, singes, guenons, cochons, etc. »; « une charrette dans laquelle il y avait un paillassier avec plusieurs femmes qui menoient un terrible tintamarre, se battant et tourmentant dans ladite charrette », etc.

Les autres chars portaient « les martyrs battus par leurs femmes »; et, dans l'un de ces chars, on avait eu l'ironie de mettre aussi « plusieurs joueurs d'instrumens pour les accorder, chose fort récréative ».

Puis venait « le juge des Mores », vêtu d'une ample robe de juge, « ayant une grande barbe blanche et un gros

escriptoire, avec sa gibessière pleine de sentences de femmes qui ont battu leurs maris, et estoit monté sur un petit mulet . ainsi que les deux conseillers de justice qui l'accompagnaient.

Et en la fin de toutes les compagnies susdites marchoit le juge de Bourchanin, estant dans un chariot à quatre roues, dans lequel estoit ledit juge avec ses livres en droict civil et canon en grande quantité, feuilletant et revisant iceulx pour le doute qu'il avoit de bien juger, » suivi de ses conseillers, de son porte-guidon, de son grand prévôt et de cinquante archers à cheval.

Evidemment, si l'on regarde au détail, on trouve que la « chevauchée » de Lyon diffère beaucoup de la « cavalcade » d'Irissary. Mais comment une fête charivarique donnée au XVI^e siècle dans une grande ville pourrait-elle ressembler de tout point à une fête charivarique donnée au XX^e siècle dans un village? Ce qui est beaucoup plus important que les différences, ce sont les ressemblances. Or, dans l'ensemble, ces deux fêtes présentent la même multitude bariolée de personnages militaires et civils, avec prédominance des militaires (1), la même profusion de drapeaux, les mêmes sonneries de clairons, de trompettes et de tambours, les mêmes voitures pour les « sujets », le même chariot à quatre roues pour le juge. Et il semble en outre qu'à Lyon comme à Irissary certains groupes avaient pour pendants certains autres groupes qui les parodiaient : par exemple, le « juge des Mores » paraît bien être la caricature du « juge de Bourchanin ».

A Lyon les danseurs manquaient ; mais Lyon n'est pas en pays basque.

Le rapprochement que nous venons de faire ne tend pas à insinuer que les « cavalcades » bas-navarraises dériveraient directement des « chevauchées » lyonnaises.

(1) Proportionnellement aux chiffres de la population, les 150 figurants d'Irissary valent bien les 1700 figurants de Lyon.

Il a existé autrefois dans toute la France un grand nombre de sociétés joyeuses qui, comme les suppôts de l'abbaye de Maugouver, organisaient en temps de carnaval des « sorties » dont l'objet était le même que celui de la « chevauchée » de Lyon. Les « sorties » que faisaient les confréries des Sots et de la Basoche, les Cornards de Rouen et d'Evreux, la Mère folle de Dijon, etc., étaient communément appelées « monstres », et il est suggestif de retrouver ce mot dans l'appellation basque des « cavalcades » : *lobera moustrac*.

La plaquette de la « chevauchée » de Lyon ne nous fournit aucun renseignement sur la façon dont étaient accoutrés les « martyrs » promenés par la ville. Mais la *Description de la compagnie d'Infanterie dijonnaise* (1), qui faisait ses « monstres » dans des chariots peints à ses couleurs, rouge, vert, et jaune, nous apprend que, pour cette solennité, « on habillait une personne de la troupe de même que ceux à qui la chose était arrivée, lesquels on représentait au naturel ». En d'autres termes, l'acteur qui jouait le rôle du « sujet » s'efforçait d'imiter l'habillement et l'allure de celui-ci; et, grâce à ce travestissement, les spectateurs reconnaissaient sans peine la personne qu'on voulait berner, quoique la coutume interdisait de prononcer jamais le nom de cette personne. C'est précisément cela que nous avons vu à Irissary, le 13 avril 1914.

A la « chevauchée » de Lyon, il n'y eut point de représentation dramatique, et les trois « Suppôts de l'imprimerie » se contentèrent de réciter les « dictons ». Ces dictons qui, écrits en vers octosyllabes, faisaient le récit burlesque des mésaventures conjugales arrivées aux maris, n'étaient que les couplets qui se chantent encore aujourd'hui dans les charivaris ordinaires. Mais la saynète

(1) Par du Tillot. Cette *Description* a été réimprimée aussi dans la *Collection Leber*, t. IX, pp. 289-294. L'infanterie dijonnaise était sous les ordres de la Mère folle.

qui, dans les « cavalcades » bas-navarraises, se joue sur un théâtre, est tout autre chose, et nous croyons y voir une survivance de la « plaidoierie de la cause grasse ».

De temps immémorial, la cause grasse se plaidait le jour de carême prenant, de neuf heures à midi, dans la Grand' Salle du Palais, devant la cour basochiale, les avocats en robe et parfois même les magistrats du Parlement. Cette cause roulait sur un fait ridicule et grivois : femme volage, mari trompé, etc. Pour les plaidoiries, toujours improvisées, on avait soin de choisir les clercs les plus spirituels et doués de la plus belle faconde. Mais la licence des orateurs devint si scandaleuse et si agressive que ce très vieil usage fut aboli dans les premières années du règne de Louis XIII. La parade charivarique des Basques n'est-elle pas aussi la plaidoierie d'une cause scabreuse? et cette plaidoierie n'est-elle pas improvisée, ainsi que le réquisitoire qui la précède et la sentence qui la suit?

En résumé, les *lobera moustrac* paraissent être des survivances de deux usages qui se pratiquaient l'un et l'autre dès le moyen âge et qui ont disparu au commencement du XVII^e siècle. Il est très vraisemblable que ces usages ont été importés dans le pays basque à une époque où ils n'étaient pas encore tombés en discrédit dans le pays d'origine.

Un dernier mot, pour conclure, sur un point qui concerne le caractère moral de ces réjouissances. On prétend qu'autrefois les Bas-Navarrais imposaient aux « sujets » l'obligation d'assister au charivari donné contre eux-mêmes (1). Nous ignorons si cet usage a réellement existé;

(1) Dans la province de Santander, où les charivaris ont été et sont encore en grand honneur, les « sujets » étaient traités beaucoup plus cruellement. Voici ce que rapporte J. M. de Pereda dans *Tipos y paisajes*, 2^e série, p. 441 : « Yo te puedo citar pueblos de esta provincia en los cuales, pocos años hace, aun era costumbre admitida sorprender a los novios en el lecho, colocarlos amarrados y desnudos sobre un carro cuyas ruedas se desencambaban exprofeso, y sufriendo las angustias de este barbaro martirio bajarlos al galope por las cuestas mas rapidas y desiguales de las inmediaciones entre la algarazara del bromista vecindario; y por fin y termino de la broma darles un bano, aunque fuese en el rigor del invierno, en el rio mas proximo, o en el mar, si no estaba a mas de una legua del pueblo ».

mais il est certain que, de nos jours, cela ne se fait plus. En somme, quoique une parade charivarique ne puisse être agréable à ceux qu'elle vise, il faut bien reconnaître qu'elle est assez inoffensive. Non seulement on ne désigne pas nominativement les victimes, mais on s'abstient même de représenter sur la scène le cas incriminé et de faire dans les improvisations des attaques trop blessantes contre les personnes. Dans l'ensemble, une parade a l'air d'une grande fête dansante où la gaité l'emporte sur la méchanceté. Aussi ne pouvons-nous qu'approuver la complaisance que mettent les sous-préfets et les maires à tolérer ce divertissement traditionnel.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

A

Quelques représentations connues de parades charivariques

Comme les parades charivariques n'ont jamais de texte écrit, la plupart d'entre elles ne laissent aucune trace. Voici la liste de celles, peu nombreuses et pour la plupart récentes, dont nous avons pu connaître le lieu et la date au moins approximative.

Haute vallée de la Nive (Espagne)

1891, à Valcarlos.

Canton de Saint-Jean-Pied-de-Port

1903, octobre, à Esterencuby.

1911, à Saint-Michel. (Cf. *Biarritz et Pays basque*, n° du 28 septembre).

1911, à Ispoure. (Cf. *Biarritz et Pays basque*, n° du 16 novembre).

Canton de Saint-Etienne-de-Baïgorry.

Vers 1900, à Saint-Etienne-de-Baïgorry.

1909, à Bidarray. (Cf. *Biarritz et Pays basque*, n° du 2 septembre).

1912, 12 mai, à Urdos, hameau de Saint-Etienne de Baïgorry.

Canton d'Iholdy

En 1818, à Hélette. (Pièce communiquée par l'abbé Daranatz).
Vers 1900, à Iholdy.
Vers 1902, à Irissary.
1914, 13 avril, à Irissary.

Canton d'Hasparren (1)

1901, à Macaye (2). (Cf. *Biarritz Thermal*, n° du 4 février).
Vers 1912, à Hasparren.

Canton d'Espelette

Vers 1830, à Sare. (Cf. Webster, *Tradition basque*, p. 244, note).
Vers 1850, à Cambo. (Relation de Chalie).
Vers 1865, à Itxassou.
En 1875 ou 1876, à Itxassou.
Vers 1882, à Espelette.
Vers 1900, à Louhossoa.

B

La Morisque

C'était une variété de danse armée où les danseurs se travestissaient primitivement en Mores. Comme l'ancienne *pyrrhique*, elle ne tarda pas à s'adoucir et à devenir un divertissement que l'on admit sur la scène en intermède, à la façon d'un ballet. On n'en garda que ce qui était un plaisir pour les yeux; on compliqua les passes d'armes, on varia les figures, on chamarra de rubans et de couleurs voyantes l'originalité des costumes; mais la musique d'accompagnement continua d'être exécutée par le flageolet, le tambourin et les sonnettes (3).

Cette danse a survécu jusqu'à nos jours sous diverses formes.

En Angleterre, elle se danse encore aux mascarades, surtout dans les comtés centraux, Oxfordshire, Gloucestershire, etc. Le costume traditionnel des danseurs de morisque est le suivant :

(1) Il y a, dit-on, à Hasparren un improvisateur réputé pour sa verve spirituelle, et qu'on fait venir jusque dans des villages très éloignés pour les parades charivariques.

(2) Le village de Macaye est l'un de ceux où l'on goûte le plus les parades charivariques; on y en a donné au moins quatre ou cinq depuis une quinzaine d'années.

(3) Cf. Du Ménil, *Histoire de la comédie ancienne*, t. I, pp. 89 et 199.

chemise blanche ornée de rubans et de rosettes, quelquefois avec un double baudrier croisé sur la poitrine; calottes avec molletières garnies de clochettes; haute coiffure chargée de rubans, de fleurs et de plumes; épées de bois ou de métal (1).

En Espagne la morisque se danse encore aux Iles Baléares (2), en Catalogne où on l'appelle « el ball de bastons (3) », et dans le Guipuzcoa (4).

En France, vers le milieu du XIX^e siècle, elle se dansait encore à Istres (Bouches-du-Rhône) de plusieurs façons différentes (5). Mais il semble qu'aujourd'hui elle est tombée partout en désuétude, sauf du côté d'Argelès et dans le Pays basque. C'est proprement une morisque, et même une morisque restée barbare, que viennent danser chaque année dans les rues de Bayonne, en temps de carnaval, des troupes de Labourdins ou de Bas-Navarraïss, tantôt coiffés d'un grand chapeau pointu et ceinturés de grosses clochettes, tantôt costumés de rouge et de blanc, avec des flots de rubans de couleur qui tombent des épaules et ondulent par derrière jusqu'au bas du dos, mais toujours armés de courts et solides bâtons qu'ils entrechoquent pour rythmer les pas de la danse.

C

Le morceau suivant, composé de 63 vers, a été recueilli sur une feuille volante par le capitaine Duvoisin. Cette feuille appartient aujourd'hui à M. l'abbé Daranatz, qui, non content de nous communiquer l'original basque, a eu encore l'obligeance de nous le traduire. Nous publions d'autant plus volontiers ce morceau qu'il est très rare qu'une improvisation soit conservée par écrit.

« OUVERTURE D'UN CHARIVARI PAR L.-B. TOULET, A HÉLETTE
EN 1848 »

« Décret Présidentiel

« Paris, le 28 du mois d'août.

« Le Président de la République au nom du Peuple français.

« Ayant appris qu'un scandale est survenu à Hélette, — le

(1) Cf. T. de Aranzadi, *la Danza de las espadas en Inglaterra*, dans la *Revue internationale des Etudes basques*, année 1913, pp. 175-183.

(2) Cf. T. de Aranzadi, *ibid.*, p. 181.

(3) Cf. Milà y Fontanals, t. VI, p. 184.

(4) Cf. Larramendi, *Corografia de Guipuzcoa*.

(5) Cf. Millin, tome III, pp. 360-361.

mariage d'un veuf avec une jeune personne, — Nous permettons à la jeunesse du lieu de s'amuser et de rire à ce sujet tant qu'il lui plaira.

« *Signé* : Louis Napoléon-Bonaparte.

Discours du Capitaine de Clique

I « Le Président dit encore qu'il va élaborer une nouvelle loi, sous peu, pour bien convaincre tous les hommes qu'il suffit de s'être marié une fois. Il commencerait même à faire cette loi dès maintenant; mais les Députés ont quitté Paris. Comme le Président lui-même compte prendre femme, il ne veut pas que les veufs en usent trop.

« Il nous appartient aujourd'hui de faire un exemple propre à effrayer les veufs. Vous m'avez demandé : Est-il équitable que les uns aient deux femmes et les autres point du tout? Dorénavant les veufs devront attendre jusqu'à ce que chaque jeune homme ait choisi la sienne. Ensuite, s'il reste quelque borgne ou quelque boiteuse, il leur sera permis d'en prendre parmi celles-là. Mais, en attendant, qu'ils restent comme nous sans en avoir, et, le soir, qu'ils fassent une croix sur leur bouche au moment de monter au lit.

Aux juges

« Je vous salue, Monsieur le juge, et vous, Messieurs les Avocats, tous trois savants dans l'étude des lois. On m'a choisi en ce jour pour vous notifier le décret du Président.

« Vous, Avocats, vous devez jurer que vous ne voulez pas parler contre la justice. Nous avons amené ici un juge respectable, connaissant sur le bout des doigts les lois anciennes et nouvelles. Cet homme sait tout. Il bâte un mulet très bien. Il tue les perdrix au vol, les lièvres dans la fougeraie. Il sait le latin comme le *Pater*. Nul ne l'égale à moudre de la farine (1). Ecoutez toujours ses dires. Quand il dit *arri*, marchez; quand il dit *iso*, arrêtez-vous (2).

« Je vous recommande à tous, d'une manière toute particulière, de parler aujourd'hui aussi honnêtement que possible. Il y a ici beaucoup de jolies dames venues pour nous voir : je vous en prie, ne blessez pas leurs oreilles par des paroles ordurières.

(1) Il était meunier et chasseur,

(2) Ce sont les cris dont se servent les âniers pour faire marcher ou arrêter leurs ânes.

Quand tous ces étrangers rentreront ce soir chez eux, nous voulons qu'ils disent : On se divertit honnêtement à Hélette.

« Nous avons au village un savant homme qui, dans sa colère, a dit toute espèce de choses contre nous. D'après lui, nous sommes tous des fils de Satan. S'il le pouvait, il nous jetterait tous à l'eau. Néanmoins nous ne voulons pas nous insurger contre lui. Notre conduite suffira, sans que nous ayons besoin d'autre justification. Toutefois, jeunes filles, écoutez bien : si, à mon insu, vous êtes en train de jacasser dans les coins, vous pourrez dès demain rendre compte à ce monsieur, dans le tuyau de l'oreille, des péchés que vous aurez commis.

« Et maintenant j'achève. Le Tribunal ouvre sa séance. Que chacun s'apprête. Le litige est à l'instruction. Avocats et juges, fouillez bien la loi, pour que, par votre bouche, juste justice soit faite. Réfléchissez d'avance à ce que vous devez dire dans ce procès. Pendant cet examen, nous donnerons une danse en votre honneur à tous ».

G. HÉRELLE.

LA CHANSON DE FEU

(impression landaise)

A JEAN AICARD.

au chantre dévotieux des cigales.

Sous les ardents rayons d'un soleil estival,
Les dunes ont senti le Laiser de Baal
Se poser âprement sur leur désert de sable
Qui, du nord au midi, fier, incommensurable,
Ose prendre à témoin la splendeur de l'azur
Qu'à la rage des flots il oppose son mur.
L'air se sent enflammé sous la rude caresse
Qui, du feu, lourdement, laisse tomber l'ivresse;
Et l'Océan lui-même, au contact du baiser,
Commande à ses courroux enfin de s'apaiser.
Naguère tourmenté par le cri des tempêtes,
Des vagues en fureur il fait mourir les crêtes,
Et fait luire des lacs où passaient si souvent
La lame furieuse et son maître, le Vent.
Et la forêt de pins aux cimes chatoyantes
Qui trace à l'Orient ses lignes ondoyantes,
Faisant de ses sommets de nouveaux océans,
La forêt magnifique, asile des géants
Aux temps prodigieux, aux temps préhistoriques
Mille fois plus anciens que les âges bibliques,
La forêt, devenue amoureuse à son tour,
Livres sa volupté pour ce brûlant amour...
Les pins suppliciés formant une avant-garde
Aux yeux du voyageur égaré par mégarde
Dans la zone qu'on dit *mur de protection*
Où chaque arbre se tord dans la convulsion
D'un site disloqué tout empli d'épouvante,
Evoquant à l'esprit le sombre enfer de Dante,
Ces troncs mêmes, pareils à des Quasimodos
Pour une Esméralda questionnent les échos !

Et derrière eux, dressant sa majesté profonde
Où palpitent l'esprit et le cœur du vieux monde,
La « pignada » sauvage élève ses grands pins
Sous la voûte d'azur d'où tombent les destins.

Le feu pénètre alors par toute l'atmosphère
Au sein de ces forêts qu'inonde le mystère;
Il se pose, étouffant, sur le tapis bruni
Des brindilles de pins dont le couvercle uni
Recouvre l'humus noir, grand réservoir de forces
Qui, plus tard, donnera de nouvelles écorces;
Il remonte, invisible en ses laleurs ardents,
Le long de l'arbre d'or dont les pleurs abondants,
Pour un don généreux auquel tout le convie,
Coulent encor plus beaux sous ce souffle de vie;
Il fait, sur les profils de l'immense horizon,
S'élever de la Terre, en vaporeux frisson,
Un voile d'air brûlant où le corps de Cybèle
Semble se consumer dans la flamme éternelle!

Cependant, sur le calme auguste des grands bois,
Au cœur de la fournaise où meurent les émois,
De l'azur embrasé, suprême somnolence,
Tombe, en nappes de plomb, la lourdeur du silence....

Alors, dans l'infini, sublime mission.
Un être obscur, un rien, plus menu qu'alcyon,
Commence l'hymne ardent tant de fois millénaire
Qui fait de la forêt comme un grand sanctuaire
Au Divin consacré par le chant de l'Esprit
Qu'entonne pour les cieux l'infiniment petit.
Et ce chant répété de colline en colline
Par mille échos lointains où partout se devine
Pour le culte du Beau l'amour de l'Eternel,
Monte inlassablement vers l'inconnu du ciel!

Cigale qui répands tes appels d'allégresse
Dans l'air des messidors alourdis de paresse,
Symboles renaissants des tenaces espoirs
Qu'évoque ton ardeur jusqu'à l'ombre des soirs,
Hôte charmeur des bois qui, de la solitude
Fais, pour l'âme pensive, un temple de l'étude
Dans le jour éclatant dont les vives clartés
Dévoilent à nos yeux le sens des vérités,
Je te vénère, insecte aux sonores élytres
Qui, du livre éternel feuilletes les chapitres !
Salut à toi, prêtresse, en ton rêve où, pour Dieu,
Tu chantes l'Infini dans ta chanson de feu !.....

Maurice MARTIN.

Le Labourd à la fin du XVIII^e Siècle

D'APRÈS LES ARCHIVES DU CONTROLE GÉNÉRAL (a)

Avant 1789, le pays de Labourd formait à côté de la Soule et de la Navarre une petite province qui, au point de vue administratif, se montra toujours très indépendante. Située sur les confins de la Biscaye espagnole, séparée des autres parties du Royaume par une constitution et un idiome particuliers, elle s'étendait approximativement sur cinq lieues de longueur et sur trois lieues et demie de largeur (1).

Dans un mémoire sur la Généralité de Bordeaux, dressé par M. de Besons, Intendant de Guyenne en 1698 (2), ce dernier limite à 40 le nombre des paroisses du pays de Labourd. S'il faut en croire M. Choart, receveur général des Finances de la Généralité, dont nous avons sous les yeux un Rapport communiqué le 18 mars 1780 à l'Intendant, le Labourd comptait : Une ville, 10 bourgs, 19 villages, soit 30 paroisses et environ 6.591 feux. M. de Névillle, intendant de Pau et Bayonne, signale le ressort comme étant composé de 35 paroisses et de 5 hameaux (3). Les avis diffèrent. Rien n'est moins étonnant que cette méconnaissance complète de la composition exacte des sénéchaussées et bailliages de l'ancienne France. Des erreurs sans nombre furent révélées par la comparaison des paroisses pour la rédaction des cahiers de doléances des Etats Généraux de 1789. D'après un mémoire non signé,

(a) Archives Nationales. Série H 1172-75-1429 Bm 56 7-9. C. 18 25.

(1) Lettre de M. Harambillague, syndic du Labourd à M. Choart, 6 mars 1730.

(2) Bulletin de la Société des Sciences-Lettres et Arts de Pau 1905.

(3) Voir plus loin, lettre de M. de Névillle.

figurant aux Archives Nationales, œuvre que nous supposons être d'un officier du bailliage d'Ustaritz, il nous est signalé dans le bailliage l'existence de 37 paroisses, dont 4, Came, Urt, Guiche et Bardos, soumises au régime du pays, mais sans être comprises dans l'abonnement, formaient la petite sénéchaussée de Came, relevant de la maison de Gramont, souveraine de Bidache. Ce chiffre nous semble être le véritable. Il correspond du reste au nombre des communes défaillantes à Bayonne et qui comparurent à Ustaritz en 1789. Ces 37 paroisses furent : Larressore, Halsou, Cambo, Briscous, Hendaye, St-Pée-sur-Nivelle, Bidart, Arbonne, Arcangues, Biarritz, Ahitze, Mendionde, Macaye, Guéthary, Ciboure, Louhossoa, Bardos, Guiche, Bassussary, Ustaritz (ville), Biriadou, Jatxou, Lahonce, Mouguerre, Urcuit, St-Pierre d'Irube, Sare, Urrugne, Ascain, St-Jean-de-Luz, Anglet, Ainhoa, Itsatsou, Espelette, Souraide, Hasparren et Urt (ces deux dernières comparurent à Bayonne et à Ustaritz, (1).

Ces communes s'administraient elles-mêmes; elles nommaient un *Maire-Abbé*, dénomination usuelle de cet officier municipal. L'ensemble de ces communautés formait une petite république relevant de l'autorité centrale. Elle avait à sa tête, nominalement surtout, un bailli, assisté d'un lieutenant général qui tenait les audiences de la cour d'Ustaritz. Mais le véritable administrateur était le syndic général, élu pour quatre ans. Il était généralement choisi parmi le corps des notaires. A lui revenait la tâche de défendre les intérêts de son district. Il s'adressait pour cela, et le plus souvent, aux ministres eux-mêmes. Les lettres, mémoires et réclamations des divers syndics du Labourd sont nombreux. Cette République avant l'heure ne manquait pas d'avoir sa Chambre de représentants, qui était le *Bilçar*, réunion des députés des paroisses,

(1) Brette, documents relatifs à la convocation des Etats-Généraux de 1789. Tome IV.

convoqués suivant les besoins, après proposition du syndic aux officiers du bailliage d'Ustaritz. Nous verrons plus loin comment et où se réunissait le *Bilçar*.

Le Labourd dut ses premiers privilèges au zèle et à la fidélité que ses habitants témoignèrent pendant les guerres qui divisèrent les monarchies française et espagnole. Ces privilèges, établis par lettres patentes du 29 novembre 1542, consistaient en l'exemption de toutes tailles, aides, subsides et autres impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires, mises et à mettre pour quelque prétexte que ce soit ». Cette exemption n'était pas gratuite. Elle comportait le paiement, aux fermiers des domaines, d'une somme de 253 livres 10 sols annuelle et l'entretien d'un régiment de mille hommes pourvoyant à la sûreté de la frontière.

Malgré quelques vissicitudes sur lesquelles nous ne nous étendrons pas, nous contentant de renvoyer le lecteur aux savantes études que M. Ythurbide consacra au pays de Labourd (1), cette région était demeurée un pays d'abonnement. Mais le chiffre de la redevance avait singulièrement grossi. Augmenté d'impôts divers, il s'élevait en 1777 à 46.000 livres (2), en 1784 il monta à 70.000 livres (3).

Le syndic était en même temps le trésorier général ou receveur de la Province et receveur responsable. Les habitants ne s'acquittaient pas eux-mêmes directement de leurs impôts. Des rôles avaient bien, anciennement, été établis, mais, en général, chaque commune jouissant d'un certain revenu se substituait à ses habitants et acquittait sur les revenus communaux la somme dont le paiement lui était imparti. Manière de faire très fâcheuse,

(1) Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne. 1903 à 1907 et 1910.

(2) Lettre de M. Choart à M. d'Ailly, premier commis au Contrôle. 1^{er} août 1778.

(3) Lettre de M. de Néville.

car le cadastre, ou répartition par paroisse de l'abonnement et charges diverses, très mal établi, grevait trop les unes, pas assez les autres. Cette inégalité, rendait difficile le rendement des impôts. De plus, cette façon d'employer les revenus communaux, absorbés complètement parfois, était désastreuse, en ce sens qu'elle empêchait l'Administration communale de pourvoir à ses besoins particuliers.

Les divers intendants qui se succédèrent à Bayonne et à Pau adressèrent plusieurs mandements, mais en vain, en vue de faire établir dans chaque paroisse un rôle dont les indications seraient scrupuleusement suivies, pour le recouvrement et les poursuites qu'il pourrait entraîner. A la suite des réclamations incessantes des Intendants et des syndics, ces derniers étant obligés de faire de leurs propres deniers les avances nécessaires au paiement des arrérages qui leur étaient dûs (1) le Roi prit, le 1^{er} mai 1772, un arrêt que nous reproduisons en entier. Souvent cité par la suite, il nous donne des indications intéressantes sur le rôle du syndic et des officiers municipaux vis-à-vis du pouvoir royal et de leurs électeurs.

ART. I^{er}

Les officiers Municipaux de chaque communauté seront tenus de procéder dans les premiers jours de chaque année à la confection du rôle des impositions et autres contributions générales, suivant l'Etat qui leur en aura été adressé par le syndic du pays dans les 15 premiers jours du mois de décembre précédent et ce rôle sera rendu exécutoire dans les 8 jours subséquents par le Sous-Intendant ou son Subdélégué.

ART. II

Les officiers Municipaux seront tenus de faire le recouvrement des impositions, chacun dans son quartier et d'en compter le produit au premier d'entr'eux qui le remettra et fera le paiement au syndic du pays, quart par quart, dans les mois de mars, juin, septembre et décembre sous la déduction des taxations ordinaires qui auront dû être ajoutées au total du rôle.

(1) Voir M. Ythurbide. *Les syndics généraux du Labourd*.

ART. III

Afin de faciliter l'opération du recouvrement, S. M. autorise les officiers municipaux à employer les voies de saisie accoutumées dans le pays et notamment à faire sur les redevables des saisies ou pignores de leurs effets mobiliers, lesquels pignores seront publiquement vendus au plus offrant par lesdits officiers Municipaux et leur greffier, trois jours après la saisie et lesdits pignores et ventes seront faites sans aucune sorte de frais, de manière que leurs produit soit tout entier employé à la décharge de l'imposition du redevable, à peine par lesdits officiers Municipaux de répondre en leur propre et privé nom du montant des frais qu'ils auront prétendu prélever.

ART. IV

Les officiers Municipaux qui seront sortis de charge seront tenus de continuer le recouvrement des arrérages d'impositions qui pourraient rester dûs par leur communauté chacun pour le temps de son exercice, S. M. leur permettant de faire usage des voies d'exécution indiquées dans l'article précédent en appelant néanmoins à la vente des effets saisis les officiers Municipaux qui se trouveront en exercice pour l'autorité desquels les ventes devront toujours être faites.

ART. V

Faute par les officiers Municipaux d'avoir fait pour le recouvrement les diligences prescrites par les articles II, III, et IV, S. M. autorise le syndic général à les en rendre personnellement responsables en procédant contre eux par des contraintes qu'il pourra décerner sur le pied de 30 l. par jour, pour saisie et vente de leurs effets mobiliers, et par les autres voies accoutumées pour les deniers et affaires de S. M.

ART. VI

Le Syndic adressera dans les 15 premiers jours du mois de décembre à chaque communauté un état circonstancié, article par article du contingent aux impositions et autres charges que devra payer l'année suivante, de sorte que les officiers Municipaux soient en état d'adresser le rôle dans les 8 premiers jours de janvier de ladite année ainsi qu'il en est ordonné par l'art. 1^{er} et les dits Etats seront visés par S. Intendant ou son subdélégué.

ART. VII

Le dit syndic sera tenu en son propre nom d'acquitter toutes les impositions ordinaires et extraordinaires et les abonnements des autres droits de chacune des quatre années de son exercice dans le courant de la suivante et, si les communautés retardaient

leurs remises au point de le mettre hors d'état de satisfaire à la présente disposition, il y pourvoira par des avances dont l'intérêt lui sera reconnu sur le pied de 5 % et cependant le syndic sera obligé de faire usage des voies d'exécution contre les communautés arriérées à peine d'être déchu dudit intérêt.

ART. VIII

A la fin de la 2^e année de son exercice et au plus tard dans le courant de février prochain, le syndic sera tenu de rendre son compte devant quatre auditeurs qui seront nommés par le pays, devant lesquels il produira avec les pièces justificatives du compte, le bordereau de toutes les impositions et abonnements relatifs aux deux années et la quittance de leur final paiement pour la première de ces 2 années.

ART. IX

Aussitôt que le compte aura été réglé, le syndic procédera à ses liquidations particulières avec les communautés et représentera à cet effet le bordereau vérifié par les auditeurs et le règlement de compte. Le contingent de chaque communauté sur le total de ces deux objets sera fixé suivant le cadastre général après y avoir rapporté, date par date, les remises à compte que chaque communauté aura faite au Syndic, il sera fait acte de liquidation en double au pied du bordereau, l'une des copies restera entre les mains du Syndic et l'autre en celles des officiers Municipaux.

ART. X

A la fin de chacune des autres années de son exercice et au plus tard dans le mois de février suivant, le syndic sera tenu de rendre un pareil compte et de procéder à de semblables liquidations conformément à ce qui vient d'être prescrit par les deux derniers articles. Le même ordre sera suivi pour le dernier compte que devra rendre le Syndic après son exercice fini.

ART. XI

Le dernier compte que le S^r de Lissalde ancien syndic a produit n'étant pas encore réglé, il le sera incessamment par les quatre auditeurs nommés à cet effet dans la forme ci-dessus prescrite.

ART. XII

Les titres et pièces et autres documents du pays seront remis par le Syndic ancien au Syndic actuel dans les huit jours qui suivront sa nomination et celui-ci et leur inventaire sera signé par tous les deux.

ART. XIII

Adjoint S. M. au S^r Intendant et commissaire de partir en Navarre et Béarn, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lui attribuant à cet effet toute cour et juridiction etc.

Malgré cet arrêt, et un autre aussi impératif qui fut pris en 1779, le Labourd demeura vis-à-vis du Roi débiteur de sommes qui grossissaient toujours. Il nous suffira, pour nous en convaincre, de feuilleter la correspondance.

Le 31 janvier 1776, l'Intendant d'Auch écrivait à M. d'Ormesson, contrôleur général des Finances.... « Je me suis fait remettre... le tableau des impositions dûes dans le Pays de Labourd depuis les quatre dernières années, et des paiements qui ont été faits. Vous verrez que sur 187.307 livres 4 s. 10 d. il est encore dû 139.703 livres 6 s. »

Le 1^{er} août 1778, M. Choart, dans un mémoire adressé à M. d'Ailly, disait : ... « Je n'ai point encore pu terminer l'exercice 1775 sur lequel il m'est dû encore 1.336 livres et sur 46.000 livres qui me sont dûes sur l'exercice 1777, je n'ai encore pu toucher que 3.000 livres ».

Enfin, en 1784, M. de Néville pouvait dire : ... « Il est encore dû les arrérages d'impositions depuis 1772, jusqu'à présent, ce qui comprend 12 années. La dette du pays, dont j'ai le tableau sous les yeux, s'élève à 140.000 livres ».

A la veille de 1789, la misère était devenue très grande dans le Labourd. C'était un pays de petite culture, formé d'un « terroir sablonneux ou hérissé de rochers » (1). La population tirait, dans la zone intérieure, sa subsistance d'une maigre culture, de la fabrication du cidre et de la vente en Espagne du tabac, ressource qui lui fut enlevée en 1749. La partie côtière formait une tribu de hardis pêcheurs. Ce sont les Basques qui furent en effet les premiers à aller faire la pêche de la baleine... « proche l'île de Finlande et du Groënland et ils trouvèrent le secret

(1) Mémoire de M. Damestoy, syndic, 21 décembre 1775.

de fondre la baleine à la mer et de la mettre en huile... (1). Ils pêchaient également, en été, la morue et pendant la mauvaise saison, se livraient à la pêche côtière. Mais la guerre d'Amérique vint enlever à leurs occupations ces marins pour les enrégimenter sur les vaisseaux du Roi. Pour comble de malheur, une épizootie terrible fit, en 1773, ses ravages dans toute la région. La détresse et la ruine s'abattirent. Laissons parler les témoins de la misère du Labourd. C'est d'abord l'Intendant d'Auch, Pau et Bayonne qui écrit le 31 janvier 1776 à M. d'Ormesson... « La perte immense que la maladie des bestiaux a occasionnée dans ce pays ne doit pas faire espérer que les impositions soient acquittées et, si S. M. n'a la bonté d'en ordonner la diminution, on craint même que les émigrations de laboureurs ne se multiplient. »

Puis M. Dupré de St-Maur, intendant de Bordeaux (dont relevèrent Pau et Bayonne jusqu'en 1784) disant le 2 mars 1779, à M. d'Ailly... « J'ai eu l'occasion, plusieurs fois, monsieur, de vous rappeler que le Labourd a été le théâtre et le foyer de l'épizootie et que cette contrée fut privée de presque toutes ses récoltes l'année dernière; actuellement son commerce est anéanti ».

C'est encore le syndic du pays, M. Harambillague, dans son mémoire du 6 mars 1780 à M. Choart.... « M. Marquet, votre confrère, a vu par lui-même l'état de misère et presque d'un anéantissement prochain de cette province qui... n'a peut-être pas un huitième de son continent en cultures. Cette province très peu peuplée en raison de son étendue, a actuellement dans la marine du Roi et dans ses chantiers environ 1500 hommes; elle entretient à ses dépens 1.000 hommes de milice, et la nature stérile et ingrate du sol, force une partie du surplus à passer en été dans d'autres provinces et même dans les Espagnes pour se procurer les moyens de pourvoir leurs familles des objets de première nécessité... Entre les communautés

(1) Mémoire de M. de Besons, déjà cité.

arrières celles de Ciboure, Guéthary, Bidart et Bassus-sary, sont les plus dignes de commisération ».

Enfin la municipalité de St-Jean-de-Luz s'exprime ainsi dans un mémoire du 14 juin 1783, relatif à l'augmentation de ses droits d'octroi : ... « En 1732, la ville de St-Jean-de-Luz et le bourg de Ciboure armaient 60 à 70 navires; leurs populations s'élevaient à 14.000 habitants. Deux années avant les dernières hostilités, les armements étaient réduits à 5 ou 6 petits bâtiments et la population à moins de 4.000 habitants ».

C'est dans ce triste état que M. Le Camus de Néville trouva en 1784 le pays de Labourd, lorsqu'il prit possession de l'intendance de Bayonne. Homme énergique et entier, il chercha à introduire dans le Pays Basque de nouvelles méthodes et essaya de détruire cette ancienne organisation à laquelle les Basques tenaient par dessus tout. Sa brutalité eut des conséquences que nous étudierons un peu plus loin; mais, avant d'en venir à ce que fut la prétendue révolte des Basques en 1784, il importe, pour avoir une idée exacte de ce qu'était le Labourd et le Labourdin, de lire le compte-rendu détaillé qu'écrivit, à la suite de ces incidents, l'Intendant au Contrôleur général sur les coutumes et l'organisation de cette Province. Ce jugement ou cette appréciation un peu sévère peut-être, mais évidemment juste, car rédigé par un esprit consciencieux, va nous livrer quelques pages des plus instructives sur la vie de cette région à la fin du XVIII^e siècle. Pour cette raison, nous le citons in-extenso.

Bayonne, le 23 novembre 1784,

A Monsieur le Contrôleur général,

« J'ai eu l'honneur de vous annoncer par ma lettre du 4 de ce mois que j'aurais celui de vous adresser incessamment, un aperçu de la constitution du Labourd, et des

principaux abus auxquels il me paraîtrait le plus instant d'apporter quelques remèdes. L'objet le plus important, celui même auquel tous les autres se rapportent et que l'on veut regarder dans ce pays comme la cause ou le prétexte de tous les maux est la perception des impositions.

« Ce n'est pas de la quotité des impositions que le pays peut se plaindre; elles ne s'élèvent guère qu'à une somme de 70.000 ls, mais il souffre beaucoup de l'inégalité de la répartition, de la négligence de la perception et du poids des arrérages que l'on a laissé accumuler. Un arrêt du Conseil avait déterminé en 1772 les époques de paiement en mars, juin, septembre et décembre de façon que chaque année devait acquitter ses charges. Au lieu d'en suivre les dispositions il est encore dû des arrérages d'impositions depuis 1772 jusqu'à présent, ce qui comprend 12 années. La dette du pays dont j'ai le tableau sous les yeux s'élève à 140.000 ls. Il doit par conséquent l'intégrité de deux années de ses impositions, et dans le nombre des paroisses qui doivent le plus, il en existe trois ou quatre qui ne pourront jamais s'acquitter. Cet inconvénient prend sa source dans l'inégalité de répartition qui résulte du cadastre du pays, cadastre fort inexact dans l'origine de sa confection et qui l'est devenu plus encore par la dépopulation qu'a fait éprouver à quelques paroisses la perte de leurs matelots dans la guerre dernière. Les arrérages d'impositions ont encore une autre cause. Inutilement mes prédécesseurs ont-ils déterminé par leurs mandements la contribution de chaque communauté, inutilement encore l'arrêt de 1772 ordonne-t-il aux officiers municipaux de procéder à la confection des rôles d'après l'état que leur a adressé le syndic; il n'existe pas 12 paroisses qui veuillent faire des rôles d'après ces mandements et ces états. Presque toutes s'en tiennent à des rôles anciens qui n'enoncent pas la moitié des impositions. Les officiers municipaux ne font les recouvrements que d'après ces rôles, et quand les paroisses de cette classe n'ont point de

revenus communs, il faut dans un pays sans ressources comme le Labourd regarder les arrérages comme irrévocablement perdus pour le Roi; heureusement le plus grand nombre des communautés n'est pas dans ce cas et elles possèdent des revenus communs qui sont un gage assuré, mais aussi elles comptent trop sur cette ressource et il ne leur en reste ensuite aucune pour faire face aux dépenses qui regardent le général de la communauté. D'ailleurs l'application des revenus communs au paiement des impositions, injuste en elle même puisqu'elle dénature l'emploi de ces revenus, l'est encore par ce qu'elle détruit, le principe de l'égalité qui doit être la base de la répartition de l'impôt. Par cette forme toute proposition est rompue; l'impôt cesse d'être la prestation personnelle de chaque individu. Celui qui devrait payer 200 ls s'acquitte sans payer plus que le malheureux qui ne doit que 10 ls. Et les effets de cette marche ne sont pas moins odieux que son principe car il ne reste plus de fonds dans la caisse commune pour faire des réparations qui s'aggravent chaque jour et la communauté se trouve forcée à la fin à une dépense exorbitante qu'aurait sauvée une somme légère employée à propos. Tous ces abus subsisteront tant que les officiers municipaux chargés de la recette des revenus communs le seront encore tout à la fois et de la répartition et de la perception de l'impôt. Mais le moment d'indiquer les remèdes n'est pas encore arrivé. Je dois me borner actuellement à observer que le pays de Labourd n'a point de ressources dans son industrie, qu'il ne peut nourrir ses habitants que le tiers de l'année, que les fortunes de 6000 ls de rente sont rares et que pour mettre une province qui est dans cette situation à portée d'acquitter vis-à-vis du Roi une somme de 140.000 ls, je ne connais d'autre moyen que d'autoriser les communautés, comme les arrêts du Conseil rendus pour cette généralité me le permettent à vendre une partie de leurs communaux. Ce moyen que la nécessité justifie, présente quel-

ques avantages. En mettant quelques fonds de plus dans le commerce, il en rendra nécessairement une partie à l'agriculture qui n'a encore fécondé qu'un 8^e des terrains que renferme la province. D'ailleurs il est propre à appeler les étrangers que la loi municipale semble avoir pour objet principal d'écarter, et ce point mérite d'être traité avec quelque détail.

« S'il est vrai de dire que l'amélioration des terres s'opère principalement par la division des propriétés, que les familles se multiplient comme les possessions et que la population dépend beaucoup de la distribution des biens fonds, il n'y a point de coutume plus ennemie du progrès de l'agriculture, ni plus contraire à la propagation des hommes que celle du Labourd. Ce n'est pas seulement dans les familles nobles, c'est dans toutes les familles qu'elle a sacrifié les droits de tous les cadets à l'ainé. Les biens avitins et ils ont presque tous ce caractère sont l'apanage de la primogéniture. Ce droit et celui d'une substitution perpétuelle semblent avoir réglé toutes les dispositions de cette loi qui est plus opposée qu'aucune à toutes les idées saines de commerce; elle isole les différentes paroisses qui composent le pays: elle élève un mur de séparation entre le Labourdin et l'étranger et refuse à celui-ci, je ne dis pas seulement tout moyen d'établissement dans le pays, mais même toute sûreté dans les acquisitions qu'il voudrait y faire. Il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur le titre de retrait et du droit de rétention pour se faire une idée de la bizarrerie de cette constitution. Personne ne peut acheter une seule tête de bétail, sans être exposé pendant neuf jours au retrait que peuvent intenter les lignagers, et à leur défaut, le berger du vendeur. Les biens meubles ou immeubles que l'on a recueillis dans la succession de son père qui les avait lui-même recueillis dans celle du sien ne peuvent être aliénés, ni même hypothéqués que pour assignation de mariage ou urgente nécessité et l'on sent à combien d'opinions diffé-

rentes, suivant les circonstances ce mot *nécessité urgente* peut donner naissance, et par conséquent à combien de procès. Ces deux cas exceptés toute vente est nulle si elle n'a été faite du consentement de l'héritier, mais quelque consentement qui soit intervenu, le plus prochain à succéder peut toujours recouvrer l'objet vendu, toute fois et quand bon lui semblera. A la vérité la jurisprudence a limité à 30 ans l'action en retrait, mais cette limitation n'a été et ne pouvait être d'aucune utilité pour le commerce. Car la crainte d'être évincé pendant 30 ans ou de pouvoir l'être toujours est la même chose aux yeux d'un homme sage qui veut acquérir. Enfin le désir de conserver les mêmes objets dans la famille à défaut de famille dans la paroisse et, à défaut de paroisse au moins dans le pays a été si vif que le retrait pour tous les meubles vendus, est établi par la coutume, soit au profit des parents appelés à succéder, soit au profit du Labourdin sur l'étranger, et même en faveur de celui qui habite la paroisse du vendeur sur l'acheteur qui ne l'habite pas. Le prix et les conditions de la vente doivent être déclarés devant le juge et la loi même donne des délais au retrayant pour rembourser l'acquéreur. Il est sans doute inutile de développer les inconvénients de cette loi municipale; en exposer les dispositions, c'est en faire sentir le danger et vous voyez, Mr. que l'état de détresse et de dépopulation sous lequel on a peint le pays de Labourd s'explique assez facilement si l'on réfléchit que les acquisitions y sont défendues dans presque tous les cas et sûres dans aucun, que le statut qui s'oppose à l'hypothèque des fonds s'oppose en même temps à la facilité des emprunts, que ces deux vices de la loi ont dû écarter tout à la fois la personne et l'argent des capitalistes; que dans cette position la culture loin de tendre à son amélioration perd de jour en jour et qu'il n'est pas étonnant qu'il n'y ait que la 8^e partie des fonds cultivés et mal cultivés. Quel que soit l'empire des préjugés sur les têtes basques ces abus et leurs causes n'avaient

point échappé à la sagacité de quelques bons esprits du pays. Aussi avait-on fait l'année dernière quelques propositions sur cet objet à l'assemblée générale, mais l'intérêt particulier devait les rendre infructueuses. Pour faire entendre quelle fut son influence, il est nécessaire de donner une idée des assemblées du pays qui ne ressemblent à aucune autre assemblée. Ce tableau développera des abus auxquels il devient de jour en jour plus indispensable d'apporter quelque remède.

« Le pays de Labourd est composé de 35 communautés et 5 hameaux. On donne ce dernier nom à de petites paroisses qui n'ont point d'entrée à l'assemblée générale et qui, n'étant assujetties qu'aux impositions royales ne supportent d'ailleurs aucune portion des charges particulières du pays. Ces 35 communautés forment les Etats du Labourd; elles ont un syndic général qui est en même temps trésorier. Ce sont elles qui l'élisent, et leur droit d'élection a été reconnu par un arrêt du Conseil, rendu à St-Jean-de-Luz le 3 juin 1660. Il y avait eu à cette époque à l'occasion d'une élection beaucoup de troubles et de sang répandu entre deux factions à la tête desquelles étaient les maisons les plus considérables du pays, les maisons de Caupenne et d'Urtubie. Dans ce moment d'effervescence générale une grande partie des habitants avait été obligée d'abandonner leurs propriétés et les juges de descendre de leur tribunal. Un 1^{er} arrêt rétablit les premiers dans la possession de leurs biens et rappela les seconds à l'exercice de leurs fonctions. Un autre arrêt du Conseil déterminait la forme des élections et celle des Assemblées générales: s'il était permis de juger des mérites d'une loi par son succès, on pourrait porter un jugement défavorable de celle-ci. Elle forme cependant encore la base de la constitution politique du pays.

« En exécution de cet arrêt, le syndic qui veut se démettre ou qui croit l'assemblée du pays nécessaire soumet à l'examen des officiers du bailliage les objets qu'il se propose de communiquer à l'assemblée. Si le bailliage

trouve les propositions du Syndic admissibles, il les déclare telles par une ordonnance qu'indique le jour auquel l'Assemblée sera tenue. Le Syndic en instruit les officiers municipaux de chaque paroisse, ceux-ci convoquent leurs communautés respectives et chacune d'elle nomme un député pour se rendre à l'Assemblée générale. Au jour fixé les officiers du bailliage se rendent à l'Assemblée; elle est tenue par le lieutenant général et, en son absence, par le 1^{er} gradé, suivant l'ordre du tableau. Les communautés sont appelées à tour de rôle et le nom des députés inscrit selon leur rang sur un registre. L'Assemblée formée, le Président fait la lecture des propositions du syndic, il les explique; chaque député en reçoit copie et tâche d'en bien saisir l'esprit pour le transmettre à sa communauté, et le Président finit par indiquer le jour auquel chaque communauté enverra la délibération qu'elle aura prise sur les propositions.

« Le premier jour de dimanche ou de fête qui suit l'assemblée générale qui s'appelle le *Bilçar*, les officiers municipaux de chaque paroisse qui sont vis à vis d'elle ce que le syndic général est vis à vis du pays, et qui comme lui sont chargés du recouvrement des impositions et, à ce titre, regardés par le peuple comme ses ennemis, convoquent leur communauté. L'Assemblée composée de tout ce qui possède une maison dans la paroisse et entourée du reste de la population, se tient, soit devant le porche de l'église, soit autour d'un arbre. On essaye d'y faire entendre les propositions qui ont été faites dans le *Bilçar*. Si l'on est dans un temps tranquille, et que les esprits ne soient pas prévenus, la communauté vote et le greffier rédige la délibération que l'on charge un député de rapporter à l'Assemblée générale. S'il est au contraire de l'intérêt ou des officiers du bailliage ou de quelque aspirant au syndicat de faire rejeter la proposition soit qu'elle nuise à leurs projets, soit qu'il leur importe de décrier le syndic qui l'a faite, alors tous les moyens d'intrigue sont employés. Les esprits se divisent. On fait courir les bruits

les plus propres à alarmer le peuple, les haines personnelles redoublent l'animosité générale. La populace qui n'a pas le droit de suffrage empêche toute délibération; une femme crie que l'on veut établir la gabelle et, du moment que ce mot est prononcé, il ne faut plus espérer de se faire entendre; les officiers Municipaux sont chassés, le tocsin sonne, la nuit se passe en armes, on tire des coups de fusil de tous les côtés, le feu gagne quelques paroisses voisines, tout ce trouble dure un peu plus ou un peu moins longtemps et, au moment où l'on devait le moins compter sur le retour de la tranquillité, le peuple s'étonne de ce qu'il a fait et se calme sans repentir comme il s'était mutiné sans cause. Que l'Assemblée ait été orageuse ou tranquille, les députés de chaque communauté rapportent au *Bilçar*, pour le jour indiqué, la délibération de celle qu'ils représentent. Toutes ces délibérations sont lues, leur pluralité forme le résultat qui est inscrit sur le registre et le syndic auquel on en délivre copie est chargé de l'expédition.

« Il résulte de cette exposition Mr. 1^o Que l'Assemblée générale du pays ne peut-être convoquée que de l'autorité du bailliage d'Ustaritz ni tenue que par les officiers dont le titre est l'arrêt du Conseil de 1660. 2^o Que le Syndic du pays réunit à ses fonctions celle de trésorier du pays comme les officiers municipaux réunissent aux fonctions de leur place celle de trésorier de leur communauté. 3^o Que la noblesse n'est point appelée aux Assemblées générales, quelque intérêt qu'elle puisse avoir aux objets qui s'y traitent. 4^o Que l'on ne délibère point dans le *Bilçar*, mais que l'on y reçoit seulement le résultat des délibérations respectives de chaque communauté. 5^o Enfin que les délibérations des communautés sont prises en public et que tous les propriétaires sont appelés à ces assemblées avec droit de suffrage. Je vous prierai, Mr, de vous fixer un instant sur chacun de ces points.

« 1^o L'Assemblée générale du Pays ne peut-être convoquée que de l'autorité du bailliage d'Ustaritz et tenue

par ses officiers dont le titre est l'arrêt du conseil de 1660. Mais cet arrêt me paraît susceptible de quelques observations ; d'abord il est contraire au principe qui veut qu'aucune Assemblée générale ne puisse se tenir en France sans la permission expresse du Roi, principe qui est observé dans les autres pays basques, la Soule et la Navarre et même dans toute ma généralité où les Etats ne se tiennent que d'après les ordres du Roi, sous l'autorité du Commissaire qu'il a plu à S. M. de leur donner, et où même l'abrégé des Etats, dont des circonstances pressantes peuvent exiger d'un moment à l'autre la convocation ne se tient que d'après l'autorisation de l'Intendant. Mais dans aucun pays, des fonctions d'administrations, aussi importantes que celles de l'assemblée politique et du maintien de l'ordre dans cette assemblée n'ont été confiées à un tribunal inférieur. L'exception faite en faveur du bailliage d'Ustaritz n'est pas justifiée par ses effets. Il n'y a pas eu un seul *bilçar* qui n'ait été l'époque d'une prétention du bailliage repoussée par l'assemblée. Plusieurs de ces discussions ont été la base d'instances intentées au Conseil et non poursuivies, mais l'esprit de division subsiste, et, suivant le degré d'influence que le bailliage ou le syndic du pays ont sur les communautés, elles adoptent ou rejettent les propositions faites à l'assemblée générale. Ce fut ainsi que fût repoussée l'année dernière la proposition faite au *bilçar* de demander au Roi la réforme de la coutume sur la matière des retraits. Les officiers du bailliage sont nécessairement attachés à une coutume plus féconde en procès qu'aucune autre, et ils ne négligèrent dans cette occasion aucun moyen d'empêcher que l'on ne votât pour un changement nuisible aux intérêts de leur tribunal et de décréter le projet de solliciter la reformation de la loi Municipale. L'usage dans lesquels ils sont d'exposer à l'Assemblée, les propositions qui lui sont faites, leur donne des facilités à cet égard ; en effet on sent que dans une assemblée composée en grande partie d'hommes du peuple, la manière de pre-

senter un objet de délibération doit souvent décider du succès. Ils emploieraient vraisemblablement les mêmes moyens pour déterminer le vœu général sur une autre question dont il sera nécessaire que le pays s'occupe un jour, et qui intéresse essentiellement le bailliage du Labourd. Quoiqu'il n'y ait dans cette province ni fiefs proprement dits, ni justices seigneuriales de la même nature que celles qui sont connues dans le reste du Royaume, néanmoins quelques gentilshommes y jouissent du droit d'instituer des *juges caviers* (c'est l'expression de la coutume) qui connaissent dans certains cas des discussions qui s'élèvent entre les habitants domiciliés dans l'étendue de leur ressort. Il en résulte que la plus grande partie des procès du pays de Labourd se porte devant le juge cavier, par appel de ce juge au bailliage d'Ustaritz à celui de Bayonne, par appel du bailliage de Bayonne à la Sénéchaussée de Tartas et enfin par appel de la Sénéchaussée de Tartas au Parlement de Bordeaux. Ainsi le pays de Labourd est assujetti souvent à cinq degrés de juridiction, et toujours à quatre; et cet inconvénient qui ferait beaucoup de mal en fait plus encore dans un pays aussi processif que le Labourd où l'esprit de litige est à peu près la seule branche d'industrie mise en activité.

« D'après toutes ces considérations il me paraît indispensable d'écarter les officiers du bailliage des Assemblées politiques du Pays. Ils ne tiennent point leur droit du titre de leurs officiers, mais uniquement d'un arrêt du Conseil dont un autre arrêt du Conseil peut changer les dispositions, et le parti le plus simple à prendre à cet égard me paraît être de tout ramener à l'ordre suivi dans tout le royaume, de me charger d'instruire le syndic que l'intention du Roi est qu'on ne tienne aucune Assemblée générale sans la permission de Sa Majesté, de donner une commission particulière pour tenir cette assemblée, quand le gouvernement le jugera nécessaire, et d'adresser alors au commissaire qui sera nommé un arrêt du Conseil qu'il sera chargé de faire inscrire sur les registres, ce qui ne

fera aucune difficulté dans l'assemblée. Je joins à ma dépêche pour M. le Comte de Vergennes un projet de l'arrêt que je croirais qu'il serait possible de rendre pour opérer ce changement (1).

« 2^o Le syndic du Pays réunit à ses fonctions celle de Trésorier du Pays, comme les officiers Municipaux réunissent aux fonctions de leurs places, celles de trésoriers de leurs communautés. Cette réunion sur les mêmes têtes de fonctions fort différentes et qui devraient toujours être divisées est la cause d'une grande partie des désordres. Le syndic qui, en cette qualité devrait toujours être regardé comme le représentant du pays, et qui, en qualité de trésorier n'en est considéré que comme l'exacteur, ne peut jamais maintenir à la fois son crédit et la règle. S'il veut payer et être payé aux époques prescrites, il devient odieux et vis-à-vis d'un peuple aussi inquiet et aussi soupçonneux que le peuple basque tout est suspect de la part d'un homme qui presse les recouvrements. Si pour se concilier la confiance générale, il use dans la perception de ménagements coupables, l'imposition n'est point acquittée, les arrérages s'accumulent et rendent la perception impossible dans quelques points, difficile dans tous. C'est la situation actuelle du pays. Un trésorier qui ne serait que trésorier n'aurait rien à redouter de son exactitude, et la séparation que je propose est un remède nécessaire que la 1^{re} assemblée adoptera d'elle-même, à ce que j'espère. Si j'y réussis l'opération aura plus de succès parce que le pays se sera reformé de lui-même, sinon il sera toujours temps de recourir à l'autorité supérieure.

« La création d'un trésorier receveur dans chaque communauté est plus nécessaire encore. Dans l'état présent un homme ruiné se met sur les rangs pour être Maire Abbé. S'il a beaucoup de parents et d'amis il est élu. La perception de l'imposition le regarde ainsi que les autres jurats, mais communément ils usent vis-à-vis des con-

(1) Nous n'avons pu jusqu'à l'heure trouver trace de cet arrêt.

tribuables de la même indulgence dont ils espèrent que leurs successeurs useront vis-à-vis d'eux, et cette facilité pernicieuse est une des principales causes de la négligence dans les recouvrements. L'abus est encore plus criant dans l'administration des revenus communs. La plupart des Maires ne distinguent point, tandis qu'ils sont en place, la caisse commune de leur bourse particulière; aucune charge publique n'est acquittée : à la fin de leur exercice, les comptes ne sont pas rendus. Si jamais, il arrive qu'ils soient demandés, un procès interminable en recule l'époque, et si le comptable succombe de son vivant, il en est quitte pour rendre un compte qu'il ne solde jamais. En effet quel risque peut-il courir? Le mobilier d'un Labourdin est peu considérable; il ne peut aliéner ni hypothéquer ses immeubles, et après sa mort son héritier les recueille librement comme substitués dans sa succession. Tous ces abus disparaîtront si les Officiers Municipaux cessent d'être trésoriers, pour n'être plus qu'ordonnateurs, et s'ils ne sont plus intéressés, comme caution d'un trésorier qui leur sera soumis, qu'à inspecter sévèrement sa conduite. C'est aussi le moyen que proposent les communautés qui en s'occupant, d'après le désir que je leur en ai témoigné, des moyens de suppléer les assemblées Générales des communautés, se sont également occupées de l'établissement d'un trésorier chargé du Recouvrement des revenus communs et de la perception des impositions.

« J'envoie, à M. le comte de Vergennes copie certifiée des délibérations qu'elles ont prises.

« 3^o La noblesse n'est point appelée aux Assemblées générales quelque intérêt qu'elle puisse avoir aux objets qui s'y traitent. C'est un mal, car l'esprit d'indépendance du Labourdin dépend peut-être principalement de ce qu'ils méconnaissent la distinction des rangs. D'ailleurs cette exclusion est injuste et la noblesse s'en plaint avec autant de force que de raison. Elle supporte une partie considérable des charges du pays, elle paye d'après ses abonnements et n'a pris part à aucun. Le Tiers Etat va jusqu'à

lui contester le droit de s'assembler et cependant il nomme des députés pour traiter avec les commissaires de la noblesse sur la quotité de sa contribution. Il ne paraît pas possible que l'état présent subsiste ; il nuirait même aux projets de reformation de la coutume sur laquelle il n'est pas moins indispensable d'entendre la noblesse que le Tiers Etat. Je ne proposerai cependant aucun changement pour le moment. On indisposerait certainement le pays qui est naturellement ennemi des nobles si le roi les appelait par un arrêt de propre mouvement à la formation de l'Assemblée Nationale, mais la noblesse portera vraisemblablement sa réclamation aux pieds du Trône, et il sera tenu alors d'assurer ses droits en faisant droit sur sa requête.

« 4^o On ne délibère point dans le Bilçar, mais on y recoit seulement le résultat des délibérations respectives de chaque communauté. Cette forme inconnue dans le reste du Royaume est contraire à toutes les règles d'une délibération publique. Elle fait dépendre tous les résultats de l'Assemblée Nationale du caprice des Assemblées tumultueuses des communautés. Elle laisse par conséquent aux préjugés tout leur empire et à l'intrigue tous ses moyens. Des députés fort peu instruits ne saisissent pas bien le sens d'une proposition qu'ils rendent mal à une communauté qui souvent ne veut pas les entendre. Voilà les préliminaires d'une délibération, le résultat y répond. 35 avis isolés sont rapportés et c'est dans ces avis quels qu'ils soient qu'il faut trouver un vœu commun. Nul concert dans les vues, nulle suite dans les plans, nulle discussion sur les moyens. On dirait que l'on n'a pas compté dans cette constitution sur l'ascendant qu'a toujours la raison puisqu'on ne lui a pas même laissé le droit de se faire entendre. Je ne proposerai cependant pas, Monsieur, de faire aucun changement à cet égard ; on n'y verrait qu'un attentat contre la liberté, mais seulement de donner, par l'arrêt du Conseil dont j'adresse le projet à M. de Vergen-

nes, à ce pays les moyens de se reformer lui-même. Et j'aime à croire qu'avec le temps on pourra l'y déterminer. Il faut attendre beaucoup du temps vis-à-vis des Labourdins mais où je les connais mal ou avec de la patience il y a peu de chose qu'on ne puisse les porter à faire, même leurs chemins pourvu que les ingénieurs des Ponts et chaussées, ces fléaux des peuples et des administrateurs ne s'en mêlent pas.

« 5^o Enfin les délibérations des communautés sont prises en public et tous les propriétaires sont appelés, à ces Assemblées avec droit de suffrage. J'ai tracé déjà le tableau des Assemblées des Communautés et du désordre qui y règne. J'ai exposé les inconvénients de l'Administration municipale, soit relativement aux revenus communs, soit relativement à la perception des impôts. Je me hâte de finir cette lettre que vous trouverez, Monsieur, beaucoup trop longue; d'ailleurs, je ne pourrais que répéter ce que les communautés exposent dans les requêtes dont je joins la copie à ma lettre à M. de Vergennes. Les abus étaient trop sensibles pour que les communautés ne finissent pas par demander elles-mêmes que l'autorité y remédie. Toutes auraient suivi la même marche, si des insinuations particulières ne les en avaient détournées; et toutes finiront par la suivre surtout si l'autorité consacre par autant d'arrêts du Conseil les délibérations des Communautés qui ont voté pour le retour à l'ordre. Vous verrez sûrement avec plaisir dans quelques-unes que les bienfaits du gouvernement sont sentis et l'expression de reconnaissance qui les a dictées vous prouvera de nouveau la sincérité du repentir ».

La suite va nous montrer quelle fortune fut réservée à ces propositions aussi bien par la population du Labourd que par l'Administration centrale.

MAURICE DUSSARP.

(à suivre).

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du lundi 9 juillet 1917

PRÉSIDENCE DE M. LE COMMANDANT DE MARIEN, VICE PRÉSIDENT

Assistaient à la Séance :

MM. Commandant Baron, Commandant Bois-Viel, de Bonand, Castilla, Casdevant, Président Destandau, Dours, Duhourceau, Albert Duverdier, Georges, Grimard, J. Labrousche, P. Labrousche, Charles Lagrolet, Eugène Lagrolet, Le Beuf, Le Roy, Commandant de Marien, Antonin Personnaz, Commandant Portalis, P. Roquebert, de Saint-Leuvent, Saint-Pé, Salane, Serval, Dr Voulgre.

L'Assemblée voit avec plaisir M. le Commandant de Marien, permissionnaire, prendre place au bureau et présider la réunion. Après avoir donné de bonnes nouvelles du front, le Commandant de Marien exprime sa satisfaction de voir prospérer la Société et le souhaite que la victoire des armes françaises fasse oublier ou dissipe toute querelle particulière.

Lecture du procès-verbal de la dernière Séance par le Secrétaire. Celui-ci annonce qu'il a transmis à M. Colas les cordiales condoléances de ses confrères pour le décès de ses vieux parents qui, évacués de Corbeny par les Allemands, sont morts à quelques heures d'intervalle l'un de l'autre, dans le camp de concentration de Belgique où ils avaient été emmenés. Il a exprimé aussi à Madame Burdett-Mason les condoléances de la Société pour la mort de M. Burdett-Mason, Consul des Etats-Unis, notre très sympathique et très estimé collègue.

Il annonce qu'il a reçu les remerciements de M. A. de Dufau de Maluquer et de M. Joseph Jaulerry pour leur admission dans la Société.

Il donne lecture d'une carte de M. Rosny jeune remerciant la Société des condoléances qu'elle lui a fait exprimer et une lettre de M. F. Habasque, délégué central de l'Union du Sud-Ouest, qui félicite la Société de son heureuse activité.

Le Président fait don à la bibliothèque de la Société de cinq études de préhistoire signées de M. Marc Deydier, concernant la vallée du Lague (Basses-Alpes) et la région du Mont Ventoux. Il annonce que le bureau a reçu :

La Revue de Géographie commerciale. N° Avril-Juin 1917;

Mémoires de la Société académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et Belles Lettres du département de l'Aube. — Année 1916;

Bulletin archéologique, historique et artistique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne. — Année 1916;

Le Carnet des Artistes. — N^{os} 9 et 11;

Boletín de la Comisión de monumentos históricos y artísticos de Navarra. — (2^e Trimestre 1917).

Le Secrétaire annonce qu'il vient de recevoir de M. Maurice Dussarp une étude sur le *Labourd à la fin du XVIII^e Siècle*, d'après les archives du Contrôle Général (Archives Nationales) qui sera lue à une prochaine réunion et insérée dans le Bulletin de Décembre. Ce travail est très intéressant, clair, élégant et plein de choses qui jettent une vive lumière sur les mœurs et la psychologie du pays de Labourd.

Comme d'habitude, la Société n'aura pas d'assemblée durant l'été; un grand nombre de membres, dont ceux du Bureau, pouvant s'absenter pour la montagne ou la mer. Cette séance sera donc la dernière avant l'automne. M. P. Labrousche demande que la Société ne prenne pas de vacances, en raison de la guerre. M. Duhourcau réplique que le Bureau estime qu'il n'y a pas de raison pour que la guerre change nos habitudes, notre Société étant un groupe d'études et non d'action. Pour sa part il ne pourra assister aux Séances, devant s'absenter. L'Assemblée se range à l'avis du Bureau. Il y aura vacances jusqu'en Octobre.

Le Secrétaire annonce que, vu les vacances, le Bureau a cru devoir resserrer les formalités d'admission des candidats nouveaux, et présenter ceux-ci, en même temps qu'il invitait au vote pour leur élection sur le bulletin de convocation à la présente séance. L'Assemblée, à l'unanimité, approuve la solution apportée par le Bureau à une situation particulière, solution qui respecte entièrement l'esprit des Statuts et des règles usuelles.

Le Secrétaire annonce qu'il a reçu de M. J. H. Lesca la généreuse cotisation de cent francs pour aider à subvenir aux frais d'impression du bulletin. Il a envoyé au donateur les remerciements de la Société. Il fait ensuite le bilan de l'état actuel de la Société qui se chiffre ainsi depuis février :

Démisionnaires.....	17	Membres élus	53
Considérés comme démissionnaires	5	Abonnements	3
Décès.....	3		
	25		56

La crise, nouée en février, est donc résolue par un gain de 31 membres. On peut, dès à présent, prévoir que ce nombre ne fera qu'augmenter.

Lecture est donnée d'un nom nouveau présenté aux Suffrages de la Société. Le vote sur l'admission aura lieu à la prochaine réunion, puisqu'il a été communiqué trop tard pour être porté sur le bulletin de convocation. Pour les raisons indiquées plus haut et comme le porte le bulletin de convocation, l'assemblée procède à l'élection des *trente-deux* candidats suivants :

MESSIEURS		MESSIEURS.
Georges DUMONT,	présenté par	le C ^t Portalis et P. Labrousche.
Gaston ROTH,	—	L. Le Beuf et P. Labrousche.
Henri DARRIEUX,	—	L. Le Beuf et H. Salane.
J. CHORIBIT,	—	A. Grimard et F. Duhourcau.
H. GARRELON,	—	Destandau et P. Labrousche.
Benjamin GOMEZ,	—	Lastrade et Salane.
Albert LASSERRE,	—	D ^r Lasserre et Duhourcau.
Georges BERGÈS,	—	D ^r Lasserre et Grimard.
Joseph SARRADE,	—	Grimard et Duhourcau.
M. C. GODINET,	—	Grimard et Laffon de Ladebat
G. THOMASSET,	—	Salane et Duhourcau.
Maurice LABROUCHE,	—	Le Beuf et Duhourcau.
Maurice LABROUCHE (M ^{me}),	—	Le Beuf et Duhourcau.
H. JÉROME,	—	Salane et Duhourcau.
J. M. GARCIA DE ISLA,	—	Celhay et Grimard.
C ^t R. OCTAVE-FEUILLET,	—	C ^t Baron et Duhourcau.
M. KRAJENWSKI,	—	Salane et Duhourcau.
J. H. LESCA,	—	Soulange-Bodin et P. Labrousche.
H. LABASTIE,	—	Grimard et Duhourcau.
P. MENDY,	—	Salane et Duhourcau.
Abbé BERGEY,	—	C ^t Baron et E. Léon-Dufour.
H. ARTÉON,	—	Grimard et Duhourcau.
J. FOURCADE,	—	Grimard et Duhourcau.
G. FOURGASSIÉ,	—	Salane et Duhourcau.
C ^{ne} A. J. FORGEOT,	—	D ^r Lasserre et Duhourcau.
Léon BARTHES,	—	Dours et Duhourcau.
Louis BARTHES (M ^{me}),	—	Dours et Duhourcau.
Alice BARTHES (M ^{lle}),	—	Dours et Duhourcau.
C ^t BURET,	—	P. Labrousche et Duhourcau.
Marie JAULERRY (M ^{lle}),	—	D ^r Moynac et P. Labrousche
Jules HERRAULT,	—	Sens et Grimard.
Charles MAGNIN,	—	Le Roy et Duhourcau.

Tous les candidats présentés sont élus à l'unanimité.

Le Président donne alors la parole à M. Dours pour sa communication sur *les marins bayonnais tombés à l'ennemi*.

Cette étude, faite à l'aide de documents officiels et privés, dans un langage simple, ferme et direct, fut écoutée avec un profond et grave plaisir. Des applaudissements unanimes la saluèrent à plusieurs reprises. Tous les auditeurs réclamèrent son insertion au bulletin de la Société.

La séance est levée à dix-huit heures.

La majorité des Sociétaires présents restèrent pour entendre M. Destandau qui présentait hors séance, comme il avait été convenu à la dernière réunion, son vœu sur une impulsion à donner à la défense des intérêts généraux de Bayonne.

Le Secrétaire,

F. DUHOURCAU.

Séance du 1^{er} Octobre 1917

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT

Etaient présents : MM. Grimard, Bois-Viel, Georges, Dr Voulgre, Commandant Baron, Soulange-Bodin, de Saint-Louvent Benjamin Gomez, Pierre Louis, Charles Lagrolet, Salane, Commandant Roch.

Se sont fait excuser : MM. Le Bouf, Dours, Jérôme, Duhourcau.

Le Président donne la parole au trésorier qui lit, à la place du secrétaire absent, le procès-verbal de la réunion du 9 juillet dernier.

M. le Lieutenant-Colonel Duvot est admis à l'unanimité des membres présents.

Le Président annonce pour les prochains Bulletins les travaux de MM. Hérelle, de Jaurgain, Dussarp et Charles Juncar.

Lecture par le Président de « L'Adieu au pays basque », sonnet de notre collègue M. Laffon de Ladebat, démissionnaire, qui quitte Bayonne pour occuper un poste à Menton.

Le Dr Voulgre lit son *Ode à la France*, écoutée avec recueillement et applaudie comme elle le mérite.

Le Commandant Bois-Viel annonce la formation à Bayonne

du « Foyer du Soldat » qui ouvrira le 1^{er} novembre prochain, au-dessus de la Brasserie, place de la Liberté. Il engage ses collègues à collaborer à cette œuvre patriotique.

A l'occasion du cachalot échoué dernièrement à Bidart, M. Grimard lit un Mémoire de 1784 sur la pêche de la baleine par les basques et bayonnais.

A ce même propos, le Trésorier avait apporté en séance un Mémoire de 1775 sur ce sujet ; ce document de la Chambre de Commerce contient les mêmes détails que le Mémoire lu.

Une conversation s'engage ensuite sur cette pêche.

La Séance est levée à 18 heures 15.

Le Trésorier,
H. SALANE.

Séance du 5 novembre 1917

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE PRÉSIDENT

Madame la Générale Derrécagaix qui nous fait l'honneur d'assister à notre séance prend place à la droite du président.

Etaient présents : Mme la Générale Derrécagaix, MM. Commandant Baron. Castilla, Cazedevant, Dours, Duhourcau, Lieutenant-Colonel Duvot, J. Fourcade, Georges, Godinet, Benjamin Gomez, Grimard, Louis, P. Roquebert, A. Soulange-Rodin.

Excusés : MM. Le Beuf, P. Labrousse, J. Labrousse, Georges Bergès, H. Salane, D. Voulgre, A. Personnaz.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance.

CORRESPONDANCE. — Le Secrétaire annonce qu'il a écrit à M. Courteault afin de présenter les condoléances de la Société pour la mort de M. Francisque Habasque, président de l'*Union historique et archéologique du Sud-Ouest*. M. Courteault a remercié la Société de cette marque de sympathie confraternelle.

PUBLICATIONS REÇUES. — *Le Portu Saint Emilionnais*, journal de tranchées dont notre collègue M. l'aumônier militaire Bergey est le rédacteur en chef. Ce numéro contient une ardente étude sur l'évolution profonde du cœur du combattant, au milieu de toutes les misères et souffrances de la guerre.

Le Bulletin de la Section de Géographie. — Année 1916.

La Mimophonie (son rôle dans la formation des langues), par M. Raphaël Blanchard.

QUESTIONS DIVERSES. — L'assemblée vote à l'unanimité une proposition de M. Dours tendant à ce que la Société envoie à S. M. le roi d'Espagne les bulletins de 1917 où il est parlé de la conduite des combattants de la région Bayonne-Biarritz, tant sur terre que sur mer, S. M., ayant témoigné dans une entrevue, une sympathie profondément cordiale pour les pertes de notre « pays » sur les champs de bataille.

ELECTIONS. — Madame René de GRANDRY présentée par MM. Le Beuf et Duhourcau;

Madame Edouard GILLER présentée par MM. Ducazaur et Duhourcau;

Monsieur Ferdinand PUYAN, présenté par MM. P. Labrousche et Duhourcau;

Monsieur l'abbé ETCHEBER, présenté par M. l'abbé Bergey et M. Duhourcau;

Monsieur Charles BEAISE, présenté par MM. Destandau et Dours;

Monsieur Joseph CAZALIS, présenté par MM. Colas et Duhourcau.

Sont élus à l'unanimité des membres présents.

COMMUNICATION. — Le secrétaire lit ensuite une remarquable étude de M. Maurice Dussarp sur *le Labourd à la fin du XVIII^e siècle, d'après les archives du Contrôle général* laquelle sera insérée dans le bulletin.

La séance est levée à 17 heures 35.

Le Secrétaire,
Fr. DUHOURCAU.

Séance du 3 Décembre 1917

PRESIDENCE DE M. GRIMARD, VICE PRÉSIDENT

Etaient présents : Madame Georges, MM. C^t Bois-Viel, Castilla, Cazadevant, P^t Destandau, Dours, Duhourcau, Lt.-C^t Duvot, J. Fourcade, Georges, Godinet, Grimard, G. Hérelle, P. Labrousche, P. Louis, M. Martin, C^t Portalis, G. Roth, Saïane, A. Soulange-Bodin, Dr Voulgre.

Excusés : MM. Le Beuf, C^t Baron.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance.

CORRESPONDANCE. — Lettre de M. l'abbé Etcheber, aumônier militaire du 49^e régiment d'infanterie, lequel remercie la Société

de l'avoir élu au nombre de ses membres. Lettre de M. Destremau, lequel remercie la Société des condoléances qu'elle lui a présentées, par l'intermédiaire du Secrétaire, pour la mort de son fils tombé glorieusement à l'ennemi, à la bataille de la Malmaison.

PUBLICATIONS REÇUES. — *Le Carnet des Artistes*, n° 19. *La Revue de Géographie commerciale* n° Juillet-Septembre 1917. Le Secrétaire revient sur une brochure du professeur Raphaël Blanchard présentée à la Séance précédente : *la Mimophonie* (son rôle dans la formation des langues). Il relie cette théorie de l'importance de l'altération phonétique à l'hypothèse générale de Renan sur les origines et la formation de la langue française.

COMMUNICATION. — M. G. Hérelle nous entretient magistralement du *théâtre basque* et, en particulier, des *pastorales tragiques*. Il explique comment il a été amené à se faire l'historien de ce théâtre populaire et rural. Il narre, en traits précis, pittoresques et avec une animation qui est un charme, sa première rencontre avec ce théâtre dans un village perdu de la Soule, combien le spectacle le captiva par son étrangeté saisissante et comment d'une brochure qu'il voulut tout d'abord écrire il en est arrivé à composer trois gros volumes qui, sans la guerre, auraient déjà paru en librairie. Il explique, par des comparaisons avec les mystères bretons, les drames des Flandres, de la région alpine et de Toscane, comment ce théâtre basque lui paraît une survivance du théâtre populaire, sorti de l'Eglise, qui fut commun à toute l'Europe occidentale, au Moyen-Age. Il le décrit dans ses détails essentiels, à l'aide des pastorales tragiques auxquelles il lui a été donné d'assister et des manuscrits qu'il a pu acheter : le nombre et les titres des pastorales connues, les manuscrits sauvés, les cycles divers, les sujets, les ressorts dramatiques et moraux (la religion, la guerre et l'amour), les pastoraillers, la troupe des acteurs et des figurants, la pièce elle-même et son décor, la montre, le prologue, le drame, la versification, les curieuses coutumes qui accompagnent la représentation, etc...

Cette admirable communication est, à plusieurs reprises, cordialement applaudie par tous les auditeurs à la fois enchantés et instruits.

La séance est levée à 18 heures 45.

Le Secrétaire,

F. DUHOURCAU.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

au 31 décembre 1917

Présidente d'Honneur

M^{me} LA GÉNÉRALE DERRÉCAGAIN

Présidents d'Honneur

MM.

LÉON BONNAT, membre de l'Institut.

JOSEPH GARAT, maire, député de Bayonne.

LUCIEN LE BEUF, fondateur de la Société en 1873.

JULIEN VINSON, professeur de langues orientales à Paris, fondateur de la Société en 1873.

Membres du Bureau

MM.

X. , président.

DE MARIEN (de Hoym), vice-président.

A. GRIMARD, vice-président.

F. DUHOURCAU, secrétaire général.

X. , secrétaire archiviste.

H. SALANE, trésorier.

Membres Titulaires

MM.

1914 ANATOL, capitaine au long cours, 51, rue d'Espagne.

1913 ARCANGUES (d'), Nicolas, château de Miots, Villefranque.

1914 ARCANGUES (d'), marquis Pierre, château d'Arcangues, Arcangues.

1917 ARTÉON, Henri, bijoutier, 11, rue Gambetta.

1913 BADIE, employé de commerce, 24, rue Victor Hugo.

1915 BARON (commandant), Pessans, quartier Saint-Etienne.

1917 BARTHES, Léon, ancien inspecteur des Chemins de fer du Midi, Allées Paulmy.

1917 BARTHES, Louis (M^{me}), Allées Paulmy.

1917 BARTHES, Alice (M^{lle}), Allées Paulmy.

1917 BAUBY, Léopold, publiciste, Orthez.

- 1911 BÉGUET, Philippe, directeur du Crédit Lyonnais à Bayonne.
1917 BERGÈS, Georges, artiste peintre, 28, quai Galuperie.
1917 BERGEY, (l'abbé), D. M., aumônier militaire, 36^e Division
d'infanterie, S. P. 6.
1917 BLAISE, Charles, notaire, à Biarritz.
1912 BAZY (l'abbé), aumônier du Lycée, Bayonne.
1917 BODIQU, Louis, prote d'imprimerie.
1917 BOIS-VIEL (commandant), villa Molinié, Allées Marines.
1916 BONAND (de), villa Argizagita, Biarritz.
1893 BONNAT, Léon, membre de l'Institut, 42, rue Bassano, à
Paris.
1917 BROUSSAIN (Dr), maire d'Hasparren.
1917 BURDETT-MASON (Madame), château Larondouette.
1917 BURET (commandant), 24, rue Lormand.
1917 CAMET, J.-B., entrepreneur, 3, rue Pontriques.
1911 CANGUILHEM, capitaine en retraite, 23, rue Vieille-Boucherie.
1895 CANTÉRO, chirurgien dentiste, 1, rue Poissonnerie.
1912 CASEDEVANT, Edouard, 5, rue de la Monnaie.
1914 CASTELNAU D'ESSENAULT (de), marquis, château Bordas,
Sainte-Marie-de-Gosse.
1917 CASTILLA, Léon, 30, avenue Victor Hugo, Biarritz.
1917 CAZALIS, Joseph, architecte, 20, rue des Basques.
1917 CELHAY, J.-P., courtier maritime, 10, rue Vainsot.
1892 CÉVOZ, François, négociant, Allées Paulmy.
1879 CHEVILLION (Dr), 1, rue Jacques Laffitte.
1917 CHORIBIT, Joseph, avocat, 4, rue Lormand.
1911 COLAS, Louis, professeur au Lycée, 32, boulevard Alsace-
Lorraine.
1902 COMBES, agent d'assurances, 2, rue Vainsot.
1910 CROIZIER, (Marquis de), à Joanden, quartier Saint-Etienne.
1911 DARANATZ (Chanoine), secrétaire particulier de l'Evêché.
1917 DARRIEUX, Fernand, industriel, 3, rue du Trinquet.
1917 DARRIEUX, Henri, vice-consul de Russie, 3, rue du Trinquet.
1911 DARRIGRAND, Jean, avoué, 1, rue Jacques-Laffitte.
1912 DELAY (Dr), 17, rue Victor Hugo.
1912 DELMAS, André, avocat, 8, rue Jacques Laffitte.
1917 DELRIEU, percepteur honoraire, Saint-Jean-de-Luz.
1916 DERRÉCAGAIX (M^{me} la Générale), villa Lesquerdo, Anglet.
1902 DESCANDE, Armand, chalet Mireille, Biarritz.
1911 DESTANDAU, président du Tribunal Civil, Bayonne.
1911 DESTREMAU, directeur de la Société Générale, Bayonne.
1911 DÉTROYAT, Emile, agent d'assurances, 14, rue Thiers.
1913 DIESSE, Alexandre, château de Saint-Martin, Larressore.

- 1892 DOLHATS, négociant, quai de Mousserolles.
1893 DOURS, Louis, agent d'assurances, 3, place du Château Vieux.
1911 DUBARAT (Chanoine), archiprêtre de Saint-Martin, Pau.
1879 DUCAZAU, ingénieur civil, 1, rue Thiers.
1917 DUFAU DE MALUQUER (A. de), ancien magistrat, villa Fontana, Bizanos.
1912 DUHALDE (M^{lle}), 8, rue Port-Neuf.
1911 DUHOURCAU, François (capitaine), 1, rue Thiers.
1917 DUMONT, Georges, administrateur de la Croix-Rouge, Biarritz.
1894 DUMONTEL, banquier, 4, place de la Liberté.
1917 DUSSARP, Maurice, publiciste, 31, rue du Rocher, Paris.
1911 DUTOURNIER (D^r Adrien), 3, Place du Réduit.
1917 DUVERDIER, Albert, courtier maritime, 7, rue Thiers.
1911 DUVERDIER, Alfred, villa Biarnès, à Saint-Léon.
1897 DUVERDIER, Jules, villa La Bordasse, à Saint-Léon.
1917 DUVOT (Lieutenant-Colonel), villa Régis, quartier Saint-Léon.
1912 ELISSEIRY, Paul, négociant, rue Guilhamin.
1912 ETCHATS, conseiller d'Arrondissement, Beyrie.
1917 ETCHEBER (l'abbé), aumônier militaire du 49^e d'infanterie, S. P. n^o 6.
1917 FEUILLET (commandant), R. Octave, château de la Roque, à Ondres (Landes).
1911 FOLTZER, imprimeur, 9, rue Jacques Laffitte.
1917 FORGEOT (capitaine), Auguste-Jules, château Mirambeau Anglet.
1914 FORT Ernest, inspecteur de la bibliothèque municipale.
1917 FOURCADE, Joseph, villa Lauga, quartier Saint-Léon.
1917 FOURGASSIÉ, Georges, 25, quai Claude Bernard, Lyon.
1908 FOY (M^{me} Ed.), villa Grand'Vigne, Bayonne.
1912 FROIS, André, banquier, 9, rue Thiers.
1885 GABARRA (l'abbé), curé de Capbreton.
1900 GARAT, Joseph, maire, député de Bayonne.
1902 GARAY (l'abbé), curé de Saint-Charles, Biarritz.
1911 GARCIA MANSILLA, consul de la République Argentine, château d'Amade.
1917 GARCIA DE YSLA, J.-M., 10, rue Vainsot.
1917 GARRELON H., procureur de la République, Orthez.
1885 GENTINNE, Jules, boulanger, 23, rue Port-Neuf.
1914 GEORGES (M^{me}), Lahonce.
1914 GEORGES, directeur honoraire de la Banque de France, Lahonce.

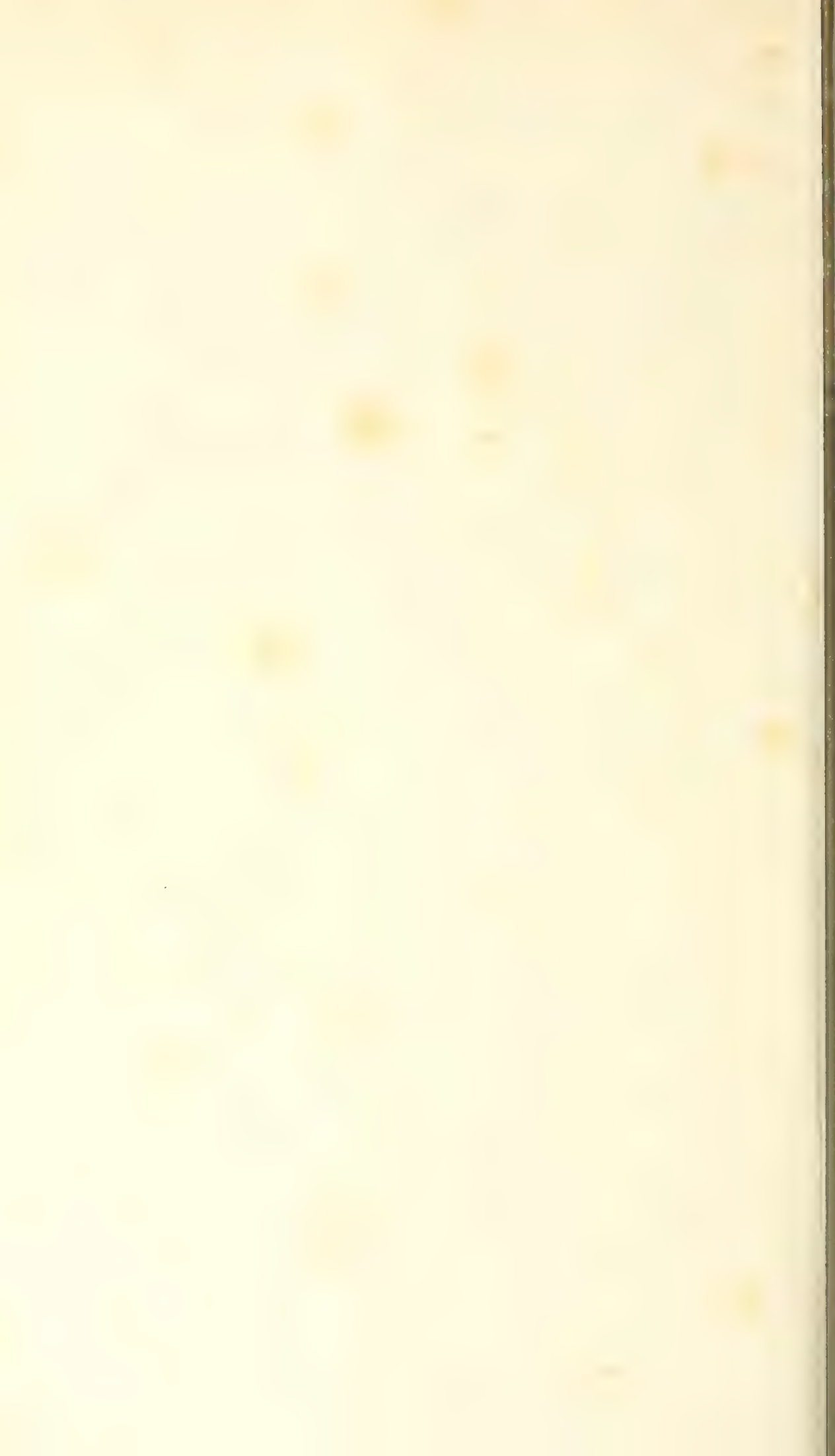
- 1917 GILLET (M^{me} Edouard), 201, rue Lecourbe, Paris.
1902 GOALARD, pilote major de la Barre.
1917 GODINET, Marie-Carolus, receveur principal des douanes, 2, rue Frédéric Bastiat.
1911 GOMBAULT, inspecteur principal des douanes à Epinal.
1917 GOMEZ, Benjamin, architecte, 25, boulevard Alsace-Lorraine.
1886 GOMMÈS, Armand, banquier, 9, rue Thiers.
1917 GRANDRY (M^{me} René de), château Gaillat, Saint-Léon.,
1911 GRIMARD, André, contrôleur des douanes, 34, rue des Basques.
1893 GUICHENNÉ, Léon, avocat, député, 26, rue Thiers.
1911 HÉRELIE, professeur honoraire de l'Université, 23, rue Vieille Boucherie.
1917 HERRAULT, Jules-Auguste, villa La Feuillée, Beyris.
1917 HEULZ (D^r), villa Lesterlccq, Anglet.
1889 HIRIART (Pierre de), château de Saubis, Tarnos.
1917 JAULERRY, Joseph, 5, avenue Victor Hugo, Biarritz.
1917 JAULERRY (M^{lle}), Biarritz.
1917 JAURGAIN (Jean de), villa Derrey, Caboure.
1917 JÉROME, Henri, libraire, 2, place du Réduit.
1912 JUNCAR, Maurice, tapissier, 41, rue Port Neuf.
1917 KRAJEWSKI, Marcel, artiste peintre, 14, rue Thiers.
1917 LABASTIE, Henri, 2, place du Réduit.
1916 LABORDE-NOGUEZ (de), château de Haïtze, Ustaritz.
1917 LABROUCHE, Joachim, avocat, 3, place du Réduit.
1917 LABROUCHE (M^{me} Maurice), château de Castillon, Tarnos.
1917 LABROUCHE, Maurice, château de Castillon, Tarnos.
1910 LABROUCHE, Paul, Lahubiague, Saint-Léon.
1902 LACOMBE, Alfred, adjoint au maire, 7, rue de la Monnaie.
1911 LAFONT, Pierre, banquier, 4, place de la Liberté.
1913 LAGROLET, Charles, ingénieur, 3, Allées Boufflers.
1917 LAGROLET, Eugène, négociant, 3, Allées Boufflers.
1912 LAMBLIN (l'abbé), aumônier des Forges de l'Adour.
1914 LANDOUSSY (l'abbé), professeur de langues vivantes, place Notre-Dame.
1892 LARRIBIÈRE, Nicolas, négociant, 23, rue Bourg-Neuf.
1915 LARRIEU, Amédée, rédacteur en chef du *Courrier de Bayonne*.
1911 LARRIEU, Jean, entrepreneur de zinguerie, 22, rue Panneau.
1917 LASSERRE, Albert, négociant, 5, Allées Boufflers.
1913 LASSERRE (chanoine), secrétaire général de l'Evêché.
1912 LASSERRE (D^r Georges), 3, place du Réduit.

- 1913 LASTRADE, Henri, entrepreneur de peinture, 17, rue de Luc.
1902 LAXAGUE, Isidore, avocat, 30, rue de la Salie.
1911 LAXAGUE, Jean, avocat, Villa Pia.
1873 LE BEUF, Lucien, 4, place de la Liberté.
1912 LEFÈVRE-PAUL, avocat, villa Saint-Pé, quartier Saint-Léon,
1915 LÉON-DUFOUR, Eugène, à Saint-Sever.
1915 LE ROY, Pierre, directeur de l'Agence Worms, 11, rue
Jacques Laffitte.
1917 LESCA, Jacques-Hippolyte, 84, boulevard de Courcelles,
Paris.
1903 LÉVY, Maurice, bibliothécaire de la Sorbonne, 5, rue de la
Santé, Paris.
1911 LÉZIS, pharmacien, 5, rue Pannecau.
1913 LICHTENBERGER, André, 201, boulevard Péreire, Paris.
1878 LOUIS, Pierre, architecte, rue Peyroloubil, Biarritz.
1917 MAGNIN, Charles, directeur des Forges de l'Adour, Boucau.
1912 MARIEN (de Hoym de), commandant, 11, rue Jacques Laf-
fite.
1917 MARTIN, Maurice, villa Félix, Bayonne.
1911 MARTY, procureur de la République, 28, rue Lormand.
1917 MENDY, Pierre, 1, rue Thiers.
1910 MONCOQ, Lieutenant-Colonel, Saint-Pierre d'Irube.
1912 MOYNAC (Dr), 42, rue des Basques.
1913 NOGARET, inspecteur des chemins de fer du Midi, 2, Allées
Boufflers.
1912 ORILLARD, architecte, 9, rue de la Monnaie.
1911 PENNES, Henri, vétérinaire, place de l'Arsenal,
1913 PERSONNAZ, André, avoué, place du Réduit.
1917 PERSONNAZ, Antonin, Beyris, route de Biarritz.
1917 PORTALIS (commandant baron), avenue Serrano, Biarritz.
1912 POYDENOT, Raymond, président du Tribunal de Commerce.
1917 PUYAN, Ferdinand, président de la Croix-Rouge, à Dax.
1913 ROCH (commandant), villa Boudigau, quartier Saint-Léon.
1912 ROHMER, Régis, archiviste de la Lozère, à Mende.
1911 ROQUEBERT, Pierre, 2, rue Port-de-Castets.
1917 ROSNY, J.-H., jeune, de l'Académie Goncourt, Soorts-Hos-
segor, (Landes).
1917 ROTH, Gaston, 2, rue Jacques Laffitte.
1912 ROUSTAN (Colonel), villa Meryem, Ciboure.
1917 SABARROS, G., consul du Pérou, 10, rue Thiers.
1912 SAINT-LOUVENT (Formey de), directeur honoraire de la Ban-
que de France, 3, Allées Boufflers.
1912 SAINT-PÉ, Louis, négociant, 2, place des Victoires.

- 1892 SALANE, Henri, relieur, 21, rue de Luc.
1894 SALZEDO, Aaron, consul, rue Bergeret.
1917 SARRADE, Joseph, 1, rue Thiers.
1911 SENS, Louis, 8, rue Jacques Laffitte.
1893 SERVAL, inspecteur des douanes en retraite, 23, rue Thiers.
1892 SODES E., graveur, 11, rue Port-de-Castets.
1913 SOULANGE-BODIN, ministre plénipotentiaire, Le Bosquet
Arcangues.
1911 TESSIER (Dr), villa Ketty, rue Gambetta, Biarritz.
1917 THOMASSET, G., caissier de la Caisse d'Epargne, 5, rue de
la Monnaie.
1912 VÉQUY (de), entrepreneur de peinture, 3, rue de l'Ecole.
1873 VINSON, Julien, professeur de langues orientales, 86, rue
l'Université, Paris.
1917 VOULGRE (Dr), villa Toki-Ona, quartier Saint-Léon .
1895 WEILLER, avoué, 28, rue Lormand.
1917 YBARNEGARAY, Jean, député, Uhart-Cize.

Abonnés

Bibliothèque Municipale de Pau.
Cercle Militaire de Bayonne.
Chambre de Commerce de Bayonne (2 ab.)
Librairie Nilsson (Ancienne), à Paris, (2 ab.)



SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES
& ARTS DE BAYONNE

BVLLETIN TRIMESTRIEL

NUMÉROS 1, 2, 3 & 4

:: ANNÉE M.CM.XVIII ::



BAYONNE

IMPRIMERIE A FOLTZER

9, RUE JACQUES-LAFFITTE

—
M.CM.XVIII

SOMMAIRE

	PAGES
<i>La Guerre et la région bayonnaise : Soldats héroïques des régiments de Bayonne</i> , par M. le Capitaine FRANÇOIS DUHOURCAU.....	5
<i>Les Farces charitatives basques</i> , par M. GEORGES HÉRELLE, Membre du Comité des Travaux Historiques.....	31
<i>Sonnets</i> , par M. MAURICE MARTIN.....	117
<i>Le Blocus de Bayonne en 1814</i> (suite), par M. CHARLES JUNCAR.....	118

A paraître dans les prochains numéros :

LES BAILLIS DE LABOURD. — LES BARONNIES DE LABOURD, par M. Jean de Jaurgain, Membre correspondant de l'Académie d'Histoire de Madrid. — LES ARMOIRIES VÉRITABLES DE BAYONNE, par M. André Grimard. — LE PAYS DE LABOURD A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE (suite), par M. Maurice Dussarp. — SOLDATS HÉROÏQUES DES RÉGIMENTS DE BAYONNE, par M. le Capitaine François Duhourcau.

SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES & ARTS
DE BAYONNE



SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES
& ARTS DE BAYONNE

BVLLETIN TRIMESTRIEL

NUMÉROS 1, 2, 3 & 4

:: ANNÉE M.CM.XVIII ::

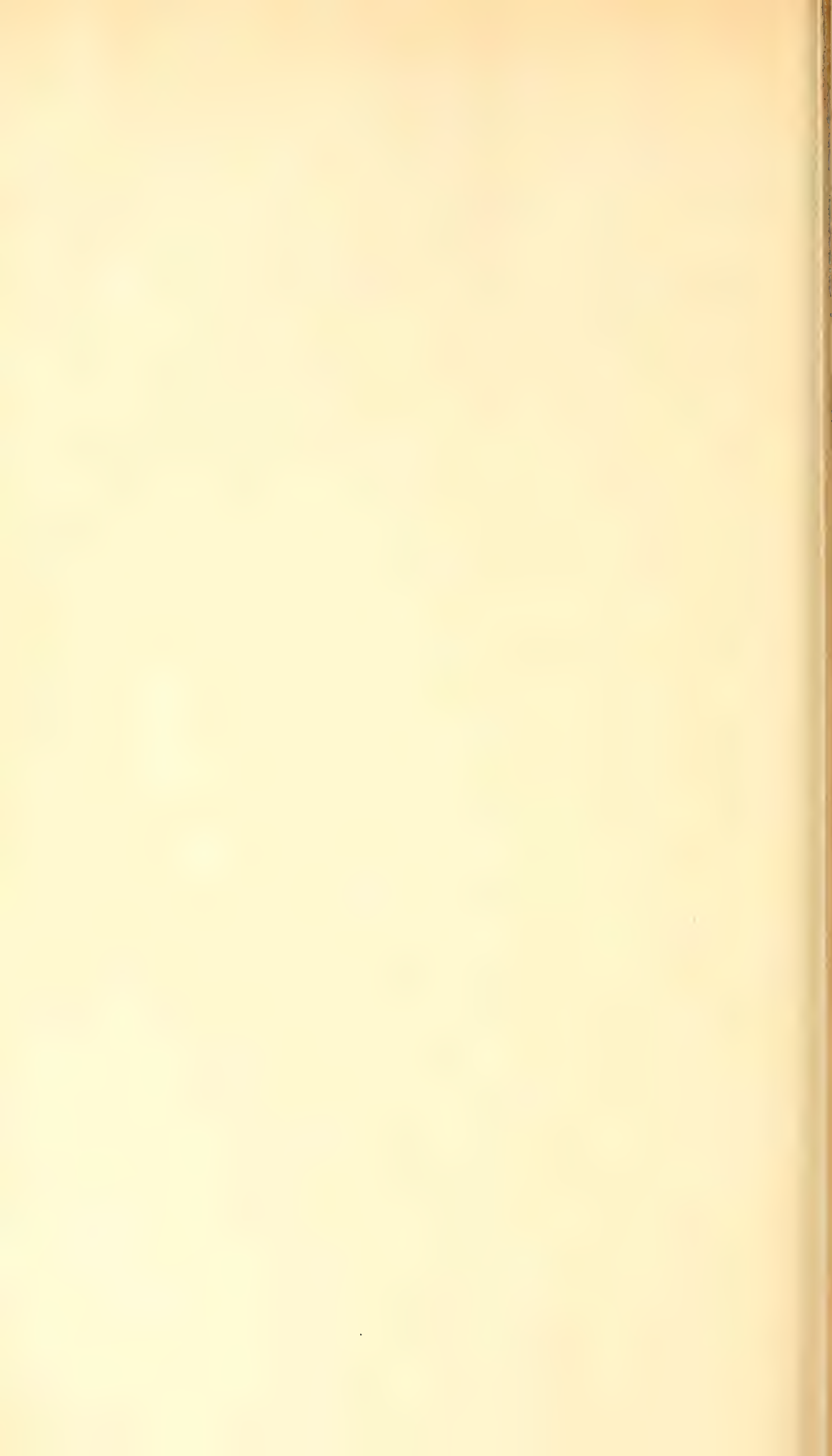


BAYONNE

IMPRIMERIE A. FOLTZER

9. RUE JACQUES-I AFFITTE

M.CM.XVIII



La Guerre et la région bayonnaise

Soldats héroïques des régiments de Bayonne

Le lieutenant Roger Le Barillier (1)

Parmi les douleurs infinies de la guerre, il en est une qui me paraît insupportable : l'anéantissement des héros. Des Français, la fleur de l'humanité, meurent par milliers, dont sera toujours ignorée la fin valeureuse, je veux dire les sentiments sublimes qui les animèrent à leurs derniers moments. Les uns, parce qu'ils seront tombés sans compagnons dans ce tragique terrain, entre les lignes, où il n'y a personne, sinon des agonisants et des morts, les autres — tels la plupart de nos magnifiques paysans — parce qu'ils seront restés jusqu'au bout de grands silencieux. Que d'âme perdue en même temps que le beau sang de la race ! Il semble qu'un injuste destin nous vole la plus douce consolation et la plus sûre des forces morales.

Aussi, est-ce un grave plaisir que de pouvoir retrouver, dans les témoignages de leurs frères d'armes ou dans les billets qu'ils ont écrits entre les combats, l'esprit qui a soutenu, au milieu des fatigues, de la misère, des périls et jusque dans la mort, les plus vaillants de nos compatriotes ou de nos amis. Parmi ces morts qui ont vaincu le néant et nous parlent encore en est-il qui fassent entendre voix aussi émouvante et proposent aussi haut exemple que le lieutenant Roger le Barillier ? Je l'ai connu et j'ai fait causer sur lui ses camarades. Enfin, sa famille a bien voulu, sur ma demande, me communiquer ses lettres. Tout ce qu'ainsi

(1) Séance du 1^{er} juillet 1918.

j'ai su m'a émerveillé. Des héros comme ce jeune homme honorent leur foyer et leur régiment, et leur pays aussi. Ils rendent sensible le degré de charme et de vertu que peut atteindre le type français; ils attestent la valeur de notre civilisation gallo-latine et catholique; ils consacrent les droits de leur patrie à la vie, à la puissance et à la primauté.

Il avait une physionomie malicieuse et gentille que j'aimais. Les émotions et les épreuves de la guerre, en aggravant son regard, avaient achevé de donner à son visage une prenante expression. Il était modeste, timide même; certains le disaient sauvage : il n'avait que la pudeur de révéler ses sentiments. Un peu à l'écart du tourbillon bruyant du monde, il cultivait son jardin. Il arriva à masquer son cœur, même à ses amis, sous de l'ironie et de la blague. La sensibilité vive et profonde qu'il préservait de l'indiscrétion jaillit dans ses lettres, comme dans les actes et les propos de sa vie de guerre.

C'est d'abord pour les siens que son cœur bat : il aime les associer à sa pénible tâche. C'est eux, c'est la chère maison qu'il défend contre le Barbare. Quand il a un moment pour rêver, c'est vers le logis de son enfance et de sa jeunesse que sa pensée s'échappe. Entend-il le canon gronder dans le secteur voisin du sien où il sait que se trouve son père, il s'inquiète, tremble et ne se calme que le silence rétabli. Il n'a pas de plus constant souci que de prouver à sa mère qu'ils ne sont pas si éloignés l'un de l'autre. Il précise les liens spirituels qui les unissent. Les mères combattent avec leurs enfants; elles contribuent à la victoire par leur patience et leur ténacité. Puis, n'est-on pas rassemblé dans la même pensée du devoir à accomplir et dans la même foi religieuse? Rien ne rapproche comme la prière. « Les soirs de ces jours d'enfer — écrit-il en rappelant les durs combats — je pensais en me retrouvant encore vivant : *on devait bien prier pour moi, là-bas !* »

Son « là-bas », c'est aussi le village et les horizons du pays auxquels il doit une douce image de l'univers. Il est

heureux de retrouver sur les plateaux de l'Aisne des aspects qui lui rappellent la campagne basque. Le paysage veut ainsi — dit-il, « se faire davantage aimer de ceux qui le défendent ». Il aime parler d'Anglet avec ses camarades de section, dans sa cagna qu'il a appelée *lou Mailloun* « nom énigmatique pour plusieurs, mais qui contient pour nous tant de lointain si cher ».

Et ces soldats, ces « pays » avec lesquels il vit, comme il les aime et prend soin d'eux ! Au cours du long voyage vers la frontière, on le voit, jeune sergent, appliqué à leur fournir de belles raisons de faire la guerre : il leur montre les beautés de la France. Quand il sera officier, il choisira son abri au milieu d'eux, sans se soucier que ce soit le meilleur. « Aux tranchées, je ne veux pas être mieux logé qu'eux ; je ne dois pas être plus à l'abri qu'eux ».

S'il surveille avec zèle les travaux de son secteur, c'est surtout parce qu'ils « servent à protéger les hommes ». Je sais qu'il donnait beaucoup de son argent pour instituer dans sa compagnie des prix de tir, de lancement de grenades, etc... Et je me doute qu'il dut secourir maintes fois ceux de ses poilus qui étaient dans la gêne. Mais, écoutez ce beau cri d'amitié. Le médecin l'oblige à rester au cantonnement tandis que ses hommes montent aux tranchées. Il les voit partir avec chagrin. « Heureusement que c'est calme ! — écrit-il. Je leur ai recommandé de revenir tous, mais combien peut-être en manquera-t-il au retour ? et ceux-là, je ne les aurai pas vus tomber, et les blessés je ne les aurai pas soignés ! » Ah ! le jeune et gentil chef ! Sa nature était « pleine du lait de la tendresse humaine ». Il n'aimait pas dire les horreurs du champ de bataille. Un jour cependant, il me confia ceci : « Le plus affreux de mes souvenirs, c'est la plainte des blessés écroulés dans le boyau de la Gaillette que, la nuit, montant en ligne on piétinait, écrasait et enterrait peu à peu. Cette plainte, je l'entendrai toujours ». Plus que ses souffrances ou ses dangers, c'est le martyre des autres qui l'avait impressionné. Il était dans son commandement ferme et cordial. Ils savaient qu'un officier ne pos-

sède une autorité complète que s'il a conquis le cœur de ses hommes. Ce sont des chefs comme il était qui assurent dans une aussi longue épreuve la solidité de la troupe et le salut de la France.

La France, c'était sa grande passion.

Le 8 août 1914, il ose écrire aux siens : « Je songe à vous que j'aime tant et à tout ce que j'aime et que j'abandonne de grand cœur pour notre belle patrie ».

La France, il l'appelle « une terre promise d'autant plus désirable que nous la connaissons ». Il l'aime dans sa beauté physique, « un paysage, un coucher de soleil, un bel orage ». Combien il dut souffrir de voir les coups de l'ennemi défigurer nos délicates campagnes françaises ! Mais sa prédilection va, semble-t-il, aux œuvres d'art, aux monuments, à tous les grands souvenirs qui spiritualisent le visage de sa patrie : les châteaux de la Loire, les musées de Paris, Notre-Dame où je le vois rêvant et priant dans le transept, sous la bénédiction de lumière qui descend des belles roses, Saint-Etienne-du-Mont, bijou de notre Renaissance, reliquaire ciselé qui, entre le Panthéon et la Sorbonne, garde les cendres de Sainte Geneviève, de Pascal et de Racine. Voilà qui enchantait un patriote et un lettré comme lui. Il analyse la fureur qu'il apporta à la bataille de la Marne : c'était pour vaincre le Boche assurément, mais beaucoup pour sauver Paris. Cette ville exquise, unique, il ne craint pas de la chérir jusque dans ses chiffons et futilités : il est un peu parisien comme tout Français raffiné. Il se soucie « de la forme de la dernière robe, du sujet de la dernière pièce » ; il se réjouit du « petit air militaire, bien français qu'ont arboré si crânement les femmes et de savoir que nos artistes, nos écrivains ont toujours du talent et de l'esprit et combattent à leur façon, fort joliment ma foi ! contre l'ennemi brutal et sot ! »

Dans ces dernières lignes il révèle ce qui constitue pour lui le charme sans pareil de nos traditions nationales : la noblesse et la grâce du langage de France. Il a laissé des essais littéraires. Je ne les connais pas. Sont-ils perdus ? En

tout cas, nous avons ses lettres. Elles sont d'un style alerte, chantant et qui monte haut, sans en avoir l'air, comme l'alouette. Ce style, c'est son âme même. Quand il était dans sa cagna, me disent ses camarades, on était sûr qu'il lisait. Il cite dans ses billets Montaigne, La Fontaine, Richepin, de Bornier, Verlaine... Qui saura dire quels compagnons furent les livres durant l'ennui de la vie des tranchées? A combien de combattants ont-ils permis l'oubli de leur misère? Je sais un sous-lieutenant du 49^e que son chef vit lisant Musset sous un dur bombardement. Il devait être tué quelques jours après. Peut-être cet héroïque garçon se hâtait-il, avant de disparaître dans sa fraîche jeunesse, de prendre l'idée des plus forts enchantements de la vie. Roger Le Barillier certes ne devait pas négliger Musset; mais son écrivain préféré était Angellier, le plus noble de nos élégiaques et le plus mâle de nos poètes civiques contemporains. Ainsi, appelait-il à lui les purs sentiments et les grandes pensées pour s'encourager au sacrifice. Il voulait avoir l'âme remplie de la plus belle France. Quand il s'abat pour mourir sur le sol du pays qu'il a reconquis, ne le voyez-vous pas serrant sur son cœur l'image de sa patrie, pareil à ce jeune martyr chrétien qui, de toute sa force défaillante, refermait les bras sur l'hostie précieuse qu'il portait? Il ne voulait penser qu'à la France; jamais à lui-même. Visitant avec son père l'église de Maizy, il remarquait des demandes que les soldats avaient crayonnées sur la muraille, près de l'autel de la Vierge : *protégez-moi, sauvez-moi*. « Tous ces braves gens — disait-il — implorent le ciel pour eux, et je ne les en blâme pas. Mais aucun ne songe à demander : *protégez la France, sauvez la France!* »

Sa sensibilité n'est pas toujours aussi grave. La caractéristique de sa nature, c'est d'harmoniser toutes les nuances. Il a pour sa mère des gentilleses d'enfant. Il sait trouver du gui pour le lui envoyer, à la Noël, puisque c'est « un porte-bonheur ». Le 1^{er} Mai, il songe aux rues de Paris fleuries de muguet. Du muguet, au front, il n'y en a pas. Mais il trouve

des pensées sauvages qui ont poussé sur le talus de sa tranchée et les envoie à sa mère. « Elles sont toutes petites — écrit-il — et semblent avoir eu peur de se montrer sous les balles ». Nulle sensiblerie, d'ailleurs. Il est tonique et n'aime pas la langueur ni le gémissement romantiques. Il allait toujours à la raison et au courage. Se plaignait-on devant lui de ce que les permissions fussent courtes, il répliquait : « C'est très bien ainsi. On n'a pas le temps de se rattacher trop à ce qu'on doit laisser ». Il est souvent même plein d'humour. Il blague — oh ! légèrement ! — il s'amuse, ironise sur les embusqués, sur le service de santé, parfois sur lui-même. Il ne craint pas les jeux de mots et reconnaît que ce sont des à-peu-près réclamant l'indulgence. Je retiens ces deux-ci ; l'un teinté de mélancolie : « j'ai si souvent joué à la guerre que la guerre se jouera peut-être de moi » et cet autre, tout trempé de sentiment : « la grande chaîne des tranchées... qu'on appelle justement le front, puisque c'est là qu'on pense le plus à la France ». Son idée maîtresse, on le voit, ne le quitte jamais.

Sa sensibilité ne l'empêche pas non plus d'être lucide. Il se rend compte de tout le tragique de cette guerre et des difficultés de la victoire : le triomphe de nos armes ne sera qu'au terme d'un long et sanglant effort. Il ne supportait pas qu'on fit de trop faciles galéjades sur l'ennemi. On l'entendait calmer les plaisantins : « Ah ! les Boches — prononçait-il avec un sourire un peu triste — ils font bien la guerre... malheureusement pour nous ».

Aussi, il ne doutait pas qu'un combattant comme lui ne dût en venir, pour arracher la victoire, jusqu'à donner sa vie. Officier d'infanterie et décidé à demeurer jusqu'au bout avec ses compagnons d'arme, il se savait de la phalange des sacrifiés. Quel regard, quand on lui disait « au revoir » à la fin de chacune de ses permissions ! Avec quel air souriant et mélancolique il interrompait, quand on lui parlait d'avenir ! « Avant tout cela, il faudra traverser le plateau de Vauclerc ». Nous ne saisissons trop souvent de la guerre que le tragique extérieur : les plus sombres drames mais aussi les

plus beaux se passent, j'en suis sûr, dans le cœur des fantassins. C'est là que se livre la bataille et qu'elle se gagne. Il avait le goût passionné de la vie, laquelle pour lui promettait d'être si douce. Un beau soir de septembre 1915, je le rencontrais sur la jetée déserte de Biarritz. C'était, je crois, sa première permission. Il venait de retrouver l'amitié de sa maison et du pays natal : on devinait le chagrin qu'il ressentirait à les quitter bientôt. Le crépuscule violaçait le déferlement des lames sur la plage ; la première étoile frémissait dans un ciel délicieux. Après avoir capté dans son regard la beauté de l'heure et des choses, il me dit — avec quel nostalgique accent, il m'en souvient — « Ah ! comme je voudrais revenir ! » Il n'en écrit pas moins : « la mort n'est rien... » Dans ses lettres, cette pensée de la mort revient souvent, mais, quand il la formule, il n'appuie pas, en garçon bien élevé, pour ne point paraître poser à l'intéressant. Et c'est aussi pour ne pas désoler sa famille où ses amis. On dirait qu'il tient seulement à rappeler la réalité possible à ceux qui l'aiment, pour que leur douleur ne s'accroisse pas de surprise, le jour fatal arrivé. Ainsi, il dit à une amie d'enfance : « à la fin de la guerre... ou de moi », et il passe. A sa mère il écrira discrètement : « Quoi qu'il arrive, tout sera pour le mieux, et aucun nuage ne devra ternir pour vous la belle victoire, n'est-ce pas, maman ? »

Ce sacrifice de sa vie il l'accepte avec allégresse et simplicité. Parfois même, il l'appelle. Un mouvement d'amour le hausse jusqu'au sublime. « Notre cause — écrit-il à sa mère — est si belle, si pure, si noble que souffrir pour elle est une joie ». Se rendant à l'attaque où il devait succomber, il cause avec l'aumônier du régiment auquel il vient de se confesser. C'est de sa mort qu'il l'entretient. « Si je meurs en plein assaut et voyant fuir les Boches — lui dit-il — il ne faudra pas me plaindre : j'aurai eu la mort que je rêvais ». Dieu l'exauça le jour même. Toutefois, Roger Le Barillier avait souhaité de peiner pour la France jusqu'à la fin de la campagne. Dans une de ses lettres, en une pensée magnanime, il s'oppose au sentiment commun qui plaint surtout

ceux-là qui tomberont dans les derniers combats. « Ce doit être terrible de sentir qu'on s'en va sans avoir fini son devoir. Heureux celui qui mourra à la fin de la dernière bataille, dans la dernière victoire, sachant que c'est terminé et que son rôle est joué complètement ».

Son âme devait monter plus haut encore.

« La mort sur le champ de bataille — avait-il écrit — est trop belle pour être triste » — et il ajoutait « mais nous seuls qui sommes ici le comprenons tout-à-fait. Aussi veut-il le faire comprendre à sa mère dans une lettre où il dépasse, selon moi, tout le sublime imaginable. Je ne sais rien dans notre histoire ou notre littérature qui soit plus noble et plus touchant. Ici un pur héroïsme se transfigure en sainteté. Cette lettre où il supplie que l'on demande que la vie de la France soit sauvée et non la sienne est à écrire, en marge de l'Évangile, à la page où le Christ nous est montré enseignant à ses apôtres la manière de prier. Il faut la citer tout entière.

« 28 mars 1915.

« Ma chère maman,

« Je reçois vos cartes de Lourdes ; merci de vos bonnes prières, mais permettez-moi un petit reproche, oh ! un tout petit, car certainement vous ne le méritez pas autant que vous le paraissez.

« Vous demandez toujours à Dieu mon retour ; merci encore, car j'aime bien la vie avec tout ce qu'elle me donnera de joies familiales et autres, si je reviens ; mais avouons que mon retour est d'une bien mince importance.

« La victoire d'où jaillira la renaissance de notre France est autrement désirable, et aussi la fin rapide de cette atroce guerre pour mettre un terme aux souffrances du pays et à ses lourds sacrifices. Voilà qui est bien plus à souhaiter que le retour de tel ou tel soldat, fût-il le plus brave.

« Et si vous voulez vous unir complètement à mes prières — à ma façon de prier — vous demanderez pour moi (et vous verrez que je suis bien exigeant), vous demanderez

que ma mort, si elle est nécessaire à notre belle cause, me serve d'expiation pour mes fautes passées.

« C'est à ces intentions et aux vôtres, que je communierai le jour du Jeudi-Saint ; je crois qu'ainsi je remplirai mon double devoir de soldat et de chrétien ».

Cette mort est venue le prendre en plein triomphe, le 5 mai 1917, vers 9 heures 15, tandis qu'avec les soldats du 18^e corps il arrachait aux fantassins de la garde allemande le plateau de Vauclerc. Je tiens de son capitaine adjudant-major les détails de sa fin. En tête de la deuxième vague d'assaut il venait de franchir, au pas de course, la deuxième ligne de tranchées ennemies. Un officier boche, sortant alors d'un des abris, l'aperçoit et, à quelques pas de distance, lui tire une balle de revolver qui traverse la région du cœur. Roger Le Barillier tombe ; un de ses agents de liaison qui courait avec lui s'arrête, s'approche, tandis que la vague des nettoyeurs derrière eux venge la mort du chef en tuant son meurtrier. « Ne t'occupe pas de moi — a la force de dire à son soldat l'héroïque officier — je suis perdu. Rejoins tes camarades. Je vois que l'affaire va très bien. Je meurs content ». Une seconde version, transmise par l'aumônier du régiment, ajoute à celle-ci que Roger Le Barillier eut le temps de donner une pensée à Dieu, à la France et à sa famille qui furent son triple amour. La mort, en consacrant son rêve, a couronné magnifiquement sa vie.

La nuit venue, son corps fut relevé, mis en bière, porté à l'arrière ; ses hommes tenaient à lui rendre les derniers devoirs. Le 9 mai, à Maizy, il était inhumé avec les honneurs militaires, accompagné par tous les officiers du régiment, tous les soldats de sa compagnie, au milieu d'un chagrin unanime. Son chef de corps, le colonel de France, exprima devant sa tombe le sentiment général. Roger Le Barillier gît près de cette église où il s'était étonné, un jour, que chacun priât pour soi au lieu de prier pour la France. A défaut du champ de bataille où il aurait voulu son testament

nous le dit — qu'on laissât son cadavre, il n'est pas de lieu plus digne de le garder momentanément.

Aujourd'hui, la terre qu'il avait reconquise et celle où il repose sont aux mains des Allemands. Je suis sûr que son âme n'en gémit pas. Il maintient la France au milieu des ennemis. Il sait que son esprit d'abnégation et sa volonté de vaincre animent ses compagnons d'armes survivants, toute l'armée et, derrière eux, tout le pays. Qu'importe le reflux de la bataille ! La France repassera sur son corps. Quand le repos définitif sera permis, même aux morts, il le prendra dans une patrie délivrée et triomphante. Je crois l'entendre qui jette à ses parents, à ses amis la fière pensée de foi et d'espérance qu'il exprimait, au départ pour la guerre, et qu'il faudra graver, un jour, sur la dalle de son tombeau : « La mort n'existe pas pour les vainqueurs ; les martyrs vivront éternellement, comme notre belle France victorieuse ».

Capitaine François DUHOURCAU
du 49^e Régiment d'Infanterie.

Monsieur le Commandant et Madame Albert Le Barillier nous autorisent à donner aux membres de la Société ce florilège des lettres de leur fils. Qu'ils en soient ici remerciés, au nom de tous les lecteurs de ce bulletin auxquels les admirables pages suivantes vaudront la plus féconde émotion.

Cne F. D.

8 Août 1914.

A sa Mère.

Chère petite maman aimée,

Je vous écris du train après plus de 24 heures d'un voyage excellent; ce voyage dont je craignais l'ennui s'est passé très gaie-ment; les hommes plaisantent, chantent, mangent et dorment, et je songe à vous que j'aime tant, à papa, à Renée, et à tout ce que j'aime et que j'abandonne de grand cœur pour notre belle patrie.

Car elle est splendide cette noble France que nous avons retrouvée battant d'un cœur égal pendant tout le trajet. Partout, ce sont des saluts enthousiasmés, des chants, des victuailles, des fleurs que l'on nous apporte. Des fleurs ! déjà !.....

.....
La mort n'existe pas pour les vainqueurs, les martyrs vivront éternellement comme notre belle France victorieuse.

.....
Il n'y a plus dans tous ces pays que des femmes, des enfants, et des vieillards. Les femmes viennent aux arrêts nous offrir des « fleurs, des fruits et... des branches; » de certaines ce sont même des baisers, et pour rien, pour un compliment, pour un merci, ou simplement parce qu'on est jeune, et qu'on va se battre avec... un sourire.

Tout cela est très xviii^e siècle; en allant piétiner le sang on devient talon rouge...

Les hommes de mon compartiment ont été émerveillés de la Touraine, et des quelques châteaux de la Loire que je connaissais et que je leur ai fait remarquer.

.....
Quels seront les noms en Ich et en dorf qui seront inscrits à notre drapeau déjà si glorieux?...

.....

Vous connaissez peut-être déjà les détails de notre départ de Bayonne. Ce fut très beau et encourageant.....

Maman, ne craignez rien, ces hommes qui partent ainsi, dans un train pavoisé et sans cesse refléuri ne peuvent aller qu'à la victoire, — nous l'aurons.

P. S. — Dimanche 9. — Le voyage se termine, l'enthousiasme n'est pas fatigué, c'est splendide.

24 Septembre 1914.

A sa Mère.

Chère maman chérie,

Je profite d'un instant de repos pour vous écrire plus longuement que de coutume.

Depuis quelque temps nous n'avons guère de loisirs; ça barde terriblement, mais ça va bien. C'est l'essentiel, on leur flanque une pile, c'est dur. Nous nous sommes battus 6 jours sans interruption, repos le septième; combats terribles qui nous font dépasser nos records pourtant si attristants de Belgique et de nos batailles du début de ce mois; c'est horrible et splendide à la fois.

Après cette journée de repos nous avons recommencé pendant cinq jours, puis un autre régiment nous a relevés, et pour cause, nous ne sommes plus très nombreux.

Quant à moi, je vais bien, je me l'explique par vos prières sans cesse renouvelées, merci...

S'il nous est donné de raconter un jour, nous ne dirons pas tout, et pourtant on croira encore que nous exagérons.

Le moral, quand même, est toujours excellent, on reste très chic, on cueille volontiers une fleur entre deux charges à la baïonnette, on savoure des confitures sous les obus...

Tout cela me plaît infiniment.

Je vous embrasse, chère petite maman, longuement, tendrement, de tout mon cœur que je sens s'attendrir quand je pense trop au là-bas que j'aime; ce cœur qui redevient ensuite si dur quand, hélas! il le faut.

28 Septembre 1914.

A sa Mère

Ma chère maman,

Victoire! après dix jours de combats acharnés on les a chassés du formidable point d'appui qu'ils occupaient. Cela nous a coûté bien du monde, les compagnies de mon pauvre régiment ont bien souffert; hélas! que de camarades et d'amis perdus!

Je suis encore sain et sauf grâce à de multiples miracles.

Quel carnage, quel massacre, quel tumulte allant crescendo !

On croyait descendre chaque jour dans un cercle plus profond de l'enfer dantesque ; et dans cette fournaise, que de recoins emplis d'héroïsme, que d'actions sublimes ! chaque homme, du chef au plus simple troupier, a eu — ne serait-ce qu'un instant, — le cœur d'un héros, et cela très simplement, sans même qu'il s'en soit douté, le sourire parfois ou un lazzi aux lèvres ; je suis émerveillé, c'est sublime.

.....
Pour le moment, je suis suffisamment couvert, mais le froid va bientôt venir. Il faut se préparer comme si on devait vivre dans un mois, c'est drôle.

4 Octobre 1914.

A sa Mère

... Je suis habitué à cette nouvelle vie. On va au combat, comme on allait à l'exercice ; cela devient tout naturel.

24 Octobre 1914

A sa Mère.

... L'artillerie lourde nous massacre ; j'ai échappé encore par miracle. Pauvres camarades ! Priez, priez ; je prie moi-même ; je me suis confessé ; je suis prêt ; vive la France !

3 Octobre 1914.

A Mademoiselle X.

(Lettre écrite au crayon).

Ta gentille lettre reçue ce matin mérite une réponse ; je veux être davantage poli mes derniers jours, pour laisser à mes amis un bon souvenir de moi.

D'ailleurs, attarder ma réponse serait bien risquer ; car nous ne lâchons pas le contact, et nous nous battons presque constamment.

Nous préparons pour ce soir un combat de nuit, un de ces jolis combats où triomphe notre fine baïonnette, et je songe aux vers de Bornier.

Maudit soit le premier soldat qui fut archer.

C'était un lâche au fond, il n'osait approcher.

.....
Vous aussi, vous avez votre devoir à remplir courageusement ; soigner, prier, et attendre. Ce courage vaut bien le nôtre que l'on

exagère. Je te l'assure, rien n'est plus facile que d'être brave ; il faut du moins le croire, puisque tout le monde l'est en France.

.....
Ce doit être terrible de sentir qu'on s'en va sans avoir fini son devoir. Heureux celui qui mourra à la fin de la dernière bataille, dans la dernière victoire, sachant que c'est terminé, et que son rôle est joué complètement.

24 Octobre 1914 (5 h. soir).

A sa Mère

Ma chère petite maman,

Nous avons un instant de repos, notre compagnie est en renfort derrière les trois autres du bataillon.

Nous sommes installés dans un bois de pins, et terrés dans des tranchées profondes et recouvertes. A la nuit nous sortirons un peu de nos trous pour nous dégourdir les jambes ; cette vie de taupe n'a rien de désagréable.

Je suis dans une petite cagna avec un autre sous-officier, le sympathique Laporte ; vous jugerez si nous sommes heureux de ce jour de repos. Nous parlons d'Anglet, de notre cher là-bas qui est si loin. Comme l'espoir de le revoir revient vite dès que nous sommes un peu abrités ; nous oublions que dehors gronde le gros orage, et qu'il faudra bientôt ressortir.

Nous avons aménagé notre chalet avec beaucoup de confort, c'est presque luxueux ; dans tous les cas, c'est pratique ; et nous avons invité Larrieu, notre voisin, à nous faire une visite. Notre « chalet » s'appelle bien entendu : « Lou Mailloun » ; et afin que nul n'en ignore, j'ai mis une pancarte à la porte avec ce nom énigmatique pour plusieurs, mais qui contient pour nous tant de lointain si cher.

Le chocolat de Bayonne aide au rapprochement, et vous écrire l'achève : je suis bien près de vous en ce moment ; la rafale a cessé et, dans le soir qui tombe, le calme, un calme immense se fait comme pour permettre le recueillement dans la pensée et la prière, avant la grande nuit souvent si terrible pour nous.

Maman ! maman ! je suis heureux d'avoir fait, de faire cette campagne pour une belle cause, avec de braves camarades, en brave aussi, je l'espère, je le crois : si je reviens, maman, comme je serai meilleur.

18 novembre 14

A sa Mère.

... J'ai passé mon enfance à jouer au soldat ; je continue, et c'est bien plus amusant quand c'est « pour de vrai »...

27 novembre 1914

A sa Mère.

.....
Il fait très-beau et pas froid ; un été de la St Martin un peu retardé ; c'est splendide dans ce beau pays.

Aujourd'hui je suis sur un plateau, et un petit village tassé dans le fond de la vallée semble un village de notre cher pays basque, quelque Ascaïn entre des contreforts pyrénéens.

D'ailleurs, ce pays a souvent des ressemblances avec le nôtre, et nous lui sommes reconnaissants de ses évocations ; c'est comme une coquetterie de sa part, il fait tout ce qu'il peut pour nous réjouir, nous faire rêver, et se faire davantage aimer de ceux qui le défendent.

8 décembre 1914.

A sa Mère.

Merci de vos prières toujours efficaces. Je prie, moi aussi de mon mieux, et aujourd'hui — fête de la Vierge — j'ai profité d'un instant de repos pour aller faire une visite à l'église du petit village où nous sommes cantonnés. Je me suis uni aux prières que vous faisiez à Lourdes au même moment...

17 décembre 1914.

A sa Mère.

... Ce matin j'ai ressenti une belle et bonne émotion : la remise de croix et de médailles. C'était très beau, dans un recoin charmant de la vallée, tandis que le soleil se levait derrière les coteaux. Musique, et pas bien loin les canons faisaient la basse ; défilé, drapeau, Marseillaise, gorge serrée !

Maman, c'était très simple et très beau...

24 décembre 1914.

A sa Mère.

Chère maman, je vous souhaite une bonne année 1915. Elle sera bonne, elle nous apportera la victoire et la paix, le retour, la réunion ; je l'écrivais hier à papa. L'an neuf sera un ami : oui, nous aurons une belle victoire.

J'ai cueilli hier du gui, je vous en envoie quelques feuilles pour vous, Renée, Léonie, Félicie, etc. On dit que c'est un porte-bonheur, je souhaite que cela soit ; mais au moins ces petites feuilles cueillies

à quelques cents mètres des Roches vous apporteront toutes mes pensées affectueuses, tous les vœux que je forme pour vous tous qui peuplez mes visions de ce là-bas auquel on rêve et pour lequel on se bat.

Maman chérie et toi petite sœur, je vous embrasse bien de tout mon cœur. En cette fin d'année terrible remercions Dieu de nous avoir épargnés. Quant à moi, à cette veille de Noël, je lui demande avec plus de ferveur encore « Mon Dieu, merci, — mais si je dois être sacrifié, faites que ma mort soit l'expiation de mes fautes passées ».

Je ne doute pas qu'Il m'exauce, et c'est pourquoi je suis toujours calme, résolu et joyeux. Pour cette même raison vous devez être rassurées et avoir confiance.

Quoi qu'il arrive, tout sera pour le mieux, et aucun nuage ne devra ternir pour vous la belle Victoire, n'est-ce pas, maman?

Noël 1914.

A Madame X.

Votre lettre m'a beaucoup intéressé. J'aime savoir comment vont nos amis, à les suivre, à les voir vivre et se battre sur la grande chaîne des tranchées, sur ce qu'on appelle justement le « front », puisque c'est là qu'on pense le plus à la France.

Vos vœux sont arrivés à temps en cette nuit de Noël, durant laquelle j'ai évoqué tant de noëls d'autrefois.

Quant à vos félicitations, je les accepte de votre bonne amitié; merci, mais ces galons les ai-je assez gagnés? Il ne suffit peut-être pas, comme vous pouvez le penser, d'avoir fait cinq mois de campagne; tout ce que j'ai pu souffrir depuis nos premières batailles en Belgique jusqu'au marmitage d'aujourd'hui m'a laissé en parfaite santé.

Sans doute j'ai soutenu et encouragé mes hommes pendant la retraite, je les ai menés à l'assaut, et maintenus sous le feu; fourbu et butant, j'ai refusé l'évacuation; affamé j'ai croqué des patates crues, j'ai eu deux fusils brisés dans mes mains, trois balles dans le képi, la visière déchirée par un éclat d'obus, mais au total je suis sain et sauf. Vous voyez bien qu'on ne me devait rien.

Cependant, je suis heureux, d'avoir obtenu mes galons, ils me seront une raison de faire mieux toujours, et de me dévouer davantage pour en être digne jusqu'à la fin de la guerre ou...de moi.

29 décembre 1914.

A sa Mère.

Ma chère petite maman,
J'espère avoir un moment pour faire une longue lettre, bien que

je sois aux tranchées. J'y suis assez occupé par différents aménagements; je surveille les travaux de mon secteur. La moindre négligence pourrait avoir de graves conséquences, puisque ces travaux servent à protéger les hommes; c'est vous dire que j'y porte tous mes soins.

La Noël s'est très bien passée. J'ai pensé à vous en cette nuit de pieux souvenirs: je n'ai jamais été triste et ne me trouvais pas éloigné de vous, tant je sentais que vous pensiez à moi là-bas. En fait, nous sommes unis, puisque c'est pour la même foi patriotique que nous souffrons, puisque c'est avec la même foi religieuse que nous supportons nos souffrances vaillamment.

Nous n'avons pas eu de messe à minuit, notre aumônier a visité toutes les tranchées durant cette nuit-là.

Par contre, nous avons fait un dîner épatant avec quelques invités.

Après dîner, j'ai fait seul un tour de promenade sur la berge du canal de l'Aisne, dans une nuit superbe. Ma section étant de garde à un pont, je suis allé souhaiter joyeux Noël à mes hommes, à mes braves poilus; puis, je suis revenu en rêvant dans la nuit, nuit exquisite durant laquelle j'ai revu tant de Noëls passés, depuis les plus anciens, les lointains... lointains... Vous voyez que j'ai passé la Noël avec vous tous que j'aime.....

14 janvier 1915

A Mademoiselle X.

..... Ces jours-ci nous sommes aux tranchées, et en ce moment je suis dans ma « cagna ». Les mille et une descriptions qu'ont publiées les journaux me dispensent de te la présenter. Elle est d'ailleurs banale; elle est comme toutes les autres: je la veux ainsi, j'en prends une quelconque au milieu de mes hommes; je ne veux pas, aux tranchées, être mieux logé qu'eux, je ne dois pas être plus à l'abri qu'eux.

Au surplus, il n'est pas utile d'être dans un palais pour dormir, lire quelques pages de Montaigne, bavarder un peu par lettres avec des amis, et rêver; oh! rêver!

Car que faire en un gîte, à moins que l'on n'y songe.

.....
J'arrive du dehors, la nuit est splendide; pendant que je t'écrivais nous avons reçu sur ma tranchée deux fusants; je suis sorti aussitôt; non seulement mes poilus n'avaient pas bougé de leurs postes de veille, mais sous l'arrosage qui a duré un quart d'heure, ils sont restés comme si c'était des boulettes de mie de pain qui tombaient autour d'eux.

9 février 1915.

A sa Mère.

(Faisant allusion aux journées des 25-26-27 janvier — affaire de la Creute).

.... Comme vous le savez, ces jours-là, je ne me suis pas battu. J'étais chargé de la garde des ponts de l'Aisne avec deux sections. Les autres de chez nous se sont battus d'une façon splendide. Quand nos tranchées furent envahies par les Allemands, (plus on en tuait, plus il en arrivait, ivres d'éther), on s'est battu corps à corps avec des pelles, des haches, des pioches, tout ce qui tombait sous la main; les blessés se mordaient; ce fut magnifique et je n'étais pas là, maman chérie. Je comprends le « pends-toi » d'Henri IV à Crillon: rien n'est navrant comme de manquer une belle bataille.

...Et maintenant je suis encore au repos forcé: heureusement que c'est calme aux tranchées. Mais je vous assure que j'étais bien émotionné lorsque, obligé de rester par ordre du docteur, j'ai vu partir mes hommes.

Je leur ai recommandé de revenir tous, mais combien peut-être en manquera-t-il au retour? et ceux-là je ne les aurai pas vus tomber, et les blessés je ne les aurai pas soignés!

16 février 1915. Mardi Gras.

A sa Mère.

Ma chère maman,

Je vais très bien. En l'honneur du mardi gras nous avons mangé des crêpes et nous aurons ce soir des beignets faits dans la tranchée.

Cette nuit de Carnaval s'annonce très gaie. Nous entendrons probablement la musique de plusieurs « balles »; il y a même une redoute au programme, et, à la compagnie voisine, ils ont projeté de s'habiller en fantassins de la III^e république...

2 mars 1915.

A Madame X.

Chère Madame,

Que d'excuses je vous dois pour le retard que j'ai mis à répondre à vos nombreuses et si aimables lettres!

Merci tout d'abord d'avoir passé quelques jours à Quintaü. Il faudra recommencer après la victoire, n'est-ce pas? Si nous y sommes, ce sera pour nous; si l'un de nous manque, ce sera pour consoler maman.

J'ai de bonnes nouvelles de papa, et ces jours-ci, cela s'est un

peu calmé de son côté. Vous pensez comme je tends l'oreille, et quelle sale impression j'éprouve lorsque j'entends le roulement continu d'une bataille à l'endroit où je sais qu'il est. Pauvre papa !

Excusez-moi si je suis devenu triste brusquement ; mais c'est qu'encore on vient de m'avertir de la mort d'un bon camarade ; il a reçu une balle dans la tête.

Ce soir, je l'enterrerai dans un coin du plateau où déjà d'autres camarades dorment ; — Oui ! nous l'enterrerons ce soir ! Sous la lune et ce sera tout !... à qui le tour ? « Au premier de ces Messieurs », comme chez le coiffeur.

Pauvre bougre, il était marié et me parlait constamment de sa petite femme ; réformé il y a un an, il s'était engagé dès le début de Septembre, et maintenant... Pauvre femme !

Sa mort m'a beaucoup ému, excusez-moi, je vous quitte. Eh ! bien, en voilà une lettre ! Si je pouvais pleurer ; mais on ne peut plus pleurer ici, il ne le faut pas... et puis, pourquoi?...

18 mars 1915.

A Mademoiselle X.

... Tu me dis que tu ne me feras plus attendre, lorsque, de nouveau, nous visiterons le Louvre ensemble.

Hélas ! chère amie, mille regrets ! mais si tu veux n'y revenir qu'avec moi, tu risques d'attendre longtemps... bien longtemps.

Merci d'avoir évoqué nos promenades de l'an dernier avec Suzanne ; je m'en étais souvenu, moi aussi, aux jours anniversaires.

Pendant les longues nuits de veille, je revois les musées, les jardins, les églises ; Notre-Dame, ses nervures, ses rosaces ; St-Etienne-du-Mont, et les vitraux de son cloître ; toute la trop petite partie des beautés dont notre patrie nous a fait jouir ; et c'est pour moi un réconfort de penser que ces beautés sont une portion du grand Tout que nous défendons maintenant.

Mais c'est surtout à la bataille de la Marne que nous avons eu cette impression, lorsque vaincus, harassés, nous nous sommes brusquement retournés comme une bête traquée qui fait front ; dans cette bataille, durant laquelle chaque homme se disait « ah ! non, c'est assez reculer, — Paris est derrière nous, je me ferai casser la g.... mais ils ne passeront pas. » Maintenant que j'en ai parfois le loisir je vais fouiller dans le passé, je recherche un souvenir dans l'espace et le temps, je le fixe un instant, et ses formes se précisent. C'est un paysage, un coucher de soleil, un bel orage, une journée, un instant parfois.

Ou bien j'entre au Louvre, je vais revoir telle Vénus, je fouille les bas-reliefs d'un tombeau ou d'une frise, je m'arrête un long temps

devant la « Samothrace » qui symbolise si bien notre victoire ailée, splendide et... mutilée; je vais revoir la petite *Infante* de Velasquez, tu sais, à droite en entrant, au Salon carré; puis dans la grande galerie je revois les *Holbein*; je tourne pour m'arrêter devant un sujet d'actualité, la *Prise de Constantinople*; je salue un Regnault; puis je passe dans la salle XVIII où je t'avais rencontrée une fois, oh ! bien par hasard, n'est-ce pas ? et on n'a jamais voulu le croire.

Dans les petites salles des bas-côtés, je me régale avec les petits maîtres hollandais, je pousse jusqu'à Chauchard, où je retrouve la rousse *Liseuse*, quelques Troyon, Diaz, Meissonnier.

D'autres fois je vais au Luxembourg; dans le jardin qui me rappelle tant de souvenirs divers, dans le musée où je prie devant le *Christ* de Carrière; mais le tableau que je revois le plus souvent, qu'il me semble vivre, c'est le *Rêve de Detaille* ! notre rêve !

Richepin a dit dans un charmant conte de Noël que l'imagination est le trésor des pauvres : elle est aussi, je crois, celui des poilus aux tranchées.....

28 mars 1915.

A sa Mère.

Ma chère maman,

Je reçois vos cartes de Lourdes; merci de vos bonnes prières, mais permettez-moi un petit reproche, oh ! un tout petit, car certainement vous ne le méritez pas autant que vous le paraissez.

Vous demandez toujours à Dieu mon retour; merci encore, car j'aime bien la vie avec tout ce qu'elle me donnera de joies familiales et autres, si je reviens; mais avouons que mon retour est d'une bien mince importance.

La Victoire d'où jaillira la renaissance de notre France est autrement désirable, et aussi la fin rapide de cette atroce guerre pour mettre un terme aux souffrances du pays et à ses lourds sacrifices. Voilà qui est bien plus à souhaiter que le retour de tel ou tel soldat, fût-il le plus brave.

Et si vous voulez vous unir complètement à mes prières, à ma façon de prier — vous demanderez pour moi (et vous verrez que je suis bien exigeant), vous demanderez que ma mort, si celle est nécessaire à notre belle cause, me serve d'expiation pour mes fautes passées.

C'est à ces intentions et aux vôtres, à celles de papa et de Fernand, que je communierai le jour du Jeudi Saint; je crois qu'ainsi je remplirai mon double devoir de soldat et de chrétien.

24 avril 1915.

A sa Mère.

(On parlait à cette époque de permissions).

..... Vous me dites qu'on ne peut me la refuser, car je suis bien noté; mais tout le monde est bien noté; tout le monde ici fait son devoir; il est d'ailleurs assez beau à faire pour qu'on le fasse hardiment, et de tout son cœur, et de toute son âme; et ce dernier porte en lui, dans son accomplissement sa propre récompense...

De plus en plus, maman chérie, combien c'est vous qui êtes à plaindre, et combien c'est vous, les mamans, dont le courage passif dépasse de cent coudées notre pauvre sang-froid sous les marmites et notre fougue dans les assauts.

1^{er} mai 1915.

A sa Mère.

Chère petite maman,

Le beau temps continue et j'espère que vous avez aussi du soleil à Paris; le mois de mai y est si joli; aujourd'hui toutes les rues doivent être fleuries de muguet.

Ici il n'y a pas de muguet, mais j'ai cueilli pour vous des petites pensées sauvages qui ont poussé sur le talus de ma tranchée. Elles sont toutes petites, et semblent avoir eu peur de se montrer sous les balles.

5 mai 1915.

A sa Mère.

...C'est dommage que T... soit automobiliste, il n'a aucune raison de l'être, ce n'est pas son métier.

Le petit Jacques est épatant...

12 mai 1915.

A sa Mère.

.. La fin de la guerre ne viendra pas si vite, et longtemps encore nous devons être séparés. Il le faut, le sacrifice est dur, mais je sais que vous êtes de force et de courage à le supporter, petite maman si vaillante; et notre cause est si belle, si pure, si noble que souffrir pour elle est une joie.....

26 mai 1915.

A sa Mère.

..... Ne vous inquiétez pas; les services, et surtout le service de

santé, sont épatants. Tout marche à merveille, on nous soigne, on nous dorlote. On ne pense qu'à nous préserver de toutes sortes de microbes, on prévoit tout, on pourvoit à tout, c'est parfait, parfait.

. 27 mars 1915.

A Mademoiselle X.

.. Merci de tes lettres, toujours les bien venues, et de tes « duchesses » exquises que j'ai savourées.

Vous me gâtez, c'est vraiment trop, c'est charmant de faire la guerre dans ces conditions-là.

J'ai également bien reçu les illustrés. Dans ceux-ci ce que j'apprécie le plus, ce n'est pas les photos de tranchées et de batailles parfois fort bien truquées; non, ce que je recherche, ce sont les actualités de l'intérieur, de tout ce qui se passe derrière nous, dans cette sorte de terre promise d'autant plus désirable que nous la connaissons. Et je m'intéresse à la vie de notre France jusque dans ses petits et délicieux détails, la forme de la dernière robe, le sujet de la dernière pièce, le clou de la dernière exposition. Et nous nous réjouissons du petit air militaire, bien français qu'ont arboré si crânement les femmes, et de savoir que nos artistes, nos écrivains ont toujours du talent et de l'esprit, et combattent à leur façon, fort joliment ma foi ! contre l'ennemi brutal et sot.

7 juin 1915.

A sa Mère.

Chère petite maman

Rien à signaler, il fait chaud, le secteur est calme.

Dix mois aujourd'hui que nous sommes partis de Bayonne ! c'est énorme et ce n'est rien. Nous n'en sommes pas fatigués, parce que nous ne devons pas l'être; on nous demandera encore beaucoup, la besogne est loin d'être terminée, nous la ferons crânement, gaie-ment jusqu'à la fin.

Mais vous? oh ! pourvu que vous ne vous lassiez pas. Mais il ne faut pas oublier que vous toutes qui souffrez au loin êtes des combattantes dans cette guerre où ténacité et patience sont synonymes de courage; et qu'ainsi la foi en l'idée pour laquelle nous luttons gonflera vos âmes des vertus nécessaires.

..... Je ne sais pourquoi je vous dis tout cela? Est-ce à cause de la date? Dix mois ! Si au départ de Bayonne, au lieu de nous dire que la guerre serait courte, on avait pu nous la représenter si lon-

guement cruelle, nous n'en serions pas moins partis en chantant.

Si aujourd'hui, maman chérie, quelqu'un pouvait nous dire, « Il y a encore 10 mois, 20 mois à tenir » vous souffririez cent fois plus que vous avez souffert. Nous dirions, nous : « Ça va, on est là », tant il est vrai que notre moral n'est pas défaillant, bien au contraire.

Je vous embrasse, maman chérie, de tout mon cœur que je sens très fort.

20 novembre 1915.

A Madame X.

... Nous ne pouvons pas quitter le camp, la consigne est formelle ; nous y sommes bien, malgré les rongeurs qui y pullulent ; je l'ai ainsi surnommé le « camp des ratons ». C'est idiot, mais il nous faut si peu pour nous amuser.

6 janvier 1916.

A Madame X.

... On a toujours le sourire, l'état sanitaire est excellent, le moral aussi, les plaisanteries survivent au marmitage, et bien souvent le dernier mot d'un poilu est un *mot*...

5 octobre 1916.

A Mademoiselle X.

... Ma gaieté n'est souvent qu'un masque... réglementaire ; mais quelquefois on est triste tout seul, et l'on écrit à ses amis des lettres qu'on n'envoie pas.

25 octobre 1915.

..... La mort n'est rien...

28 novembre 1915

A Madame X.

..... Je continue à alterner mes villégiatures ; tranchées, bois, tranchées, bois ; cela n'a d'ailleurs rien de désagréable, au contraire.

Pour que cela ne soit pas monotone, le bois a eu l'extrême amabilité de changer sa teinte. Il a passé du vert polychrome à un mordoré chatoyant qui lui va très-bien.

A côté des joies calmes de cette vie presque contemplative, il y a les agréments du bien-être matériel. Nous commençons à être très bien installés : tout le confort moderne, eau à tous les étages, quand il pleut ; le gaz, asphyxiant sans aucun doute, ne tardera pas. Enfin nous avons tout sauf... le leste, bien entendu.

6 septembre 1915

A sa Mère.

(Après une deuxième permission).

Ma chère petite maman,

J'espère que la nouvelle séparation ne vous aura pas été trop pénible ; il ne faut pas s'attendrir, il ne le faut pas.

Ces permissions ne peuvent que vous rassurer, vous faire espérer d'autres retours ; et d'ailleurs la séparation n'existe pas, vous le savez bien, puisque nous sommes unis dans la même pensée, dans le sacrifice à la même idée.

22 février 1916.

A sa Mère.

Papa m'a envoyé son cycliste avec une lettre m'annonçant son prochain départ de la région ; j'espère que vous ne vous en attristerez pas, et que votre beau courage supportera bien cet ennui.

Nous sommes soldats, à la disposition complète de nos chefs, et d'autant plus fiers d'obéir que c'est plus pénible.

19 mars 1916.

A sa Mère.

... Charles (1) avait toujours eu une très belle conduite. C'est un modèle à suivre et un ami de plus à venger. Sa mort est trop belle pour être triste, mais nous seuls qui sommes ici le comprenons tout à fait.

19 juin 1915.

A sa Mère.

..... Les soirs de ces jours d'enfer, je pensais en me retrouvant encore vivant : « On devait bien prier pour moi, là-bas ! »...

(1) M. Charles ROQUEBERT, notaire à Bayonne, blessé mortellement sous Verdun.

A sa Mère.

..... Le brave Larrieu a été très touché de la visite que vous avez faite à ses parents, et je vous remercie de tout le bonheur que vous leur avez causé. Nous avons eu des nouvelles de Laporte, il va aussi bien que possible; une simple bronchite, paraît-il. Avez-vous envoyé à leur famille la photo, où Laporte et Larrieu sont ensemble, sur la neige? et à Yvonne, celle où se trouve Jean? Faites-le, je vous en prie; cela leur donnera de la joie un peu, — j'essaye toujours d'en donner chaque fois que je le puis; on a tant à souffrir.

5 octobre 1916.

A Mademoiselle X.

..... Il ne peut être question de ce que si gentiment tu appelles ma « carrière ».

Mon avenir?... Je ne dois pas oublier que depuis plus de deux ans, ma chance est à une rude épreuve, elle s'use, s'use terriblement; je le sens, et la guerre ne sera pas finie de longtemps encore; mon tour approche, tout projet m'est interdit, et c'est folie de penser à mon avenir.

J'ai eu quelquefois le grand tort d'y songer, d'en parler, d'envisager un « après »; — j'en serai puni, je n'en avais pas le droit, mais on perd si facilement la véritable notion des choses.

19 novembre 1916.

A sa Mère.

..... Ne vous alarmez pas pour mon moral, il n'a jamais été meilleur. J'adore mon métier et mes hommes; mes camarades sont charmants, et puis, quand on veut travailler, et on a toujours à apprendre, il n'y a pas de temps pour le cafard.

28 avril 1917.

A sa Sœur.

(Sept jours avant sa mort).

.....
P. S. — Série noire, des deux jeunes capitaines que tu avais vus à St-Dizier, l'un, Bourguignon est tué, l'autre Miraud est blessé; c'est navrant. — Les bons s'en vont, moi je reste.

SON TESTAMENT

(EXTRAIT)

Si je meurs dans une bataille, je désire qu'on ne recherche pas mon corps ; il sera bien là-bas ; qu'on me laisse reposer à l'endroit où j'aurai lutté. Une borne-colonne posée sur le caveau familial à Anglet me rappellera au souvenir et aux prières de mes amis. Si je succombe à des blessures et qu'un enterrement ait lieu, je le désire très simple, avec le seul éclat des honneurs militaires dus à mon grade.

SES CITATIONS

Le général Commandant le 18^e Corps d'armée cite à l'ordre du Corps d'Armée

Le Barillier, Roger, Lieutenant au 49^e, R. I.

Au front depuis le début de la campagne. S'est toujours fait remarquer par sa bravoure, en particulier le 24 mai 1916, en effectuant à découvert, la reconnaissance de la position sous un violent bombardement. Donne l'exemple du mépris du danger dans l'organisation du nouveau secteur.

Le Général Commandant le 18^e C. A.

Signé : HIRSCHAUER.

Le Général Commandant la X^e armée cite à l'ordre de l'armée :

Le Lieutenant Le Barillier, Roger, du 49^e régiment d'Infanterie, 2^e compagnie :

Officier intrépide qui a su communiquer à sa Compagnie un allant irrésistible. Le 5 mai 1917, a conduit brillamment sa compagnie à l'assaut d'une ligne puissamment fortifiée, s'en est emparé malgré une résistance acharnée de l'ennemi. Blessé mortellement sur la position conquise, a conservé le commandement jusqu'au dernier moment, se faisant renseigner sur l'avance du nettoyage et donnant ses dernières instructions. Mort héroïquement.

Le général commandant la X^e Armée,

Signé : DUCHESNE.

Les Farces charivariques basques⁽¹⁾

CHAPITRE I

Nom. Localisation. Répertoire.

Tandis que les « parades » décrites précédemment (pp. 23-57), sont des charivaris à grand spectacle où la partie dramatique, réduite à un jugement pour rire, n'est que l'un des éléments du divertissement, les « farces », que nous allons décrire maintenant, sont bien encore des charivaris, puisqu'il s'agit toujours de châtier par une censure publique des dévergondés ou des imbéciles, mais la partie dramatique y prend une importance nouvelle et constitue à elle seule, ou peut s'en faut, toute la réjouissance. Cette partie devient une petite comédie de mœurs où les faits et gestes des « sujets » sont, non plus chansonnés, mais représentés sur la scène au naturel.

Les farces charivariques s'appellent aujourd'hui : *aslo-lasterrak*, « course aux ânes », ou *aslo-lasterkak*, « course sur les ânes » (2). Ce nom fait penser tout de suite aux fameuses « promenades sur l'âne » déjà pratiquées chez les Grecs (3), et que la grivoise moralité de nos ancêtres imposait à la femme adultère et au mari content d'être battu.

Que l'usage de ces « promenades » ait existé dans le Pays basque, c'est un point sur lequel il n'y a pas de doute pos-

(1) Chapitres détachés d'un ouvrage inédit qui a pour titre : *Etudes sur le théâtre basque*.

(2) Cette seconde forme, employée par Fr. Michel, p. 55, n'est plus usitée dans la Soule ; mais à Saint-Palais on la considère comme la seule correcte.

(3) D'après Plutarque et Stobée. A Cumes (Asie Mineure), on appelait *ονοβουτις* la femme adultère qui avait fait la promenade sur l'âne. Chez les Pisidiens, les deux coupables, homme et femme, étaient condamnés à subir ensemble cette peine.

sible : car des documents authentiques prouvent qu'à la fin du XVIII^e siècle on y infligeait encore cet ignominieux châtimént à des fautes très diverses. Par exemple, en 1793, vingt-cinq habitants de Gestas, mécontents de leur maire, le citoyen Etchebarne, se saisirent de sa personne et le baffouèrent « en le promenant, revêtu de son écharpe, sur un âne, avec menace de le pendre ». Deux ans auparavant, à Mauléon, une fille, irritée de ce que le P. Yves, vicaire des Capucins, venait de prêter le serment civique, l'avait injurié dans la rue et lui avait dit « qu'on le ferait courir sur l'âne » (1).

Il est même certain que cet usage a persisté jusqu'à une date bien plus récente. En effet, Fr. Michel rapporte, p. 56, que l'abbé Bordachar, son contemporain, se souvenait d'avoir vu deux ou trois fois promener ainsi des « sujets » ; et M. Esprabens, instituteur à Montory, nous a affirmé que dans ce village cela se faisait encore il y a moins de trente ans, mais sous une forme atténuée : on habillait deux mannequins avec des vêtements d'homme et de femme aussi semblables que possible aux vêtements ordinaires du couple charivarié ; on attachait ces mannequins sur des ânes et on les promenait par tout le village, avec accompagnement de musique discordante et de couplets satiriques. Aujourd'hui cela est tombé en désuétude ; mais le mot subsiste, et la menace de « faire courir les ânes » est restée dans le langage populaire.

On ne peut donc nier que le terme *asto-lasterrak* soit en rapport avec cet usage. Mais quel est exactement le rapport ? *L'asto-lasterrak* est-il cet usage lui-même, transformé et adouci par l'influence des mœurs modernes ? On est d'abord tenté de le croire ; mais ensuite le doute vient : car, d'un côté, la farce dramatique à laquelle on donne ce nom ne ressemble pas du tout à l'ancienne « promenade sur l'âne » ; et, d'un autre côté, certains textes semblent établir une distinction expresse entre la farce et la « promenade ».

(1) Cf. Dr Larrieu, p. 21.

Par exemple, on lit dans l'épilogue de *Jouanic Hobe et Arlaïla* :

Elle (*Arlaïla*) aurait bien mérité qu'on lui fit l'*aslo-lasterrak*. Cette fois-ci, on ne le lui a pas fait ; mais, si elle recommence, on le lui fera certainement.

Ne résulte-t-il pas de ce passage que l'*aslo-lasterrak* est un châtiment beaucoup plus grave que la simple farce charivarique ? En somme, la farce n'est qu'un charivari amplifié et dramatisé ; mais l'*aslo-lasterrak* est une peine afflictive et infamante. Ainsi la représentation dramatique, loin de s'identifier avec la « course aux ânes », n'est qu'une sorte d'avertissement donné aux gens de mauvaise conduite : ils sont prévenus que, s'ils n'en tiennent pas compte, on emploiera contre eux un plus énergique moyen de répression.

D'ailleurs la différence indiquée ci-dessus entre la farce et la « promenade » tend à s'effacer dans l'esprit des Basques, depuis que la « promenade » est tombée en désuétude ; et il faut bien reconnaître que, de nos jours, quand on parle d'*aslo-lasterrak*, on veut parler de représentation charivarique (1).

Disons maintenant quelle est la région où ces farces charivariques ont pris naissance et où elles ont fleuri.

Le dialecte dans lequel elles sont écrites est ordinairement le souletin plus ou moins mélangé de bas-navarrais. Elles semblent donc être nées aux confins de la Soule et de la Basse-Navarre, dans la région de St-Palais, c'est-à-dire dans la haute vallée de la Bidouse, rivière qui prend sa source au milieu de la forêt des Arbailles et qui se jette dans l'Adour à Guiche. Cette haute vallée, dont la capitale est St-Palais, appartient à la Basse-Navarre ; mais on y parle

(1) Au dire d'un vieil instituteur de pastorales, voici quelle aurait été l'évolution de l'*aslo-lasterrak*. Primitivement, les jeunes gens contraignaient les « sujets » à monter en personne sur des ânes et les promenaient dans le village en leur passant de temps à autre sous le nez un chat pendu au bout d'une perche. Ensuite, on se contenta de tourner les coupables en ridicule, et, à cet effet, des acteurs, montés sur un chariot que traînaient des ânes, mimèrent dans les rues l'aventure scandaleuse en chantant à tue-tête des couplets vengeurs. Finalement, ces chansons prirent la forme d'un dialogue, et l'idée vint de le réciter sur un théâtre à la manière des tragédies.

un mélange de souletin et de bas-navarrais. En outre les inscriptions des manuscrits font connaître trois localités où ont été jouées de grandes farces, et ces localités, Olhaïby, Pagolle et Larribar, sont situées dans le voisinage de Saint-Palais. Ajoutons que Jacques Oïhénart, qui paraît avoir été l'un des plus spirituels et des plus féconds auteurs de farces, était d'Uhart-Mixe, village situé sur la Bidouse même, à six ou sept kilomètres en amont de la petite capitale. Tout cela nous induit à penser que le genre des farces appartient plus spécialement à cette haute vallée, comme celui des parades charivariques à la haute vallée de la Nive et celui des tragédies à la vallée de la Soule.

Toutefois la localisation paraît moins rigoureuse pour les farces charivariques que pour les parades et pour les tragédies. Car la mode de ces farces s'est vite acclimatée dans la Soule, où on en a joué et où l'on en joue encore fréquemment. Bien plus : des représentations analogues se sont données jusqu'à nos jours dans certains villages du Béarn (1).

Le répertoire comprend aujourd'hui dix-sept pièces, conservées intégralement ou partiellement. Etant donné que les thèmes de ces pièces sont des faits réels empruntés à la chronique scandaleuse du village, ils deviennent en quelque sorte des documents moraux, et, à ce titre, ils méritent d'être brièvement exposés. Voici les analyses sommaires de ces farces (2).

1^o ARDEATINA ET LUDOVINA. — Ardeatina, qui a surpris son amie Ludovina couchée avec le prince Rubiq « sur les remparts du roi », juge que, « si la manière est vilaine, le goût sans doute est bon », et elle avoue à Ludovina qu'elle-même désirerait connaître aussi quelques hommes. Mais ce qui la retient, c'est la prudence : car, à ce jeu-là,

(1) Voir à *Littérature comparée*, V^e partie, chap. 2.

(2) Bien entendu, nos analyses laissent de côté un grand nombre de faits secondaires. — Les titres qu'on va lire ont été presque tous mis après coup. A deux ou trois exceptions près, les manuscrits des farces charivariques ne portent aucun titre.

on risque beaucoup de faire venir la sage-femme Gracieuse à la maison.

Malheureusement cette judicieuse remarque est venue trop tard. Ludovina accouche clandestinement et fait disparaître le fruit de sa faute. Cette fois encore, son amie Ardeatina l'a vue au moment où elle accouchait. En vain la fille-mère nie tout; l'autre lui répond « qu'aujourd'hui les filles se croient encore pucelles après qu'elles ont mis un enfant au monde. » Bref, pour acheter le silence d'Ardeatina-Ludovina promet de lui envoyer un galant dans sa chambre.

Mais Ludovina ne tient pas sa promesse. Reproches d'Ardeatina, menaces, réconciliation. Quoique réconciliées, les amies ne se privent pas de médire l'une de l'autre. Après que Ludovina s'est mariée en justes nocces, Ardeatina s'empresse de faire confidence au public des vieux péchés de sa compagne et de raconter que la nouvelle épouse a déjà une intrigue avec un chaudronnier.

Ainsi averti, le mari surprend le chaudronnier, qui décampe en abandonnant les chaudrons avec lesquels le cocu garnit à bon compte sa cuisine.

Cependant Ludovina, devenue enceinte par les œuvres du chaudronnier, prie et supplie Ardeatina de l'assister pour un nouvel accouchement clandestin. Mais Ardeatina s'y refuse, et, dans une sorte de sermon qui termine la farce, elle donne aux jeunes filles l'excellent conseil de ne jamais offenser Dieu, d'avoir recours à la Sainte Vierge dans les tentations, et de réciter « la Salutation des anges » toutes les fois que le Malin viendra les tourmenter.

2^o BALA ET VILOTA. — Comme le cabaretier Bala et sa femme Vilota sont en train de baptiser leur vin, Bala s'aperçoit que sa fille Haria est sortie, et il la soupçonne d'être allée à la danse, quoiqu'il le lui ait expressément défendu. Mais Vilota prend le parti d'Haria. Sur ce, le mari et la femme se battent, tombent par terre, renversent la marmite; et le chat emporte la viande qui a roulé sur le carreau. Puis, quand Haria, qu'un enfant est allé chercher, rentre au

logis, il est trop évident, malgré ses dénégations effrontées, que les craintes conçues par le père sur la vertu de la fille n'étaient pas vaines.

3^o BELCADER, ROI D'AFRIQUE. — Belcader, d'accord avec sa mère Isabelle, cherche une servante à tout faire et trouve Grosille, béarnaise, avec laquelle il noue aussitôt des relations amoureuses. Plus tard il épouse l'héritière Clémentine, sans rompre toutefois avec la servante, qui devient grosse. La femme légitime ne tarde pas à concevoir des soupçons, et elle fait une scène à Belcader qui nie tout.

Dès lors, la mère et le fils s'entendent pour dénigrer l'épouse et pour chanter les louanges de la concubine. C'est en vain que le curé, ayant eu vent de la chose, adresse des remontrances à Isabelle et l'exhorte à congédier Grosille : la mère complice soutient qu'il ne se passe rien de déshonorable sous son toit (1).

4^o BOUBANE ET CHILLO-BERDE. — Boubane reproche à sa femme Chillo-berde de le tromper et de manger avec des amants le bien qu'il a péniblement acquis par son travail. Chillo-berde lui répond que rien de tout cela n'est vrai, et elle l'invite à se mettre à table : car il est l'heure de dîner, et Kopet, le domestique, a faim.

Or Boubane a précisément résolu de mettre Kopet à la porte et de le remplacer par Miniga. Quand Miniga se présente, Kopet le roue de coups et le met en fuite. Mais Miniga revient en compagnie du curé Harburu et d'un certain Gaspar, amenés comme témoins, et demande à Kopet pour quoi il l'a battu. Chillo-berde et Kopet nient qu'il y ait eu bataille et déclarent qu'ils n'ont pas même vu le plaignant.

Cependant le curé, apercevant Boubane ivre, dit qu'il faut qu'on le couche. Kopet emmène donc son maître dans l'étable, où il lui administre une râclée ; puis il va prendre dans le lit de Chillo-berde la place du mari absent.

Boubane meurt, et Chillo-berde, très pressée d'épouser Kopet, ne tarde pas à se présenter avec lui devant le

(1) La farce, qui finit brusquement, est sans doute inachevée.

maire. Mais le maire refuse de les marier, parce que le délai légal n'est pas révolu.

Au bout de dix mois, Ghillo-berde et Kopet, chargés de cadeaux, reviennent devant le maire. Celui-ci leur réclame « les publications du desservant ». Ils répondent qu'ils ignoraient que ces pièces fussent nécessaires. Le maire leur dit d'aller les chercher, mais ajoute « qu'ils peuvent laisser là les cadeaux ».

5^o CABALÇAR ET SA FAMILLE. — Cabalçar, joueur et ivrogne, exhorte ses enfants à être obéissants, laborieux et de bonne conduite. La mère et la fille approuvent les paroles du père; mais le fils déclare que, quant à lui, il entend bien s'amuser avec ses camarades.

Cabalçar s'étonne que, malgré l'heure tardive, son fils ne soit pas rentré encore à la maison, et il se promet de le corriger d'importance. La mère essaie d'apaiser la colère de son mari.

Le commandant de gendarmerie arrive avec le brigadier et le sergent, pour maintenir l'ordre dans le village.

Les Satans conseillent au fils de continuer à s'amuser.

La fin de la farce manque.

6^o CANICO ET BELTCHITINE. — Canico, paysan faible de caractère et trop ami de la bouteille, s'est remarié avec Beltchitine, femme acariâtre, qui se décharge sur lui de maintes besognes domestiques, lui fait nettoyer le lavoir, préparer les sarments pour la lessive, etc.

Or, un jour qu'il a bu plus que de raison, le benêt se laisse flouer par deux aigrefins, Sabant et Salhatan, qui troquent leur mauvaise jument contre son bon cheval et qui, de plus, obtiennent de lui une soulte de 10 fr. En conséquence, sa femme le frappe à coups de balai. Alors les gens du village, qui ont eu vent de l'histoire, commencent à se gausser du pauvre mari. Celui-ci, qui craint d'être charivarié, imagine d'intimider les railleurs en accusant de diffamation l'un des témoins de la bataille conjugale, qu'il soupçonne d'avoir cancané sur son compte.

Les amis de Canico essaient vainement de lui faire com-

prendre qu'il donnera ainsi plus de publicité à sa mésaventure. Il persiste dans sa sottise résolution et dépose une plainte au tribunal. Mais le juge renvoie l'accusé des fins de la plainte, semonce rudement les deux époux, et les avertit que, s'ils recommencent, ils ne s'en tireront plus à si bon marché. Canico et Beltchitine rentrent piteusement dans leur village, où ils sont la risée de tout le monde (1).

7^o CHIVEROUA ET MARCELINE. — Chiveroua, homme marié, rencontre Marceline, fille de mœurs faciles, et lui débite des galanteries qu'elle écoute avec plaisir. Puis, comme elle lui dit, par coquetterie, qu'elle souffre d'un certain malaise, il l'emmène aussitôt pour lui faire, à l'ombre d'un chêne, sur un tas de foin, le traitement qui la guérira.

Marceline raconte à sa mère Tomaline que Chiveroua est amoureux d'elle et que, pour l'entretenir dans ces bons sentiments, elle se propose de l'inviter à souper.

Pendant le souper, Marceline annonce à Chiveroua « que ce qu'ils ont fait en secret ne tardera pas à devenir public », et elle exprime l'espoir que son amant ne l'abandonnera point. Mais Chiveroua se rebiffe, allègue que c'est elle qui lui a fait des avances, objecte que d'ailleurs elle a eu d'autres amants. Elle jure ses grands dieux que ce n'est pas vrai, et il s'en va, non convaincu.

Marceline est accouchée depuis plusieurs jours. Chiveroua, que cet événement attendrit, lui propose de l'emmener en Espagne, où il lui cherchera une place de nourrice. Elle accepte, entre ainsi au service d'un Espagnol dont elle devient tout de suite la maîtresse, ce qui ne l'empêche pas de nouer aussi des relations amoureuses avec Arnéguy, bas-navarrais, lequel obtient aisément d'elle les dernières faveurs en faisant valoir que, puisqu'ils sont français l'un et l'autre et obligés de vivre loin de leur patrie,

(1) Voir *Canico et Belchiline, farce charivarique traduite pour la première fois du basque en français d'après le manuscrit unique de la bibliothèque de Bordeaux...* par G. Hérelle, petit in-8 carré de LI-145 pages, Paris et Bayonne, 1908.

il est naturel qu'ils s'aident mutuellement à adoucir le chagrin de l'exil.

Marceline, enceinte pour la seconde fois, allèche Arnéguy par la perspective d'un riche héritage qu'elle dit avoir à recueillir en France, où elle le ramène après lui avoir fait promettre qu'ils s'y marieraient. Mais Arnéguy, arrivé chez les parents de Marceline, ne trouve pas trace du prétendu héritage et refuse catégoriquement d'épouser.

Marceline, qui a perdu tous ses amants, s'engage chez un boucher comme « bonne à tout faire » pour 5 fr. par mois. Là, elle se livre à tout le monde. Devenue enceinte pour la troisième fois, elle tente de nouveau avec le boucher le coup du mariage, et, sur le refus de cet homme, elle lui intente un procès. Le boucher se défend en jurant « qu'il ne l'a touchée qu'une seule fois » ; à quoi l'avocat de Marceline répond judicieusement que, « s'il ne l'avait pas touchée du tout, l'affaire serait beaucoup plus claire ». Le boucher est condamné à payer l'entretien de l'enfant qui va naître. Puis le juge adresse à Marceline des compliments sur l'heureuse issue du procès, mais en lui recommandant de prendre désormais deux témoins, pour plus de sûreté.

Marceline, vieillie, est devenue presque aveugle. Chiveroua, son ancien amant, a pitié d'elle, lui parle avec douceur, lui offre de renouer les relations qu'ils ont eues ensemble, douze ans auparavant. Elle accepte.

La femme légitime de Chiveroua meurt de chagrin. Aussitôt le veuf installe chez lui cette indigne maîtresse et l'épouse peu après, quoique sa mère ait obstinément refusé de consentir à un pareil mariage. Ils font en tête-à-tête leur maigre repas de noces. Au dessert, le général Cornu arrive à cheval, met pied à terre et couronne Chiveroua « roi des Cocus ».

8^o JOUANIC HOBE ET ARLAÏTA. — Jouanic Hobe, ivrogne, est marié à Arlaïta, ménagère peu endurante.

Arlaïta va chercher son mari au cabaret. Celui-ci, ramené de force à la maison, cuve son vin, puis demande à manger. Au lieu de le servir, Arlaïta lui reproche sa fainéantise et

finit par le battre; mais Jouanic riposte et met Arlaïta en fuite.

Le capitaine Jeanfort apporte une lettre par laquelle le roi Agramont, averti qu'il y a dans le village une femme qui bat son mari, ordonne que ces deux époux soient assignés devant le tribunal.

Procès de Jouanic et d'Arlaïta. Plaidoiries. Renvoi de l'affaire à huitaine pour plus ample informé.

Arlaïta, que n'a point assagi l'intervention de la justice dans ses démêlés conjugaux, continue à battre et à mordre son mari. Il n'échappe à la fureur de cette mégère que grâce à l'intervention de son domestique accouru pour le défendre.

Le capitaine Jeanfort fait son rapport au roi Agramont. Il est à craindre que Jouanic et Arlaïta ne réussissent à se soustraire au châtement qu'ils méritent : car toute la Famille s'est liguée pour les sauver. Mais le roi exhorte ses gens à soutenir vaillamment la lutte, et ceux-ci entonnent une chanson guerrière contre les deux époux.

Frère, Parent et Valet arrivent à cheval et font une démonstration contre le roi. Bataille. La Famille est mise en déroute.

Arlaïta, prisonnière, est traduite devant le tribunal qui, après débats, l'envoie « à Marchapipi » (1). Le roi Agramont est chargé de l'y faire conduire. On garrotte donc Arlaïta; mais, au moment où on l'emmène, Frère attaque l'escorte et la met en déroute. Arlaïta, délivrée, s'élance à la poursuite du roi Agramont, le saisit à la gorge; et le roi ne doit la vie qu'à la générosité de Frère, qui le dégage et qui recommande à sa belle-sœur de ne pas se vanter de cet exploit.

9^e MALKUS ET MALKULINA. — Farce plusieurs fois remaniée, qui se compose aujourd'hui de trois parties : les deux premières, indépendantes l'une de l'autre; la troisième, synthèse des deux premières.

(1) « Va-t-en à Marchapipi » est l'équivalent de notre expression française : « Va-t-en au diable ».

a) Polina, mécontente de voir son fils Malkus courtiser la servante Albina, se propose de la renvoyer. Un jour que Polina est allée à Mauléon, Albina exprime à son jeune maître les doutes qu'elle a sur la sincérité de l'amour qu'il prétend lui porter. Malkus se met en devoir de lui prouver incontinent cette sincérité par des actes.

Polina chasse Albina. Mais Malkus, à qui cette première aventure a donné du goût pour les femmes, songe aussitôt à remplacer l'absente, et il n'a que l'embarras du choix : car Arihun et Ariéder, qui toutes deux espèrent l'enjôler, demandent en même temps à entrer chez lui comme servantes. Il choisit Ariéder. La rivale évincée bat outrageusement l'élue, qui va se faire soigner chez le barbier. Celui-ci, après une saignée inutile, administre à la blessée un clystère.

b). Liquy, veuf, est amoureux de Malkulina, sa servante, et lui promet de l'épouser si elle veut se donner à lui. Mais, quand il l'a engrossée, Liquy, considérant qu'elle n'a pas mille écus de dot, l'envoie au diable.

Mulkulina se fait tirer les cartes par la sorcière. Les cartes répondent que jamais Liquy ne l'épousera, et que ce qu'elle a de mieux à faire, c'est d'embobiner un autre veuf qui, à vrai dire, ne l'épousera pas non plus, mais qui se laissera soutirer cinquante louis.

c) Ici la servante Malkulina devient une veuve et le célibataire Malkus devient un veuf.

Malkulina, ne pouvant se résigner à vivre sans homme, jette son dévolu sur Khokho, qui est veuf aussi. Elle rencontre Khokho dans la rue, lui demande un prêt de cinquante louis, sous prétexte d'une dette à payer, et profite de l'occasion pour lui faire entendre qu'elle l'épouserait de bon cœur. Khokho accueille l'une et l'autre requête, et ils partent ensemble « pour signer le billet ».

Khokho se lasse bientôt de Malkulina. Celle-ci, se souvenant de la prédiction de la sorcière, prend son parti de cet abandon et se contente de ne pas rendre l'argent qu'elle a emprunté.

Sur ce, Vénus offre son entremise à Malkulina pour la marier avec son neveu Malkus, qui, quoique veuf, est le plus bel homme du pays. Joie de Malkulina. Vénus lui amène Malkus. Les fiancés jurent de s'aimer éternellement,

Mais les jeunes gens du village signifient à Malkus qu'on lui prépare un grand charivari, à moins qu'il ne consente à payer rançon. Effrayé, il promet de donner une demi-barrique de vin; mais ensuite il regrette son vin et, d'accord avec Malkulina, décide de manquer de parole à la jeunesse.

Le mariage se fait à minuit, de sorte que la jeunesse, leurrée, ne peut exécuter ce jour-là ses justes menaces. Mais les coupables n'y perdent rien : pendant longtemps, chaque soir, le concert vengeur éclate sous les fenêtres des indignes époux.

10^e MÉHALÇU ET VÉNUS. — Méhalçu, qui voudrait épouser une héritière, craint que sa maîtresse Vénus, dont il a un enfant, ne fasse de l'esclandre, et il cherche à duper le curé Belot. Belot, beaucoup plus fin que ne le croit Méhalçu, s'empresse d'avertir Vénus de ce qui se passe et lui conseille de se prévaloir de sa maternité pour empêcher le mariage de son ancien amant.

Vénus consulte Cognado, qui la dissuade de faire du scandale et qui l'engage à exiger plutôt de Méhalçu une somme d'argent. Elle demande donc à Méhalçu cinquante louis. Celui-ci se récrie, objecte que « cette marchandise-là est depuis longtemps à très bon marché »; mais pourtant il ne refuse pas d'entrer en pourparlers avec Cognado.

La farce est incomplète.

11^e PETIT-JEAN ET SÉBADINE. — Petit-Jean a des vues malhonnêtes sur Sébadine, fille de Ricolor. Celui-ci, qui s'en doute, essaie de soustraire Sébadine aux poursuites de Petit-Jean, et, à cette fin, il enferme sa fille dans la maison. Mais Sébadine, amoureuse, s'échappe par la fenêtre et va rejoindre Petit-Jean.

La farce est incomplète.

12^e PETITUN ET PETIK-HUNI. — (Il ne subsiste de cette

farce que le prologue). Petitun, marié et empêtré dans de vilaines amours, ne sait plus où donner de la tête. Sa femme meurt de chagrin, ce dont il ne se soucie guère. L'unique chose dont il se préoccupe, c'est de rompre ses relations avec Farandol et avec Arihun, enceintes de ses œuvres.

Son ami Macarel l'engage à se remarier, lui affirme que cela ne l'obligera nullement à renoncer aux libres amours; et il lui racole même une fiancée, Petik-huni, à la fête de Beruhet.

Petitun se rend chez sa future, qui lui sert le lard cuit à la broche. Mais, tandis qu'il lui donne un baiser, le lard tombe à terre et la chatte l'attrape.

Tout le monde est scandalisé de ce projet de mariage. Le curé Belot tient conciliabule avec les garçons, leur promet qu'ils remporteront la victoire sur Petitun; ce qui d'ailleurs n'empêche pas Petitun d'obtenir ensuite du curé Belot tout ce qu'il veut, moyennant un pain de sucre.

Après divers incidents, le contrat de mariage est signé. Petik-huni apporte cinquante louis en argent et cinquante louis de trousseau; Petitun, une paire de chars (1) avec la herse.

Le prologue ne dit rien de la suite de l'aventure.

13^e PIERROT ET CHARROT. — Pierrot, qui a déjà quatre enfants, est consterné de voir que sa femme Charrot va lui en donner un cinquième dont il n'est pas bien sûr d'être le père, et il prend la résolution de renoncer désormais à l'accomplissement du devoir conjugal.

Cette résolution, il commence à la mettre en pratique dès le soir même, et, au lieu de se coucher avec Charrot, il reste assis sur une chaise.

Charrot se venge en négligeant les besognes du ménage, en oubliant de faire boire les veaux qui maigrissent. Quand Pierrot s'aperçoit de cette négligence, il jure, tempête, renverse les jarres de lait, déclare que, si cela continue, il s'en ira aux Amériques.

(1) « Une paire de chars », c'est un char à deux roues.

Charrot, effrayée, ménage son mari et s'acquitte mieux des travaux domestiques. Mais Pierrot n'en persiste pas moins à lui faire grise mine, à répondre par de sottes querelles aux avances qu'elle lui fait. Charrot, indignée, se révolte et endommage d'un grand coup de pied la cuisse de Pierrot.

A la scène suivante, comme Pierrot s'obstine à ne pas vouloir « servir » sa femme, celle-ci lui endommage l'autre cuisse par un second coup de pied.

Le barbier vient soigner Pierrot, qui s'est réfugié chez une voisine, et, après examen du blessé, déclare que les meurtrissures sont peu graves. « La jument, dit-il, n'avait pas de fers, puisqu'on ne voit aucune trace de clous. »

14^e PLANTA ET ELÉONORE. — « Fille de grande et noble famille, » Eléonore, dans la fleur de sa jeunesse, a fréquenté « quelques jeunes et jolis messieurs » ; puis elle s'est engouée d'un domestique de son père, et maintenant elle est enceinte. Ses parents s'empressent de la marier au paysan Planta, que l'on croit riche, mais qui est pauvre, rustaud, « bête comme un âne » et jaloux.

Eléonore est navrée de ce mariage. Quant à Planta, il s' imagine bientôt qu'elle a pris un amant, et il lui déclare brutalement ses soupçons. Cela fait qu'Eléonore se décide à mériter le reproche que, pour l'heure, son mari lui adresse injustement, et elle jette son dévolu sur Pansart, homme de qualité, qui saura mieux la contenter que Planta.

Un jour qu'en l'absence de Planta elle a reçu Pansart dans la cuisine, les amants sont surpris par Planta, qui se met à expliquer à Pansart que la loi défend de prendre la femme d'autrui. Mais Pansart, au lieu de l'écouter, le rosse, et Planta s'enfuit dans la loge aux cochons, où il se cache sous le fumier.

A la suite de cette aventure, Planta conçoit une peur horrible de Pansart, et, un jour qu'il le rencontre chassant sur la montagne d'Ahargo, « tous ses membres tremblent et le pissat se congèle dans les canaux de son corps ». Ce qui n'em-

pêche pas Pansart de se jeter de nouveau sur lui et de lui faire une large blessure au front.

Planta dépose une plainte contre Pansart et va faire panser sa plaie par le barbier. Sur ces entrefaites, Eléonore accouche après quatre mois de mariage. Cela étonne le mari, qui consulte le médecin sur l'étrangeté du cas. Le médecin, stylé par Eléonore, le rassure, et Planta, après avoir chèrement payé la consultation, revient chez lui satisfait.

Finalement Eléonore, lasse de son mari, se décide à l'abandonner. Comme Pansart, accusé de divers crimes, doit quitter le pays et se réfugier à Orthez, elle prend le parti de l'y suivre. Mais Pansartine, femme de Pansart, avisée de ce projet, accable Eléonore d'injures. Les deux mégères se battent comme des furies. Les gendarmes paraissent et les emmènent en prison.

15^o RECOQUILLARD ET ARIÉDER. — Recoquillard, vieillard de quatre-vingts ans, à la tête pelée et aux genoux cagneux, rencontre dans la rue Ariéder, fille étrangère au village, et l'engage comme servante, « à la condition qu'elle le servira le jour et la nuit ».

Engrossée par son jeune amant Peirot, Ariéder prodigue à Recoquillard les déclarations d'amour, et Recoquillard lui jure qu'il n'a jamais aimé qu'elle. Il s'agit de rejeter sur le vieux la responsabilité de la grossesse intempestive. Bref, Ariéder demande à Recoquillard de l'épouser : sinon, elle le menace de le planter là.

Recoquillard est perplexe : d'un côté, il est ennuyé de sa fausse situation et il se résignerait sans trop de peine à « faire son devoir de chrétien » ; mais, de l'autre côté, il n'ignore pas la vraie raison pour laquelle Ariéder « a mal au ventre ».

Comme Ariéder a déjà dit dans le village que Recoquillard veut l'épouser, les jeunes gens se préparent à leur donner un charivari. C'est précisément ce qui décide au mariage

le vieillard têtù : puisqu'on prétend l'empêcher de se marier, il se mariera ! (1)

Recoquillard se fait porter sur une chaise devant le maire et le greffier. Le greffier feuillette les registres et ne retrouve qu'après de longues recherches l'acte, très ancien, de la naissance de Recoquillard. Le mariage est célébré.

Cependant Chilpéric, Sicambrius et Aurélien (personnages de la tragédie de *Clovis*) protestent contre le scandale donné par Recoquillard et Ariéder, et demandent au maire de les bannir de la commune. Le maire prend contre eux un arrêté d'expulsion.

Recoquillard et Ariéder ne tiennent aucun compte de cet arrêté, malgré les méchants propos dont ils sont l'objet et les persécutions qu'on leur prépare. Ariéder reproche à son mari de manquer de courage, lui dit « qu'il est devenu un âne, moins les oreilles, » et l'excite à tirer vengeance de ses ennemis.

Ici la farce s'interrompt.

16^o SATURNE ET VÉNUS. — Saturne, vieillard veuf et libidineux, hésite entre Jeanneton, filles de mœurs légères, qui a des vues sur lui, et Vénus, fille de Trinquiline, que sa mère voudrait colloquer au veuf. Pour mettre à l'épreuve les deux compétitrices, il promet secrètement à chacune de passer la nuit prochaine avec elle.

Il va d'abord chez Vénus, qui le presse de manger beaucoup de fromage et de boire beaucoup de lait. Il répond qu'« au sac qui ne contient qu'une conque il ne faut pas mettre cinq boisseaux » ; mais il emporte le lait qu'il n'a pu boire.

Il va ensuite chez Jeanneton ; mais, en chemin, il rencontre les Satans qui renversent le lait qu'il voulait offrir à cette seconde amoureuse. Jeanneton, attirée par le bruit, l'invite tendrement à entrer chez elle,

(1) Il y a ici dans le manuscrit un long remaniement qui change entièrement la condition des personnages et qui montre Ariéder cherchant à capter la succession d'un voisin valétudinaire. Nous laissons de côté cet épisode et nous passons au dénouement.

Cependant Cognado avertit Vénus de ce qui se passe, et Vénus promet « de plumer sa rivale comme un canard ». En effet, à la première rencontre, les deux filles se disputent, s'outragent, se prennent aux cheveux.

Saturne jubile d'avoir deux maîtresses qui se battent pour lui. Comme c'est Vénus qui a rossé Jeanneton, il en conclut qu'elle sera aussi la plus vaillante dans les combats amoureux, et c'est pour elle qu'il se décide.

Jeanneton, meurtrie, se fait soigner par le barbier, qui la saigne, puis lui administre un clystère.

Couplets charivariques chantés le soir, par les *cobla-riak* sous les fenêtres de Saturne, à qui les jeunes gens réclament une demi-barrique de vin et deux conques de blé. Saturne s'en plaint au maire. Mais le maire, alléguant que la coutume de ces démonstrations est très ancienne, refuse d'intervenir et conseille au plaignant de s'arranger à l'amiable avec la jeunesse.

Pour échapper aux exigences et aux sarcasmes de la jeunesse, Saturne et Vénus décident de se marier le soir. Mais cette précaution ne leur sert à rien : dès qu'ils sortent de la mairie, une musique infernale éclate et les escorte jusqu'à l'église, où le curé Belot leur donne la bénédiction nuptiale.

17^e TUDUK, EMPEREUR D'ANNAM. — Tuduk trompe sa femme Tufulia avec la princesse Ratafia. L'impératrice lui reproche sa conduite ; mais, menteur et piteux, il proteste de son innocence.

Ratafia, voyant son amant si faible de caractère et craignant que la femme légitime ne réussisse à le reconquérir, imagine de le retenir en le régaland de poulets, de vin, de café. Elle dépose tout cela dans une cachette où il doit venir la prendre. Mais les Satans découvrent la cachette, s'emparent du cadeau et s'en garnissent la panse.

Ratafia tombe malade, et le médecin lui prodigue des soins ridicules.

Suit une sorte de divertissement bouffon, qui n'a aucun rapport avec le sujet.

La farce paraît inachevée.

CHAPITRE II

La Composition des Farces Charivariques

Pour mettre sur la scène des sujets tels que ceux que nous venons d'analyser, l'improvisation ne suffirait plus. Aussi les textes des farces charivariques sont-ils toujours écrits (1).

L'auteur de la pièce qui châtie par le ridicule une choquante infraction aux bonnes mœurs, doit être un homme qui sache versifier et qui ait l'esprit caustique. Voici ce que Fr. Michel racontait (2), il y a soixante ans, sur le choix et sur la fonction de ce dramaturge :

« Malheur aux auteurs du scandale ! Les jeunes gens se sont réunis ; les parents eux-mêmes accourent ; un poète a été appelé, on l'a mis au courant de tous les détails ; il va, pour un prix déterminé, composer un drame d'autant plus applaudi que le rimeur saura mieux enchâsser dans l'exposé fidèle des faits incriminés tout ce que l'ironie, le sarcasme et le ridicule ont de plus subtil, de plus amer. Qu'a fait le coupable ? Comment l'a-t-il fait ? Quelles personnes l'ont aidé ? Quelles sont les qualités de l'époux ou de l'épouse offensée ? Respects, égards dus à la religion, à la famille, à la parenté, au public, etc., tels sont les éléments, le thème de ces drames dont le mérite consiste dans la vigueur des maximes, la finesse des allusions, la souplesse et le naturel des transitions. »

A part les dernières lignes, qui donneraient à entendre que les farces charivariques sont de délicates comédies presque dignes de Molière, le reste s'accorde encore assez bien avec ce qui se passe aujourd'hui. Il est toujours vrai qu'on s'adresse à un « poète » professionnel, pour qu'il compose la pièce ; qu'à cet effet on lui raconte par le menu toutes

(1) A. Léon confond les parades et les farces lorsqu'il dit, p. 100, que les vers des farces « sont souvent, en tout ou en partie, improvisés. »

(2) *Le Pays basque*, p. 56.

les circonstances du scandale, et qu'ainsi renseigné le « poète » versifie le drame vengeur.

Badé disait en 1843 qu'on avait composé « un nombre considérable de charivaris dramatiques », et il avait certainement raison de le dire, puisque ces farces sont des pièces de circonstance qui visent des cas particuliers. D'où vient donc que les manuscrits sont si rares?

Fr. Michel, p. 55, a donné une excellente raison de cette rareté. Comme les farces s'attaquent à des personnes vivantes, « la coutume interdit d'en garder copie sous peine de s'exposer à de violentes rancunes et même à de terribles vengeances. » Livrer une bonne fois à la risée publique ceux qui le méritent par leur sottise ou par la licence de leurs mœurs, cela est réputé juste et salutaire; mais perpétuer le souvenir de cette réprobation collective en gardant par devers soi le document écrit qui l'atteste, cela dénoterait une malveillance excessive et une rancune inexcusable (1). En principe, ces pièces n'existent que pour le jour où on les joue, et le lendemain personne ne doit plus y penser, même les victimes. N'y a-t-il pas dans l'épilogue de *Pierrot et Charrot* un verset par lequel les acteurs « demandent pardon » à Pierrot et le prient « de ne pas leur tenir rigueur » (2). Donc, ce qui est surprenant, ce n'est pas que tant de manuscrits aient péri; c'est plutôt que quelques-uns aient survécu. En fait, nous possédons six grandes farces écrites sur des cahiers spéciaux, et qui auraient dû

(1) Vander Straeten, t. I, p. 26, constate aussi la rareté des farces flamandes et dit : « La plupart de ces pièces auront été recherchées avec soin et anéanties rigoureusement. » — Le répertoire des farces françaises, qui, comme nous le montrerons plus loin, ont beaucoup d'analogie avec les farces basques, a subi également de très grandes pertes. Il ne subsiste guère que 150 pièces, et, selon Petit de Julleville (*Histoire*, t. II, p. 427), « ce n'est peut-être pas la centième partie de celles qui furent composées. » Selon Petit de J., ces pertes s'expliquent par la négligence des auteurs eux-mêmes, « qui n'attachaient pas beaucoup d'importance à ces petites œuvres. » Mais n'est-il point vraisemblable aussi qu'un certain nombre d'entre elles ont été volontairement détruites ?

(2) Peut-être est-ce aussi par discrétion que les manuscrits des farces charivariques ne portent jamais de titres : un titre reste trop aisément dans la mémoire et rend trop faciles les allusions malicieuses. C'est nous qui, dans notre catalogue analytique, avons donné aux farces les titres qui les désignent ici.

être détruites. Si elles nous sont parvenues malgré la prohibition coutumière de les conserver, c'est sans doute parce que l'invincible tendresse des auteurs pour ces œuvres a été plus forte que l'autorité traditionnelle de la prohibition. Quant aux onze petites farces écrites et conservées dans des conditions différentes, nous aurons à reparler de ces conditions au chapitre suivant.

Certes la valeur littéraire des farces charivariques est mince; mais pourtant elles ne laissent pas d'avoir une réelle originalité. Bien différentes des comédies de carnaval, qui daubent seulement sur les vices communs, ce que stigmatisent les farces, c'est la mauvaise conduite de tel ou tel habitant du village. Le drame peint donc avec des couleurs grossières, mais vraies, les mœurs intimes de la famille basque; il nous permet de pénétrer dans le secret d'un ménage, nous initie aux incidents de la vie privée, nous fait assister au dévergondage d'un mari débauché, d'une femme infidèle, d'une fille légère qui vole ses parents pour s'acheter des boucles d'oreilles ou pour offrir à boire à son amoureux, les jours de marché. Il ne faut s'attendre à trouver dans ces pièces ni poésie sentimentale, ni force dramatique, ni habileté d'écrivain; mais ce que l'on y trouve, c'est un réalisme qui, en dépit de sa brutalité, est très vivant, très sincère, et qui expose à nos yeux, sous une forme naïve, quelques-uns des principes fondamentaux de la morale domestique des Basques et aussi quelques-uns des maux qui la rongent.

Sauf pour la longueur, la forme des farces est à peu près la même que celle des tragédies. Comme les tragédies, elles ont un prologue, un épilogue, et leur texte n'est divisé ni en actes ni en scènes (1). Toutefois on y distingue ordinairement deux parties, qu'aucun signe ne sépare dans les cahiers, mais qui se différencient par le contenu. L'une représente les faits qui ont motivé le charivari, l'autre

(1) Fr. Michel se trompe lorsqu'il dit, p. 56, que les farces charivariques présentent ces divisions. Nous ne les avons rencontrées dans aucune farce.

montre la punition des coupables. Cette punition est figurée, soit par un procès, soit par une rixe, soit par un mariage. Lorsqu'il y a procès, et ce cas est fréquent, les avocats se chargent de dire durement aux coupables leurs quatre vérités, et le juge les semonce et les condamne. Lorsqu'il y a rixe, les blessés comparaissent devant le barbier qui, lui non plus, ne les épargne ni en paroles ni en actes. Lorsqu'il y a mariage, c'est le maire et le curé qui, dans les allocutions adressées aux pitoyables époux, rivalisent d'acribes facéties pour leur reprocher leur vilaine conduite.

Ajoutons que le petit fait scandaleux qui constitue le sujet propre de la farce, est ordinairement si tenu qu'à lui seul il ne pourrait fournir la matière de toute une représentation. Il faut donc allonger cette maigre donnée par l'addition de hors-d'œuvre qui parfois occupent autant de place que le sujet principal. Le procédé le plus souvent employé pour faire que la représentation dure le temps voulu, c'est de renforcer la farce d'une satanterie très développée, où le géant joue presque toujours un rôle important (1). Par exemple, dans *Canico et Belchiline*, la satanterie forme une seconde intrigue qui s'entrelace à la première, sans avoir d'ailleurs aucun rapport avec elle. Mais cette seconde intrigue n'a pas besoin d'offrir un intérêt dramatique quelconque : il suffit qu'elle soit bouffonne et fasse rire les spectateurs (2). Car on ne doit pas oublier que, surtout dans les pièces comiques, les Satans jouent un rôle analogue avec celui des clowns dans un cirque : ils sont là, non pour donner au public une émotion littéraire, mais pour l'amuser par de grosses plaisanteries et pour l'émerveiller par des danses acrobatiques.

(1) Il y a notamment de très longues satanteries dans *Méhalgu et Venus*, *Saturne et Vénus*, *Jouanic Hobe et Arlaïta*, *Canico et Belchiline*.

(2) Bien entendu, les satans remplissent aussi dans les farces, et même beaucoup plus effectivement que dans la plupart des tragédies, leur rôle satanique d'instigateurs du mal. C'est ainsi que, dans *Chiverona et Marceline*, dans *Canico et Belchiline*, etc., ils se mêlent directement et fréquemment à l'action, se félicitent des fautes commises, se réjouissent de voir qu'on observe bien leur « loi », attisent les mauvaises passions des protagonistes et s'emploient activement pour empêcher ceux-ci de venir à résipiscence.

Il y a dans les « sataneries » charivariques une particularité qui mérite d'être signalée. Les Satans et les Géants y adressent souvent aux spectateurs des sermons et même des invectives, dont la divertissante rudesse n'offense personne. Pourtant les femmes et les filles sont loin d'y être épargnées. Dans *Canico*, par exemple, on les tance pour leur gourmandise, pour leur coquetterie, pour leurs faux appâts, pour leur mauvaise conduite ; et, ce qui est encore plus cruel, on se gausse de celles qui sont laides, « avec les yeux si gros qu'ils rempliraient deux paniers, avec la bouche large comme un four, avec les lèvres faites tout exprès pour ramasser le picotin » (1).

Si la longue satanerie ne suffit pas encore pour donner à la farce les dimensions nécessaires, il y a un autre moyen qui consiste à insérer n'importe où dans la pièce quelques scènes étrangères au sujet, par exemple des scènes de mendiants (*Canico*), ou quelque récit plus ou moins scabreux qui s'y intercale sans s'y joindre, mais qui n'en a pas moins le mérite de divertir l'assistance. Dans *Salurne et Vénus*, la mère de Vénus, mauvaise vieille qui favorise les sales intrigues de sa fille, se met tout à coup à raconter l'histoire grivoise d'un garçon que l'on essaie de déniaiser avant son mariage. Dans *Méhalçu et Vénus*, un personnage absolument étranger à la pièce raconte à l'improviste, sous forme de monologue, l'histoire non moins grivoise d'une fille qui, fâchée d'avoir une tache entre les cuisses, va chez un peintre pour se la faire peindre ; mais le peintre

(1) Aristophane usait déjà de ces injures amusantes. Dans les *Nuées* vers (1095-1104), le dialogue suivant s'engage entre l'Injuste et le Juste :

« *L'Injuste.* — Les spectateurs, que sont-ils pour la plupart ? Regardez-les.

« *Le Juste.* — Je les regarde.

« *L'Injuste.* — Que vois-tu ?

« *Le Juste.* — Par les dieux ce sont presque tous de la crapule. Tiens : celui-ci, je le connais pour tel, et celui-là aussi, et cet autre encore... »

Finalement, il leur crie à tous : « ὦ βροῦρεῖσι ! » outrageuse épithète qu'il faut traduire en latin, puisque le latin dans les mots brave l'honnêteté : « ô pædicati ! »

veut d'abord la limer, et la fille se déclare très satisfaite de cette opération préliminaire.

Il va de soi que la littérature charivarique ignore absolument la propriété littéraire, et que le « poète » prend sans aucun scrupule tout ce qui est à sa convenance dans les œuvres de ses devanciers. C'est pour cela que certains morceaux se retrouvent dans plusieurs pièces. Ainsi, dans *Saturne et Vénus* et dans *Malkus et Malkulina*, les scènes du mariage civil et du mariage religieux sont identiquement les mêmes; dans *Malkus et Malkulina*, dans *Saturne et Vénus*, dans *Planta et Eléonore*, dans *Canico et Bellchiline*, les discours et les opérations du barbier se répètent avec de légères variantes; dans *Canico et Bellchiline*, dans *Jouanic Hobe et Arlaïta*, dans *Bala et Vilota*, les plaidoyers des avocats et les propos des gens de justice se ressemblent beaucoup, quoiqu'ils ne se répètent pas littéralement (1).

Malgré les scènes passe-partout, les bouffonneries des Satans et les contes grivois, les farces charivariques sont courtes. Par exemple, *Canico* n'a que 550 versets, *Recoquilard* 330, *Tuduk* 246 *Chiveroua* 220; et quelques-unes d'entre elles, comme *Petit-Jean et Sébadine*, *Bala et Vilota*, *Ardeatina et Ludovina*, qui n'ont probablement été joués que sous forme d'intermèdes dans une tragédie ou dans une comédie (2), en ont encore moins : *Boubane et Chillo-berde*, seulement 160; *Cabalçar et sa famille*, 80, etc. (3).

Les textes de la plupart des farces charivariques nous sont parvenus dans un état de désordre et de confusion qui va parfois jusqu'à les rendre très obscurs. Cela tient à des causes qui varient selon les cas.

Il arrive parfois que les gens d'un village veulent,

(1) Nous avons déjà fait remarquer ailleurs que quelques-unes de ces scènes passe-partout ont été utilisées jusque dans les tragédies.

(2) Nous en parlerons au chapitre suivant.

(3) On se souvient que les tragédies basques ont en moyenne de 1.200 à 1.300 versets, et les tragi-comédies de 800 à 900. C'est à peu près la même proportion que l'on constate dans l'ancien théâtre français entre un mystère d'une journée (de 2.000 à 2.500 vers) une moralité (environ 1.000 vers), une farce ou sotie (à peine 500). Cf. Lenient, p. 334.

comme on dit, faire d'une pierre deux coups, et berner plusieurs individus dans une même représentation. En ce cas la farce se complique, juxtapose ou enchevêtre deux ou trois données différentes. *Malkus et Malkulina* est un bon exemple de ces farces à intrigues multiples; on y bafoue une demi-douzaine de personnes : un garçon de bonne famille, une servante vicieuse, un maître aussi retors que libidineux, une veuve qui ne peut se passer d'homme, etc. Le « poète » a tâché de lier entre eux ces divers épisodes, sans réussir à mettre beaucoup de clarté dans l'ensemble. Mais d'ailleurs, le plus souvent, les pastoraliers n'essaient même pas de ramener à une certaine unité les éléments disparates de ces pièces complexes, et presque toujours ils se contentent de placer bout à bout, sans séparation, deux petites farces indépendantes l'une de l'autre. C'est ainsi que *Méhalçu et Vénus* paraît avoir été joué avec *Saturne et Vénus*, *Jouanic Hobe et Arlaïla* avec *Bala et Vilola*, *Belcader* avec *Tuduk*.

Ce qui arrive aussi, c'est qu'on fait resservir la même farce pour deux cas différents. Puisque les sujets des farces sont des aventures réelles advenues à des particuliers, il semblerait que chaque cas nouveau dût exiger la composition d'une nouvelle farce; mais, en pratique, le cas nouveau — bataille conjugale, remariage de veuf, fourberie d'une ribaude, etc. — peut ressembler beaucoup à un autre cas antérieur : dans le milieu peu changeant d'un village, dans le milieu uniforme d'une famille rurale et pastorale, les drames intimes se reproduisent souvent avec des circonstances presque identiques. Il en résulte qu'avec quelques remaniements une farce écrite pour un certain cas peut être adaptée aisément à un autre cas. En fait, plusieurs farces, notamment *Canico et Bellechiline*, *Jouanic Hobe et Arlaïla*, *Malkus et Malkulina*, *Recoquillard et Arieder*, portent des traces évidentes de ces remaniements qui ont mis dans les textes beaucoup de désordre. Le plus maltraité de ces textes est celui de *Recoquillard et Arieder*, qui paraît avoir servi trois fois : 1° contre un vieillard qui se laissait

enjôler par sa servante ; 2^o contre un valétudinaire dont une fille de mauvaise vie cherchait à capter la succession ; 3^o contre un couple dont l'inconduite scandalisait tout le village. Comme ces remaniements successifs ont été faits avec maladresse, les débris des trois rédactions forment un imbroglio qui, en plusieurs endroits, devient tout à fait incompréhensible (1).

Bref, l'incohérence de certaines farces est extrême et déconcertante. Tantôt l'ordre dans lequel le prologue annonce la succession des épisodes n'est pas celui où on les rencontre dans la pièce ; tantôt des épisodes annoncés manquent, et des épisodes non annoncés interviennent. Quelquefois le texte a subi des transpositions absurdes : ainsi, dans *Canico*, la scène où Salhatan reçoit l'assignation est transcrite avant celle où Canico décide qu'il assignera. Il y a même parfois des confusions plus extraordinaires encore : sans qu'on sache pourquoi, un personnage change brusquement de nom ou de profession dans le cours de la pièce. Mais l'excès même de telles absurdités plaide en faveur des auteurs primitifs, qu'il est impossible de supposer dénués à ce point de bon sens. Et ce qui prouve que ces auteurs ne sont pas responsables du gâchis, c'est que, quand une farce a eu la chance de subir peu de déformations, le texte en est quelquefois assez habilement agencé. Dans *Canico et Belchiline*, par exemple, les remaniements n'empêchent pas de reconnaître une réelle ingéniosité de facture. Le sujet principal est comme encadré entre les premières et les dernières scènes de la satanerie, et les querelles drôlatiques de Satan et de ses serviteurs s'insèrent comme autant de petits intermèdes entre les divers épisodes de la mésaventure conjugale. Il résulte de cette disposition une sorte de rythme qui n'est pas sans agrément.

(1) Autre indice certain de remaniement. Assez souvent le remanieur, tenant à ne pas perdre quelques passages qu'il retranchait du texte primitif, a pris soin de les recopier, soit au commencement, soit à la fin de son cahier. Cf. *Canico et Belchiline*, p. L1.

Un mot encore sur la versification et sur la langue des farces charivariques.

Elles sont écrites en versets, comme les tragédies, et cela est un fait qui mérite d'être signalé. En effet, dans la plupart des répertoires populaires, les pièces comiques sont presque toujours versifiées autrement que les pièces tragiques. En Toscane, par exemple, tandis que les *maggi*, pièces tragiques, sont en quatrains octosyllabes, la *zingaresca*, le *contrasto* et le *testamento*, pièces comiques, sont en quatrains composés de trois vers de sept syllabes et d'un vers de cinq syllabes, le second vers rimant avec le troisième, et le quatrième vers rimant avec le premier du quatrain suivant (1). Pour ce qui concerne la versification de leurs tragédies et de leurs comédies, les Basques se rattachent à la tradition de la littérature française du moyen-âge, où les vers des mystères et des farces étaient ordinairement les mêmes.

Dans les farces, l'usage accidentel de langues étrangères est beaucoup plus fréquent que dans les tragédies, et toujours ces langues y sont employées avec une intention satirique : c'est un jargon destiné à faire rire les spectateurs.

Les citations latines abondent dans les scènes judiciaires, et le substitut du procureur du roi, l'avocat du roi, l'avocat de l'accusé les font parfois dans un latin tellement barbare qu'on en vient à se demander si l'extraordinaire déformation des mots a pour cause la seule ignorance des copistes, ou si le pastoralier n'a pas voulu, comme Molière dans le *Malade imaginaire*, écrire sciemment du latin de cuisine (2).

Le français apparaît de temps à autre dans la bouche du juge, du greffier, de l'huissier ; mais ces hommes de loi sont les seuls qui l'emploient (1).

(1) Cf. Giannini, *Teatro popolare lucchese*, Préface, pp. XVI-XVII.

(2) On en trouvera plus loin des exemples.

(3) Il est donc un peu excessif de tirer de l'emploi de cette langue dans les comédies basques la conséquence qu'en tire A. Léon, p. 98, lorsqu'il dit que cela « semble parler en faveur de l'influence française sur la constitution de ce genre de pièces. » L'emploi du français par les gens de justice paraît avoir une cause spéciale et locale, que d'ailleurs A. Léon a indiquée aussi, à savoir qu'en Soule le français était la langue officielle.

Le béarnais est au contraire d'un emploi assez fréquent. Toute la farce de *Petit-Jean et Sébadine* est entremêlée de béarnais ; c'est dans un béarnais hybride que le barbier de *Malkus et Malkulina* dégoise ses vantardises, que la Jeanne-ton de *Méhalçu et Vénus* conte son fabliau obscène, etc.

L'espagnol, employé moins souvent qu'on ne s'y attendrait, semble attribué spécialement par les pastoraliers aux personnages peu dignes d'estime. Le géant Jutibal parle souvent en espagnol ; les Satans entrelardent volontiers de quelques mots d'espagnol, comme « caballeros » et « buedos dias, » leurs grossières fanfaronnades ; les vers espagnols sont nombreux dans la grivoise allocution que prononce le curé Belot pour le mariage du vieux Saturne et de la ribaude Vénus.

CHAPITRE III

La Représentation des Farces Charivariques

Aujourd'hui les farces se jouent à un moment quelconque de l'année, selon les circonstances qui les ont fait naître et selon l'occasion qui s'offre de les mettre à la scène. Mais on peut se demander s'il n'y eut point autrefois une saison où elles se jouaient de préférence, et si cette saison n'était pas la période du carnaval, période dont la licence devait être spécialement favorable aux bouffonneries de cette sorte. C'est un point sur lequel les inscriptions des manuscrits ne nous fournissent pas d'arguments probants; mais, a priori, cela paraît assez vraisemblable : car, selon Claude Noiroi (1), les charivaris appartenaient « à la matière des jeux et railleries qui se met sur théâtre de carnaval. » Au surplus, quelques faits certains fortifient cette conjecture. Il n'est pas douteux que plusieurs farces charivariques ont été jouées avec des tragi-comédies de carnaval : *Planta et Eléonore* avec *Pansarl*, *Pierrol et Charrol* avec *Bacchus*, *Malkus et Malkulina* avec *le Jugement de Mardi-Gras*. Notons encore que, dans *Jouanic Hobe et Arlaïta*, Jouanic Hobe est qualifié « fils du Pansart de l'année dernière », ce qui confère aussi à cette farce un caractère carnavalesque.

Mais n'insistons pas sur cette question préliminaire, et arrivons à la description des représentations.

Jusqu'à une date assez récente, les représentations purent se donner ouvertement. De nos jours, elles se donnent d'une façon qui est à la fois publique et clandestine. Il convient de considérer successivement l'un et l'autre cas.

(1) *Collection Leber*, t. IX, p. 50.

§ I. Représentations données ouvertement.

Avant la Révolution et longtemps encore après, les farces se jouèrent librement, sur un théâtre construit exprès pour cela. C'est ainsi que *Jouanic Hobe* fut joué le 27 octobre 1788, à Olhaïby, et *Canico* le 30 avril 1848, à Larribar. Mais, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les autorités devinrent plus sévères, de sorte que ces grandes représentations se firent assez rares. Selon J. Héguiaphal, c'est vers 1895, à Sainte-Engrâce, que l'on essaya pour la dernière fois d'en donner une; mais l'arrivée soudaine des gendarmes coupa court à la fête. Il nous a donc été impossible de voir aucune de ces représentations ouvertes; néanmoins, à défaut d'observation directe, nous avons pu savoir à peu près ce qu'elles étaient, soit par les renseignements traditionnels que plusieurs personnes ont bien voulu nous fournir, soit par les didascalies des manuscrits et par l'*Instrucciona* (1).

Le théâtre était construit sur la place publique de la même manière que pour les tragédies : plancher posé sur des solives que supportaient des tonneaux mis debout, petit escalier d'accès devant la scène; pour toile de fond, des draps tendus sur lesquels étaient épinglées des fleurs et des guirlandes; deux portes, l'une à droite et l'autre à gauche. Une didascalie de *Boubane et Chillo-berde*, farce du XVIII^e siècle, prouve même qu'autrefois il y avait trois portes : car il est dit dans cette farce que la Justice « sort par le milieu. »

Le nombre des acteurs était, en moyenne, de quinze ou seize, y compris deux ou trois Satans.

A l'exception des Satans, qui portaient le brillant costume rouge des tragédies, tous les acteurs, hommes et femmes, étaient vêtus des habits de leur condition; et, sauf dans les cas où le rôle exigeait le contraire, ces habits étaient ceux du dimanche.

(1) Nous avons publié le texte de l'*Instrucciona* dans *Canico et Belchitine*, pp. 123-126.

Hommes. — Les bourgeois, en pantalon blanc, pale-tot et chapeau ; les paysans, en pantalon noir, veste noire et béret. L'*Instrucciona* spécifie qu' « ils ont tous une canne à la main. » Si, comme il arrive souvent, il y avait dans la pièce un curé, voici, d'après l'*Instrucciona*, quel était son costume : « des pantalons noirs, et, par dessus les habits, une belle chemise blanche ; une ceinture de soie rouge à la taille, une autre pendue au cou, sur la tête un bonnet carré, de sorte quelconque ; aux bras aussi, quelques rubans de soie. » Quant à l'acteur qui jouait le rôle du « sujet » charivarié, il devait autant que possible être le sosie de ce « sujet », lui ressembler par la coupe et par la couleur des vêtements, par la coiffure et par la chaussure, etc., si bien que toute l'assistance, en voyant l'acteur paraître sur la scène, reconnût aussitôt dans la copie le double de l'original. Cela était essentiel, puisque, en vertu d'une coutume qui a encore force de loi, le nom du « sujet » ne devait jamais être prononcé dans la pièce ; il fallait donc qu'à première vue l'accoutrement de l'acteur fit venir ce nom aux lèvres des spectateurs (1).

En outre, si le « sujet » était un cornard, l'acteur était abondamment décoré des insignes de la profession et portait, soit en collier, soit en bandoulière, un symbolique cha-pelet de belles cornes empruntées à des béliers ou à des bœufs.

Femmes. — Souvent il n'y en avait qu'une, et presque jamais il n'y en avait plus de trois dans une farce. En ce qui concernait le costume, deux cas étaient à considérer. S'il s'agissait de représenter sur la scène une femme acariâtre, qui avait battu son mari ou qui l'avait éloigné d'elle par son humeur désagréable, elle portait des cotillons sales et mal ajustés, était mal peignée, avait des mèches de cheveux qui s'évadaient de son mouchoir de tête, etc. S'il

(1) Selon Petit de Julleville, *Histoire*, t. II, p. 427, il en était souvent de même dans les farces françaises du moyen âge : « En général, on ne nommait personne ; mais combien de fois désigna-t-on clairement, par des allusions obscures pour nous aujourd'hui, probablement très précises pour les contemporains ? »

s'agissait au contraire de représenter une gourgandine qui avait tramé de louches intrigues pour débaucher un homme marié ou pour séduire un vieillard, elle était attifée coquettement, peignée et pommadée avec soin ; et elle se pavait dans une belle robe neuve, en tenant à la main un éventail.

La représentation des farces, comme celle des tragédies, était précédée d'une « montre » qui s'exécutait de la manière suivante. Tous les acteurs chevauchaient sur des ânes harnachés ridiculement, ornés de vessies, de grosses clochettes de brebis ou de vaches (1) ; et la burlesque cavalcade faisait le tour du village en grand désordre, avec force tapage et force cris, non sans avoir soin de défiler devant la maison des « sujets », si cette maison n'était pas trop éloignée du lieu où avait été construit le théâtre. D'ailleurs le cortège n'accomplissait devant cette maison aucune démonstration injurieuse et poursuivait son chemin sans s'arrêter.

Tels sont les renseignements traditionnels que nous avons recueillis dans la Soule sur la « montre » ; mais ces renseignements concordent mal avec ce qu'on lit dans *Canico et Belchitine* sur « la manière d'arriber au triate. » Car, d'après le texte de cette farce, le Courrier porteur du drapeau tricolore, le président du tribunal, l'avocat du roi, l'huissier et le barbier étaient à cheval ; Sabant et Salhantan étaient à jument ; les deux mendiants étaient à âne ; les « sujets » étaient dans une voiture à âne conduite par un postillon (Jupiter), porteur du drapeau rouge ; Satan, Bulgifer et le géant Ferragus étaient à cheval, ce dernier assis à rebours sur sa monture (2).

La récitation du prologue, dont le cérémonial paraît avoir été le même que dans les tragédies, est mentionnée en ces termes par l'*Instrucciona* : « Derrière celui qui récite

(1) Au dire d'un vieil instituteur de pastorales, c'est à cette chevauchée préliminaire, faite sur des ânes par les acteurs, que convient proprement le nom d'*aslo-laserrak*.

(2) Voir *Canico et Belchitine*, p. 3, 25, 35 et passim.

le prologue se met le domestique du médecin (1), avec un drapeau. »

L'*Instrucciona* décrit aussi l'« arrivée » de la troupe et les évolutions initiales sur la scène. « Quand le prologue est fini, tous arrivent à la file, descendent de cheval devant le théâtre, montent sur la scène au son de la marche des Chrétiens, et se rangent en bataille sur un côté du théâtre. Lorsque le dernier a gagné sa place, tous, sur un signe de Tuduk, partent en même temps et du même pas, et, parvenus à l'autre bout du théâtre, font ensemble demi-tour et s'arrêtent. Puis, comme à l'arrivée, ils repartent à la file, toujours le porte-drapeau devant et les autres derrière, jusqu'à l'extrémité droite du théâtre, où ils font sur eux-mêmes un tour vers la foule; puis ils se retirent. »

D'ordinaire, les « sujets » n'arrivaient qu'un peu plus tard, et, selon une didascalie de *Canico*, voici quel était le cérémonial de leur arrivée : « Canico et Beltchitine descendent de carrosse et montent en grand triomphe sur la scène, tandis que le postillon agite son étendard. Musique. Ils se promènent sur le théâtre; puis ils se retirent ».

Pour ce qui est de la diction, de l'action, et des jeux de scène, la différence n'était pas aussi grande qu'on pourrait le supposer entre les tragédies et les farces. Par exemple, l'articulation lente et forte du verset, l'habitude de marcher presque toujours en parlant, les manœuvres quasi militaires des acteurs, etc., étaient choses communes à l'un et à l'autre genre dramatique. Néanmoins il y devait avoir dans les farces un élément réaliste qui les distinguait des tragédies : puisqu'il s'agissait d'y représenter la vie de tous les jours, avec ses particularités, ses vices et ses ridicules, il fallait nécessairement que le jeu des acteurs eût du naturel, encore que ce naturel fût poussé à la caricature; puisqu'on singeait les « sujets », il fallait nécessairement imiter leurs manières, leurs gestes, leurs tics, les intonations de

(1) Personnage de la farce de *Tuduk*, farce pour laquelle a été écrite l'*Instrucciona*.

leur voix; et, de l'aveu de tous ceux qui ont vu cette parodie, elle était l'agrément le plus piquant du spectacle.

§ II. *Représentations à la fois publiques et clandestines.*

La raison pour laquelle les représentations ouvertes finirent par être interdites, n'est pas seulement le caractère charivarique de ces farces. Elles ont souvent une gaillardise qui va plus loin que l'indécence et qui devient un véritable outrage aux mœurs (1). Voici deux spécimens des obscénités que l'on s'y permettait et que l'on s'y permet encore, lorsqu'on réussit à déjouer la surveillance de la police.

La farce de *Pierrot et Charrol* montre deux époux couchés dans un lit, sur le théâtre; et, comme le mari, malgré les avances très significatives de sa femme, refuse obstinément d'accomplir le devoir conjugal, celle-ci, furieuse, le jette hors du lit à coups de pied.

En 1909, à Ordiarp, dans une de ces représentations à la fois publiques et clandestines dont nous allons parler, on vit une femme accoucher sur la scène d'une poupée qu'on lui retira de dessous les jupes; l'homme coupable de cette naissance illégitime fit sa confession publique à un prêtre, dans un langage plus que libre; et le prêtre l'admonesta et lui donna l'absolution en termes non moins graveleux; après quoi, l'homme fut châtré sous les yeux des spectateurs, et celui qui accomplit l'opération jeta en l'air un bout de corde représentant l'organe criminel (2).

Les bonnes raisons ne manquent donc pas pour que les

(1) Selon Vander Straeten, t. I, pp. 26, 244, 252 et passim, il en était de même pour les farces flamandes, dont le langage était si effronté et la pantomime si licencieuse qu'on finit par les interdire.

(2) Cette scène dégoûtante est en quelque sorte traditionnelle dans les charivaris basques. Cf. ci-dessus, pp. 45-46, ce que nous avons rapporté de la parade charivarique jouée à Sare vers 1830. — Il ne faut pas trop s'étonner de ces grossièretés qui choquaient beaucoup moins nos pères que nous : car on a vu autrefois l'équivalent, même dans des pièces jouées pour l'édification des spectateurs. C'est un viol accompli sur la scène qui sert de pivot dramatique au mystère breton de *Sainte Nonne*; et, dans celui des *Trois-Rois*, on voit la Vierge accoucher sous les yeux du public. (Le Goffic, p. 268. Cf. Cohen, p. 269.)

autorités interdisent la représentation de ces farces : ni la loi ni les convenances ne permettent de bafouer ainsi les gens sur la place publique et d'étaler ces tableaux orduriers sous les yeux d'une population tout entière. Si donc un « instituteur de pastorales » osait demander aujourd'hui l'autorisation de jouer une farce charivarique, il se heurterait nécessairement à un refus.

Les farces auraient donc été vouées à une inévitable mort si l'astuce des Basques n'avait imaginé pour elles, comme pour les « parades », un subterfuge qui réussit à tourner, de temps à autre, les prohibitions officielles. Lorsque la jeunesse d'un village s'est mis en tête de jouer une de ces farces, elle adresse au sous-préfet, par l'intermédiaire du maire, une demande d'autorisation en apparence très innocente : il ne s'agit que de représenter une tragédie hagiographique, comme *Saint Jean Guérin*, ou une tragédie chevaleresque, comme *Roland*, ou une tragi-comédie de carnaval, comme *Pansarl*. Mais, quand le sous-préfet a accordé l'autorisation, on ajoute à la tragédie ou à la comédie le texte de la farce (2).

En pareil cas, la tragédie ou la comédie sont souvent très abrégées et ne servent qu'à masquer la pièce défendue. C'est ce que donne à entendre le prologue de *Salurne et Vénus*, farce jouée avec la tragédie de *Judith et Holopherne*; et c'est ce que déclare expressément le prologue de *Petitun et Petik-huni*, farce jouée avec *Astyage*, dans les trois versets que voici :

Mais vous devez être déjà ennuyés de ce qui précède (brève analyse d'*Astyage*), je suppose.

Je vais vous dire deux mots de notre divertissement d'aujourd'hui. Je ne parlerai plus de l'histoire ancienne.

Laissons les rois chez eux, et permettez que je revienne aux affaires de cette ville.

D'ailleurs, même si le pastoralier ne nous avait pas fait connaître ses intentions réelles, nous n'aurions eu aucune

(2) Voir à la fin du chapitre la Note complémentaire A. sur le fréquent mélange d'une pièce sérieuse et d'une farce dans l'ancien théâtre français.

peine à les deviner : car il n'a recopié dans son cahier que quelques scènes de la tragédie, tout juste ce qu'il fallait pour encadrer la farce.

Sans doute, pour que cette ruse naïve réussisse, il faut que tout le monde y mette un peu de bonne volonté ; mais nous avons déjà dit que la bonne volonté ne manque jamais, au moins chez le public, et les autorités elles-mêmes consentent volontiers à se laisser tromper.

Les farces charivariques destinées à être incorporées dans une autre pièce sont ordinairement assez courtes et ne comptent pas plus de cinq ou six personnages (1). Expliquons de quelle manière le pastoralier procède à l'incorporation.

Il y a pour cela trois procédés, que nous désignerons par les mots insertion, dissémination et fusion.

L'insertion, qui est le procédé le plus simple et le plus souvent employé, consiste à intercaler la farce tout entière dans un certain endroit de l'autre pièce, soit au commencement, soit au milieu, soit à la fin. La farce d'*Ardealina et Ludovina* est insérée dans *Alexandre* entre le dernier verset du prologue et le premier de la tragédie (2), à la façon d'un lever de rideau (3) ; celle de *Petit-Jean et Sébadine* au milieu de *Richard sans peur* ; celle de *Petilin et Pelikhuni* dans *Astyage*, entre le dernier verset de la tragédie, et le premier de l'épilogue.

La dissémination consiste à couper la farce en fragments que l'on éparpille au hasard dans l'autre pièce. C'est ainsi que la farce de *Pierrot et Charrol* a été disséminée dans la

(1) Voir à la fin du chapitre, note complémentaire B, la liste des mélanges de pièces faits par les pastoraliers.

(2) Dans le ms. de la collection Campan, la farce d'*Ardealina* est écrite sur un petit cahier spécial de 5 feuillets, rajouté après coup ; et le copiste, en faisant le compte des versets d'*Alexandre*, n'a pas compté ceux d'*Ardealina*. Ces particularités matérielles prouvent que les farces insérées dans une tragédie continuent à être considérées par les pastoraliers comme des pièces distinctes.

(3) Au dire de A. d'Ancona, t. I, pp. 385-387, cela se rencontre aussi dans les *sacre rappresentazioni*, où une *prologo*, c'est à dire une petite farce, est souvent intercalée entre le prologue et le commencement de la pièce.

tragi-comédie de *Bacchus*. Il résulte de ce mélange une extravagante incohérence; mais cela n'a aucun inconvénient, puisque les spectateurs savent tous de quoi il retourne et comprennent à merveille cet incompréhensible méli-mélo.

La fusion est un procédé plus ingénieux : il s'agit bien encore d'entremêler deux pièces différentes ; mais le dramaturge essaie de les rattacher l'une à l'autre. Le seul fait de concevoir un tel dessin suppose un certain goût, une certaine finesse d'esprit.

Nous croyons apercevoir un premier et très modeste indice de cette intention littéraire dans quelques traits ridicules que les pastoraliers ajoutent parfois à la tragédie où ils incorporent une farce. Par exemple, dans *Astyage* (Bayonne, n° 51, à propos du père du camarade que le jeune Cyrus fait fouetter, on lit ce verset qui, bien entendu, ne se trouve pas dans les autres textes de cette tragédie :

Ce seigneur, qui était probablement un grand âne, alla demander justice au roi Astyage.

Et dans *Hélène* (Bordeaux, n° 37), on n'est pas peu surpris d'entendre l'archevêque dire aux fils d'Hélène :

Allons nous reposer et voir si l'on nous donnera un coup à boire à chacun.

Des traits burlesques de cette sorte avertissent aussitôt le public que la tragédie n'est pas jouée sérieusement.

Un second indice, modeste encore, est le soin malicieux que semblent avoir pris plusieurs pastoraliers de choisir, pour y incorporer la farce, une tragédie qui ait avec celle-ci quelque lointaine analogie de sujet. Ainsi la farce de *Malkus et Malkulina*, dont les héros charivariques sont d'abominables débauchés, a été insérée dans la tragédie de *St Jean Guérin*, dont le héros hagiographique a violé Richilde. Ainsi encore la farce de *Saturne et Vénus* a été insérée dans la tragédie de *Judith et Holopherne*, ce qui permet au pastoralier, en parlant de la démarche scabreuse que le patriotisme inspire à Judith, d'appliquer la

même sentence merquoise à la libératrice de Béthulie et à la gourgandine de Pagolle :

Comme les femmes sont malignes ! Lorsqu'elles se sont mis quelque chose en tête, il n'est rien dont elles ne puissent venir à bout.

Enfin, si le pastoralier possède le sens de la bouffonnerie, il tâche de souder la tragédie et la farce assez intimement pour que, dans une certaine mesure, les deux pièces semblent n'en faire qu'une. N'est-ce point déjà pour opérer cette union, que, dans la farce d'*Ardealina et Ludovina*, jouée avec la tragédie d'*Alexandre*, le nom donné à la fille de mauvaise vie est le même que celui de la sage princesse ?

Dans *Planla et Eléonore*, farce jouée avec *Pansart*, le pastoralier, pour fondre les deux pièces, a imaginé de donner Pansart comme amant à Eléonore ; mais il n'a su réaliser que très imparfaitement cette tentative de fusion, et dans la majeure partie du développement la tragi-comédie et la farce demeurent indépendantes.

L'union est bien plus étroite entre la farce de *Recoquillard et Ariéder* et la tragédie de *Roland*, jouées ensemble. Cette fois, les personnages de la tragédie, Chilpéric, Sicambrius, les Paladins, engagent des conversations avec les personnages de la farce, leur donnent des conseils, leur adressent des reproches, etc. Mais c'est surtout dans la farce de *Jouanic Hobe et Arlaïla*, jouée avec la tragédie de *Saint Louis*, que la fusion est à peu près complète. En effet la seconde partie de cette farce prend la forme d'une sorte de parodie des pastorales tragiques. C'est le roi Agramont qui a mission d'arrêter Jouanic Hobe, le mari battu ; mais, après l'arrestation, toute la Famille du battu, Frère, Parent, Valet, se coalisent contre ce roi-gendarme et lui enlèvent de vive force son prisonnier. N'est-ce pas, en somme, de la même esthétique que procèdent les opéras bouffés d'Offenbach ?

Il y a même des cas où il est presque impossible de discerner si tels ou tels épisodes de la tragédie ne cachent pas des sous-entendus charivariques. Par exemple, dans

Saint Abraham ermite, le pastoralier a ajouté aux personnages de la légende un certain Lerat, intendant du prince de Londres, et une certaine Rucila (Lucile). Lerat, qui courtise et débauche successivement Marie, nièce de l'Ermite, et la dite Rucila, ne serait-il pas quelque don Juan de village charivarié dans cette pièce hagiographique? Et Rucila, qui d'abord s'est livrée à « un vilain vigneron », puis se laisse séduire par Lerat, et finalement se réfugie dans une maison de prostitution, n'a-t-elle pas l'air d'être tout autre chose qu'une figure de fantaisie? Un semblable doute se présente encore à l'esprit pour deux autres personnages de la même tragédie, Léandre et Isabelle (1).

Notons enfin, à propos de ces mélanges de pièces, une particularité que nous n'avons rencontrée qu'une seule fois. Le prologue de la farce de *Malkus et Malkulina*, jouée avec la tragédie de *Saint Jean Guérin*, présente une curieuse exception à la règle qui veut qu'au théâtre basque un prologue soit récité tout entier par un seul acteur. Cette fois, deux acteurs se sont partagé la tâche. Le premier, après avoir résumé de la façon habituelle, mais très brièvement, le sujet de la tragédie, s'interrompt soudain et dit :

Permettez-moi, bonnes gens, de me reposer un peu, et permettez que ce Monsieur ici présent prenne la parole à ma place.

Il a aussi quelque chose à vous dire, Messieurs et Mesdames, et je vous assure que vous ne vous ennuierez pas.

Sur quoi le second acteur reprend :

Ce Monsieur ne veut pas se fatiguer : c'est un paresseux qui se plaît à ne rien faire.

(1) Dans bien des cas, et même lorsqu'il y a eu seulement « insertion » ou « dissémination », sans « fusion », des copistes et des pastoraliers se sont trouvés dans l'embarras et ont commis de bizarres erreurs, les premiers en incorporant complètement une farce dans la copie nouvelle d'une autre pièce, les seconds en faisant jouer le tout sans s'apercevoir qu'ils faisaient jouer à la fois deux pièces différentes. C'est ainsi que la farce d'*Ardeatina et Ludovina* a été incorporée dans presque tous les manuscrits d'*Alexandre*, et celle de *Planta et Eléonore* dans tous ceux de *Pansart*. Et c'est encore ainsi qu'en 1914, à Laguinge, Burguburu a fait jouer avec *Astyage* le drame de *Dorimène*, qui s'y trouve mêlé à la façon d'un *astolasterrak*. Lorsque nous fîmes observer à Burguburu que *Dorimène* était une pièce distincte d'*Astyage*, il en fut surpris et nous dit qu'il regrettait de ne l'avoir pas su plus tôt : car la mise en scène de *Dorimène* l'avait beaucoup gêné, et la représentation avait été trop longue.

Mais je vais, moi, vous continuer l'histoire : car il n'a pas dit la moitié de ce qu'il fallait.

Vous avez entendu, bonnes gens, l'explication de l'un des sujets que nous allons représenter ; mais il y a encore d'autres belles affaires, etc...

Et il expose le sujet de la farce. Pourquoi cet insolite partage du prologue entre deux récitateurs, dont l'un ne débite que quelques versets sur la tragédie, tandis que l'autre s'étend longuement sur la farce ? Le pastoralier a-t-il voulu éviter, par respect pour la légende religieuse, de mettre dans la même bouche l'histoire édifiante du saint et les aventures scandaleuses de Malkus et de Malkulina ? Ou a-t-il voulu faire entendre à l'assistance que l'histoire du saint n'est qu'un prétexte et que l'objet essentiel de la représentation est le charivari ?

Il est facile maintenant de comprendre l'état bizarre, signalé à la fin du précédent chapitre, dans lequel nous sont parvenus beaucoup de textes charivariques. Ces textes étaient blottis dans d'autres pièces comme dans des cachettes. Et voilà pourquoi tous les érudits qui, jusqu'à ce jour, se sont occupés du théâtre basque, ont méconnu le véritable caractère de ces farces et les ont considérées comme de simples intermèdes comiques, destinés à égayer les longues et monotones tragédies (1). C'est à cette circonstance que nous devons la conservation de onze farces, soit que les propriétaires des manuscrits n'aient pas voulu détruire les tragédies auxquelles les farces avaient été incorporées, soit qu'ils aient oublié dans les cahiers les feuilles volantes qui y avaient été intercalées ça et là.

Il va de soi que, quand on se propose de jouer furtivement une farce charivarique sous le couvert d'une autre pièce, on ne donne pas d'avance une grande publicité au projet, toujours un peu scabreux, d'offrir aux gens de son

(1). Lorsqu'une farce est dissimulée dans une comédie ou dans une autre farce, le mélange est plus difficile à reconnaître que lorsqu'elle est jointe à une tragédie. C'est pour cela que J. Vinson, qui a donné une analyse détaillée de *Pansart*, ne s'est point aperçu que *Planta et Eleonore* est une autre pièce qui s'enchevêtre à la comédie de carnaval.

village ce divertissement interdit par la police. C'est pourquoi, malgré notre vif désir d'assister à une de ces représentations, nous n'avons jamais obtenu d'être averti assez tôt pour pouvoir nous rendre en temps opportun dans le lieu, ordinairement écarté, où se préparait ce spectacle illicite.

Ce n'est point à dire que les représentations soient devenues rares. M. le sous-préfet de Mauléon se trompait lorsqu'il nous écrivait en 1903 : « Il y a fort longtemps que, dans la Soule, on ne voit plus de telles représentations. » Il est hors de doute, au contraire, que, grâce au subterfuge décrit plus haut, on a joué encore des farces charivariques vers 1892 à Athérey, vers 1894 à Larrau, vers 1897 à Pagolle, en 1898 à Chéraute, vers 1899 à Barcus, en 1901 à Sainte-Engrâce, en 1903 à Abense-de-Haut, vers 1904 à Uhart-Mixe, en 1905 à Garindein, en 1906 à Lambare, en 1909 à Ordiarp, etc. Et il est probable que cette liste de représentations récentes est incomplète.

Voici une particularité curieuse de la dernière représentation donnée à Sainte-Engrâce. Quelques jours auparavant, pour annoncer le spectacle, des gens allaient réciter de maison en maison et de village en village les deux couplets suivants :

Si ou boules créde
Aquerò qu'ey bertat,
Igantian dirôte.
Astolasterac.

Barda entsun dissut
Berri triste bat
Emaztec dutiela
Zaflatzen senharrac (1).

(1). Traduction :

« Si tu veux le croire, — cela, c'est la vérité. — Dimanche il y aura — des astolasterrac.

« Hier j'ai entendu — une triste nouvelle, — à savoir que par leurs femmes — sont battus les maris. »

(Recueilli par M. Saroihandy en 1915, au village de Sainte-Engrâce, de la bouche de dame Margarita, 70 ans.)

Pourquoi cette annonce se faisait-elle en patois béarnais? Nous l'ignorons.

En ce qui concerne le costume, l'action, et la diction, les personnages des petites farces jouées clandestinement doivent être restés à peu près semblables à ceux des grandes farces qui se jouaient sans feinte. Mais la « montre » et le cérémonial des arrivées ont nécessairement perdu une grande partie de leur originalité propre, et, dans l'ensemble, la représentation a sans doute beaucoup moins de caractère qu'autrefois. En somme, si nous n'avons pas eu la chance d'assister à l'une de ces représentations furtives, peut-être n'avons-nous pas lieu de le regretter beaucoup.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

(a)

Mélange d'une tragédie et d'une farce. — Ce mélange, si contraire à nos habitudes dramatiques d'aujourd'hui, paraît moins étonnant si l'on se souvient que le théâtre du moyen âge en offre de nombreux exemples. Dans le « miracle » de *S^{te} Geneviève*, dans les « histoires » de *S^t Eloi*, de *S^{te} Marguerite*, de *S^t Sébaslien*, etc., et même le grand mystère de la *Passion*, il y a des intermèdes comiques, sans aucun rapport avec le sujet traité. Tantôt ces intermèdes sont de véritables farces, comme dans le mystère de *Saint Fiacre* où, entre la mort et la canonisation du saint, les spectateurs assistent à la lutte d'un brigand et d'un sergent, à la conversation de deux commères battues par leurs maris, aux doléances d'un vilain qui se plaint d'avoir perdu sa matinée parce que le curé a été trop long à dire la messe. Tantôt ce sont des espèces de monologues bouffons, comme dans le mystère des *Trois Rois* où un paysan égaye l'assistance par son charabia languedocien et ses quolibets. Tantôt c'est le « Sot » qui, comme dans le mystère de la *Vie de Jésus-Christ*, vient interrompre l'action en improvisant des joyeusetés satiriques. Tantôt c'est le « Fou » qui, comme

dans le mystère de *Sainte Barbe*, s'avance tout à coup sur la scène et, selon l'inspiration du moment, débite au public d'extravagantes incohérences qui provoquent des éclats de rire.

Naturellement le théâtre populaire ne s'est pas privé de ce moyen de rendre « moins fades » (1) les drames édifians et même héroïques. Par exemple, les « rhétoriciens » flamands intercalaient souvent dans leurs tragédies des intermèdes risibles, tout à fait étrangers aux sujets de ces tragédies.

(b)

Voici la liste à peu près complète des mélanges faits par les pastoraliers pour les farces dont nous possédons les textes :

Malkus et Malkulina joués avec la tragédie de *Saint Jean Guérin* et avec la tragi-comédie du *Jugement de Carnaval*.

Pierrol et Charrol joués avec la tragédie de *l'Enfant prodigue* et avec la tragi-comédie de *Bacchus*.

Petitun et Petik-huni joués avec les tragédies d'*Astyage*, de *Dorimène* et de *Roland*.

Jouanic Hobe et Arlaïta joués avec la tragédie de *Saint Louis*.

Ardealina et Ludorina jouées avec la tragédie d'*Alexandre*.

Petit-Jean et Sébadine joués avec la tragédie de *Richard sans peur*.

Saturne et Vénus joués avec la tragédie de *Judith et Holopherne*.

Planla et Eléonore joués avec la tragi-comédie de *Pansart*.

Bala et Vilota joués avec la farce de *Jouanic Hobe et Arlaïta*.

Recoquillard et Ariéder joués avec les tragédies de *Clovis* et de *Roland*.

(1) C'est la raison franchement avouée par l'auteur du miracle de *Sainte-Geneviève*. (Petit de Julleville, t. II, p. 271.)

CHAPITRE IV

Moralité des Farces Charivariques.

Ces farces, étant données les sujets qu'elles traitent, sont nécessairement grossières et licencieuses; mais il n'en est pas moins vrai qu'elles poursuivent un but honnête, tendent à maintenir l'austérité des mœurs et le respect de la famille. Dans *Recoquillard*, il est dit expressément que la pièce a pour objet de censurer et de punir « ceux qui ont une conduite obscène et qui sont les corrupteurs du village ». Établissons d'abord la liste des méfaits qui relèvent de la justice charivarique.

D'après les dix-sept farces dont nous possédons les textes complets ou partiels, l'*asto-lasterrak* stigmatise les mères indignes qui favorisent le libertinage de leurs enfants; les filles qui se livrent après le bal à leurs amoureux et qui essaient ensuite de circonvenir un nigaud; les garçons qui séduisent la servante de leurs parents, puis l'abandonnent pour épouser une héritière; les maris qui entretiennent des maîtresses, ceux qui tremblent devant leurs femmes, ceux qui, malthusiens sans le savoir, limitent volontairement le nombre de leurs rejetons; les femmes qui accouchent après quatre mois de mariage, celles qui battent leur mari, celles qui le trompent avec le domestique de la maison, celles qui se divertissent au dehors avec des amants; les pères débauchés qui donnent le mauvais exemple à leur fils; les fils indociles qui manquent de respect à leur père et qui osent même lever la main sur lui; les veufs qui convolent en secondes noces et les barbons qui épousent des jouvencelles; les ribaudes qui entreprennent de se faire épouser par un vieillard ou de capter son héritage.

Par conséquent, quelle que puisse être la trivialité de ces farces, il est manifeste que la morale dont elles s'inspirent est irréprochable; et, si l'on cherchait à en définir les principes, on pourrait, ce semble, les résumer dans les

trois formules suivantes : 1^o devoir pour l'homme de se marier par raison et non par passion sensuelle ; 2^o devoir pour la femme de rester toujours soumise à l'autorité maritale ; 3^o défense aux veufs de prétendre à un second mariage.

1^o Au Pays-Basque les mœurs, ne sont pas, dit-on, plus austères qu'ailleurs. Les jeunes gens et même les hommes mariés y font, comme partout, leurs fredaines ; et, s'il faut en croire le proverbe, « les filles y ont la cuisse chatouilleuse et dix hommes ne suffisent pas à une femme » (Oïhénart, nos 204 et 356.) Mais cela n'empêche pas qu'on s'y fait du mariage une idée qui a sa grandeur : car on l'y considère, non comme un moyen légal de satisfaire ses appétits, mais comme une institution garantissant la perpétuité de la famille et la pureté de la race (1).

Si l'objet essentiel du mariage n'est pas de satisfaire les désirs amoureux, la qualité essentielle d'une épouse n'est pas non plus d'être belle. « Choisis ta garce pour sa beauté et ta femme pour sa bonté », dit encore le proverbe (Oïhénart, n^o 350.) Très souvent, après que la passion s'est assouvie, le mariage d'amour aboutit à une vie de douleur, surtout de notre temps où les vertus domestiques deviennent rares chez les filles qui ne savent plus ni préparer les repas, ni raccommoder les vieilles hardes, ni manier la quenouille et le métier à tisser, mais ne sont que trop dégourdies quand il s'agit de faire toilette ou d'aller au bal (2). Ce serait donc une dangereuse sottise de se laisser séduire par un joli minois et par une coquette parure. Ecoutez plutôt les conseils du barbier, dans *Saturne et Vénus* :

Je m'adresse à vous, jeunes gens. Ne choisissez pas vos femmes sur la place.

Là, direz-vous, elles sont si agréables ! Oui, mais à la maison elles vaudront beaucoup moins.

(1). Fr. Michel avait déjà fait observer, p. 222, que le peuple basque est « très jaloux de la pureté de son sang ».

(2) Cf. Vinson *Folk-lore*, p. 177, chanson sur « Quelques jeunes filles d'aujourd'hui ».

Sur la place, elles ont plaisante apparence, parcequ'elles sont bien habillées et que leurs cheveux luisent de pommade.

Une fille comme celle-là sera bonne pour passer une nuit avec elle ; mais aux champs, avec une pioche, elle ne vaudra plus grand'chose...

En somme, le meilleur juge des qualités d'une épouse, ce n'est pas le garçon à marier, que trop souvent l'amour aveugle ; ce sont ses parents, plus clairvoyants que lui parce qu'ils ont plus d'expérience. « Paroles vieilles, paroles sages » (Vinson, n° 180.) C'est donc aux parents qu'il appartient d'arranger le mariage de leurs enfants ; et, par le fait, c'est ainsi que, dans la majorité des cas, les choses se passent en Pays basque. Les garçons y craignent trop leur père pour oser s'insurger contre sa volonté. Quant aux filles, elles n'ont presque jamais le caractère romanesque, écoutent volontiers la voix de la raison et acceptent sans peine le mari qu'on leur destine.

D'autre part, comme il est malaisé de connaître à fond les personnes avec lesquelles on n'a pas longtemps vécu, il est prudent de ne prendre femme que dans son propre village (1). « Qui va loin se marier, ou il est trompé, ou il va tromper » (Oihénard, *Supplément*, n° 675.) Sans doute cette règle comporte des exceptions, mais en général un étranger ou une étrangère doivent être tenus pour suspects (2).

(1) Cf. Fr. Michel, pp. 199-200. « Autrefois, en Pays Basque, on n'aimait pas à s'allier aux étrangers... On s'unissait de Basque à Basque, par conséquent de catholique à catholique. C'était presque une loi du pays. Il y avait même des localités dans lesquelles on se serait gardé d'aller chercher au dehors un époux ou une épouse. De là encore des paroisses dont toutes les familles sont unies par la parenté. Aujourd'hui, cependant, on se marie partout où on trouve son avantage. Il n'y a guère plus de distinction en ce sens entre Basques, Gascons Béarnais, etc. »

(2) Les Basques ont une disposition à mépriser tous les étrangers, y compris leurs voisins immédiats. Dans *Bala et Vilota*, une femme qui se dispute avec son mari l'appelle « Béarnais de l'enfer » et lui reproche d'avoir les jambes cagneuses, ce qui n'est pas un mince défaut dans un pays où tous les hommes ont d'admirables jambes de coureurs. Voir aussi dans Vinson *Folk-lore*, pp. 187-188, la chanson intitulée « les Gascons ». Quant aux Espagnols, très nombreux dans la vallée de la Soule où il en vient chaque année environ 2.000 pour travailler pendant l'hiver à la fabrication des sandales, ils sont si mal vus que la plupart des jeunes Basques né voudraient pas prendre pour maîtresse une Espagnole, fût-elle jolie, ou du moins ils s'en cacheraient. En ce qui concerne les Anglais, on ne les connaît guère, mais on se moque volontiers de l'accent qui rend leurs paroles inintelligibles, et, quand un homme ivre bredouille, on dit qu'il est « devenu Anglais ».

Cette défiance à l'égard du formariage s'est traduite dans la Soule par un usage probablement très ancien qui se pratique encore aujourd'hui, quoiqu'il tende à disparaître. C'est ce que l'on appelle « mettre la ronce ». Lorsqu'un jeune homme vient se marier et s'établir dans un village qui n'est pas le sien, il doit se soumettre à une cérémonie spéciale et acquitter une sorte de droit d'adoption. Le jour de la noce, les garçons du lieu montent la garde près de la porte, ordinairement flanquée de deux petits piliers, par où l'on accède à l'église après avoir traversé le cimetière. Dès que le cortège nuptial approche, deux des gardiens se postent près des piliers, et, tenant chacun dans une main les extrémités d'une longue ronce à laquelle ont été enroulés des rubans de couleur, ils l'élèvent en forme d'arceau au-dessus de la porte, tandis qu'avec l'autre main ils tendent une ceinture de couleur qui barre l'entrée. Au sommet de l'arceau formé par la ronce est suspendue une couronne de fleurs fraîches, et dans le cercle de cette couronne se balance un petit bouquet de fleurs artificielles. Ainsi, quand le « parrain du mariage », qui marche en tête du cortège, arrive à la porte, il la trouve barrée par la ceinture, et les « gardiens de la ronce » ne la lui ouvrent qu'après qu'il leur a donné une pièce de cinq francs. Dès que la pièce est donnée, un des garçons tire un coup de fusil pour « couper la ronce » ; à ce signal, la ceinture tendue se lève et le premier couple d'invités passe dessous. Puis la ceinture se rabaisse, et chacun des couples suivants n'obtient le libre passage qu'à condition de payer à son tour une redevance, qui, pour eux, n'est plus que de quelques sous. Au fur et à mesure que les couples passent, les garçons les invitent à boire un verre de vin. Enfin, quand la mariée, qui marche la dernière, se présente à la porte, les gardiens de la ronce détachent le bouquet de fleurs artificielles et le lui offrent. — Si c'est une jeune fille qui se formarie, les choses se passent de la même façon, avec cette seule différence que se sont les filles du

village qui « mettent la ronce » et qui font payer la redevance (1).

2^o Revenons à la morale des farces charivariques. Dans un ménage, le mari et la femme doivent collaborer loyalement à ce qui est le véritable but de l'union conjugale, c'est-à-dire à faire prospérer la maison par le travail, par l'économie, et à assurer la perpétuité de la famille par la procréation des enfants. Tous les vices contraires à ce double but, paresse, gourmandise, ivrognerie, malthusianisme, adultère, doivent être sévèrement proscrits. Mais la plus grave des infractions à l'ordre domestique, celle que la réprobation publique poursuit avec la plus implacable rigueur, parce qu'elle est souvent le germe de tous les autres maux, c'est la révolte de la femme contre l'autorité maritale. « Qui mari a, seigneur a » (Oihénart, n^o 406). C'est donc pour l'époux une stricte obligation de ne pas laisser périliter sous son toit le principe sacré en vertu duquel « le mari est le seigneur de la femme. » Ce principe est la loi fondamentale de la famille, et non seulement l'homme qui l'oublie manque à ce qu'il se doit à lui-même, mais encore, par le mauvais exemple qu'il donne, il se rend coupable d'une sorte de trahison envers la communauté tout entière. On lit dans le prologue de *Jouanic Hobe et Arlaila* cette admonestation adressée au public :

Ceux d'entre vous qui êtes mariés, gardez-vous bien de laisser vos femmes prendre sur vous l'avantage :

Car, si elles vous posent une fois le grappin dessus, elles ne cesseront plus de se pendre à vos cheveux.

Si Jouanic avait eu le moindre sentiment de sa dignité, il n'aurait pas toléré l'insolence de la sienne.

Ceux qui ont peur de leur femme ne sont pas des hommes.

D'ailleurs, comme la femme est naturellement un animal fantasque et malicieux, il n'y a pas lieu de s'étonner si,

(1) A Montory, c'est encore la coutume de faire payer un droit aux personnes du dehors qui se marient dans la commune ; mais l'usage symbolique de la ronce et de la ceinture n'y existe plus. Voir à la fin du chapitre une Note complémentaire sur des usages analogues.

parfois, « faisant la forte tête », elle a la velléité de se révolter contre son mari ; et, somme toute, le mal n'est pas bien grand lorsque c'est finalement son mari qui la rosse. Mais ce qui est intolérable, c'est qu'il y ait « des hommes assez ânes pour se laisser battre par leurs femmes » (*Canico et Bellchiline*, p. 71). La « mauvaise action », ce n'est pas d'échanger quelques horions ; c'est que « la femme ait le dessus ». Le désordre vraiment scandaleux, la « guerre civile », la « révolution plus effrayante que celle de Paris », c'est qu'elle se croie en droit de commander à la maison, d'obliger son mari à faire les besognes ménagères, à balayer le lavoir, à préparer les sarments pour la lessive (1), etc., et que, s'il ne se soumet pas, elle ait l'audace de lever la main sur lui sans qu'il lui rende les coups avec usure.

3^o Les remariages de veufs sont l'objet d'une animosité tellement véhémence qu'on en vient à se demander si, en Pays basque, la proportion ordinaire des filles et des garçons n'est pas en raison inverse de ce qu'elle est dans les autres pays, et si les femmes n'y sont pas en trop petit nombre pour les hommes. Le prologueur de *Malkus et Malkulina* s'écrie avec indignation :

Les veufs se marient deux fois, tandis que les jeunes gens ne peuvent pas même se marier une fois.

Est-il possible que, dans de telles conditions, nous restions bouche close ? (2)

Le remariage paraît donc une chose inique. Mais le veuf qui convole en secondes noces n'est pas considéré seulement comme un accapareur, comme un spoliateur ; on l'accuse aussi de dévergondage, de basse lascivité, et la femme même qui l'épouse partage à son égard la répulsion générale. L'héroïne de *Saturne et Vénus* déclare au maire :

(1) Cf. la célèbre farce du *Cuvier*, où la femme de Jacquinot, mégère acariâtre, a fait écrire un « rolet » des besognes qu'elle impose au pauvre homme.

(2) Voir aussi, à la fin du chapitre sur les « parades », un passage de l'« ouverture » de celle qui fut donnée à Hélette en 1848.

Monsieur, mon mari est un veuf, et vous pouvez croire que je ne l'aurais pas pris si j'en avais trouvé un autre.

Pour se marier avec un veuf, il faut avoir grand besoin de mariage.

Etrange peuple que les Basques ! Cette colonie mystérieuse, venue on ne sait d'où, qui apparaît dans l'histoire au temps d'Annibal et qui pourtant n'a pas d'histoire ; ces montagnards dont les pierres tombales, en forme de disques, portent des figures où l'on a cru reconnaître les emblèmes phéniciens du Soleil, de la Lune, des Etoiles (1), mais qui manquent de légendes à eux propres ; les Basques, dis-je, qui ne savent absolument rien de leurs lointaines origines, n'en conservent pas moins, profond et indestructible, le sentiment jaloux de leur race. Ils ont des passions ardentes ; mais, ressemblant en cela aux Juifs et aux Arabes, ils exigent que leur lignée soit préservée de toute souillure. Aussi la femme basque, considérée surtout comme l'instrument par lequel se perpétue la famille, ne jouit que d'une liberté restreinte et n'a guère d'autorité effective, même sur ses enfants ; le mariage fait d'elle la chose de son mari, et son premier devoir est l'obéissance. Tant qu'elle est soumise, tant qu'elle s'adonne silencieusement aux travaux de la maison, on la laisse en paix ; mais, si elle ose tenir tête à son époux, le village entier proteste, non seulement contre elle, mais encore contre le lâche époux qui ne réprime pas cette révolte.

N'attendez du paysan basque ni les inquiètes aspirations vers les réformes sociales, qui tourmentent certains peuples comme une fièvre, ni les rêveries poétiques et métaphysiques, qui ont été pour les Hindous, pour les Persans, pour les Hellènes une véritable hantise. Ce conducteur de bœufs, ce pâtre qui passe le tiers de l'année dans les solitudes de la haute montagne, ce cultivateur dont la maison blanche s'isole dans l'ombre des vieux châtaigniers, au fond d'une gorge humide, sont des gens très prosaïques qui ne

(1) O'Shea, *La Tombe basque*, passim.

racontent guère de beaux contes, qui sont à peu près incapables d'ajouter quoi que ce soit aux anciennes légendes religieuses et chevaleresques. Mais, lorsque l'antique loi du foyer est méconnue, lorsque la bonne discipline domestique est en péril, aussitôt ces hommes rudes s'émeuvent, deviennent imaginatifs et inventent un drame qui est un pilori.

Leur morale n'est pas subtile; elle ignore les distinctions captieuses de la casuistique, les finesses d'une analyse trop indulgente. Pour eux l'inconduite est simplement un vice, et la cause de ce vice est simplement l'excessif appétit des jouissances sensuelles. Les débauchés ne sont que des égoïstes libidineux, qui ont préféré leur plaisir personnel au bien de la communauté; ils méritent donc que la communauté leur impose une flétrissure. N'y a-t-il pas, en somme, dans cette philosophie ingénue autant et plus de vérité vraie que dans les savantes arguties de nos romanciers psychologues?

NOTE COMPLÉMENTAIRE

L'usage de « mettre la ronce »

Il subsiste en quelques pays des usages analogues.

En Béarn, on « met la ronce » à peu près de la même manière que dans le Pays basque.

En Catalogne, dans la vallée d'Aneu, « els fadrins se posen a l'entrada del poble y tapen el pas ab una cinta de seda, que no obren fins que'ls nuvis y demés de la comitiva han acceptat coca y vi que'ls ofereixen » (J. Morello, *la Vall d'Aneu*, Barcelona, 1904, p. 12.)

A. d'Ancona, t. I, pp. 662-663, mentionne ce qui se faisait à Florence sous le nom de *serraglio*, et il en emprunte un exemple au drame sacré de *Santa Cecilia*.

Lorsque Sainte Cécile épouse Valeriano, quelques jeunes gens lui barrent le passage en disant :

Gentil donna, voi non passerete,
Se voi non ci darete qualche dono.
— Giovin dabbene, che da me volete?
A queste cose io novella sono (1).

Puis, d'adressant à ceux qui lui font cortège :

S'io son prigioniero, voi mi riscotete;
S'io gli ho offesi, chieggo lor perdono (2).

Après paiement de dix ducats, le passage s'ouvre et on rassure la mariée :

Che a nessun altro non arete a dare ;
Umil donna, va dove tu vuoi (3).

Cet usage s'est pratiqué jadis dans l'Inde ancienne, en Russie, en Hongrie, etc. Voir de Gubernatis, *Usi nuziali*, 2^e édition, pp. 182-187.

(1) « Gentille dame, vous ne passerez pas, si vous ne nous donnez quelque don. — Honnête jeune homme, que voulez-vous de moi ? Ce sont choses auxquelles je suis novice. »

(2) « Si je suis prisonnière, vous, délivrez-moi ; si je les ai offensés, je leur demande pardon. »

(3) « A aucun autre vous n'aurez à donner ; humble femme, va où tu veux. »

CHAPITRE V

Les Caractères et les Mœurs dans le Théâtre comique.

Contrairement aux tragédies basques, où il n'y a point de caractères, les comédies carnavalesques et les farces charivariques peignent leurs personnages d'après nature et présentent des portraits assez fidèles des individus dont ces pièces ont pour objet de décrire et de punir les vices. « Singer » celui-ci et celle-là, telle est la loi du genre. D'ordinaire, cette « singerie » est une parodie énorme : le mari battu est par trop niais, le vieillard amoureux par trop imbécile, la drôlesse par trop impudente ; mais, quoique les caractères aient quelque chose d'excessif et par conséquent d'artificiel, ils ne laissent pas d'avoir la sorte de vérité vivante et amusante que comporte la caricature.

Il va de soi que, dans ce théâtre comique, les protagonistes ne sont pas les plus beaux échantillons de l'humanité ; les mœurs y sont vues sous leur aspect le plus fâcheux, et sur ces tréteaux rustiques il n'y a aucune place pour l'ouvrier laborieux, pour la bonne ménagère, pour l'enfant sage, pour le vieillard respectable, pour l'homme de loi intègre, pour le prêtre évangélique. Mais le proverbe dit que les honnêtes gens n'ont pas d'histoire, et de tout temps les vices et les méfaits ont été pour la littérature une plus riche matière que les vertus et les bonnes œuvres. Le lecteur se gardera donc de croire que le présent chapitre soit un tableau des mœurs ordinaires des Basques ; ainsi compris, le tableau serait inique, comme serait inique une statistique criminelle dont les conclusions imputeraient à tout un peuple les forfaits de quelques-uns. Ce qu'il convient de voir dans les pages suivantes, c'est en quelque sorte le résumé d'une enquête faite par les pastoraliers sur les désordres les plus fâcheux qui se produisent dans leur pays.

Ce résumé se divise en deux sections dont la première concerne la famille, la seconde les institutions, les professions et les métiers.

§ I. *La famille*

1^o *Le mari et la femme.* — « Le jour où l'on se marie est le lendemain du beau temps », dit un proverbe basque. Au moins est-ce le lendemain du beau temps pour cette peu louable partie de la population qui fournit aux pastoraliers les sujets des farces charivariques : on n'y trouve guère que de mauvais ménages où les époux se tourmentent l'un l'autre, se trompent et se rossent à l'envi. Si par exception la femme est honnête, elle a beau demander à Dieu de la tirer de peine : trahie et malmenée par son mari, elle finit par mourir de chagrin ; ou bien, entrée par le mariage dans une famille méchante et jalouse, elle est obligée d'abandonner le domicile conjugal et de se réfugier chez une de ses sœurs (*Petitun et Pelik-huni*). Mais dans beaucoup de cas la victime la plus à plaindre est le mari que sa femme « aime comme la mort », et qu'elle martyrise moralement et physiquement.

Les mariages mal assortis ne font que des malheureux. Par exemple, on a marié « à un noir forgeron » une jeune couturière « habituée à coudre de la mousseline, » et elle est outrée de ce que son mari l'oblige à raccommoder et, qui pis est, à remplir des sacs de charbon (*Saturne et Vénus*). Une autre, fille riche, a épousé un paysan besogneux, parce qu'il y avait urgence à lui donner un mari authentique ; mais elle ne sait aucun gré à ce benêt du service qu'il lui a rendu, d'ailleurs sans le savoir, et elle prétend être maîtresse à la maison, lui reproche sa gueuserie, lui refuse la moindre somme d'argent, le nourrit avec de la mêtüre froide et des restes de graisserons, tandis qu'elle fait pour elle-même de grosses dépenses, s'achète des foulards de soie, des tours de cou ; ce qui ne l'empêche pas de se considérer comme une victime et de geindre en public sur son infortune :

Messieurs, je suis vêtue de douleur, parce que j'ai épousé un homme misérable.

J'étais, moi, d'une maison noble, grande, distinguée. N'étais-je pas un parti trop élevé pour un paysan ?

Mes parents m'ont mariée de force. Ah ! que ne sont-ils morts aussitôt après ma naissance !

En me disant que la maison de mon mari était un grand bien, ils m'ont fait prendre la condition de paysanne.

Ah ! combien je regrette les jeunes et beaux garçons que j'ai eus pour amis dans la fleur de ma jeunesse !

Il est facile de prévoir où ce regret va la conduire. Déjà elle songe à nouer de coupables relations avec le prince Pansart, qui est un homme de qualité, et qui, pour la satisfaire, saura mieux s'y prendre que son rustre de mari (I). (*Planta et Eléonore*).

Certes les hommes ne manquent pas de défauts, puisque certains d'entre eux sont intempérants, violents, débauchés ; puisqu'il leur arrive de passer la journée entière au cabaret, et, le soir, de ne penser qu'à bien dîner, quand ils ont euvé leur vin ; puisqu'il y a des brutes qui maltraitent sans aucun motif leur femme et leurs enfants ; puisqu'il y a des libertins qui ont la honteuse habitude de courir après les filles et même après les femmes mariées. Mais les défauts de la femme sont plus nombreux encore et peut-être plus préjudiciables à l'harmonie domestique et à la prospérité de la famille. « L'homme débauché, dit le proverbe, mange la moitié du bien de la maison ; la femme débauchée mange tout. »

(1). Notons toutefois que le cas de la mésalliance est assez rare dans le monde des paysans souletins, où les fortunes sont médiocres et les conditions peu différentes. Si un garçon relativement riche épouse une fille pauvre, on n'y fait pas grande attention ; si une fille relativement riche épouse un garçon pauvre, peut-être se moque-t-on un peu d'elle, mais bientôt on n'y pense plus. Même dans le cas où la fille de la maison épouse son domestique, à supposer d'ailleurs que le domestique soit un garçon honnête et laborieux, cela n'est pas considéré comme une mésalliance : car les domestiques sont souvent d'aussi bonne et honorable famille paysanne que les maîtres qui les emploient ; mais il y avait chez eux trop d'enfants pour le travail à faire, et alors un ou deux de ces enfants se sont engagés comme domestiques dans une autre maison.

N'insistons pas sur les péchés mignons des femmes, comme le bavardage et la médisance :

Quand trois femmes sont ensemble, elles pourraient bien tailler vingt brassées de chanvre. (*Salurne*).

ou d'être faraudes et de faire trop de dépense pour leur toilette :

De porter comme les dames la coiffe amidonnée, et de ne pas se contenter, même en semaine, de la coiffe de lin ;

D'avoir des jupes d'indienne et des dentelles, d'avoir un tour de gorge... (*Jouanic Hobe*). (1)

Ce qui est plus grave, c'est que les femmes sont de terribles buveuses. Sur ce point elles n'ont rien à reprocher à leurs maris, et Bacchus, parlant symboliquement, peut dire sans fatuité :

Je n'ai nul besoin que l'on me cherche des femmes : j'en ai mille et plus qui me courent après.

Femmes mariées, femmes serviables ou pucelles, toutes s'accordent à dire qu'il n'y a pas mon pareil en ce monde.

Les femmes mariées n'ont pas de repos qu'elles ne soient venues me trouver à l'insu de leurs maris.

Beaucoup de filles aussi..... (*Bacchus*.)

Quelques-unes n'ont pas honte d'aller au cabaret (2) ; mais le plus souvent c'est à la maison qu'elles lèvent le coude. En l'absence de leurs maris, elles s'invitent les unes les autres à boire du vin, du café, de l'eau-de-vie ; et s'il faut en croire l'auteur anonyme de *Canico*, il y en a même qui

(1) Dans *Planta*, mêmes reproches adressés en termes presque identiques à Eléonore par son mari qui conclut en ces termes : « Elle ressemble à ce troupeau d'effrontées que voici », c'est-à-dire aux spectatrices.

(2) Cf. trois chansons publiées par Fr. Michel, pp. 406-409, où on lit entre autres choses : « Bonnes buveuses se rencontrent en particulier les dimanches et fêtes, qui passent le jour cachées dans les tavernes, l'écuelle rouge à la main, et qui ne regagnent le logis qu'en tибubant, à la nuit close. » Voir aussi dans le *Folk-lore* de Vinson p. 168, la chanson de « Dame Madeleine », où un mari reproche à sa femme d'aller boire à l'auberge et de rentrer si peu solide sur ses jambes qu'elle se laisse choir dans l'escalier. Il paraît que l'ivrognerie féminine est moins commune aujourd'hui qu'autrefois dans la Soule. Néanmoins les femmes de Sainte-Engrâce ont conservé leur vieille réputation.

s'enivrent seules à domicile. Poloni, femme de Bacchus, nous fait ainsi ses confidences :

Si, le matin, je n'ai pas cassé la croûte, mon cœur s'affaiblit grandement ;

Si, après mon lever, je ne bois pas la demi-pinte, ah ! mon estomac tombe de défaillance.

Ensuite, si je n'ai pas six pitchers (1) à mon déjeuner, toutes les cordes de mon cœur se rompent.

Et à mon dîner, si je n'en ai pas pour le moins autant, je risque de mourir de soif. (*Pansart*).

Toutefois il est équitable d'accorder aux buveuses une circonstance atténuante : souvent ce vice n'est chez elles qu'une conséquence du mauvais exemple donné par le mari. Témoin les doléances de Beltchitine :

Ah ! ces brigands d'hommes qui ne veulent pas obéir à leurs femmes, alors que celles-ci ne se proposent que de conserver le bien de la maison !...

Eh bien, s'il en est ainsi, les femmes deviendront à leur tour ivrognesses. La barrique ne se ressent pas de quelques bolées en moins ;

Elle a beaucoup plus à souffrir de ces longs tuyaux de pompe qui, parfois, ne se contentent pas de deux litres par personne.

Tu verras çà demain, Canico, sois-en sûr, et tu n'auras pas le droit de me le reprocher. (*Canico*.)

Une autre cause de grands désordres domestiques, c'est que beaucoup de femmes sont d'une lascivité effrénée. Eléonore, brouillée avec son mari, lui déclare cyniquement :

Un homme a beau être actif et travailleur ; s'il n'est point pail-
lard, il ne sera jamais l'ami des femmes. (*Planta*).

Les vieilles elles-mêmes gardent parfois jusque dans un âge avancé le goût de la gaudriole. Par exemple, la septuagénaire Taquil, en dépit de ses cheveux blancs et de sa denture ébréchée, invite le robuste Caquil à souper avec elle, et, après l'avoir copieusement abreuvé d'un vin « qui

(1) Environ quinze litres.

n'a pas son pareil dans les terres d'Ordarp », elle lui fait des avances dont la signification est très claire. Mais Caquill lui déclare tout net « qu'il n'est pas d'humeur à la violer. » (*Saturne*).

Cette lascivité n'a que trop souvent pour conséquence l'adultère de la femme, et il n'est pas rare que cet adultère soit commis avec le domestique de la maison. C'est le cas de Chillo-berde, qui d'abord trompe outrageusement son mari Boubane avec Kopet, puis, lorsque Boubane est mort, est si pressée d'épouser Kopet qu'elle n'a pas la patience d'attendre le délai prescrit par la loi. (*Boubane et Chillo-berde*).

Dans ces mauvais ménages où les époux croient toujours avoir à se plaindre l'un de l'autre, la guerre intestine ne tarde pas à éclater. Si le mari est peu endurant, il cogne sur sa femme et va se consoler ailleurs de ses déboires conjugaux; mais, s'il est faible, c'est la femme qui « prend l'avantage » et qui, comme la Péverine de *Jouanic Hobe*, devient une « assommeuse d'hommes. » Dans les deux cas, la bile des époux s'épanche en lamentations et en récriminations réciproques. Les hommes maugréent contre leurs femmes :

Quand un homme se marie, il peut compter qu'il entre en enfer.

Saint Augustin dit une grande vérité, quand il dit que loups, tigres, serpents et lions enragés ne peuvent être comparés à la femme.

Dieu, dans son éternité, a ordonné que les peines de l'enfer fussent subies en ce monde par les hommes qui se marieraient.

Dans l'autre monde ils seront probablement plus heureux. Quant à moi, j'aurai certes, mérité cette compensation.

Et les femmes maugréent contre leurs hommes :

Si tu grognes, Canico, il y aura du grabuge; et tu auras beau faire, je ne me laisserai point fléchir.

S'il y a tant de femmes tyrannisées par leurs maris, c'est qu'elles leur lâchent sottement la bride,

La femme ne doit pas être bêtasse. Une bonne bastonnade sur l'échine, voilà le moyen de se faire respecter. (1)

2^o *Les enfants.* — Il est facile de comprendre que, dans les familles ainsi divisées, les parents ont peu d'autorité sur leurs enfants et les élèvent mal. La farce de *Cabalçar et sa famille* met précisément en scène un exemple de cette mauvaise éducation. Lorsque l'ivrogne Cabalçar donne de bons conseils à son fils déjà grand garçon, celui-ci ne comprend pas pourquoi il serait tenu de se bien conduire, puisque son père se conduit mal ; et, comme son père lui dit : « Ne me fais pas mettre en colère », il réplique :

« Si vous vous fâchez, vous aurez la peine de vous apaiser : car j'espère bien qu'à mon âge vous n'allez pas me donner sur le cul.

Après quoi, resté seul, il fait ces réflexions :

Mon père voudrait me corriger ; mais je n'ai que faire de ses réprimandes, puisqu'il ne veut pas lui-même être sage.

Il est toujours à l'auberge, à boire ou à jouer, et il ne veut pas que, moi, je m'amuse.

Mais je ferai à ma tête comme lui à la sienne, et je me divertirai avec mes camarades.

Bref, quand les Satans, venus pour le confirmer dans ces belles dispositions, lui disent que, si son père le réprimande, il fera bien de « lui casser le nez à coups de poings et de le crever à coups de pied », il ne s'étonne pas trop de ces conseils diaboliques.

Dans les familles où le père est un débauché et la mère une honnête femme, tous les efforts de l'honnête femme pour détourner ses enfants du vice restent vains. La mère de Chiveroua a beau refuser avec énergie de consentir au mariage de son fils avec une drôlesse, le mariage s'accomplit malgré tout, et la mère s'évanouit de chagrin. La mère de Malkus, pour couper court aux relations déshonnêtes de

(1) Sur les vices de la femme, voir dans Petit de Julleville, *Histoire*, t. II, p. 205, une longue liste de petites pièces satiriques anciennes, généralement grossières, qui répètent toutes à peu près les mêmes accusations. Cf. Nisard, t. I, pp. 312, pour les pièces de même sorte répandues par le colportage.

son fils avec la servante de la maison, a beau mettre cette servante à la porte, Malkus, sans s'inquiéter de la fille qu'il a séduite, court à de nouvelles amours et finit par épouser une vieille ribaudè.

Mais le cas que les pastoraliers visent le plus souvent est celui où le père est un honnête homme et la mère une mauvaise femme.

Dans *Belcader*, la mère se fait la pourvoyeuse de son fils et prend une servante dont la complaisance épargne à ce garçon la peine d'aller chercher au dehors les plaisirs amoureux; puis elle le marie à une riche héritière, sans d'ailleurs l'obliger à rompre avec l'ancienne maîtresse; et finalement elle l'aide à tromper et à malmener l'épouse, qu'ils contraignent à faire les besognes de la servante. Les mères complices de l'inconduite de leurs filles ne manquent pas non plus. Dans *Bala et Vilota*, tandis que le père, soucieux des bonnes mœurs de sa fille, lui défend d'aller à la danse, la mère proteste contre la tyrannie paternelle et déclare « qu'elle ne veut pas voir mourir la pauvrette de chagrin »; tant et si bien que les parents, pour vider cette querelle pédagogique, finissent par s'agoniser de coups; et, plus tard, lorsque la fille revient du bal avec des taches de boue dans le dos, la mère ne s'en étonne ni ne s'en indigne; il est probable qu'autrefois pareille chose lui est arrivée souvent à elle-même.

C'est surtout lorsqu'il est question d'attirer un galant, de mettre la main sur un mari, de soutirer de l'argent à un protecteur, que la mère agit volontiers de connivence avec la fille. En pareil cas, elle ne se contente pas de fermer les yeux; elle intervient en personne, donne des conseils, amène au besoin le nigaud à la maison; puis, lorsqu'elle estime que le moment du tête-à-tête est venu, elle se retire discrètement et va préparer pour le souper des amoureux « le fricot à la cervelle d'âne » (1), qui aura la vertu de rendre

(1) La cervelle d'âne a, paraît-il, la propriété d'attirer et de retenir les hommes. On dit communément de quelqu'un qui a l'habitude de courir après les filles : « Il a mangé de la cervelle d'âne. » Cette expression proverbiale n'a évidemment qu'une signification symbolique.

le garçon plus lascif et de le décider à convoler ou à financer. (*Chiveroua*.)

Que de tels parents aient des enfants vicieux, cela ne surprendra personne, et les farces charivariques abondent en détails sur les tristes instincts et la perversité de cette déplorable jeunesse.

Dès que les garçons arrivent à l'âge où les passions s'éveillent, ils deviennent vindicatifs, querelleurs, buveurs, séducteurs, coureurs de dots, épouseurs de prostituées qui se sont enrichies à la sueur de leur corps. Mais d'ailleurs les pastoraliers, qui ne se piquent pas d'une exacte impartialité, insistent peu sur les débordements des garçons.

Au contraire l'immoralité des filles est décrite dans les farces avec une évidente complaisance. Et d'abord voici leur horoscope, beaucoup plus souvent mauvais que bon :

- Le lundi, inconstantes et variables;
- Le mardi, colères, rancunières, menteuses;
- Le mercredi, adroites blagueuses et rusées;
- Le jeudi, prudentes, discrètes et fidèles;
- Le vendredi, amoureuses, ardentes, passionnées;
- Le samedi, mélancoliques, taciturnes;
- Le dimanche, familières, gaies, pimpantes. (*Bacchus*) (1).

Ainsi deux bons jours, le jeudi et le dimanche, et cinq mauvais ou au moins dangereux. La majorité des filles ne vaut donc pas grand'chose, et il en résulte un danger pour les meilleures : car celles-ci risquent fort d'être corrompues par des compagnes dévergondées. La farce d'*Ardealina et Ludovina* peint au naturel ces amitiés périlleuses où les filles se pervertissent les unes les autres par les scabreuses confidences qu'elles se font, et où, même lorsqu'elles se donnent verbalement de bons conseils, elles se donnent pratiquement de mauvais exemples.

Du reste, la plupart des filles n'ont pas besoin d'être poussées au vice : elles y inclinent spontanément.

(1) On trouve aussi dans *Saturne* et dans *Jeanne d'Arc* l'exposé astrologique des influences qu'exercent sur le caractère et sur la destinée les planètes qui donnent leurs noms aux jours de la semaine.

D'abord, elles sont abominablement coquettes et effrontées :

Ici (sur la place), grandes éclateuses de rire, les yeux clairs et pleins de gentillesse,

Mais noires (renfrognées) à la maison, et souvent de méchante humeur....

Les robes retroussées par derrière, c'est-à-dire jusque sur le derrière, les jambes entourées de rubans, elles ressemblent à des Espagnoles.

Deux doigtées de cheveux sur le front, pour donner de l'illusion aux jeunes hommes et les attirer vers elles ;

Les doigts, les oreilles et le cou garnis d'or. Tous ces orgueils sont des lacets de Lucifer.

Les misérables parents, désolés dans leur maison, n'ont pas d'argent pour payer les impôts. (*Pansart*).

Et encore si elles n'étaient que coquettes ! Mais la coquetterie n'est trop souvent qu'un moyen pour arriver à satisfaire des vices plus répréhensibles, notamment la lubricité qui est extrême chez les filles.

Si une mère a sa fille chez elle et que celle-ci ait du penchant pour les hommes,

Il sera moins facile à la mère de la garder que de garder un boisseau de puces.

Quand même la mère ferait coucher la fille dans son propre lit, la fille, pendant le sommeil de la mère, trouvera le moyen de devenir enceinte. (*Saturne*).

Presque toujours ce sont les filles qui font des avances aux garçons, et, si les garçons ne s'empressent pas de répondre à ces avances, les filles ont la hardiesse de leur donner la chasse. Le Satan de *Dorimène* raconte qu'il a vu « des garçons qui, pour échapper à la poursuite des filles, se cachaient sous la fougère, n'en pouvant plus d'avoir trop couru » (1).

(1) Cf. dans le *Folk-lore* de Vinson, p. 179, une chanson composée par un habitant d'Ustaritz sur « les Filles de St-Pée », qui s'enflamment d'amour dès qu'un garçon passe à côté d'elles, qui lui donnent des rendez-vous la nuit, qui lui reprochent de ne pas y être venu, etc. L'auteur de la chanson conclut par cette déclaration flatteuse pour son propre village : « Si nous avions chez nous de semblables filles, nous les enverrions en mer sur un bateau troué. »

Il est vrai que d'ordinaire les garçons ne sont pas si farouches et qu'ils se laissent volontiers séduire par les agaceries des filles. Les rendez-vous amoureux se donnent de deux façons.

La première façon, sinon approuvée, du moins tolérée par les parents, consiste en ceci. Les jours de marché, lorsqu'une fille, soit par hasard, soit par complot, rencontre son galant, elle l'invite à faire collation à l'auberge, et c'est elle qui offre les friandises. Les farces charivariques nous apprennent qu'autrefois, sans doute au temps où il n'y avait pas de boulangers dans les campagnes, « les filles volaient des pains chez leurs parents pour les manger dans les auberges en compagnie des garçons » (*Pansart*) ; ou qu'« elles cachaient sous leur robes des petits pains garnis de jambon et d'œufs, pour s'en régaler avec leurs amants » (*Dorimène*). Aujourd'hui, avec l'argent qu'elles se sont procuré par des moyens peu louables, quelquefois en volant des poignées de sous à leurs parents (*Canico*), quelquefois en détournant une partie des sommes qu'elles ont touchées pour eux (*Saturne*), elles achètent chez le boulanger des *ophilak* (pains ovales de dix centimes), ou chez le pâtissier des gâteaux et des sucreries. Ce sont les garçons qui paient le vin (1).

A l'auberge, l'usage est que deux couples se réunissent pour faire la collation : ils s'installent dans une chambre qui leur est réservée, et ils s'y enferment à clef. Que se passe-t-il derrière la porte close ? Il paraît que les inconvénients de cet usage ne sont pas aussi graves qu'on pourrait le croire. Tant que les filles sont encore jeunes et en âge de se marier, elles gardent une certaine prudence et savent se défendre contre les entreprises trop hardies de leurs amis. Mais lorsqu'elles sont devenues *mouchourdin*, c'est-à-dire lorsqu'elles ont passé l'âge du mariage et n'espèrent plus convoler en justes noces, elles opposent moins de résistance.

(1) Cf. la pièce d'Oihénart, édition de Fr. Michel, pp. 234-244, sur « les Quatre macqueuses ». Elles apportent des figues qu'elles ont volées dans un jardin, et le garçon, envoie chercher le vin « pour le marier aux figues ».

Quoi qu'il en soit, il n'est pas téméraire de supposer qu'après ces agapes amoureuses beaucoup de filles sont tout au plus des demi-vierges.

La seconde façon est plus périlleuse encore pour la vertu des filles. Il y en a qui, aguerries contre le danger par ces rendez-vous donnés à l'auberge, ne craignent pas de recevoir les garçons chez elles, dans leur propre chambre, pendant la nuit. Ces réceptions secrètes ont lieu surtout le lundi, le mercredi et le vendredi, jours que l'on appelle « remarquables » et qui sont ceux où, les garçons, après avoir passé la soirée au cabaret, ont coutume de rendre visite à leurs bonnes amies. Or les bonnes amies ne se contentent pas de leur faire un tendre accueil; elles s'ingénient en outre à les allécher et à les captiver par les jouissances de la bouche; elles leur offrent du lait (1), du vin, du café, même de la viande. On trouve des descriptions de ces petits soupers clandestins dans *Saturne*, où Vénus et Jeanneton invitent pour le même soir le vieux Saturne, qui a encore la gaillardise d'accepter les deux rendez-vous; dans *Chiveroua*, où Marceline cuisine pour son amant un succulent fricot, afin de l'embobiner et d'obtenir de lui le mariage; dans *Tuduk*, où la princesse Ratafia, non contente d'offrir chez elle au sien ce qu'elle a de mieux comme boisson et comme mangeaille, lui envoie des poulets pour gagner son cœur en flattant son estomac; dans *Pierrot*, où Julie se désespère parce qu'elle n'a ni bois ni charbon pour préparer quelque bon morceau à celui qu'elle attend.

Il va de soi que, parmi les filles qui ont ces habitudes, « les pucelles sont un peu rares »; et c'est pourquoi Satan, d'ailleurs trop prompt à généraliser, s'écrie dans *Canico* :

Renoncez, Messieurs, à trouver sur cette place des pucelles: il n'y en a que dans les berceaux.

(1) Il est très souvent question de lait dans les farces charivariques, et parfois les pastoraliers semblent n'y mettre aucune malice, mais d'autre fois il y a un sous-entendu obscène. Notons à ce propos que les camorristes napolitains donnent le même sens métaphorique au mot « ricotta », lait caillé. (De Blasio, *Nel paese della camorra*, p.54.)

3^o *La fille-mère, l'entremetteuse, la sorcière.* — Lorsque ces têtes-à-tête imprudents n'ont pas eu de conséquence irréparable, les filles paient d'audace et nient effrontément leur faute :

Après s'être fait culbuter dans les fossés, elles soutiennent, le lendemain, qu'elles sont encore pucelles. (*Malkus.*)

Mais si par malheur l'enflure de leur taille rend toute négation impossible, elles ne laissent pas de se trouver encore des excuses :

Elles prétendent que cela ne leur est arrivé qu'une seule fois, pendant qu'elles étaient endormies, et qu'un mauvais bougre a abusé d'elles. (*Malkus.*)

Cependant il s'agit de régulariser la situation et de donner au poupon qui va naître un père légal :

Elles veulent épouser lorsque la ceinture de leur robe s'est rétrécie.

Mais alors, les garçons ont toujours un prétexte pour refuser de se marier,

Et ils s'en vont au galop vers celles qui se tiennent encore droites. (*Dorimène.*)

Lorsqu'elles sont réduites à mettre au monde un bâtard (1), que devient l'enfant né dans ces fâcheuses conditions? Les Basques n'ont pas le préjugé romantique qui veut que les enfants de l'amour soient plus beaux et meilleurs que les autres. Un de leurs proverbes dit brutalement : « Le fils de de putain, s'il est bon, c'est par aventure, s'il est mauvais, c'est par nature ». (Oïhénart, n^o 399). Quant à la fille-mère, il est à craindre pour elle que, perdue désormais de réputation, elle ne s'abandonne sans réserve au libertinage et ne tombe vite dans une sorte de prostitution villageoise. A en juger par le grand nombre des filles perdues qui figurent dans les farces charivariques, notamment dans *Mal-*

(1) Jusqu'à présent, malgré le cas mis à la scène dans la farce d'*Ardeatina et de Ludovina*, il paraît que les manœuvres abortives et l'infanticide sont à peu près inconnus en Soule.

kus, dans *Méhalçu*, dans *Saturne*, dans *Chiveroua*, dans *Recoquillard*, les villages souletins ne manquent pas de ces coquines qui, tant qu'elles gardent un semblant de fraîcheur, se tiennent à la disposition de quiconque veut bien les payer, jeune homme ou vieillard, et qui, dans leur décrépitude, deviennent des entremetteuses et des harpies toujours prêtes à favoriser les louches intrigues des autres, à brouiller par des cancans calomnieux les honnêtes amours et à semer la zizanie dans les bons ménages.

On peut rapprocher de ces mauvaises femmes la diseuse de bonne aventure et la tireuse de cartes, qui, lorsqu'elles étaient jeunes, ont souvent rôti le balai. Dans *Malkus*, une servante va consulter la sorcière qui lui répond :

Je vous dirai tout ce qui vous intéresse, d'abord à vous, puis en secret à tout le monde.

Cette même sorcière offre à diverses personnes « de les mener sur son dos dans un endroit agréable où l'on entend de la belle musique » :

Là-bas, je vous ferai voir beaucoup de vieilles qui à la maison ne peuvent bouger, mais qui dans cet endroit-là dansent en levant le cul en l'air.

Vous y verrez peut-être certaines de vos voisines ou amies, s'il y a autant de monde aujourd'hui qu'il y en avait hier soir.

Sur cette alléchante promesse, quelqu'un accepte de faire le voyage ; mais, au moment du départ, comme il prononce « le nom de celui qui a été cloué à la croix », la sorcière, prise d'un accès de fureur, précipite son malheureux compagnon dans un buisson de ronces et d'épines (1).

(1) Il résulte de nos informations personnelles que, si les superstitions relatives aux sorcières, au *mal donné*, etc., n'ont pas complètement disparu de la Soule, elles y ont pourtant beaucoup moins de force qu'autrefois. On croit bien encore un peu qu'un regard peut rendre une vache malade et qu'un remède composé d'herbes cueillies au cimetière aura la vertu de la guérir, s'il est administré en prononçant certaines paroles cabalistiques ; mais on n'y croit plus tout-à-fait. Rappelons, puisque l'occasion s'en présente, un curieux proverbe basque qu'un métaphysicien pourrait prendre pour devise : *Icena dien gaizak orobadira*, c'est-à-dire : « Toutes les choses qui ont un nom existent. » On allègue ce proverbe pour démontrer l'existence des esprits, des fantômes, etc.

§ II. — *Les Institutions, les Professions, les Métiers*

Quoique la satire de certains désordres de la vie privée soit le principal objet des comédies de carnaval et des farces charivariques, on y rencontre pourtant aussi beaucoup de traits malins dirigés contre les institutions, les professions et les métiers.

1^o *Le roi et la politique.* — Le roi est loin et la politique est compromettante; aussi les pastoraliers en parlent-ils peu; mais lorsqu'ils en parlent c'est toujours sur un ton irrévérencieux. Dans *Pansarl*, quand le barbier annonce au public qu'il va montrer les diplômes sur lesquels « il y a le cachet du roi », ce qu'il montre en effet, c'est son derrière.

La seule farce où la politique tient une place de quelque importance est *Canico*, qui fut joué deux mois après la révolution de 1848. Le pastoralier y est également sévère contre le gouvernement vaincu et contre le gouvernement victorieux. D'une part, l'ex-roi est accusé « d'avoir troublé toute la France », et, de plus, les spectateurs sont avertis que, « lorsqu'ils iront en enfer, ils y trouveront tous les rois. » Mais, d'autre part, le nouveau régime n'est guère mieux traité, puisqu'il est étroitement associé à l'idée de désordre et de rapine, et que, au dire de l'auteur,

Depuis que cette république s'est répandue en France, les filles croient qu'il leur est permis de voler n'importe quoi à la maison.

Outre ces traits épars, il y a dans *Canico* toute une scène qui n'est pas dénuée de philosophie politique, puisque on y voit le pouvoir convaincu de sa légitimité transcendante, de la profonde affection populaire, du droit qu'il a d'employer la force contre les mécontents, tandis qu'au contraire le peuple reproche au pouvoir ses origines suspectes, accuse les gouvernants d'être plus bêtes que les gouvernés, songe perpétuellement à secouer le joug et n'est retenu dans l'obéissance que par la peur. Voici les principaux passages de cette scène qui ne manque pas de verve comique.

Satan, pour récompenser son serviteur Jupiter, vient de

le nommer « empereur du royaume », et Jupiter, après l'avoir remercié, ajoute :

Tout le monde se réjouit de ce que vous m'avez nommé empereur du royaume. Mes sujets vont s'empresser de me reconnaître.

Quelques instants plus tard, le nouvel empereur rencontre son camarade Bulgifer, et le dialogue suivant s'engage entre eux :

Jupiter. — Puisque je suis empereur du royaume, j'ai donc, Bulgifer, le droit de te commander.

Bulgifer. — Je ne consentirai jamais à te reconnaître pour mon souverain : car je ne t'ai vu faire que des âneries.

Jupiter. — Que j'aie la tête forte ou faible, peu importe. Je suis ton maître par la volonté de Satan, qui m'a nommé empereur du royaume.

Bulgifer. — Eh bien, vrai, pour gouverner le royaume il a fait choix d'un homme d'esprit ! J'ai idée que tes sujets ne s'inquiéteront guère de ta personne.

Jupiter. — Tu ne tarderas pas à savoir si l'on doit s'inquiéter de ma personne. Je me charge de te l'apprendre, et avant longtemps.

Bulgifer. — Merde pour toi, mon empereur ! Voilà comment je reconnais ton autorité. Pour gouverner le royaume, tu n'as pas plus de titres que le trou de mon cul.

Jupiter, tirant l'épée. — C'est à ton empereur que tu parles de la sorte ? Allons, flamberge au vent, si tu ne manques pas de cœur.

Bataille. Bulgifer est blessé.

Bulgifer. — Je me sou mets, sire ! Je vous obéirai en tout. Dites-moi, s'il vous plaît, ce qu'il faut que je fasse.

2^o *La Religion et le curé.* — L'ancienne coutume de la Soule porte que « les trois états » doivent envoyer des représentants « à la Cort d'Orde » ; mais, en fait, le clergé souletin n'a jamais assisté aux Etats de Licharre, et, même après que les patentes de 1730 lui eurent expressément accordé le droit d'y comparaître, il continua de n'y point envoyer de représentants. « D'ailleurs, dit le Dr Larrieu (1),

(1) *Mauléon et le Pays de Soule pendant la Révolution*, p. 5, note.

dans tous les pays basques le rôle du clergé dans les affaires civiles et politiques était nul ou à peu près. Et même, dans certains d'entre eux, non seulement il était interdit au curé d'avoir voix délibérative dans les affaires communales, mais encore il ne pouvait être ni électeur ni éligible à aucune charge municipale. » Est-ce par suite de cette séparation anticipée de l'Eglise et de l'Etat que, d'un côté, les Basques sont restés très religieux et témoignent beaucoup de déférence au pouvoir spirituel, mais que, d'un autre côté, ils ne se gênent nullement pour railler dans le curé les travers et les vices de l'homme? Nous rencontrons dans les farces charivariques maints exemples de cette liberté de jugement.

Quelquefois le curé y donne à ses ouailles de bons conseils qu'elles n'écoutent guère (*Belcader*) ; mais d'ordinaire il est lui-même représenté comme un intrigant qui prend parti dans les querelles du village, qui se mêle d'affaires malpropres, qui joue double jeu, qui trahit ceux qu'il avait d'abord promis de soutenir, dès que les autres l'ont suborné par un cadeau qui flatte sa gourmandise. (*Peliltun, Méhalçu*).

Nous ne connaissons aucune farce où les prêtres soient accusés de mauvaises mœurs (1) ; mais les pastoraliers leur attribuent souvent une licence de langage qui fait de leurs allocutions un ramassis de propos grivois (*Saturne*).

Le défaut ecclésiastique par excellence, c'est celui que signale le proverbe : « L'avarice, ayant tué un homme, se réfugia dans l'Eglise ; elle n'en est pas sortie depuis » (2). (Oï-hénart, n° 366). Dans *Saturne*, le curé Belot, un peu cousin

(1) Sur ce point les chansonniers sont plus sévères que les pastoraliers. Voir dans le *Folk-lore* de Vinson, p. 181, la *Chanson de Pours*. L'ours, ainsi nommé à cause de sa robe noire, est un curé de Sainte-Engrâce qui a séduit une fille de bonne maison.

(2). Voici un couplet inédit de la *Salire des différentes professions*, dont Fr. Michel, pp. 390-393, a publié neuf couplets, mais qui en a une vingtaine.

« Messieurs les curés nous exhortent à faire la charité, tandis qu'eux-mêmes ne disent pas un mot sans le faire payer. Les pauvres de la commune souffrent de la faim, tandis qu'au presbytère l'or se rouille. »

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 7 Janvier 1918

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT

Etaient présents : Madame Georges, MM. Georges Bergès, Castilla, Cazedevant, P. Destandau, Duhourcau, L^t C^t Duvot, Georges, Godinet, B. Gomez, Grimard, Hérelle, J. Labrousche, P. Labrousche, Charles Lagrolet, Pierre Mendy, A. Personnaz, Ct Portallis, Salane.

Excusés : Ct Bois-Viel, Ct Baron.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance.

PUBLICATIONS REÇUES. — *Bulletin de l'Union historique et Archéologique du Sud-Ouest*. (Juillet-Octobre 1917). — *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et Scientifiques*. Année 1916). — *Revue de Géographie commerciale*. (Juillet-Décembre 1917). — *Escolo deras Pirénéos : armanac dera montanho* (1916-1918). — *Le Poilu Saint-Emilionnais*. (Octobre-Novembre 1917). — *Compte-rendu des Séances du Conseil Général des Basses-Pyrénées*. (Session ordinaire d'Août 1917).

M. Benjamin Gomez fait don à la Société des exemplaires de ses revues : *En cinq sec ! Bayonne à la Chine* et *Un chic de luls*, témoignages de l'esprit à Bayonne, pendant la guerre.

M. G. Hérelle offre un exemplaire de *Canico et Beltchiline*, farce charivarique, avec notice sur le théâtre basque et commentaire par lui-même. La notice est une première esquisse des études sur le théâtre basque dont M. Hérelle publie dans notre bulletin les chapitres les plus particuliers.

PRÉSENTATION. — Trois noms nouveaux sont présentés aux suffrages de la Société.

COMMUNICATION. — M. G. Hérelle aborde, dans cette séance, les *pastorales comiques* du théâtre basque.

Ce sont d'abord les *tragi-comédies de Carnaval*. Les trois que l'on

connaissent sont *Pansari*, *Bacchus* et le *Jugement de Mardi-Gras*. Encore le manuscrit de cette dernière est-il perdu. Chacune de ces pièces réunit trois genres : une moralité, une bataille et un procès. M. Hérelle donne lecture de quelques extraits savoureux de *Pansari* et de *Bacchus*. Il passe ensuite aux *mascarades soulelines*. Il en décrit tout d'abord le cortège composé d'une double file : les rouges et les noirs. Les rouges ou les nobles, ce sont les gens et les animaux de la Soule ; les noirs, ce sont les étrangers auxquels manquent, naturellement, toutes les qualités. Ces mascarades comportent des scènes mimées, des ballets et des scènes de comédie qui sont tout ensemble mimées, dansées et parlées. M. Hérelle, dans une réunion ultérieure, parlera des *farces charivariques* et apportera ses *conclusions générales* sur le théâtre basque.

La séance est levée à 18 heures 45.

Le Secrétaire : F. DUHOURCAU.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Séance du 4 Février 1918.

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT

Etaient présents : MM. Georges Bergès, Ct Bois-Viel, Pt Destandau, Dours, Duhourcau, Fourcade, Georges, Godinet, Grimard, J. Labrousse, P. Labrousse, M. Martin, A. Personnaz, Ct Portallès, P. Roquebert, Salane, Servat.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance.

RAPPORTS ANNUELS. — Le Secrétaire et le Trésorier lisent leurs rapports qui sont reproduits plus loin.

FÉLICITATIONS AU BUREAU. — M. Salane ayant fait l'éloge du secrétaire et demandé que l'Assemblée le complimentât, M. Grimard fit de même pour le trésorier et M. Dours pour le vice-président. L'Assemblée Générale a été unanime à féliciter et remercier tout le Bureau, comme de juste, du zèle et de l'intelligence avec lesquels il avait géré les affaires de la société et assuré sa prospérité.

QUESTIONS DIVERSES. — L'Assemblée vote à l'unanimité une proposition du bureau tendant à demander aux Sociétaires mobilisés de vouloir bien alléger, dans la mesure de leurs moyens, les char-

ges de la Société, en consentent à payer leur cotisation, en totalité ou partie.

PUBLICATIONS REÇUES. — *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques* (année 1917, 1^{re} livraison) — *La Revue belge* (1^{re} année, 1^{er} numéro). Ce numéro contient une remarquable étude de l'historien national de la Belgique, Henri Pirenne, sur les *Origines de l'Etat belge*.

L'*Hôpital Militaire de Bayonne*, gracieusement offert à la Société par son auteur M. Maurice Martin.

PRÉSENTATION. — Trois noms nouveaux sont présentés aux suffrages de la Société.

ÉLECTIONS. — Sont élus à l'unanimité :

Madame BURDETT-MASON, présentée par MM. Grimard et Duhourcau.

Madame ANTONIN PERSONNAZ, présentée par MM. Paul Labrousche et Duhourcau.

Monsieur JEAN YBARNÉGARAY, député de Mauléon, présenté par MM. Guichenné et Duhourcau.

La séance est levée à dix-huit heures trente.

Le Secrétaire : F. DUHOURCAU.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE

*A Messieurs les membres de la Société des Sciences,
Lettres et Arts de Bayonne*

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous rendre compte de la situation de notre Société telles que l'ont faite, en particulier, les incidents survenus après notre dernière Assemblée Générale (Février 1917).

Situation générale. — Je ne dissenterai pas de la scission qui s'est produite à la suite du vote de cette Assemblée. Le bureau, dans une circulaire à tous les Sociétaires, en date du 12 mai 1917, a mis au point ce regrettable incident. Je dirai seulement que votre bureau s'est prêté depuis lors à deux tentatives de conciliation faites l'une par M. Garat, l'autre par M. Colas et certains de nos collègues : l'une et l'autre ont échoué devant l'intransigeance du Conseil d'administration des *Etudes régionales*.

Il y a à enregistrer, dans le courant de 1917, 27 démissions. El-

les sont dues, pour la plupart, au vote de l'Assemblée Générale qui demandait le respect de nos statuts. Enfin, nous avons à regretter le décès de 3 sociétaires : Madame Albert Lasserre, Madame de Grandry, Monsieur Burdett-Mason.

En regard, nous avons admis parmi nous 60 membres nouveaux. Si l'on compte ceux qui vont être élus ou présentés aujourd'hui (6), si l'on ajoute 3 abonnements nouveaux, l'exercice 1917 se termine à ce jour par un gain de 39, avec un total de 175 membres et 6 abonnements. Depuis sa fondation en 1873, jamais la société n'a été si nombreuse.

Réunions et bulletins. — Le bureau, en même temps qu'il s'attachait à activer le recrutement de la Société, s'est efforcé de rendre nos réunions mensuelles plus intéressantes par le choix des communications, et de relever notre bulletin, tant par la nature des études que par la présentation typographique. Il a cru enfin qu'il appartenait à notre Société de recueillir les témoignages de la gloire que conquiéraient devant l'ennemi soldats et marins de notre région. Sans négliger les études sur le passé, il a tenu à marquer que la plus belle histoire, aussi bien provinciale que nationale, est en train de s'écrire avec du sang et qu'il fallait n'en rien laisser perdre. C'est dans ce sens que nous continuerons de travailler. Cela ne peut que nous valoir l'estime et l'attachement d'un plus grand nombre de nos compatriotes.

Situation financière. — Notre trésorier nous rendra compte de l'état de nos finances et de nos charges.

Une tradition nous a été transmise qui consiste à établir ses dépenses à cheval sur les recettes de deux années. Nous rompons avec cette tradition, dès que ce sera possible. Notre objectif est que chaque année règle ses dépenses avec ses recettes ; nous comptons l'atteindre, dès l'an prochain, puisque alors nous aurons achevé de liquider la très ancienne créance de notre imprimeur que M. Yturbide avait prise à son nom. Les derniers 300 fr. qui ainsi sont dus encore à M. Yturbide lui seront payés dans le courant de 1918.

Toutefois, étant donnée la cherté du papier, il faut, dès à présent, si nous voulons continuer d'éditer un bulletin digne de nous, songer à restreindre certaines dépenses et à acquérir des recettes nouvelles.

Le bureau vous soumettra tout à l'heure un projet concernant les sociétaires mobilisés. Il y a là une situation obérante qu'il faut régler sans retard.

Enfin, je me permets de rappeler à tous nos membres qu'il n'est qu'un moyen de constituer de belles recettes, c'est d'accroître le

nombre de Sociétaires. Le bureau fait beaucoup dans ce sens; il espère que tous les sociétaires trouveront et les communications mensuelles et les études du bulletin assez intéressantes pour faire inscrire à la Société leurs amis que l'histoire passée et présente de Bayonne et de sa région ne peut laisser indifférents. Chaque membre devrait considérer comme une obligation morale envers la Société de lui amener, au cours de chaque année, un sociétaire nouveau. Ainsi pourrions-nous être sûrs de continuer et de parfaire notre œuvre, en dépit des difficultés de tous genres.

Le Secrétaire : F. DUHOURCAU.

RAPPORT DU TRÉSORIER

Monsieur le Président,
Messieurs,

A l'exposé si franc, si précis que vous venez d'entendre, votre Trésorier ne saurait ajouter qu'une chose :

M. le Capitaine Duhourcau, après avoir versé son sang pour la Patrie, a bien voulu, dans les circonstances que vous connaissez, accepter la charge de Secrétaire Général, ce qui n'est pas une sinécure. En effet, il s'agit de préparer réunions et conférences, notifier leur admission aux nouveaux membres, adresser condoléances aux familles des Sociétaires décédés, veiller à la composition du Bulletin, à la correction des épreuves, etc.

Tout cela exige de l'initiative, du talent, du temps, de la bonne volonté.

Il n'est donc point téméraire d'avancer que si notre Société est encore vivante, elle le doit en grande partie à l'influence et au dévouement continu de son glorieux et sympathique Secrétaire.

En conséquence, je vous demanderai, Messieurs et chers Collègues, de bien vouloir lui témoigner notre très-sincère reconnaissance en lui votant des remerciements mérités, et dont mention serait faite sur le procès-verbal de ce jour.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité des Membres présents le Trésorier donne ensuite lecture de l'Etat des Recettes et Dépenses suivant :

ETAT DES RECETTES ET DEPENSES

DU 6 FÉVRIER 1917 AU 4 FÉVRIER 1918

RECETTES		DÉPENSES	
Solde en caisse au 5 février 1917.....	365 15	Impression du Bulletin, de convocations, circulaires, etc.....	1.067 55
Encaissé 3 cotisations de 1916.....	30 »»	Observations météorologiques.....	100 »»
Encaissé 144 cotisations de 1917.....	1.440 »»	Brochure et fournitures.....	113 »»
Encaissé 2 cotisations de 1918.....	20 »»	Frais de recouvrement, envoi du Bulletin, correspondance, convocations.....	48 75
Encaissé 2 abonnements Nilson.....	20 »»	Secrétariat et Archives.....	29 »»
Don de M. Lesca ...	100 »»	Tableau pour l'affichage du Bulletin météorologique ...	26 10
Vente du Bulletin net	20 25	Cotisation à l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest.....	20 »»
		Amortissement de la créance de l'imprimeur (5 ^e à-compte)	300 »»
		Location tour Château-Vieux.....	1 »»
		Divers.....	6 »»
		TOTAL des dépenses..	1.708 40
		SOLDE EN CAISSE à ce jour.....	287 »»
BALANCE ÉGALE.....	1.995 40	BALANCE ÉGALE.....	1.995 40

Certifié véritable le présent état, à Bayonne, le 4 Février 1918.

Le Trésorier,
H. SALANE.

Séance du 4 Mars 1918

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT.

Etaient présents : MM. Grimard, Fourcade, G. Bergès, Maurice Martin, D^r Heulz, Dours, Lt Cl Duvot, Cl de Castelnau d'Esse-nault, Pierre Louis, Georges, Godinet, Nogaret, J. Labrousche, Prést Destandau, L. Castilla, P. Roquebert, P. Labrousche, Salane.

Se sont fait excuser : MM. Le Cap. Duhourcau, Ct Baron, Portalis.

La parole est donnée au Trésorier qui lit le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 4 février dernier rédigé par M. le Secrétaire Général absent.

M. le Président Destandau émet l'avis que certains passages du procès-verbal pourraient ne pas être maintenus. MM. Godinet, J. Labrousche, Nogaret se rallient à cette proposition. Après une courte discussion, l'assemblée consultée, M. le Vice-Président adopte la proposition.

PUBLICATIONS REÇUES. — *Boletín de la Commission de Monumentos historicos y artisticos de Navarra* (1917-4^e trimestre).

QUESTIONS DIVERSES. — Observation de M. le Vice-Président de Marien, transmise par M. P. Labrousche, au sujet du recouvrement des cotisations.

PRÉSENTATION DE NOUVEAUX MEMBRES. — Deux noms nouveaux sont présentés aux suffrages de la société.

ÉLECTIONS. — Sont élus à l'unanimité des 18 membres présents :

MM. CARLOS PETIT, notaire, L^t PIERRE D'ANDURAIN, CARLITO OYARZUN, négociant.

COMMUNICATION. — M. Maurice Martin lit 5 poésies de sa composition sur Bayonne ou les Landes, fréquemment applaudies par tous les assistants.

La séance est levée à 18 heures. *Le Trésorier* : H. SALANE.

Séance du 8 Avril 1918

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT

Etaient présents : MM. Pierre d'Andurain, Béguet, Georges Bergès, Castilla, Maxime Clérissé, Darrigrand, Dours, Ducazau, Duhourcau, Lt Cl Duvot, F. Fourcade, Godinet, Grimard, D^r Heulz, J. Labrousche, P. Labrousche, Ch. Lagrolet, P. Louis, M. Martin, Nogaret, A. Personnaz, Ct Portalis, P. Roquebert, de Saint-Louvent, H. Salane, A. Soulange-Bodin.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance.

PUBLICATIONS REÇUES. — Les deux premiers bulletins de la *Société bayonnaise d'Etudes régionales*. Deux études du Capitaine F. Duhourcau.

DÉCÈS. — Le Secrétaire annonce le décès de M. Serval, ancien vice-président de la Société, un de nos membres les plus cordialement estimés. Il a écrit à son neveu pour présenter les condoléances de la société, et de même à M. Casedevant pour la mort de son troisième fils.

CORRESPONDANCE. — Reçu de nombreuses lettres de remerciements au sujet d'invitations à la conférence Ybarnégaray.

QUESTIONS DIVERSES. — Le secrétaire rend compte des raisons qui ont déterminé le bureau à prendre l'initiative de la Conférence Ybarnégaray, au théâtre de Bayonne. Cette belle manifestation d'union sacrée pour tenir jusqu'à la victoire totale a valu 1.753 francs à l'œuvre d'assistance du soldat sans famille que patronne la Société.

Lecture d'une adresse à S. M. le roi d'Espagne jointe aux deux bulletins de la Société qui lui sont envoyés.

Après discussion, l'assemblée approuve les mesures du Bureau en vue du recrutement et de la présentation de nouveaux sociétaires.

Le Secrétaire annonce que la dette de la Société est éteinte : les derniers 300 francs dus à M. Yturbide lui ont été remis par le trésorier.

PRÉSENTATION. — Plusieurs noms nouveaux sont présentés aux suffrages de la Société.

ÉLECTIONS. — Sont élus à l'unanimité :

S. G. Mgr. GIEURE, évêque de Bayonne.

M. FORSANS, sénateur, maire de Biarritz.

M. LE BARILLIER, conseiller général, maire d'Anglet.

M. Louis GARNIER, proviseur du Lycée.

Madame PAGÈS-LEBAS.

M. le Commandant LABAT.

Madame Vve GODIN, directrice du Cours supérieur de jeunes filles.

M. Henry BÉHOTÉGUY.

M. Georges COURTIGNON.

M. le Dr Axel BJORKEGREN.

Madame Arthur LEBAS.

présentés par le Bureau.

M. le Lt Cl DE RESSÉGUIER, présenté par MM. Ch. Lagrolet et Duhourcau.

Madame Gabriel PERSONNAZ, présentée par MM. Antonin et André Personnaz.

M. Georges LAFFONTAN, présenté par MM. A. Lasserre et Cne Forgeot.

Madame E. LAGELOUZE, présentée par MM. A. Soulange-Bodin et P. Labrousche.

Madame Emmanuel MOLINIÉ, présentée par MM. A. Personnaz et P. Labrousche.

Madame Georges BERGÈS, présentée par MM. A. Grimard et F. Duhourcau.

M. Léon CHARPENTIER, négociant, présenté par MM. A. Grimard et G. Bergès.

M. Maxime CLÉRISSE, avocat, présenté par MM. Labrousche et P. d'Andurain.

M. Camille DIHARCE, joaillier, consul de Belgique.

M. Vincent CAZALIS, teinturier, présentés par MM. Le Beuf et F. Duhourcau.

PRÉSIDENCE D'HONNEUR. — Sur la proposition de M. le Capitaine Duhourcau, S. G. Mgr. Gieure est portée à l'une des présidences d'honneur, à l'unanimité.

COMMUNICATION. — Le Secrétaire lit un travail de M. G. Hérelle sur la *moralité des farces charivariques*, fragment d'une magistrale étude qui paraîtra dans notre prochain bulletin.

La séance est levée à 18 heures 30.

Le Secrétaire : F. DUHOURCAU.

Séance du 6 Mai 1918

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT

Etaient présents : Madame Ed. Gillet, MM. H. Eéhotéguy, Georges Bergès, Castilla, M. Clérissé, Ducazau, Duhourcau, Lt Cl Duvot, L. Forel, Garcia-Mansilla, L. Garnier, Godinet, Grimard, G. Hérelle, F. Labrousche, P. Labrousche, Ch. Lacrolet, E. Lacrolet, P. Louis, Nogaret, A. Personnaz, Ct Portalis, P. Roquebert, de Saint-Louvent, H. Salane, A. Soulange-Bodin.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance.

PUBLICATIONS REÇUES. — *Le Rayon* (nº de Pâques).

CORRESPONDANCE. — Lettres de remerciements de MM. Casadevant et C. Serval, pour les condoléances qui leur ont été adressées ; de S. G. Mgr Gieure, de MM. le Dr Bjorkegren, Léon Charpentier, Vincent Cazalis pour leur élection.

QUESTIONS DIVERSES. — Le Secrétaire rend compte de son heureuse démarche, au nom du Bureau, auprès de M. Garat pour la réouverture de la Bibliothèque municipale.

M. P. Labrousche propose que la Société s'associe aux nombreux groupes intellectuels ou autres qui ont protesté contre la célébration du centenaire de Karl Marx. Le vœu est adopté à l'unanimité, à mains levées. Le Secrétaire rédigera la protestation.

PRÉSENTATION. — Un nom nouveau est présenté aux suffrages de la Société.

ÉLECTIONS. — Sont élus à l'unanimité :

Madame Fernand DIOLÉ, présentée par MM. A. Le Barillier et F. Duhourcau.

Madame A. DESCANDE, présentée par MM. A. Descande et P. Labrousche.

Madame PETIT-DUCOURAU,

Mademoiselle POUZAC, présentées par MM. F. Labrousche et P. Roquebert.

Mademoiselle Louise ROQUEBERT,

Monsieur Raymond de CAZES, présentés par MM. le Ct de Marien et J. Labrousche.

Monsieur Léon FOSSAT, directeur des Douanes, présenté par MM. E. Lagrolet et Ch. Lagrolet.

Monsieur FAUCONNIER, sous-préfet de Bayonne, présenté par MM. J. Garat et F. Duhourcau.

Monsieur l'abbé Gaston LARRE, curé de St^e Eugénie, présenté par MM. Ch. Lagrolet et F. Duhourcau.

Monsieur Henri DU MESNIL, présenté par MM. A. Grimard et F. Duhourcau.

Monsieur César SERVAL, présenté par MM. A. Grimard et G. Bergès.

Monsieur Louis FOREL, chef de la gare du Midi, présenté par MM. Nogaret et P. Labrousche.

Monsieur l'abbé Ph. LARRIEU, professeur au collège Saint-Louis-de-Gonzague,

Monsieur Raphaël FAGALDE, directeur des Magasins du Printemps, présentés par le Bureau.

COMMUNICATION. — M. G. Hérelle achève la série des conférences sur *le théâtre basque* qu'il a données, avec beaucoup de science et de charme, à diverses de nos réunions mensuelles. Il ne juge pas utile de compléter le tableau des *pastorales comiques* par la présentation des *parades et farces charivariques*, le bulletin de la Société publiant ses études sur ces sujets. Il montre ce théâtre basque comme

la seule survivance aujourd'hui d'un théâtre populaire et rural, dérivé des Mystères, qui florissait dans toute l'Europe occidentale au Moyen Age et qu'a tué l'avènement de théâtre moderne. Celui-ci, par ses caractéristiques, est une grosse entreprise industrielle qui ne peut réussir que dans les grands centres. Il faut s'attendre, surtout après cette guerre qui aura fauché la jeunesse, à voir disparaître ces fêtes dramatiques si pittoresques qui animaient les villages souletins, pour la plus grande joie du peuple campagnard et le plaisir des amateurs du passé.

La séance est levée à 18 heures 45.

Le Secrétaire : F. DUHOURCAU.

Séance du 3 juin 1918.

PRÉSIDENCE DE M. LE Ct DE MARIEN, VICE-PRÉSIDENT.

Présents : Mesdemoiselles Pouzac, Roquebert, MM. Ct de Cazes, M. Clérisse, Duhourcau, Godinet, Grimard, Dr Heulz, J. Labrousse, Ch. Lagrolet, Abbé Larrieu, Ct de Marien, Ct Portalis, P. Roquebert, de Saint-Louvent, Salane.

Excusés : MM. Léon Fossat, Dr Bjorkegren, Lt Cl Duvot.

M. le Ct de Marien, de retour à Bayonne définitivement, adresse quelques mots de bienvenue à l'assemblée, après avoir pris le fauteuil de la présidence.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance.

PUBLICATIONS REÇUES. — *Mémoires de l'Académie nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen*, 1916-17. *Bulletin de la Société de Borda*, 1917. *Bulletin de l'Union historique et archéologique du S. O.* Janvier-Avril 1918. *Boletín de la Comisión de Monumentos históricos y artísticos de Navarra*, 1^{er} Trimestre de 1918. *Le Poilu St Emilionnais*, Avril 1918.

ELECTIONS. — Sont élus à l'unanimité :

Madame MANINGUE, Bayonne.

M. Dominique ANATOL, inspecteur principal des douanes en retraite, Anglet.

COMMUNICATION. — Le secrétaire présente à l'assemblée des documents nouveaux relatant les difficultés d'établissement de la franchise à Bayonne et en Labourd (1784). Les premiers proviennent des

archives du Ministère des Affaires Etrangères et sont transmis par M. Maurice Lévy. Ce sont des lettres ou mémoires de l'intendant de Néville et de Dupont de Nemours rapportant les troubles suscités à Bayonne par les opposants à la franchise et le retard apporté par le Parlement de Bordeaux à l'enregistrement des lettres-patentes. Les seconds documents sont extraits de la suite de l'étude que consacre Maurice Daussarp au pays de Labourd à la fin du XVIII^e siècle. Ils montrent comment l'opposition des Basques labourdins, maintenus en dehors de la zone franche, à la venue des commis des fermes, opposition entretenue et attisée par la crainte d'une atteinte aux privilèges locaux, provoque des troubles dans quelques villages à l'est de la Nive. L'intendant de Néville les fait cesser par des mesures énergiques et songe alors à proposer au Conseil du Roi tout un plan de réformes de la Constitution du Labourd.

M. le Ct de Marien remercie le Secrétaire et souligne l'intérêt historique de la communication.

La séance est levée à 18 h. 15.

Le Secrétaire : F. DUHOURCAU.

Séance du 1^{er} juillet 1918

PRÉSIDENCE DE M. LE CT DE MARIEN, VICE-PRÉSIDENT.

Présents : MM. D. Anatol, G. Bergès, Casedevant, Ducazau, Duhourcau, Lt Cl Duvot, Fossat, J. Fourcade, Georges, Godinet, Grimard, F. Labrousche, Le Beuf, Ct de Marien, Ct Portalis, Ct Roch, Roquebert, de Saint-Louvent, A. Soulange-Bodin.

Excusés : MM. Ct Bois-Viel, Salane, H. Bétotéguy, L. Dours.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance.

PUBLICATIONS REÇUES. — *Revue de Géographie commerciale*. Avril-Juin 1918.

QUESTIONS DIVERSES. — La question des vacances ayant été posée par le bureau, l'assemblée décide de s'ajourner jusqu'en novembre.

COMMUNICATION. — M. le capitaine Duhourcau lit une communication sur le lieutenant Roger Le Barillier, du 49^e régiment d'Infanterie, tué à l'ennemi. Cet hommage, constitué par les témoignages des officiers du régiment et par les lettres du jeune mort à sa famille, sera inséré dans le bulletin de l'année. Le vice-président remercie M. Duhourcau de sa communication.

La séance est levée à 18 heures.

Le Secrétaire : F. DUHOURCAU.

Séance du 4 novembre 1918

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT

Présents : MM. H. Béhotéguy, G. Bergès, Diesse, Dours, Duhourcau, Lt Cl Duvot, Georges, Grimard, Ct de Marien, Ct Portalis, Roquebert.

Excusés : MM. Ct Baron, Ct de Cazes, Fossat, Salane.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance.

PUBLICATIONS REÇUES. — Compte-rendu des séances du Conseil Général (Avril 1918). *Bulletin archéologique du Tarn-et-Garonne*, année 1917. *Bulletin archéologique des travaux historiques et scientifiques*. Année 1917. 2^e livraison. — *Mémoires de la Société académique de l'Aube*. Année 1917. — *Le Rayon, le poilu St-Emilionnais* (août 1918) — *Francisque Habasque*. — *Bulletin de l'Union Historique et archéologique du Sud-Ouest*. (Juillet-Octobre 1918). — *Boletín de la Comisión de monumentos históricos y artísticos de Navarra* 2^e et 3^e trimestres 1918. — *Les Journaux du Trésor de Charles IV et Bleel*, par J. Viard.

QUESTIONS DIVERSES. — Le Secrétaire fait part des décès de M. Raphael Fagalde et de Madame Veuve Personnaz. Il a écrit aux deux familles, qui l'en ont remercié, pour exprimer les condoléances et la sympathie des membres de la Société.

ELECTIONS. — Sont élus à l'unanimité :

MM. Denis ETCHEVERRY, artiste peintre, présenté par MM. G. Bergès et F. Duhourcau.

Martin LARRETCHÉ, présenté par MM. G. Bergès et A. Grimard.
Charles LESCA, présenté par MM. H. Lesca et F. Duhourcau.

COMMUNICATION. — Pour la séance, M. Maurice Dussarp qui poursuit ses études sur *le Labourd à la fin du XVIII^e siècle*, avait envoyé deux mémoires très intéressants de M. le Camus de Néville, intendant de Pau à Bayonne, puis de Bordeaux, dans les dernières années de l'ancien régime. L'intendant engage son ministre à se défier des *assemblées provinciales*, bonnes, en principe, mais, en fait, sans racines profondes avec les provinces et contre lesquelles l'opposition est générale. Le Camus de Néville préconise alors un plan de réformes qui ramèneraient à la vie les anciens états, tout en les renouvelant. Il propose pour le Labourd, en particulier, un projet de réorganisation qui permettrait au pays de « se réformer lui-même » et de prospérer, en abolissant les abus. Enfin, il constitue une hiérarchie d'états dans la généralité de Pau et Bayonne. Trouvant les pays de sa juridiction trop frag-

mentés et sans liaisons, il propose d'organiser leurs états particuliers, de les fédérer ensuite en un corps d'Etat principal pour qu'ils se concertent sur tous les intérêts communs. Sa généralité ou province pyrénéenne aurait compris des *états généraux de Navarre, des états généraux de Béarn et Bigorre, des états généraux d'Aquitaine*. Le Conseil du Roi approuva ces plans, mais ne sut pas les réaliser. Les Etats Généraux et la Constituante, allant contre les vœux et les mandats de leurs commettants, établirent une autre constitution administrative hostile aux privilèges et à l'esprit des provinces. Si l'intendant de Pau et Bayonne revenait de nos jours, il trouverait ses idées assez actuelles; sans doute serait-il régionaliste et partisan d'une région pyrénéenne.

Le Secrétaire : F. DUHOURCAU.

Séance du Lundi 9 Décembre 1918

PRÉSIDENCE DE M. LE COMMANDANT DE MARIEN, Vice-président

Assistaient à la séance :

MM. Grimard, Joachim Labrousche, de Castelnau d'Essenault, (Colonel Marquis), Commandant Le Barillier, Casedevant, Commandant de Cazes, Colas, Salane, Pierre Louis, Godinet, D. Anatol, Paul Labrousche, Le Beuf.

Excusés, MM. Pierre Roquebert, Capitaine Duhourcau, Docteur Voulgre, commandant Bois-Viel, Fossat, Formey de Saint-Louvent, Docteur Dutournier.

M. le Vice-Président Grimard donne lecture du Procès-Verbal de la dernière séance. Il est adopté sans observation.

CORRESPONDANCE : M. le Docteur Dutournier, membre titulaire, excusé, a écrit la lettre suivante au Président, qui en donne lecture.

Bayonne, 8 Décembre 1918.

Monsieur le Président,

En rentrant ces jours ci de la campagne et pouvant enfin, grâce à l'amélioration de ma santé, faire — après plus de 3 ans — le tour de notre bonne ville, j'ai eu la surprise de découvrir un Bayonne de guerre, énormément pittoresque, dont le spectacle m'a paru d'autant plus délectable qu'on le peut considérer désormais avec l'œil clair du vainqueur. Je fais allusion surtout aux aspects exotiques que revêtent nos places, nos rues et nos alentours immédiats, avec leurs divers uni-

formes étrangers, les attelages singuliers, les attroupements si bizarres d'émigrants, surtout Portugais, affublés de leurs manteaux-soutanes et de leurs paquets multiformes et multicolores, etc., etc.

Et puis il y a le camp Saint-Léon, récemment appelé camp du Président Wilson, grouillant d'une vie américaine qui évoque les mœurs des Pampas ; il y a aussi la Poudrerie, et il y a eu jusqu'à des enterrements chinois. Et que dire de notre port dont la physionomie présente un caractère étrange quand sont réunis des navires camouflés de bariolages extravagants et des bateaux de guerre aux types les plus divers, que survolent parfois des hydravions...

A-t-on fixé par la photographie ces vues de Bayonne pendant la grande guerre ? Si non, il serait très urgent de prendre des mesures avant qu'il soit trop tard pour perpétuer ces souvenirs, un peu pour nos contemporains, mais surtout pour la Postérité qui restera passionnément curieuse de cette époque prodigieuse. Il faudrait en créer un album, peut être à l'instigation de nos édiles, pour être placé aux Archives municipales, où les Ducéré de l'avenir puiseront de quoi instruire et intéresser les Bayonnais de leur époque.

Ne pouvant me rendre à vos séances, je vous serai très obligé, M. le Président, de bien vouloir soumettre cette idée — si vous le jugez digne de considération à nos collègues de la Société, qui pourront soit intervenir auprès des autorités municipales, soit adopter tel autre procédé qui leur paraîtra le meilleur pour arriver à ces fins.

Veuillez agréer...

Dr DUTOURNIER.

Le Président propose d'écrire à ce sujet à la municipalité de Bayonne. Il a paru du reste au *Journal Officiel*, une instruction Ministérielle sur la documentation locale à constituer pendant la grande guerre.

Adopté à l'unanimité.

PUBLICATIONS REÇUES :

De la Société Bayonnaise d'Etudes Régionales :

1^o *Catalogue des plantes de la région Bayonnaise*, par MM. Ancibure et Prestat.

C'est un travail considérable et qui rendra service aux botanistes érudits. Le défaut de figures rend les recherches et identifications difficiles aux non initiés.

2^o *Bulletin trimestriel de la Société Bayonnaise d'Etudes Régionales*. Fascicule 1 et 2 de 1918.

Le Président donne lecture du passage du Compte-rendu annuel du secrétaire Général relatif à la démarche faite par des membres de la Société en vue d'un rapprochement avec la Société des Sciences,

Lettres et Arts de Bayonne et propose de passer à l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

Le Président fait connaître que le secrétariat de la Mairie de Bayonne a aimablement proposé, en vue du prêt de la salle des adjudications de la Mairie pour la tenue des séances, au lieu d'une demande écrite renouvelée chaque fois, d'un envoi du bulletin de convocation fixant le jour et l'heure de la séance.

PRÉSENTATION DE NOUVEAUX MEMBRES :

M. MAISONNAVE, directeur Honoraire des Douanes, présenté par M. le Commandant de Marien et M. Pierre Roquebert.

M. B. DE VERGÈS (villa de Vergès, Biarritz), présenté par M. le Commandant Boisviel et le Capitaine Duhourcau.

Il sera statué sur ces candidatures à la prochaine séance.

Le commandant de Marien fait une communication sur deux plaques tombes et une épitaphe françaises.

Ces monuments qu'il a eu l'occasion d'étudier et de dessiner pendant son séjour au front en 1916, en Argonne, à La Chalade, sont de la fin du XIII^e siècle et du XIV^e siècle.

Ils lui ont offert l'occasion d'exposer l'état actuel des connaissances sur ces monuments funéraires si nombreux dans l'ancienne France et dont bien peu malheureusement subsistent encore ; de présenter un aperçu sur la région si pittoresque de l'Argonne pendant la guerre : enfin de donner un résumé de l'histoire du prieuré cistercien de la Chalade.

La séance est levée à 18 heures 30.

Le Président : DE MARIEN.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

au 31 Décembre 1918

Présidente d'Honneur

Mme LA GÉNÉRALE DERRÉCAGAIX.

Présidents d'Honneur

MM.

LÉON BONNAT, membre de l'Institut.

JOSEPH GARAT, député, maire de Bayonne.

S. GR. MGR GIEURÉ, évêque de Bayonne, Lescar et Oloron.

LUCIEN LE BEUF, fondateur de la Société en 1873.

JULIEN VINSON, professeur de langues orientales à Paris, fondateur de la Société en 1873.

Membres du Bureau

MM.

X. *président.*

DE MARIEN (de Hoym), *vice-président.*

A. GRIMARD, *vice-président.*

F. DUHOURCAU, *secrétaire général.*

X. *secrétaire archiviste.*

H. SALANE, *trésorier.*

Membres Titulaires

MM.

1918 ANATOL, Dominique, Inspecteur Principal des Douanes en retraite, Anglet-St-Jean, villa Tanit.

1914 ANATOL, Michel, Capitaine au long Cours, 51, rue d'Espagne, Bayonne.

1918 ANDURAIN, Pierre (d'), 25, rue Victor Hugo, Bayonne.

1913 ARCANGUES, Nicolas (d') château de Miots, Villefranque.

1914 ARCANGUES, (Marquis Pierre d'), château d'Arcangues.

1917 ARTÉON, Henri, bijoutier, 11, rue Gambetta.

- 1913 BADIE, employé de commerce, 24, rue Victor Hugo.
1915 BARON, Commandant, Pessans, quartier Saint-Etienne.
1917 BARTHES, Alice (Mlle), allées Paulmy.
1917 BARTHES, Léon, ancien inspecteur des Chemins de fer du Midi, allées Paulmy.
1917 BARTHES, Louis (Mme), Allées Paulmy.
1917 BAUBY, Léopold, publiciste, Orthez.
1911 BÉGUET, Philippe, directeur du Crédit Lyonnais, Bayonne.
1918 BÉHOTÉGUY, Henry, 50, rue des Basques.
1918 BERGÈS (Mme Georges) 28, quai Galuperie.
1917 BERGÈS, Georges, artiste peintre, 28, quai Galuperie.
1917 BERGEY, (l'abbé), D. M., aumônier militaire, 36^e Division d'infanterie, S. P. 6.
1918 BJORKEGREN, Axel, 8, rue Vainsot.
1917 BLAISE, Charles, notaire, Place Pordelanne, Biarritz.
1912 BLAZY, (l'abbé), aumônier du Lycée, Bayonne.
1917 BODIOU, Louis, Prote d'imprimerie.
1917 BOIS-VIEL, (Commandant) villa Molinié, Allées Marines.
1916 BONAND, (de) villa Argizagita, Biarritz.
1893 BONNAT, Léon, membre de l'Institut, 42, rue Bassano, Paris.
1917 BROUSSAIN, (Dr), maire d'Hasparren.
1917 BURDETT-MASSON (Mme), château Larrondouette.
1917 BURET, (commandant), 24, rue Lormand.
1917 CAMET, J.-B., entrepreneur, 3, rue Pontriques.
1911 CANGUILHEM, capitaine en retraite, 23, rue Vieille Bouche-rie.
1912 CASEDEVANT, Edouard, 5, rue de la Monnaie.
1914 CASTELNAU D'ESSENAULT (de) Marquis, château Bordas Sainte-Marie-de-Gosse.
1917 CASTILLA, Léon, 30, avenue Victor Hugo, Biarritz.
1917 CAZALIS, Joseph, architecte, 20, rue des Basques.
1918 CAZALIS, Vincent, 3, rue Victor Hugo.
1918 CAZES, (Raymond de) 4, allées Boufflers.
1917 CELHAY, (J. P.), courtier maritime, 10, rue Vainsot.
1892 CÉNOZ, François, négociant, allées Paulmy.
1918 CHARPENTIER, Léon, Bayonne.
1879 CHEVILLION, (Dr), 1, rue Jacques Laffitte.
1917 CHORIBIT, Joseph, avocat, 4, rue Lormand.
1918 CLÉRISSE, Maxime, 25, rue Victor Hugo.
1911 COLAS, Louis, professeur au Lycée de Bayonne.
1902 COMBES, Arnaud, agent d'Assurances, 2, rue Vainsot.
1918 COURTIGNON, Georges, villa Neretzal, quartier Lachepaillet.
1910 CROIZIER (Marquis de) à Joandin, quartier St-Etienne.

- 1911 DARANATZ, chanoine, secrétaire particulier de l'Evêché.
1917 DARRIEUX, Fernand, Industriel, 3, rue du Trinquet.
1911 DARRIEUX, Henri, Vice Consul de Russie, 3, rue du Trinquet.
1911 DARRIGRAND, Jean, avoué, 1, rue Jacques-Laffitte.
1912 DELAY (Dr), 17, rue Victor Hugo.
1912 DELMAS, André, avocat, 8, rue Jacques Laffitte.
1917 DELRIEU, percepteur honoraire, St-Jean-de-Luz.
1916 DERRECAGAIX, (Mme la Générale), villa Lesquerdo, Anglet.
1918 DESCANDE, (Mme A.) chalet Mireille, Biarritz.
1902 DESCANDE, Armand, d° d°
1911 DESTANDAU, président du Tribunal Civil de Bayonne.
1911 DESTREMAU, directeur de la Société Générale, Bayonne.
1911 DÉTROYAT, Emile, agent d'Assurances, 14, rue Thiers.
1913 DIESSE, Alexandre, château de St-Martin, Larressore
1918 DIHARCE, Camille, joaillier, 3, rue Argenterie.
1918 DIOLÉ, (Mme Fernand) Quintaü, Anglet.
1892 DOLHATS, Négociant, quai de Mousserolles.
1893 DOURS, Louis, agent d'assurances, 3, place du Château-Vieux.
1911 DUBARAT, chanoine, archiprêtre de St-Martin de Pau.
1879 DUCAZAU, Ingénieur civil, 1, rue Thiers.
1917 DUFAU DE MALUQUER, (A. de), ancien magistrat, villa Fontana, Bizanos.
1912 DUHALDE, (Mlle) 8, rue Port-Neuf.
1911 DUHOURCAU, François, (Capitaine), 1, rue Thiers.
1917 DUMONT, Georges, administrateur de la Croix-Rouge, Biarritz.
1894 DUMONTEL, banquier, 4, place de la Liberté.
1917 DUSSARP, Maurice, publiciste, 31, rue du Rocher, Paris.
1911 DUTOURNIER, Dr Adrien, 3, place du Réduit.
1917 DUVERDIER, Albert, courtier maritime, 7, rue Thiers.
1911 DUVERDIER, Alfred, Villa Biarnès, St-Léon.
1897 DUVERDIER, Jules, villa La Bordasse, à St-Léon.
1917 DUVOT, lieutenant-colonel, villa Régis, St-Léon.
1912 ELISSEIRY, Paul, négociant rue Guilhamin.
1912 ETCHATS, conseiller d'Arrondissement, Beyrie.
1917 ETCHEBER, (l'abbé), aumônier militaire au 49^e d'infanterie.
S. P. n° 6.
1918 ETCHEVERRY, Denis, 170, faubourg St-Honoré, Paris.
1918 FAUCONNIER, sous-préfet, Bayonne.
1917 FEUILLET, commandant, R. Octave, château de la Roque, à Ondres (Landes).

- 1911 FOLTZER, imprimeur, 9, rue Jacques Laffitte.
1918 FOREL, Louis, chef de Gare, Bayonne.
1917 FORGEOT, Auguste-Jules, capitaine, château Mirambeau, Anglet.
1918 FORSANS, P. sénateur, maire de Biarritz.
1914 FORT, Ernest, inspecteur de la bibliothèque municipale.
1918 FOSSAT, Léon, Directeur des Douanes, Bayonne.
1917 FOURCADE, Joseph, villa Lauga, St-Léon.
1917 FOURGASSIÉ, Georges, 25, quai Claude Bernard, Lyon.
1908 FOY (Mme Ed.), villa Grand'Vigne, Bayonne.
1912 FROIS, André, banquier, 9, rue Thiers.
1885 GABARRA (l'abbé), curé de Capbreton.
1900 GARAT, Joseph, député, maire de Bayonne.
1902 GARAY (l'abbé), curé de St-Charles, Biarritz.
1911 GARCIA-MANSILLA, consul de la République Argentine, château d'Amade.
1917 GARCIA DE YSLA, J. M., 10, rue Vainsot.
1918 GARNIER, Louis, Proviseur du Lycée, Bayonne.
1917 GARRELON, H., procureur de la République, Orthez.
1885 GENTINNE, Jules, boulanger, 23, rue Port-Nèuf.
1914 GEORGES, (Mme), Lahonce.
1914 GEORGES, directeur honoraire de la Banque de France, Lahonce.
1918 GIEURE, (S. Gr Mgr), évêque de Bayonne, Lescar et Oloron.
1917 GILLET, (Mme Edouard), 201, rue Lecourbe, Paris.
1902 GOALARD, pilote-major de la Barre.
1918 GODIN (Mme), directrice de l'Ecole supérieure des filles, Bayonne.
1917 GODINET, Marie-Carolus, receveur principal des Douanes, 2, rue Frédéric Bastiat.
1911 GOMBAULT, inspecteur principal des Douanes.
1917 GOMEZ, Benjamin, architecte, 5, Boulevard Alsace-Lorraine.
1886 GOMMÈS, Armand, banquier, 9, rue Thiers.
1917 GRANDRY (Mme René de), château Gaillat, St-Léon.
1911 GRIMARD, André, contrôleur des douanes, 34, rue des Basques.
1893 GUICHENNÉ, Léon, député, 26, rue Thiers.
1911 HÉRELLE, Georges, professeur honoraire de l'Université, 23, rue Vieille-Boucherie.
1917 HERRAULT, Jules, Auguste, villa La Feuillée, Beyris.
1917 HEULZ (Dr) villa Lesterlocq, Anglet.
1889 HIRIART, Pierre (de) château de Saubis, Tarnos.

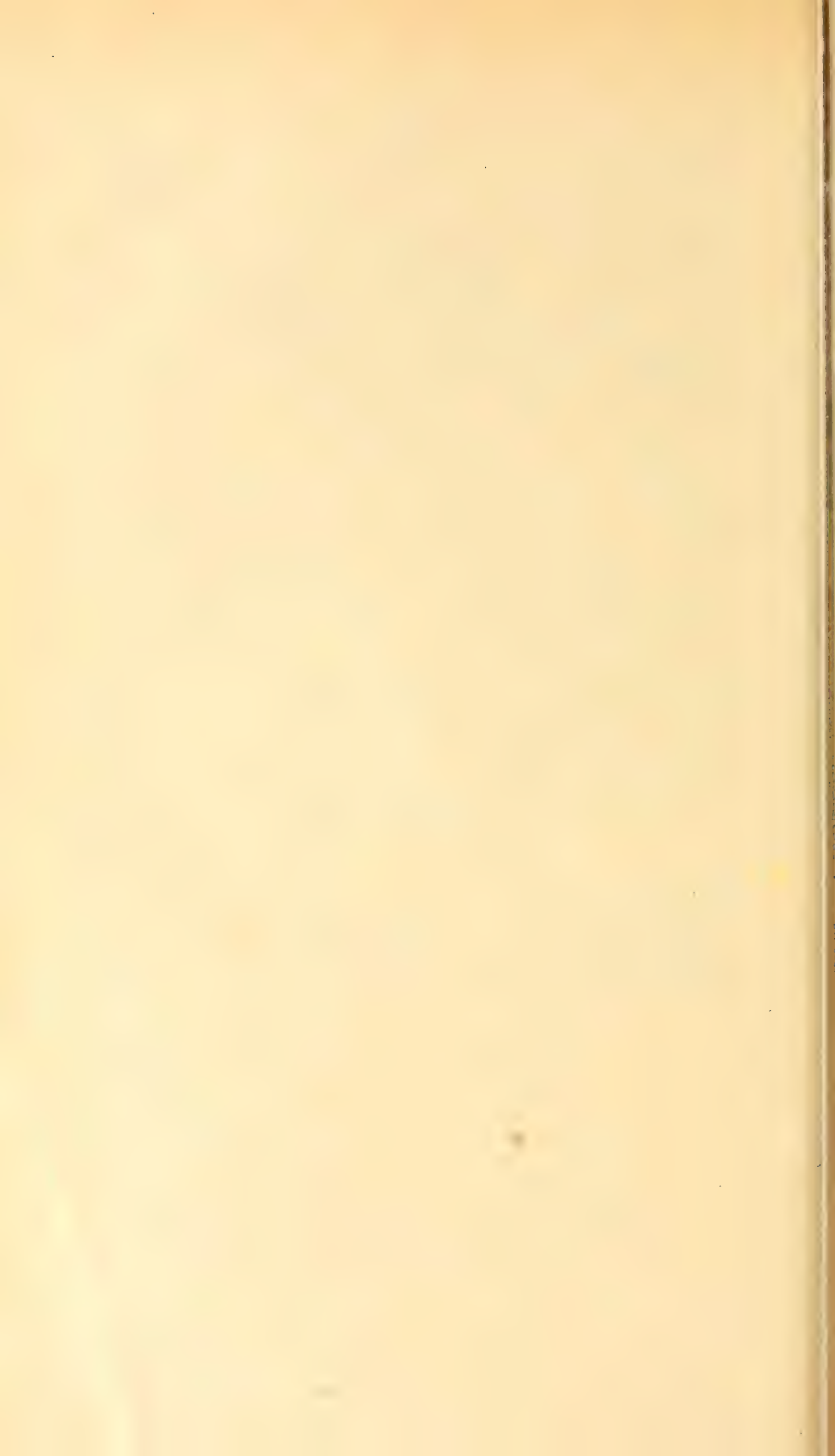
- 1917 JAULERRY, Joseph, 5, avenue Victor-Hugo, Biarritz.
1917 JAULERRY, (Mlle), Biarritz.
1917 JAURGAIN, (Jean de), villa Derrey, Ciboure.
1917 JÉROME, Henri, libraire, 2 place du Réduit.
1912 JUNCAR, Maurice, tapissier, 41, Port-Neuf.
1917 KRAJEWSKI, Marcell, artiste peintre, 14, rue Thiers.
1917 LABASTIE, Henri, négociant, 2, place du Réduit.
1918 LABAT, (commandant), à la Citadelle, Bayonne.
1916 LABORDE-NOGUEZ (Gaston de) château de Haïtze, Ustaritz.
1917 LABROUCHE, Joachim, avocat, 3, place du Réduit.
1917 LABROUCHE, (Mme Maurice), château de Castillon, Tarnos.
1917 LABROUCHE Maurice, château de Castillon, Tarnos.
1910 LABROUCHE, Paul, Lahubiague, Saint-Léon.
1902 LACOMBE, Alfred, adjoint au Maire, 7, rue de la Monnaie.
1911 LAFONT, Pierre, 4, place de la Liberté.
1918 LAFFONTAN, Georges, villa le Puissé, St-Pierre d'Irube.
1918 LAGELOUZE (Mme E.) villa St-Forcet, Marracq.
1913 LAGROLET, Charles, ingénieur, 3, allées Boufflers.
1917 LAGROLET, Eugène, négociant, 3, allées Boufflers.
1912 LAMBLIN, (l'abbé), aumônier des Forges de l'Adour.
1914 LANDOUSSY, (l'abbé) professeur de langues vivantes, place
Notre-Dame.
1918 LARRE, (l'abbé Gaston), curé de Ste-Eugénie, Biarritz.
1918 LARRETCHÉ, Martin, ingénieur, 3, rue Victor-Hugo.
1892 LARRIBIÈRE, Nicolas, négociant, 23, rue Bourgneuf.
1915 LARRIEU, Amédée, rédacteur en chef du Courrier de Ba-
yonne.
1911 LARRIEU, Jean, Entrepreneur, 22, rue Pannecau.
1918 LARRIEU, Philippe, (l'abbé), 42, rue d'Espagne.
1917 LASSERRE, Albert, négociant, 5, allées Boufflers.
1913 LASSERRE, chanoine, secrétaire général de l'Evêché.
1912 LASSERRE, Georges, (Dr), 3, place du Réduit.
1913 LASTRADE, Henri, entrepreneur de Peinture, 17, rue de Luc.
1902 LAXAGUE, Isidore, avocat, 30, rue de la Salie.
1911 LAXAGUE, Jean, avocat, villa Pia.
1918 LE BARILLIER, Albert, maire d'Anglet.
1918 LEBAS (Mme Arthur), 11, rue Bourg-Neuf.
1873 LE BEUF, Lucien, 4, place de la Liberté.
1912 LEFÈVRE-PAUL, avocat.
1915 LÉON-DUFOUR, Eugène, à St-Sever.
1915 LE ROY, Pierre, directeur de l'Agence Worms, 11, rue
Jacques-Laffitte.
1918 LESCA, Charles, 84, boulevard de Courcelles, Paris.

- 1917 LESCA, Jacques, Hippolyte, 84, boulevard de Courcelles, Paris.
- 1903 LÉVY, Maurice, bibliothécaire de la Sorbonne, rue de la Santé, Paris.
- 1911 LÉZIS, pharmacien, 5, rue Pannecau.
- 1913 LICHTENBERGER, André, 201, boulevard Péreire, Paris.
- 1878 LOUIS, Pierre, architecte, rue Peyroloubil, Biarritz.
- 1917 MAGNIN, Charles, directeur des Forges de l'Adour, Boucau.
- 1918 MAISONNAVE, directeur honoraire des douanes, 33, rue Victor Hugo.
- 1918 MÀNINGUE, (Mme), 8, allées Boufflers.
- 1912 DE MARIEN (Hoym de), commandant, 11, rue Jacques-Laffitte.
- 1917 MARTIN, Maurice, villa Félix, Bayonne.
- 1911 MARTY, juge au Tribunal de la Seine, Paris.
- 1917 MENDY, Pierre, 1, rue Thiers.
- 1918 MESNIL (Henri du), receveur principal des Douanes, 2, allées Boufflers.
- 1918 MOLINIÉ-LÉGLISE, (Mme) 22, rue Lormand.
- 1910 MONCOQ, (lieutenant-colonel), St-Pierre d'Irube.
- 1912 MOYNAC, (Dr), 42, rue des Basques.
- 1913 NOGARET, inspecteur des Chemins de fer du Midi, 2, allées Boufflers.
- 1912 ORILLARD, Paul, architecte, 9, rue de la Monnaie.
- 1918 OYARZUN, Carlito, Petit Paradis, St-Léon.
- 1918 PAGÈS-LEBAS (Mme), 11, rue Bourg-Neuf.
- 1911 PENNES, Henri, vétérinaire, Bayonne.
- 1913 PERSONNAZ, André, avoué, place du Réduit.
- 1917 PERSONNAZ, (Mme Antonin), Beyris, route de Biarritz.
- 1917 PERSONNAZ, Antonin, Beyris, route de Biarritz.
- 1918 PETIT, Carlos, notaire à St-Jean-de-Luz.
- 1918 PETIT-DUCOURAU (Mme) St-Jean-de-Luz.
- 1917 PORTALIS (commandant) Avenue Serrano, Biarritz.
- 1918 POUZAC (Mlle) 7, allées Boufflers.
- 1912 POYDENOT, Raymond, président du Tribunal de Commerce, Bayonne.
- 1917 PUYAN, Ferdinand, président de la Croix-Rouge, Dax.
- 1918 RESSÉGUIER (colonel A. de), 8, rue Lormand.
- 1913 ROCH, (commandant), villa Boudigau, Saint-Léon.
- 1912 ROHMER, Régis, archiviste de la Lozère, Mende.
- 1918 ROQUEBERT (Mlle Louise) 2, rue Port de Castets.
- 1911 ROQUEBERT, Pierre, 2, rue Port de Castets.

- 1917 ROSNY, J. H. jeune, de l'Académie Goncourt, Soorts-Hossegor, Landes.
1917 ROTH, Gaston, 2, rue Jacques Laffitte.
1912 ROUSTAN (colonel), villa Meryem, Ciboure.
1917 SABARROS, G., consul du Pérou, 10, rue Thiers.
1912 SAINT-LOUVENT (Formey de), directeur honoraire de la Banque de France, 3, allées Boufflers.
1912 SAINT-PÉ, Louis, négociant, 2, place des Victoires.
1892 SALANE, Henry, relieur, 21, rue de Luc.
1894 SALZEDO, Aaron, consul, rue Bergeret.
1917 SARRADE, Joseph, 1, rue Thiers.
1911 SENS, Louis, 8, rue Jacques Laffitte.
1918 SERVAL, César, Chalet Margot, Saint-Léon.
1892 SODES, E., graveur, 11, rue Port de Castets.
1913 SOULANGE-BODIN, ministre plénipotentiaire, Le Bosquet, Arcangues.
1911 TESSIER, (Dr), villa Ketty, rue Gambetta, Biarritz.
1917 THOMASSET, G. Caissier de la Caisse d'Epargne, 5, rue de la Monnaie.
1912 VÉQUY (de) entrepreneur de peinture, 3, rue de l'Ecole.
1918 VERGÈS (de), villa Vergès, Biarritz.
1873 VINSON, Julien, professeur de Langues orientales, 86, rue de l'Université, Paris.
1917 VOULGRE, (Dr), villa Toki-Ona, Saint-Léon.
1895 WEILLER, avoué, 28, rue Lormand.
1917 YBARNÉGARAY, Jean, député, Uhart-Cize.

Abonnés

Bibliothèque Municipale de Pau.
Cercle Militaire de Bayonne.
Chambre de Commerce de Bayonne. (2 ab.)
Librairie Nilsson (Ancienne), à Paris, (2 ab.)
Hispanic Society Building, New-York.



de celui de Lafontaine, monologue ainsi, au moment de célébrer un mariage :

J'ai grande satisfaction dans le cœur aujourd'hui, parce que je vois tout ce monde à l'église.

D'abord trente sous, puis six francs (1), ça fait sept francs cinquante.

Ah ! si j'avais tous les jours un pareil casuel, outre ce que je touche du gouvernement !

Je gagne davantage encore lorsque les gens meurent ; mais alors il faut que je fasse beaucoup de crédit.

Pour un mariage, les époux viennent eux-mêmes à l'église (2), et j'ai six francs sans dire un mot.

Dans les autres occasions, les paroissiens prétendent qu'ils n'ont pas de quoi me payer.

On objectera que les curés n'ont pas besoin d'argent, et, par le fait, je n'irai rien réclamer à personne.

Mais celui qui voudra me faire travailler, je l'engage à s'assurer d'abord qu'il aura de quoi payer mon travail.

Vous aurez beau vous retourner comme vous voudrez : je ne ferai plus crédit ni aux riches ni aux pauvres.

3^o *La Justice et les gens de robe.* — Nous avons déjà parlé des longues scènes judiciaires qui, dans *Pansart*, parodient d'une façon assez amusante la procédure et les débats. Parlons ici de la personne même des justiciers.

Le juge. — En général, les pastoraliers font de lui un portrait assez favorable : il ne demande pas mieux que de juger selon l'équité. Quand des officiers de justice trop pressés voudraient que l'on condamnât tout de suite l'accusé « pour faire un exemple », il leur oppose cette sage maxime :

Avant de prononcer un jugement, il est nécessaire d'entendre les parties. De cette manière nous saurons de quel côté sont les torts les plus graves. (*Canico*).

Mais d'ailleurs il n'ignore pas combien il est difficile, mêm-

(1). Trente sous pour la messe, six francs pour le mariage.

(2) Aux enterrements, au contraire, le curé a la peine d'aller à la maison mortuaire pour la levée du corps.

me avec la meilleure volonté du monde, d'arriver à connaître la vraie vérité. C'est pourquoi, après avoir prononcé la sentence en faveur de l'une des parties, il donne pourtant à entendre à celui qui vient de gagner son procès qu'au fond sa cause ne valait peut-être pas beaucoup mieux que celle de la partie adverse.

Au surplus, cet honnête homme un peu sceptique ne laisse pas d'avoir ses menus défauts. Sa jovialité naturelle est parfois intempestive. Ainsi, dans *Canico*, il badine un peu légèrement sur l'affaire burlesque qu'il aura tout à l'heure à juger, et il se promet d'en bien rire avec ses collègues pendant l'audience.

Il ne comprend que trop les faiblesses humaines et, quand il a affaire à des gens mariés qui ont courtisé les jolies filles plus que de raison, il ne peut s'empêcher de leur dire que cette galanterie est «une qualité d'honnête homme» (*Planta*).

Son plus gros péché, c'est qu'il reçoit volontiers les cadeaux des parties, parfois même les réclame, lorsqu'on oublie de les lui offrir; et, quand on lui apporte une paire de chapons ou un lièvre, il tâte la volaille et soupèse le gibier avec un sourire de satisfaction, si la pièce est lourde. (*Jouanic Hobe*).

Le substitut du procureur de roi (1). — Il a une très haute opinion de sa charge; mais il en trouve les devoirs pénibles lorsqu'il est obligé de requérir contre d'anciens amis. Dans *Pansart* il commence ainsi son réquisitoire :

Messieurs, le roi m'a donné la main pour châtier les malfaiteurs. Par conséquent je suis tenu de le faire.

Dans le cas présent je suis très embarrassé et je céderais volontiers ma charge à bas prix.

Nous qui avons été au service de messire Pansart, nous sommes obligé maintenant de prendre la parole contre lui. (1)

L'avocat du roi (2). Il plaide à peu près comme les autres

(1) Dans les farces on ne rencontre que le substitut du procureur du roi, jamais le procureur du roi lui-même.

(2) Nous ignorons pourquoi les farces charivariques le nomment presque toujours Lucien.

avocats, mais avec une affectation plus grande encore de science juridique, et en farcissant ses discours de latin de cuisine et de maximes morales et philosophiques. Aucun autre trait saillant ne le distingue.

Les avocats des parties. — Dans *Chiveroua*, Lucus et Firmin, qui vont plaider l'un contre l'autre, se font mille compliments avant l'audience; mais, dès que l'audience est ouverte, ils se défient, s'injurient, s'accusent réciproquement d'être des ignares et de ne rien comprendre ni au droit ni à la cause qu'il scutiennent; puis, après l'audience, ils s'en vont bras dessus bras dessous comme d'excellents amis, toujours prêts à s'entendre comme larrons en foire pour dépouiller les clients. Malheureusement les clients sont rares, et, pour les attirer, il faut user d'adresse, les al-lécher par de bonnes paroles, leur promettre qu'on leur fera gagner leur procès en dépit des lois et de l'équité. L'avocat Bellarmin se vante « de n'avoir peur de personne dans la discussion : car, même lorsqu'il soutient la mauvaise cause, il réussit par la chicane à la faire triompher ».

Qu'un avocat, pourvu qu'on le paie, se charge indifféremment de défendre la bonne ou la mauvaise cause, c'est ce que la rectitude du bon sens populaire n'a jamais pu admettre, depuis les *Nuées* d'Aristophane jusqu'à la tragi-comédie de *Pansarl* et à la farce de *Jouanic Hobe*. Un personnage de la farce s'écrie :

Ces deux Jeanfoutres d'avocats vont plaider l'un pour et l'autre contre. Ils ne parlent l'un et l'autre que parce qu'ils ont été bourrés de cadeaux.

Et un personnage de la tragi-comédie exprime la même idée en termes plus énergiques encore :

Ils sont prêts à soutenir avec force une mauvaise cause, pourvu qu'ils aient reçu beaucoup d'argent.

Les consciences de ces avocats sont aussi nettes que le cul du chaudron. Cà, vous pouvez le croire.

Mais le pis est que, même quand les avocats ont été payés bien cher, il leur arrive de s'imaginer encore que leur

salaire a été inférieur à leur mérite; et alors ils trahissent le client qui leur a confié son affaire, soit en plaidant d'une façon ridicule, en épilognant sur des minuties, en se servant d'arguments absurdes, soit en révélant par méchanceté, dans leur plaidoirie, un aveu qui leur a été fait sous le sceau du secret. (*Chiveroua*),

Le greffier. — Les pastoraliers ne lui attribuent qu'un rôle tout-à-fait secondaire. Ils le représentent ordinairement comme égrillard.

L'huissier. — Habitué à être accueilli partout avec des malédictions, il a quelquefois la surprise d'être cajolé et saoulé par les gens à qui il vient signifier un exploit; et ce bon accueil insolite le met de si belle humeur qu'au retour il n'hésite pas à affirmer devant le tribunal la parfaite honnêteté de ces malins justiciables (1).

Les témoins. — Ils n'ont jamais eu très bonne réputation. Ceux des comédies et des farces basques sont, comme d'habitude, vénaux et menteurs. Selon Pansart, il faut les payer cinq sous l'un; mais, selon l'avocat Bellarmin, on en trouve d'excellents pour deux liards. Si la partie qui veut se servir de leur témoignage refuse de financer, ils se taisent et tournent les talons; mais si on leur a graissé la patte et si on les a bien stylés, ils répondent tous comme un seul homme.

Le prévôt et la maréchassée. — Le prévôt et les gendarmes de *Pansart* sont presque les seuls qui représentent la force armée dans le répertoire comique des Basques.

Le prévôt s'annonce lui-même en ces termes :

C'est moi qui suis le prévôt, et ma charge est terrible: j'ai un pouvoir plus grand que celui de tous les baillis.

Dans toutes les juridictions les premières places sont pour moi. N'est-ce pas un grand honneur d'occuper un si haut rang?

(1) Couplets inédits de la *Satire des différentes professions* :

« Les charrués des sergents (huissiers) sont les hommes processifs. Des affaires (de ces hommes) ils retirent les Indes. On tombe facilement dans la misère quand on les écoute.

« Sergents et notaires, ô outils nécessaires! Leurs formules obscures, mensongères, obscurcissent les plus simples choses. Vous ne trouverez pas de meilleurs aides pour vider promptement vos maisons. »

Je suis le maître de toute la maréchaussée : pour la faire obéir à mon commandement, un demi-mot me suffit.

Ils ont tous peur de moi comme les chèvres du loup : en quoi ils se montrent on ne peut plus raisonnables.

Dès que ce puissant officier, moitié de robe et moitié d'épée, entre en scène, il élève un conflit de juridiction. Sans doute l'accusé Pansart, en tant qu'il est de noble lignage, est justiciable de la Cour qui a ordonné les poursuites contre lui ; mais, en tant qu'il a dérogé, il est déchu de son privilège, et par conséquent la prévôté seule a qualité pour connaître de cette affaire.

D'ailleurs, comme « la cause est pressée », le prévôt, en fonctionnaire fidèle aux devoirs de sa charge, consent à ne pas attendre que le conflit soit jugé pour se mettre en campagne et pour arrêter Pansart.

Au moment de partir, il demande à ses deux gendarmes, Fabien et Madian, s'ils se sentent assez de courage pour entreprendre sans renforts la difficile capture de Pansart, qui s'est enfermé avec les siens dans son château.

Madian répond le premier :

Je me suis battu, moi, contre les Anglais et contre les Maures, et vous pouvez penser si je fais cas d'un Pansart !

Quand je suis allé dans la ville du Maroc, j'y ai accompli de terribles ravages.

En Algérie aussi j'ai fait trembler tout le monde. Je vous assure, monseigneur, que j'ai regardé en face la gent barbaresque.

Et dès que je les regardais, aussitôt ils étaient épouvantés et tremblaient de peur.

Revenu de là-bas en Portugal, je n'y ai pas eu beaucoup de peine : tous les hommes de guerre que j'ai rencontrés se sauvaient devant moi.

Et les habitants de la ville de Londres ! Jamais encore ils n'avaient eu pareille venette : rien qu'à me voir, ils craignaient que leurs vaisseaux ne fussent pas assez solides.

Lorsque j'allai en Turquie, dans la ville de Constantinople, les Turcs restaient bouche bée à mon passage.

Tout le sérail du Grand Sultan était frappé de terreur, et, par ma foi ! il n'avait pas tort.

Jugez maintenant si j'ai besoin qu'on m'adjoigne des compagnons pour attraper Pansart et pour tuer et fricasser tous ses soldats.

Ensuite Fabien, qui, après les truculentes déclarations de son camarade, voudrait bien ne point paraître trop poltron, répond à son tour :

Moi aussi, Monseigneur., je suis allé dans beaucoup d'endroits : à Barcus, à l'Hôpital Saint-Blaise, à Berrogain et à Roquiague ;

Et, si je commence à me battre, d'un revers de main je réduirai tous les ennemis en poussière.

Quant aux fuyards, pas ne sera besoin que je les poursuive longtemps : ils sauront bien sans cela dire qu'ils ont eu peur.

En outre, lorsque je vois du danger, je suis plus lesté qu'un lièvre et je cours plus vite qu'un loup.

Soyez donc sûr que je me distinguerai par mes exploits et que personne ne pourra m'échapper.

Le prévôt et ses gens vont donc mettre le siège devant le château de Pansart et somment inutilement celui-ci de se rendre. La garnison fait une sortie où Fabien est blessé et où Pansart est fait prisonnier. Pansartine, armée d'une grande broche, essaie de délivrer son mari. Le prévôt la désarme, fait mettre Pansart aux fers et ordonne à ses gendarmes de veiller sur le prisonnier. Les gendarmes, altérés par la fatigue de l'expédition, s'en vont au cabaret. Pendant qu'ils boivent, Pansart s'évade. (1)

Mais si, dans *Pansart*, le prévôt et la maréchaussée jouent un rôle assez ridicule, dans *Cabalçar et sa famille* celui de la gendarmerie est tout honorable. En effet, l'of-

(1) Dans les farces françaises, l'homme d'armes est vantard, ivrogne et débauché. Le matamore est l'un des personnages conventionnels les plus anciens de la comédie. Il suffit de rappeler le *Miles gloriosus* de Plaute, le *Franc archer de Bagnolet* de Villon, les soldats fanfarons, Tranche-montagne, Tranche-fer, Rodomont, Taillebras, etc., dont se sont divertis nos ancêtres. Les exploits prodigieux de ces foudres de guerre ont presque toujours été accomplis dans des pays lointains ; mais ces épouvantails du Grand Turc deviennent d'insignes poltrons dès qu'un danger réel se présente. Cf. Lenient, p. 357 ; Rigal, *De Jodelle à Molière*, pp.18-27.

ficier y exhorte ses subordonnés, le brigadier et le sergent, à faire consciencieusement leur devoir et à sévir contre tous les perturbateurs de l'ordre public, sans exception.

5^o *Le médecin, le barbier, l'apothicaire.* — Aux mascarades souletines, ces trois personnages sont relégués avec les étrangers dans la seconde partie du cortège; et c'est bien aussi comme des étrangers qu'ils apparaissent dans les pastorales comiques. Il ne faut pas oublier que, jusqu'au XVIII^e siècle, on ne connaissait guère dans les campagnes d'autres guérisseurs que ceux dont Régnard dit dans *les Folies amoureuses*, acte III, scène 2 :

Vous savez que ces gens, venus du fond du monde,
Pour tous genres de maux apportent des trésors :
C'est beaucoup, s'ils n'ont pas ressuscité des morts.

Fort nombreux, ces empiriques parcouraient toute l'Europe et faisaient une redoutable concurrence aux médecins diplômés. Les habitants des villes les méprisaient, disaient qu'ils n'étaient bons qu'à soigner les vilains. Sans doute quelques-uns de ces guérisseurs ambulants, lorsqu'ils étaient fatigués de la vie errante, finissaient par revenir chez eux ou par s'établir à poste fixe dans un village.

Le médecin, le barbier et l'apothicaire figurent dans presque toutes les pastorales comiques, et ils s'y vantent invariablement d'avoir été de grands voyageurs et d'avoir rapporté leur science de lointains pays (1). Entre les deux premiers la différence n'est pas grande, et, le cas échéant, il ils exercent à peu près le même ministère, quoique le médecin conserve toujours une certaine supériorité. Mais il ne faut pas les confondre avec le rebouteux dont parle Fr. Michel, p. 151 : car le rebouteux est toujours plus ou moins sorcier, tandis que le médecin, le barbier et l'apothicaire

(1) Sur les boniments des charlatans qui parlaient avec emphase de leurs voyages, des rois et des princes qu'ils avaient guéris, etc., voir Fournel, *les Spectacles populaires*, pp. 219-230.

proclament avec orgueil qu'ils ont fréquenté les écoles, traitent les maladies selon les règles de l'art, et n'ont que du mépris pour le rebouteux qui, dépourvu de connaissances scientifiques et de bons instruments, se mêle d'administrer des clystères, quoiqu'il manque des drogues indispensables pour les composer avec un art magistral et qu'il n'y mette que de l'eau de fontaine et du sel de Navarre. (*Planta.*)

Le médecin. — Voici le discours par lequel, dans *Pansarl*, il se présente lui-même au public.

Me voici, moi maître Jean, le grand médecin du roi; et, si vous ne me croyez- pas, j'ai mes diplômes, sachez-le !

Autrefois je fus médecin de Gargantua; j'ai visité son intérieur et je l'ai guéri.

J'ai passé aussi neuf mois dans le ventre d'une femme, et, lorsque j'en suis sorti, elle a recouvré la santé.

Depuis lors je n'ai jamais cessé d'étudier. Ce n'est donc pas miracle si je suis devenu habile.

Il n'y a que l'expérience, mes bons auditeurs, qui puisse donner le savoir nécessaire.

Il n'existe dans le corps humain aucune partie cachée dont je ne connaisse exactement la place et la fonction...

Non seulement le médecin a emmagasiné dans son cerveau une vaste science, mais il possède des livres qu'il consulte dans les cas difficiles. Par exemple, dans *Planta*, lorsque le mari, inquiet de voir sa femme accoucher après quatre mois de mariage, demande une consultation sur ce phénomène insolite, le médecin répond :

Mon ami, ce n'est pas chose facile à savoir, et pour résoudre ce problème il faut que je recoure à ma bibliothèque.

Mais je ne doute pas de réussir à vous donner satisfaction : car vous ne pourriez trouver au monde un médecin plus habile que moi.

Revenez dans deux heures, apportez-moi dix louis (1), et vous serez parfaitement renseigné.

(1). Ce que les Souletins appellent louis, *lusa*, c'est la somme de trois francs. Ce mot ne s'emploie que pour les dizaines 10 louis, 20 louis, etc.

Aussitôt Planta parti, sa femme arrive en cachette chez le médecin, lui offre de le servir de ses biens et de son corps s'il consent à la sauver. Bref, lorsque Planta revient avec les dix louis, l'esculape lui remontre que, selon l'autorité des livres, le fait en question n'est pas très rare; que, par exemple, le cas s'est présenté lorsque Monsieur Cornu épousa Madame Coquette; et qu'en ce qui concerne personnellement Planta, l'anomalie pourrait bien résulter de quelque idiosyncrasie inhérente à l'organisme de l'époux.

Est-il besoin d'ajouter que les remèdes prescrits par le médecin sont d'étranges panacées? Les plus communs, ceux qui conviennent également pour le mal de dents, pour les coliques et pour les blessures, ce sont les clystères et la saignée. S'agit-il de guérir une femme presque aveugle? le remède consiste à priser du tabac. Mais voici une ordonnance plus doctorale, qui pourtant ne réussit pas à sauver Bacchus moribond :

Du sené de la meilleure qualité, de la rhubarbe et de l'agaric, de la scamonée, aloès, polipode et turbic;

De l'hermoadacte, mechoacan, et du jalap. De tout cela, au moins une livre de chaque ingrédient.

Le barbier-chirurgien. — Grand parleur, il débite ses discours dans une langue panachée de basque, de béarnais et de français. Voici celui qu'il prononce dans *Pansart* :

Bonnes gens, je viens de faire le tour de la France et j'ai visité beaucoup de malades et d'hôpitaux.

D'abord je suis allé à Bordeaux pour y faire mon apprentissage. Peu après, j'ai été approuvé à Chartres.

Là, j'ai commencé à faire de belles opérations; puis, au bout de quelque temps, je me suis transporté à Paris.

J'y acquis vite une grande réputation et je ne tardai point à être mandé par monsieur le roi.

Il me donna pour appointements cent francs moins vingt-cinq louis, et me pria de rester toujours attaché à sa personne.

Je le remerciai, mais je préfèrai partir. Je me rendis dans le royaume de Hongrie.

Après avoir fait le tour de la Prusse et de la Russie, de l'Angleterre et de la Turquie, je suis revenu chez moi.

Et voici celui, plus pittoresque, qu'il adresse aux spectateurs de *Malkus* :

Je suis parti d'Aroue à seize ans; mais dès cet âge-là j'avais plus d'intelligence que vous tous qui êtes ici.

Je suis allé à Paris, à Madrid; j'ai traversé la Hongrie et la Normandie; j'ai couru le monde pour m'instruire à soigner les malades.

Je connais une foule de remèdes qui, si vous me les achetez, vous empêcheront de mourir avant que vous ne rendiez l'âme.

Les vaches, sur la montagne d'Elçar (1), m'ont appris à saigner en se crevant la panse les unes aux autres à coup de corne.

Lorsque les chiens avaient mal au ventre, ils m'ont appris à purger en mangeant de l'herbe- sifflet.

Pour le mal de tête les béliers se cossent entre eux. Imitiez-les, bonnes gens, et vous êtes sûrs de guérir.

Ordinairement le barbier est accompagné d'un domestique encore plus hâbleur que son maître. A peine ce domestique est-il entré depuis quelques jours au service du frater, il déclare qu'il connaît déjà parfaitement le métier et qu'il arrache les dents « sans se faire à lui-même aucun mal. » Comme Gil Blas lorsqu'il était chez le docteur Sangrado, cet intelligent serviteur visite les malades pour son propre compte, et, après avoir offert aux spectateurs de les soigner, il leur explique, non sans allusions obscènes, le maniement de la seringue.

L'apothicaire. — Encore un savant de la même farine, et dont l'histoire est à peu près la même que celle du barbier et du médecin. Il dit dans *Pansart* :

Mes bons auditeurs, je viens vous annoncer ma présence et me faire connaître de vous.

Je suis originaire de cette ville, mais j'ai voyagé au loin. Faites-moi bon accueil, maintenant que je suis revenu.

(1) Montagne située dans les communes de Béhorléguy et d'Aussurucq.

Je suis allé en Arménie et en Italie ; j'y ai vu en passant, de belles et curieuses choses.

Je suis allé aussi en Afrique et en Amérique ; mais là j'ai glissé sur un pissat, et peu s'en est fallu que mon nez n'entrât dans la merde.

Je suis allé en Perse, à Sainte-Engrâce, à Larrau, où j'ai trébuché contre une épine et suis tombé à plat ventre sur une Espagnole.

J'ai visité ensuite la Suède, puis Lacarry. Dans ces deux royaumes je n'ai vu que de l'argile et des pierres.

En dernier lieu j'ai passé par l'Irlande, et de l'Irlande je suis venu tout droit ici, en traversant Lannes.

La mortalité est grande dans les campagnes ; mais, quand la mortalité est à la maison, le remède est chez l'apothicaire.

Vous trouverez chez moi toutes sortes de drogues et une machine admirable pour pousser à fond les lavements.

Cette machine, je l'ai rapportée des Indes, et elle est toute en argent. Je suis sûr qu'il n'en existe nulle part de la même fabrique..

L'apothicaire est au mieux avec le médecin, qui lui envoie des clients ; mais les clients trouvent excessive la note à payer. Quand cette note est soumise au juge pour qu'il la taxe, l'apothicaire proteste en vain qu'il connaît seul le prix de ses marchandises, qu'il a dû faire à l'Université de Montpellier de longues études qui ne lui coûtaient pas moins de mille francs par an, qu'il a dépensé dix mille francs pour établir sa boutique, et que sa bibliothèque vaut 40 pistoles ; le juge impitoyable résiste à tous ces arguments et réduit la note des deux tiers. (*Planla.*)

Reste à savoir ce que les paysans basques pensent de ces savantissimes disciples d'Esculape, et c'est le prologue de *Pansarl* qui va nous l'apprendre :

Ce petit médecin plein d'expérience, il y a chez nous un âne beaucoup plus habile que lui.

Médecins et apothicaires se croient tous fort savants. Ce qu'ils savent le mieux, c'est faire crever les malades.

6^o *Les gens de métier.* — Fr. Michel fait observer, p.

390, que dans toutes les littératures on trouve des philippiques contre les différentes professions. Le théâtre comique des Basques ne se prive pas, lui non plus, d'en médire.

Le cabaretier. — Il croit toujours que ses bénéfices sont insuffisants, voudrait gagner au moins vingt francs sur cinq cruches (environ 60 litres), et, pour y parvenir, verse l'eau à torrents dans la barrique (1). « De cette façon, dit-il, le vin aura meilleur goût ». Et sa femme ajoute : « Les jeunes gens risqueront moins de s'échauffer la tête. » (*Bala et Vilota*).

Le meunier. — Il prélève lui-même en haut du moulin les deux litres dus pour la mouture; sa femme prélève en bas deux autres litres. Par ce procédé ils arrivent à voler une conque sur un boisseau. D'ailleurs ce sont de bons vivants qui préfèrent au bouillon du curé les galettes de maïs et le lard. (*Salurne*).

Le forgeron. — Il ramasse partout les ferrailles, qu'il revend comme du fer de bonne qualité. (*Salurne*).

Le cordonnier. — Il achète aux mendiants les vieilles semelles ramassées sur la route, et il les emploie comme du cuir neuf. (*Salurne*).

Le menuisier. — Il se sert pour ses travaux de mauvais bois de peuplier, qu'il teint en bois de noyer avec du brou de noix (2) (*Salurne*).

Le chaudronnier, le remouleur, le hongreur figurent dans les mascarades, et nous avons décrit ailleurs la façon dont on les y représente (3).

(1) Couplet inédit de la *Salire des différentes professions*. « Ah ! honnêtes aubergistes, si les grenouilles n'étaient pas là pour témoigner et s'il n'y avait que les poissons (muets) pour attester la chose, on ne pourrait vous convaincre d'avoir vendu leur bien légitime. »

(2) Couplet inédit de la *Salire des différentes professions* :
« Les menuisiers et les charpentiers, oh ! ils font peu d'ouvrage. Et après avoir mal fait ce peu, ils disent que c'est le bois qui a tort : la matière était noueuse ou la fibre à contre-sens ».

(3) Voici à titre de curiosité, quatre autres couplets inédits de la *Salire des différentes professions* :

« L'adresse du maçon ! Il n'est jamais à court d'idées. Après avoir mal fait le mur, il en bouche les crevasses avec de la boue. Quand la maison s'effondrera, ce sont les pierres qui auront tort. »

« La tisseuse demande du fil, quoique elle en ait abondamment. Pour vo-

7^o *Les mendiants*. — Au théâtre basque comme au théâtre du moyen âge (1), ce sont des fainéants, des gloutons, des ivrognes et des hypocrites. Voici deux scènes de *Canico* qui sont d'assez bonne comédie (2) et qui peignent au naturel ces gueux vagabonds.

D'abord la scène de la mendicité :

Les mendiants se promènent sur la scène.

Guilento. — Bonjour, belle et illustre compagnie. Dieu fasse que nous ayons la joie de nous revoir longtemps encore.

Juanes. — Dieu vous bénisse tous plus que vous ne le méritez, et puisse-t-il nous traiter, comme vous, avec miséricorde.

Guilento. — Soyez tous bénis. Que la grâce de Dieu vous vienne en aide pour vos terres, pour votre bétail, pour tout ce que vous possédez !

Juanes. — Que le ciel vous accorde aussi d'être charitables et de pratiquer toujours la vertu. O gens pleins de pitié, ayez pour nous la main libérale.

Guilento. — Bonnes et honnêtes gens, donnez-nous quelque aumône, sou, liard ou toulousain. C'est cela seulement qui vous rendra la conscience satisfaite.

La charité, ô peuple, est une vertu indispensable. La foi et l'espérance ne suffisent pas ; il faut aussi la charité.

Juanes. — Allons, bonnes gens, décidez-vous à nous donner quelque chose. C'est le moyen le plus sûr pour que Dieu accroisse vos biens.

Guilento. — Jamais personne ne s'est appauvri par les bonnes œuvres. Saint-Paul l'affirme, et vous n'avez pas le droit d'en douter.

ler les restes de fil, elle laisse la toile lâche, et ensuite elle dit au fournisseur que le fil était mauvais. »

« Le sabotier vole sur le bois. Ce qui vaut sept sous, il le vend douze. Il mange à l'auberge ce qu'il a gagné, et chez lui sa famille souffre la faim. »

« Les colporteurs vont de porte en porte. Leur pacotille ordinaire consiste en épingles et lacets. Ils jouent le dimanche ce qu'ils ont volé aux femmes durant la semaine. »

(1) Voir à la fin du chapitre la note complémentaire sur les mendiants dans le théâtre du moyen âge.

(2) Ces deux scènes se retrouvent presque identiques dans la tragédie d'*Helène de Constantinople*. Nous ne saurions dire si elles ont été écrites primitivement pour la farce ou pour la tragédie. Il y a aussi des scènes de mendiants dans le *Baptême de Clovis* et dans *Sainte Elisabeth de Portugal*.

Juanes. — Eh quoi? N'y-a-t-il pas ici une seule âme compatissante? Ne nous donnera-t-on pas même un épi de maïs? Serons-nous réduits à mourir de faim?

Guilento. — N'y a t-il pas ici des prêtres, de nobles dames, des demoiselles?... Hélas! il n'y a personne qui veuille donner, ni riches, ni pauvres.

Juanes. — Ces gens sont peut-être sourds, et tu ne parles pas assez haut pour qu'ils entendent. Crie plus fort.

Mais, de toute façon, je doute que nous leur soutirions la moindre monnaie.

Guilento, criant. — Gens honnêtes et laborieux, ouvrez vos oreilles et daignez écouter les meurt-de-faim qui vous implorent.

Juanes. — N'insistons pas davantage. Je vois qu'il est inutile de prêcher ici. (1)

Ce que nous avons de mieux à faire, c'est d'aller boire une gorgée d'eau, s'il y a par là quelque fontaine.

Guilento. — Tu as raison, camarade. Mais pour ce qui est de boire, le cœur ne m'en dit guère, et je t'avoue que j'aurais plutôt envie de manger. Il y a longtemps que je suis à jeun.

Partons, partons. Je vois là-bas un logis où nous recevrons peut-être meilleur accueil. Ici nous n'avons à récolter que des éclats de rire.

Guilento. — Oui, partons. Adieu, Messieurs et Mesdames. Ce que je vous souhaite, c'est que l'âne vous entre ses genoux dans le derrière.

Les mendiants sortent par les deux côtés de la scène.

Un peu plus tard, ils reparaissent et se font des confidences.

Juanes. — Comment vas-tu, Guilento? Es-tu content de ta santé? A quoi passes-tu ton temps? Reçois-tu beaucoup d'aumônes?

Guilento. — Je vis tranquille, camarade, et les soucis ne me tourmentent pas. L'administration de mes biens ne me donne aucune inquiétude.

(1) A la représentation, il y a un contraste plaisant entre les doléances, des mendiants et l'attitude du public : car, pendant qu'ils sollicitent la charité, les spectateurs s'amuse à leur jeter quantité de sous sur la scène. (Mauléon, 1909).

Mes maisons, mes terres, mes bestiaux sont en parfait état. Pourvu que j'aie de quoi manger, je suis satisfait de mon sort.

Lorsque j'ai attrapé quelque lopin, je m'estime heureux, et, si j'ai de l'argent en poche, je vais boire une ou deux chopines.

Mais, hélas ! les gens d'aujourd'hui ne croient plus à la vertu de l'aumône.

Ils laissent le mendiant à la porte. Les uns lui disent : « Que Dieu vous donne. »

D'autres lui disent : « On se ruinerait à donner aux pauvres. Vous feriez mieux de travailler comme nous. »

D'autres sont un peu plus charitables : ils donnent un petit morceau de méturre (1) ; mais avant de le donner ils exigent qu'on récite dix *Pater* et dix *Ave*.

Jadis, il m'en souvient, dès que j'avais prononcé le nom de Dieu, les vieilles femmes m'apportaient tout ce que je demandais.

Mais combien les temps sont changés ! Aujourd'hui, j'ai beau crier à tue-tête, les jours de marché : je ne réussis pas à récolter un toulousain.

J'ai beau répéter aux passants : « Faites-moi la charité, bonnes âmes, et que Dieu vous préserve des fâcheuses rencontres ! »

« Qu'il vous accorde la grâce de rentrer heureusement chez vous ! » La plupart d'entre eux poursuivent leur chemin sans m'accorder même un regard.

A ces ladres qui ne donnent rien je souhaite alors, dans le fond de mon cœur : « Puissiez-vous vous casser la tête et vous rompre l'échine, avant d'être revenus à la maison ! »

Et sans aucun doute mes malédictions ne leur glissent pas sur la peau : car, après le marché, je trouve toujours des blessés et des morts le long de la route.

S'ils me faisaient la charité, Dieu les préserverait de telles catastrophes ; mais ils aiment mieux garder leur argent pour se saouler dans les auberges.

Dès qu'ils sont saouls, les vieilles haines se ravivent, et bientôt ils se battent à coups de makila.

Vous avez vu de vos yeux, bonnes gens, tous les malheurs qui arrivent. Eh bien, la raison en est qu'on ne m'a pas donné l'aumône.

(1) La méturre est un pain épais et massif qui se fait avec la farine de maïs.

Juanes. — Tu as sagement parlé, Guilento ; tu as énoncé des vérités profondes. Mais pourtant il ne faut pas oublier qu'il existe encore quelques âmes charitables.

Moi, je ne saurais me plaindre de cette paroisse : les habitants y ont le cœur compatissant et donnent avec beaucoup plus de libéralité que dans le Béarn et dans la Navarre.

Quand les femmes sont seules et que j'entre à la cuisine, il m'arrive encore d'obtenir tout ce que je veux.

D'abord elles m'offrent spontanément de gros épis de maïs. Ensuite, lorsque j'ai mis les épis dans mon sac, je leur demande un morceau de lard, pour l'amour de Dieu.

Une fois que j'ai le lard, je récite un *Pater*, un *Ave*, et, s'il y a du vin, je demande à boire un coup.

Aussitôt la maîtresse dit à la servante : « Va vite, Maria, et apporte un bol de vin pour ce brave homme qui est si pieux. »

Des gens de cet acabit, j'en connais ici un certain nombre et je les couvre de bénédictions.

Vois : j'ai une chingare (1) qu'on m'a donnée là-bas, j'ai des tranches de métüre qu'on m'a offertes ce matin ;

Et j'ai même de la viande et du pain, dont une fille m'a regalé à la première maison du village.

Si, de ton côté, tu en as autant, mettons en commun nos pitances. Dans le cas contraire, paie au moins une bouteille de vin.

Guilento. — Moi aussi, j'ai reçu là-bas une jolie chingare, avec de la métüre. Il y avait sur le feu une grande marmite.

Ils ont, paraît-il, du monde à dîner. Toute cette foule qui est là, sur la place, je suppose qu'ils l'ont invitée pour ce soir.

Comme le feu flambait, j'ai fait cuire ma chingare. Je me disais qu'en me voyant manger ils m'offriraient peut-être du vin.

Ce n'aurait pas été miracle si, le lundi de Pâques, j'avais eu deux ou trois verres de vin avec mon lard grillé.

Juanes. — Tu trouveras bien à ramasser quelques liards dans cette foule. Dis-leur que tu en as le plus pressant besoin pour nourrir ta famille.

Guilento, tendant la main. — Je vous en prie, bonnes gens,

(1). La chingare est une flèche de lard prélevée sur les côtes du porc.

donnez-moi un petit sou. J'ai une nombreuse famille, et ils sont tous malades.

Je vous réciterai l'oraison sans me tromper d'un seul mot, afin que Dieu vous soit miséricordieux et vous protège contre l'adversité.

Pater noster at benia fiat bolunt astua et ne nos inducas in tentationem set libera nos a malo. Amen.

Ave Maria dominos tecon et interra in milieribus. Amen. Errequiem donais domine. Gloria patri sicut erat. Amen.

Bonnes gens, n'obtiendrai-je de vous aucun secours? Comment ferai-je pour entretenir une si nombreuse famille?

Il revient près de Juanes.

Camarade, je ne parviens pas à leur soutirer un liard. Je suis sûr qu'ils ont entendu ce que nous disions tout à l'heure au sujet du vin.

Juanes. — Alors, camarade, partons pour Uhart. Si nous empochons quelque chose en route, nous irons souper chez Pillart.

Ils se retirent. Musique.

8^o *Les spectateurs.* — Il n'est pas rare que, dans les farces charivariques, les spectateurs soient directement pris à partie par les acteurs, et c'est presque toujours pour adresser à l'assistance une semonce ou des moqueries.

Dans *Recoquillard*, le héros de la farce, étonné de voir tant de monde rassemblé autour du théâtre, s'écrie :

Probablement ces gens-là n'ont rien à faire; sans quoi, ils ne resteraient pas là, bouche bée, à nous regarder.

Mais c'est dans *Pansart* qu'on trouve les railleries les plus piquantes contre le public :

Ah ! tas de fous, vous ne vous ennuyez pas à m'écouter ! Mais vous feriez mieux d'être chez vous pour donner à manger au bétail.

Et vous particulièrement, vilaines femmes aux fesses basses (boulottes), ne vous rappelez-vous pas que vos enfants pleurent à la maison ?

Il y a sûrement ici nombre de ménagères qui sont venues nous

écouter après avoir couvert le feu, en laissant la maison sans gardien.

Quand elles rentreront chez elles, oh ! quel plaisir ! Le feu est éteint, et il faut en aller chercher chez le voisin.

NOTE COMPLÉMENTAIRE

Les Mendiants dans le Théâtre du Moyen Age.

Voici quelques échantillons de cette engeance :

Dans le *Jeu du garçon et de l'aveugle*, le mendiant aveugle engage un garçon, nommé Jeannet, qui lui servira de guide et l'aidera à mendier. Tandis que l'aveugle chante, Jeannet fait la quête ; mais personne ne leur donne un liard, etc. (Cf. Sépet, *Origines catholiques*, pp. 426-434.)

Dans le mystère de *Saint Martin*, les mendiants paraissent deux fois. La première fois, ils essaient d'extorquer à Martin une grosse aumône par la fourberie suivante : l'un fait le mort et l'autre demande au saint de quoi enterrer son camarade. La seconde fois, ce sont deux gueux, l'un paralytique et l'autre aveugle, qui tremblent de peur d'être miraculeusement guéris par le saint : car leur infirmité leur permet de vivre grassement sans travailler, au lieu que, s'ils étaient guéris, ils devraient gagner leur vie à la sueur de leur front.

Dans le *Mystère du Nouveau Testament*, on voit d'abord deux vrais pauvres, auxquels Anne et Joachim font de larges aumônes, puis deux faux pauvres qui, après avoir dupé ces personnes charitables, se dupent entre eux. (Cf. Petit de Julleville, t. II, pp. 419 et 538.)

G. HÉRELLE.

SONNETS

VISION BAYONNAISE

A M. le Chanoine Daranatz.

Dans le déclin pâli d'un jour qui va mourir,
Sur les murs gazonnés des remparts de Bayonne,
Les vieux arbres emplis de gloire qui rayonne
Sont déjà dans le rêve avant de s'endormir.

En ce soir de Novembre embaumé de tendresse
La lumière répand sa gaze de douceur;
Et la brise en chantant son cantique berceur,
Sur les bois effeuillés murmure sa caresse...

Par delà les ormeaux — décor médiéval —
De l'antique cité dominant les arcanes,
La Cathédrale dit son rosaire automnal;

Et d'un mauve reflet ses flèches diaphanes
S'éclairent au travers des légers filigranes
Où le ciel vient poser son baiser vespéral.

Glacis de Bayonne,
automne 1917.

LE GOËLAND

Dans son grand vol plané qui longe le rivage
Et le sacre à nos yeux fils de l'immensité,
Le Goëland paraît, sur la grève sauvage,
Comme un songe hautain de pure liberté.

Je t'envie, ô vainqueur des flots et de l'espace.
Tu n'as pour compagnons que l'azur et le vent
Et ne laisses sous toi, comme éphémère trace,
Que l'ombre d'un oiseau, dans ton rêve vivant.

Je voudrais avec toi partager ce domaine
Que je préfère aux monts dont le marbre géant
Est moins évocateur de la tourmente humaine;

Car mieux que l'aigle encor, sur le gouffre béant,
Tu peux, en côtoyant notre vie incertaine,
De notre humanité contempler le néant...

Moliets-Plage (Landes),
année de guerre 1917.

MAURICE MARTIN.

Le blocus de Bayonne en 1814

(Suite) (1)

La Sortie du 14 Avril

DERNIERS TRAVAUX DE DÉFENSE. — L'EXERCICE DES CONSCRITS. —
MESURES DE DISCIPLINE ET DE POLICE. — LES DÉSERTEURS. — LES
TROIS COLONNES D'ATTAQUE. — OFFICIERS TUÉS ET BLESSÉS. —
BATAILLE DE ST-ETIENNE. — LE GÉNÉRAL HOPE EST FAIT PRISONNIER.

Le blocus se prolongeait et il était évident que la crise finale approchait. Il était nécessaire de compléter, ou plutôt de perfectionner et augmenter les ouvrages de défense ; or ils étaient loin d'être achevés. Les deux tiers de l'effectif des corps de troupes y étaient employés du point du jour à la nuit close, et des travailleurs supplémentaires étaient commandés à tour de rôle pour les travaux de nuit. « Chacun doit comprendre, disait l'Ordre de Service, qu'il est important de terminer les travaux, et de se mettre à l'abri des batteries que l'ennemi ne manquera pas bien-tôt de démasquer. »

Et, malgré les ordres souvent répétés, ces travaux marchaient avec lenteur. On était cependant dans un moment critique et c'est par « l'achèvement des moyens de défense qu'on rend possible une honorable résistance ». Les officiers

(1) Nous publions ici la suite de l'étude dont notre regretté collègue M. CHARLES JUNCAR, avait donné la plus grande partie dans les *Bulletins* de 1913-1914. La fin au prochain numéro.

et sous-officiers étaient cause de ces retards; ils ne surveillaient pas suffisamment les travailleurs. Un grand nombre quittaient les chantiers sans avoir accompli leur tâche, ou bien s'esquivaient au moment de la réunion des corvées.

Une pareille négligence pouvait causer de grands malheurs puisque, au moment d'une attaque imprévue, il pouvait y avoir beaucoup d'absents. Pour parer au manque de surveillance des uns, et éviter cette *envie de courir* (*sic*) de la part des autres, le poste avancé de St-Esprit avait pour consigne de défendre le passage à tous sous-officiers et soldats, à l'exception des hommes de corvée pour les distributions de vivres qui auraient lieu avant midi. Ceux qui se présenteraient après cette heure devaient être arrêtés et conduits à la prison de la Citadelle.

Le Commandant du 94^e cantonné à St-Esprit était chargé de l'exécution de cette consigne. Recommandation était faite aux officiers d'user sobrement de la faculté de descendre en ville et « il n'est pas nécessaire, disait le Général » Maucombe, dans son Rapport du 5 mars, de leur faire » sentir la conséquence d'une autre manière de se conduire, laquelle les rendrait gravement coupables. Les détachements de travailleurs ne font pas toutes les tâches « qui leur sont imposées par les officiers du Génie. Il s'ensuit » que les ouvrages n'avancent pas aussi vite qu'il est pressant de les terminer. L'achèvement d'un ouvrage devrait » inspirer plus d'intérêt à ses défenseurs. Les travailleurs » ne pourront plus quitter l'atelier sans avoir été assurés » par l'officier du Génie que la tâche donnée est entièrement achevée. »

Cette lenteur dans l'accomplissement des travaux fait souvent l'objet des Communications du Commandant. D'où provient-elle? du mauvais vouloir des soldats? Assurément non! De l'indifférence des officiers? encore moins! Le motif vrai était un peu de lassitude et de surmenage des travailleurs. La garnison presque entière était exposée, tous les jours, sur les chantiers, aux intempéries d'une saison extrêmement pluvieuse.

•

Le capitaine du génie Blavinet fut l'intelligent et actif ingénieur de ces importants travaux qui mirent la Citadelle en état de résister aux éventualités les plus redoutables. A partir du 28 mars, 2.740 hommes de la garnison sont employés aux travaux. Pour ménager leur santé et donner un repos réparatoire aux travailleurs ils étaient répartis de la manière suivante :

	6 heures	9 heures	Midi	3 heures	TOTAL
5 ^{me} Léger	»	150	»	150	300
64 ^e de ligne	»	150	»	150	300
70 ^e »	250	»	250	»	500
82 ^e »	150	»	150	»	300
94 ^e »	»	300	»	300	600
95 ^e »	210	40	210	40	500
119 ^e , 1 ^{er} bataillon .	60	»	60	»	120
119 ^e , 2 ^e bataillon..	»	60	»	60	120
	670	700	670	700	2740

Employer les troupes aux ouvrages de défense n'était pas suffisant. Il fallait encore et surtout les mettre en état de combattre. Quelques régiments paraissaient oublier qu'il était essentiel en raison du grand nombre de conscrits dont ils se composaient, de reprendre de temps en temps les manœuvres les plus ordinaires de la guerre. Les Chefs de Corps avaient reçu l'ordre de faire l'exercice, tous les jours pendant deux heures, dans le temps qui n'était pas destiné aux travaux du Génie. Des revues d'équipement, d'armement étaient passées fréquemment par les officiers supérieurs et le général Maucombe. Dans une de ces inspections, le 13 mars, il remarque et signale le 64^e de Ligne pour le soin apporté dans l'entretien de ses armes et la conservation des munitions : chaque homme était pourvu de 60 cartouches et de 3 pierres à fusil garnies de leur enveloppe de plomb.

Aux éloges qui récompensent il savait joindre le blâme ou la punition qui répriment la paresse ou la négligence. C'est ainsi que, à la suite de cette revue, le capitaine D..., du 5^e Léger, fut mis cinq jours aux arrêts pour « s'être dispensé d'être présent à la revue de sa Compagnie qui a paru négligée »

L'isolement, les privations, les travaux incessants auxquels était soumise la garnison de la Citadelle avait un peu relâché les liens de la discipline. Dans les rues de St-Esprit, la nuit, des désordres graves, « qui déshonorent les régiments », se produisaient. Les patrouilles du 94^e cantonné dans ce faubourg eurent ordre d'arrêter tout soldat rencontré dans les rues une heure après la retraite jusqu'à la diane; et ceux faisant du bruit dans leurs logements devaient être remis aux Corps de garde jusqu'au jour, puis conduits à la Citadelle. Ces désordres provenaient de diverses causes, dont la principale était l'abandon des maisons par leurs propriétaires ou locataires, abandon qui facilitait les abus et rendait la répression à peu près impossible.

Un arrêté du Gouverneur enjoignit aux habitants de réintégrer leurs maisons à bref délai. « Les habitants de » St-Esprit qui se sont réfugiés à Bayonne en sortiront pour » revenir à leur domicile, sous peine d'y être contraints par » la Gendarmerie et d'avoir leurs meubles confisqués »

Ces incidents de la vie de garnison causés par l'exubérance, et non le mauvais esprit, de jeunes gens de vingt ans, privés de tout plaisir et de toute distraction, n'avaient pas la gravité que leur attribuait l'autorité militaire. Bien plus sérieux étaient les cas de désertion qui commençaient à se produire, et chose plus grave, elle était favorisée par les habitants. Le Gouverneur, pour enrayer, le mal dut prescrire des peines sévères; il fit paraître l'Ordre du Jour suivant :

ORDRE DE LA DIVISION

« Depuis plusieurs jours, plusieurs soldats de différents » corps de la garnison sont passés à l'ennemi. Les troupes

» reçoivent journellement les vivres qui leur reviennent et
» de bonne qualité. Cette désertion ne peut donc être que
» le résultat d'une séduction de la part de l'ennemi.

» En conséquence, je réitère l'ordre d'empêcher, par les
» mesures les plus sévères, toute espèce de communication
» entre nos avant-postes et ceux de l'ennemi.

» MM. les Chefs de Corps feront connaître à leurs soldats
» qu'en désertant ils s'exposent à la peine de mort ; ils livrent
» leurs familles à des maux inévitables ; et que le sort qui
» les attend est d'être incorporés dans des bataillons que
» les Anglais envoient dans leurs colonies, en perdant l'espoir
» de rentrer dans leur patrie, et même de donner de leurs
» nouvelles à leurs familles.

» Bayonne, le 27 mars 1814.

» Baron THOUVENOT ».

La désertion continuant à sévir, le Gouverneur rappela aux habitants qu'ils étaient tenus de déclarer à l'Etat-Major de la place, dans les vingt-quatre heures, les militaires qui se trouvaient chez eux en position d'absence illégale, sous peine d'être mis en jugement, conformément à la loi du 4 nivôse An IV, qui détermine les peines infligées aux embaucheurs et aux provocateurs à la désertion et qui, à l'article 4, s'exprime ainsi :

« Celui qui, sans être embauteur pour l'ennemi, l'étran-
» ger ou les rebelles, engage cependant les défenseurs de la
» patrie à quitter leur drapeau, sera puni de neuf années
» de détention ».

La même peine était applicable à tout individu qui se permettrait, à l'avenir, de recéler, ou simplement recevoir chez lui, sans billet de logement, un sous-officier ou soldat des troupes de la garnison.

Des bruits fâcheux commençaient à circuler en ville et dans les camps. Il était dit que pour vivre, les soldats étaient réduits à la maraude, que la garnison étant à bout de ressources la reddition était proche. La mésaventure survenue

à dix voltigeurs du 5^e Léger avait donné plus de consistance à ces insinuations malveillantes. Ces militaires, après avoir mangé une plante assez commune autour de Bayonne, la *cigüe aquatique*, ressemblant au céleri, étaient devenus subitement malades. Le chirurgien-major du Corps leur donna les remèdes usités en pareil cas, et huit de ces hommes furent rendus à la santé. « Rien que la gourmandise, disait » le rapport de la Citadelle, n'a pu exposer ces hommes à » s'empoisonner, puisque la ration de vivres est, tous les » jours, distribuée entière et de bonne qualité ».

Ces fausses nouvelles auraient pu avoir une influence désastreuse sur la défense; il n'en fut heureusement rien. Le Commandement, on le voit, ne laissait passer aucune occasion de déclarer et affirmer l'abondance et la qualité des vivres, dont la garnison d'ailleurs n'eut jamais à souffrir.

Le 8 avril toute la garnison de la Citadelle prend les armes. Est-ce une sortie qui se prépare? non, car les troupes sont en grande tenue. C'est une exécution capitale qui va avoir lieu. Un malheureux caporal du 82^e Jean Nicolas P..., (1) avait, dans un moment d'emportement, percé de sa baïonnette son camarade, Michel Combes, fusilier à la même compagnie; cet infortuné était mort sur le coup. Convaincu du crime d'assassinat, P..., est condamné à la peine de mort et passé par les armes dans les fossés de la Citadelle.

Le 11 avril, les communications entre Bayonne, Saint-Esprit et la Citadelle, interdites le 5 mars, sont de nouveau rétablies. Mais les chefs de Corps ne devront pas oublier qu'ils ne peuvent donner qu'avec la plus grande réserve des permissions pour aller à Bayonne, chacun devant établir ses habitudes à son régiment, et conserver le moins possible des relations avec la ville. « Les personnes des deux » sexes, étrangères à la garnison de la Citadelle, disait le » général Maucombe dans le rapport journalier, qui se

(1) De la 3^e Compagnie du 1^{er} bataillon.

» présenteraient à l'une des deux portes, pour entrer, seront
» conduites par un homme de garde au bureau de la place
» où elles seront tenues de faire connaître leur identité et
» désigner l'officier à qui elles ont besoin de parler ». En conséquence, toutes les cartes d'entrée étaient annulées; défense expresse était faite, de nouveau, de laisser monter sur les parapets et d'entrer dans l'intérieur des bâtiments des personnes autres que les militaires de service, les officiers de l'Etat-Major général, ceux de l'artillerie et du génie. Même défense était faite pour tous les ouvrages extérieurs du Corps de place, du camp retranché et du quartier St-Esprit. Les personnes rencontrées dans ces lieux devront être arrêtées par tout militaire et remises à la garde pour être conduites devant le général à la Citadelle.

Le bruit de l'entrée des Alliés à Paris et de l'abdication de Napoléon s'était fait jour dans la population. On racontait même que le général anglais Sir John Hope avait proposé au Gouverneur la suspension des hostilités, mais que celui-ci avait refusé la trêve, n'ayant reçu aucune communication du Maréchal Soult (1).

C'est alors que le général Thouvenot, jugeant le moment favorable pour étendre les lignes de ses avant-postes et reprendre les positions perdues le 27 février, se décida à faire une sortie.

Toutes les dispositions furent prises pour exécuter cette opération le 4 avril, au matin; mais les pluies qui tombaient depuis plusieurs jours l'obligèrent à retarder cette exécution. L'attaque fut enfin fixée au 14 avril.

Dès le 13, les chaloupes canonnières du Commandant Depoge furent embossées aux Allées-Marines, à la hauteur de Sabalce. Huit de ces petits bâtiments allèrent mouiller aux Allées Boufflers, en face de la porte de Mousserolles.

La désertion d'un soldat, dans la nuit du 13 au 14, déci-

(1) Sir John Hope avait envoyé un pavillon de trêve (*dispatched a flag of truce*) au gouverneur de Bayonne pour l'informer que la guerre avait cessé entre la France et l'Angleterre; mais le général Thouvenot avait refusé de tenir compte de cette communication (*Gleig. the subaltern*).

da le général à brusquer l'attaque. A deux heures du matin les objectifs particuliers et les ordres de mouvement sont donnés.

Trois colonnes doivent agir simultanément : celle de droite sur la route de Toulouse, vers St-Etienne; celle de gauche sur le chemin du Boucau, et celle du centre devait opérer au carrefour des routes de Bordeaux et Toulouse; elle avait pour objectif principal le cimetière des Juifs. Un peu avant l'aube, les troupes sont rassemblées et rapprochées des points que l'on se propose d'attaquer. A trois heures du matin un coup de canon retentit. C'est le signal !

La colonne du centre (1), commandée par le chef de bataillon Reynet, du 94^e, se porte en avant, précédée des sapeurs des régiments, par la route de Toulouse. Elle détruit tout ce qui obstruait ou coupait le passage, s'empare du Cimetière des Juifs et des maisons environnantes dans lesquelles les Anglais s'étaient retranchés.

Le 94^e s'avance alors dans la direction du camp anglais, franchissant les coupures et les retranchements garnis de palissades; et se met à la poursuite de l'ennemi qui se retire en désordre sur ses dernières lignes. Pour appuyer le mouvement, le général Garbé, commandant le génie de la Place, fait sortir la compagnie des pionniers (capitaine Maillard) et la 9^e compagnie de Sapeurs, sous la direction du capitaine Jarey. Elles bouleversent et détruisent, par le fer et par le feu, les travaux des assiégeants. Malgré le feu nourri de l'ennemi, la destruction de ces travaux fut vivement menée sous la protection de la compagnie de grenadiers du 26^e et de deux compagnies de grenadiers du 94^e, sous les ordres du capitaine Lesmont. Le sous-lieutenant Dubois des sapeurs-mineurs est blessé.

Pendant ce temps, le 5^e Léger se portait à l'attaque du château de Basterèche et de Lesperon. Du château de Basterèche on trouve encore quelques traces dans le jardin de

(1) Elle était composée du 1^{er} bataillon du 5^e Léger (commandant Rey), des 1^{er} et 2^e bataillons du 94^e de Ligne (commandants Béchelet et Caillet).

Lesperon et une fontaine monumentale parfaitement conservée qui atteste la splendeur de ce domaine. Il se composait d'une vaste maison d'habitation et de communs. L'ensemble formait un grand rectangle, clos de murs sur les deux faces de la route de Bordeaux et du chemin du Boucau ; ces murs avaient été crénelés. Une porte monumentale, au nord, y donnait accès ; une autre porte plus petite, presque en face du cimetière des Juifs, s'ouvrait sur le parc. Au sud du Château et y attenant, un grand jardin, clos de haies vives, donnait sur les glacis de la Citadelle. C'est par la petite porte que pénétrèrent les tirailleurs du 5^e Léger sous la protection du 119^e placé sur les remparts et de la compagnie des grenadiers du 94^e installés derrière les redoutes de la Grand'Vigne. Ils se répandent dans le parc, poursuivent les défenseurs, qui cèdent le terrain et se replient sur Basterèche et Lesperon. Les voltigeurs du 5^e s'embusquent alors derrière les arbres, les accidents du sol et ouvrent une violente fusillade sur les bâtiments. Au point du jour, le château et Lesperon, vivement attaqués, sont enlevés à la baïonnette. Vers six heures du matin les renforts anglais commencent à arriver. Le général Thouvenot, jugeant que le but de la sortie était rempli, donna l'ordre de la retraite. Elle s'opéra sous la protection d'une batterie de 4, que le capitaine Romgnié avait mise en position à la Grand'Vigne et à Matras.

Le 5^e Léger avait un officier tué, M. Fritch, sous-lieutenant, et quatre officiers blessés (1). Les pertes du 94^e qui avait eu à supporter le premier choc furent assez sensibles ; elles s'élevaient à six officiers tués, douze officiers blessés et cent cinquante sous-officiers ou soldats mis hors de combat (2).

(1) Rey, chef de bataillon ; Espigne et Giraud, capitaines ; Lemaire, sous-lieutenant.

(2) Les officiers tués ou morts de leurs blessures étaient : MM. Zeitwogel, adjudant-major, Cathala, E. Durand, Pierret, sous-lieutenants ; Nicol, capitaine, mort le 8 mai ; Sureau, sous-lieutenant, mort le 30 avril.

Les officiers blessés étaient : MM. Reynier, chef de bataillon ; F. Durand, Peuchot, capitaines ; Boitiaux, Camin, Chapard, Gabaldos, Julliot, Quenot, lieutenants ; A. Durand, Simon, sous-lieutenants.

La colonne de droite, sous les ordres du commandant Delassalle, était formée du 2^e bataillon du 64^e (commandant Macé) et du 1^{er} bataillon du 95^e. Elle s'était rassemblée au pied de la Lunette de Moracin, dans le ravin de Boyer. Il existe encore un chemin, partant de la Citadelle et passant par Le Guichot, qui conduit à la Lunette de Moracin. La colonne de droite se porta à l'assaut du Cimetière de St-Etienne par cette voie. Au coup de canon parti de la Citadelle elle gravit au pas de charge le raidillon sur lequel se trouve le cimetière.

Précédé de son intrépide chef, le bataillon du 95^e aborde le mur du cimetière d'où part un violent feu de mousqueterie et s'élance à l'escalade. Le commandant Delassalle, le premier à l'assaut, tombe mortellement blessé. Les braves du 95^e, fous de rage, se jettent à la baïonnette sur les Anglais, qui se répandent dans le cimetière où on lutte corps à corps. Les défenseurs du cimetière plient, abandonnent le terrain et battent en retraite.

Le bataillon du 64^e qui a contourné le mur du cimetière se précipite à l'attaque de l'église vaillamment défendue. Rien ne peut arrêter l'élan de nos soldats, et les Anglais se retirent par le chemin de Luyan, poursuivis par les tirailleurs des 64^e et 95^e.

Les Portugais accourus au bruit du combat menacent de prendre notre colonne de flanc et de revers. Celle-ci se retire sous la protection du canon de Moracin.

Le 95^e avait deux officiers tués et trois blessés qui moururent des suites de leurs blessures (1). Le 64^e perdait un officier tué et quatre blessés (2).

Sur les glacis de la Citadelle, le long de la demi-lune de secours existait un sentier qui conduisait à Basteretche. C'est ce chemin que prendra la colonne de gauche composée

(1) Delassalle, chef de bataillon; Duetz, sous-lieutenant, tués; Lau-chard, capitaine, mort le 26; Berreau, lieutenant, mort le 29; Directe, sous-lieutenant, mort le 20.

(2) Dupont, capitaine, mort le 15; Chabas, capitaine, Passariou, Pothier, lieutenants; Comone, sous-lieutenant, blessés.

d'un bataillon des 26^e, 70^e et 82^e de Ligne, sous les ordres de M. Vivien, chef de ce dernier régiment. Le terrain où s'engageait cette colonne était compris entre la redoute de la Grand'Vigne et un petit ouvrage abandonné. Un ravin, sorte de caponnière, séparait les ouvrages de la Citadelle de l'ondulation de Montaignu au pouvoir des Anglais.

Au signal donné le 14, à trois heures du matin, la colonne s'ébranle, franchit la porte de secours et s'engage dans le passage encaissé qui conduit au plateau. Elle est accueillie par un feu violent parti des avant-postes anglais. En ce moment deux des trois traversaient le ravin sans tirer, de sorte que les Anglais ne recevant pas notre feu, et doutant de la réalité de notre attaque, cessèrent de tirer à l'instant où nos bataillons allaient se trouver à découvert (1).

Nos soldats s'élançant à la baïonnette et s'emparent du plateau sans brûler une amorce. Le lieutenant Culpin avait reçu l'ordre, aussitôt maître de la crête, de se porter avec ses voltigeurs vers le Boucau, pour empêcher l'arrivée des renforts ennemis. Il venait à peine de prendre ses dispositions, lorsque un bruit de chevaux se fit entendre sur le chemin. Aussitôt il envoie prévenir le commandant et forme sa troupe en double section en masse.

« Deux adjudants du 82^e venaient d'être tués à mes côtés, écrit le commandant Vivien (*loco citato*). Je chargeais alors le sieur Pigeon, adjudant au 70^e, d'aller dire au sous-lieutenant commandant les voltigeurs du 82^e de former sa compagnie en colonne serrée par sections, au point juste où commençait l'encaissement du chemin, afin d'occuper la tête du défilé, et d'y attendre l'ennemi, baïonnette croisée. Cette compagnie était déjà formée en double section et en masse, et son chef avait fait croiser la baïonnette à la première section, mais en se fendant beaucoup et en fléchissant le jarret gauche, de manière que la deuxième section puisse faire feu debout, sans danger, par dessus la première ».

(1) Mémoires du commandant Vivien. *Carnet de la Sabretache*, n° 115, de novembre 1905.

Cet ordre fut vivement transmis et exécuté. On entendait distinctement le pas des chevaux arrivant au grand trot. Ils allaient toucher de leur poitrail les baïonnettes de nos voltigeurs, lorsque M. Vulpin commanda le feu. Ce fut dans l'obscurité un pêle-mêle d'hommes et de chevaux.

Un beau cavalier, de haute stature, gisait à terre sous son cheval tué; deux officiers étaient étendus à ses côtés. C'était le général Hope; il avait reçu une balle à l'avant bras droit et une autre à la cheville du pied gauche. Le sergent Bergeot le dégagea et l'envoya au Commandant de la colonne; celui-ci le fit conduire à l'ambulance, soutenu par deux sapeurs (1).

Avant quatre heures, les hauteurs de Montaigu, les maisons Monnet et Amades sont prises et les Anglais refoulés derrière un second retranchement qu'il fallait emporter. Déjà trois tentatives pour enlever l'ouvrage ont échoué et une douzaine de soldats sont blessés en gravissant le talus. Les compagnies de fusiliers, précédées des grenadiers du 82^e s'élancent de nouveau à l'attaque et le retranchement est emporté.

Le bataillon du 70^e dont la ligne est bientôt renforcée par les tirailleurs du 26^e se porte à l'attaque de Basterreche. Les défenseurs du château, voyant leur ligne de retraite sérieusement menacée, abandonnent la position et se retirent sur leur campement établi à Coumères.

Le jour commençait à éclairer le champ de bataille lorsque la colonne reçut l'ordre de regagner ses cantonnements. Le 26^e avait sept officiers blessés (2). Le 82^e comptait dans ses rangs un officier tué, le capitaine Fayard, déjà blessé le

(1) Le général Hope, prisonnier, devait être dirigé sur Bayonne. Il demanda avec instance que la traversée de la ville lui fut évitée. Il passa l'Adour en courealin, et fut conduit à la maison Barraute, place Gramont, où il logea jusqu'à la fin des hostilités (cette maison porte aujourd'hui le n° 4 de la place de la Liberté).

(2) Danfer (mort le 2 mai); Pérignon, capitaines; Couturier, Orth, lieutenants; Bordier, Mordant (mort le 15 avril), sous-lieutenants.

27 février, et quatre blessés (1). Le 70^e de ligne avait trois officiers tués et trois autres blessés (2).

(*A suivre*).

CHARLES JUNCAR.

(1) Vivien, chef de bataillon ; Loix, Petitpas, capitaines ; Bona, sous-lieutenant.

(2) S^t Etienne, chef de bataillon (mort le 19), Saint-Pern, Fayet, capitaines, tués. — Delpoie, lieutenant ; Colomb, Lecomte, sous-lieutenants, blessés.

SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES
& ARTS DE BAYONNE

BULLETIN TRIMESTRIEL

NUMÉROS 1 & 2

:: ANNÉE M.CM. XIX ::



BAYONNE

IMPRIMERIE A. FOLTZER

9, RUE JACQUES-LAFFITTE

M.CM.XIX

SOMMAIRE

	PAGES
<i>Le Blocus de Bayonne en 1814 (suite et fin) par M. CHARLES JUNCAR.....</i>	5
<i>La Médaille de la Garde Nationale de Bayonne par M. HENRI SALANE.....</i>	16
<i>Le Labourd à la fin du XVIII^e siècle, d'après les Archives du Contrôle général, par M. MAURICE DUSSARP (suite).....</i>	21
<i>Pièces du Ministère des Affaires Etrangères sur l'établissement de la franchise à Bayonne et les troubles de Labourd, communiquées par M. MAURICE LÉVY.....</i>	65
<i>Procès-verbaux des séances de la Société.....</i>	77
<i>Procès-verbaux des séances de la Commission des « Armoiries de Bayonne ».....</i>	93

A paraître dans les prochains numéros :

LE LABOURD A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE par M. Maurice Dussarp (suite). — LES BAILLIS DE LABOURD. — LES BARONNIES DE LABOURD, par M. Jean de Jaugain, Membre correspondant de l'Académie d'Histoire de Madrid. — LES VÉRITABLES ARMOIRIES DE BAYONNE, par M. André Grimard.

Les articles publiés dans le **Bulletin** restent l'œuvre exclusive et personnelle de leurs signataires.

La **Société** ne contracte aucune solidarité pour les idées ou les opinions qu'ils soutiennent.

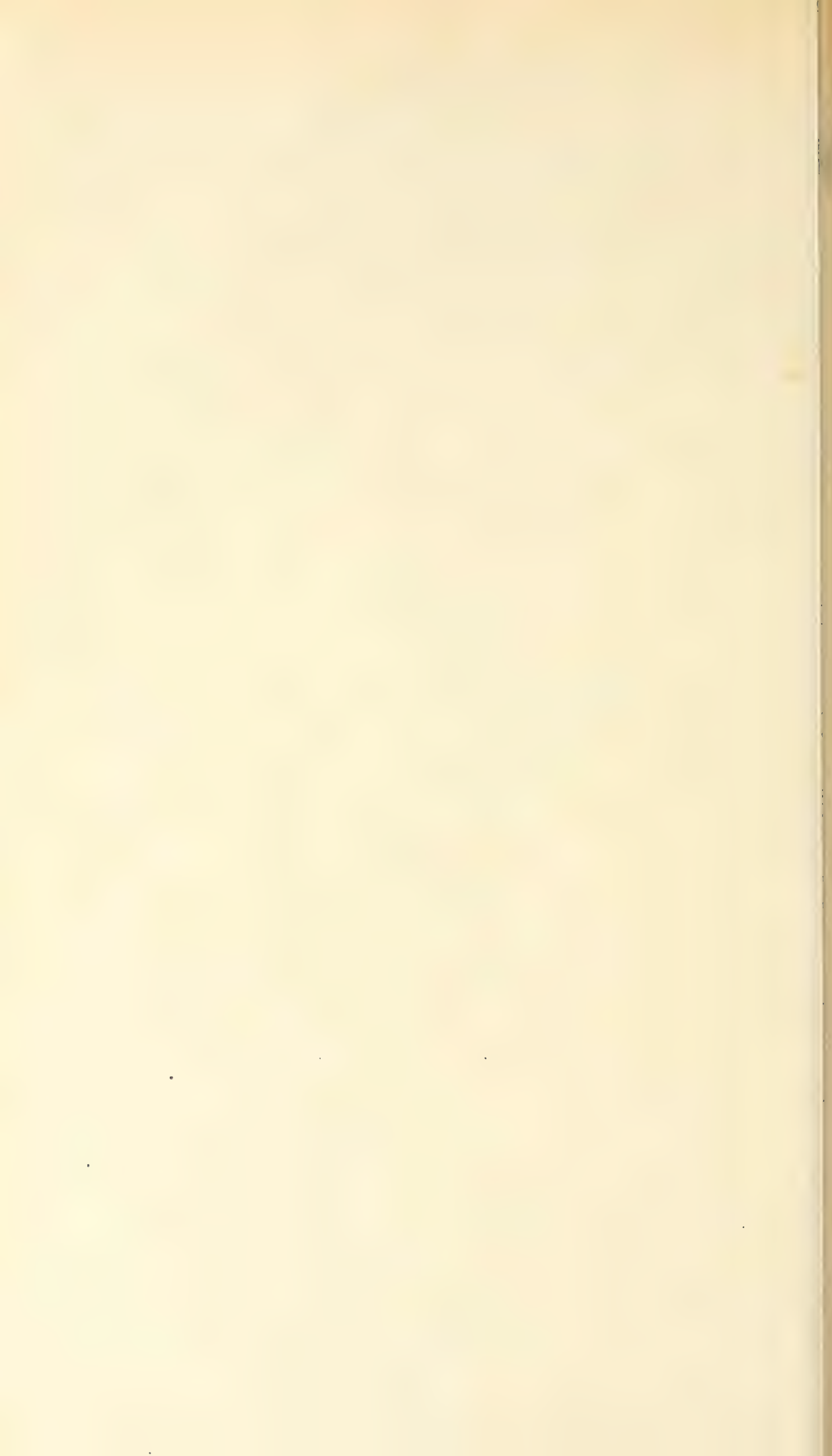
Collection du Bulletin

Les **Bulletins** antérieurs à 1890 ont péri dans l'incendie de l'Hôtel de Ville ;

Les **Bulletins** des années suivantes peuvent être achetés aux prix suivants :

1 ^o de 1890 à 1900 le fascicule.....	2.75
2 ^o depuis 1901.....	2

SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES & ARTS
DE BAYONNE



SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS DE BAYONNE

BULLETIN TRIMESTRIEL

NUMÉROS 1 & 2

:: ANNÉE M.CM.XIX ::



BAYONNE

IMPRIMERIE A. FOLTZER

Q. RUE JACQUES LAFITTE

M.CM.XIX



Le blocus de Bayonne en 1814

(Suite et fin)

La Sortie du 14 Avril. — L'Armistice.

ORDRE DU JOUR DU GÉNÉRAL THOUVENOT. — ARMISTICE DU 17 AVRIL. — CONVENTION POUR LA LEVÉE DU BLOCUS DU 27 AVRIL. — LE DRAPEAU BLANC. — PRISE D'ARMES GÉNÉRALE. — LICENCIEMENT DES GARDES NATIONAUX. — RETOUR A L'ÉTAT DE PAIX. —

Le lendemain 15 Avril, un Ordre du jour du Général Thouvenot exprimait aux troupes sa satisfaction pour la valeur et l'héroïsme dont elles avaient fait preuve dans la sortie du 14.

ORDRE DU JOUR

Bayonne 15 Avril 1814.

« C'est au nom de l'Empereur que je m'empresse d'exprimer aux troupes de la garnison ma satisfaction de la valeur qu'elles ont déployée dans l'action d'hier dont les splendides résultats vont augmenter le nombre des brillants faits d'armes, qui dans tous les temps, ont illustré l'armée française. L'ennemi, attaqué simultanément, à trois heures, sur toute la ligne d'investissement, a été repoussé et battu partout .

« Cette sortie générale avait pour but d'obliger l'ennemi

« à montrer sa force dans les différentes positions, de
« reconnaître ses travaux, de détruire les plus rapprochés
« du camp retranché de la Citadelle, de porter nos avant-
« postes à l'intersection des routes de Bordeaux et de
« Toulouse, bref à faire le plus de mal possible à l'armée
« assiégeante. Ces avantages ont été complètement obtenus.

« Le Lieutenant Général baron Abbé a dirigé avec
« succès les fausses attaques, en avant du camp retranché
« placé sous son commandement. Les généraux baron
« Beuret, Delorme et le lieutenant-colonel Gougeon,
« major-général des brigades de la division Abbé, ont
« emporté les positions principales de l'ennemi, qui a
« souffert des pertes considérables en tués, blessés et
« prisonniers. (1). Les dispositions du général Abbé ont
« été conçues et exécutées avec son talent et sa vigueur
« caractéristiques.

Le général Maucombe, chargé de l'attaque principale
a su inspirer à ses troupes une ardeur à laquelle l'ennemi
« n'a pu résister; les positions ont été emportées d'un élan
à la pointe de la baïonnette, avec une unité et une bra-
« voure qui font honneur aux officiers et soldats compo-
« sant les trois colonnes d'attaque.

L'ennemi avait été mis sur ses gardes par le bruit néces-
« sairement fait pour détruire les estacades qui devaient
« livrer passage aux troupes; et par un déserteur passé
« à ses rangs une heure avant l'attaque. Il était partout
« sous les armes; ses retranchements garnis de troupes.
« Son premier feu a été très vif, mais dirigé trop haut;
« il a fait peu de mal et n'a servi qu'à augmenter l'ardeur
« de nos soldats.

La colonne de droite, commandée par M. Lassalle,
lieutenant-colonel du 95^e était composée du 2^e bataillon du
« 64^e et du 1^{er} bataillon du 95^e. Elle est partie au pas de
« course, a renversé les nombreux obstacles qui se trou-

1) Les prisonniers anglais furent au nombre de 273.

« vâient sur sa route, s'est emparée de l'église St-Etienne,
« et a pris un canon que malheureusement les tranchées
« qui coupaient la chaussée et d'autres difficultés l'ont
« forcé d'abandonner.

« Le centre, commandé par le lieutenant-colonel Reynet
« du 94^e, (1) était composé du premier bataillon du 5^e Léger
« et des premier et deuxième bataillons du 94^e. Il s'est
« avancé par la route de Saint-Espirit et les approches
« de la citadelle, a détruit tous les travaux qui obs-
« truaient ces chemins et s'est emparé à la pointe de la
« baïonnette de l'embranchement des routes et des nom-
« breuses maisons, dans lesquelles l'ennemi s'était retran-
« ché.

« La colonne de gauche, sous le commandement du
« commandant Vivien du 82^e, était composée du 1^{er}
« bataillon du 26^e, du 1^{er} bataillon du 70^e, et du 1^{er}
« bataillon du 82^e. Cette colonne, après avoir débouché
« de la route de Basterrèche, a franchi d'un élan le ravin
« qui la séparait de l'ennemi et s'est emparée de la maison
« et des hauteurs qui la reliaient à la maison Montaignu.

« Ces hauteurs étaient couvertes d'une ligne ininter-
« rompue de retranchements qui ont été enlevés au pas de
« course à la baïonnette. Une fusillade à bout portant
« s'est engagée dans les tranchées avec l'ennemi, qui a
« été contraint de les abandonner, en laissant le terrain
« couvert de morts et de blessés.

« Les colonnes de droite et de gauche se sont maintenues
« sur les positions conquises, conformément aux ordres
« qu'elles avaient reçus. La colonne du centre s'est avancée
« le long de la route de Bordeaux, franchissant les fossés
« et les travaux protégés par des estacades et poursuivant
« l'ennemi qui s'est enfui en désordre, abandonnant ses
« dernières lignes.

(1) Depuis le 15 août 1813 le colonel du 94^e faisant fonctions de général de brigade. Le commandant Reynet, commandait le régiment : le capitaine Béchelet, le 1^{er} bataillon et le capitaine Caillot, le 2^e bataillon.

« Le lieutenant général baron Garbè, commandant en
« chef du génie, a fait avancer en ce moment la 9^e compa-
« gnie de sapeurs et la 1^{re} compagnie des pionniers de
« Bayonne sous le commandement du capitaine Jarry, du
« Génie. Ces compagnies, arrivées à l'embranchement des
« routes, se sont mises à l'œuvre sous les ordres du géné-
« ral Maucomble, pour brûler les maisons qui avaient
« servi d'abri et de défense à l'ennemi, combler les tran-
« chées et détruire la route et les estacades.

« Ces opérations ont été effectuées avec courage et le
« plus grande activité, sous un feu très vif de l'ennemi,
« qui gênait beaucoup les sapeurs dans leur travail. Le
« Général Maucomble a fait avancer pour les soutenir la
« compagnie de grenadiers du 26^e et la 2^e compagnie du
« du 94^e sous le commandement du capitaine Lesmont.

« J'ai donné l'ordre en même temps au capitaine
« Romagné, par l'entremise du général Berge, commandant
« l'artillerie, d'avancer jusqu'à l'embranchement des
« routes avec quatre pièces de campagne (1). Ce brave
« officier s'est porté au point indiqué et s'y est maintenu.
« bien qu'il n'ait pu mettre en action qu'une seule pièce,
« par suite de la position de nos propres troupes. Ces
« dispositions en tenant l'ennemi en échec, ont permis
« aux sapeurs et aux pionniers de continuer leur travail
« sans être interrompus davantage.

« Les Anglais commençaient à fléchir dans leurs derniers
« retranchements, quand un corps de troupes fraîches,
« venant de la direction de Hayet, par la route de Tou-
« louse, s'est avancé sur notre flanc droit, au moment
« où la brigade de réserve du Boucau attaquait notre
« flanc gauche. Ces renforts renouvelèrent et multiplièrent

(1) Il doit y avoir là une confusion de la part du général Thouvenot : ce ne sont pas 4 pièces de campagne qui furent mises en batterie, mais deux pièces de 4 de campagne. En effet nous trouvons dans le rapport de la citadelle, à la date du 4 février la mention suivante : « 2 affûts de 4 de campagne sont entrés à la citadelle destinés aux sorties dans le besoin ».

« le feu de l'ennemi. Le 1^{er} bataillon du 95^e n'en
« résista pas moins bravement au choc des troupes,
« qui s'avançaient par la route de Toulouse et la gauche
« garda ses positions contre les renforts venant du Boucau.

« L'objet de la sortie était alors complètement atteint.
« J'envoyai par un de mes aides de camp l'ordre de battre
« en retraite et le général Maucombe fit rentrer ses hommes
« et son artillerie dans la Citadelle, ramassant les morts,
« les blessés et les prisonniers. Le feu a cessé partout en-
« tre 7 et 8 heures du matin. Nous avons repris nos positions
« sur la droite et sur la gauche, et les postes avancés
« du centre ont été poussés jusqu'à l'embranchement
« des routes où ils se trouvent encore.

« Le premier bataillon du 64^e, la compagnie des grena-
« diers du 95^e, et les deux bataillons du 49^e, qui occupaient
« les ouvrages du camp retranché ont admirablement
« secondé les colonnes d'attaque, et envoyé continuelle-
« ment des détachements pour ramasser les blessés et les
« ramener à la Citadelle. L'artillerie, établie avec une
« grande habileté et un grand jugement par le général
« Berge, a appuyé avec succès toutes les manœuvres de
« la sortie générale.

« Les canonnières commandées par le commandant
« Depoge, embossées de façon à harceler les flanes droit
« et gauche de l'ennemi, ont contribué largement aux
« brillants résultats de la sortie. Les conscrits de l'infan-
« terie et de l'artillerie qui voyaient le feu pour la première
« fois, ont rivalisé de bravoure et d'ardeur avec les vieux
« soldats.

« Toutes les troupes, officiers et soldats, ont fait leur
« devoir dans cette sortie mémorable. Nous avons malheu-
« reusement à regretter la mort de beaucoup de braves,
« et nos pertes, en tués blessés et prisonniers s'élèvent au
« chiffre de 910 hommes dont :

Officiers tués	7	(	110
Sous-officiers et soldats tués.....	103	)	
Officiers blessés.....	49	(	790
Sous-officiers et soldats blessés...	741	)	(1)
Officiers prisonniers.....	2	(	10
Sous-officiers et soldats prisonniers.	8	)	
Total.....			<u>910</u>

« Parmi les officiers tués se trouve le lieutenant-colonel du 95^e, officier d'un mérite supérieur, universellement « estimé de ses chefs, aimé de ses collègues et respecté de « ses subordonnés. Près de la moitié de nos blessés le sont « légèrement et la plus grande partie d'entre eux retour- « nera bientôt dans les rangs.

« La colonne de gauche a eu l'honneur et la gloire de faire prisonnier le général Hope, commandant des forces assiégeantes, et deux officiers de son État-Major, tous les trois blessés. Ils se sont rendus à M. Pigeon, adjudant « sergent-major au 70^e, au sergent Beregeot et au volti- « geur Bonencie du 82^e. J'ai nommé M. Pigeon sous-lieu- « tenant sur le champ de bataille. Le major général Hay officier général de jour, a été tué. Un autre officier « général, dont nous n'avons pas pu savoir le nom, « est blessé, ainsi que plusieurs officiers de marque.

« Parmi les braves de la garnison qui se sont particu- « lièrement distingués, je citerai :

5^e Régiment d'infanterie légère : — Rey, chef de batail- « lon; Peyrenne, lieutenant; Lemaire sous-lieutenant; Lambert, adjudant; Hubrick, Maujin, Craverot, sergents; « Lambert carabinier; Chaumette tambour.

26^e Régiment d'infanterie de ligne. — Ferran de San- « dricourt, chef de bataillon; Dansert, capitaine de « voltigeurs; Decombeix, adjudant-major; Benincourt,

(1) La plupart des blessés reprirent leur service deux ou trois jours après.

« sergent; Henry, sous-lieutenant; Chagriot, sergent-
« major; Benincourt, sergent; Lely, caporal; Caillé, vol-
« tigeur; Reveillon, grenadier; Romillo, fusilier.

« 27^e de ligne — Maurice, capitaine; Martin, caporal.

« 64^e de ligne. — Macé, chef de bataillon; Chabas, capi-
« taine; Potier, lieutenant; Bouvier, sous-lieutenant;
« Ferrant, sergent; Henry, Bousson, voltigeurs.

« 66^e de ligne — Haner, chef de bataillon, chef d'Etat-
« Major du général Maucombe; Pernelle, adjudant-major
« faisant fonctions d'aide de camp; Sempé, capitaine des
« voltigeurs.

« 70^e de ligne — Noël, chef de bataillon; Cognet capi-
« taine; Dalcourt, capitaine; Delport, lieutenant; Colombé,
« sous-lieutenant; Pigeon, adjudant; Gauthier, Lamarre,
« sergents-majors; Mimier, sergent.

« 82^e de ligne. — Vivien, chef de bataillon; Loix, capi-
« taine; Nicaise, lieutenant; Culpin, sous-lieutenant;
« Catherine, Bemiste, Bergeot, sergents; Chabas, grena-
« diers; Blondet, Bonencie, voltigeurs.

« 94^e de ligne. — Reynet, chef de bataillon; Coudèze,
« Laynot, Fromentel, Chapar, Nicole, capitaines; Juliot,
« adjudant-major; Gabaldo, Suzeau, Durand, sous-lieute-
« nants; Vergnès, sergent; Peyre, caporal.

« 95^e de ligne. — Lassalle, chef de bataillon; Dumas,
« Fromento, sous-lieutenants; Bouchon, adjudant;
« Charpentier, Falcot, sergents; Crouzot, voltigeur.

« 119^e de ligne. — Magendie, chef de bataillon; Godefroy,
« capitaine; Brézil, lieutenant; Ronsin, sous-lieutenant;
« Soula, voltigeur.

« Artillerie. — Lespagnol, chef de bataillon; Romagnie,
« capitaine; Jasse, sergent.

« Génie. — Jarry, Marconnier, Pichal, capitaines.

« M. l'Adjudant-Commandant Régnier, chef d'Etat-
« Major du général Thouvenot, le capitaine Pemasilico,
« et le lieutenant Verdière, aides de camp, ont continuel-

« lement parcouru la ligne d'opérations pour porter les
« ordres du gouverneur.

« Cet ordre du jour sera envoyé à S. E. le Ministre de la
« Guerre, ainsi qu'au Maréchal duc de Dalmatie, avec le
« vœu qu'il soit soumis à l'Empereur pour prier S. M.
« d'accorder les récompenses si bien méritées par les braves
« qui se sont particulièrement distingués dans cette sortie
« générale.

« Le Général de division

« Commandant en chef »

BARON THOUVENOT.

Le 17 avril un armistice fut conclu et à dater du 18, tous les travaux de terre sont suspendus dans la place, la Citadelle, et le camp retranché. Les corps n'ont plus de travailleurs à fournir au Génie. Tout le temps de l'armistice est consacrée à instruire les soldats, à les habiller et les équiper. Tous les ouvriers du Génie (et le bois dont on peut disposer) sont employés à continuer et terminer au plus tôt les baraques de l'hôpital sédentaire établi aux Cordeliers, et à construire celles de l'hôpital temporaire établi aux Jacobins. Ces baraques devaient contenir cent lits.

Le Commissaire, chef maritime, avait reçu l'ordre de renvoyer dans leurs corps respectifs les soldats d'infanterie fournis comme auxiliaires à la marine. Il devait faire suspendre l'évacuation de l'arsenal et prendre des mesures nécessaires pour qu'au premier ordre, cet important établissement fût rétabli dans l'état où il se trouvait avant l'évacuation.

Toute détérioration, toute destruction de propriétés nécessitées pour la construction des ouvrages défensifs, ou pour éclairer les fronts, devaient cesser immédiatement dans la Citadelle et le camp retranché, et des ordres sévères sont donnés pour que les propriétés soient respectées et les cultivateurs protégés du pillage et de la maraude.

La ligne des avant-postes de l'ennemi ne devait pas être inquiétée; mais s'il avançait ses vedettes, ou s'il faisait quelque démonstration offensive, ordre était donné de prendre les mesures pour s'y opposer. Enfin on devait tirer sur tous les travailleurs que l'ennemi pourrait employer à faire des nouveaux ouvrages. Mais ce cas excepté, le feu devait être suspendu sur toute la ligne des avant-postes et ceux-ci devaient empêcher toute communication avec l'ennemi, sauf celle qui aurait lieu par voie parlementaire.

Le 19 avril, un ordre du duc de Dalmatie, rendu dans son quartier général de Castelnaudary, portait à la connaissance des troupes l'abdication de l'Empereur et le rétablissement du trône de Louis XVIII.

Le 27, une suspension d'armes et une convention pour la levée du blocus furent signées à St-Etienne, dans la maison Latrilhe, entre le lieutenant-colonel Burgoyne, du Génie anglais, et le lieutenant-colonel Gougeon, chef d'Etat-Major de la division Abbé, les conventions furent approuvées par le général Baron Thouvenot et le général anglais Colville.

Le 28, le Gouverneur fait arborer le drapeau blanc à la Citadelle. Cette cérémonie donna lieu à une prise d'armes générale. Tous les régiments furent réunis à midi sur le terrain ordinaire de leurs exercices et passés en revue par leur chef de corps. A l'issue de la revue, le drapeau blanc était hissé, en remplacement des trois couleurs, devant les troupes assemblées. Elles défilèrent ensuite pendant que l'artillerie de la Citadelle exécutait des salves. En signe de réjouissance, les soldats reçurent le matin à 8 heures, double ration de vin, et le soir à trois heures, double ration de viande.

Le 4 mai, les gardes nationales urbaines de St-Esprit et Bayonne étaient relevées de leur service, et les armes et munitions de guerre qu'elles avaient reçues, étaient versées à l'arsenal d'artillerie. Les pompiers de Bayonne et de St-Esprit cessaient le service extraordinaire dont ils avaient etc

chargés et n'étaient plus soumis qu'à leur service ordinaire pour la conservation de leurs pompes et de leurs agrès. A partir de ce même jour, les rations de vivres ne sont plus délivrées aux pompiers, aux administrateurs, employés ou particuliers, auxquels il en avait été accordé pendant le blocus, pour leur donner ou leur faciliter les moyens de vivre.

« En congédiant la garde nationale de Bayonne et de St-Esprit, disait le général Thouvenot dans son ordre du jour du 8 mai, je me fais un devoir de la remercier des services qu'elle a rendus, tant pour la garde des portes qui leur était confiée, que pour le maintien de la tranquillité publique. Je témoigne particulièrement ma satisfaction à M. le colonel Milhet, commandant la garde nationale urbaine de Bayonne, pour la discipline qu'il a établie dans cette garde, pour le bon esprit qu'il y a maintenu, en ne s'écartant jamais de ce qu'exigeait la dignité nationale. Les articles du présent ordre qui concernent la Garde nationale de Bayonne seront lus par le colonel à cette garde assemblée sous les armes ».

Le 6 mai, la suspension d'armes avec les Alliés étant indéfinie et le blocus de Bayonne levé tant par terre que par mer, des ordres furent donnés pour rétablir partout le bon état du sol. Les coupures des routes et chemins, les barricades des rues de St-Esprit devaient être immédiatement détruites et les abattis enlevés. On devait laisser intacts les ponts et les barrières qui font partie intégrante des ouvrages de Beyris, du Camp retranché, du front d'Espagne et de Mousserolles. Toutes les inondations, devaient être détendues, mais en conservant les digues et les inondations du camp retranché sur le front d'Espagne. La communication par la digue, qui coupait l'inondation inférieure, en face de la maison Dubrocq, était rétablie (1).

La place d'Armes de la Citadelle et les rues de St-Esprit,

(1) Cette digue forme le chemin actuel des *Pontols*.

qui avaient été dépayées, devaient être rétablies dans le plus court délai possible. Les ingénieurs des Ponts et Chaussées étaient invités à reprendre de suite leur service ordinaire, à remettre en état de viabilité les routes et à les entretenir, à faire consolider les endroits de ces routes qui avaient été coupés et à prendre toutes les mesures nécessaires pour réparer les dégâts occasionnés par les travaux de défense.

Enfin les batteries des Allées-Marines sont immédiatement désarmées et le terrain remis dans son état primitif.

Les munitions de guerre et les projectiles qui étaient dans le camp retranché et les ouvrages extérieurs de la Citadelle sont immédiatement versés dans les magasins et à l'Arsenal. On ne devait laisser que cinq coups par pièce.

Le service du camp retranché et des ouvrages extérieurs se bornait dès lors à la conservation de ces ouvrages et des consignes très-sévères étaient données à tous les postes pour empêcher l'enlèvement des palissades.

Après cinquante-quatre jours d'investissement, Bayonne reprenait son aspect habituel. Le blocus était levé !

Ch. JUNCAR.

La Médaille de la Garde Nationale de Bayonne

M. H. Salane a adressé la lettre suivante au Vice-Président de la Société :

Bayonne, le 24 avril 1919

Monsieur le Vice-Président,

Le Bulletin de la Société l'année 1911, pages 118 et 119, contient un article intitulé : « La décoration du blocus de Bayonne de 1814 ».

Son auteur, notre regretté collègue et ami Charles Juncar, après y avoir émis son opinion, demandait des renseignements *sur cet intéressant sujet d'histoire locale*.

En séance du 22 Janvier 1913, j'avais le plaisir de faire passer sous les yeux des Membres présents une médaille et une fleur de lis appartenant à Monsieur Gilbert, de la Chambre de Commerce de Bayonne.

Aujourd'hui, grâce à l'extrême obligeance de notre très aimable Sociétaire, Monsieur Charles Lacroix, qui, à la suite d'un court entretien, a bien voulu me confier un spécimen de la susdite décoration fort bien conservé, et à l'appui, un précieux document, je m'empresse de vous adresser une copie de ce dernier. J'espère que la lecture de cette pièce réjouira tous ceux qui s'intéressent à notre petite patrie.

Elle est tellement précise que tout commentaire paraîtrait superflu; elle ne laisse place à aucune discussion. Voilà donc un point acquis.

J'apprendrai avec joie la découverte d'un document aussi probant et authentique pour les armoiries de Bayonne.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien insérer les présentes lettre et copie dans le prochain Bulletin, si toutefois vous les jugez assez intéressantes.

L'original a été imprimé chez Duhart-Fauvet, imprimeur du Roi à Bayonne.

Daignez agréer, Monsieur le Vice-Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

H. SALANE. Trésorier.

Jeudi 19 Septembre 1816

(N^o 350).

AFFICHES
ANNONCES ET AVIS DIVERS DE BAYONNE

Département des Basses-Pyrénées.

Pau, le 12 Septembre 1816

Le Préfet des Basses-Pyrénées, maître des requêtes,
à MM. les Sous-Préfets et à MM. les Maires du département.

Messieurs, S. Exc. le ministre de l'intérieur vient de me transmettre une ampliation de l'ordonnance rendue par S. M. le 28 août dernier, et par laquelle elle daigne accorder la décoration du Lys avec un liseré marron aux gardes nationales de ce département. Vous trouverez à la suite de cette circulaire la teneur de cette ordonnance.

Empressez-vous, Messieurs, de faire connaître à vos administrés cette nouvelle preuve de la bienveillance particulière que notre auguste Monarque accorde aux braves descendants des compagnons d'Henri IV. Combien ne seront-ils pas touchés des expressions de bonté dont S. M. a daigné se servir ! Avec quelle fierté ne recevront-ils pas les honorables témoignages de la satisfaction du meilleur des Rois ! Ils y trouveront la plus douce récompense de leur bravoure, de leur dévouement et de leur zèle infatigable ; elle deviendra pour eux un nouveau motif de reconnaissance et d'amour, et un encouragement à persévérer dans les nobles sentimens qui les ont toujours distingués. †

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

D'ARBOUT.

Ordonnance du Roi.

Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre,
à tous ceux qui ces présentes verront, salut :

Nous nous sommes fait représenter les titres que les

gardes nationales des Basses-Pyrénées ont acquis à notre bienveillance. Dignes fils des braves compatriotes du bon Henri, les fidèles Béarnais ont hérité de leurs pères ces sentiments généreux et ces vertus guerrières, qui firent triompher notre aïeul dans les plaines d'Arques et d'Ivry. Les orages de la révolution, les séductions et les menaces de la tyrannie, le retour de l'usurpateur et les malheurs qui l'ont suivi, loin d'éteindre et d'affaiblir leur dévouement, ont été pour eux autant d'époques de gloire. Dernièrement encore, nous avons vu avec quelle noble audace, sans calculer les moyens de résistance, ils ont couru défendre le sol de la patrie, qu'une invasion étrangère paraissait menacer;

A ces causes,

Sur la proposition de notre bien aimé frère Monsieur, colonel général des gardes nationales, de concert avec notre ministre Secrétaire d'état de l'intérieur;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ART. 1^{er}.— Lorsque nous ou les princes de notre famille, nous séjournons dans le département des Basses-Pyrénées, les gardes nationales nous fourniront une garde d'honneur, qui fera près de nous le service, conjointement avec notre maison militaire, conformément au mode établi pour la garde nationale de Paris.

2. — Les gardes nationales du département des Basses-Pyrénées porteront la décoration du Lys, suspendue à un ruban blanc moiré, de la largeur de trois centimètres et demi, coupé sur chaque bord d'un liseré marron, large de dix millimètres, et situé à un millimètre de bord; le tout conforme au modèle annexé à la présente ordonnance.

Le brevet constatant le droit de porter cette marque distinctive sera délivré aux officiers, sous-officiers et gardes nationaux, suivant le mode déterminé par notre bien-aimé frère, de concert avec notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

3. — Nous accorderons la décoration de la légion d'honneur ou un grade supérieur dans la légion, aux officiers sous-officiers et gardes nationaux qui l'ont le plus mérité par les longs et importants services, lorsque notre bien-aimé frère Monsieur, de concert avec notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, jugera convenable de nous en faire la proposition.

4. — Nous voulons que les gardes nationales du département des Basses-Pyrénées, aient des drapeaux blancs aux armes de France, distingués aux quatre angles par les couleurs locales.

Nous réservons à notre bien-aimée fille Madame, duchesse d'Angoulême, d'en donner les cravates et de les y attacher de ses mains ou par celles de la dame qu'elle aura choisie à cet effet.

5. — Notre bien-aimé frère Monsieur, colonel général, et notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance

Donné en notre chateau des Tuileries, le 28 Aout l'an de grâce mil huit cent seize et de notre règne le vingt-deuxième.

Signé : LOUIS.

Par le Roi

Le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé : LAINÉ.

Charles Philippe de France, fils de France, Monsieur, comte d'Artois, colonel général des gardes nationales du royaume ;

Vu l'ordonnance ci-dessus ;

Mandons et ordonnons aux inspecteurs généraux, aux inspecteurs des départemens, commandans et officiers

des gardes nationales, de tenir la main, en ce qui les concerne, à l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, le 29 Août 1816,

Signé : CHARLES-PHILIPPE

Par Monsieur,

Le Colonel secrétaire du comité des inspecteurs généraux

Signé : baron KENTZINGER

Pour ampliation :

Le secrétaire général du ministère de l'intérieur, membre de la chambre des députés, chevalier de St Louis et de la légion d'honneur,

Signé : PAULINIER DE FONTENILLE.

NOTE

Décoration du Lys

Les Mémoires de la Société des Sciences de la Creuse (année 1917) contiennent un article de M. de la Villatte sur la décoration du Lys, non créée, comme on le croit communément, mais restaurée par Louis XVIII, pour récompenser la fidélité à la monarchie.

Cet ordre fut, en effet, fondé par Sanche IV, roi de Navarre, en 1048. L'insigne, une fleur de lys d'argent, était suspendu à un ruban blanc ; il fut surtout attribué aux gardes nationaux et diverses ordonnances ajoutèrent au ruban des liserés de couleur différente pour chacun des départements du royaume.

Bull. Arch. de Tarn-et-Garonne, 1918 p. 272.

Le Labourd à la fin du XVIII^e Siècle

D'APRÈS LES ARCHIVES DU CONTROLE GÉNÉRAL

(Suite) ⁽²⁾

Dès son arrivée à Bayonne, la pensée de changer les mœurs et la constitution politique du Pays dut germer dans l'esprit novateur et ami de l'ordre de M. de Néville. Il y fut poussé aussi peut-être par une personnalité que de récents démêlés avec l'Administration du Labourd avaient peu disposé en faveur de cette dernière. Nous avons nommé le Commandant du Roi à Bayonne, le marquis de Caupenne. Il est certain que la documentation de l'Intendant relative aux coutumes et au régime du pays est trop complète pour que quelque esprit averti ne l'ait pas aidé dans l'exposition de son projet de réforme. Malgré la haute intelligence de magistrat dont il fit toujours preuve, M. de Néville, qui venait d'arriver à Bayonne, n'avait pu embrasser, dans l'espace de quelques mois, avec tous les inconvénients du système, les réformes à apporter. Un point qui fortifierait notre opinion est l'étonnement marqué par l'Intendant dans sa lettre, de ne point voir figurer la noblesse dans l'assemblée du pays, sa pensée de l'y faire entrer et surtout le désir qu'il paraît avoir exprimé d'établir comme Président de l'Assemblée de la noblesse le

(1) Quelques documents des archives des affaires Etrangères ainsi que d'autres provenant de sources diverses, y ont été adjoints. J'en dois la communication à Monsieur le Capitaine Duhourcau qui, ne cessant de témoigner à mon travail un intérêt dû seulement aux faits inédits qu'il peut révéler, m'a apporté l'appui de sa grande obligeance. Je l'en remercie ici bien sincèrement. Ma gratitude va aussi à notre vice-président Monsieur le Commandant de Marien qui, plus récemment, m'accorda son aide.

(2) Voir Bulletin 1-2 de 1917.

marquis de Gaupenne, propriétaire du Labourd et Commandant du Roi à Bayonne.

Cette assertion trouve aussi son fondement dans l'opinion exprimée par les officiers du bailliage d'Ustaritz dans un long mémoire qui va nous permettre de jeter une lumière vive, peut-être un peu partiiale, sur « la révolte des Basques en 1784 », révolte qui contribua beaucoup à l'établissement sur le papier, tout au moins, du plan de M. Le Camus de Néville.

Dans une étude sur « une émeute en 1784 », (1) M. Yturbide nous a fait le récit de ce que fut ce soulèvement à Hasparren. Faute de documents qu'il déclare du reste très franchement ne pas posséder, l'estimable historien du Labourd s'est appuyé sur les dires de M. l'abbé Duvoisin, à la science et à l'honorabilité duquel il a accordé toute confiance.

Il est néanmoins des points qui diffèrent entre ses assertions et celles que nous relevons dans le document officiel qui nous sera d'un précieux secours pour ce fait, en même temps que pour étudier l'état d'esprit qui accueillit les idées de réforme au pays Labourdin. Ce document est un long mémoire, daté de 1785, adressé par les officiers du Bailliage d'Ustaritz au Procureur Général près le Parlement de Bordeaux. Il n'est malheureusement pas original, mais sa copie faite à la demande du Contrôle général au moment où se discuta en Conseil du roi le maintien de la Constitution du Labourd nous est un garant de la fidélité de la reproduction.

Il est intitulé : *Récit de la légère émeute de quelques paroisses du pays du Labourd et des causes qui menacent celle province dans ce moment d'un soulèvement général.*

Délaissions un instant cette seconde partie du titre pour étudier les événements qui précédèrent les initiatives de l'Intendant Le Camus de Néville. Ils ont trait à l'échauffourée du bourg d'Hasparren.

(1) Publiée dans la Revue Internationale des Etudes Basques 1907.

C'est la question de la Franchise qui fut cause de la sédition. Les Labourdins tenaient jalousement à tous leurs privilèges et nous savons que la seule question de la *gabelle* avait le don de les mettre en fureur. ¹ Ils étaient exemptés de cet impôt, mais non de tous ceux perçus par les commis des fermes. Ce ne fut pas la crainte d'un établissement ferme de la gabelle qui provoqua les mouvements de révolte, ainsi qu'on a pu le croire, mais simplement les formalités résultant de la franchise de leurs ports accordée aux villes de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz par ordonnance royale de Juillet 1784.— Le Labourd se trouva, de ce fait, partagé en deux zones délimitées par la Nive, et soumises à deux constitutions différentes, l'une franche et l'autre sujette à la police que la ferme entretenait le long des pays privilégiés; on peut juger combien cette surveillance, très stricte du reste, était contraire et désagréable à l'esprit un peu... contrebandier, mettons le mot, de tout Labourdin. Il n'en fallut pas davantage pour créer quelque rumeur dans la partie non franche.

C'est précisément à cette époque que l'Intendant prit possession de son poste. Il y arrivait à la veille d'un moment difficile et il était tout naturel que, nouveau venu dans le pays, il prit conseil du syndic du Labourd et surtout du Commandant du roi à Bayonne qui, par sa situation de rang et de fortune, possédait une grosse influence.

Or, il se trouva que le marquis de Caupenne avait eu à se plaindre des communautés, s'il faut en croire les auteurs du mémoire déjà cité (2). Ces dernières exposaient... « qu'il avait offensé le pays par une entreprise sur son administration politique, étrangère à sa place ». Voici ce que fut cette entreprise, puisée à la même source, et bien faite pour montrer l'esprit d'indépendance des élus du Labourd

(1) Lettre de Neville. Voir n° précédent.

(2) Cette assertion semble fondée, car, dans une lettre de M. de Neville au contrôleur général, il est parlé « d'une démarche imprudente » de M. de Caupenne.

et leur refus de céder à toute ingérence dans leur administration.

... « Le Commandant de Bayonne avait désiré, on ne
« sait pour quel motif, de faire nommer à la place de syndic
« de la province le sieur Caselar, bourgeois d'Hasparren et
« capitaine aux gardes Montoises, que la province avait
« rejeté quelques années auparavant; il avait écrit à ce
« sujet une lettre circulaire aux communautés de ce pays
« vers le mois de Juillet dernier. Sa lettre, qui jusque-là
« était quelque chose de plus qu'une sollicitation honnête,
« finissait par une menace un peu entortillée, mais bien
« positive, contre ceux des habitants qui s'opposaient à
« ses vues: cette lettre reçut dans le pays l'accueil qu'on de-
« vait attendre de sa noble fierté et de son amour pour la
« liberté; le commandant fut refusé et n'eut pour lui que
« quelques paroisses que lui assurèrent la pusillanimité ou
« d'autres considérations; irrité de ce refus, il avait dès
« lors annoncé le projet de réformer la constitution du
« Labourd... »

Il comptait sur l'arrivée du nouvel Intendant pour réaliser ses projets et son attente ne fut pas trompée. S'adressant à un homme épris, non de l'amour de la tradition, mais de la bonne organisation, il lui présenta les mesures premières qui devaient acheminer les esprits vers plus d'obéissance.

Il était de tradition que chaque Intendant réunît, à son entrée en fonctions, par l'entremise du syndic, l'Assemblée générale du Pays et lui transmet les ordres du Roi. Mais M. de Neville ne voulut pas se soumettre à cette formalité pour annoncer l'octroi de la franchise aux ports de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz. Il avait ses raisons. Le temps pressait d'ailleurs, car cet octroi de la franchise mettait depuis nombre d'années la ville de Bayonne et la pays de Labourd en rumeur.

Nous avons déjà vu quels étaient les privilèges accordés à la province, mais une première atteinte y avait été apportée en 1749 par un impôt sur les tabacs. Elle s'était aggra-

vée d'un arrêt du 4 mai 1773, qui avait ordonné l'établissement d'entrepôts et la vente exclusive du tabac au profit de la Ferme. Cet arrêt, à la suite de vives réclamations, fut suspendu, mais il avait été le pivot d'une lutte qui se déclancha dans la ville de Bayonne, entre le corps de ville et une fraction importante des notables.

La Municipalité voulait que la franchise fût accordée au port de Bayonne, mais un parti composé de quelques commerçants et petits détaillants demandait seulement la confirmation des privilèges anciens. A leur tête se trouvait M. de Bretous, négociant fort riche, lié avec celui qui semble avoir été l'inspirateur de la réforme de la coutume, M. de Caupenne en un mot, ce qui ne manquait pas d'embarrasser un peu M. de Néville. Ce parti d'opposants avait fait répandre, à Paris, un libelle contre le projet de franchise à Bayonne; plus même, ayant recueilli 110 signatures, il avait rédigé un mémoire adressé aux membres du Parlement de Bordeaux, chargé de l'enregistrement des lettres patentes. Le Parlement semblait du reste répondre à ses vues et ne se pressait nullement pour l'enregistrement, s'y opposait même, suivant M. de Néville, qui écrivait à M. Dupont (1) le 31 Aout 1784 :... « sur l'enregistrement il ne faut pas compter ». (2).

Dans ces conditions l'Intendant, qui sentait croître la rumeur et voulait une décision prompte, réclamait du Contrôleur général, par l'entremise de son correspondant, un arrêt en place des lettres patentes et cela très promptement afin de mettre tout le monde devant le fait accompli. « Quand le feu est à la maison il faut toujours apporter ce qu'on a d'eau », ajoutait-il.

Il écrivait donc au Contrôleur général le 31 Août 1784 (3)

(1) Economiste, collaborateur de M. de Vergennes qui le chargea de préparer les bases du traité de l'Indépendance des Etats-Unis, plus tard élu aux Etats généraux par le bailliage de Nemours et connu sous le nom de Dupont de Nemours.

(2) Archives aff. Etrangères. N° 1589.

(3) — id. — — id. —

« ... Je n'ai pas cru devoir annoncer au commerce ce que contenaient les ordres que j'ai reçus, parce que le courrier de Bordeaux part ce soir et qu'il est au moins inutile que la partie de l'opposition qui a écrit au Parlement ... ait le temps d'écrire de nouveau pour instruire que sans attendre cet enregistrement on passe outre à l'établissement de la franchise... Il serait bien nécessaire de tenir prêt l'arrêt du Conseil qui tiendra lieu de lettres patentes, car nous ne pouvons pas aller sans une loi publiée et il ne faut pas compter sur le Parlement »

Les ordres qu'il avait reçus après les avoir demandés au contrôleur général consistaient :

1^o A étendre jusqu'à Cambo la liberté de la navigation de la Nive qui, par l'art. 24 des lettres patentes du 4 Juillet était bornée à La Ressore.

2^o En maintenant pour les bateaux qui ne servaient point au commerce la disposition du même article qui interdisait la navigation de cette rivière depuis le soleil couché jusqu'au soleil levé, de la permettre aux bateaux et autres bâtimens de commerce pendant la nuit à la charge de porter un fanal allumé et d'avoir un employé des fermes à bord.

3^o A permettre aux employés des fermes, d'avoir pour la police, des bateaux qu'ils tiendraient amarrés le jour et avec lesquels ils feraient des rondes de nuit sur la Nive.

4^o A permettre aux paroisses de la partie du Labourd soumise à la police de la frontière d'élire un dépositaire pour le tabac de leur approvisionnement, lequel dépositaire serait soumis à toutes les règles auxquelles les abbés et jurats désignés pour dépositaires par les lettres patentes du 4 Juillet auraient été assujettis si le dépôt eût eu lieu dans leur maison.

5^o D'autoriser les déclarations que feraient les armateurs de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz de leurs navires

actuellement en mer pour la pêche, afin de leur assurer à leur retour les avantages de la pêche nationale. (1)

Etc...

Pour faire exécuter ces ordres, M. de Névillè recommanda beaucoup de discrétion à M. de Moncloux, chef du service de la ferme et, suivant ses termes : « comme il (M. de Moncloux) avait cependant besoin dans l'instant de donner des ordres à tous les employés pour qu'ils évacuent... les postes de l'intérieur du Labourd il (2) leur enjoignit d'aller recevoir ses ordres à Saint-Jean-de-Luz dont le courrier était déjà parti (3).

Cela fait, ajoutait-il :... « j'irai prévenir le Commandant (M. de Caupenne) afin que le soir, à l'ordre, les consignes nécessaires soient données et je lui dirai que si je ne l'ai pas instruit plus-tôt, il doit l'attribuer à mes instructions qui me défendaient de m'expliquer avant ce moment (4).

Les consignes furent données. Les employés de la ferme obéirent aux prescriptions, se replièrent sur Saint-Jean-de-Luz suivant les ordres indiqués et, l'arrêt du Conseil étant parvenu à M. de Névillè, ce dernier, faisant défense au pays de convoquer ses Etats, fit simplement afficher de nuit les lettrespatentes à Bayonne en faisant supprimer l'arrêt d'enregistrement du Parlement. Mais, craignant les rumeurs et les mouvements qui s'étaient déjà produits de façon sourde dans le Labourd à la suite du repli constaté chez les employés de la ferme, il donna l'ordre d'assembler les milices et fit patrouiller autour des églises à la porte desquelles devait se faire l'affichage des lettres patentes de la franchise.

Des désordres s'étaient déjà produits à Bayonne parmi le monde des marchandes de poissons qui avaient envoyé

(1) Archives aff. Etrangères N° 1589.

(2) M. de Moncloux.

(3) Lettre au Contrôleur général (Arch. Aff. Etrangères. N° 1589).

(4) Cette méfiance provenait du fait de la liaison de M. de Caupenne avec M. de Bretous, chef du parti de l'opposition.

une députation vers l'Intendant. Celui-ci effraya un peu ces envoyées; mais le mouvement de protestation gagnait la province tout entière.

Toutes ces mesures, en créant deux zones dans le pays basque, l'une soumise à la police des douanes, l'autre totalement affranchie, ne pouvaient qu'aboutir à une confusion dans l'esprit des Labourdins qui étaient en fait partisans de la franchise, ils en avaient toujours exprimé le vœu, mais opposés aux restrictions qu'elle comportait (1) et surtout animés de la crainte qu'elle ne fit établir la gabelle dans le pays.

Ils protestaient donc très haut que tout ce qu'on faisait était contre les ordres du Roi, dont ils voulaient respecter la seule volonté et se révoltaient en conséquence de ce raisonnement (2)

C'est à Hasparren, à la suite de ces mesures, que le mouvement prit le plus d'ampleur. Sur l'initiative, inspirée par l'autorité, du greffier de la commune, une réunion de vingt-cinq habitants se tint à la place de l'assemblée publique. On essayait ainsi de n'avoir pas l'air de violer complètement la constitution. Cela fait, la publication des lettres patentes se fit par l'intermédiaire des cavaliers de la maréchaussée, ce qui produisit une mauvaise impression. Aussitôt, comme une trainée de poudre, se répandit la nouvelle de ce coup de force. Lisons le mémoire :

« C'est dans ce moment que l'orage a commencé à éclater. Une troupe de femmes de la lie du peuple alla arracher les papiers des mains des jurats et du greffier et fit fuir les cavaliers. Ce premier pas une fois franchi, l'orage s'est sensiblement accru : la troupe des femmes a gros-

(1) Ce qui ressort d'une délibération du Conseil de Commerce de Bayonne du 25 Frimaire an 11^e de la R., qui, quoique postérieure n'en marque pas moins l'état d'esprit indiqué. (*Communication de M. le capitaine Duhourcau*).

(2) Termes de la Lettre de M. de Mouchy au comte de Vergennes du 22 Octobre 1784. (Arch. Aff. Etrang. N^o 1589.)

si et a formé bientôt, non pas comme la calennie la plus hardie l'a débité, un attroupement de cinq à six mille personnes, mais plus de cinq à six mille femmes, dont la plus grosse partie était, contre son gré, arrachée de la maison... Comme on était persuadé que le refus fait au commandant de nommer le Sr. Caselar pour syndic du pays entraînait pour beaucoup dans les imprudences alarmantes qu'on vient d'énumérer, comme d'un autre côté le greffier de la paroisse était devenu suspect... ce fut contre ces deux hommes que se dirigèrent les premiers coups de la fureur du peuple; on tira contre les portes de leur maison et non contre leur personne quelques coups d'arme à feu, excès plus extravagant que dangereux... ».

Il faut avouer, quoiqu'en disent les officiers du Bailliage dans ce qui précède, qu'il y avait là de quoi faire réfléchir l'Intendant et surtout le Commandant du Roi à Bayonne, qui se voyait ainsi personnellement visé. Une note marginale du mémoire assure qu'en effet le rassemblement se montait à cinq ou six mille femmes, nombre considérable pour un bourg comme Hasparren, ce qui prouve en effet la préméditation d'un mouvement séditieux, mais aussi qu'il y avait là beaucoup d'hommes déguisés en femmes. On peut juger aussi des cris qui furent poussés dans cette foule et des remous qui ne manquèrent pas de s'y produire.

M. de Néville, alarmé, se transporta à Hasparren accompagné du Commandant, du fermier général, du syndic du Pays, d'un subdélégué et de trois cents hommes d'armes du régiment de Courten. Il venait pour rétablir le calme, au besoin même par la force.

Le jour même où fut déployé ce mouvement de troupes, quelques hommes, convoqués par le curé d'Hasparren, se trouvaient près de l'église où le curé devait leur expliquer les lettres patentes et prévenir... « par là, que, gagnés par la contagion, ils se mêlassent à l'attroupement des femmes... En un instant, la nouvelle de l'arrivée des autorités et de

la force armée fit grossir le nombre des hommes, attirés, paraît-il, seulement « par la curiosité ». Tous étaient armés de leurs bâtons, . . . sans lequel M. le Commandant savait bien que le basque ne va pas, même à son église », disent les officiers labourdins.

Oui, sans doute, mais était-il bien nécessaire que chacun eût le sien pour une réunion où il était attiré par la seule curiosité? Il est évident d'un autre côté, que si cette foule avait eu des instincts combatifs, elle aurait mêlé quelques fusils à ses bâtons pour les opposer au feu possible de la troupe. Son attitude était, nous le croyons, tout expectative et ses bâtons auraient pu être, en l'occurrence, entre les mains des Labourdins une arme défensive pas mal dangereuse.

Cependant le Commandant, l'Intendant et le Syndic entrèrent en pourparlers avec la foule qui protesta de sa soumission aux ordres du Roi, ajoutant néanmoins par une distinction subtile, qu'il était pour ce cas, fait abus de la parole royale. La conversation glissait donc sur le terrain de la discussion.

C'est alors que les autorités, se retirant, tinrent un Conseil où il fut convenu qu'on allait faire donner la troupe. Heureusement quelqu'un — nous avons lieu de croire ou d'espérer que ce fut le syndic — eut l'audace de dire qu'on la ferait d'abord passer sur son corps; se joignant à lui, le curé du lieu, homme vénérable fit observer que « . . . quel que fût le nombre de ces femmes, il ne fallait pas perdre de vue que les trois quarts y étaient contre leur gré » et proposa, pour vérifier le fait, d'assembler les habitants pour leur faire délibérer d'en retirer leurs femmes ou leurs filles ».

Cette mesure paraissait trop dangereuse, comme étant susceptible d'augmenter la fermentation et aussi de faire durer le rassemblement. Il fut répondu qu'on n'en avait pas le temps et une démonstration de cavalerie eut lieu. La foule se retira sans excès, imitée en cela dans cinq ou six paroisses où elle s'était réunie au son des cloches.

Les Labourdins avaient protesté et leur fierté paraissait ainsi être mise à couvert, lorsque l'Intendant, mal inspiré peut-être, méconnaissant l'amour de l'indépendance des Basques, et irrité aussi sans doute de ce mouvement séditieux se produisant au lendemain de son arrivée dans le pays, voulut réprimer dès son origine l'instinct de révolte. Il prit des mesures radicales.

Quelques habitants d'Hasparren s'étant rendus à Bayonne pour leurs affaires, furent mis en état d'arrestation. Puis vint un ordre du Roi de raser les communautés rebelles, punissant ainsi, indistinctement, innocents et coupables. Cet ordre communiqué au Syndic le fit agir rapidement, suivant les vues de l'Intendant, et lui fit adresser à toutes les communautés une circulaire annonçant cette nouvelle alarmante et leur conseillant de venir se jeter aux pieds de M. Le Camus de Néville pour implorer son pardon.

Une juste frayeur saisit les Labourdins. Ils obéirent. Lisons le récit de leurs élus.

« Des députations composées dans chaque paroisse de presque tous les habitants et *jusqu'à deux cents paroisses* (1) furent reçues aux portes de la ville par une *garde triplée*. La première place en entrant dans la ville leur offrait *des canons déjà montés sur leurs affûts et prêts à partir; la porte de l'Intendance gardée par un grand nombre de grenadiers, la baïonnette au bout du fusil, la cour qui y conduit séparée par deux rangs de cavaliers de Maréchaussée à cheval, l'épée à la main. Le fond de la cour en face de la porte offre encore une troupe de soldats en rang et en armes. Chaque porte d'entrée d'appartement et d'antichambre, hérissée de cavaliers, une grande salle remplie d'officiers de police, même de dames ayant l'Intendant à leur tête.* Ce fut au milieu de cet appareil imposant que furent reçues pendant

(1) Tout dans les plaintes qui vont suivre nous paraît un peu trop théâtral, ne serait-ce que le chiffre de deux cents paroisses ? Il y a là, nous le croyons cependant une erreur de copie.

plusieurs jours les députations de ces esclaves innocents ! M. l'Intendant leur parla comme il jugea convenable à la dignité du moment, mais il leur ordonna entr'autres d'abattre aux uns leurs clochers, aux autres leurs cloches, à tous d'installer les gardes de la ferme et d'afficher les lettres patentes, ensuite que les députations se continueraient tous les jours en diminuant pourtant en ordre pour venir rendre compte de l'exécution des premiers ordres et en recevoir de nouveaux, en sorte que pendant vingt jours, *les chemins n'étaient couverts que d'habitants consternés et humilis allant et venant de chez eux à l'Intendance et de l'Intendance chez eux*.

De plus, le pays fut sillonné par des détachements de troupe qui procédèrent au désarmement de tous les habitants. Deux mille fusils furent ainsi confisqués.

Tel fut le premier mouvement de révolte du Pays de Labourd à la fin de ce XVIII^e siècle, qui allait voir grandir dans toutes les contrées de la France les germes d'un malaise qui devait conduire les esprits vers la grande crise de 1789. La Nation tout entière était en pleine évolution. Les vieux cadres de l'organisation provinciale faisaient entendre leurs premiers craquements. — Chose étrange, c'est au moment où l'administration généralement sage des anciens intendants cherchait à unifier tous les ressorts composant l'ancienne France, en se heurtant souvent à la négligence des gouvernants, que les premières résistances vinrent de ceux mêmes qui avaient intérêt, dans un but national, à l'identification de tous les rouages administratifs. Ces vieilles coutumes, ces vieux usages, derniers débris de liberté laissés par la royauté aux communautés et à quelques provinces, devaient faire l'objet de révoltes qui entretiendraient l'esprit combatif et épris d'indépendance de la vieille province française; sursauts dangereux qui allaient précipiter le régime dans une convulsion d'où le pays sortirait ayant perdu ses cadres et son originalité,

pour les voir fondre dans le creuset d'où allait jaillir une France nouvelle avec une organisation uniforme.

C'est alors que l'octroi de la franchise donnait à M. de Néville l'occasion de tenter une petite réforme dans l'organisation du Labourd que se répandit le bruit des projets qui firent l'objet de sa lettre du 23 novembre 1784. (1) Ils devaient provoquer une plus grande agitation et amener une protestation des officiers du Bailliage d'Ustaritz. Ici nous aborderons le deuxième paragraphe du titre du mémoire cité plus haut.

A la lettre de M. de Néville étaient jointes les délibérations de quelques communautés demandant elles-mêmes une modification de leur administration et un projet de décret intéressant la constitution du Labourd, projet qui, ainsi que nous le verrons par la suite, n'eut pas une heureuse fortune. Animé par le désir d'apporter le plus vite possible les modifications nécessaires, M. de Néville avait fait passer à toutes les communautés un plan d'administration particulière, centralisant leurs délibérations dans la réunion d'un petit nombre de députés. C'était au lendemain des humiliations imposées par l'Intendant aux Communautés qualifiées de rebelles. Quelques-unes, intimidées dans ce moment de répression acceptèrent et souscrivirent à cette innovation; d'autres refusèrent et certaines mêmes revenues de leur terreur, rétractèrent leurs engagements. Celles seulement qui avaient envoyé leurs délibérations à l'Intendant virent leurs décisions ratifiées par un arrêt du Conseil du 22 janvier 1785. Il en résulta, ainsi que le font remarquer les auteurs du mémoire, que le pays offrit « ... le spectacle singulier du mélange bizarre de trois administrations différentes ». (2)

Cet arrêt, qui vint compléter le désordre de l'administra-

(1) Voir Bulletin 1-2 de 1917.

(2) A titre documentaire nous citons le mode d'élection des magistrats, en usage à Hasparren, indiqué dans une adresse au Parlement.

... Les lettres patentes de 1656 avaient confié dans ce bourg considérable

tion du Labourd, offre des points qu'il convient de connaître.

La copie que nous avons sous les yeux fut faite sur l'original communiqué aux Bureaux du Contrôle général par le Baron de Breteuil. Nous en citons les articles principaux. — Ils sont relatifs à la communauté de Bonloc (1). Une note en marge relate que des arrêts à peu près semblables furent rendus pour les communautés dont M. de Néville avait envoyé les délibérations, savoir : Macaye, Lahonce, Hendaye, Ascain, Guiche, Louhossoa, Mendionde, Urcuit, Urt, St-Pée, Bardos, Biarritz, Cambo, Halsou, Briscous.

ART. I

Le corps municipal et la communauté de Bonloc sera et demeurera composé d'un Maire abbé, d'un jurat, d'un secrétaire greffier et d'un trésorier des revenus de la communauté chargé en même temps des impositions royales, lesquels officiers composeront le Conseil ordinaire de ladite communauté sans toutefois que le greffier ni le trésorier y aient voix délibérative.

ART. II

Défend S. M. de convoquer à l'avenir dans la dite commune des Assemblées générales pour les cas où elles avaient ci-devant lieu et S. M. ordonne que pour y suppléer, il sera établi un conseil politique qui sera convoqué dans toutes les occasions où l'on avait coutume de convoquer les Assemblées générales.

l'administration à 1 Maire, 4 Jurats et 12 Députés tirés du corps des notables. Voici comment ils étaient élus.

... On jette dans un chapeau un certain nombre de grains blancs et un seul noir.

Après que les habitants des quatre quartiers de Hasparren se sont assemblés séparément, on fait passer le chapeau jusqu'à ce que le grain noir soit sorti une deuxième fois.

La même cérémonie s'observe dans chacun des quatre quartiers, ce qui produit 8 députés. Chaque couple de députés choisit dans son quartier trois électeurs et les douze électeurs nomment pour l'année le maire, les 4 jurats et les 12 députés qu'exigent les lettres patentes de 1636, qui une fois nommés n'osent exercer au préjudice de l'Assemblée générale le pouvoir que leur donne cette loi.

(1) Bourg labourdin sur la route de Bayonne à St-Palais, à une heure environ S. E. d'Hasparren.

ART. III

Le Conseil politique sera composé des officiers municipaux et en outre de 4 conseillers qui seront pris dans la classe des propriétaires, les dits conseillers seront appelés avec les officiers municipaux à la maison commune, y siégeront, sans observer de rang entrè eux, y auront voix délibérative sur toutes les matières sur lesquelles ils auront été convoqués et qu'il était d'usage de porter aux Assemblées générales sans que, sous quelque prétexte que ce soit d'autres habitants, ecclésiastiques, nobles, officiers royaux et seigneuriaux, bourgeois ou autres puissent assister à la dite assemblée à peine de nullité des délibérations

ART. IV

Le Maire abbé ne pourra être pris que parmi les jurats, et les conseillers politiques qui seront ou auront été en place, et les jurats que parmi les conseillers politiques. Le Maire abbé et les jurats exerceront pendant deux ans sans qu'ils puissent être continués que par permission expresse du Sr. Intendant et Commissaire départi de la généralité.

ART. V

Les conseils politiques exerceront pendant 4 ans, il en sortira tous les deux ans deux et il en sera nommé deux nouveaux, de manière qu'il y en ait toujours moitié d'anciens et moitié de nouveaux, sans qu'ils puissent être continués au-delà de l'exercice ordinaire des 4 années que par permission expresse du Sr. Intendant et Commissaire départi.

ART. VI

Le Maire abbé, le jurat et les conseillers politiques seront choisis et nommés à l'avenir au scrutin et à la pluralité des suffrages dans une Assemblée du Conseil politique qui se tiendra dans le mois de Janvier

ART. VII

Lorsque dans l'intervalle il vaquera quelque place par mort ou autrement, il y sera pourvu dans la huitaine de la vacance par le Conseil politique de la même manière qu'il est porté à l'art. ci-dessus et ceux qui seront nommés dans ce cas n'accompliront que le temps d'exercice dont étaient tenus leurs prédécesseurs.

ART. VIII

Ceux qui sortiront de la place de Maire abbé ne pourront être nommés de nouveau à la dite place que six ans après et aux places de

jurats et Conseillers politiques que quatre ans après : ceux qui sortiront de place de jurats ne pourront être nommés de nouveau ainsi qu'aux places de Conseillers politiques que quatre ans après ceux qui sortiront des places de Conseillers politiques ne pourront y être nommés également de nouveau que quatre ans après.

ART. IX

Les délibérations seront prises à la pluralité des voix tant dans les Assemblées du Conseil ordinaires que dans celles du Conseil politique et en cas de partage, la voix du Maire abbé, ou en son absence du jurat qui présidera sera prépondérante. Toutes les dites délibérations seront inscrites et signées sans aucun blanc dans le registre des délibérations qui sera coté et paraphé par le Maire abbé ou en son absence par le premier jurat sans qu'on puisse le rédiger sur les feuilles volantes dont S. M. défend et interdit l'usage sous peine de nullité des délibérations, celles du Conseil politique ne pourront être valables qu'autant qu'elles auront été prises dans une Assemblée composée au moins des deux tiers des membres du dit conseil, à l'effet de quoi chaque délibération contiendra les noms de tous ceux qui auront assisté à l'assemblée, lesquels signeront la délibération avec le greffier et s'ils ne savent signer il en sera fait mention à la fin de l'acte.

ART. X

Il ne pourra être fait aucune imposition de deniers sur le Comité, ni aucun emploi de ses revenus patrimoniaux ou d'octroi pour quelque objet que ce soit, autres que les dépenses ordinaires qui seront fixées et arrêtées par un état autorisé par le Sr. Intendant.

« Cet arrêt occasionna, de la part des communautés réfractaires l'envoi de plusieurs députations à Bayonne, car au moindre besoin . . . au moindre changement d'idée, les officiers municipaux de toute la Province y sont mandés en corps et avec des députés. Il faut convenir que les habitants ainsi traités, ainsi vilipendés, ainsi dégradés à leurs yeux doivent être des sujets d'une fidélité sans exemple, ou qu'ils ont perdu jusqu'à la dernière étincelle de nerf qui caractérise chaque peuple, pour souffrir patiemment un joug aussi insupportable ».

« Et les magistrats du Pays faisaient entendre ces paroles

qui ne manquaient pas d'être inquiétantes : « ... qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est qu'un moment de léthargie, il faut trembler du premier moment de réveil de ce peuple généreux et fidèle, mais fier et terrible dans le retour et ce moment va poindre si on n'y met ordre ».

C'est que non seulement l'arrêt réformant la coutume particulière de chaque communauté avait vu le jour, mais le plan envoyé par M. de Neville au Contrôleur général n'était plus un secret pour personne et l'on savait que son point le plus important était l'admission de la noblesse dans l'assemblée du Tiers-Etat.

Ce projet devait avoir toutes les malchances. Après avoir été pris en considération au Conseil Royal, il ne fut pas appliqué par suite de l'opposition du Contrôleur général, M. de Calonne et il devait, sans résultat, semer le germe de la révolte dans le Labourd.

A quoi tient la destinée d'une province ! A peu de chose, puisqu'en l'occurrence la susceptibilité du contrôleur général, froissée par une omission qui provenait d'une erreur de ses bureaux, fit échouer au Conseil le projet de décret de suspension des réunions du Bilgar jusqu'à ce qu'une députation des habitants, au nombre de huit, à laquelle serait joint le syndic du Pays, fut appelée à étudier avec l'Intendant un nouveau mode de Constitution.

Ce plan très sage, et qui faisait participer les délégués du pays à l'élaboration d'une nouvelle constitution était surtout une mesure de diplomatie, puisque M. de Neville rédigeait le projet dont nous verrons plus tard les bases en se flattant de l'espoir secret d'en faire adopter les termes par les députés du Bilgar (1).

La peine fut inutile. Voici ce qui s'était produit : M. de Neville avait rédigé la lettre contenant ses critiques et son plan, en trois exemplaires adressés, le premier à M. de Vergennes, Ministre des Affaires Etrangères, mais en

[(1) Voir à la partie documents (A).

fait premier ministre, le second à M. de Miromesnil, garde des sceaux, le troisième à M. de Calonne, Contrôleur général.

Lés deux premières lettres parvinrent à leurs destinataires, mais par un hasard malheureux la troisième, arrivant aux bureaux du Contrôle général fut examinée hâtivement comme traitant seulement de la franchise et M. de Calonne n'en put prendre connaissance. Aussi son embarras fut-il grand lorsqu'au Conseil on eut à examiner une affaire de son ressort, dont étaient instruits ses collègues et non lui.

Il écrivit immédiatement le 27 janvier 1785 à M. de Névillle et, en un post-scriptum ajouté de sa main, disait sur un ton qui voulait persuader qu'il n'avait en vue que l'intérêt général, mais auquel un esprit averti ne saurait se tromper :

« . . . A cette occasion, Monsieur (Les Pays d'Etat de votre généralité) je ne puis m'empêcher de vous témoigner mon étonnement de ce que, ayant fait et envoyé à M. le comte de Vergennes un projet . . . vous ne m'en ayez pas donné connaissance ».

Il continuait en disant : « . . . J'ai demandé un délai au roi sur cet objet qui m'était absolument neuf et qui paraissait très important pour ne pas exiger de plus amples éclaircissements *que ceux qu'il vous a été possible d'acquérir depuis le peu de temps que vous êtes à Bayonne. Il faut être fort circonspect lorsqu'il s'agit de changer les anciens usages et la Constitution d'un pays fier et attaché à ses coutumes et qui n'est pas fort aisé à manier. L'apparence du mieux entraîne souvent dans des difficullés qui nuisent au bien et il ne faut opérer que graduellement ces changements, quand on veut prévenir les vexations fâcheuses qu'ils opèrent presque toujours. C'est ce qui fait que le Conseil du Roi en adoptant seulement votre proposition pour ce qui concerne la forme des Assemblées de Communautés a remis à un plus grand examen votre projet pour l'autorisation des Assemblées du district.*

Cette lettre fut un coup de foudre pour notre Intendant qui, par retour du courrier, le 8 Février 1785 protesta de sa bonne foi et, cherchant à obtenir son pardon ajouta (Ceci est important pour nous faire une opinion sur le caractère de M. de Néville),

« ... Je suis d'autant plus fâché, Monsieur, que l'on n'ait pas mis sous vos yeux ma lettre du 24 novembre, qu'elle vous aurait à ce que je pense, convaincu *que je ne suis pas aussi aisément que l'on aime à le faire croire, novateur et tranchant* ».

M. de Néville était-il tranchant et novateur? Les Labourdins semblent ne le trouver que trop et c'est ce qu'ils expliquent dans un long développement de la partie de leur mémoire relative au projet qui les inquiétait tant.

Nous avons cru devoir précédemment citer in-extenso la lettre de M. de Néville; l'intérêt qu'on a bien voulu y trouver et aussi le même souci de mettre au grand jour et de façon complète les arguments opposés aux observations de l'Intendant nous incitent à reproduire intégralement ce qu'écrivirent les représentants des Labourdins, à ce sujet, dans leur long exposé.

Prenons-le au point qui nous intéresse actuellement :
„, « Une assemblée de la Noblesse du Pays, tenue il y a quelque temps chez M. l'Intendant, annonça au Public le projet alarmant de quelque innovation plus considérable encore; aujourd'hui ce n'est plus un secret; ce projet est de faire admettre la Noblesse dans l'Assemblée du Tiers-Etat, projet dangereux dans ce Pays, s'il n'est conduit et mitigé par la sagesse la plus consommée, et de faire présider les Etats ainsi composés par M. l'Intendant lui-même, quand il sera présent et par son subdélégué dans le cas de son absence; projet bizarre en soi puisqu'aucun de ces Présidents n'entendaient pas la langue des Basques, et que les trois quarts des Basques n'entendraient pas la leur.

« Par ce projet on enlève à M. le baron de Garro, grand Baillif d'épée toute sa représentation, et par conséquent aus-

si une partie de la valeur effective de sa charge; même inconvenient pour les officiers du Bailliage qui, en vertu de l'arrêt du Conseil donné à St-Jean-de-Luz, le 3 juin 1660, ont le même droit même dès *longtemps auparavant*, comme on l'apprend par le vu de cet arrêt. Par ce projet qui doit réduire les Assemblées à quelques députés de la Noblesse et du Tiers-Etat, droit dont il est si jaloux qu'il n'est pas d'extrémité à laquelle il ne se porte pour le défendre, soit parce qu'il l'élève à ses propres yeux, soit parce qu'il redoutera avec raison la concurrence partout supérieure de la Noblesse, dont les intérêts lui sont plus opposés dans ce pays que dans tout autre. Projet dont la conduite surtout est extrêmement offensante puisque, par une contradiction singulière M. l'Intendant qui avait cru devoir se couvrir par les délibérations des Paroisses pour le changement des Administrations particulières, prend sur lui seul de renverser l'administration publique, sans daigner consulter aucun ordre de citoyens si intéressés dans la chose.

« Il en agit *tout* de même pour la réformation de la coutume; cependant il savait lui-même qu'ayant été proposé dans une Assemblée de réformer seulement l'article du retrait lignager pour le réduire à un an, la Province en a rejeté la proposition; il ne pouvait donc pas se flatter de réussir à lui faire adopter le changement de sa constitution totale, et il devait prévoir qu'en y essayant la force, il exciterait des troubles infaillibles s'il eût fait de tout cela le sujet d'une assemblée générale, et qu'il y eut proposé à la Province de nommer des députés de sa confiance pour examiner quels points de la constitution paraissaient susceptibles de changement, et il est probable qu'il y eut réussi, en partie du moins; car il est sur que la coutume du Labourd en présente plusieurs; que la succession de temps depuis sa rédaction et le changement de l'assiette des familles et des fortunes rendent les uns inutiles, les autres vicieux et un plus grand nombre encore absurdes; mais la Province, choquée avec raison d'être comptée

pour rien dans la rédaction d'un code qui doit régir à jamais le sort des habitants actuels et de leur postérité, sacrifiera tout à son ressentiment.

« Cependant, Monsieur l'Intendant paraît très décidé à ne pas communiquer avec elle et à la forcer de plier sous le joug qu'il voudra lui imposer par une constitution qui *pour* être bâtie solidement, variée convenablement et fondée avec espoir de durer, exige plus de connaissance qu'il n'a des mœurs, du caractère et des intérêts du pays, et surtout la sanction de la soumission volontaire; voici la preuve de cette détermination de M. l'Intendant, et cette preuve offre d'autres lumières qu'il ne paraît pas indifférent de recueillir.

« Le 11 Février, il écrivit aux officiers de Bailliage de Labourd, une lettre par laquelle, en leur apprenant qu'il avait des ordres du Ministère du département relatifs au siège à leur communiquer, il les invitait à aller le trouver tel jour. Ils s'y rendirent. Il débuta par leur annoncer que si le siège n'avait pas été réuni au Sénéchal de Bayonne (1) ils le devaient à ses soins; ensuite que le Ministre avait reçu des plaintes contre eux; ils lui répondirent qu'il y avait longtemps qu'ils étaient tranquilles sur leur siège; que du reste, jaloux de se justifier auprès du Ministre, ils désiraient connaître ces plaintes; ils eurent beau l'en prier, M. l'Intendant glissa doucement sur ce point, ne leur montra pas la lettre du Ministre, et passa subitement à l'objet de l'Administration publique. Il leur dit que le Ministre avait conçu le projet de réformer les Assemblées de la Province; qu'en conséquence il désirait de connaître le titre en vertu duquel ces officiers présidaient à ces assemblées et quelle sorte de préjudice il leur résulterait de la perte de cette prérogative. Le Procureur du Roi lui répondit que ce titre était une possession immémoriale, avant même l'arrêt du

(1) En 1782, il avait été question de la suppression de la juridiction d'Us-taritz. Une véhémence protestation du syndic auprès du Contrôleur général semble, seule, en avoir fait différer l'exécution.

Conseil de 1660, qui l'avait consacré : que quant au préjudice qui devait résulter pour eux de la perte de cette distinction, personne mieux que lui même, et le Ministre ne pouvait apprécier l'abaissement que devait causer aux seuls officiers royaux d'un pays la privation de l'honneur de présider ces assemblées, combien cette innovation prendrait sur le respect public que ce droit leur concédait de la part de leurs justiciables, respect plus particulièrement nécessaire dans un pays frontière, qu'il ne pouvait donner d'autre mémoire. Le lieutenant général promit de donner le sien dans le mois, mais le Procureur du Roi s'en tint à sa réponse, il crut devoir demander à M. l'Intendant si des objets aussi importants ne lui paraissaient pas dignes d'être communiqués à la province? :. « Je vous entends, M. lui répondit-il, vous voudriez un Bil, car je vous vois venir, mais je ne veux pas qu'il y en ait et je voudrais bien savoir quel sera le *hardi* qui osera le convoquer ». On voit que M. l'Intendant compte pour bien peu de chose les officiers du Roi, ou qu'il croit les atterrer comme les essaims des Députations qui le suivent presque toujours; on le comprend mieux par ce qui suit. M. l'Intendant observa au Procureur du Roi qu'en refusant son mémoire, il s'élevait contre les ordres du Ministre; cela n'était pas d'abord possible, puisqu'il ne voyait ces ordres que dans la bouche de M. l'Intendant, mais il eut l'honnêteté de s'abstenir de cette personnalité, et se contenta de lui répondre qu'il venait de lui donner son mémoire; en deux mots qu'il n'avait rien à y ajouter. . . « Souvenez-vous donc Monsieur, lui dit-il en finissant, qu'aujourd'hui est le 15 de Février; cette menace, et plus encore le ton sur lequel elle était faite, était bien offensante, bien propre à échauffer la tête d'un Basque, qui passe pour être si chaude; le Procureur du Roi avoue qu'il sentit dans la sienne, dans ce moment des mouvements bien violents, il crut devoir se retenir en lui disant qu'il s'en souviendrait très bien, et surtout de l'objet pour lequel il avait été appelé. Le sentiment de son

innocence, le zèle des intérêts publics confiés à sa place, l'étourdissement peut-être, il avoue que l'orage qui paraît s'élever sur sa tête l'affecte très peu.

« Il n'en est pas de même pour celui qui menace la Province; la fermentation y est déjà très vive : plusieurs maires abbés et jurats ont déjà été détournés par le Procureur du Roi de lui faire des actes pour qu'il eût à forcer le syndic à convoquer un Bilgar : 1^o Pour sa démission et son remplacement ; 2^o pour prendre un parti sur l'état critique des affaires tant qu'il n'y aura pas d'Assemblée générale dans le pays, qui ne pourra être entendu parce que sa constitution l'empêche de parler autrement. Comme il provient que d'après le résultat d'une Délibération *ad-hoc* ou par la bouche de son syndic, celui qui est en exercice paraît absolument subordonné aux volontés de M. l'Intendant, et quoiqu'il faille respecter les Intendants comme Commissaires du Roi, il n'en est pas moins vrai que ce serait méconnaître absolument les vues du Monarque lui-même que de subordonner les Provinces aux projets de ses Intendants, il ne faudrait que cet avertissement pour empêcher le Conseil du Roi de prononcer en connaissance de cause, en un mot le pays doit être entendu sur les innovations projetées qui intéressent si vivement son repos et ses intérêts, il ne peut l'être qu'on ne l'assemble, M. l'Intendant s'y oppose, cette opposition prend essentiellement sur sa liberté; les circonstances actuelles la rendent plus injustes encore, tous les ordres des citoyens gémissent des démarches imprudentes dans lesquels on les a entraînés par erreur, sont furieux de la manière dont ils sont traités, principalement des entreprises sur l'Administration du pays, et murmurent. Des mouvements d'orage s'élèvent de toutes parts et menacent d'une émeute non pas dans cinq ou six paroisses, mais dans toute la Province. Si la seule ligne de démarcation de la franchise a soulevé ces paroisses, que doit-on attendre de la Province entière qui voit ses intérêts les plus précieux menacés, ses Droits, sa Liberté compromis

et violés, sa constitution, son administration attaquées, et prêt à essuyer la révolution peut-être, la plus funeste, mais à coup sur la plus désagréable pour tous, de la part d'un peuple qui, à la réflexion de ces objets importants, ajoute le souvenir amer du traitement cruel qu'ont essuyé les Paroisses prétendues rebelles; ces Députations par troupeaux d'innocents, ces emprisonnements arbitraires des citoyens de tout ordre sans distinction du crime et de l'innocence, ces réitérations presque journalières des Députations avilissantes des officiers municipaux, que n'en doit-on pas attendre si on considère que dans la légère émeute qui sert de prétexte et de moyen à tout cela, il n'y a pas de citoyen honnête qui ne la blâmât et ne concourut à l'apaiser, mais qu'il n'en est pas un seul, qui dans ce qui se passe actuellement ne soit personnellement aigri, personnellement offensé, et qui ne sente en effet que si l'administration du pays, très sage dans sa forme, doit être changée, *ce doit être l'ouvrage d'un moment calme, ou d'un Comité des personnes sensées et éclairées du pays*; que si en général les innovations sont odieuses, quand elles ne sont pas provoquées par une nécessité absolue, celle que l'on projette dans le pays, la manière dont on s'y prend, le moment qu'on choisit pour cela, sont extrêmement propres à exciter des troubles et des séditions. Elles le sont d'autant plus que l'opinion générale est qu'elles sont inspirées à M. l'Intendant général par quelques personnes qui se sont trouvées arrêtées par leurs vues particulières, par le nerf, la publicité, et la liberté de l'administration actuelle, image des meilleures administrations de quelques pays voisins, en un mot le désordre est à la porte, les auteurs de ce mémoire trahiraient le devoir le plus sacré et le plus urgent, en n'avertissant pas leurs supérieurs qu'il peut causer la révolution la plus funeste dans la disposition actuelle des esprits. »

Ainsi donc la révolte était prête à gronder, d'autant plus prochaine que malgré les réclamations des Communautés, le syndic, contre lequel existait une haine non dissimulée, ne demandait pas la réunion d'un Bilcar. Il ne rendait par conséquent aucun compte de sa gestion. Le sieur Haramboure, syndic depuis le 13 février 1781, était accusé d'être de connivence avec l'Intendant, de ne pas se prêter à la réunion de l'Assemblée générale, afin de répondre aux vues de M. de Néville et surtout chose impardonnable, dans cette province jalouse de ses prérogatives, de ne pas se démettre de ses fonctions expirées depuis plusieurs mois et qu'il continuait à exercer de sa propre autorité.

Ce dernier point surtout était soumis à l'examen du Parlement, en le signalant comme étant un des premiers moyens d'enrayer l'effervescence. Il s'agissait... « d'obtenir de la cour un arrêt qui, en ordonnant l'exécution de ceux du Conseil du 3 juin 1660, 1769 et 1^{er} mai 1772, enjoindra au Sieur Haramboure, syndic actuel du Pays d'avoir à convoquer dans la huitaine et dans les formes ordinaires les Communautés desdits pays pour leur donner la démission de son syndicat... Un tel arrêt donnerait au pays un syndic qui communiquerait avec lui, le mettrait en état de délibérer sur l'état critique des affaires actuelles ».

Il était dit décidément que les communautés du Labourd auraient à se battre contre tout le monde. En lutte ouverte contre l'Intendant de la généralité, contre le Commandant du Roi à Bayonne, elles devaient joindre à leurs adversaires leur propre syndic. Chaque partie devait d'ailleurs demeurer sur ses positions, même M^e Haramboure, puisque nous trouvons ce dernier en charge jusqu'en 1789, malgré les difficultés qui lui furent suscitées au cours de son exercice. Elles ne cessèrent du reste pas après son départ et reprirent un nouvel élan en 1790 au sujet du paiement d'impositions arriérées. Cette querel-

le dépassant le cadre de notre étude, nous ne l'aborderons par conséquent pas, pour l'instant.

Le Parlement de Bordeaux, auquel toutes ces questions furent soumises, ne semble pas avoir apporté lui non plus de solution. Il y eut des enquêtes. Elles furent suivies d'un majestueux silence.

Le projet de réforme demeura donc en suspens. Des notes furent envoyées qui entretenaient l'humeur belliqueuse des Communautés et le pays continua à vivre comme par le passé, paisible en apparence, avec sa constitution non modifiée, chose en elle-même peu importante, puisqu'un ordre royal vint purement et simplement suspendre, jusqu'à nouvel ordre, toute réunion de l'Assemblée générale et supprimer ainsi ou tout au moins endormir la vie politique du pays. Sommeil trompeur qui cachait de nouveaux éclats de violence qui se feraient jour partiellement.

Sur ces entrefaites, M. de Néville fut appelé en 1785 à l'Intendance de Bordeaux et remplacé à Bayonne par M. de Boucheporn. Ce dernier était un homme juste et pondéré dont tous les soins et le zèle consistèrent à apaiser par la douceur et la persuasion les remous qui se produisaient, précurseurs d'un grand orage.

Dès son arrivée il put constater combien était grand dans le Labourd l'état de révolte latent. Cette violence croissait d'autant plus qu'elle trouvait un point de mire en la personne de M. Haramboure, syndic, qu'on pressait de tous côtés de réunir le Bilcar.

Sujet à nombre de menaces et inquiet pour lui et pour le pays dont il voyait la colère grandir tous les jours, mais ne pouvant néanmoins réunir l'Assemblée générale sans l'autorisation royale, le syndic écrivit plusieurs lettres à M. de Boucheporn pour lui en demander l'autorisation. Il y avait au début de 1786 d'autant plus d'urgence que l'impôt dit de franc-fief, assujettissant les roturiers proprié-

taires de biens nobles à payer une contribution, venait d'être appliqué au pays Labourdin.

L'embarras de M. Haramboure devenait extrême et celui de l'Intendant n'était pas moins grand. Il le communiquait du reste à M. de Vergennes, le 1^{er} août 1786, l'assurant qu'aux dires du syndic, la réunion du Bilgar était « . . . nécessaire pour discuter des projets très importants, . . » celui du franc-fief entr'autres contre l'assujettissement duquel il y avait de vives réclamations ».

M. de Boucheporn ajoutait, et ceci nous montre combien intraitables étaient les Labourdins lorsqu'ils étaient hostiles à une idée :

« ... Je suis instruit que les esprits sont si échauffés qu'ils ont menacé deux particuliers de brûler leurs maisons s'ils se portaient à en faire le paiement, que ces particuliers n'ont vu d'autres moyens pour éviter ou les poursuites de l'administration ou les menaces des gens du pays, que de payer secrètement les sommes qui leur étaient demandées ».

Et l'Intendant continuait : « . . . Je ne connais pas encore assez la constitution actuelle du pays pour apercevoir tous les inconvénients qu'il y aurait d'y apporter des changements trop prompts, mais ils me paraissent devoir être médités et peut-être serait-il dangereux d'en admettre aucun avant la première Assemblée, dans le cas où elle serait convoquée incessamment. »

Paroles très sages et qui nous montrent les qualités d'attentive prudence de M. de Boucheporn. Au reste, il est à prévoir qu'il avait été mis en garde par son prédécesseur pour qui les termes de la lettre du Contrôleur général du 27 janvier 1785 (1) avaient du refroidir le zèle pour les innovations et les mesures précipitées. Le nouvel Intendant terminait en avertissant le Ministre qu'il allait essayer de gagner du temps.

(1) Voir plus haut.

M. de Vergennes ne tardait pas et, le 17 août, répondait à M. de Boucheporn que M. de Néville avait dû le mettre au courant des coutumes du pays et le priaît de s'informer quel motif pressant nécessitait la réunion de l'Assemblée générale, après quoi, il lui transmettrait les ordres du Roi.

Cela fait, il communiqua la lettre de l'Intendant de Bayonne et la réponse qu'il y fit à M. de Calonne en lui disant : « . . . Il y a de vives réclamations relatives aux droits de franc-fief » et en le priant de prendre les mesures nécessaires pour terminer ces difficultés, qui « . . . pourraient avoir encore des suites fâcheuses ».

On n'était pas très bien fixé en haut lieu sur le parti à prendre. Les administrations et Parlements provinciaux s'agitaient énormément, créant à côté de beaucoup d'autres, des embarras. Les lettres se transmettaient de Ministère à Ministère, chacun demandant des renseignements au département voisin et indiquant toujours au suivant qu'il existait, pour notre cas, un rapport documenté et des plus intéressants à étudier de M. de Néville.

Le 4 septembre 1786, M. de Calonne répondait au comte de Vergennes qu'il allait demander à M. de la Boulaye, chargé du département des domaines, les éclaircissements nécessaires et lui en faire part aussitôt.

Mais, ajoutait une note du contrôleur général « . . . comme on doit présumer qu'il sera fort question dans le Bilgar de la levée des impositions et du régime du pays, sujet traité par M. de Néville, avec un projet d'arrêt qui devait servir aux acheminements à faire, on croirait très important d'avoir communication de ce projet d'arrêt, dont on n'a aucune connaissance, pour ensuite se concerter avec M. de Vergennes ».

Néanmoins, et en attendant communication de ce fameux arrêt, M. de Calonne, qui avait un faible pour les solutions bâtarde, sans faire défense à l'Intendant d'autoriser le Bilgar et sans le lui permettre, chose qui devait re-

garder M. de Vergennes auquel il en laissait la responsabilité, se rejetait uniquement sur le droit de franc-fief auquel « ... le pays n'a aucun droit qui l'exempte de cet impôt » et disait à M. de Boucheporn : « ... De nouvelles réclamations de la part du pays de Labourd ne pourraient contenir que les moyens dont on s'est déjà servi, aussi ce serait d'autant moins le cas de permettre la convocation d'un Bilgar que vous m'annoncez de la fermentation dans les esprits. Au surplus, il vous serait facile de faire connaître à cette Assemblée que le franc-fief est un droit domanial, qui n'a rien de commun avec les charges ordinaires, que les privilèges généraux du pays de Labourd ne parlent nullement de ce droit ».

Le pays devait du reste se passer des autorisations nécessaires. Enfreignant les défenses faites précédemment, le syndic ne put empêcher l'Assemblée générale de se réunir selon l'ancienne coutume. Nous savons par M. de Boucheporn, qui l'écrivit le 1^{er} décembre 1786 à M. de Calonne, que tout s'y était passé avec ordre et tranquillité et qu'il n'y avait été question que de la reddition des comptes du syndic.

Lassé du provisoire qui se maintenait toujours et désireux d'assurer à la province une constitution qui lui procurât une existence calme et normale, l'Intendant demandait de nouvelles mesures en ajoutant avec sa prudence accoutumée, qu'il importait « ... de ne rien précipiter à ce sujet et de subordonner tout à une connaissance approfondie, que les circonstances ne lui avaient pas permis de prendre, du génie de leurs habitants, de leurs usages et de leurs besoins ». Il terminait en demandant communication du projet de M. de Néville, afin de s'en inspirer ou d'y apporter les corrections que son expérience pourrait lui suggérer.

Son attente devait être mise à l'épreuve. Il était dit que le fruit des réflexions de M. Le Camus de Néville aurait un mauvais sort, puisque déférant à la demande de M. de Bou-

cheporn, M. de Calonne demanda à M. de Vergennes les pièces indiquées, sans qu'il lui fut jamais répondu. Le Labourd demeura ainsi dans l'expectative.

Lorsqu'on étudie même partiellement, comme nous l'avons fait, l'histoire de notre organisation provinciale à la fin du XVIII^e siècle, on demeure stupéfait de l'incurie gouvernementale. Alors que des Intendants, comme MM. de Néville et de Boucheporn, mettaient tous leurs soins à bien organiser leurs généralités, on ne trouvait en haut lieu que désordre et lenteurs. D'autres sujets, il est vrai, hantaient l'esprit des sphères dirigeantes : les gros nuages commençaient à s'amonceler et les difficultés financières croissantes devenaient formidables.

Dans les cartons du département de M. de Vergennes, le plan de réorganisation du Labourd sommeillait, lorsqu'une circonstance vint lentement, oh ! très lentement, le mettre au jour. Le 26 juillet 1787, l'Intendance de Pau et Bayonne fut démembrée et le Labourd rattaché à Bordeaux. M. de Néville, qui y était intendant, vit cette province revenir sous son administration. Il avait bien un peu aidé à cette adjonction à sa généralité, le Labourd lui tenant assez au cœur, puisque nous avons trouvé un projet de formation d'Etats qu'il remit le 8 mai 1787 au Contrôleur général sous le titre de *Mémoire sur la Généralité de Pau et Bayonne* (1). Sa sollicitude s'étendait donc toujours à son ancienne Intendance.

Dans ce mémoire où il préconisait la réunion de nombreux pays d'Etat ou abonnés, sous la dénomination d'*Etats d'Aquitaine*, il suggérerait la formation immédiate de corps d'Etats plus réduits . . . « parce qu'en général les grands corps d'Etats sont plus difficiles à gouverner » et indiquait la fusion utile de la Navarre, de la Soule, du Labourd, de l'Election des Lannes, et des Bastilles de Marsan,

(1) Voir à la partie « Documents » (B).

Tursan et Gabardan, sous le titre d'*Etats Généraux de Navarre*, avec Dax comme capitale possible.

Ce projet sourit au Contrôleur, qui chargea Néville d'en étudier la formation; mais la chute de Calonne en suspendit l'exécution.

Cette demande du Contrôleur général n'était pas, ainsi qu'on peut l'imaginer, un ajournement *sine die*. Son attention avait été éveillée et il étudia la constitution du pays; une note aide-mémoire du Contrôle Général nous apprend que la réunion du Labourd à l'Intendance de Bordeaux paraissait une circonstance favorable aux changements à faire au régime du pays qu'il serait même possible, ajoutait la note «... de réunir à Bayonne en une seule administration ».

La suite de cette suggestion fut une demande au baron de Breteuil, successeur de M. de Vergennes, du projet d'arrêt envoyé par M. de Neville. On devait lui reconnaître de grandes qualités, sans les bien posséder au juste, puisque tout le monde parlait de ce travail sans qu'on put mettre la main dessus. Cette fois un espoir fut donné.

Le Baron de Breteuil répondit le 26 Janvier 1788. Il envoyait les principales pièces concernant le pays du Labourd, soit les délibérations des communautés, en ajoutant :

... « Les arrêts pour les Assemblées particulières des Communautés ont été adoptés, mais avant de rien changer à l'Assemblée Générale et de priver les officiers du Bailliage d'Ustaritz des droits dont ils jouissaient, on a cru devoir les entendre; ils ont donné un mémoire qui paraît avoir été envoyé depuis à M. de Boucheporn avec d'autres pièces et instructions; j'ignore si ce magistrat en a fait la remise ».

Nous l'ignorons aussi, mais nous nous réjouissons d'avoir été plus heureux pour le découvrir que l'Administration centrale de 1788.

Cependant M. de Neville ne s'endormait pas. Le 6 mars 1789, à la veille de la réunion des Etats Généraux, il soumettait à M. Necker un nouveau mémoire sur les pays abonnés qui avaient été distraits de la Généralité de Bayonne

en 1787 ⁽¹⁾. Il rappelait ses suggestions passées et disait qu'en leur accordant la formation d'une assemblée provinciale, on heurterait le sentiment très développé chez eux de leur indépendance. Il demandait donc qu'on leur accordât une forme d'administration qui se rapprochât à quelques égards du régime des Assemblées provinciales.

Le Ministre sembla approuver l'opportunité des mesures à prendre, puis d'autres soucis l'assaillant, il rejeta sur les Etats Généraux qui devaient se réunir dans peu de jours le soin de trouver et de préconiser l'organisation la meilleure.

Aucune solution ne devait intervenir : l'année 1789 allait mettre fin au fonctionnement de l'ancienne coutume du Labourd. La révolution avec le nivellement de toutes les provinces sous un même cadre administratif devait régler de façon définitive et supprimer les causes de l'effervescence Labourdine. L'idée de M. de Néville, désireux de créer à l'instar des projets de Necker en 1776, une Assemblée provinciale où les trois ordres seraient réunis, devait être généralisée dans toute la France et donner à notre pays une organisation nouvelle : celle des départements et districts. Le Labourd, si attaché à ses anciennes prérogatives, qui lui firent tenir en échec pendant longtemps l'autorité royale, devait les voir disparaître. Il allait perdre toute son originalité, pour ne former dans un département au nom nouveau, qu'une région non déterminée administrativement et où ne seraient conservés, comme dernier vestige du passé, que la langue et les mœurs particulières qui font de ce pays, encore aujourd'hui, un des plus représentatifs de l'ancienne France.

MAURICE DUSSARP.

(à suivre)

(1) Voir aux documents (C)

DOCUMENTS

(A). *Projet de règlement de l'Assemblée du Labourd*

Le Roi étant informé que les Assemblées du pays de Labourd donnent souvent lieu à des difficultés qui empêchent d'y prendre des délibérations utiles, que par suite du défaut d'ordre et d'union dans ces Assemblées dont le principal objet devrait être de pourvoir à la répartition exacte et proportionnelle des impôts, il s'élève tous les jours des plaintes sur l'inégalité de cette répartition soit de la part des Communautés dont quelques unes sont tellement surchargées qu'il leur est impossible d'acquitter leurs impositions, soit de la part des contribuables qu'on impose suivant d'anciens cadastres devenus défectueux par les mutations arrivées dans les propriétés, en sorte que malgré les abonnements très favorables accordés à ce pays, il reste dû depuis nombre d'années des impositions, arréragées dont le paiement ne peut s'effectuer, S. M., considérant que de pareils abus sont aussi préjudiciables à l'intérêt de ses finances qu'à celui de ses peuples a jugé, en conservant au Labourd l'avantage dont il jouit comme pays abonné de s'imposer lui-même, qu'il serait nécessaire d'établir un nouvel ordre d'administration et à cet effet convoquer une Assemblée dont elle réglera provisoirement la forme en permettant aux membres qui la composeront de lui proposer les moyens qu'ils croiront les plus propres à prévenir les abus qui ont nui jusqu'à présent à la liberté et au succès des délibérations. Elle a jugé en même temps que la ville de Bayonne étant la capitale du Labourd devait naturellement être le siège des Assemblées et qu'en réunissant l'Administration de cette ville avec celle des autres villes et Communautés, il en résulterait plus de facilités pour combiner et diriger les vues de leur commerce et leur industrie vers le bien général du pays. A quoi, voulant pourvoir ouï le rapport du Sr. Lambert le Roi étant en son Conseil a ordonné et ordonne ce qui suit :

ART. 1^{er}.

La Ville de Bayonne, le bourg de Saint-Esprit et les autres villes et communautés du pays de Labourd seront désormais réunis pour ne former qu'un seul et même corps d'administration dont les assemblées générales se tiendront chaque année dans la Ville de Bayonne. Fait Sa Majesté, défense de tenir aucune Assemblée Générale si ce n'est par son ordre et en la forme qui sera réglée ci-après jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

ART. II

L'Assemblée Générale sera composée de députés choisis dans les trois ordres du clergé, de la Noblesse et du Tiers-Etat ; savoir 9 du clergé et 15 de la Noblesse qui seront réunis, et le Tiers-Etat sera formé des deux premiers officiers municipaux de chaque ville et les Maires-abbés de chacune des communautés qui ont droit de députer aux Assemblées Générales du pays. L'Evêque diocésain sera président de cette Assemblée, s'il est présent, mais en son absence l'Assemblée choisira son président dans l'ordre du clergé et de la Noblesse.

ART. III

Pour parvenir au choix des députés chaque ordre s'assemblera séparément la veille de l'Assemblée Générale dans la dite ville de Bayonne, savoir le clergé au Palais Episcopal, la Noblesse à l'Hôtel du Commandant de Bayonne et le Tiers-Etat à l'Hôtel de Ville. Aurent entrée à l'Assemblée préalable de chaque ordre tous ceux qui pourront être députés à l'Assemblée Générale.

ART. IV

Les députés du clergé seront choisis parmi les prieurs, doyens, chanoines et curés résidants dans le territoire du Labourd. S'il s'élève des difficultés, le Sr Evêque de Bayonne en sera juge. Il sera fait un tableau des députés élus.

ART. V

Aucun noble ne pourra être député à l'Assemblée Générale s'il ne justifie qu'il est âgé de 25 ans accomplis, que son bisaïeul était noble ou avait été anobli soit par la possession d'une charge conférant noblesse, soit par lettres du Roi et qu'il paie au moins 100 L d'impositions dans le pays. Les 15 députés seront élus au scrutin parmi ceux qui auront fait les dites preuves et leurs noms seront inscrits sur le tableau pour faire corps avec les députés du clergé. S'il s'élève des difficultés sur les qualités requises, le Commandant de Bayonne en sera juge provisoirement, sauf à en être rendu compte s'il y a lieu, au Commissaire que S. M. nommera pour faire l'ouverture de l'Assemblée Générale.

ART. VI

Les députés du Tiers-Etat seront le Maire ou Lieutenant de Maire de Bayonne qui présidera son ordre, un jurat de la même ville et un autre du bourg de Saint-Esprit qui n'auront entre eux qu'une voix, le Maire et un jurat de Saint-Jean-de-Luz qui n'auront aussi qu'une voix et en cas de partage leurs voix ne seront pas comptées,

les Maires-abbés des communautés qui ont droit d'assister aux assemblées Générales du Labourd. Chaque Maire ou jurat ou Maire-abbé sera tenu de justifier du titre qui le constitue officier municipal. Le Maire de Bayonne ou son Lieutenant général jugera si ces titres sont en règle. Les noms des députés seront inscrits sur un tableau qui exprimera aussi le nombre de feux de chaque communauté.

ART. VII

L'Assemblée Générale se tiendra en l'Hôtel de Ville de Bayonne au jour qui sera indiqué par le Roi. Il sera placé au fond de la salle destinée à cet effet, deux fauteuils, l'un à droite pour le Commissaire de S. M., l'autre à gauche pour le Président de l'Assemblée. Les membres du clergé seront à droite et garderont entre eux l'ordre accoutumé de leur séances. Les gentilshommes seront à gauche et siégeront sans préséance de rang ni de qualité. Les membres du Tiers-Etat seront en face et siégeront aussi sans aucune préséance; en cas de difficultés on suivra l'ordre de l'inscription sur les tableaux, tant pour le clergé et les gentilshommes que pour les membres du Tiers-Etat.

ART. VIII

Aussitôt que l'Assemblée sera formée, elle procédera à la nomination de deux syndics généraux et d'un secrétaire; l'un des deux syndics sera pris parmi le clergé ou la Noblesse; l'autre dans le Tiers-Etat, l'Assemblée pourra continuer le syndic général en exercice. Il y aura au milieu de la salle un bureau autour duquel seront assis les syndics et autres officiers de l'Assemblée.

ART. IX

Après la nomination des officiers désignés en l'article précédent, le Président nommera deux membres, l'un du clergé ou de la noblesse l'autre du Tiers-Etat pour aller inviter le Commissaire du Roi à se rendre à l'Assemblée. Le Commissaire du Roi arrivé à l'Hôtel de Ville sera reçu au pied de l'escalier par les deux syndics généraux et en haut de l'escalier par quatre autres membres également choisis par le Président. Tous les membres de l'Assemblée seront debout et découverts lorsque le Commissaire du Roi y entrera. Après qu'il aura notifié les ordres de S. M., il sera reconduit avec les mêmes honneurs et par les mêmes députés.

ART. X

L'Assemblée sera tenue de délibérer sur les demandes du Roi avant tout autre objet et si elle nomme un commissaire pour les examiner elle chargera le commissaire de lui rendre compte de leur

travail au plus-tard dans la huitaine. Aussitôt que les délibérations relatives auxdites demandes seront prises, deux députés, l'un du clergé ou de la noblesse, l'autre du Tiers-Etat iront les porter au Commissaire du Roi.

ART. XI

Il pourra être nommé des commissions particulières pour régler l'assiette des impositions entre les Communautés, dresser les rôles, pourvoir à la révision et réforme des anciens cadastres, entendre les comptes du Trésorier, traiter des objets de commerce et autres qui intéressent le pays, à l'effet d'en rendre compte à l'Assemblée qui délibérera sur chaque objet.

ART. XII

Il ne pourra être fait aucune proposition à l'Assemblée si elle n'a été préalablement communiquée au Président. Il ne sera permis à personne d'interrompre celui qui fera une proposition ou qui opinera, et chacun sera tenu d'opiner à son tour librement et paisiblement.

ART. XIII

Le Clergé et la Noblesse délibéreront conjointement et le Tiers-Etat séparément. Les délibérations seront prises dans chaque corps à la pluralité des voix. Si les délibérations des deux corps se réunissent elles formeront celle de l'Assemblée, si elles ne peuvent s'accorder il sera nommé des commissaires conciliateurs et si ces commissaires ne peuvent concilier les avis, il en sera référé au commissaire du Roi ou au Conseil de S. M. pour vider le partage.

ART. XIV

La répartition des impositions entre les communautés se fera relativement au nombre des feux dont chacune d'elles est composée; il sera dressé à cet effet un état général en deux chapitres, l'un des impositions à lever pour le Roi; l'autre celles destinées aux dépenses particulières du pays pour servir le dit Etat à la confection des rôles lesquels seront arrêtés par l'Assemblée et il en sera fait un relevé desdits pour être visé ainsi que l'Etat général par l'Intendant de la Province; les rôles seront ensuite remis au Trésorier et par celui-ci les Billettes ou mandements envoyés sans délai aux communautés.

ART. XV

Pour procéder à la répartition des sommes contenues auxdits mandements, les officiers municipaux de chaque communauté seront tenus de se conformer à l'arrêt du Conseil du 1^{er} Mai 1772 portant règlement pour la répartition et recouvrement des impositions du

Labourd. Entend S. M. que ledit règlement soit exécuté selon sa forme et teneur en tout ce qui n'y sera pas dérogé par le présent arrêt.

ART. XVI

Les Communautés pourront employer en moins imposé ce qui leur restera de leurs revenus patrimoniaux ou d'octroi, après que toutes les charges auxquelles ces revenus sont destinés auront été acquittées et sur la permission qu'elles seront tenues d'en obtenir de l'Intendant de la Province, à peine contre les officiers municipaux d'en répondre en leur propre et privé nom.

ART. XVII

Les officiers Municipaux ne pourront être chargés de la recette soit des impositions, soit des revenus de leurs communautés, dérogeant quant à ce, à l'arrêt du Conseil du 1^e Mai 1772, ordonne S. M. que dans les communautés où ces officiers ont été chargés de ladite recette, il sera nommé un trésorier ou collecteur pour faire à l'avenir la perception, et les officiers Municipaux qui l'auront faite par le passé, seront tenus d'en rendre compte au corps Municipal ensuite par devant l'intendant de la Province et ce dans six mois au plus-tard, à peine d'être poursuivis comme pour le recouvrement des deniers royaux.

ART. XVIII

L'Assemblée procédera à la nomination d'un trésorier du pays dans les mains duquel seront versés les deniers provenant des impositions tant royales que provinciales et avant de procéder à ladite nomination l'Assemblée délibérera : 1^o — le traitement qui sera assigné au dit trésorier, en le réglant à ses gages fixes sans taxations. 2^o — le montant de la caution qu'il sera tenu de fournir. 3^o — les charges qui lui seront imposées et spécialement celles de ne pouvoir être en même temps syndic général et de compter à chaque assemblée par Etat au vrai de toutes les impositions de l'année précédente et sera la délibération portant nomination dudit trésorier envoyée au Conseil par les syndics généraux pour y être approuvée.

ART. XIX

Permet à S. M. à l'Assemblée de délibérer telles sommes qu'elle jugera nécessaires pour appointements, gages, gratifications et dépenses imprévues, mais les délibérations ne pourront être exécutées qu'après avoir été autorisées par S. M. à l'effet de quoi elles seront adressées au Conseil par les syndics généraux pour en recevoir l'homologation.

ART. XX

L'Assemblée pourra nommer une commission intermédiaire pour suivre les affaires et exécuter la délibération jusqu'à ce qu'il soit convoqué une autre Assemblée. Cette commission sera composée du Président de l'Assemblée, de deux membres du clergé, deux membres de la noblesse, quatre membres du Tiers-Etat et des deux syndics qui n'auront qu'une voix entr'eux, et s'ils sont d'avis différents, leur voix ne sera pas comptée. Le Président, en cas de partage aura la voix prépondérante. Il se tiendra deux séances au moins par mois et il faudra cinq membres dont un du clergé et un de la noblesse pour faire délibération. Les syndics ne pourront s'absenter tous deux en même temps.

ART. XXI

Le présent règlement n'étant que provisoire, le Roi autorise l'Assemblée à lui proposer les observations et représentations qu'elle croira convenables, soit relativement à la constitution du pays, soit en égard aux abus qui restent à reformer et au meilleur ordre à établir. S. M. les fera examiner en son Conseil pour y statuer ainsi qu'elle avisera bon.

ART. XXII

A la dernière séance de l'Assemblée, laquelle ne pourra excéder le terme d'un mois, il sera fait lecture des délibérations prises dans les précédentes séances. Lesdites délibérations seront signées par le Président et deux membres de chaque ordre et il en sera remis un double au Commissaire du Roi, lequel sera invité à venir faire la clôture de ladite Assemblée en observant le même cérémonial que pour l'ouverture.

ART. XXIII

Déroge S. M. à tous les réglemens contraires aux dispositions du présent arrêt, lequel sera exécuté jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, et à cet effet lu à l'Assemblée et inscrit sur les registres des délibérations tant de l'Assemblée générale que des villes et communautés du Pays.

(B). *Mémoire sur la généralité de Pau et de Bayonne*

Remis le 8 Mai 1787

M. de Nérille à M. le Contrôleur général,

...On pourrait laisser quant à présent, subsister les Etats de Béarn tels qu'ils sont et former trois corps d'Etats des autres pays en faisant les réunions qu'on va proposer :

1^o— Réunir la Navarre, la Soule, le Labourd, l'Election des Lannes les Bastilles de Marsan, Tursan et Gabardan et le Mont-de-Marsan pour en composer un corps d'Etats sous le titre d'*Etats Généraux de Navarre*. On propose d'y joindre l'Election des Lannes parce qu'elle se trouve entre le Labourd, le Béarn, et les Bastilles et qu'elle sert, comme l'on dit à vivifier les autres pays de la Généralité. On ne pourrait l'attacher à une autre administration sans faire un tort réel à tous ces pays. La ville Dax qui en est la capitale était autrefois ville abonnée et c'est celle qui conviendrait le mieux par sa situation au centre, pour y fixer l'Assemblée des des nouveaux Etats, mais il ne faut pas la désigner expressément. Il paraît plus convenable de se réserver le choix du lieu, en déclarant que les Etats seront présidés par l'Evêque dans le diocèse duquel se tiendront les Etats, afin de pouvoir faire tomber le choix sur le Prélat qu'on jugera le plus capable. Il y aurait trois évêques pour les nouveaux Etats, savoir Bayonne, Dax et Aire. On y joindrait sept autres membres du clergé, quinze gentilshommes ayant 100 ans de noblesse et payant au moins 200 livres d'impositions, 25 députés des villes et communautés pour le Tiers-Etat, deux syndics généraux, l'un de la noblesse et l'autre du Tiers-Etat, dont les fonctions finiraient au bout de 3 ans; chaque Assemblée se tiendrait tous les ans suivant l'usage des autres Pays de la Généralité et ne durerait que 15 jours, en laissant néanmoins à chaque pays la faculté de tenir des Assemblées particulières ou Assiettes pour fixer les objets qui devraient être portés à l'Assemblée Générale et nommer leurs députés à cette assemblée, chaque ordre choisirait son Président, excepté celui du clergé qui serait toujours nommé par le Roi comme devant présider les Etats.

.....

(C). *Mémoire sur les pays abonnés qui ont été distraits de la généralité de Pau et de Bayonne en 1787*

Remis par M. de Néville le 6 Mars 1789.

... L'exposé qu'on vient de faire des constitutions du Labourd du Mont-de-Marsan et des Bastilles de Marsan, annonce assez que ces constitutions sont vicieuses et qu'il faut par conséquent les réformer. Est-ce par la formation d'une Assemblée provinciale qu'on y parviendra? On a vu que déjà l'administration du Marsan témoigne ses inquiétudes sur le seul bruit qui s'est répandu d'un pareil établissement et comme elle conserve encore le titre et une partie des attributs des pays d'Etats, il paraît difficile de l'en priver pour lui donner une constitution moins analogue à son existence actuelle, on a vu d'un autre côté que M. de Néville sent tout le danger des innovations vis-à-vis du Labourd dont le peuple est naturellement inquiet et jaloux de ce qu'il appelle ses privilèges. D'ailleurs le Labourd est trop voisin des frontières d'Espagne, pour ne pas craindre que le mécontentement ne porte ses habitants à quelque insurrection dont ils peuvent se promettre l'impunité par la facilité de s'expatrier. Dans un pays coupé de montagnes, comme le sont tous ceux qui bordent les Pyrénées, la force est impuissante pour empêcher les désertions et l'Espagne sait aujourd'hui mettre à profit ces moments d'agitation pour attirer à elle nos ouvriers, nos manufactures et les productions les plus utiles de notre sol.

On pense donc qu'il serait d'une sage politique de ne pas présenter à ces peuples la forme d'une Assemblée provinciale qui peut effaroucher les esprits par cela seul qu'elle leur offrirait l'idée d'une assimilation aux pays d'élection dans le reste du Royaume mais en maintenant leur privilège de Pays d'Etats ou abonnés, on pourrait leur donner une forme d'Administration qui se rapprocherait à quelques égards du régime des Assemblées provinciales. Le plan en fut proposé dès l'année dernière, et l'on agita si l'on établirait les quatre Pays en un seul corps d'Etat et même s'il ne serait pas à propos d'y réunir l'Election des Lannes qui est limitée par le Labourd d'un côté et le pays de Marsan de l'autre, en sorte qu'il serait difficile de soumettre ces pays à une même Administration sans y joindre l'Election des Lannes qui les divise. La réunion paraît d'autant plus convenable que tout le commerce des Lannes se fait par la ville de Bayonne et par celle de Mont-de-Marsan, qui servent l'une et l'autre d'entrepôt pour tout le canton et qui se communiquent par la rivière de l'Adour, laquelle se réunit avec la Midouse.

Cependant on ne saurait dissimuler que ce projet qui a transpiré

parce qu'on a demandé des éclaircissements qui y ont rapport a déjà donné lieu à des représentations notamment de la part des Administrations du Mont-de-Marsan qui prétendent que l'Élection des Lannes est une contrée fertile qui contrasterait avec la stérilité de leur territoire presque tout en landes. Suivant eux, l'opposition que la nature a mise entre leurs intérêts respectifs ne peut que troubler l'harmonie de leur existence politique et leur devenir funeste.

On a peine à concevoir comment la réunion avec un pays fertile pourrait être funeste à celui qui l'est moins. Il semble au contraire qu'il n'en doit résulter qu'un avantage réel en faveur de ce dernier, qui trouverait plus de facilité et de ressource pour le débit de ses denrées.

Mais ce n'est pas seulement du Mont-de-Marsan qu'on peut éprouver de la résistance; on en doit craindre également de la part des officiers du Bailliage d'Ustaritz pour le Labourd. M. le Baron de Breteuil a informé que ces officiers avaient envoyé un mémoire pour réclamer leur droit de convoquer les Assemblées et qu'ils se sont en outre adressés au Parlement de Bordeaux qui pourrait bien vouloir le soutenir. S

Le droit des officiers du Bailliage d'Ustaritz est fondé comme l'a observé M. de Neville sur l'arrêt du 3 juin 1660 lequel a été rendu à la suite d'émeutes survenues au sujet de l'élection d'un syndic. Cet arrêt dont on s'est procuré copie rétablit le syndic et les officiers du Bailliage dans les fonctions de leurs charges et la possession de leurs biens, ce qui suppose qu'ils en avaient été dépouillés par voies de fait et irrégulières. Il défend en outre d'assister aux Assemblées *en armes*, de faire aucune imposition et levée de deniers sans une commission et lettres patentes du Roi etc. Ces dernières dispositions confirmées depuis par d'autres règlements peuvent subsister, mais celles relatives au Bailliage paraissant avoir été produites par des circonstances du moment peuvent être révoquées par un autre arrêt qui, sans même parler expressément de celui de 1660, établirait un nouvel ordre en *dérogeant à tout règlement contraire*. Comme le nouveau règlement pourvoyerait en même temps à la réforme des abus qui proviennent de l'inégalité de la répartition, de l'inexactitude des cadastres, et en général, de la mauvaise administration des Officiers Municipaux qui, comme on l'a dit, perçoivent les deniers; le Bailliage d'Ustaritz, ni le Parlement de Bordeaux ne peuvent pas s'opposer à ce que le Roi s'occupe d'une réforme aussi nécessaire au bien de ses finances, et au bon ordre qu'il importe de maintenir dans le pays. La crainte de leurs réclamations doit seulement engager à prendre toutes sortes de précautions pour les prévenir et c'est sans doute une raison de plus pour ne pas employer la voie d'une

Assemblée provinciale, puisqu'on sait que le Parlement de Bordeaux ne veut pas reconnaître cette forme d'administration. C'est peut-être aussi un motif pour ne pas suivre en ce moment le projet de réunion de l'élection des Lannes avec le Labourd, mais sans renoncer à cette idée qu'on reprendrait dans d'autres circonstances, on pourrait se borner quant à présent à former deux corps d'Etats particuliers l'un du Labourd et de la ville de Bayonne, l'autre des Bastilles de Marsan, du Mont-de-Marsan et de sa banlieue.

On a déjà dit plus haut que M. de Néville avait envoyé un projet d'arrêt pour le Labourd et que ce projet se réduisait à faire convoquer une *Assemblée Générale* pour nommer 8 ou 9 députés qui seraient chargés de travailler à un règlement.

On doute qu'une Assemblée Générale qu'on n'aurait pas d'autres objets, remplisse le but qu'on se propose. Outre que cette Assemblée pourrait devenir très tumultueuse dans un pays dont les têtes sont faciles à s'exalter. Doit-on se flatter qu'elle consentirait à confier les intérêts du pays à 8 ou 9 personnes et qu'en tout cas ces 8 ou 9 personnes entreraient dans les vues du gouvernement pour la rédaction du règlement.

M. de Néville pense que si le roi changeait par sa seule autorité l'ordre qui subsiste, le Pays n'y verrait qu'un attentat contre sa liberté et il est d'avis de lui ouvrir la voie de se reformer lui-même.

Il semble qu'on parviendrait plus sûrement au même but, en rendant un règlement qui autoriserait l'Assemblée d'un certain nombre de Députés éligibles dans les trois ordres et qui établirait provisoirement les bases de la nouvelle constitution en permettant aux députés de faire telles observations et représentations qu'ils jugeraient utiles au bien du pays. Ce règlement n'étant que provisoire ne gênerait pas la liberté et n'empêcherait pas qu'on y fit ensuite des changements, s'il y avait lieu, d'après les observations des députés.

On croit convenable de laisser entièrement libre le choix des députés, mais pour éviter le trouble qui pourrait naître d'une Assemblée trop nombreuse, si l'on admettait tous ceux qui prétendent avoir droit d'y assister, on propose, en convoquant les trois ordres de déterminer les qualités nécessaires pour y avoir entrée, et en outre, d'ordonner que chaque ordre s'assemblera d'abord séparément pour nommer ses députés, savoir le clergé au Palais Episcopal, la noblesse à l'Hôtel du Commandant de Bayonne et le Tiers-Etat à l'Hôtel commun de cette ville.

Comme l'usage des Pays d'Etats est d'avoir un évêque pour président, on peut conférer cette qualité à l'Evêque de Bayonne mais sans lui donner le *titre de Président* né et en laissant la liber-

té de choisir un autre Président dans le clergé ou la noblesse, si l'évêque est absent lors de l'Assemblée.

Quant au nombre de députés à choisir dans chaque ordre il pourra être fixé à 9 pour le clergé qui est peu considérable dans le pays et à 15 pour la noblesse, en n'admettant que ces Gentilshommes âgés de 25 ans qui pourront justifier que leur trisaïeul était noble et qu'ils payent au moins 50 livres d'impositions (1).

Le Tiers-Etat serait composé du Maire de Bayonne ou de son Lieutenant, d'un jurat de la même ville, d'un autre jurat du Bourg du Saint-Esprit qui n'aurait qu'une voix avec celui de Bayonne, du Maire et d'un jurat de la ville de St-Jean de Luz, qui n'auraient aussi qu'une voix entre eux, du syndic général du Labourd et des Maires-abbés des 35 communautés qui ont droit de députer au Bilgar. Comme ce droit est un des privilèges auxquels le Pays est le plus attaché, on croit nécessaire d'admettre ces 35 maires non seulement à l'assemblée particulière du Tiers-Etat; mais même à l'Assemblée des Députés.

On a hésité, si pour établir l'égalité de voix avec les 24 membres du clergé et de la noblesse, on ne réduirait pas à 24 le nombre des votants du Tiers-Etat, en réglant que les Maires, abbés des moindres communautés n'auraient qu'une voix à deux, comme cela se pratique dans quelques Pays, mais on a craint de trop fortes réclamations et peut être des troubles qui nuiraient au succès de l'Assemblée et l'on croit préférable d'adopter l'usage du Béarn où il n'y a que deux corps, l'un du clergé et de la noblesse, l'autre du Tiers-Etat, de manière qu'il faut que les deux corps se réunissent pour former délibération des Etats, si non il y a partage sur lequel on réfère au commissaire du Roi, ou au Conseil.

Le règlement permettra aussi de nommer deux syndics, un Trésorier, un secrétaire et d'établir une Commission intermédiaire.

On joint ici le projet de ce règlement, en observant qu'il avait été approuvé de M. Lambert et de M. d'Ormesson et même de M. le baron de Breteuil à qui il a été communiqué, mais l'exécution en est restée suspendue, parce que M. Lambert a voulu en conférer avec M. l'archevêque de Sens qui n'a pas donné de solution. On propose de le reprendre comme devant rétablir l'ordre dans un pays où M. de Neville et M. de Boucheporn conviennent que les abus se perpétuent et se multiplient. D'ailleurs, comme il est question en ce moment d'élire des Députés pour les Etats Généraux, il sera nécessaire, pour cette élection d'assembler le Bilgar et s'il s'assemble selon l'ancienne forme, on doit s'attendre à beaucoup de troubles, vu l'agitation géné-

(1) Dans le projet qu'il avait établi précédemment il exigeait le paiement de 100 livres d'impositions.

rale qui sera peut être encore plus vive dans le pays où M. de Neville dit que les débats se terminent presque toujours par des coups de fusil, au lieu qu'en suivant la nouvelle forme il y a lieu d'espérer plus de concert et de tranquillité, et l'on pourrait ajouter au projet de règlement quelques articles pour diriger l'élection des Députés d'après le résultat du Conseil du 27 décembre dernier.

On observera au reste que la constitution proposée ne doit pas nuire à un plan plus étendu qui a été annoncé dès 1783 et qui consiste à réunir les différents pays d'Etats en Abonnés, de l'ancien Domaine de Navarre en un seul corps d'Etat, mais on observera en même temps d'après la connaissance du caractère des habitants, qu'il sera bien difficile de les faire renoncer à leur constitution particulière et l'on croit qu'il serait à propos de la leur conserver, à l'instar des Assemblées de districts dans les Asemblées provinciales, en établissant un corps d'Etat principal auquel les Etats particuliers enverraient un certain nombre de députés pour se concerter sur les objets d'administration qui leur sont communs, sur les communications des chemins, les relations de commerce et d'industrie, la contribution aux impôts selon les forces respectives de chaque pays. Il faudra seulement réformer ceux de ces petits Etats dont la constitution est vicieuse. C'est dans cet esprit qu'on a rédigé le règlement pour le Labourd et Bayonne, le même règlement, s'il est approuvé, pourra servir pour les Etats de Marsan et même pour l'Election des Landes, sauf les changements que les circonstances locales nécessiteront.

On attendra pour s'en occuper que le Ministre ait donné sa décision sur le projet ci-joint.

(Document 4.)

Maurice DUSSARP.

Pièces du Ministère des Affaires Etrangères sur l'Etablissement de la franchise à Bayonne et les troubles de Labourd

Communiquées par **M. Edmond M. LÉVY**, bibliothécaire à la Sorbonne (archives aff. Etrang. N° 1589. — France, petit fonds. N° 1589 — P. F. Guyenne 166 — 1777 — 1786).

- a) Folio 335. Extrait d'une lettre de M. de Néville à M. Dupont de Nemours, conseiller d'Etat, l'un des négociateurs du traité de 1783, d'où l'intérêt qu'il porte à la franchise du port de Bayonne.
- b) Fol. 336-337. Rapport de M. de Néville. Ce n'est malheureusement qu'une lettre écrite en hâte.
- c) Fol. 338. Mémoire de M. Dupont.
- d) Fol. 339. Lettre de M. Dupont.
- e) Fol. 340-341. Décision du Contrôleur général.
- f) Fol. 342. Deux projets de lettres (sans doute de M. Dupont).
- g) Fol. 343 et 345. Lettres du duc de Mouchy, gouverneur de Guyenne.

La copie reproduit fidèlement les textes avec leur orthographe et leur ponctuation.

Ces pièces sont contenues dans un recueil relié, qui comprend la correspondance du Ministère des Affaires Etrangères intéressant la Guyenne de 1777 à 1786.

La correspondance d'Espagne est une source précieuse pour l'histoire de Bayonne dans ses relations avec l'histoire générale.

Il y aurait intérêt à publier méthodiquement dans notre Bulletin les parties de cette correspondance où il est question de notre ville.

(Extrait d'une lettre de M. Edmond M. Lévy, de Paris le 4 avril 1918).

a) *Joint à la lettre de M. Dupont au M^e de Vergennes du 9 septembre 1784.*

Copie d'une lettre de M. de Néville à M. du Pont du 31 août 1784.

L'heure, les détails, l'approche du moment fatal, tout se réunit, Monsieur, pour ne me permettre que de vous remercier de votre diligence et puis encore etc., etc.

Lisez je vous prie à Monsieur le Contrôleur général la lettre ci-jointe que je n'aie pas relue, et renvoyez m'en copie.

Nous avons indispensablement besoin d'un arrêt, car sur l'enregistrement il n'y faut pas compter, et je ne sais pas comment je vois tenir la mer, qui se mutine, sans loi pour gouvernail. Au moins envoyez-en une bien vite. On y retouchera ensuite poste par poste. Mais quand le feu est à la maison il faut toujours apporter ce qu'on a d'eau.

Tout n'est pas perdu cependant, mais je ne comptois pas sur la chaleur que je trouve, et sur les petits moyens que l'on emploie.

M. d'Ogui m'envoie comme je l'en avais prié mes lettres à Pau quelque adresse que l'on y mette. Comme ce moment-ci ne souffre pas de retard, voulez-vous bien lui faire écrire par le Ministre de n'en pas faire changer l'adresse afin qu'elles parviennent à Bayonne.

J'ai déjà été obligé de faire recourir après deux ou trois fois après par la maréchaussée.

Je vous prie d'instruire de tous les détails M. le Comte de Vergennes auquel je n'ai pas le temps d'écrire.

Vous connaissez les sentiments etc., etc.

b Joint à la lettre de M. Dupont du 9 septembre 1784.

Minule de la Lettre de M. De Neville, Intendant de Bayonne, à M. le Contrôleur Général.

Du 31 Août 1784.

Monsieur,

J'ai reçu ce matin à 6 heures et demie le courier qui m'a apporté votre lettre en date du 27 de ce mois. Je n'ai pas cru devoir annoncer au commerce ce que contenoient les ordres que j'ai reçus, parce que le courier de Bordeaux part ce soir, et qu'il est au moins inutile que le parti de l'opposition qui a écrit au Parlement, à ce que me marque M. le Maréchal de Mouchi, une lettre souscrite de 110 signatures

pour s'opposer à l'Enregistrement, ait le tems d'écrire de nouveau pour instruire que sans attendre cet Enregistrement on passe outre à l'établissement de la franchise. J'ai cru devoir garder également le secret vis-à-vis de MM. d'Amou et de Caupenne commandant de la Place, quoiqu'ils m'aient demandé si je ne desirois pas que l'on changeât quelque chose aux consignes pour assurer le service de la Ferme Générale. Mais comme M. de Caupenne avoit fait avant mon arrivée une démarche plus que légère qui a pensé soulever le Pays de Labourt et qui m'a forcé de prendre les ordres de M. de Vergennes; et que d'un autre côté le père et le fils ont, si j'en crois les avis que j'ai reçus, des liaisons intéressées avec M. de Bretoux négociant fort riche et l'un des chefs du parti de l'opposition, je n'ai pas voulu leur communiquer un secret qui eût pu cesser d'en être un dès qu'il leur auroit été confié.

Les mêmes motifs m'ont porté à recommander beaucoup de discrétion à M. de Moncloux; et, comme il avoit cependant besoin de donner dans l'instant des ordres à tous les employés pour qu'ils évacuent dès aujourd'hui les postes de l'intérieur du Labourt, il leur a enjoint d'aller recevoir leurs ordres à St-Jean-de-Luz, dont le courier est déjà parti; ainsi ils seront instruits à tems sans que Bordeaux puisse l'être.

Dès que le courier sera parti j'irai prévenir le Commandant afin que, ce soir, à l'ordre, les consignes nécessaires soient donnés, et je lui dirai que si je ne l'ai pas instruit plutôt il doit l'attribuer à mes instructions que me défendoient de m'expliquer avant ce moment.

Les petites émeutes, que l'on a voulu susciter hier et avant-hier et qui n'ont donné lieu, comme elles étoient déguisées en députation de poissardes, qu'à quelques mauvaises plaisanteries que j'ai faites et que j'ai accompagné de beaucoup de bonnes paroles, m'ont déterminé pour arrêter les progrès, à déclarer ce matin au Président de la Chambre de Commerce que j'autorisois la Chambre à déclarer au Commer-

ce que dans le nombre des mémoires qui m'avoient été remis j'en avois distingué plusieurs que la bonne foi n'avoit pas dictés et que je savois d'un autre côté que l'on avoit suscité l'humeur des détaillans par des avis peu fidèles et que les instigateurs ne m'étoient pas inconnus, que je voulois qu'on sût que je recevrois avec beaucoup de plaisir et que j'appuierois fortement les réclamations des négocians honnêtes qui ne chercheroient qu'à éclaircir leurs doutes et qu'à concilier leurs intérêts avec ceux de l'opération générale, mais que s'il en étoit qui ne cherchassent qu'à élever des difficultés et à susciter des obstacles ils ne devoient pas compter sur mon silence, que je laissois à leur prudence de calculer s'il ne leur importoit pas de ne pas faire connoître une seconde fois leurs noms, et que quelqu'assuré que je fusse que dans une opération toute de bienfaisance l'administration désiroit ne faire connaître que la bonté du Roi, je devois les avertir que si l'on rendoit nécessaire l'exercice de sa justice, les exemples de sévérité seroient assez rigoureux pour que l'on fut dispensé de les multiplier.

On a tellement effrayé les marchandes de poisson que toute la morue et la sardine ont été transportées fort loin dans l'intérieur du pays : On n'a eu d'autre objet que de faire manquer le marché d'après-demain. Le corps de Ville va y pourvoir ; mais chaque moment rend la vigilance plus nécessaire.

Je vous demande mille pardons de mon griffonage, Monsieur, mais je n'ai pas le tems de faire recopier ma lettre, ni même d'en garder de minutes. Il seroit bien nécessaire de tenir prêt l'arrêt du conseil qui tiendra lieu de Lettres-patentes ; car nous ne pouvons pas aller sans une loi publiée ; et il ne faut pas compter sur le Parlement qui a renvoie en stile très-intelligible les Lettres Patentes aux Commissaires (1).

J'aurai l'honneur de vous adresser encore par le courrier

(1) Les mots aux « commissaires » sont soulignés dans le texte.

de samedi quelques observations. Mais je vous demande en grace de nous adresser toujours l'arrêt, sauf à réformer ensuite par des arrêts interprétatifs, et quelque fois même par des décisions quand cela n'intéressera que la Ferme.

Je suis avec respect,

Monsieur,

Votre humble et très-obéissant serviteur.

(pas de signature).

c) *Joint à la lettre de M. Dupont au M^e Vergennes du 9 7^{bre} 1784.*

Les sieurs de Breitous et de La Serre négocians de Bayonne ont fait répandre il y a six mois à Paris par le sieur du Clerc un libellé contre le projet de franchise de Bayonne, libellé qui montre la plus grande ignorance de ce dont il était question.

Depuis que les lettres Patentes sont à l'enregistrement et quoiqu'on leur eut fait communiquer extrajudiciairement par le sieur du Clerc les principales dispositions de cette loi bienfaisante et entre autres celle qui emporte la confirmation de tous les privilèges dont leur ville a joui sous les deux derniers règnes, ils ont sous de faux exposés mendié cent huit signatures la plupart de petits marchands détailliers et au lieu de s'en servir pour appuyer auprès du Gouvernement des représentations qu'ils auraient cru nécessaires, il les ont mises au bas d'une lettre qu'on a répandue chez les principaux membres du Parlement de Bordeaux pour engager cette compagnie à suspendre l'enregistrement; et en effet elle l'a suspendu en renvoyant les Lettres Patentes aux commissaires.

Eux ou leurs agens ont ameuté les marchandes de poisson de Bayonne quoique les dispositions de la loi tendent à assurer aux pêches basques tous les avantages des pêches nationales et des pêches étrangères.

On croit qu'il serait assez convenable de leur ordonner de se rendre à Paris ou à Versailles sans leur faire aucun mal lorsqu'ils y seraient venus pour y recevoir seulement une leçon sur la manière dont les bons citoyens doivent se conduire lorsque le gouvernement s'occupe de leur faire du bien.

d) *A son Excellence Monsieur le Comte de Vergennes.*

Monsieur le Comte,

Depuis que je n'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence et de lui faire ma cour j'ai eu le malheur de perdre ma femme que j'aimais depuis vingt deux ans, et avec laquelle je vivais depuis dix-huit ans et demi dans la plus douce et la plus heureuse union. Ma douleur a été, elle est, elle sera toujours cruelle. Mais elle ne doit pas me faire manquer à mon devoir et j'y reviens avec le zèle que vous me connaissez.

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence copie de la lettre que m'écrit M. de Névillè et de celle qu'il m'adrese pour M. le controlleur général. Il a été trop pressé par le temps et par les mesures à prendre pour vous écrire directement.

Je demande à Monsieur le Controlleur général de lui envoyer par un courrier extraordinaire l'arrêt dont il a besoin.

Je pense que vous serez très scandalisé de la conduite de MM. de Breitous et de La Serre. Je l'ai été au point de jeter sur le papier le mémoire que Votre Excellence trouvera ci-joint. Je suis en général dans le principe qu'il faut être très réservé à donner des ordres arbitraires et mon sentiment est en cela d'accord avec la façon de penser de Votre Excellence. Mais je vois si peu de mal à donner une petite leçon à ces Messieurs dans une telle circonstance que je serais porté à le désirer. Mais je m'en rapporte entièrement à la prudence et à la bonté de Votre Excel-

lence qui peut toujours se fier de l'exécution à celles de M. de Névillc. Je ne sollicite point.

Peut-être aurai-je demain l'honneur de vous faire ma cour.

J'ai celui d'être avec la plus vive reconnaissance, le plus grand zèle et le plus profond respect,

Monsieur le Comte,

De votre Excellence,

Le très humble et très obéissant serviteur.

Paris, 9 septembre 1784.

DU PONT.

Je sollicite vivement aussi M. le Contrôleur général pour envoyer à L'Orient par le courrier de samedi l'arrêt qui conserve à la ferme générale le débit du tabac fabriqué. On y est dans le plus grand embarras pour un vaisseau de Dunkerque qui en apporte quarante-huit milliers.

cf. Joint à la lettre de M. Dupont au M^e Vergennes du 9 septembre 1784.

Décisions du 27 Août 1784 données par M. le Contrôleur général sur les demandes de M. de Névillc relativement à quelques dispositions des Lettres Patentes portant confirmation et interprétation des privilèges de Bayonne avec établissement d'un port franc.

Demandes

1^o Etendre jusqu'à Cambo la liberté de la navigation de la Nive qui par l'article 24 des Lettres Patentes du 4 juillet était bornée à La Ressore.

En marge : de la main de M. le Contrôleur général : approuvé et paraphé.

2^o En maintenant pour les bateaux qui ne servent point au commerce la disposition du même article qui interdit la navigation de cette rivière depuis le soleil couché jusqu'au soleil levé, la permettre aux bateaux et autres

bâtiments de commerce pendant la nuit à la charge de porter un fanal allumé et d'avoir un employé des fermes à bord.

En marge : approuvé et paraphé.

3^e Permettre aux employés des fermes d'avoir, pour la police, des bateaux qu'ils tiendront amarrés le jour et avec lesquels ils feront des rondes la nuit sur la Nive.

En marge : approuvé et paraphé.

4^e Permettre aux paroisses de la partie du pays de Labourd soumise à la police de frontière d'élire un dépositaire pour le tabac de leur approvisionnement lequel dépositaire sera soumis à toutes les règles auxquelles les abbés et jurats désignés pour dépositaires par les Lettres Patentes du 4 Juillet auraient été assujettis si le dépôt eut eu lieu dans leur maison.

En marge : approuvé et paraphé.

5^e Autoriser les déclarations que feront les armateurs de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz de leurs navires actuellement en mer pour la pêche, afin de leur assurer à leur retour les avantages de la pêche nationale.

En marge : approuvé et paraphé.

6^e Exempter les mêmes armateurs de la disposition relative au rouannage des barriques pour la pêche attendu qu'ils n'emploient point de barriques et apportent leur poisson en grenier; suppléer à cette formalité celle d'un procès-verbal fait lors du retour en présence des officiers municipaux par deux employés des fermes et énociatif de la qualité du poisson pêché comme étant de pêche nationale.

En marge : approuvé et paraphé.

7^e Autoriser la sortie pour Bayonne et le Labourd du bois de charpente, à bruler et du charbon et celle des matériaux de toute espèce à bâtir ainsi que toute espèce de comestibles non comprises dans les dispositions des articles 46, 47, et 50 des Lettres Patentes du 4 Juillet,

même lorsque l'exportation en serait défendue à la charge de payer les droits.

En marge : autorisé suivant l'esprit des Lettres patentes du 4 Juillet et paraphé.

f) *Deux projets de lettres.*

Il a été envoyé à M. le C^{leur} G^{al} la lettre de Mr Jacquemin.

à Versailles, le 10 7^{bre} 1784.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-jointe une lettre que je viens de recevoir d'un négociant de Bayonne. Il y expose la nécessité de réparer et d'améliorer le port de cette ville. Il en indique les moyens et se propose pour en diriger l'exécution. Je lui mande que le seul usagè que je puisse faire de sa lettre est de vous la communiquer.

J'ai l'honneur d'être avec un très pr. att. M. V. T. h. R.

J'ai reçu M. la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire. Je l'envoie à M. le Contr. Général. C'est à ce ministre à juger de l'utilité de vos vues et de la possibilité leur exécution.

Je suis très parf. M. votre affné serviteur.

g) *Lettres du Maréchal duc de Mouchy*

A Bordeaux ce 15 Septembre 1784

Je viens de faire, Monsieur le comte, une tournée de 220 lieues dans mon commandement. Je n'ai nul regret à la dépense ni à la fatigue excessive qu'elle m'a causé, parce je me flatte qu'elle a été utile.

L'on vous a rendu compte dans le temps de l'enregistrement des lettres patentes pour la liberté du commerce de Bayonne, que j'avais sollicité vivement, mais je n'ai pas été content de la faible réparation que le Parlement a fait à nos commissaires en permettant aux officiers de leur compagnie de les aller voir pour leurs affaires : ils ont bien de la bonté.

(Le reste de la lettre n'intéresse pas Bayonne).

A Arpajon, ce 22 Octobre 1784,

M. le M^{is} de Caupenne vous a rendu compte exactement et en détail, Monsieur le Comte, de la révolte de la partie du païs de Labourt qui ne jouit pas de la franchise. Je n'ai aucun ordre à donner étant hors de mon commandement. C'est à M. le C^{te} de Fumel en basse Guienne, et M. le Comte d'Esparbès, dans la haute, à recevoir vos ordres et ceux de M. le Mal de Ségur pour le remède à apporter à ce mal : Je pense que quoique leurs privilèges leur donne le droit de porter les armes, il faut profiter de cette occasion pour les désarmer, mais cela doit se faire en force et avec les plus grandes précautions car ils y tiennent beaucoup. Il faut surtout que les ordres du Roy soient préalablement bien déclarés et affichés car ils pensent et disent toujours de que tout ce qui se fait est contre les ordres du Roy ; et se révoltent en conséquence de ce raisonnement.

Rendez justice à l'inviolable attachement que je vous ai voué, et avec lequel j'ai l'honneur d'être Monsieur le Comte, votre humble et très obéissant serviteur.

N. M^{aal} D. de Mouchy

Edmond M. LÉVY.



PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du lundi 6 janvier 1919

PRÉSIDENCE DE M. LE COMMANDANT DE MARIEN, VICE-PRÉSIDENT

Assistaient à la séance :

MM. Grimard, vice-président, Capitaine Duhourcau, Commandant Goaland, Antonin Personnaz, Joachim Labrousche, Fourcade, Dours, Formey de Saint-Louvent, Casedevant, A. Gommès, Colas, Le Roy, Georges, Godinet, Le Beuf, Salane, Commandant baron Portalis, Anatol, Mademoiselle Roquebert, Mademoiselle Lebas, Pierre Roquebert, Paul Labrousche, Lieutenant-Colonel Duvot, Beguet, Commandant de Cazes.

Excusés : MM. Georges Bergès, Docteur Voulgre.

Le Président ouvre la séance en adressant ses meilleurs souhaits à notre société. Elle entre dans sa 46^e année d'existence et a vu l'an passé le nombre de ses membres augmenter sensiblement.

Il offre également ses meilleurs vœux à ses confrères; à l'honorable Monsieur Le Beuf, seul membre présent à la séance, ayant collaboré à la formation de la Société en 1873 et exprime le désir de voir s'ouvrir avec l'année de la PAIX VICTORIEUSE, une ère de prospérité et de travail fécond pour notre association.

Les pouvoirs du Bureau sont prorogés; le vote pour son renouvellement n'aura lieu qu'après la paix, lorsque les démobilisés seront rentrés.

Vote à mains levées, unanimité.

Le Président fait connaître comme suite à la lettre de notre confrère M. le Docteur Dutournier au sujet des « souvenirs de la grande guerre à Bayonne », qu'il a écrit à M. le Maire de Bayonne, et lui a adressé copie de la lettre du Dr Dutournier, et que sur le rapport de M. Garat, le conseil Municipal a voté un crédit de 2000 francs pour les frais de constitution d'un dossier et d'un album de la guerre, conformément à la lettre circulaire adressée par M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts aux Présidents des sociétés savantes à la date du 3 Mai 1915, et dont le texte a été donné dans le Bulletin de la Société pour l'année 1915, page 9.

Publication reçues :

Boletín de la Comisión de Monumentos históricos y artísticos de Navarra - 4^e Trimestre de 1918 - número 36.

Estado actual de los estudios relativos a la lengua Vasca, por Julio de Urquijo e Ibarra. Bilbao. Elexpuru hermanos 1918.

Correspondance — Le cercle anglais « Anglo French Society » ayant demandé l'envoi du bulletin, il est décidé que le service sera fait gratuitement pendant une année.

DÉMISSION — M. Maurice Martin ayant définitivement quitté Bayonne pour se fixer à Bordeaux, donne sa démission de membre de la Société.

Questions diverses — Le Président signale que M. l'abbé Etcheber notre confrère, vient d'être nommé chanoine à la promotion de la Victoire. La Société se réjouit de cette distinction si bien méritée et adresse ses félicitations à M. le chanoine Etcheber. Il reçoit la récompense ecclésiastique de sa belle conduite au cours de la grande guerre, de son courage et de son dévouement, qui lui ont déjà valu la croix de guerre et la croix de la Légion d'honneur.

CONFÉRENCE — Depuis la dernière séance, la Société a donné son patronage à deux conférences qui ont eu beaucoup de succès :

La première a été faite par M. le capitaine Duhourcau, au profit de l'Association des Médailleurs Militaires sur « Les soldats héroïques des Régiments Bayonnais », au Théâtre de Bayonne, devant une nombreuse et brillante assistance.

M. le capitaine Duhourcau remercie la Société des S. L. A. B. d'avoir pris cette conférence sous ses auspices et lui demande de vouloir bien apporter son concours pécuniaire à l'Association des Médailleurs Militaires.

Sur la proposition du Président, la Société vote un crédit de 50 francs en faveur de cette œuvre.

La seconde conférence a été donnée par M. Georges Bonnamour, publiciste, délégué de la société de la rive-gauche du Rhin, dans les salons de la Chambre de Commerce de Bayonne, sous les auspices de cette Compagnie, sur l'initiative de la Commission Pyrénéenne de l'œuvre de Guerre, et de la Société des sciences Lettres et Arts de Bayonne, devant un public nombreux et choisi.

Le conférencier, qui possède admirablement son sujet, l'a traité avec une grande science historique, une éloquence persuasive servie par une parole claire et élégante. Il a montré que le Rhin est le fossé naturel de la Gaule, de la France, que sans ce fossé, notre pays n'aura pas une paix solide, mais seulement une trêve

plus ou moins longue. Il ne faut pas renouveler la faute qui nous empêcha de fortifier Nancy. L'avenir de la France sera ce que le fera la paix de 1919.

Le Commandant de Marien fait hommage à la bibliothèque de la Société du Tome XIV des mémoires de la société archéologique du Midi de la France, contenant page 453 la description et quatre dessins d'un coffret du XV^e siècle de la collection Delorme, dont il est l'auteur.

Ce coffret découvert par M. Delorme dans la cour d'un vieil hôtel de Toulouse, où il servait modestement d'auge pour la pâtée des poulets de la concierge, est intéressant par les costumes des personnages représentés dans six panneaux. Ces costumes ont permis de fixer la date de sa fabrication sous le règne de Louis XI, à la fin du XV^e siècle.

Le Commandant de Marien fait remarquer l'intérêt qu'il y a à conserver, à signaler tous les vestiges du passé, dont peuvent avoir connaissance les sociétaires.

Le même volume renferme un livre consulaire d'Albi, par le baron de Rivière, de la Société archéologique de Toulouse.

C'est le baron de Rivière qui a sauvé de l'oubli les très beaux sceaux découverts jadis dans l'autel de l'église Saint-Barthélémy de Paludar, retrouvés par M. Emmanuel Labat, reconstitués et dessinés en partie par le Commandant de Marien et qui seront publiés dans la 2^e tome du chanoine Veillet par MM. les chanoines Dubarrat et Daranatz.

Le Président donne lecture d'un entrefilet de l'« Echo de Paris », du 30 septembre 1918, annonçant que la Société des Toulousains de Toulouse a décidé de faire auprès des pouvoirs publics les démarches nécessaires pour que le Musée de Vienne (Autriche), restitue à Toulouse le fameux camée antique de la basilique Saint-Sernin, disparu à la Renaissance et qui fait aujourd'hui l'orgueil du musée de Vienne.

En 1889, (voir Bull. de la société archéologique du Midi de la France série in-8, n^o 3, page 31), le docteur Kermer, directeur du Musée-Impérial de Vienne, a eu l'inconscience d'offrir à la société archéologique du Midi un moulage de ce joyau si cher aux Toulousains du Moyen-Age et si regretté (1) depuis trois siècles. C'est le plus beau camée de l'antiquité par ses dimensions (0,22 sur 0,29) le nombre de ses personnages (20), le style et la finesse de son exécution. Il représente le triomphe du jeune Tibère devant Auguste et date des premières années de l'ère chrétienne.

(1) Je remplace « pleuré par eux » parce que les Toulousains du Moyen Age ne pouvaient plus pleurer au 17^e siècle.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. Joachim Labrousche, Grimard, A. Gommès, Colas, il est décidé que le Président écrira à la Société des Toulousains de Toulouse pour s'informer de ce qui a été fait par elle et joindre notre pétition à la sienne, en se basant sur le droit du vainqueur.

Nota — Dans le numéro de « l'Illustration » du 11 Janvier 1919 page 37, M. Auguste Marguillier, sous le titre « Œuvres d'art qui doivent nous revenir » cite également le grand camée de Toulouse.

L'attention des pouvoirs publics est donc nettement attirée sur la nécessité de la restitution de ce magnifique objet d'art, qui intéresse tous les Méridionaux.

Le Bureau de la Société ne perdra pas de vue cette question.

Présentation d'un nouveau membre. M. Victor Sillyé, présenté par M. le Docteur Bjorkegren et le capitaine Duhourcau. L'élection aura lieu à la prochaine réunion.

ELECTIONS.— M. Maisonnave, Directeur honoraire des Douanes, présenté par M. le Commandant de Marien et M. Pierre Roquebert,

M. B. de Vergès, présenté par M. le Commandant Bois-Viel et M. le capitaine Duhourcau,

sont élus à l'unanimité des membres présents.

M. le capitaine Duhourcau fait ensuite une communication sur BAYONNE.

Il nous promène agréablement dans notre chère ville, en compagnie d'un camarade, né et élevé à Bayonne, que sa carrière en a tenu éloigné depuis de longues années et que les hasards de la grande guerre y ont ramené dernièrement.

Le camarade, amoureux passionné et délicat de Bayonne, de ses sites pittoresques, de ses aspects vétustes, de ses monuments anciens, de sa vie journalière et animée, évoque les poétiques images disparues : Porte de France, Tour barlongue, Allées-Marines etc... constate des modernisations excessives...

Il nous inspire de vifs regrets en nous rappelant ce que Bayonne a perdu de sa séduisante originalité, de sa puissante couleur locale. Il nous console, en nous parlant des beautés qui demeurent.

Après une discussion à laquelle prennent part un grand nombre de membres, M. Paul Labrousche propose la nomination d'une Commission de trois membres chargée de prévenir les dévastations ultérieures.

Cette motion n'est pas adoptée.

Le Président remercie M. le capitaine Duhourcau de sa communication d'un intérêt toujours actuel, sur le vieux Bayonne disparu. Avec lui nous regrettons la perte de ces témoins des temps anciens

que son ami pleure. Nous en sommes doublement responsables et comme citoyens de Bayonne et comme membres de la société des S. L. A. B., chargée de veiller pieusement à la conservation des restes du passé qui caractérisent notre ville.

La séance prend fin à 18 heures 40.

Assemblée générale du lundi 3 février 1919.

PRÉSIDENCE DE M. LE COMMANDANT DE MARIEN VICE-PRÉSIDENT

Assistent à la séance :

MM. Grimard, vice-président, Capitaine Duhourcau, Salane, Président Destandau, Dours, Godinet, J. Labrousche, P. Labrousche, Commandant Portalis, Bergès.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance, approuvé.

M. Paul Labrousche demande que la pagination du Bulletin de la Société soit continuée annuellement pour la facilité des recherches lorsque la collection est reliée par années.

Le Bureau fera le nécessaire.

Le Président donne la parole au Secrétaire et ensuite au Trésorier qui présentent leur rapport annuel. Il en résulte que la situation de la Société est satisfaisante : la dette vis-à-vis de l'imprimeur a été-éteinte; elle a donné des séances de conférences réussies et a publié des travaux intéressants et importants dans son bulletin.

Rapport du Secrétaire Général.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous rendre compte de la situation de notre Société à la fin de l'exercice 1918.

Situation Générale. Nous avons à déplorer le décès de 4 sociétaires : MM. Serval et Raphael Fagalde, Mesdames Gabriel Personnaz et Pouzac. Il y a en outre, deux démissionnaires.

En regard, nous avons admis parmi nous 46 membres nouveaux. Il y a, en outre, un abonnement d'une société américaine.

L'exercice 1918 se termine à ce jour par un gain de 40 sociétaires et d'un abonné. La Société comprend aujourd'hui 212 membres et 7 abonnés. Le Bureau qui s'était imposé de finir l'année 1918 avec 200 membres a dépassé son but et vise maintenant 250 qu'il est possible d'atteindre, Messieurs, avec votre dévoué concours.

Réunions publiques, réunions mensuelles, bulletins. La Société a manifesté son activité extérieure par les trois conférences publiques données au Théâtre par M. Ybarnégaray et par M. Duhourcau, dans notre salle de réunion par M. de Marande. Ces séances

très réussies ont prouvé l'amitié que nous portons aux intérêts de la nation et de ses soldats: et la dernière témoigne qu'il existe, entre les deux sociétés d'études de notre ville, un esprit d'entente, sinon de fusion.

Le Bureau a été heureux d'obtenir de M. G. Hérelle une série de conférences privées sur le *Théâtre basque*, qui a rehaussé l'intérêt de nos réunions mensuelles. Pour cette année il a prié M. A. Grimard de vouloir bien nous communiquer, en une suite de causeries, ses très intéressants et judicieux aperçus sur les armoiries véritables de Bayonne.

Enfin, notre président vous entretiendra d'un projet important sur l'histoire de Bayonne et du pays du Labourd qu'il me paraît digne de notre société de réaliser, concurremment avec les études fragmentaires sur la région et sur l'héroïsme de ses enfants pendant la Guerre.

En ce qui concerne l'impression du bulletin, le Bureau a pris l'initiative de séparer la parité *procès-verbaux* et *liste des sociétaires* de la partie comportant les études. Il détache ainsi la secondaire du principal et assure quelque économie.

Situation financière. — Notre très dévoué trésorier vous rendra compte de l'état de notre caisse.

Le Bureau a atteint son but: nous abandonnons l'année 1919 nets de tout passif. Les recettes de l'année qui seront belles, vu le nombre de nos membres, ne serviront plus qu'à régler les dettes de l'année ou à capitaliser. Nos recettes de 1918 ont servi à payer le bulletin de 1918 et à éteindre tout le passif qui restait de l'année 1917: fin de la créance Lamaignère-Yturbide, solde du dernier bulletin de 1917. Aussi pouvons-nous vous déclarer avec satisfaction que, si notre caisse est vide, notre situation financière est excellente. Chaque sociétaire pour les améliorer, n'a qu'à recruter des membres nouveaux, ce qui n'est pas du tout compliqué, quand on le veut bien.

Il me reste, Messieurs, à vous remercier tous de la cordiale estime que vous m'avez accordée pendant ces deux années, où j'aurai eu eu l'honneur d'occuper votre secrétariat.

Le Secrétaire

Fr. DUHOURCAU.

Rapport du Trésorier.

Messieurs.

Voici la récapitulation des recettes et dépenses de l'exercice 1918 :

au 4 février 1918 il restait en caisse.....	287
Produit des cotisations.....	2,085
Vente du bulletin.....	12 50
Remboursement par la Société des Etudes régionales de moitié des frais de la conférence de Marande.....	11
Total des Recettes.....	2,395 50
Les Dépenses, dont je vous donnerai le détail, se sont élevées à.....	2,275
Solde en caisse à ce jour.....	120

Je dois vous dire que sur cette somme il reste à payer le brochage des Bulletins, 4^e trimestre 1917 et de 1918, remis un peu tardivement au relieur pour être portés en compte; et l'abonnement à l'Union des Sociétés du Sud-Ouest pour 1918, dont la quittance ne nous a pas été présentée.

Il vous semblera, sans doute, qu'un meilleur résultat eut pu être obtenu. Je partage cette opinion.

Mais l'horrible guerre, momentanément arrêtée dans ses effets meurtriers, a déjoué tous les calculs. Malgré nos efforts, nous n'avons pu empêcher l'inéluctable destin de s'accomplir.

1^o. — En effet, avec votre assentiment, les observations météorologiques ont été continuées sans la subvention municipale annuelle qui nous fut supprimée depuis l'année 1915, soit une perte de..... 1,600

2^o. — En la même année, les cotisations ne furent pas encaissées; ce qui permit à notre commission de l'Œuvre de Guerre de recueillir parmi nos Sociétaires les fonds indispensables à sa propagande anti-boche.

Or, le nombre des membres au 31 Décembre 1915 était de 144, d'où un déficit d'environ..... 1,440

3^o. — Parmi nos collègues mobilisés, 13 n'ont point répondu à notre appel, soit en moins..... 130

A Reporter..... 3,170

Report..... 3.170

4^e. — Enfin, en Mars dernier, nous avons eu la satisfaction bien légitime de liquider la créance de l'ancien imprimeur par un versement de..... 300

A ce propos permettez-moi de rappeler, que lorsqu'en Mars 1900, j'eus l'honneur d'être nommé trésorier, il était dû au susdit imprimeur la coquette somme de 3237 fr., et la Caisse...était vide ! J'y déposai ma cotisation pour faire face aux premiers besoins.

Depuis lors, chaque fois qu'il était possible, on remettait un à compte à ce créancier.

Je reviens à mes moutons.

Le Total des moins-values ci-dessus s'élève à..... 3.470
qui pourraient garnir à ce moment notre portefeuille.

C'est, vous le reconnaîtrez, un assez joli denier en moins.

A ces chiffres il conviendrait d'ajouter les secours distribués à diverses œuvres d'assistance, durant les hostilités et après l'armistice; l'augmentation colossale des papiers, main-d'œuvre, impôts, etc... causée par 4 années de terribles alternatives d'espoir et de déceptions, de bonheur et de souffrances supportées par tous avec une résignation héroïque.

Je n'ai point fait état de la conférence Ybarnégaray, donnée sous les auspices de la Société, attendu qu'en cette circonstance, mon rôle s'est borné à recevoir de M. le Directeur du Théâtre la Recette nette de la soirée, et à la verser en mains de M. le Secrétaire de notre Compagnie qui a remis lui même à l'Œuvre du billet de Logement tous les fonds recueillis.

Je passe au détail des dépenses aussi rapidement que possible.

Voilà pour le passé.

L'Idéal de notre Bureau serait d'équilibrer les frais engagés, par les recettes de chaque exercice. Mais, encore une fois, il n'a pu en être ainsi, pour les motifs exposé précédemment.

Avant de conclure, Messieurs, laissez moi vous offrir mes sincères remerciements pour la bienveillante et très courtoise attention que vous avez daigné prêter à votre humble et dévoué serviteur, et en raison surtout de l'aridité du sujet traité.

Si vous estimez qu'il y ait des responsabilités à rechercher dans la gestion de nos finances, j'en accepte ma part sans sourciller, et suis à votre entière disposition pour vous fournir toutes explications utiles.

Je me garderai cependant de quémander un satisfecit quelconque pour le temps et le dévouement que j'ai volontairement consacrés à notre chère Société.

J'ai fini.

Le Trésorier, H. SALANE.

Le Président donne la Parole à M. Paul Labrousche, Président de la Commission Pyrénéenne de l'Œuvre de Guerre, pour la lecture du rapport sommaire sur les travaux de cette Commission, filiale de la Société des Sciences, Lettres et Arts depuis l'Assemblée générale du 10 Février 1915.

A la suite de cette lecture, et à la majorité des voix de l'Assemblée générale, le lien qui unissait les deux sociétés cesse d'exister et chacune d'elles reprend son indépendance.

M. le Président Destandau donne ensuite lecture du rapport de la sous-commission d'« Assistance aux pays envahis: Billet de logement du soldat sans famille » œuvre dirigée par lui et MM. Dours et Larrieu.

Le Président félicite et remercie cette sous-commission des résultats obtenus grâce au dévouement, à l'activité et au désintéressement de ses membres.

Vote: M. Victor Sillyé, présenté par M. le Docteur Bjørkegren et le capitaine Duhourcau à la dernière séance, est élu membre de la Société.

Présentation de M. Paul Lalanne par MM. Bergès et Grimard. Le vote aura lieu à la prochaine séance.

QUESTIONS DIVERSES.— Le Président a adressé des félicitations à M. Emmanuel Molinié, chef de bataillon dans un état-major à Aix-la-Chapelle et à M. Maurice Labrousche, capitaine de cavalerie, nommés chevaliers de la Légion d'Honneur pour leurs excellents services au cours de la guerre. Tous deux ont répondu par d'amicaux remerciements.

La Société a fait récemment une perte sensible en la personne de Mademoiselle Marie Pouzac, sœur d'un ancien maire de Bayonne, qui dirigeait avec une haute intelligence une importante maison de commerce de notre ville, et présidait avec un inlassable dévouement l'Œuvre de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul. Grande femme de bien, elle emporte les vifs regrets de tous ceux qui l'ont connue.

Le Président présente un volume intitulé *Notions élémentaires d'histoire girondine, des origines à 1789* par MM. Brutails et Courtault, qui lui a été confiée par M. le capitaine Duhourcau.

C'est une œuvre de vulgarisation, copieusement illustrée de dessins bien choisis et artistiquement exécutés, destinée à être mise aux mains des enfants des écoles, pour leur faire connaître sommairement l'histoire de ceux qui les précédèrent sur le sol qu'ils habitent.

Le capitaine Duhourcau demande qu'une œuvre analogue soit mise à l'étude pour notre cher pays basque.

Cette question est renvoyée à la prochaine séance.

CONFÉRENCE DE M. DE MARANDE. — Les Bureaux des Sociétés des Lettres, Sciences et Arts et d'Etudes régionales, après avoir pris connaissance de la conférence de M. de Marande sur trois journées à Saint-Quentin de Guillaume de Hohenzollern : Scènes vécues de l'occupation allemande; le Kaiser a-t-il voulu la guerre? ont organisé son audition dans la salle des adjudications de la Mairie de Bayonne le Jeudi 30 Janvier à 17 heures.

La Société des Sciences, Lettres et Arts étant la plus ancienne, et la plus nombreuse, a assumé la présidence en la personne du Commandant de Marien : M. Pierre Yturbide, président de la société d'Etudes régionales, siégeait à côté du conférencier.

M. de Marande, devant une assistance d'environ 200 personnes, a développé sa causerie en artiste consommé, dans une langue claire et élégante, avec des dialogues pleins de vie, des détails pittoresques, tenant sous le charme son auditoire attentif.

Le « Courrier de Bayonne » du 31 Janvier a donné le compte-rendu aussi fidèle qu'il est possible en l'abrégéant beaucoup, de cette conférence de réelle valeur historique.

Le Président demande pour le Bureau l'autorisation de convoquer, dans le courant de l'année, une assemblée générale, afin de procéder à l'élection du bureau et d'apporter des modifications aux statuts (articles 10 et 14).

Adopté à l'unanimité.

COMMUNICATION. — M. le capitaine Duhourceau donne lecture de quelques pages de poésies de guerre du lieutenant Maurice Boungniol, parues dans son volume « Sans gestes ».

Ces vers, d'une fin lettré, d'un véritable poète, enlevé à la fleur de l'âge dans la tourmente de la grande guerre, offrent des impressions très vives et très vraies, des scènes de la vie journalière dans les tranchées et au combat, d'un des régiments formés à Bayonne, le vaillant 249^e d'Infanterie.

La séance est levée à 18 heures 15.

Séance du 3 Mars 1919

PRÉSIDENCE DU COMMANDANT DE MARIEN. VICE-PRÉSIDENT.

Etaient présents : MM. le Président Destandau, lieutenant-colonel Duvot, Sillyé, de Saint-Louvent, Georges, Fossat, Joachim Labrousche, Ch. Lagrolet, Delmas, Paul Labrousche, Salane, Grimard,

Excusés : MM. le capitaine Duhourceau, Pierre Roquebert, Docteur Voulgre, colonel Roustan.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance: adopté.

CORRESPONDANCE. — Le Président a écrit à M. le capitaine Duhourcau pour le féliciter, au nom de la Société, à l'occasion de sa nomination d'officier de la Légion d'Honneur, qui a si dignement récompensé ses glorieux services.

M. le capitaine Duhourcau a répondu au Président qu'il était très touché de ces amicales félicitations et remerciait cordialement les sociétaires de leurs aimables compliments.

M. Rozès de Brousse, Président des Toulousains de Toulouse, a remercié chaleureusement la Société des S. L. A. B. de l'appui que cette dernière a offert de prêter pour la revendication du grand camp de Saint-Sernin, qui se trouve à Vienne (Autriche).

Le Président fait remarquer à ce sujet que les Italiens semblent avoir adopté au sujet les manuscrits, tableaux, et statues portées d'Italie en Autriche par voie de conquête, un mode opératoire rapide de restitution, qui pourrait nous servir de modèle.

L'anglo French Society, scala House, Tottenham Street, W I, Londres, remercie la Société pour le service du Bulletin.

En ce qui concerne la mise à l'étude et la réalisation pour notre contrée d'un volume analogue à celui présenté à la dernière séance et intitulé « Notions élémentaires d'histoire Girondine, » par MM. Brutails et Courteault, après discussion, il est décidé de surseoir, en raison de la dépense assez élevée à engager.

M. Paul Labrousse donne lecture de quelques pages des « Mémoires de Montluc », attaque par les Espagnols de Saint-Jean-de-Luz en 1523. Topographie du XVI^e siècle.

QUESTIONS DIVERSES. — Le Président donne lecture d'une lettre de M. le capitaine Duhourcau, qui n'a pu assister à la séance, au sujet du monument à élever aux morts de la Guerre à Bayonne: la municipalité semble prévoir son édification au bord des Allées-Paulmy. Il estime que l'on pourrait faire mieux en élevant au bout du Pont-St-Esprit, sur la Place du Réduit, aujourd'hui si nue, une sorte de « Porte de la Victoire », un arc-de-triomphe rappelant si l'on veut l'ancienne porte de France de Vauban, regrettée de tous, avec la reconstitution, au revers, de l'ancienne porte intérieure du Réduit au Moyen Age.

Après une discussion à laquelle prennent part de nombreux membres, la Société s'associe à l'idée d'élever un monument à la mémoire des morts de la grande Guerre.

Elle fait toutes réserves sur le genre de construction, qui dépendra de l'importance des ressources réunies; mais d'ores et déjà rejette à l'unanimité le choix de l'emplacement proposé.

ÉLECTIONS. — M. Paul Lalanne, présenté par MM. Bergès et Grimard, est élu membre de la Société.

La séance est levée à 18 heures 10.

Séance du lundi 7 Avril 1919

PRÉSIDENCE DE M. GARAT, MAIRE DE BAYONNE, PRÉSIDENT
D'HONNEUR DE LA SOCIÉTÉ S. L. A. B.

Etaient présents :

Mlle Roquebert, Madame Personnaz, MM. Le Barillier, Commandant de Marien, Capitaine Duhourcau, P. Roquebert, R. Poydenot, Casedevant, J. Fourcade, J. Labrousse, Foltzer, Chanoine Daranatz, Chanoine Etcheber, Le Beuf, Commandant de Cazes, Godinet, A. Personnaz, Lastrade, Fossat, de Castelnau, Abbé Lamblin, Docteur Heulz, Lacombe, Fort, L. Dours, Commandant Portalis, Delmas, Colas, Jean Latsague, Bergès, Président Destandau, Paul Lalanne, A. Larrieu, Nogaret, Formey de Saint-Louvent, Sillyé, de Véquy.

La lecture du procès-verbal de la dernière séance est renvoyée à la prochaine réunion, ainsi que l'élection d'un membre nouveau.

Séance du lundi 5 Mai 1919

PRÉSIDENCE DU COMMANDANT DE MARIEN, VICE-PRÉSIDENT.

Etaient présents : Mademoiselle Roquebert, Madame Antoine Personnaz, MM. Grimard, Salane, Capitaine F. Duhourcau, Dours, Fort, Le Barillier, Georges Bergès, Anatol, Larribière, Lalanne, Pierre Louis, Président Destandau, Ch. Lacroix, Paul Labrousse, A. Personnaz, de Saint-Louvent, Lieutenant-colonel Duvot,

Excusés : M. Léon Fossat, Jean de Jaurgain, Le Beuf,

Lecture des Procès-verbaux des deux dernières séances et de la Commission des Armoiries. Adoptés.

PUBLICATIONS REÇUES. — Bulletins n° 4 et 5 — 1918 — de la Société Bayonnaise d'Etudes Régionales.

Era Bouts dera Mountanho, année 1916, Bagnères-de-Luchon.

Rapport du Préfet et Procès-verbaux du Conseil Général des Basses-Pyrénées en 1918. 2 volumes.

Bulletin Philologique et Historique du Ministère de l'Instruction Publique année 1917.

On voit page 44, une note sur Raymond de Montaigne, évêque de Bayonne, au sujet de procès, et mission du Marquis de Boufflers en Béarn en 1685.

CORRESPONDANCE. — Le Président donne lecture d'une lettre d'un de nos présidents d'honneur, M. Julien Vinson qui désirerait voir réimprimer en fac-simile le mince volume des poésies sur Saint-Léon de M. Feuga, imprimé à Bordeaux en 1648, aux frais de la ville de Bayonne. Notre bibliothèque municipale possède le seul exemplaire connu de ce précieux ouvrage, fort intéressant pour l'histoire locale.

M. Vinson annonce qu'un de ses amis prépare une nouvelle édition des « Fables causides » de 1776, qu'il a appelé le chef-d'œuvre de la typographie Bayonnaise.

Enfin il nous annonce l'envoi, dans le courant de l'été, de ses travaux sur la langue basque, résumé du résultat de cinquante années d'études.

La société est heureuse de constater l'activité d'un de ses membres fondateurs.

DÉCÈS. — M. Louis Forel, chef de gare de Bayonne, est décédé dernièrement, tout jeune encore. La société a exprimé à Madame Forel tous ses regrets de la mort si imprévue de son mari qui s'était fait apprécier par l'aménité de son caractère et sa grande bienveillance.

ELECTION. — Est élue à l'unanimité Madame Ader, 1 rue Thiers, présentée par M. Joseph Sarrade et le capitaine Duhourcau.

Il sera statué sur quatre présentations, MM. Maurice Personnaz, Louis Roquebert, Henri Labaste, et l'abbé Rouquette, à la prochaine séance.

COMMUNICATIONS. — 1. M. le capitaine Duhourcau commente à propos de la devise *Nunquam polluta*, un texte de 1625, une supplique des échevins de Bayonne au Cardinal de Richelieu. Cette pièce montre que nos échevins estimaient que c'était la fleur de lis que les rois de France avaient honorée du titre d'impollue et vient confirmer les études de M. Grimard sur « les Armoiries de Bayonne ».

Cette note paraîtra dans le Bulletin à la suite du travail de M. Grimard.

2. « Nos vieux noms de rues »

Après lecture d'une Note de M. Salane sur les dénominations des rues de Bayonne et une courte discussion, on passe à l'ordre du jour.

3. M. Salane donne lecture : a) d'une lettre qu'il adresse au président, relative à un article du Bulletin de la Société, année 1911

p. p. 118 et 119, sur la « décoration du blocus de Bayonne de 1814 » de M. Juncar; b) du numéro 350, du Jeudi 19 septembre 1816, des « Affiches, Annonces et Avis divers de Bayonne, » contenant une ordonnance du roi, en date du 29 Août 1816, accordant aux Gardes Nationales du Département des Basses-Pyrénées la décoration du Lys, avec liseré marron, et la lettre d'envoi du Préfet des Basses-Pyrénées, M. d'Argout, en date du 12 septembre 1816, à MM. les Sous-Préfets et Maires du Département, relative à cette ordonnance.

Ces documents aimablement mis à sa disposition par notre confrère M. Charles Lagrolet, sont inédits, recherchés depuis longtemps et fixent définitivement un point controversé d'histoire locale.

Ils paraîtront dans le Bulletin, à la suite du travail sur « le blocus de Bayonne en 1814 » de notre regretté collègue M. Juncar.

La séance est levée à 19 heures 10.

Séance du lundi 2 Juin 1919.

PRÉSIDENCE DU COMMANDANT DE MARIEN, VICE-PRÉSIDENT.

Présents : Madame Antonin Personnaz, Mlle Roquebert.

MM. Grimard, Salane, Dours, de St-Louvent, R. Poydenot, Fourcade, P. Louis, Antonin Personnaz, Godinet, J. Labrousche, Lt-Colonel de Castelnau, Georges, Lt-Colonel Duvot, Com^t Portalis, P. d'Arcangues, Alexandre Diesse, P. Roquebert, Chanoine Etcheber, Colas, Gentinne, Président Destandau, P. Labrousche, Ch. Lagrolet, Larribière, Command^t de Cazes, Sillyé, Eugène Lagrolet, Docteur Heulz.

Excusé, capitaine Duhourcau.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance, adopté.

PUBLICATIONS REÇUES. — Annales de la Faculté des Lettres d'Aix, 8 fascicules 1912-1916.

Tome VI — 1912. *Siège de Marseille 1521* par Bourdly.

Aquae Sextiae par Michel Clerc. Belle étude antique, accompagnée de magnifiques planches.

Tome VII — 1913. *L'Atlantide* par Paul Gaffarel.

Etude très fouillée. La dernière partie, *Ibères et Allanles* intéresse particulièrement les basquistes.

Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques année 1918 1^{re} livraison.

P.19.— *Insignes épiscopaux de la cathédrale de Sens du XIII^e siècle.*

Bulletin de la Société archéologique du Gers, XIX^e année 1918.

Indication des sources pour l'étude de l'Aquitaine et du midi de la France p. 185.

Boletín de la Comisión de Monumentos Historicos y artísticos de Navarra. Año 1919. Tomo X, nº 37.

Photographies de 2 stèles funéraires basques du musée archéologique de Navarre.

Page 72. — Le chant d'*Allabiscar*. Étude par José Mantérola.

Revue de géographie Commerciale 11^e année 1918.

Bulletin de l'Union Historique et archéologique du Sud-Ouest, 11^e année - 1 et 2 - 1919.

Page 17. — Chanoine Bascoul. Notes sur les Pavée de Vieilleville Etienne Joseph. Evêque de Bayonne

CORRESPONDANCE. — M. Julien Vinson.

M. Paul Labronche propose une visite de l'enceinte Wisigothique avec le concours éclairé de M. le comte de Beaumont. Adopté.

ELECTIONS. — Sont élus membres de la Société :

M. Maurice Personnaz, présenté par M. Antonin Personnaz et le Commandant de Marien;

M. Louis Roquebert, présenté par MM. Pierre Roquebert et le Commandant de Marien;

M. Henri Labastie fils, présenté par MM. Henri Labastie père et le capitaine Duhoureau.

M. l'abbé Rouquette, présenté par MM. Grimard et le chanoine Daranat.

COMMUNICATIONS. — M. Paul Labronche développe le sujet suivant : « Bayonne la Non Pollue, n'a jamais été prise par l'ennemi »

Il affirme avec Balasque et de Jaurgain que si l'on examine l'histoire de Bayonne, l'ennemi n'a jamais pris la ville.

Il ne remontera pas à Alaric II, qui probablement a créé son enceinte fortifiée, encore partiellement existante.

Il saute la période antique, pour arriver au Moyen-Age et au premier prétendu siège d'Alphonse le Batailleur. Alphonse arrive à Bayonne à la suite de différends féodaux; on lui ouvre les portes de la ville : il s'y installe.

En 1177, nouvelles querelles féodales. Richard-Cœur-de-Lion entre à Bayonne après dix jours de siège. C'est une « saisie féodale ».

En 1205, Alphonse de Castille tâte Bayonne, mais ne la prend pas.

En 1254, quelques ennemis gascons entrent en ville, mais ne la prennent pas.

En 1295, il y a lutte des marins basques contre les marins normands; de tous côtés guerre maritime. Le roi de France s'émue. Un traité secret intervient entre Philippe Le Bel et Edouard 1^{er}.

Des villes sont cédées. Le 31 Décembre, la flotte anglaise se présente devant Bayonne et entre le 1^{er} Janvier dans la place. Pas de siège. Le château se rend huit jours après.

En juin 1374, le roi de Castille assiège Bayonne avec 20.000 hommes et 200 bateaux sur l'Adour, mais les Espagnols sont repoussés avec de fortes pertes.

Le 21 Août 1451 voit la fin de l'occupation anglaise.

Le roi de France, par décision de la Chambre des Pairs, confisque la Guyenne et la Gascogne. Dunois, le comte de Foix et le sire d'Albret assiègent et prennent la ville.

Ceux qui diront que c'est une prise ne sont pas français.

Depuis lors, Bayonne ne fut jamais occupée par l'ennemi.

M. Colas discute la thèse de M. Paul Labrousse et la conteste.

Divers membres présentent des observations.

Le président remercie M. Paul Labrousse de son étude, qui représente un travail considérable, mais il est obligé de constater que la théorie séduisante développée, n'est qu'une théorie.

M. Louis Dours donne lecture de la traduction en vers français d'un petit poème gascon, dû à la plume de Monsignor Gassiat qui fut vicaire de Saint-Esprit vers 1850, explication fantaisiste de la devise « Nunquam Polluta ». Il fait ensuite l'analyse de l'œuvre complète de ce poète gascon, un peu rabelaisien, mais si fin, si délicat, si spirituel qu'il importe de ne pas le laisser dans l'oubli : et après avoir donné la traduction de deux charmantes pièces du même auteur, il termine sa communication en lisant l'épithèque — Véritable cri de foi d'un chrétien — que le poète composa lui-même pour sa tombe qu'on peut voir dans le cimetière du village d'Estibeaux où repose Monsignor Gassiat.

Le président remercie M. Louis Dours de sa charmante communication, qui a apporté une note locale et très plaisante après un débat un peu sévère.

La suite de la communication de M. Dours est renvoyée à la prochaine réunion.

La séance est levée à 18 heures 50.

Le Vice-Président,
COMMANDANT DE MARIEN.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

de la Commission des Armoiries de la Ville de Bayonne

Séance du lundi 7 Avril 1919.

PRÉSIDENCE DE M. GARAT, MAIRE DE BAYONNE, PRÉSIDENT D'HONNEUR DE LA SOCIÉTÉ S. L. A. B.

Etaient présents les membres de la Société venus à l'Assemblée ordinaire d'Avril (voir le procès-verbal de cette séance).

En outre, des membres du Conseil Municipal de Bayonne, des membres de la Société Bayonnaise d'Etudes régionales, et un public nombreux assistaient à cette séance.

M. Grimard, vice-président de la Société S. L. A. B. traite de façon magistrale la question des « Armoiries Véritables de Bayonne. »

Il décrit dans une étude historique et critique très fouillée et documentée les emblèmes inédits les plus anciens de notre ville, le sceau de 1260, puis les divers types de sceaux et d'armoiries, avec leurs transformations au cours des âges, leurs déformations pendant les deux derniers siècles, enfin leurs variations injustifiées à l'époque contemporaine.

Le tout était illustré d'une documentation artistique très abondante, formée par une collection de grandes et magnifiques aquarelles permettant de suivre le conférencier avec le plus grand intérêt.

Le temps ayant passé malheureusement trop vite, le président et l'auditoire ont remis, à l'unanimité, la suite de la conférence au Jeudi 10 Avril, à 16 heures.

Séance du 10 Avril 1919.

PRÉSIDENCE DE M. GARAT, MAIRE DE BAYONNE.

M. A. Grimard, continuant sa communication, se demande si Bayonne a été une des bonnes villes du Royaume : il répond oui et non. Après étude des documents, il semble qu'il faille se résigner à la négative.

Au sujet de la devise « Nunquam Polluta », M. Grimard fait une étude comparative des devises des trois villes de la Guyenne : Bor-

deaux, Dax et Bayonne et établit que c'est à bon droit que notre cité a conservé sa fière devise.

De chaleureux applaudissements et des remerciements formulés en termes heureux par le président montrent à M. Grimard que sa belle et solide conférence a été vivement appréciée par l'auditoire fort attentif.

Le président propose ensuite la réunion d'une commission chargée de discuter les conclusions de M. Grimard et de présenter au Conseil Municipal de Bayonne des propositions sur les Armoiries de la Ville.

Cette commission comprend :

MM. le Maire de Bayonne, J. Aubert, C^t le Barillier, Le Beuf, Bergès, Colas, Chanoine Daranatz, Docteur Darbouet, Dours, Président Destandau, Capitaine Duhourceau, Foltzer, Fort, Fraysse, Grimard, J. de Jaurgain, J. Labrousche, P. Labrousche, Lacombe, de Marande, C^t de Marien, A. Personnaz, R. Poydenot, Simonet, P. Yturbide.

La discussion commence immédiatement.

En fin de séance, M. le Chanoine Daranatz demande qu'on rende au jour la belle rosace de la façade Ouest de notre antique Cathédrale, abîmée au cours d'un cyclone et masquée depuis un tiers de siècle par une cloison de briques.

Séance du 14 Avril 1919.

PRÉSIDENCE DU COMMANDANT DE MARIEN. VICE-PRÉSIDENT

M. Jean de Jaurgain, l'éminent historien de la Vasconie, a bien voulu apporter à la commission le poids de toute son expérience et de sa connaissance approfondie de la science héraldique et de l'histoire régionale.

Etaient en outre présents :

MM. Aubert, Commandant le Barillier, Bergès, Colas, le chanoine Daranatz, L. Dours, Capitaine Duhourceau, E. Fort, A. Grimard, J. Labrousche, P. Labrousche, R. Poydenot, P. Yturbide, de Marande Simonet, Lacombe, Fraysse.

Excusés : MM. Le Beuf et Foltzer.

La Commission examine point par point et avec le plus grand soin toutes les pièces de l'écu : champ, lion, tour, mer, chef, fleur de lis, couronne.....

Puis elle nomme à l'unanimité pour rapporteur M. André Grimard, rendant ainsi un juste hommage aux travaux et aux recherches de notre confrère.

Son mémoire sur les Armoiries de Bayonne communiqué par extraits à la Société avant sa complète mise au point, en raison de la nécessité de fixer le détail de ces armoiries avant leur exécution en pierre sur le beffroi de la gare du Midi à Bayonne, paraîtra dans le Bulletin.

Séance du 5 Mai 1919,

PRÉSIDENCE DE M. GARAT, MAIRE DE BAYONNE.

Présents MM. Bergès, Chanoine Daranatz, Docteur Darbouet, L. Dours, Capitaine Duhourcau, Fraysse, Fort, Grimard, J. Labrousche, P. Labrousche, Lacombe, Commandant Le Barillier, Commandant de Marien, de Marande, R. Poydenot

M. André Grimard, rapporteur de la Commission des Armoiries, lit son rapport.

Ses conclusions sont les suivantes :

Armoiries de Bayonne :

- 1, champ de gueules, pas de changement.
2. Tour d'argent, pas de changement, 3 créneaux, talutée.
3. lions, pas de changement.
4. arbres — 2 chênes au naturel, englantés d'or.
5. Mer au naturel ondée d'or et de sable.
6. Fleur de lis d'or, posée sur le champ de gueules sans chef d'azur
7. Fleur de lis de l'époque de Charles VII.
8. Devise — *Nunquam Polluta*.

La Ville de Bayonne blasonne ses armes comme suit : de gueules à la tour talutée d'argent, ouverte, ajourée et maçonnée de sable, posée sur une mer au naturel ondée d'or et de sable, accostée de deux lions d'or affrontés et brochant sur le fut de deux chênes au naturel, englantés d'or et surmontés d'une fleur de lis d'or.

Devise : *Nunquam Polluta*

Couronne : Comtale ancienne.

Après discussion, ces conclusions sont adoptées point par point. Il est ensuite procédé à un vote sur l'ensemble; il a réuni l'UNANIMITÉ DES VOIX.

En conséquence, il est décidé que le rapport de M. A. Grimard sera présenté demain, 6 Mai, en séance, au Conseil Municipal de Bayonne.

La Commission accepte ensuite les vœux suivants :

1. Que les Armoiries successives de la Ville de Bayonne, établies par documents authentiques, soient représentées dans la rosace ouest de la Cathédrale, au moment de sa réfection,

2. et également dans une frise d'une des salles de l'Hôtel de Ville ;

3. Que le présent rapport soit inséré au Registre des délibérations du Conseil Municipal de Bayonne, afin qu'il en soit gardé trace pour l'avenir.

Nota. — Le Conseil Municipal de Bayonne, dans la séance du 6 Mai, a décidé de mettre le texte du rapport de M. Grimard à la disposition de la presse et de le déposer à la bibliothèque Municipale, où sera ouvert un registre destiné à recevoir les observations de ceux qui s'intéressent à cette question.

Séance de la Commission des Armoiries du 3 Juin 1919.

PRÉSIDENCE DE M. J. GARAT, MAIRE DE BAYONNE

Présents : MM. Lacombe, Fabvier, Docteur Darbouet, Le Barillier, Le Beuf, Grimard, Commandant de Marien, Commandant Portalis, P. Labrousche, J. Labrousche, Dours, Capitaine Duhourcau, Ant-Personnaz, Président Destandau, R. Poydenot, P. Roquebert, Colas, Fort, Lespès, Fraysse.

Le président donne lecture de la lettre de MM. P. Yturbide et le chanoine Daranatz, parue dans le Journal le *Courrier de Bayonne* du 19 Mai 1919.

MM. P. Yturbide et Daranatz, membres de la Commission des armoiries de Bayonne, n'assistent pas à la séance.

Le Commandant de Marien donne lecture d'une note : il s'étonne qu'après les larges débats auxquels ont été convoqués les membres des deux sociétés de Bayonne et toutes les personnes que la question intéresse, une protestation se fasse jour par la voie d'un journal local.

Il ajoute que la Commission de 1892 n'a pas fonctionné en fait ; que MM. Corrèges et Ducéré seuls ont réglé les détails des Armoiries de Bayonne. Or ni l'un ni l'autre n'étaient des spécialistes en art. héraldique.

M. R. Poydenot donne lecture également d'une note. Il adopte les raisons claires et probantes du travail de M. A. Grimard.

La seule concession à faire serait peut-être de mettre d'or la tour d'argent.

Le XVIII^e siècle a été en fait d'armoiries l'époque de la fantaisie

Deux personnes seulement à Bayonne ont réclamé hors séance, hors du registre, le maintien du chef d'azur, en objectant la décision de la Commission de 1892.

Or cette commission ne s'est pas prononcée. MM. Poydenot et Détroyat, père et oncle de l'auteur de la Note, n'ont pas fait

changer le chef. *La Chambre de Commerce* et la Caisse d'épargne de Bayonne ont conservé la fleur de lis sur le champ de gueules.

Comme eux, nous sommes les tenants de la tradition: nous ne voulons pas de bouleversement. Donc la fleur de lis sans chef.

M. de Marande dit que dans le registre des documents officiels de la Mairie de Bayonne 1738, 1752, 1772, qu'il présente, les armoiries de Bayonne n'ont pas de chef d'azur.

M. le capitaine Duhourcau ajoute qu'en 1810, dans les délibérations du Conseil Municipal de Bayonne, composé de gens ayant vécu au temps de Louis XVI, on ne parle pas du chef d'azur, mais de la fleur de lis *sur la tour*, à remplacer au *besoin* par un autre objet.

M. Joachim Labrousche montre une tasse et une soucoupe du service du Café Farnié, dont le dessin a été donné par Ducéré à M. Couaque et qui ne possède pas de chef d'azur.

M. le Maire présente le tableau des greffiers de la Mairie de Bayonne, dessiné et enluminé par Ducéré et qui ne porte pas de chef d'azur.

M. Paul Labrousche dit qu'en 1700 Bayonne reçut par ordonnance la baïonnette. Il n'y a que ces armoiries qui aient été réellement octroyées par le pouvoir central et il n'y a pas 36.000 documents à consulter pour constater l'existence de cette ordonnance.

M. le conseiller Lespès fait remarquer que les armoiries n'ont de constante que leur inconstance; on peut revenir à la baïonnette aux léopards et même à la belle Cathédrale du XIII^e siècle. Les armoiries dépendent de la volonté de ceux qui les portent.

M. le président Destandau présente quelques observations.

M. de Marande dit que si la commission des armoiries avait été réunie il y a 25 ans, on ne verrait pas dans Bayonne 10 modèles différents d'armoiries pour la Ville.

M. Grimard rapporteur, est embarrassé par l'absence de MM. Daranatz et Yturbide, avec lesquels il aurait voulu discuter leur lettre au « Courrier de Bayonne ».

Ils n'ont pas donné de dates; que vient faire un Grammont dans une discussion d'armoiries du XVIII^e siècle, alors que les Grammont disparaissent de Bayonne en 1633?

On nous parle des armoiries du XVIII^e siècle; mais à cette époque les armoiries ne présentent que désordre et laisser aller.

La fleur de lis dans les armoiries de la Ville est le symbole français national unitaire.

On trouve dans le carton des pièces de la Ville de 1664 les armoiries que nous avons adoptées.

Si le Conseil Municipal de Bayonne a une hésitation, il convoquera la Commission, car il est rationnel que les Sociétés savantes locales

soient admises à formuler leur avis sur les questions de leur compétence.

M. le Maire, président, fait connaître qu'il appuiera le rapport de la Commission des Armoiries devant le Conseil Municipal et prie les membres de la Commission de se mettre à la disposition du Conseil Municipal, pour lui fournir, s'il y a lieu, des renseignements complémentaires.

Le procès-verbal est adopté sans observations.

La séance est levée à 17 heures.

Le Vice-Président

COMMANDANT DE MARIEN.

Nota — Dans sa séance du Dimanche 3 Août 1919, le Conseil municipal de Bayonne a adopté les conclusions de son rapporteur, M. Simonet, sur les Armoiries de la Ville — M. le Maire a remercié, au nom de la Municipalité et de la Ville, M. Grimard, dont le travail considérable a guidé celui de la Commission.

La belle étude de M. Grimard sur les armoiries de Bayonne sera publiée ultérieurement dans le Bulletin.

SOCIÉTÉ
DES SCIENCES, LETTRES
& ARTS DE BAYONNE

BULLETIN TRIMESTRIEL

NUMÉROS 3 & 4

:: ANNÉE M.CM.XIX ::



BAYONNE

IMPRIMERIE A. FOLTZER

9, RUE JACQUES-LAFITTE

M.CM.XIX

SOMMAIRE

	PAGES
<i>La Guerre et la région bayonnaise : Livre d'Or Bayonnais</i>	101
<i>Les Baillis de Labourd</i> , par M. JEAN de JAURGAIN, Membre de l'Académie d'Histoire de Madrid.....	103
<i>Le Labourd à la fin du XVIII^e Siècle</i> , d'après les Archives du Contrôle général, par M. MAURICE DUSSARP (Suite).....	130
<i>Quelques mots sur le vicar Saint-Esprit</i> par M. LOUIS DOURS...	145
<i>Procès-Verbaux des Séances</i>	154
<i>Liste des membres de la Société au 2 février 1920</i>	161

A paraître dans les prochains numéros :

LES BAILLIS DE LABOURD. — LES BARONNIES DE LABOURD, par M. Jean de Jourgain, membre correspondant de l'Académie d'Histoire de Madrid. — LES ARMOIRIES DE BAYONNE, par M. André Grimard. — Le PAYS DE LABOURD A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE (suite), par M. Maurice Dussarp. — LIVRE D'OR BAYONNAIS (suite).

Les articles publiés dans le BULLETIN restent l'œuvre exclusive et personnelle de leurs signataires.

La SOCIÉTÉ ne contracte aucune solidarité pour les idées ou les opinions qu'ils soutiennent.

Collection du Bulletin

Prix du fascicule : de	1890	à	1900		2.75
»	»	1901	à	1918	 2.00
»	»	1919	1 et 2		3.50
»	»	-	3 et 4		4.50

Convocations aux Séances

Dorénavant il ne sera plus envoyé de convocations individuelles pour les séances. Les séances sont fixées au premier Lundi du mois, à 16 heures 45, dans la salle des adjudications de la Mairie de Bayonne (sauf le 5 avril prochain, lundi de Pâques : séance reportée au lundi 12 avril). De plus elles seront annoncées, avec l'ordre du jour dans le *Courrier de Bayonne* du samedi précédant la séance.

LA GUERRE ET LA RÉGION BAYONNAISE

LIVRE D'OR BAYONNAIS

Membres de la Société et leurs enfants, morts, blessés, cités à l'ordre du jour et décorés pour faits de guerre, (suite) (1) :

DIHARCE, Auguste, sous-lieutenant de réserve à la 12^e compagnie du 11^e Régiment d'Infanterie, a mérité la citation suivante à l'ordre de la Division : « Chef de section dévoué et d'une belle bravoure. Le 22 Août 1914, a pris ses dispositions judicieuses et par le courage qu'il a su communiquer à ses hommes, assuré pendant plusieurs heures, dans un combat rapproché, la protection d'une batterie qu'il avait pour mission de soutenir. » G. O. G. le 21 Juillet 1919. Signé : PETAIN.

DIHARCE, Ferdinand; la Croix de la Légion d'Honneur a été attribuée à sa mémoire, *Journal Officiel* du 16 novembre 1919, avec la citation suivante : « Sorti de Saint-Cyr à la mobilisation et promu sous-lieutenant au 34^e Régiment d'Infanterie; parti en campagne avec ce Régiment, a fait preuve des plus belles qualités de courage, d'énergie et de sang-froid; le 29 août 1914, au combat de Ribemont où, blessé d'une balle au bras droit, il a conservé néanmoins le commandement de son unité, jusqu'au moment où il a été de nouveau blessé très grièvement d'une balle au ventre. Mort pour la France. A été cité. »

DIHARCE, Germain, caporal au 7^e Bataillon de chasseurs, mort pour la France, a mérité la citation suivante : « Caporal doué d'un beau courage et d'une énergie farouche, a été tué le 26 août 1914, alors qu'il protégeait avec quelques hommes le repli de sa compagnie, causant par son audace de lourdes pertes à l'ennemi. » Ordre n° 5 du 7^e bataillon de chasseurs en date du 20 décembre 1916.

Ces trois vaillants soldats bayonnais sont les fils de notre confrère M. Camille Diharce, joaillier, rue Argenterie.

BARTHES, Louis, enseigne de vaisseau, de 1^{re} classe, commandant *Le Montaigne*. La croix de la Légion d'Honneur a été attribuée à sa mémoire, *Journal Officiel* du 7 Juin 1919, avec la citation suivante : « Mort pour la France. Officier de valeur; s'est toujours signalé par son entrain et son sentiment du devoir. Frappé sur sa passerelle au moment de l'attaque de son bâtiment par des torpilleurs ennemis, a eu

(1) Voir Bulletins 1 et 2 de 1916, 1-2, 3-4 de 1917.

Nous continuerons à enregistrer les décorations et citations au fur et à mesure qu'elles parviendront à notre connaissance.

l'énergie de donner, avant de mourir, l'ordre le plus opportun dans la forme la plus claire. »

M. Louis Barthes était le fils de notre confrère M. Léon Barthes.

BURET, Georges, sous-lieutenant au 49^e Régiment d'Infanterie. La Croix de la Légion d'honneur a été attribuée à sa mémoire, *Journal Officiel* du 8 août 1919 avec la citation suivante : Mort pour la France. Jeune officier instruit et travailleur, d'un courage et d'un sang-froid remarquables. Le 5 mai 1917 a conduit sa section avec un entrain communicatif pendant les travaux d'organisation de la position conquise, et, sous un violent bombardement, a donné un bel exemple de mépris du danger en encourageant ses hommes et en les excitant à travailler. A été tué au milieu de sa troupe. A été cité.

M. Georges Buret était le fils de notre confrère M. le Com. Buret.

ROQUEBERT, Louis, soldat au 49^e Régiment d'Infanterie, notre confrère, a mérité la citation suivante : 1^o à l'ordre du Régiment le 14 Avril 1918 : « Agent de liaison très dévoué et de grand courage. S'est dépensé sans compter le 30 mars 1918, pendant l'attaque du bataillon, accompagnant les francardiens sur la ligne de feu, les aidant dans leur relève des blessés. A lui-même ramené de nombreux blessés au poste de secours avancé ». Signé : Colonel de France, Commandant le 49^e Régiment d'Infanterie.

2^o à l'ordre de la Brigade : « Soldat remarquablement courageux et dévoué; volontaire pour toutes les missions périlleuses. A fait preuve des plus belles qualités militaires au cours des derniers combats d'octobre 1918. » Signé : Général Tahon, commandant l'infanterie divisionnaire de la 36^e Division.

RIBETON, Jean, médecin aide-major au 58^e Régiment d'artillerie, notre confrère, a mérité les citations suivantes : 1^o à l'ordre du Régiment, le 28 janvier 1917 : « Au front depuis le début de la campagne, a toujours assuré son service avec le plus grand dévouement. Le 26 Janvier 1917, s'est porté sous un violent bombardement de gros calibre à une position de batterie et y a organisé le sauvetage des blessés dans une sape à demi effondrée où 11 hommes venaient d'être ensevelis, menaçant à chaque instant d'éboulement total. » Signé : lieutenant-colonel Chaumeton, C. I. le 58^e R. A. C.

2^o à l'ordre de la 36^e Division d'Infanterie, le 20 juin 1918 : « A fait, dans la nuit du 8 au 9 juin 1918, preuve d'un beau courage, en restant avec tout son personnel auprès de sa voiture, en panne dans un village très violemment bombardé; grâce à son sang-froid, a pu amener tout son personnel et son matériel de secours et soigner toute la nuit de nombreux blessés. » Signé Général Mittelhauser, commandant la 36^e D. I.

Les Baillis du Pays de Labourd

Le pays de Labourd tire ce nom de son ancienne capitale, *Lapurdum*, dont il est fait mention dans la *Notitia dignitatum Imperii*, vers la fin du IV^e siècle, et dans Sidoine Apollinaire, I, qui écrivait dans la seconde moitié du V^e. J'ai raconté ailleurs dans quelles circonstances *Lapurdum* devient le siège d'une vicomté, vers 1023, et fut érigé en cité épiscopale, vers 1030 (2) ; enfin, comment, son nom se changea en celui de Bayonne, entre 1098 et 1105 (3).

Le vicomte Arnaud-Bertrand, le comte de Bigorre et le vicomte de Dax s'étant révoltés contre l'autorité du duc d'Aquitaine, en 1177, Richard Cœur de Lion, après avoir soumis Dax, mit le siège devant Bayonne, s'en empara le 6 ou le 7 janvier 1178, et l'unit au domaine ducal (4). Aussi Guillaume-Raymond de Sault, neveu et successeur d'Arnaud-Bertrand, ne posséda-t-il la vicomté que diminuée de sa capitale, et il la vendit à Richard, devenu roi d'Angleterre, peu après, le 9 avril 1193 (5).

En cette même année 1193 (6), Richard Cœur de Lion promulgua la charte dite des malfaiteurs, afin de maintenir la justice et pour le profit de la terre de Bayonne et de la vi-

1. — Liv. VIII, ép. 12.

2. — *La Vasconie*, Pau 1898-1902, in 8°, t. I^{er}, pp. 207 et suiv., t. II Introd. p. XL, et pp. 233-250.

3. — *L'Évêché de Bayonne et les légendes de St Leon*, 1917, in 8°, pp. 58-59.

(4). — Id. pp. 60 et 140-141.

5. — *La Vasconie*, t. II, p. 247. *L'Évêché de Bayonne*, pp. 60 et 143-144.

6. — M. BAYSSOU date cet acte de 1190, avant la croisade, mais arbitrairement, il le reconnaît. *Études hist. sur la ville de Bayonne* 1875, in 8° t. I, 1^{re}, p. 244. En effet, il y avait encore un vicomte de Labourd en 1190, Hélé de Celles étant sénéchal de Porten et de Gascogne à cette époque, et Geoffroy de Celles, son successeur en le fut de 1193 à 1204. Voy. *L'Évêché de Bayonne*, p. 144 n. 2.

comté, étant témoins Guillaume-Bertrand, évêque de Dax, Bernard de Lacarre, évêque de Bayonne, et Geoffroy de Celles, sénéchal de Poitou et de Gascogne, et ce diplôme porte qu'un bailli du seigneur sera établi hors de la cité, c'est-à-dire en Labourd (1). Mais cette charge ne fut instituée qu'une cinquantaine d'années plus tard, et jusque vers 1245, le sénéchal de Gascogne administra la vicomté soit en personne, soit par des lieutenants dont les noms ne nous sont pas parvenus (2).

Le bourg d'Ustarits, qui se trouvait au centre du pays et possédait un château royal — anciennement vicomtal, sans doute, — devint le siège de la cour de justice du sénéchal ou de son lieutenant, puis de celle du bailli. Le 13 juillet 1243, Henri III envoyait Franc de Brena à Ustarits pour y fortifier le château, à la demande du maire et des prud'hommes de Bayonne et des prud'hommes de Labourd (3), et le 16 août suivant, mandait à Guillaume Longuépée, alors occupé au siège du château de Garro, qu'aussitôt cette place prise et pourvue de moyens de défense, il se rendît à Ustarits, pour activer ces travaux de fortification (4).

Lorsque le roi d'Angleterre eut créé une charge de sénéchal des Lannes en faveur d'Amauvin de Barès, le 18 février 1254 (5), le Labourd et quinze autres bailies ou prévôtés furent comprises dans cette nouvelle sénéchaussée (6) dont le siège était à Dax et qui relevait elle-même de la sénéchaussée de Guyenne et Gascogne.

1. — Arch. de Bayonne, A. A. 11, p. 8. Document publié par M. BALASQUE, *Etudes sur Bayonne*, t. I^{er}, pp. 419-425.

2. — On trouvera une nomenclature assez complète des sénéchaux de Gascogne ou de Guyenne dressée par M. l'abbé Fauzin, dans l'*Aide-Mémoire pour servir l'histoire de l'Agenais* de M. de BELLECOUR, publiée par M. G. THOLIN, Auch, 1899, in-8°, pp. 15 et suiv.

3. — *Rôles Gascons*, t. I^{er}, n° 1222.

(4). Id. n° 1480.

(5). — Id., n° 2429.

(6). — M. Ch. BÉMONT en a donné la liste dans les *Rôles gascons*, t. III, Introd. p. ccxxx n°3.

Les bailes ou baillis et les prévôts étaient des officiers royaux pris d'ordinaire parmi les vassaux nobles du roi, de même que les connétables ou commandants des places fortes, et il n'y avait entre les premiers d'autre différence que celle de leur titre. Au XIII^e siècle, et encore au XIV^e ils étaient nommés « *quamdiu regi placuerit* », moyennant un cens annuel à payer au souverain, après enchères publiques, comme des fermiers ou des collecteurs d'impôts et devaient rendre compte de leur gestion au connétable de Bordeaux qui était un clerc et avait pour mission spéciale le contrôle et la répartition de revenus du duché (1).

Commis à la garde du pays, le bailli de Labourd commandait la milice et administrait la justice en première instance, au civil et au criminel. Les appels allaient à la cour du sénéchal des Lannes, à Dax, et de là à celle du sénéchal de Gascogne, à Bordeaux.

Les Labourdins devaient au roi un cens annuel en nature, blé ou autres choses, que percevait le bailli, et celui-ci jouissait aussi, comme représentant du souverain, d'un droit d'aubergade ou de gîte sur toutes les maisons du pays. En 1321, Hugo Huguelini, connétable de Bordeaux (2), et Pierre Amalby de Vie (3), commissaires députés par le sénéchal de Guyenne, ordonnèrent que le cens en nature serait remplacé par une redevance annuelle de 10 sols morlans et que le droit d'aubergade transformé en un cens de 6 sols morlans. Cette ordonnance ayant été approuvée par Pierre de Saint-Jean, évêque de Bayonne, et par Jean de Bretagne, comte de Richemont, commissaires députés par Edouard II pour la réformation du domaine de Guyenne,

1. — CH. BÉMONT, *Supplément au L. V^e des rôles gascons*, introd. pp. cxx-cxxi.

2. — Omis par CHAMPOLLION-FIGEAC dans la table chronologique de 1276 à 1439 (*Lettres des rois, reines, etc.* grand in-4^e, t. II, pp. 179-180).

3. — Évidemment Pierre-Araud de Vie (*Petrus Arnaldi de Vie*, chanoine de Bayonne et clerc du roi qui figure dans un traité de 1311, comme commissaire d'Edouard II — *Livre des Etablissements de Bayonne*, in-4^e p. 264).

les Labourdins en demandèrent la confirmation au roi, qui la leur accorda (1).

* *

Pour que la justice fût équitablement administrée, les habitants rédigèrent des règlements et statuts qu'ils firent approuver, en l'an 1400, par Henri IV, roi d'Angleterre et duc de Guyenne ; j'en extrais ce qui suit :

Selon la coutume, le bailli, lors de sa réception jure aux habitants convoqués de ne leur faire aucun tort, et ceux-ci, à leur tour, jurent de lui être fidèles et obéissants. Si le bailli ne les appelle et refuse de prêter le serment, les habitants ne seront pas tenus de lui obéir jusqu'à ce qu'il ait juré, et ils pourront se pourvoir pardevant le roi, le sénéchal, le connétable, ou les autres officiers. — Il est stipulé, entre autres choses, que les habitants nommeront annuellement deux bons prud'hommes qui seront confirmés par le bailli et prêteront serment de veiller à l'exécution de ces statuts. Le cas échéant les habitants seront tenus de donner aide et secours au bailli ou à son lieutenant (2).

En la même année, le roi approuva aussi les statuts de de l'*hermandad* (3) des Labourdins que le bailli était tenu de jurer, tenir et observer. L'art. XIII porte que si un habitant est accusé de crime et que le bailli veuille le mettre en prison, il pourra offrir caution au bailli et à la partie plaignante. En ce cas, le bailli sera tenu de le laisser en liberté, et si le bailli veut passer outre, l'*hermandad* portera secours à l'accusé. — Tous les hommes de l'*hermandad*, âgés de quatorze ans et au-dessus, étaient tenus de jurer ces statuts (4).

1. — *Inventaire et description faits en l'année 1713 des Privilèges, Règlements, Titres et aventures qui concernent le Pays de Labourd; réimprimés en l'année 1785, à la diligence de M. Harambourg, Syndic general dudit Pays, Bayonne, petit in-4^e, p. 1.*

(2). — *Inventaire et description de 1713*, pp. 8-10. — RYMER, *Fœdera*, etc., t. III, part. IV, p. 180.

3. — Confrérie, association fraternelle.

(4). — *Inventaire et description*, pp. 11-13.

Sous les Rois d'Angleterre.

I. — SEIGNERON D'ESPÈS, gentilhomme du pays de Soule, est qualifié bailli de Labourd et prévôt de Bayonne (Seignoro, baile de Labort et prebost de Baione) (1) dans un acte passé dans cette ville, le dimanche XI des calendes de janvier (22 décembre) de l'an du Seigneur 1247, Henri III étant roi d'Angleterre, Guillaume de Bueil, sénéchal de Gascogne, et Raymond-Guillaume de Donzac, évêque de Bayonne, reconnut avoir reçu de Pierre de Livarren, chanoine, huit livres, moins cinq sols morlans, en augmentation du prix d'engagement de la dime de la maison de Sault et de toute la paroisse de Hasparren, qu'avait fait au même chanoine feu Pierre-Arnaud, seigneur de Sault, son père (2).

Guillaume-Arnaud, seigneur de Sault, frère et successeur d'Arnaud (3), ayant exposé que pendant qu'il se trouvait à Bordeaux, au service du roi, son frère puiné, Pierre-Arnaud, s'était emparé du château de Sault et refusait de le lui rendre, Henri III ordonna au bailli de Labourd, le 3 octobre 1253, d'occuper ce château, s'il pouvait le faire, sans occasionner de troubles, et de le garder jusqu'à ce que la justice eût décidé entre les deux frères (4). Par d'autres lettres du même jour, le roi avisa le bailli qu'il permettait aux prud'hommes d'Ustarits de jouir des libertés et coutumes dont ils avaient usé et joui du temps de Nicolas de Molis, sénéchal de Gascogne, et d'autres sénéchaux (5).

Seigneron d'Espès avait récemment quitté cette charge

(1) — M. Pierre YVERDI, *Le Pays de Labourd avant 1789*, Bayonne 1906-1908, in 8° II^e part., p. 6. L'identifie à tort selon les documents avec un Seigneron de Clairac qui figure dans trois rôles gascons comme servant le roi, en 1243 et 1254, et comme connétable de Castelnoron, en 1255.

(2) — Arch. de B. P., G., 77, — Publié par M. l'abbé BÉRENGER à la suite du *Livre d'or de Bayonne*, 1906, pp. 278-280.

(3) — VOY, JAUROUIN, *La Vasconie*, Pau, 1898-1902, t. II, p. 510.

(4) — FRANCISQUE MICHEL, *Rôles gascons*, in 4°, t. I^{er}, n° 2705.

(5) — Ibid., n° 2706.

de bailli de Labourd, le 28 mai 1254 (1), et était déjà pourvu de celle de prévôt de Meilhan dès le 8 du même mois (2). On le retrouve prévôt de la Réole le 3 mai 1257 (3).

II. — GUILLANME-ARNAUD, SEIGNEUR DE TARDETS, chevalier de la vicomté de Soule, qui reçut, en septembre 1253, un mandement de Henri III lui enjoignant et le priant d'envoyer à son armée de Guyenne cent servants et une cinquantaine d'arbalétriers (4), avait déjà succédé à Seigneron comme bailli, quand il fut chargé, le 25 mai 1254, de négocier, par tous les moyens et pouvoirs du roi en Labourd, des trêves jusqu'à la Noël suivante entre les lignages de Garro et de Sault (5). Henri III ayant quitté Bordeaux dans les premiers jours de novembre 1254, en laissant le gouvernement de l'Aquitaine à son fils aîné Edouard, apagné de ce duché dès 1249, celui-ci, arrivé à Saint-Sever à son retour d'Espagne, informa ses fidèles sujets du Labourd, le 3 décembre 1254, qu'il continuait à Guillaume-Arnaud de Tardets, chevalier, porteur de ces lettres, tous les pouvoirs, que ce dernier avait exercés dans ce pays, durant l'absence du prince (6).

Le 30 Juillet 1245, le duc d'Aquitaine manda, du château de Gramont, en Navarre (7), à Jean le Parker, l'un des baillis de la sénéchaussée des Lannes, et à Guillaume-Arnaud de Tardets de contribuer, avec tout l'argent qu'ils pourraient tirer de leurs baillives, aux réparations de cette forteresse dont le jeune prince venait de s'emparer (8), et

(1). — Ibid., n° 3253, 3321 et 3650.

(2). — Ibid., n° 3184.

(3). — *Arch. hist. de la Gironde*, in 4° t. II, p. 276.

(4). — *Rôles gascons*, t. I^{er}, n° 3575.

(5). — Id., n° 2584.

(6). — *Supplément au t. I^{er} des Rôles gascons*, n° 4326.

(7). — Le château de Gramont, depuis longtemps disparu, était situé sur la montagne de la *Moutary*, entre Bergouey et Charritte de Mixe, et c'est au pied de cette montagne que se trouve le village de Viellenave — en basque Errity, aujourd'hui dans le canton de Bidache — dont la fondation est, comme l'indique son nom, postérieure à celle du château.

(8). — *Suppl. au t. I^{er} des Rôles gas.*, n° 4522, Voy. JAURGAIN, *La Vasconie* t. II, pp. 85 et 88.

le 7 octobre suivant, il en nomma connétable le seigneur de Tardets (1).

Par d'autres lettres datées de Bordeaux le 23 du même même mois, Edouard donna à son cher et fidèle Guillaume-Arnaud de Tardets, chevalier, le commandement des hommes que le comte de Leicester avait préposés à la garde de la Soule, quand il gouvernait la Gascogne, et le chargea de les défendre de tout dommage ou de toute injure de la part du vicomte et tous autres (2).

Des différends surgirent bientôt entre le vicomte de Soule et son vassal Guillaume-Arnaud de Tardets, et une guerre s'ensuivit. Le VI des calendes d'octobre, mardi 26 septembre (3) 1256, à Dax, un traité de paix fut conclu à la médiation de Gaston VII, vicomte de Béarn, Pierre de Bordeaux (sénéchal de Gascogne, en 1253, et lieutenant du prince Edouard en 1255), Pierre, vicomte de Tartas, Garcie-Arnaud, seigneur de Navailles, et des maire et communauté de Dax, arbitres, entre Etienne Longuépée, sénéchal de Gascogne, d'une part, et Raymond-Guillaume, vicomte de Soule, de l'autre. Quelques hommes du parti de Guillaume-Arnaud de Tardets, chevalier, avaient été tués par le vicomte de Soule ou ses vassaux, et par défauts de comparution aucune sentence n'était intervenue. Les arbitres décident que les deux partis jureront sur les saints évangiles d'observer, à l'égard l'un de l'autre et à l'égard du prince Edouard, une paix absolue. Si le vicomte de Soule, ses fils légitimes, son bâtard, ou l'un de ses gentilhommes tuent le seigneur de Tardets ou un de ses partisans, toute la vicomté passera sous l'obéissance du prince Edouard qui en deviendra seigneur; et si quelques-uns des partisans de Guillaume-Arnaud de Tardets tuent le vicomte de Soule, l'un de ses fils

1. — *Suppl. au L. I^{er} des R. g.* n° 4673 et 4675.

2. — *Rôles gascons*, t. II, n° 4642.

(3) — Et non 28 sept, comme l'a écrit M. Ch. BÉMONI, *Recueils d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII^e siècle*, Paris 1911, in-4°, p. 138.

légitimes, son bâtard, ou l'un de ses gentilhommes, tout les biens du seigneur de Tardets et de ses adhérents seront affectés à payer une amende dont le chiffre sera déterminé par les arbitres. Enfin, à cause des meurtres commis sur des hommes du seigneur de Tardets, le vicomte de Soule promet d'envoyer en pèlerinage d'outre-mer deux chevaliers et deux damoiseaux (1).

On ne sait à quelle époque Guillaume-Arnaud de Tardets fut déchargé de l'administration du Labourd, mais il y eut probablement un ou deux baillis, au moins, entre lui et son successeur connu. Le dimanche après la fête de *San Ylari* (2), de l'an 1285, la veuve de ce seigneur de Tardets, NArnaude, dame d'Ahaxe, et NArnaud-Sanche, leur fils aîné et héritier, transigèrent avec les prud'hommes de la ville de Saint-Jean et de la terre de Cize, au sujet de la propriété de dix-huit cayolars (3).

III. ELIE DE HAUVILLE. chevalier, est nommé et qualifié « Mossen N'Alies de Haubile, cavoir, tienlog de senescrau de Gascoinhe, e maire e chastelain de Baione, e sen escrau de les terres de Laborl, de Gosse e de Seignances en log e en (nom) dou haut prince nostre senhor N'Adoart, noble roi d'Engl. », dans un acte fait à Bayonne, le 29 juin 1275 (4), et « N'Elies de Hubile, caver, ten(en) log de senescrau per mon senhor En Lucas de Tany, senescrau de Gascunha » dans un autre document du 27 mars 1275, (n. st). (5) Sans doute administrait-il déjà les trois bailliages de Labourd, de Gosse et de Seignaux à cette dernière date, comme lieutenant du sénéchal.

IV. — FRATIN DE FARGUES (*Fratinus de Fargis*) damoiseau, probablement successeur immédiat d'Elie de Hauville,

1. Voy. *La Vasconie*, t. II, p. 473.

2. Et non de *Saint-Jean*, comme je l'ai dit dans *La Vasconie*, t. II, p. 234, d'après une copie fautive qui se trouvait autrefois aux archives communales de Saint-Jean-Pied-de-Port.

3. Bibl. nat. mss. *Collection Duchesne*, 111, f° 19.

4. BÉMONT, *Recueil d'actes*, p. 189.

5. Ibid., p. 235.

en tant que bailli de Labourd seulement, occupa une première fois cette charge pendant dix années continues (1279-1289) avant la dernière guerre de Gascogne, disait-il lui-même dans une enquête de 1311 qui sera analysée ci-après, au § XII.

V. — BRASCO DE TARDETS, damoiseau et servant du roi, l'un des fils puînés de Guillaume-Arnaud, seigneur de Tardets, et d'Arnaude d'Ahaxe, paraît avoir eu le bailliage de Labourd dès les premiers mois de 1289; comme l'a fort bien remarqué M. Pierre Yturbide (1), et divers mandements adressés au bailli sans indication de nom, du 25 avril 1289 au 7 juin 1291 (2), se rapportent sans doute à Brasco de Tardets. Le 29 juillet 1289, Edouard 1^{er}, déclare qu'il a concédé à Brasco de Tardets, son servant d'armes et bailli de sa terre de Labourd, avec le conseil du chanoine de Bayonne Pierre-Arnaud de Vic, clerc du roi, le droit d'établir une ferrerie dans ledit pays de Labourd (3).

VI. — FRATIN DE FARGUES, damoiseau était, pour la seconde fois, bailli de Labourd en 1294, quand commença la guerre de Gascogne d'après sa déclaration dans l'enquête 1311.

VII. — GARCIE-ARNAUD, VICOMTE DE MAREMNÉ, fut pourvu de la charge de bailli de Labourd, en 1295. Le roi Edouard manda à son frère Edmond, comte de Lancastre, son lieutenant en Aquitaine, le 15 novembre 1295, qu'il avait assigné la mairie et la châtellenie de Bayonne à Pascal de Ville (4), mais que, celui-ci étant retenu ailleurs, par le service du roi, il commit à sa place Garcie-Arnaud, vicomte de Marenne, en la châtellenie de Bayonne et aux bailliages de Gosse, de Seignanx, et de Labourd, pour les détenir et garder avec leurs revenus et appartenances du-

1. *Le Pays de Labourd*, 1^{re} part., p. 11.

2. — *Rôles gascons*, t. II, n^{os} 1593, 1628, 1746, et t. III n^o 1897.

3. — *Rôles gascons*, t. II, n^o 1215.

4. — Le 1^{er} mars 1295, *R.-g.*, III, n^o 3884.

rant sa volonté. Voulant éviter toute contestation à ce sujet entre le vicomte et Pascal de Ville, Edouard 1^{er} prie son frère de régler les choses au mieux, selon les lettres royales qu'ils ont et d'après les circonstances (1).

VIII. — BARRAU DE SESCAS, chevalier, remplit les fonctions de châtelain de Bayonne et de bailli de Labourd du 5 août 1303 au 11 avril 1304 (2). Il fut, depuis, l'un des lieutenants du roi en Guyenne.

IX. — PIERRE VITAL DE LA TESTERE, citoyen de Bayonne et valet du roi, fut pourvu du bailliage de Labourd et de ses appartenances, le 24 avril 1305, moyennant le prix, c'est-à-dire le cens annuel, que d'autres en voulaient donner (3).

X. — LOUP-BERGON DE BORDEU, bourgeois et marchand de Morlaàs, était, d'après l'enquête du 26 mars 1331, bailli de Labourd trois ans avant cette date, c'est-à-dire en 1308. Baile et châtelain d'Orthez pour Gaston VII, vicomte de Béarn, (4), à la mort de celui-ci, en 1290, il passa au service du roi d'Angleterre et toucha à Bayonne, le 3 novembre 1295, une somme de 10 l. st. pour ses dix compagnons armés et à cheval. (5).

XI. — BRASCO DE TARDETS, damoiseau et servant du roi, bailli de Marensin en 1304-1305, et, en cette dernière année, exécuteur testamentaire, avec Jean de Tardets, de feu Arnaud-Sanche, seigneur de Tardets, chevalier, leur frère aîné (6) fut, pour la seconde fois, bailli de Labourd en 1310-1311. Il paraît comme tel dans l'acte de fondation d'une chapellenie à Hasparren, le 25 novembre 1310 (7).

(1). — Id., III, n° 1068.

(2). — Accounts etc, Exchequer G. R. Bundle, 159, n° 4. BÉLONT, *Rol. gasc.* III, Introd. p. XCVIII.

(3). — *Rôle gasc.*, III, n° 1993.

(4). — Arch. des Basses-Pyrénées, E. 292 et 293. *Rol. gasc.*, II, n° 1803.

(5). — *Accounts, Exchequer, G. R. Bundle*, 152, n° 8. *Rol. gasc.*, III Introd. p. CLXIII.

(6). — *Rôle gasc.*, III, n° 1926-2.

(7). — *Livre d'or de Bayonne*, publiée par M. l'abbé BIDACHE, p. 266.

et le 18 janvier 1311 (n. st.), il procède en la même qualité, au village d'Arcangues, à une enquête ordonnée le vendredi précédent par la cour d'Ustarits, sur la demande de N'Arnaud-Sanz de Luc, citoyen de Bayonne et seigneur de Berriots, et de divers habitants d'Arcangues, au sujet des limites de leurs terres (1).

XII. — FRATIN DE FARGUES, damoiseau, bailli pour la troisième fois, succéda à Brasco de Tardets avant le 26 mars 1311. Dans une enquête faite, à cette date (*die veneris post festum Annunciationis beatae Mariae virginis, anno Domini M^o cccij^o*) par des commissaires d'Edouard II sur les droits du roi et la propriété des eaux, forêts et vacants dans le pays de Labourd, *Fralinus de Fargis, domicellus, bajulus de Labourd* dit, après avoir prêté serment, que toute cette terre de Labourd est tenue immédiatement du roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, par les nobles et les habitants.

D'après le bailli et huit autres témoins entendus, le roi a la haute justice sur tous les habitants nobles et non nobles, ainsi que la basse justice sur ses tenanciers et il l'exerce par la main du bailli, en la cour royale d'Ustarits. Les nobles sont juges en cette cour et ont aussi la justice basse sur les tenanciers de leur directe. Pour leur tenue immédiate, les habitants doivent au roi le service militaire d'ost et de chevauchée, à leurs frais, pendant quarante jours. Fratin de Fargues jouit de la baillive à ferme moyennant une somme de 300 livres par an, cens qu'il trouve trop élevé de moitié. Il avait, dit-il, déjà occupé cette charge durant dix années continues avant la dernière guerre de Gascogne, puis, une seconde fois, quand cette guerre commença. Un autre

(1). — Arch. du château de Haïtze, à Ustarits. Document publié par M. P. YTURBIDE (*Le Pays de Labourd*, 11^e part., p. 145).

témoin parle de Loup-Bergon (1) qui avait été bailli de la terre trois ans avant cette enquête. (2).

XIII — MARTIN, SEIGNEUR DE HIRIGOYEN d'Ustarits, damoiseau, succéda au précédent. Comme seigneur suzerain du duché de Guyenne, Philippe le Bel prétendait que tous les appels de la sénéchaussée de Gascogne fussent portés devant son conseil, à Paris, et, au mois d'octobre 1312, 1312, Amanieu VIII, sire d'Albret, vicomte de Tartas et de Dax, et ses adhérents provoquèrent par-devant l'inquisiteur et commissaire du roi de France, une enquête sur les griefs qu'ils avaient contre Jean de Ferrière, sénéchal de Guyenne et un grand nombre de gentilhommes gascons, béarnais et basques, parmi lesquels sont nommés Odon de Miossens, châtelain de Mauléon, Loup-Bergon de Borden, prévôt de Bayonne, Martin de Hirigoyen, bailli de Labourd Martin seigneur de Domezain, Pierre-Arnaud, seigneur de Tardets, et ses complices, etc. Yves de Landunac, docteur en droit, commissaire de Philippe le Bel, fit publier à son de trompe, dans la ville d'Agen, le 4 janvier suivant, une sentence de défaut qui condamnait au bannissement les principaux personnages incriminés dans cette affaire (3) ; mais, sur l'intervention du roi d'Angleterre, ils obtinrent des lettres de grâce (4).

XIV. — LOUP-BERGON DE BORDEU, que le roi Edouard 1^{er} qualifiait *mercatores nostrum Vasconie*, le 26 novembre

1. — Le texte publié par M. BALASQUE, d'après une copie des archives de Bayonne, porte *Loup L.*, et M. Pierre YTHAÏERD *Le Labourd* 1^{re} p. 22 a proposé d'identifier ce personnage avec « Arnaud Loup de la Lanne », en latin *Lupus Lannae* notable bayonnais qui se trouva mêlé aux multiples événements de cette époque. Mais bayonnais ou non, Arnaud Loup de La Lanne avait été tué avec Bernard de La Lanne, son frère avant le 18 juin 1293, par Raymond de Saint-Paul, Jean de Ville, Jean du Puy et Pierre-Arnaud d'Orthe. *Rel. gas.*, III n^o 2163 et l'original de l'enquête de 1311 portant certainement Loup-B, c'est à dire Loup-Bergon de Borden qui, deux fois encore, fut bailli du Labourd.

2. — BALASQUE, *Et. sur Bayonne*, I, II, pp. 691-700.

3. — Bibl. nat. fr., *Collection Douai*, vol. XVI n^{os} 70 et 90.

(4). — Arch. nat. *Trésor des Chartes*, JJ. 49, f^o 43 v^o. BALASQUE *Etudes sur BAYONNE*, III, p. 93

1297 (1), exerça les charges de prévôt et châtelain de Bayonne de 1299 à 1302 (2), encore de prévôt de la même ville en 1312, et fut pourvu, pour la seconde fois de celle de bailli de Labourd, par lettres d'Edouard II du 7 mai 1313 (3) à la charge de payer au roi un cens annuel de 300 livres bordelaises (4); le même jour, le roi d'Angleterre mandait au sénéchal de Gascogne et au connétable de Bordeaux de mettre Loup-Bergon en possession de son nouvel office (5). Le 15 mai 1315, Edouard II, sur les représentations d'Amaury de Craon, sénéchal de Gascogne, et de Loup Bergon de Bordeu, bailli de Labourd, permit d'agrandir et fortifier le port de Biarritz (6), et en la même année, Loup-Bergon fut nommé maire de Bayonne pour trois années (7).

XV. — ARMAND-GUILLAUME DE MAULÉON, damoiseau, rejeton de la maison vicomtale de Soule (8), fut probablement le successeur immédiat de Loup-Bergon, en 1315. Le 15 avril 1320, Philippe le Long, roi de France mande au sénéchal de Périgord de faire une enquête contre Arnaud-Guillaume de Mauléon, bailli de Labourd, prévenu d'avoir fait tuer quatre des gens d'Arnaud-Sanz de Luc, bourgeois de Bayonne, bien que ledit Arnaud-Guillaume lui eût donné sûreté (9).

1. — *Roll. gasc.*, III, n° 1505.

2. — BALASQUE, *op. cit.*, III, pp. et suiv.

3. — Dans son *Catalogue des Rolles gascons normans et français*, Londres 1743, TH. CARTE dit le 7 mai 1314; mais je constaterai une fois pour toutes que les dates y sont souvent erronées quant à l'année, indiquée dans les rôles pour celle du règne. D'après M. FRANCISQUE-MICHEL, *Roles gascons*, I, Introd., p. V la publication de Carte est une pauvre source à laquelle on a puisé trop longtemps, elle fourmille d'erreurs, et M. CH. BÉMONT, *Suppl. au L. Ier*, Introd., p. LXI, s'associe à ce jugement.

4. — *Moreau*, 643 f° 306.

(5). — *Ibid.*

6. — *Inventaire et description faits en l'année 1713 des Privilèges, Règlements, qui concernent le pays du Labourd*, réimprimé en 1785, petit in 4, p. 1.

(7). — Arch. de Bayonne, A 1, 1, p. 122. — Balasque, *Ét. sur Bayonne* III, p. 623.

(8). — Voy. *La Vasconie*, p. 474.

(9). — Parlement de Paris, *Criminet*, III, f° 19 v°.

XVI. — LOUP-BERGOX DE BORDEU, de nouveau prévôt et châtelain de Bayonne, fut aussi, pour la troisième fois, bailli de Labourd de 1325 (1) à 1328, ainsi que nous l'apprend la commission de son successeur. Loup-Bergon eut avec Guillaume-Arnaud II, seigneur de Sault-Neuf et d'Urt, un différend dont celui-ci saisit, par appel, le sénéchal Jean de Haustède : « 1327. Enqueste à future memoire faicte par commissaire du senneschal de Guyenne, à la requeste du seigneur de Sault, contre le baillif de Labourt pour rayson de la saizie qu'il avoit faict du boys et grand territoire de sa parroisse d'Urt, pour vérifier que led. boys luy appartient (2) ».

XVII. — GUILLAUME DE CAMPAIGNE, de la famille des seigneurs de la caverie de Campaigne, à Saint-Pandeion, en la sénéchaussée des Lannes, est nommé bailli de Labourd, le 20 septembre 1328, *en remplacement de Loup-Bergon de Bordeu*, pour tout le temps qu'il plaira au roi. (3).

XVIII. — LAURENT DE VILLE, citoyen de Bayonne, qui avait été plusieurs fois maire de la cité, fut pourvu de la charge de bailli par lettres du roi Edouard III, le 1^{er} mai 1329 (4).

XIX. — RAYMOND DURAND, chevalier, sénéchal des Lannes en 1326, et une seconde fois en 1328 (5), ayant perdu pendant la guerre, diverses terres qu'il possédait en Agenais avait obtenu d'Edouard II, comme dédommagement une pension de 100 l. sterl. Par lettres du 26 janvier 1330, le nouveau souverain, Edouard III, lui concéda à perpétuité la baillive et terre de Labourd, avec les revenus royaux jusqu'à concurrence des dites 100 livres, à la réserve pour le

(1) Il fut rempl. é en cette année-là dans sa charge de prévôt et châtelain de Bayonne. BALASOUE, op. cit., p. 156, et ce fut comme compensation, sans doute, qu'il obtint le bailliage de Labourd.

(2) Arch. de Jaurgain, *Inventaire de Trésor de Bidache*, dressé en 1570-1572, manuscrit in-f^o URT, f^o 57.

(3) Moreau, 647, f^o 309.

(4) Id., 648, f^o 17.

(5) A. de BELLECOMBE, et G. THOLIN, *Aide-mémoire pour servir à l'histoire de l'Agenais*, p. 36.

roi des droits de haute et basse justice, sauf dans les paroisses de Guiche, Bardos, Urt et Briscous où le concessionnaire et ses héritiers pourraient les exercer. (1). Le 3 octobre 1332, le roi d'Angleterre mande au sénéchal de Gascogne de faire droit à la plainte de Raymond Durand, sénéchal des Lannes, qui a été dépouillé par Guitard d'Albret, vicomte de Tartas, du lieu de Guiche acquis par ledit Raymond Durand et dont l'achat avait été confirmé par le roi (2).

XX. — RAYMOND DE BATZ figure comme bailli de Labourd dans un accord fait à Biarritz, le dimanche après la Sainte-Croix de septembre 1335, entre les maire, jurats, citoyens et université de Bayonne et les habitants de Biarritz, au sujet de la pêche à la baleine. (3).

XXI. — AUGER DE SAULT, second fils de Guillaume-Arnaud, seigneur de Sault-Neuf de Hasparren, et de N. de Domezain, (4), fut pourvu, par lettres royales du 4 janvier 1338, de la charge de bailli de Labourd, sa vie durant, moyennant un cens annuel à payer au roi. (5).

Un chevalier de l'Agenais, Arnaud de Durfort, seigneur de Frespech (6), ayant eu ses biens confisqués par le roi de France, obtint d'Edoaurd III, par lettres du 12 février 1338, la concession à perpétuité pour lui et ses descendants de divers lieux et territoires et, entre autres, de la terre et du bailliage de Labourd, avec les paroisses de Guiche, Bardos, Urt et Briscous (7). Mais lorsqu'il voulut faire valoir ses droits, les Labourdins tinrent la campagne en bandes

(1). — Moreau, 648 f° 95.

(2). — Id., 697, f° 297.

(3). — *Livre des Etablissements de Bayonne*, p. 251.

(4). — Voy. JAURGAIN, *La Vasconie*, t. II, p. 314, *Châteaux basques, Urtabie*, Bayonne, 1896, in-8° p. 7, n° 1.

(5). — Moreau, 649, f° 251.

(6). — Arnaud de Durfort, seigneur de Frespech, chevalier, figure dans un rôle du 6 avril 1332 avec son fils Arnaud et ses trois neveux, Arnaud de Bouville, Arnaud Odon et Auger de Lomagne. Moreau, 697, f° 256.

(7). — CARTÉ, *Catologue des rôles gascons*, t. I, p. 109.

armées et lui opposèrent une résistance énergique (1). Arnaud de Durfort trouva aide et secours auprès des Pées de Puyanne, qui, avec le titre de vicaire, occupait alors la mairie de Bayonne et Edouard III, en remercia les Bayonnais par une lettre du 11 février 1341 (2). Le seigneur de Frespech, qui s'intitula dès lors vicomte de Labourd, réussit à occuper Ustaritz et à y installer un bailli vicomtal et des officiers de justice; mais leurs agissements donnèrent lieu à diverses plaintes de la part des Labourdins qui protestèrent vivement contre l'aliénation de leur terre.

Le 26 juillet 1341, Edouard III mandait au sénéchal de Guyenne de punir sévèrement le bailli de Labourd (non nommé), s'il continuait d'extorquer des présents ou d'en recevoir dans la gestion de son office, et de le priver même de cet office s'il ne se corrigeait (3). Deux jours plus tard, le 28 juillet, le roi d'Angleterre accueillait les représentations des habitants du Labourd : ils exposaient qu'Arnaud de Durfort, chevalier, ayant obtenu, par surprise, une concession de cette terre et tous les droits en dépendant, il se faisait rendre foi et hommage par les nobles et par tous les tenanciers, contrairement à leurs coutumes et privilèges, et que ledit Arnaud de Durfort ne s'était fait donner cette concession qu'en assurant faussement qu'il se trouvait en état de défendre le pays contre les Français ou tout autre ennemi. Les Labourdins faisaient appel au roi, et Edouard III, ordonnait au sénéchal de Gascogne et à tous ses officiers de recevoir cet appel et de ne rien laisser innover au préjudice desdits habitants (4). Le 5 août suivant, sur la plainte des habitants que les officiers ne rendaient pas la justice suivant les usages et coutumes du pays, le roi prescrivit à ces officiers, sous peine d'interdiction, d'administrer la

(1). — BALASQUE, *El. sur Bayonne*, t. III, p. 255.

(2). — *Fonds Moreau*, BALASQUE, *El. histor. sur Bayonne*, t. III, p. 266.

(3). — *Moreau*, vol. 650, f° 221.

(4). — *Inventaire des privilèges... du Pays du Labourd*, p. 7.

justice conformément à ces statuts, et enjoignit au sénéchal de Guyenne d'y tenir la main (1).

Enfin, le 22 octobre de la même année, Edouard III s'engageait vis-à-vis des Labourdins, pour lui et ses héritiers, à ne plus aliéner, par donation, vente ou autrement, ses droits seigneuriaux et de souveraineté sur leur terre et à ne plus jamais la détacher du domaine de la Couronne. Il évoquait en même temps les donations qu'il avait faites à Arnaud de Durfort et ordonnait au sénéchal de Gascogne de mettre la terre de Labourd en la main du roi (2).

Mais ces lettres ne furent pas exécutées, et autant pour reconnaître le concours que lui avaient prêté les Bayonnais que pour se ménager celui qu'il en attendait encore, « lo noble et poderos baron mosseinhor NArnaud de Durfort, vescompte de la terre de Labort, » leur confirma, le 25 avril 1342, les privilèges que le roi d'Angleterre, duc de Guyenne, leur avait octroyés - prétendait-il — d'aller hors de la cité et en la terre de Labourd aussi loin qu'ils le pourraient en un jour, retour compris, d'y exploiter, comme leurs ancêtres, toutes choses nécessaires en terres vagues, bocages, landes, eaux et pâturages, et de faire juger par la cour des maire, jurats et cent pairs de la cité tous les délits et crimes commis dans le pays sur des héritages appartenant à des Bayonnais. Enfin, le soi-disant vicomte ordonnait que tout le poisson pêché à Biarritz, sauf celui nécessaire aux Labourdins pour leur nourriture, serait apporté au marché de Bayonne (3). Pées de Puyanne figure dans cet acte comme maire de la ville : il avait été, en effet, élu à cette charge au commencement d'avril, grâce à l'appui d'Olivier de Ingham, sénéchal de Guyenne, et malgré le roi qui, après s'y être formellement opposé le 4 décembre

1. Ibidem.

2. CARTI, *Rolls*, I, p. 409. — *Arch. hist. de la Gironde*, XVI, p. 223.

3. *Livre des Etablissements*, in-4° p. 322.

1341 et le 20 mars 1342 (1) approuva néanmoins l'élection le 23 juin suivant (2).

Le 26 mai 1342, au cimetière de l'église Saint-Martin de Biarritz, les habitants du bourg, assistés et autorisés du prétendu vicomte, passèrent un accord avec le corps de ville et les citoyens de Bayonne au sujet de l'apport de leur poisson au marché et de la pêche de la baleine, en ratifiant l'arrangement qu'ils avaient fait avec les mêmes Bayonnais, le 17 septembre 1335, sous Raymond de Batz, bailli de Labourd (3).

Si la proximité de la cité obligeait les Biarrots à vivre en bonne intelligence avec leurs voisins et à subir les exigences d'Arnaud de Durfort et de Péès de Puyanne, il n'en était pas de même pour les autres habitants du Labourd qui continuèrent leur lutte contre ces oppresseurs. Aussi Puyanne les traita-t-il comme des étrangers : il leur enleva le droit de s'approvisionner en franchise sur le marché de la cité et les obligea à payer la coutume pour les marchandises achetées au dehors, qui ne faisaient que traverser la ville (4).

La commune et la juridiction de Bayonne s'étendaient des deux côtés de la Nive à deux cents mètres en amont du pont de Proudines sur la rive droite, et sur la rive gauche jusqu'au ruisseau qui limite le village de Bassussarry. Péès de Puyanne, prétendant que le flux de la marée montait plus haut que le pont de Proudines, plaça sur celui-ci des gardes chargés de percevoir les droits; mais ces agents furent assaillis par les Labourdins qui les jetèrent dans la rivière, en leur criant ironiquement de vérifier si la marée allait aussi loin qu'ils l'assuraient (5).

1. — BALASQUE, *Études sur Bayonne*, t. III, pp. 268 et 269.

2. — Id., p. 269.

3. — Livre des Établissements, p. 324.

4. — BALASQUE, *op. cit.*, p. 276.

(5). BAILLAC, *Nouvelle chronique de Bayonne*, 1827, p. 70.

Ce tragique incident ne tarda pas à amener de cruelles représailles. Le dimanche 24 mai 1343, quelques gentilshommes du Labourd s'étant réunis au manoir de Miots (1), à l'occasion de la saint Barthélémy, fête patronale de Villefranque, le maire de Bayonne en fut aussitôt averti par un billet que terminait ce conseil : *Pès de Puyane, heis quent pols, no sas pas quent sera ops* (2).

« Ce maire hardi, — ajoute le chanoine Veillet (3) — animé aussi par les jurats, par les cent pairs et par toute la communauté de la ville, alla surprendre, tua ou prit tous ces gens assemblez à Miotz : ceux qu'il prit, qui étoient des gentilshommes les plus qualifiéz du pays, à seavoir : deux de la maison de Sault, un de celle de Saint-Per, un de celle d'Urtubie et un de celle de Lehet, il les fit périr d'une manière bien cruelle ; il les fit attacher et lier aux arches du pont de Proudines, afin que la marée montant, ils y fussent noyez, pour prouver que la marée alloit encore plus loin. Ils le furent, en effet ; mais non pas impunément : les habitants de la campagne prenoient, tuoient, massacroient tous ceux qu'ils pouvoient surprendre de la ville, et ceux de la ville en usoient de même contre ceux de Labourd (4).

Les nombreux documents que j'avais réunis sur les principales familles labourdines me permirent d'identifier, dès 1896 (5), les cinq gentilshommes noyés à Proudines. C'étaient : Guillaume-Arnaud II, seigneur de Sault-Neuf, et Anger de Sault, l'ancien bailli, son second fils, Martin, seigneur d'Urtubie, Guillaume-Arnaud de Sault, seigneur de

1. Voy. à l'appendice, une courte notice sur ce château.

2. Fais quand tu peux, tu ne sais quand il sera besoin.

3. *Recherches sur la ville et sur l'église de Bayonne*, manuscrit du chanoine René VEILLET, publié par M. l'abbé V. Dubarat et M. l'abbé J. B. Daranatz, Bayonne, 1910, in-4^e, p. 118.

4. « Au livre gothique de la Ville, page 41 verso (sic). — Voyez à l'Appendice : *La noyade du pont de Proudines*.

5). — *Châteaux basques, Urtubie*, in-8^e p. 5.

Saint-Pée d'Ibarren, et son beau-frère Sanche, seigneur de Lahet (1).

Quoi qu'en aient dit M. Balasque et M. Yturbide (2), des preuves historiques assez concluantes témoignent en faveur du récit de Veillet. Déjà, en 1343, Edouard III avait adressé aux habitants du Labourd, nobles et roturiers, « une sorte de manifeste pour leur rappeler qu'il avait révoqué la donation précédemment faite à Arnaud de Durfort et ordonné que leur terre fut mise sous sa main royale. » Mais Arnaud ne tenant aucun compte de nos injections, — ajoutait-il, — a envahi violemment ladite terre, y a porté le fer et la flamme, et commis tant de crimes, de meurtres et d'incendies, que nous en sommes vraiment troublé. Aussi nous vous commandons, sous peine de forfaiture de corps et de biens, de ne plus obéir, à Arnaud de Durfort et de ne reconnaître d'autre supérieur direct que nous-même. A cet effet, nous vous déliions de tous les serments que vous pouvez lui avoir prêtés, révoquant, du reste, à nouveau la donation que nous lui avons faite de ladite terre de Labourd (3). »

La nouvelle de l'exécution des cinq gentilshommes labourdins parvint rapidement au roi d'Angleterre qui, dès le 18 septembre 1343 (4), enleva la charge de sénéchal de Guyenne à Olivier de Ingham, le protecteur de Pées de Puyanne, pour la donner à Nicolas de la Brèche (5). Celui-ci fut sans doute chargé d'ouvrir une information judiciaire contre Arnaud de Durfort et le maire de Bayonne, car tous deux prirent la fuite et Puyanne se réfugia auprès de Raymond d'Andoins, évêque de Lescar, où il mourut (6).

1. — Sanche de Lahet avait épousé en 1317, Douce, sœur de Guillaume-Arnaud de Sault, seigneur de Saint-Pée, qui, lui-même se maria en 1322 à Beatrix de Lahet, sœur de Sanche. Voy. *La Vasconie*, t. II, pp. 513-514.

2. — Je discuterai, à l'appendice, les opinions de ces deux auteurs.

3. — BALASQUE, *op. cit.*, p. 273.

(4). — RYMER, *Fœdera*, etc., t. II, IV^e part. p. 152, col. 2.

5. — Celui-ci fut remplacé, en 1345, par Rodolphe de Strafford.

6. — BALASQUE, *op. cit.*, p. 292.

Un bourgeois notable, Péès de Viele ou de Ville, fut mis à la tête de la municipalité bayonnaise, avec le titre de vicaire, (1) et le 15 janvier 1344, Edouard III chargea Nicolas de la Brèche de terminer la désolante querelle des Labourdins et de la ville dont celle-ci souffrait beaucoup, personne n'osant plus en sortir et les terres de la campagne restant en friche (2).

Mais les premiers, qui prétendaient être indemnisés des pertes et sévices qu'ils avaient subis, continuèrent les hostilités contre les citadins, et le roi dut intervenir de nouveau. Le 18 septembre 1344, il ordonna au sénéchal de Guyenne de s'interposer entre eux, d'imposer des trêves, de proposer des arbitrages, d'employer enfin tous les moyens en son pouvoir pour rétablir la paix (3).

L'arbitre proposé par le sénéchal, et accepté de part et d'autre, fut Bernard-Ezi IV, sire d'Albret et vicomte de Tartas, qui rendit sa sentence quelques jours avant la Noël de la même année : *Conegude cause sie a toltz* — y disait-il — *que cum guerres contrasiz, desacortz, rancortz e debaltz, e males volunplalz fossen e esperassent esser enler los nobles e gentius-homis e autres gentz de la terre de Labort, d'une parl, e lo maire, juraltz e comunitat de la ciutat de Baïone d'autre, per rason de mortz, plagues, arssuris, injuris, bergoinhes e dampnages, feiltz, comes, perpetratz, e daltz de l'une parla l'autre, de e suber lesquoaus mortz, plagues, rauberries, arsuris, injuris, bergoinhes e dampnages,* les honorés et sages En Péès de Viele, maire, et quatorze jurats nommés dans l'acte, faisant pour eux et les autres jurats et cent pairs de la communauté et université de Bayonne, d'une part, et les nobles M. Bernard de Sault, clerc, NAuger, seigneur d'Urtubie, En Sanche, seigneur de Saint-Pée, Auger de Saint-Pée, son frère, NEspain de Sault, surnommé Boton, Guillaume-Arnaud

(1). — Il fut élu maire en avril 1344.

(2). — BALASQUE, *op. cit.*, p. 284.

(3). — RYMER, *op. cit.* p. 168.

de Saul, son frère naturel surnommé Gombaudo, Martin-Sanche, seigneur de Sorhouette, Pierre-Martin, seigneur de Lahet, Pierre-Arnaud de Lahet, son frère, En Pierre-Arnaud, seigneur de Hirigoyen, Martin, son fils, Jean Martin seigneur de Boniort, Jean d'Urtubie, Arnaud d'Urthuburu, Jean, son fils, Pierre-Arnaud, seigneur de Saint-Jean, Pierre Arnaud, seigneur d'Ibarburu, et Pierre Arnaud, seigneur d'Urcuit, voisins et habitants de la terre de Labourd, pour eux, leurs héritiers et successeurs, nés et à naître, et pour leurs compagnons de la terre de Labourd, *aus quoaus loquare e pol loquar lodil negoci, d'autre parl, se fossen compromeltz, mes e pausatz haul e bas, en nös Bernadeltz, seinhor de Labril, rescomle de Tarlas, assi cum a lor arbitre arbitredor e amigable composidor, esliit acordamens per les diites parlides..*

Les maire, jurats, cent pairs et communauté de Bayonne sont condamnés à payer 4.000 écus vieux du premier coin de France, de bon or et poids loyal, *ausdiltz gentius de Labort per instiluir e fonder delz prebendes presbisteraus per les amnes dous gentius de Saul, de Sent Per, d'Urtubie, de Lehel, losquans MORIN A BAIONE, so es assaber : la lerce parl de le dile some d'escultz de la feste de Nadau prosmanl bient en hun an, le lerce parl a l'autre feste de Nadau, prosman sequent, el l'autre lerce parl a l'autre lerce de Nadau apres les diles dues festes de Nadau prosman sequent.*

Item, que quoale de les diles prebendes seen instiluides per los amnes dous diltz gentius de Saul deffuntz, e dues pour l'amne dou seinhor de Sent Per deffunt, dues pour l'amne dou seinhor d'Urtubie deffunt, e, autres dues per l'amne dou seinhor de Lehel deffunt.

Item, que los seinhors dous hostaus de Saul, de Sent Per, d'Urtubie e de Lehel, qui are son e seran per temps, posquen meter e presentar, e ayen dret de meter e presentar a les diles prebendes, personnes suficientes; so es assaber : lo de Saul de quoale, lo de Sent Per de dues, lo d'Urtubie de dues, e lo de Lehel de dues.

Il est stipulé que ces seigneurs, et chacun d'eux pour soi et pour sa part ci-dessus déclarée, pourront instituer les dites prébendes en tout l'évêché de Bayonne, au lieu qu'ils choisiront, etc. Et les Bayonnais seront tenus d'obtenir, pour les gentilshommes, confirmation de ces prébendes par le pape, de la Noël prochaine à un an.

Les Bayonnais devront payer, en outre, avant la fête de la Noël suivante, 1.500 écus d'or neufs aux habitants du Labourd pour les dommages qui leur avaient été causés à l'instigation des maire, jurats et cent pairs alors en exercice, et cette somme sera répartie par M. Domengs du Fasar, d'après son estimation des dommages, entre les intéressés.

Les gens de Labourd, nobles ou autres, pourront tirer de Bayonne, par mer et par terre, sur la tête et le cou, par bateaux ou par bêtes, à toute heure et en tout temps, les vivres qui leur seront nécessaires, sans payer cize ni maltôte, en acquittant les péages royaux accoutumés. Ceux qui transporteront ces vivres sur la tête ou le cou devront jurer aux gardes de la ville, à la porte par laquelle ils sortiront, sur les évangiles et la croix qu'ils sont destinés à être mangés et consommés en ladite terre de Labourd et non à être portés ailleurs par eux ni par autres, avec ou sans fraude, hors de ladite terre, etc.

Les contrats et obligations que Mgr. Arnaud de Durfort et les gens de Bayonne avaient fait souscrire aux Labourdins pendant qu'ils étaient en prison ou autrement, par force, sont déclarés nuls et non valables, aussi bien que les status faits par les Bayonnais au préjudice de la terre de Labourd, depuis le temps que Mgr Arnaud de Durfort vint en ladite terre.

Les gentilshommes et autres de la terre de Labourd qui furent bannis de Bayonne depuis la même époque seront débannis, et les écritures qui attestent le bannissement effacées du livre de la ville.

Enfin, les fils de Péés de Puyanne demeurent exclus de la présente paix; pour rien de ce que pourront leur faire

les gens du Labourd, les Bayonnais ne devront porter secours auxdits fils de Puyanne, et la présente paix n'en sera pas rompue (1).

Mécontents des condamnations prononcées contre eux, les Bayonnais en appelèrent au roi d'Angleterre et les choses traînèrent en longueur, car ce fut une douzaine d'années plus tard, en 1357, que le prince de Galles mit fin aux débats par une nouvelle sentence qui sera rapportée plus loin.

Le bailli Auger de Sault, noyé à Proudines, avait laissé deux fils légitimes : Arnaud-Guillaume, qui succéda avant 1349 à Pierre-Arnaud II, seigneur de Sault, clerc du roi, son oncle, et mourut sans postérité; Espain, dit Bolon, seigneur de Sault après son frère; et un bâtard : Guillaume-Arnaud de Sault, surnommé Gombaud. Comme on va le voir, ces deux derniers devinrent baillis de Labourd l'un après l'autre.

XXII. — ARNAUD-GARCIE DE GOUT, dit BASCULUS, SEIGNEUR DE PUYGUILHEM, fils naturel d'Arnaud-Garcie, de Gout, vicomte de Lomagne (2), fut chargé, en qualité de sénéchal des Lannes (3), de l'administration du bailliage de Labourd du mois de septembre 1343 au commencement de 1348. Le 15 avril 1344, Edouard III manda au sénéchal des Lannes, bailli de Labourd, de maintenir Pierre-Arnaud seigneur de Sault-Neuf, clerc du roi, dans la possession des droits de péage et de gardage qu'il tenait de ses ancêtres : de toute ancienneté, les voyageurs qui allaient, avec bestiaux et marchandises, de Bayonne en Navarre par la route partant du portail de Mocoron vers Garro, et *vice-versa*, payaient une redevance au seigneur de Sault-Neuf pour

(1). — *Livre des Etablissements*.—Les deux sentences de 1344, pp. 379-385 et 1357 (pp. 385-393), partiellement maculées et illisibles dans le reg. AA. 1. des Archives de Bayonne sont publiées d'après un texte reconstitué par M. Balasque et sur lequel nous présenterons en Appendice quelques observations suggérées par un examen attentif du manuscrit.

(2). — COURCELLES, *Hist. généalogique des Pairs de France*, in-4° LV1 généalogie de Gouth ou de Goul, -p. 18.

(3). — BELLECOMBE, *Aide-mémoire pour servir à l'hist. del' Agenais*, in-8°. p. 36.

sauf-conduit et gardage (1). Le même gentilhomme fut autorisé, le 4 mai suivant, à reconstruire une forteresse à Sault (Hasparren) (2), et ce nouveau château fut connu dès lors sous le seul nom de Sault, tandis que le plus ancien manoir, appartenant à la branche aînée, continua d'être désigné par celui de Sault-le-Vieux.

Le monarque anglais ordonna aussi à Rodolphe de Strafford, son sénéchal de Gascogne, le 7 avril 1345, de défendre et faire défendre de toute injure et violence Géralde, veuve de Péès de Puyanne, jadis maire de Bayonne, et ses fils et de les remettre en possession de leurs biens meubles et immeubles, s'ils se trouvaient placés sous la main du roi (3). Mais les Labourdins firent sans doute quelque opposition à l'exécution de ce mandement, car c'est seulement le 22 septembre 1363, plus de six ans après la sentence prononcée par le prince de Galles, que l'on vit apparaître dans les actes bayonnais Miquieu de Puyanne, l'un des fils de Péès (4), qui devint maire de la cité en 1371 (5).

XXIII. — THOMAS HAMPTON succéda au seigneur de Puÿguilhem comme sénéchal des Lannes, avant le 1^{er} avril 1348 (6), et eut aussi la gérance du bailliage de Labourd. On remarque encore, sous l'administration de celui-ci, l'incohérence qui caractérisa la plupart des actes d'Edouard III relatifs aux Labourdins et aux Bayonnais. Le 28 septembre 1348, le roi, à la demande du pape Clément VI, restitua la vicomté de Labourd à Arnaud, fils de feu Arnaud de Durfort, chevalier (7).

(1). — *Fonds Moreau*, vol. 652, f^o 9.

(2). — *Ibid.*, f^o 17.

(3). — BALASQUE et DULAURENS, *Et. sur Bayonne* t. III, p. 291-293.

(4). — *Livre des Etablissements*, p. 312.

(5). — *Ibid.*, p. 310.

(6). — BELLECOMBE, *loc. cit.*, p. 36.

(7). — *Fonds Moreau*, vol. 652. — *Arch. hist. de la Gironde*, t. XVI, p. 288.
n. 1. Dans les affaires du Labourd, M. Balasque a attribué au fils le rôle qui fut joué par le père.

I. — Noble et puissant baron Arnaud de Durfort, chevalier, seigneur de

En considération de la fidélité et des constants services que lui ont rendus les habitants de la terre de Labourd, Edouard II maïnde aux sénéchaux, connétables et autres officiers de Guyenne, le 25 mars 1352, de faire respecter le privilège qu'il a accordé auxdits habitants de ne jamais détacher leur terre du domaine de la Couronne, malgré les donations faites à Arnaud de Durfort et à ses héritiers, qu'il révoque de nouveau (1), et le 7 septembre suivant, il concède à Arnaud de Durfort, fils de l'ancien vicomte de Labourd, le péage de Saint-Macaire, dans le Bordelais, jusqu'à ce que les terre, baillive et juridiction de Labourd puissent lui être restituées (2). Enfin, le 15 décembre 1380, il confirme au même Arnaud fils d'Arnaud de Durfort, défunt, la donation de la terre de Durfort, près de Penne, et de divers autres lieux, en Agenais, avec haute et basse justice, à charge d'hommage (3).

La sentence du sire d'Albret étant restée à l'état de lettre morte, par suite de l'appel des Bayonnais, et les Labourdins, fatigués d'une aussi longue attente, menaçant de se faire justice eux-mêmes, Edouard III se décida, enfin, le 7 février 1356, à écrire au prince de Galles, qui se trouvait alors en Guyenne, pour le charger de cette affaire. Il l'invitait à effacer de la sentence tout ce qui manifestement allait au-

Frespech, donne quittance de ses gages à Henri de Hans, sénéchal d'Agenais pour le roi de France, le 1^{er} janvier 1303, n. st. A. CLAIRAMBAULT *Titres scellés*, reg. 42, p. 3145). Il fut père de :

II. — Arnaud II de Durfort, damoiseau, seigneur de Frespech, qui épousa en 1320, Brunissende, fille de Bertrand de Durfort, chevalier, seigneur de Malauze et de Clermont-Soubiran, et de Sybille de La Barthe, et donna, du 22 mars 1320 au 7 janvier 1323, cinq quittances, d'une somme totale de 5.000 livres formant la dot de sa femme (Arch. des Basses-Pyrénées, E. 277). — LA CHESNAYE-DESBOIS, *Dict. de la noblesse*, 3^e éd., t. VII, col. 135). Nommé, comme chevalier, dans un mandement d'Edouard III du 15 avril 1344, déjà cité, avec son fils Arnaud, qui suit, il devint donataire de la vicomté de Labourd et l'allié des Bayonnais.

III. — Arnaud III de Durfort, damoiseau, seigneur de Frespech, succéda à son père peu de temps avant le 28 septembre 1348, et eut pour héritier Bertrand, seigneur de Montferrand.

1. — Arch. hist. de la Gironde, t. XVI, 289.

2. — CARTE, *Rolls gascons*, t. I, p. 138.

3. — Bibl. nat., mss., *Collection Doat*, vol. CXCL, p. 192. — Arch. hist. de la Gironde, t. IV, p. 112.

delà des règles ordinaires et lui recommandait de veiller surtout à ce que les habitants du Labourd ne tentassent pas d'exécuter à main armée le jugement rendu par Bernard-Ezi d'Albret (1).

Le prince réunit les délégués de Bayonne et du pays de Labourd au palais de l'archevêché, à Bordeaux, et, en présence de plusieurs personnages parmi lesquels se trouvaient Jean, seigneur de Cheverstone, sénéchal du duché d'Aquitaine, et Bernard-Ezi IV d'Albret, il y formula, le 11 avril 1357, une sentence définitive qui reconnaissait la culpabilité des Bayonnais, en maintenant la plupart des ordonnances prononcées par le sire d'Albret, mais en abaissant, cependant, les peines pécuniaires.

Les obligations que Durfort et les Bayonnais avaient extorquées aux Labourdins sont annulées, de même que les bannissements prononcés contre eux.

Les franchises des habitants du Labourd pour les vivres qu'ils pourront tirer de Bayonne sont maintenues.

Les prébendes à fonder pour les seigneurs de Sault, de Saint-Pée, d'Urtubie et de Lahet, *qui morlui fuerunt Baione*, sont réduites à six et les dommages à payer par les Bayonnais à 500 écus d'or au lieu de 1.500.

Enfin la clause relative aux fils de Pées de Puyanne paraît avoir été passée sous silence (2).

XXIV. — GAILLARD DURAND obtint du roi d'Angleterre, le 27 mai 1358, la restitution de la baillive et terre de Labourd qui avait été donnée à perpétuité, le 26 janvier 1330, à Raymond Durand, chevalier, son père (3); mais si cette restitution eut lieu, elle dura moins d'un an.

XXV. — THOMAS HAMPTON, ancien sénéchal des Lannes, fut nommé bailli du Labourd, le 13 mai 1359 (4).

(à suivre).

JEAN DE JAURGAIN.

(1). — Arch. de Bayonne, AA. 13, p. 86.

(2). — Voy. plus haut, page 125.

(3). — CARTE, *Rolles*, t. I, p. 142.

(4). — Ibid, p. 146.

Le Labourd à la fin du XVIII^e Siècle

D'APRÈS LES ARCHIVES DU CONTROLE GÉNÉRAL

(Suite)

La Convocation des Députés aux Etats Généraux de 1789 dans le Bailliage d'Ustaritz

Depuis de longues années, le mauvais état des finances, l'évolution des esprits, la soif d'un monde nouveau faisaient naître, dans notre pays, les signes précurseurs du terrible orage de 1789.

Il ne m'appartient pas d'aborder, dans le cadre restreint de cette étude, les grands mouvements qui agitèrent le peuple français et le poussèrent à accomplir ce grand bouleversement qui domine encore de nos jours, non seulement notre histoire, mais celle du monde entier.

Je veux simplement montrer quels furent, à la veille de la réunion des Etats Généraux, les espoirs, les réclamations de la province du Labourd, ses démarches pour obtenir une représentation séparée de celle de ses voisins, de Bayonne en particulier, et l'esprit de farouche indépendance qui lui fit augurer, d'une députation particulière à son bailliage, une plus grande autonomie.

Etre une province bien à part, avec ses privilèges, ses Etats, son syndic, ses députés, dans une France qui allait être régénérée, voilà quelle fut l'ambition des Labourdins à ce moment de leur histoire.

Les démarches, les réclamations, rien ne coûta à leur désir d'obtenir satisfaction. Nous verrons, par la suite, qu'ils purent chanter victoire, mais leur triomphe fut sans lendemain. Ils eurent des députés exclusivement élus par eux; mais à quoi leur servirent-ils? à rien!..

Ils avaient fondé de grands espoirs sur la réunion des députés aux Etats Généraux, pour consacrer leurs droits et leurs privilèges ! Les Basques les virent fondre dans l'organisation nouvelle des départements qui, en les assimilant aux populations voisines, devaient, leur semblait-il, leur faire perdre, avec les sentiments de la vertu, le goût de travailler leur terre.

Le Labourd devint une partie des Basses-Pyrénées. Rendons grâces au ciel et à la nature des choses ! Cette fusion que les Basques appréhendaient, cette inimitié pour la ville de Bayonne que nous leur verrons exprimer et dont l'influence leur faisait craindre la perte de ces coutumes touchantes, de cette naïveté vertueuse dont ils étaient attachés, n'a produit aucun des résultats redoutés.

Il fallait l'esprit d'indépendance ombrageuse des Labourdins pour manifester pareille appréhension.

Instruits par les ans qui ont passé, nous voyons aujourd'hui que les Basques ont gardé le goût des mœurs ancestrales, l'héritage de simplicité et de droiture que leur légèrent leurs aïeux et jusqu'à l'usage presque exclusif de leur langue millénaire dont le parler a résisté à toutes les influences.

Devons-nous en conclure qu'il faut se féliciter de la disparition, vieille de cent trente ans, de nos vieilles provinces, dans le cadre souvent arbitraire des départements. Je n'en crois rien. Je n'ai pas la place ici d'un long développement à ce sujet, mais la tendance nettement formulée vers un retour au régionalisme, semble indiquer que le morcellement fictif de la France, quoique ayant rendu de grands services, aurait tout lieu de céder la place à une nouvelle division de notre pays heureusement inspirée des groupements de nos vieilles provinces.

* * *

Après les terribles et héroïques années que les Français viennent de vivre, après cette période d'abnégation et de

magnifique énergie qui nous a laissé, je le crains, en attendant les sursauts que l'on peut attendre d'un peuple aussi mobile que le nôtre, comme une réserve de résignation, d'affaissement de l'esprit public, ou, pour dire le mot d'un de nos contemporains, comme une très forte atteinte de la maladie de l'indifférence, il nous est peut-être difficile de concevoir la joie qui envahit nos aïeux à la nouvelle de la publication du règlement royal de 1789 portant convocation des Etats Généraux ! Un treïssaillement parcourut la France tout entière et l'on attendit de la collaboration du Roi et des élus de la nation les merveilles qui allaient donner à la France une vie nouvelle.

Il suffit de lire quelques contemporains pour se convaincre de cet état d'esprit. Menu de Chomorceau, qui devait être député au bailliage de Sens, écrivait, en février 1789, au Garde des sceaux : « On ne peut lire les lettres de convocation sans être ému jusqu'aux larmes », et le curé de St-Gaudent (Poitou) écrivait à Necker qu'il avait lu en chaire le règlement « et que le plus grand nombre des auditeurs fut extasié d'admiration et de reconnaissance » (1).

La Lettre du Roi pour la convocation des Etats Généraux, datée du 24 janvier 1789, avait de quoi attendrir le cœur des Français. C'était le premier appel vraiment direct du roi au peuple, depuis 1614 :

Elle débutait ainsi :

« Notre amé et féal. Nous avons besoin du concours de nos fidèles sujets pour nous aider à surmonter toutes les difficultés où nous nous trouvons, relativement à l'état de nos finances et pour établir, suivant nos vœux, un ordre constant et invariable dans toutes les parties du royaume qui intéressent le bonheur de nos sujets et la prospérité de notre royaume. . »

A ce langage, à cet appel confiant à une collaboration,

(1) Brette. Documents relatifs à la convocation des Etats Généraux de 1789.

le peuple français répondit par le plus vif enthousiasme. Mais autant la lettre devait semer de généreux espoirs, autant le règlement qui l'accompagnait allait susciter des réclamations très nombreuses et très vives.

Déjà, avait transpercé le « Résultat du Conseil d'Etat du Roi du 27 décembre 1788 », qui portait entr'autres :

.. « Les députés seront au moins au nombre de 1.000.

Ce nombre sera formé autant qu'il sera possible en raison composée de la population et des contributions de chaque bailliage.... »

D'un autre côté, le règlement du 24 janvier 1789 comportait : (Je n'en citerai que les deux premiers points intéressant ce qui nous concerne) :

« *Article 1^{er}*. — Les lettres de convocation seront envoyées aux gouverneurs des différentes provinces du royaume, pour les faire parvenir dans l'étendue de leurs gouvernements *aux baillis et sénéchaux d'épée*, à qui elles seront adressées ou à leur lieutenant.

Article II. — Dans la vue de faciliter et de simplifier les opérations, il sera distingué deux classes de bailliages et de sénéchaussées.

Dans la première classe seront compris tous les bailliages et les sénéchaussées auxquels Sa Majesté a jugé que ses Lettres de convocation devaient être adressées conformément à ce qui s'est pratiqué en 1614.

Dans la deuxième classe seront compris ceux des bailliages et sénéchaussées qui, n'ayant pas député directement en 1614, ont été jugés par S. M. devoir encore ne députer que secondairement et conjointement avec les bailliages ou sénéchaussées de première classe, et dans l'une et l'autre classe on entendra par bailliage et sénéchaussée tous les sièges auxquels la connaissance des cas royaux est attribuée. ».....

De plus le règlement portait que « le Roi, en réglant l'ordre des convocations et la forme des Assemblées, a voulu suivre les anciens usages autant qu'il était possible. Sa Ma-

jesté guidée par ce principe, a conservé à tous les bailliages qui avaient député directement aux Etats Généraux de 1614 un privilège consacré par le temps. »

Or, comme le dit Brette, « il est de toute évidence que l'on ne pouvait concilier le respect des formes antiques immuables avec des éléments aussi variables que la population et les impositions. »

De là et de quelques erreurs commises par le pouvoir royal qui ne connaissait que très imparfaitement le nombre et la composition des bailliages, devaient naître les réclamations.

Tel bailliage qui, en 1614, avait député secondairement aux Etats Généraux avait vu, depuis, le nombre de ses impositions augmenter considérablement et sa population également s'accroître.

Comment l'administration centrale s'en serait-elle rendu un compte exact? Le montant des impôts ne parvenait au Contrôle Général des Finances qu'après être passé par les mains expertes de nombre de receveurs et de fermiers généraux! Pour ce qui est de la population de la France et de chaque bailliage en particulier, il n'y avait personne qui fût capable d'en faire le dénombrement. Dans son volume « de l'Administration des finances » paru en 1784, Necker disait lui-même qu'il était impossible de compter exactement la population d'un si vaste pays. »

On trouve aux Archives Nationales, pour l'année 1789, des Etats donnant le nombre des paroisses qui ressortirent aux bailliages, le nombre des députés qui avaient été envoyés aux Assemblées et le nombre de feux de chaque paroisse.

Ces tableaux, je me hâte de l'ajouter, ne doivent être consultés qu'avec circonspection. Ils furent dressés par les soins des Lieutenants Généraux et souvent de façon très approximative en raison de la répugnance qu'avait chaque paroisse à fournir le nombre exact de ses feux, ne voyant

dans ces estimations qu'un calcul à une nouvelle assiette d'impôts.

Donc dans l'ignorance où se trouvait l'Administration centrale elle se crût plus sage en s'en tenant presque exclusivement aux indications fournies par l'appel des Etats et c'est ainsi que dans l'état annexé au règlement royal de 1789 figurèrent comme devant députer dans la sénéchaussée des Lannes avec Dax comme siège principal les ressorts secondaires de Saint-Sever et de Bayonne. A ce dernier se trouvait rattaché, toujours comme en 1614, le Labourd.

Ici nous allons entrer dans le compte rendu des démarches qu'entama le pays de Labourd pour pouvoir députer indépendamment et s'affranchir de la tutelle du sénéchal de Bayonne.

* * *

Il est de toute certitude qu'un travail aussi considérable que le soin de convoquer les Etats Généraux n'était pas sans exciter les commentaires alimentés par quelques indiscretions sur la façon dont ils seraient réunis et le mode des élections. Nous en verrions une preuve dans la démarche du Syndic du Labourd; le S^r Haramboure, que nous avons laissé, au cours de notre précédente étude, en lutte constante dans le Bilgar ce qui ne l'empêcha pas d'excéder de longtemps la durée de son mandat et de le prolonger jusqu'à la Révolution.

Le 22 novembre 1788, deux mois avant le règlement royal portant notification au pays de la manière de réunir les Assemblées bailliagères, nous voyons le syndic du Labourd prendre les devants, en prévision de ce qui allait se passer et écrire de Bardos au Directeur Général des Finances :

Monseigneur,

Quoiqu'il ne paraisse pas que le pays de Labourd eût concouru à l'Assemblée des Etats Généraux en 1614, le

régime sous lequel il a été constitué depuis cette époque lui fait un titre à être admis dans l'Assemblée prochaine. La Province m'a chargé, Monseigneur, de vous adresser la réclamation. Elle ose se promettre de votre attention que vous voudrez bien exposer son vœu à l'Assemblée des notables et j'attendrai que vous nous fassiez l'honneur de me transmettre vos dispositions sur cet objet pour les communiquer à mes commettants. »

La lettre demeure sans réponse, mais la cause du Labourd avait à Paris un ardent, habile et influent défenseur en la personne d'un de ses futurs députés, j'ai nommé Garat, (1). Ce dernier, qui devait à ses travaux, à ses relations dans le monde des philosophes et de la cour, une influence pas négligeable, la mit au service de ses compatriotes avec un très grand zèle qui devait du reste recevoir sa récompense.

Le 1^{er} janvier 1789, toujours avant qu'une décision ait été prise, il ouvrait le feu, en adressant à Necker la lettre suivante que je cite entièrement ainsi que les pièces qui suivront, étant de ceux qui estiment que, dans une étude contributive du genre de celle-ci, rien ne saurait remplacer comme exactitude et documentation, la reproduction intégrale des documents d'archives.

Le 1^{er} janvier 1789.

Monsieur,

Je suis chargé par les officiers du bailliage de Labourt et par le Bilgar Assemblée de toutes les paroisses du même canton de vous prévenir sur des demandes et sur des vœux qu'ils doivent avoir l'honneur de vous adresser eux-mêmes.

(1) Garat, Dominique Joseph, né à Bayonne, le 8 septembre 1749, député en 1789, membre du Conseil des anciens, ministre, sénateur, comte de l'Empire, mort à Ustaritz le 9 décembre 1833, fut élevé par un de ses oncles, curé aux environs de Bayonne et termina ses études au Collège de Guyenne à Bordeaux. Reçu avocat, il vint à Paris, se lia avec les philosophes, publia de 1778 à 1784 plusieurs ouvrages dont plusieurs furent couronnés par l'Académie et fut nommé Professeur d'histoire à l'Athénée. Le 22 avril 1789, il fut élu député par le Bailliage de Labourd. (Dictionnaire des Parlementaires).

Le Bailliage du Labourt n'a point eu de députés aux anciens Etats Généraux et il craint qu'on ne lui accorde point de représentant dans les Etats qui vont être convoqués ou qu'on ne confonde sa représentation avec celle de Bayonne.

J'ai cru pouvoir, Monsieur, les rassurer sur ces alarmes, parce que j'étais bien sûr que les injustices, les erreurs, les oublis, l'ignorance et l'indifférence des anciens Etats généraux ne seraient pas ce que vous prendriez pour modèles.

Par des renseignements dont les uns sont certains et les autres très probables, on sait que le Labourt a soixante lieues quarrées d'étendue (1), trente-six grandes paroisses et cinq à six hameaux, quarante-cinq mille âmes de population, et qu'il paie par abonnement, quoique très pauvre, plus de soixante mille livres de contribution; il y a un bailliage et son hilgar ou assemblée des députés de toutes les paroisses, peut être considéré comme de petits Etats.

J'ai pensé, Monsieur, que plusieurs de ces titres, ou du moins tous ensemble, vous paraîtraient suffisants pour établir le droit d'une représentation dans les Etats Généraux.

Les intérêts de la ville de Bayonne et ceux du pays de Labourd, dans une multitude de choses, sont opposés, ou, du moins, le paraissent aux Labourdins et aux Bayonnais et de beaucoup de sentiments de jalousie et de rivalité sont nées beaucoup d'inimitiés.

La langue qu'on parle à Bayonne et celle qu'on parle dans le Labourt sont absolument différentes, et cette différence est telle qu'elle ne permet aucune communication entre les esprits, aucune discussion, aucune conciliation.

Les propriétaires du Labourt sont presque tous des

(1) à rapprocher de l'opinion de M. Harambillague, syndic du Labourd à M. Choart qui le 6 mars 1730 disait que le Labourd s'étendait approximativement sur cinq lieues de longueur et trois et demie de largeur. Le Labourd à la fin du XVIII^e siècle d'après les archives du Contrôle général. *Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne* 1917, p. 61).

laboureurs qui travaillent eux-mêmes leurs champs. S'ils étaient obligés d'aller faire leurs élections à Bayonne, leurs champs seraient abandonnés et ils en souffriraient beaucoup de dommages.

Les habitants de Bayonne qui seraient chez eux et qui seraient plus habiles dans l'art de diriger ou de forcer leur choix se rendraient maîtres de toutes les élections. Il n'y aurait d'élus que des Bayonnais et les Basques se croiraient toujours sans représentants parce qu'ils ne seraient pas représentés par des Basques.

C'est un peuple tout particulier; par sa langue il tient à l'antiquité la plus reculée et, caché, entre des gorges de montagnes, il n'a jamais changé de mœurs. La coutume qui le régit n'a rien de commun avec les autres coutumes du royaume.

Je crois donc aussi, Monsieur, que vous reconnaîtrez combien il est juste et nécessaire de séparer la représentation des deux pays que leurs intérêts, leurs sentiments, leurs langues, leurs mœurs et leurs coutumes séparent de tant de manières.

C'est dans les Etats Généraux que les réunions doivent se faire, parce que là elles seront préparées par le génie de l'Europe, par celui de la France et par le vôtre.

Avec d'autres ministres, Monsieur, je me croirais peut-être obligé de faire quelques raisonnements. Avec vous, je crois que tout est dit quand les faits sont énoncés.

Je viens, Monsieur, comme Basque de vos présenter les demandes d'une petite province; permettez-moi comme Français de vous remercier pour toute la France. Je viens de lire ce discours qui a été prononcé dans le Conseil d'un roi. Oh! que cela est raisonnable! Oh! que cela est touchant! Les orateurs de l'antiquité, pour parler à l'âme, parlaient aux passions et vous, Monsieur, vous émeuvez, vous attendrissez profondément en éclairant la raison.

Je suis, etc....

Cependant le pays de Labourd, bien informé, apprenait

officieusement, que les états de convocation devant prochainement paraître, et que ses craintes n'étaient que trop fondées.

Aussitôt fut rédigé un mémoire et c'est Garat qui fut chargé de le faire parvenir à Necker avec une lettre ainsi conçue :

18 janvier 1789.

Monsieur,

Je reçois sur le champ un mémoire que le pays de Labourt a l'honneur de vous adresser sur sa représentation aux Etats Généraux et qu'il me charge de vous faire parvenir.

J'ai vu, ce matin, M. de Lessart, et ce magistrat m'a paru frappé des considérations sur lesquelles le pays de Labourt fonde sa demande; mais il m'a opposé une objection qu'il regarde comme décisive. C'est que le principe adopté sera qu'il n'y a que les bailliages qui ont leur ressort au Parlement qui feront leurs élections séparément et que le bailliage de Labourt a son ressort immédiat non pas au Parlement de Bordeaux, mais au Sénéchal de Bayonne.

Le pays de Labourt peut répondre à cela, Monsieur, qu'il ne faut pas confondre son bailliage avec les petits bailliages subordonnés à des sénéchaussées, 1^o parce que son bailli est un bailli d'épée, 2^o parce qu'il connaît de tous les cas royaux et qu'il a une justice civile et criminelle, 3^o parce qu'il a une multitude de causes qui vont directement de son bailliage au Parlement de Bordeaux et qu'il n'y en a aucune dont le sénéchal de Bayonne juge souverainement.

Je ne pense pas, Monsieur, que cette seule considération d'un principe qui s'applique si imparfaitement au bailliage du Labourt puisse l'emporter sur la multitude des considérations puissantes qui motivent sa demande à une représentation séparée de celle de la ville de Bayonne.

Mais c'est à vous, Monsieur, à balancer tous ces motifs,

et c'est dans votre sagesse que les Basques, ainsi que tous les Français mettent toute leur confiance.

Je suis, etc....

Et voici la teneur du mémoire :

Monseigneur,

Les paroisses du Labourt, assemblées en Bilgar, vous prient de leur accorder un moment de cette attention toujours fixée sur les intérêts d'un vaste empire.

L'attente des Etats Généraux, qui fait la joie de toute la France, jusqu'à présent ne donne que des inquiétudes au pays de Labourt. On veut lui faire craindre ou qu'il n'ait pas de représentant dans l'Assemblée de la nation ou qu'il n'ait qu'une représentation confondue dans celle de la ville de Bayonne. L'une et l'autre lui seraient également funestes et le Labourt peut établir facilement qu'il doit avoir des représentants aux Etats Généraux et qu'il doit en avoir qui ne soient qu'à lui.

Il est vrai que, quoique réuni à la couronne à l'époque des derniers Etats Généraux, le Labourt n'y a point envoyé de députés, mais pourquoi en aurait-il voulu avoir à cette époque? Au milieu de ses montagnes, il était étranger à ces factions et aux querelles de religion qui assemblaient souvent les Etats; et en 1614, il ne payait encore au Roi que deux cents livres sous le nom de subvention.

Une telle contribution ne devait donner ni beaucoup d'intérêt ni beaucoup de droits à une représentation.

Depuis 1614, il est douteux que le Labourt ait vu augmenter ses richesses, mais il est certain qu'il a vu beaucoup monter ses impositions. Il paie aujourd'hui par abonnement plus de soixante-dix mille livres. C'est peu de chose sans doute dans les six cents millions qui forment la masse totale des contributions du royaume; mais cette somme, quelque petite qu'elle puisse paraître, est supérieure encore aux moyens du pays de Labourt. Il ne peut la payer qu'en tarissant les sources de tous les accroissements de

l'agriculture et du commerce et qu'on plie sous un grand ou sous un petit fardeau, lorsqu'on en est écrasé, on a également des droits à tous les soulagements

Mais les droits du Labourt pour avoir une représentation ne sont pas fondés seulement sur ses malheurs; il a d'autres titres encore.

Le Labourt a un bailliage siégeant à Ustaritz, et si tous les autres dans tout le royaume jouissent des droits de faire des élections, on ne voit pas comment le bailliage du Labourt en serait seul excepté.

L'étendue du pays de Labourt est estimée à soixante lieues quarrées, sa population a environ quarante-cinq mille âmes. Il est divisé en trente-cinq grandes paroisses et cinq hameaux.

Si le droit de représentation est établi sur l'étendue du terrain, il doit être sans doute accordé à un pays de soixante lieues quarrées. S'il est établi sur la population, il doit être accordé à quarante-cinq mille âmes; s'il est établi sur le nombre de municipalités, il doit être accordé à trente-cinq ou quarante paroisses qui ont toutes leurs maires, leurs échevins et leurs assemblées de communes.

A ces considérations tirées de l'état des choses, il s'en joint d'autres qu'un avenir très prochain présente.

Les soixante lieues quarrées du pays de Labourt sont, dans la plus grande partie incultes et désertes, et cependant il s'en faut bien qu'elles soient infertiles par la nature du terrain. Elles peuvent se couvrir très aisément de productions et d'hommes, si on y éveille l'industrie, si on y place l'aisance à côté du travail. C'est ce qu'on peut attendre de l'influence des Etats Généraux et de celle d'un ministre aussi digne de diriger les conseils de la nation que ceux du monarque. Mais ces accroissements de culture et de population n'auraient lieu avec quelque certitude pour le pays de Labourt qu'autant qu'il aura des représentants qui porteront ses vœux et qui discuteront ses intérêts aux Etats Généraux.

Le Labourt est une des frontières du royaume et l'on sait combien il importe aux empires d'avoir de la force et de la puissance à leurs limites qui doivent être aussi leurs barrières.

Ce qui a entretenu dans cet état de dépopulation et de pauvreté un pays (tous ceux qui le connaissent en conviennent) habité par un peuple actif, ingénieux et courageux, ce sont les vices de la coutume par laquelle il est régi, mais on n'abolira point sans doute, sans la discussion et le consentement d'une province, une coutume qui la gouverne de temps immémorial et, pour qu'elle y consente dans les Etats Généraux, il faut qu'elle y ait des représentants.

La forme des élections donne des embarras au gouvernement pour toutes les autres provinces du royaume. Dans le pays de Labourt elle sera facile. Elle est déjà toute préparée. Le Bilgar est une assemblée de toutes les paroisses convoquées par un syndic, avec le concours des officiers du bailliage. Rien ne sera plus aisé que d'y convoquer et d'y faire voter tous les propriétaires pour l'élection des députés. Une particularité assez remarquable et peut-être assez intéressante distingue l'Assemblée des Bilgar, espèce de petits Etats. Ni le clergé ni la noblesse n'y sont pas admis, et cela prouve que l'origine en remonte à des temps où il n'y avait pas de noblesse et où tous les prêtres n'étaient que les ministres de la religion. Les cens et tous les droits féodaux y sont presque entièrement ignorés. Les intérêts du clergé et de la noblesse, plus séparés de ceux du Tiers-Etat ont moins à les combattre, par cela même qu'ils sont plus séparés. Ils sont moins opposés et leur accord sera plus facile.

Si, au moment où toutes les autres provinces vont améliorer leur sort dans les Etats Généraux, le Labourt en était exclus, la régénération de la France achèverait sa ruine. Les habitants, forcés à chercher des asiles dans des provinces plus heureuses, y perdraient les mœurs et le caractère qui leur sont propres et ce serait peut-être une perte pour la

nation entière. Les habitants du Labourt, dont la langue et le caractère sont des monuments parfaitement conservés de la plus haute antiquité; ils ont encore cette simplicité des mœurs qui éloigne tous les vices et qui est près de toutes les vertus. Cette peuplade antique ne dépare pas peut-être un empire moderne et peut-être il n'est pas sans utilité, pour les idées générales de conserver, au milieu de tous les progrès, une race d'hommes qui, par sa langue, ses usages et par ses jeux même, retrace la vie des premiers âges du monde.

Nous n'avons pas craint, Monseigneur, de vous présenter cette considération, mais nous avons senti qu'elle ne pouvait être de quelque poids qu'auprès d'un ministre qui, en gouvernant un département, éclaire par ses écrits toutes les parties de la morale et de la législation des Etats.

La condition du pays de Labourt ne serait pas meilleure si, en lui accordant une représentation, on la confondait avec celle de la ville de Bayonne.

Jamais le pays de Labourt n'a reconnu Bayonne pour sa capitale. Leurs langues, leurs mœurs, les coutumes qui régissent leurs biens, leurs manières de concourir aux impositions, très souvent leurs intérêts de commerce, tout est différent. Ces différences ont fait naître, entre les Bayonnais et les Basques, des sentiments de jalousie qui deviennent facilement de l'inimitié.

Il est à désirer que les électeurs pour éclairer leur choix se communiquent leurs vœux et leurs motifs, mais les électeurs basques, la plupart des laboureurs qui ne savent pas le français, ne pourraient pas se concerter avec les Bayonnais qui, presque jamais, ne savent le basque.

Si les deux représentations étaient confondues, la convocation et les élections se feraient probablement dans Bayonne et les propriétaires basques, qui cultivent eux-mêmes les champs et qui, dans leur pays ne dépensent presque rien, seraient obligés d'aller perdre dans cette ville leur argent, qui est très rare, et leur temps qui est infiniment précieux.

Il est important pour eux qu'ils fassent leurs élections auprès du champ qu'ils cultivent et qui les nourrit.

Par un sentiment d'orgueil naturel aux villes qui se sont toujours arrogé des prééminences sur les campagnes, les Bayonnais voudraient toujours que les députés fussent de Bayonne. Ils seraient chez eux et auraient en cela un avantage dangereux. Avec l'intrigue, ils sèmeraient la corruption parmi les Basques qui perdraient la simplicité de leurs mœurs et qui n'auraient que des représentants qui leur donneraient des alarmes.

Telles sont, Monseigneur, les représentations que le Bilgar du Labourt voulait faire entendre à votre justice et il n'a plus de craintes puisque vous les avez entendues. Le même ministre qui a su, avec tant d'humanité et de prudence préparer l'influence que doit avoir le peuple dans les Etats généraux, saura faire valoir les droits d'une province, pauvre à la vérité, mais qui a des mœurs et qui peut acquérir tous les genres de talent et d'industrie.

HARAMBOURE.

(A suivre).

MAURICE DUSSARP.

Quelques mots sur le Vieux Saint-Esprit ⁽¹⁾

Mesdames, Messieurs,

Que le dossier volumineux étalé devant moi, sur cette table, ne vous cause aucune crainte!.. Mon dossier est gros, mais ma communication sera courte. Aussi bien, nous avons trop rarement, vous et moi, la bonne fortune d'entendre le conteur si érudit et si charmant qu'est Monsieur de Marande pour que je retarde, trop longtemps, le plaisir que nous aurons tous à l'écouter (2).

En compulsant tout à l'heure, pour vous en faire un résumé succinct, mes fiches et mes notes sur le « Vieux Saint-Esprit », j'ai été surpris de voir combien il était plus facile de faire grand que de faire petit, ou plutôt j'ai été singulièrement apeuré en me rendant compte de la difficulté qu'il y a à dire bien, beaucoup de choses en peu de mots.

Aussi, ai-je renoncé à mon projet premier de vous guider à travers les rues du vieux faubourg, longtemps Ville des Landes, et qui, de tous les quartiers de Bayonne, a été certainement le plus bouleversé par les transformations apportées à notre Cité durant les cent dernières années.

Je ne vous mènerai donc pas sur les terrains de « Liposse » vous montrer ceux qui restent des chais de cargaison construits par Lavoye en 1710 et dont les terre-pleins, après s'être appelés « Quai Dartaguiette », Quai de la Manutention et Quai de Saint-Bernard, portent aujourd'hui le nom de « Quai de Lesseps », sans qu'on puisse se rendre compte

(1) Causerie faite à la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne, le 7 Juillet 1919.

(2) Monsieur de Marande donnait ce même jour à la Société des Lettres, Sciences et Arts une communication sur « Le Maréchal de Lohéac, sa famille et ses compagnons d'armes à leur entrée à Bayonne en 1451 ».

à qui l'on a voulu faire honneur, si c'est à Ferdinand de Lesseps, le perceur d'Isthmes, ou bien à Etienne Hirigoyen de Lesseps qui, commissaire aux vivres pour les Armées en 1792, remplit de subsistances les magasins du bord de l'Adour et les bâtiments du Couvent Sainte-Ursule, tandis que la population civile souffrait de la plus affreuse des disettes — qu'elle supporta d'ailleurs avec un stoïque civisme (1).

Je ne vous promènerai pas sous les ombrages séculaires des Allées de Sire, abattues pour faire place à la gare actuelle des Chemins du fer du Midi: je ne vous promènerai pas non plus dans les cloîtres du vieux couvent de Sainte-Ursule, démoli pour le même objet.

Je ne vous demanderai pas de venir avec moi admirer le panorama du faubourg, avec les clochers de ses multiples couvents aujourd'hui disparus, dominés par les hauteurs de la vieille citadelle et les coteaux riants de Saint-Etienne, vue d'ensemble qui devait être si pittoresque contemplée du milieu du pont de Saint-Esprit. Non, je ne vous conduirai pas sur le *Pont de la Grande Mer*, comme on l'appelait jadis, trait-d'union obligé entre les deux Villes toujours rivales et qui fut tour à tour, pont sur chevaux, pont mixte et pont sur bateaux, avant de devenir le pont de pierre actuel, le pont de Nemours, terminé en 1851 (2).

Certes, il ne devait pas être commode à passer, lorsque la tempête et la pluie faisaient rage, le vieux pont de bateaux secoué par la houle, ayant pour tout parapet une simple rambarde en bois, le long de laquelle courait une corde où s'accrocher par le gros vent. Aussi, les femmes du peuple,

(1) Délibération du Conseil Municipal de Bayonne du 17 Novembre 1877. — « Le Conseil décide que le Quai Saint Bernard portera le nom de « Quai de Lesseps ». Il est certain que c'est pour honorer Ferdinand de Lesseps que cette décision fut prise.

(2) La première pierre de ce pont fut posée en 1845 par Mgr le Duc de Nemours. Le gros œuvre fut terminé en 1849 et il fut complètement livré à la circulation le Dimanche 11 Mai 1851.

peut-être même celles de condition plus élevée, les jours d'ouragan, pour aller de l'une à l'autre rive, s'encapuchonnaient-elles de leurs jupes et ainsi troussées... affrontaient l'ouragan.

Il est probable que c'est après avoir vu traverser ainsi le pont Saint-Esprit, que, concluant du particulier au général, le voyageur hollandais Arsaen de Sommerdyck écrivait dans ses relations de voyage en 1660 : « *Les femmes (à Bayonne), y marchent couvertes de leurs colillons qu'elles se jettent sur la tête, et découvrent leurs fesses pour se cacher les joues.* »

Je ne vous parlerai pas des intrigues des chanoines; de leurs associations avec les juifs; non, il faudrait des heures pour cela; j'y reviendrai peut-être un jour.

Je vous montrerai seulement la reproduction d'un tableau représentant LES FÊTES ET PAN-PERRUQUE DONNÉES, SUR LA PLACE SAINT-ESPRIT, PAR LA NATION JUIVE ET SES SYNDICS, LE 12 DÉCEMBRE 1781, A L'OCCASION DE LA NAISSANCE DU DAUPHIN.

Sur la place Saint-Esprit où coulent des fontaines de vin, au milieu d'une affluence considérable de curieux, entre une double haie de soldats qui contiennent la foule, les Syndics des Juifs viennent allumer un feu de joie; la musique des Grenadiers Royaux est là qui prête son concours; et, au premier plan, la fameuse Pan-Perruque dansée par les jeunes gens des plus riches familles juives.

Il nous fait voir l'aspect des lieux à cette époque, les costumes du peuple et de la bourgeoisie; les uniformes des soldats et ceux des sergents du guet aux couleurs de la Ville. C'est enfin, à ma connaissance, le seul dessin représentant la Pan-Perruque, dont il est tant parlé dans les chroniques bayonnaises (1).

(1) Monsieur P. Yturbide, qui avec Ducéré, orthographie Pamperruque, donne comme étymologie possible de ce nom le mot pampe — poupée en patois — avec le diminutif en *uque* assez usité en pays gascon.

Ducéré a écrit que la Pan-Perruque était dansée par un nombre égal de danseurs et de danseuses conduits par le danseur de tête qui prenait le nom de roi et se reconnaissait à la baguette enrubannée qu'il tenait à la main.

Dans notre tableau, les danseurs sont un nombre de treize, six femmes et sept hommes, le danseur de tête et celui de queue tiennent tous deux la baguette enrubannée. Peut-être parfois y avait-il deux conducteurs, la Pan-Perruque, comme les danses basques, évoluant dans les deux sens, tantôt en avant, tantôt en arrière.

La Pan-Perruque se dansait au son des tambours et des flûtes et aussi au son du tambour basque ou *thunluna* et du *chiluraria*, que les Bayonnais appelaient tambourin ou *thiounloun* et *chiroulirou*. Ceux de notre génération se rappellent avoir vu au bas des Glacis le dernier joueur de *thiounloun*. Voici son portrait, peint par Corrèges, et que notre collègue M. Salane, qui possède des trésors insoupçonnés, a bien voulu me confier pour vous le communiquer.

Vous verrez que la physionomie de la place Saint-Esprit, depuis 1781, n'a guère changé.

Les maisons de droite sont absolument les mêmes; la maison de face est pareille avec ses galeries basses; on a seulement depuis caché ses pans de bois apparents par un vilain enduit de mortier qui lui ôte tout caractère (1).

Pareilles aussi celles où se trouvent aujourd'hui le Café de la Citadelle et la Brasserie de la Meuse (2).

L'Hôpital des Pèlerins, où recevaient asile les Pèlerins se rendant en Espagne, au sanctuaire de Saint-Jacques de Compostelle, en passant par Bayonne, et qui se voit sur l'emplacement de l'Inscription Maritime actuelle, a disparu. Disparues les maisons en face dépendant de la Commanderie

(1) Dans cette maison « Boissoles » exista jusqu'en 1630 la première poste aux lettres qui avait remplacé les messagers ordinaires.

(2) C'est d'une des fenêtres du premier étage de la maison formant l'angle de la place et de la rue Hugues actuelle, où il logeait chez sa belle maîtresse, Mlle X..., que le représentant Pinet haranguait le peuple aux sombres jours de la Terreur.

de Saint-Jean de Jérusalem, disparue elle-même l'Eglise Saint-Jean, où jadis les offices se disaient en présence des Religieux portant la cuirasse sur le surplis, l'épée à la main, et la chape sur la cuirasse (1). — Cela m'a été conté par une vieille parente morte il y a quelque vingt ans à l'âge respectable de 102 ans et qu'on avait affublée sous la Terreur du nom gracieux de Ça-ira. Elle tenait ces détails de sa grand'mère.

La fontaine existe toujours, on l'a simplement déplacée. Elle occupait autrefois l'axe de la rue Sainte-Catherine; elle est maintenant au centre de la place ancienne du marché.

A l'autre extrémité de la Place, qui ne figure pas dans le tableau, se voyait, en 1781, un abreuvoir de forme circulaire comme la fontaine, avec au milieu, également comme la fontaine, un fût d'où l'eau coulait dans le bassin. Cet abreuvoir était appelé « Lou Timbou ». On le démolit en 1870, lorsque fut achevé le petit jardin baptisé du nom de « Square Electoral ». Il est regrettable qu'on n'ait pas conservé, ainsi que le demandait le *Libéral* du 24 juin 1869, l'inscription lapidaire qui courait tout autour du vieil abreuvoir; elle aurait rappelé aux générations futures la mémoire du Magistrat municipal qui eut la triple bonne fortune d'édifier

(1) C'est par erreur que Poydenot, dans ses *Récits et Légendes*, fait remonter à 1830 la démolition des derniers vestiges de l'Eglise Saint-Jean. Le Publiciste Léonard Laborde, qui naquit à Saint Esprit, raconte dans son histoire de Bayonne que vers 1830 la grande nef de cette Eglise fut transformée en écurie et il ajoute avoir vu plus tard, dans son enfance, des dansenrs de corde « déployer les ressources de leur art, là où l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem avait déployé un art plus chaste et plus charmant : celui de l'Hospitalité ». L'Eglise Saint-Jean disparut entièrement en 1848. A l'appui de mon affirmation cet article de *l'Eclaireur* du mois de Novembre 1848 : « La vieille Eglise des Chevaliers de Saint-Jean à Saint-Esprit vient de disparaître sous le marteau des démolisseurs, pour faire place bientôt à une élégante construction. En pratiquant les fouilles nécessaires pour abaisser le sol au niveau de la rue, les ouvriers ont mis à découvert une énorme quantité d'ossements, débris de plusieurs générations sans doute, qui faisaient ressembler cette Eglise à un immense ossuaire. Le Clergé de Saint-Esprit a eu l'heureuse idée de réunir dans une même cérémonie ces restes sacrés qu'une fosse commune gardera à jamais... »

Cette cérémonie eut lieu le 2 Novembre 1848.

ce monument d'être chansonné par ses concitoyens et béni par les animaux reconnaissants !

« Grâces te soient rendues, illustre La Chapelle !

« Par tes soins vigilants s'embellit la cité !

« Tes administrés loueront à jamais ton zèle,

« Les ânes et les chevaux boiront à ta santé!!!

Je vous ai indiqué que la Fontaine et l'Abreuvoir occupaient les deux extrémités opposées de la place.

La fontaine existait de temps immémorial; elle avait été construite et était entretenue aux frais des Chanoines de la Collégiale.

Une ordonnance du Corps de Ville de Bayonne, datée de 1583, interdisait à toute personne, à quelque condition qu'elle appartînt : « de percer, rompre ou déranger les tuyaux qui conduisaient l'eau à cette fontaine, et cela sous peine de 500 écus d'amende à la première fois, la peine du fouet à la seconde et ensuite la perte de la vie. »

L'Abreuvoir avait été édifié en 1720, aux frais des marchands portugais, c'est-à-dire des Juifs.

Fontaine et abreuvoir étaient alimentés par la source de l'« Oueil de la Houn ».

Les porteurs d'eau de Bayonne venaient chercher l'eau exquise de la fontaine de Saint-Esprit pour la vendre aux riches Bayonnais.

Et l'eau de l'Abreuvoir? direz-vous.

Ecoutez cet article du *Messenger* du 22 octobre 1859 :

« Avant la construction du pont de pierre sur l'Adour, du temps où Saint-Esprit était une ville, un factionnaire placé près de la rivière avait pour consigne d'empêcher de puiser de l'eau dans l'abreuvoir qui était réservé aux chevaux et aux bestiaux. Après la construction du nouveau pont, la consigne était restée dans les habitudes. Depuis le jour où Saint-Esprit a perdu son autonomie par sa réunion à Bayonne, les usages avaient changé et chacun venait puiser l'eau dans l'Abreuvoir. Les marchands de vin, en

particulier, se servent pour cela des vases qui leur servent à préparer le vin, salissant l'eau qui n'était plus potable pour les chevaux. On venait même de Mousserolles lorsque l'Adour, saturée par l'eau de mer, ne pouvait s'employer pour ces préparations ! La police vient heureusement de faire cesser cet abus. »

L'eau du Timbou avait de plus une propriété singulière. Au dire des commères du quartier, elle était un remède souverain contre la maladie des yeux. Je dédie ce renseignement aux doctes médecins de notre compagnie. Une eau dans laquelle les chevaux et les ânes sont venus tremper leurs naseaux a peut-être en thérapeutique une vertu insoupçonnée.

Maïs revenons à nos moutons, c'est-à-dire à notre Tableau.

Ce Tableau a une histoire : ce n'est pas qu'on sache pour qui il a été peint ; je veux dire que l'achat de ce tableau a une histoire.

Exposé aux Arts Décoratifs, il fut signalé à M. Jules Gommès, alors qu'il n'était pas à vendre, par Madame Lazard qui lui en envoya une photographie ; puis à notre Vice-Président M. Grimard, par notre regretté collègue M. Arthur Lebas qui eût souhaité le voir au Musée de Bayonne ; enfin de nouveau à notre collègue M. André Frois qui l'acquit de Lyon, marchand de tableaux à Paris, pour la somme de 5.000 francs. Ce document était des plus intéressants pour lui, ses aïeux MM. Frois et Tavarrez figurant dans cette Pan-Perruque.

La première fois que je l'ai vu, j'ai bien cru que ceux-là avaient raison qui prétendaient que nous revivons successivement plusieurs vies. J'avais conscience de m'être trouvé sur cette même place Saint-Esprit — telle que — au moment d'une grande réjouissance. Mais en creusant bien mes souvenirs, je me suis rappelé une représentation de Faust à l'Opéra, il y a plus de trente ans. La toile de fond, pour l'acte de la Kermesse, était la reproduction quasi exacte de la place Saint-Esprit. L'artiste décorateur ayant

à brosser une place publique pour y situer une fête, avait scrupuleusement reproduit, copié, le fond de notre tableau. Il est regrettable, pour l'amour-propre bayonnais, que ces décors aient été refaits par la suite.

Pour terminer, j'ai une invitation à vous transmettre. M. A. Frois serait heureux de vous montrer le tableau original, si cela peut avoir un attrait pour vous.

Il est actuellement à Saint-Esprit, au Marquisat, qui tire ce nom du Marquis de Saint-Simon, et appartient à ce Tavarez qui, en 1750, sauva Bayonne de la plus affreuse des famines (1).

Le Marquisat est digne d'une visite de notre Société. On y voit les vestiges du premier cimetière israélite; les vestiges d'une nécropole Juive qui pourrait bien être la première synagogue Juive à Bayonne, celle de 1689; on y voit des pierres tombales aussi, Il y a au Marquisat des archives intéressantes : sur Saint-Esprit, sur cette disette de 1750 dont je viens de parler, et aussi . . l'original d'une obligation hypothécaire assez curieuse.

M. Frois, il ne m'en voudra pas de révéler ce fait, a des dettes; son domaine est hypothéqué!!!.

Quand Tavarez acquit du Consistoire « Le Campot Saint-Simon » (ancien cimetière juif) il dut construire une maison, au Fort, pour y loger gratuitement les Samas et autres servants du Temple. De plus, il s'engagea pour lui et ses descendants, à verser à la Communauté Israélite une annuité

(1) « En 1750, Bayonne et le Béarn furent affligés de la même disette de froment et de tout autre grain. M. Daligre, alors intendant de la province d'Auch et Béarn, par zèle pour cette province, chercha les moyens de pourvoir à cette misère générale; il consulta et voulut chercher des expédients avec des négociants de Bayonne pour pouvoir trouver du grain, mais il se trouva sans ressource. Ce magistrat, persévérant dans son zèle, malgré des incidents élevés par des négociants catholiques, eut recours au sieur Tavarez, juif, qui lui aplanit toutes les difficultés en trouvant moyen de faire venir de l'étranger le froment et autres blés nécessaires pour la subsistance de la province. »

(Extrait d'un mémoire de M^e Duhalde, notaire royal, en date du 14 Janvier 1866, déposé aux archives du Consistoire de Bordeaux).

de Cent francs hypothéqués sur le terrain de l'ancien cimetière.

Lors de la construction de la Synagogue actuelle, la maison des Samas fut abandonnée, elle est aujourd'hui en partie démolie; mais sollicités par le Consistoire de racheter leur redevance annuelle, les héritiers Tavarez n'ont pas voulu y consentir, par religieuse tradition.

Voilà comment le Marquisat ou du moins une partie est hypothéquée.

Notre collègue m'a suggéré une idée.

Quelques-uns d'entre vous pourraient venir avec moi chez lui; nous chercherions dans ces archives, nous étudierions ces vestiges, nous regarderions s'il y a réellement au Marquisat d'autres attrait que le Tableau. Et si oui, la Société pourrait se rendre, en corps, un jour là-bas, tenir séance sous les arbres du parc, ou bien s'il pleuvait, dans les salons assez grands pour nous recevoir.

Et vous y verriez encore autre chose, l'emplacement de la batterie de Moracin, qui tant contribua à tenir en échec les Anglais pendant le siège de 1814 et fit de si bonne besogne le 16 Avril lors de la fameuse sortie de la garnison commémorée par le monument édifié par le Souvenir Français à Saint-Etienne, monument qui redira à jamais que lorsque l'étranger vint effectivement assiéger notre Ville elle ne fut jamais prise : « NUNQUAM POLLUTA »

Louis DOURS.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 7 Juillet 1919.

PRÉSIDENCE DU COMMANDANT DE MARIEN, VICE-PRÉSIDENT.

Étaient présents : Madame Antonin Personnaz, MM. Ch. Lagrolet, Eug. Lagrolet, J. Labrousche, L. Dours, Pierre Louis, E. Fort, Comt. Portalis, D^r Lasserre, Marquis de Castelnau, Comt. Le Barillier, Le Beuf, de Marande, Grimard, Larribière, Delmas, Lt.-colonel Duvot, Antonin Personnaz, Georges Serval, Godinet, P. Labrousche, Casdevant, Maxime Clérisse.

Excusé : M. le Docteur Voulgre.

Lecture du procès-verbal de la dernière séance. Adopté.

Lecture du procès-verbal de la séance du 3 juin de la Commission des armoiries de Bayonne. Adopté.

PUBLICATIONS REÇUES. — « Quand il reviendra », de notre confrère M. Pierre d'Arcangues. C'est un charmant volume de nouvelles renfermant de belles qualités d'observation et de descriptions. On y trouve des sensations bien vécues du front et une agréable variété de sujets. La plume magistrale de Job a orné la couverture d'un poilu en observation dans la tranchée.

Bulletin archéologique de Tarn et Garonne, année 1918. Page 172, M. de la Villatte donne des détails sur la décoration de l'ordre du Lys. Cette indication a été portée en note dans le Bulletin de la Société, 1-2 1919, à la suite du travail de M. Salane.

Boletín de la Comision de Monumentos historicos y Artísticos de Navarra 1919. — N^o 38.

CORRESPONDANCE. — Avec M. le Député-Maire de Bayonne au sujet de la rose occidentale de la Cathédrale.

M. le Maire fait connaître, le 10 Juin, que M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux Arts fait étudier un projet de débouchement de la rosace ouest, à la suite du vœu émis par M. le chanoine Daranatz dans une séance de la Commission des Armoiries, vœu adopté par cette Commission.

Le 16 juin, M. le Maire fait connaître qu'il adopte la proposition de la Société S. L. A B. de donner les indications nécessaires en vue

du choix des modèles de sceaux et d'armoiries à mettre dans cette rosace.

Enfin le 24 juin M. le Maire fait savoir que M. l'architecte en chef des monuments historiques des Basses-Pyrénées accepte d'être documenté par la Société et de convier à ce travail M. le Chanoine Daranatz et M. P. Yturbide.

CORRESPONDANCE. — Monsieur l'abbé Philippe Larrieu, quittant Bayonne pour Orthez, donne sa démission de sociétaire.

Monsieur l'abbé Rouquette remercie la Société de son admission comme membre.

Le programme de la séance étant très chargé, l'étude sur Antoine-de Castelnau est renvoyée à une séance ultérieure.

QUESTIONS DIVERSES. — Le président fait connaître que dans la séance du 25 mai dernier de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, M. Mouret a rendu compte des fouilles d'une nécropole ibérique du V^e siècle avant notre ère, à ENSERUNE, près de Béziers. Il a trouvé des vases Ibériques et Grecs, une curieuse idole en argile rouge.

Cette découverte indique que les Ibères occupèrent une aire plus étendue que celle qu'on leur attribuait généralement, et dont un des points principaux était Illiberri, devenu Helena, puis Elne.

VACANCES. — La Société décide de s'ajourner, comme l'an passé, jusqu'en novembre.

COMMUNICATIONS. — M. Louis Dours lit une notice sur le Vieux Saint-Esprit. Il fait revivre devant son auditoire le terrain de Liposse avec ses chantiers, le vieux cloître de Sainte-Ursule, le panorama du faubourg avec ses anciens clochers, les ponts successifs, de bateaux, sur chevalets, pas commodes à passer, munis seulement de rambar-des en bois ou en cordes, la danse de la Pamperruque qu'il décrit d'après un tableau reproduisant les fêtes données en 1781 à Bayonne, à l'occasion de la naissance du dauphin; il en montre une très bonne photographie où l'on retrouve une quantité de physionomies de Saint-Esprit. Le tableau original, seul document retraçant cette danse bayonnaise, est révenu dans notre ville après de nombreuses péripéties. Il avait servi de modèle pour un décor de l'Opéra de Paris, représentant une Kermesse et était utilisé quand on donnait un gala à l'Opéra. La Pamperruque s'exécutait avec deux conducteurs portant une baguette enrubannée, au son du tambourin et de la flûte. Le dernier joueur de Tambourin ou Tiointoun, a été dessiné à l'aquarelle par Corrèges et M. Dours fait voir cette pièce aimablement prêtée par M. Salane. Il en existe une autre de M. A. Zo,

M. Dours parle ensuite de l'hôpital des pèlerins de Saint-Jacques, de la Commanderie de Saint Jean de Jérusalem, de l'église de Saint-Jean, disparue en 1835, et où les offices se célébraient avant la Révolution avec les chapelains en cuirasse sous le surplis, de la fontaine de la place, de l'abreuvoir circulaire, également disparus.

M. Dours nous décrit enfin le Marquisat, ancienne possession du duc de Saint-Simon, où l'on voit : les vestiges d'une nécropole juive, des pierres tombales, des archives anciennes sur Saint-Esprit, sur une disette, une obligation hypothécaire, consistant en une annuité de 100 francs à verser à la Synagogue de Saint-Esprit.

M. A Frois autorise une délégation de 3 ou 4 membres de la Société à aller examiner les papiers du Marquisat. Elle pourrait aussi voir le Campot de Saint-Simon et la batterie de Moracin, qui fit de si bon travail pendant le siège de Bayonne de 1814.

Le Président remercie chaleureusement M. L. Dours de sa très pittoresque communication, qui fixe des souvenirs locaux si précieux pour tous les amis du Vieux Bayonne. Elle paraîtra dans le *Bulletin*.

Ensuite M. de Marande a parlé de l'entrée à Bayonne des Français le 21 août 1451 et a donné des détails curieux et peu connus sur leurs chefs : Dunois, Gaston de Foix, B. de Lautrec, B. de Béarn et sur le maréchal de Lohéac, le gendre de Barbe-bleue, Gilles de Rars, qui n'a pas été ce que veut la légende.

Enfin, il décrit le passage à Bayonne, en 1714, de l'abbé de Mornay, ambassadeur en Portugal, et donne des détails piquants sur sa vie et sur son entourage.

Le Président remercie M. de Marande de ces brèves mais intéressantes communications sur deux épisodes de l'histoire de Bayonne, qu'il a traités après des recherches dans nos archives locales, en un style élégant et avec une parfaite clarté.

La séance est levée à 18 heures 45.

Le vice-président : COM. DE MARIEN.

Séance du 10 novembre 1919.

PRÉSIDENCE DE M. GRIMARD, VICE-PRÉSIDENT.

Etaient présents : MM. le Commandant Goalard, Louis (Pierre), Dours, Lt.-Colonel Duvot, Fourcade, Georges, Salzédo (Aaron), Salane, Capitaine Duhourcau.

Excusés : MM. le Commandant de Marien et Béhotéguy

ELECTION. — M. Rouffet, présenté par MM. Salane et Dours, est élu membre de la Société.

PRÉSENTATIONS. — M. le Commandant baron de Coral, château d'Urtubie à Urrugne, et M. Xavier de Cardaillac, avocat, 25, rue d'Espagne sont présentés par M. le Commandant de Marien et Joachim Labrousse. L'élection aura lieu à la prochaine séance.

CORRESPONDANCE. — M. Marty, juge d'instruction de la Seine à Paris, adresse sa démission de sociétaire, avec tous ses regrets.

PUBLICATIONS REÇUES. — Bulletin de la Société Bayonnaise d'Etudes Régionales

Notice sur Notre-Dame de Sarrance, par M. le Chanoine Dubarat.

Bulletin de la Société archéologique de Béziers, Volume 43-1916-1918. *Fouilles d'Eusérune*, dont il a été parlé à la précédente séance. Inscriptions Ibériques).

La séance est levée à 18 heures.

Le vice-président. A. GRIMARD.

Séance du 1er Décembre 1919.

PRÉSIDENCE DU COMMANDANT DE MARIEN, VICE-PRÉSIDENT.

Etaient en outre présents : MM. le Lieutenant-Colonel Duvot, Joachim Labrousse, l'abbé Lamblin, R. Poydenot, Antonin Personnaz, Rouffet, Fourcade, Salane, Casedevant, Grimard, Lalanne.

Excusés : MM. le Beuf, Dr Voulgre, Capitaine Duhourcau, Pierre Roquebert.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

ELECTIONS. Sont élus membres de la Société : M. Xavier de Cardaillac, avocat, 25, rue d'Espagne et M. le Commandant baron Paul de Coral, château d'Urtubie à Urrugne, présentés par le Commandant de Marien et M. Joachim Labrousse.

PRÉSENTATIONS. — M. Paul Moulonguet, notaire, 5, rue de la Monnaie et M. le docteur Jean Ribeton, 25, rue Victor-Hugo sont présentés par le Commandant de Marien et M. Louis Roquebert.

PUBLICATIONS REÇUES. — « *Les armoiries traditionnelles de Bayonne* », rapport présenté au Conseil Municipal de Bayonne, le 3 août 1919, par M. Pierre Simonet, conseiller municipal. Ce beau et très détaillé rapport forme avec le travail considérable de M. André Grimard, qui paraîtra ultérieurement dans notre *Bulletin*, une base de

documentation solide pour les Bayonnais de l'avenir qui voudront encore étudier cette question.

Annales de la Faculté du Droit d'Aix, n° 3- 1919. *L'Inégalité entre l'homme et la femme dans la législation civile*, par M. René Cassin.

L'auteur incrimine, comme causes de cette inégalité, des traditions fort anciennes, l'apôtre saint Paul et le Code Napoléon. Il oublie la sentence de Jehovah, du chapitre III de la Genèse : « Femme tu enfanteras dans la douleur; tu seras sous la puissance de ton mari et il te dominera »... qui a exercé une action si profonde en Orient.

Annales de la Faculté du Droit d'Aix, n°s 4 et 5. Classification méthodique d'une bibliothèque.

Bulletin de la Société Ramond, Bagnères-de-Bigorre, 1916. *Table générale des matières*, 1866-1915.

Bulletin mensuel de Biarritz-Association septembre 1919. *Sépulture du général Van der Maesen (basque) à Bordeaux. Initiation à la pré-histoire* par F. Feuillade, agrégé ès-sciences.

Société de géographie commerciale de Bordeaux, Janvier-Mars 1919. d'Hugues : *Essai d'une nouvelle division régionale de la France* (fin)-

Boletin de la Comision de Monumentos historicos y artisticos de Navarra, numéros 39 et 40.

Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section de géographie 1918. *Relations sur le Touat en 1447 et le bassin du Niger*, par Antonio Malfante. — *Curieuse carte d'Afrique de Charles V en 1373*.

Bibliographie générale des Travaux historiques et archéologiques, publiés par les *Sociétés savantes de France*. Tome VI— 4^e livraison-1918.

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest. Numéros d'Avril 1914 et de Juillet-Octobre 1919.

NÉCROLOGIE. — La Société a perdu dernièrement plusieurs de ses membres : M. Ducazau, ancien ingénieur de la Ville de Bayonne, membre de notre Société depuis 1879. Sa grande compétence, sa prudence, sa haute intégrité, étaient justement appréciées dans notre ville. Bayonne a perdu en lui un de ses plus excellents serviteurs et nous un de nos sociétaires les plus éminents.

M. Forsans, maire de Biarritz et sénateur, sociétaire depuis l'année passée, était fils de ses œuvres. Il avait montré toute sa vie une grande activité et jouissait d'une haute influence dans le pays, grâce à à ses brillantes qualités administratives.

M. Delrieu, ancien percepteur de Saint-Jean-de-Luz, où il était

très estimé, notre sociétaire depuis 1917, s'est éteint doucement à Lagor.

Votre bureau a transmis aux familles des défunts ses sincères condoléances.

CORRESPONDANCE. — L'Association régionaliste du Béarn et du Pays Basque à Pau a écrit à notre société pour lui demander d'émettre un vœu analogue au sien : constitution d'une région de l'Adour, avec Pau comme chef-lieu. M. le Capitaine Duhourcau, qui a reçu cette lettre au cours des vacances, l'a remise au bureau avec une note demandant d'accéder au désir exprimé par l'Associatien régionaliste de Pau, mais en demandant Bayonne comme chef-lieu de région au lieu de Pau. A la suite d'une discussion à la quelle ont pris part MM. Poydenot, J. Labrousse, Rouffet, Salane, l'abbé Lamblin, il a été décidé que M. Salane fera un rapport sur la question, après avoir examiné l'avis émis par la Chambre de Commerce de Bayonne.

NOTA. — M. Salane, après étude des dossiers, a proposé d'ajourner notre vœu à une date ultérieure, lorsque cette question, actuellement assoupie, reviendra sur le tapis. Avis adopté.

M. Maurice Dussarp envoie à la Société pour sa bibliothèque une « Vue de Bayonne du côté du Port » N° 3, tirage sur cuivre, coloriée, à Paris chez M. Chereau, rue Saint-Jacques au-dessus de la Fontaine Saint-Séverin aux deux colonnes, n° 257. Ce dessin est antérieur à la construction de la Citadelle de Vauban; il montre deux ponts en bois, celui d'amont aboutissant à une chapelle, et un nombre restreint de maisons à Saint-Esprit.

La vue est faite pour être regardée dans une chambre claire. C'est un renseignement intéressant sur le Vieux Bayonne.

Le Vice-Président a remercié M. Maurice Dussarp de son envoi.

M. Raoul Montandon, professeur à Genève, qui publie une « Bibliographie générale des travaux paléthnologiques et archéologiques de la France » demande à la Société d'assurer le service de son Bulletin à la Bibliothèque publique et Universitaire de Genève. . Accordé pour l'année 1919.

QUESTIONS DIVERSES. — Visite au Marquisat. Le mercredi 16 juillet, sur l'invitation de M. André Frois, le bureau de la Société, Comt. de Marien, MM. A. Grimard, Capitaine Duhourcau, H. Salane, auxquels s'était joint M. Louis Dours, s'est rendu au Marquisat à Saint-Esprit. M. Frois a fait visiter à la délégation la nécropole israélite du XVII^e siècle, le campot de Saint-Simon, ancien cimetière israélite, la redoute de Moracin, a montré le tableau très remarquable de

la pamperruque contenant les noms des danseurs et que Ducéré n'a pas signalé dans son Dictionnaire historique de Bayonne, enfin un certain nombre de pièces d'archives du Marquisat, actuellement non classées et qu'il a offert de laisser consulter ultérieurement par la Société, quand elles auront été mises en ordre. M. A. Grimard a montré un curieux plan de Saint-Esprit, indiquant les terrains expropriés par Vauban pour la construction de la citadelle. La délégation s'est retirée en remerciant M. A. Frois de son aimable accueil et de tout ce qu'il lui avait fait voir d'intéressant au Marquisat.

La séance a été levée à 16 heures 40.

Le vice-président : Comt. DE MARIEN.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

au 2 février 1920

Présidente d'honneur.

Mme la GÉNÉRALE DERRÉCAGAI.

Présidents d'honneur

MM.

LÉON BONNAT, membre de l'Institut.

S. G. Mgr. GIEURE, Evêque de Bayonne, Lescar et Oloron.

GABRIEL CASTAGNET, maire de Bayonne.

LUCIEN LE BEUF, fondateur de la Société en 1873.

JULIEN VINSON, Inspecteur des Eaux et Forêts, professeur de langues orientales vivantes à Paris, fondateur de la Société en 1873.

Membres du Bureau.

MM.

DE MARIEN (Commandant de Hoym), *Président*.

A. GRIMARD, }
Antonin PERSONNAZ, } *vice-présidents*.

Docteur Jean RIBETON, *secrétaire général*.

H. SALANE, *Trésorier*.

Membres Titulaires

MM.

1919 ADER (Madame), 1, rue Thiers, Bayonne.

1918 ANATOL, Dominique, Inspecteur principal des Douanes en retraite, Anglet St-Jean; Villa Tanit.

1914 ANATOL, Michel, Capitaine au long cours, rue des Basques, 40.

1918 ANDURAIN, (Pierre d'), 25, rue Victor-Hugo, Bayonne.

1913 ARCANGUES, (Nicolas d'), château de Miots, Villefranque.

1914 ARCANGUES, (Marquis Pierre d'), Château d'Arcangues.

1917 ARTÉON, Henri, Bijoutier, 11, rue Gambetta.

1913 BADIE, Employé de Commerce, 24, rue Victor-Hugo.

1915 BARON, Commandant, Pessans, Quartier Saint-Etienne.

1917 BARTHES, Léon, ancien Inspecteur des Ch. de fer du Midi.
Allées Paulmy.

1917 BAUBY, Léopold, Publiciste, Conservateur du Musée de Pau.

1911 BEGUET, Philippe, Directeur du Crédit Lyonnais, Bordeaux.

1918 BÉHOTÉGUY, Henry, 50, rue des Basques.

- 1918 BERGÈS, Mme Georges, 28, Quai Galupérie.
1917 BERGÈS, Georges, artiste peintre, 28, Quai Galupérie.
1917 BERGEY (l'abbé), curé de Saint-Emilion.
1918 BJØRKEGREN, Arel, 8, rue Vainsot.
1917 BLAISE, Charles, Notaire, Place Pordelanne, Biarritz.
1912 BLAZY, (l'abbé), aumônier du Lycée, Bayonne.
1917 BODIOU, Louis, Prote, d'imprimerie.
1917 BOIS-VIEL, (Commandant), Villa Molinié, Allées-Marines.
1916 BONAND, (de), Villa Argizagita, Biarritz.
1893 BONNAT (Léon), Membre de l'Institut, 42, rue Bassano, Paris.
1917 BROUSSAIN (Dr), Maire d'Hasparren.
1917 BURDETT-MASON, Mme, Château de Larroudounette.
1917 BURET, Commandant, 24, rue Lormand.
1917 CAMET, J.-B^{te}, Entrepreneur, 3, rue Pontriques.
1911 CANGUILHEM, Capitaine en retraite, 23, rue Vieille-Boucherie.
1919 CARDAILLIAC (Xavier de), Avocat, 25, rue d'Espagne.
1914 CASTELNAU D'ESSENAULT, (E.-Colonel, Marquis de), Château Bordus, Ste-Marie-de-Gosse.
1917 CASTILLA, Léon, 30, avenue Victor-Hugo, Biarritz.
1919 CAZALIS, Joseph, Architecte, 20, rue des Basques.
1918 CAZALIS, Vincent, 3, rue Victor-Hugo.
1918 CAZÉS, Raymond del, Les Tourettes, Saint-Etienne.
1917 CELHAY (J.-P.), Courtier maritime, 10, rue Vainsot.
1892 CÉNOZ, François, Négociant, Allées-Marines.
1918 CHARPENTIER, Léon, Bayonne.
1879 CHEVILLON, Dr, 1, rue Jacques-Laffitte.
1917 CHORIBIT, Joseph, avocat, 4, rue Lormand.
1918 CLÉRISE, Maxime, 25, rue Victor-Hugo.
1911 COLAS, Louis, Professeur agrégé au Lycée de Bayonne.
1902 COMBES, Arnaud, Agent d'Assurances, 2, rue Vainsot.
1919 CORAL (Com. baron Paul de), Château d'Urtubie, à Urrugne.
1918 COURTIGNON, Georges, Villa Neretzat, Quartier Lachepaillet.
1910 CROIZIER (Marquis de) à Jouanden, quartier St-Etienne.
1911 DARANATZ, Chanoine, Secrétaire particulier de l'Evêché.
1917 DARRIEUX, Fernand, Industriel, 3, rue du Trinquet.
1917 DARRIEUX, Henri, Vice-Consul de Russie, 3, rue du Trinquet.
1911 DARRIGRAND, Jean, Avoué, 1, rue Jacques-Lafitte.
1912 DELAY, (Dr), 17, rue Victor-Hugo.
1912 DELMAS, André, Avocat, 8, rue Jacques-Laffitte.
1916 DERRECAGAIX, (Mme la Générale), Villa Lesquerdo, Anglet.
1918 DESCANDE, (Mme A), Chalet Mireille à Biarritz, 9, rue de Frias.
1911 DESTANDAU, Président du Tribunal Civil de Bayonne.
1911 DESTREMAU, Directeur de la Société Générale de Bayonne.
1911 DÉTROYAT, Emile, Agent d'Assurances, 24, rue Thiers.
1913 DIESSE, Alexandre, Château de St-Martin, Larressore.
1918 DHARCE, Camille, Joaillier, 3, rue Argenterie.
1918 DIOLÉ, (Mme Fernand), Quintaü, Anglet.
1892 DOLHATS, Négociant, Quai de Mousserolles.

- 1893 DOURS, Louis, Agent d'Assurances, 3, place du Château-Vieux.
1911 DUBARAT, Chanoine, Archiprêtre de St-Martin, à Pau.
1917 DUBAU DE MALUQUER, (A. de), ancien magistrat, Villa Fontana à Bizanos.
1912 DUHALDE, (Mlle.), 8, rue Port-Neuf.
1911 DUHOURCAU, Capitaine François, 1, rue Thiers.
1917 DUMONT, Georges, Administrateur de la Croix-Rouge, Biarritz.
1894 DUMONTEL, Banquier, 4, Place de la Liberté.
1917 DUSSARP, Maurice, Publiciste, 64, rue du Rocher, Paris.
1911 DUTOURNIER (Dr Adrien), 3, Place du Réduit.
1917 DUVERDIER, Albert, Courtier Maritime, 7, rue Thiers.
1911 DUVERDIER, Alfred, Villa Biarnès, Saint-Léon.
1897 DUVERDIER, Jules, Villa La Bordasse, Saint-Léon.
1917 DUVOT, Lieutenant-Colonel, Villa Régis, Saint-Léon.
1912 ELISSEIRY, Paul, Négociant, rue Guilhamin.
1912 ETCHATS, Conseiller d'Arrondissement, Beyris.
1917 ETCHEBÈR (l'abbé), chanoine, vicaire de St-André, Bayonne.
1918 ETCHEVERRY, Denis, 170, faubourg St-Honoré, Paris.
1918 FAUCONNIER, Sous-Préfet, Bayonne.
1917 FEUILLET, Comte R. OCTAVE, Château de la Roque, Ondres.
1911 FOLTZER, Imprimeur, 9, rue Jacques-Laffitte.
1917 FORGEOT, Auguste-Jules, Commandant, Château Mirambeau, Anglet.
1914 FORT, Ernest, Inspecteur de la Bibliothèque municipale.
1918 FOSSAT, Léon, Directeur des Douanes, Bayonne.
1917 FOURCADE, Joseph, Villa Lauga, Saint-Léon.
1917 FOURGASSIÉ, Georges, 25, quai Claude-Bernard, Lyon.
1906 FOY, (Mme E.), Villa Grand'Vigne, Bayonne.
1912 FROIS, André, Banquier, 9, rue Thiers.
1885 GABARRA (l'abbé), Curé de Capbreton.
1900 GARAT, Joseph, Anglet.
1912 GARAY (l'abbé), Curé de Saint-Charles, Biarritz.
1911 GARCIA-MANSILLA, Château d'Amade.
1917 GARCIA DE ISLA, 10, rue Vainsot.
1918 GARNIER, Louis, Proviseur du Lycée, Bayonne.
1917 GARRELON, H., Procureur de la République, à Orthez.
1885 GENTINNE, Jules, Boulanger, 23, Arceaux du Port-Neuf.
1914 GEORGES, (Mme), Lahonce.
1914 GEORGES, Directeur honoraire de la Banque de France, Lahonce.
1918 GIEURE, (S. Gr. Mgr.), Evêque de Bayonne, Lescar et Oloron.
1917 GILLET, (Mme Edouard), 201, rue Lecourbe, Paris.
1902 GOALARD, (Commandant), Pilote major de la Barre.
1918 GODIN, (Mme), Directrice de l'Ecole Supérieure des Filles, Bayonne.
1917 GODINET, Marie-Carolus, Receveur principal des Douanes, 2, rue Frédéric-Bastiat.
1911 GOMBAULT, Inspecteur principal des Douanes, Cambo.
1917 GOMÉZ, Benjamin, Architecte, 25, Boul. Alsace-Lorraine.

- 1886 GOMMÈS, Armand, Banquier, 9, rue Thiers.
1917 GRANDRY (Mme René de), Château Gaillat, St-Léon.
1911 GRIMARD, André, Contrôleur des Douanes, 34, rue des Basques.
1893 GUICHENNÉ, Léon, Député, 26, rue Thiers.
1911 HÉRELLE, Georges, Professeur honoraire de l'Université, 23, rue Vieille-Boucherie.
1917 HERRAULT, Jules-Auguste, Villa la Feuillée, Beyris.
1917 HEULZ (Dr), Villa Lesterlocq, Anglet.
1889 HIRIART, (Pierre de), Château de Saubis, Tarnos.
1917 JAULERRY, Joseph, 5, avenue Victor-Hugo, Biarritz.
1917 JAULERRY (Mlle), Biarritz.
1917 JAURGAIN, (Jean de), Villa Derrey, Ciboure.
1917 JÉRÔME, Henri, libraire, 2, Place du Réduit.
1912 JUNCAR, Maurice, Tapissier, 41, rue Port-Neuf.
1917 KRAJEWSKI, Marcell, artiste peintre, 14, rue Thiers.
1917 LABASTIE, Henri, Négociant, 2, Place du Réduit.
1919 LABASTIE, Henri, fils, négociant, 2, Place du Réduit.
1916 LABORDE-NOGUEZ, (Gaston de), Château de Haïlce, Ustaritz.
1917 LABROUCHE, Joachim, avocat, 3, Place du Réduit.
1917 LABROUCHE (Mme Maurice), Château de Castillon, Tarnos.
1917 LABROUCHE, Maurice, d^o d^o
1902 LACOMBE, Alfred, 7, rue de la Monnaie.
1911 LAFONT, Pierre, 4, place de la Liberté.
1918 LAFFONTAN, Georges, villa le Prissé, Saint-Pierre d'Irube.
1918 LAGELOUZE (Mme E.), villa Saint-Forcet, Marracq.
1913 LAGROLET, Charles, Ingénieur, 3, Allées Boufflers.
1917 LAGROLET, Eugène, Négociant, 3, Allées Boufflers.
1919 LALANNE, Paul, maison Perret, Lachepaillet.
1912 LAMBLIN, l'abbé, aumônier des Forges de l'Adour, le Boucau.
1914 LANDOUSSY, (l'abbé), Professeur à l'Institution Saint-Louis de Gonzague.
1918 LARRE, (l'abbé Gaston), Curé de Sainte-Eugénie, Biarritz.
1918 LARRETCHÉ, Martin, Ingénieur, 3, rue Victor-Hugo.
1892 LARRIBIÈRE, Nicolas, Négociant, 23, rue Bourg-Neuf.
1915 LARRIEU, Amédée, Rédacteur en chef du Courrier de Bayonne.
1911 LARRIEU, Jean, Entrepreneur, 22, rue Pannecau.
1917 LASSERRE, Albert, Négociant, 5, Allées Boufflers.
1913 LASSERRE, Chanoine, Secrétaire Général de l'Evêché.
1912 LASSERRE, (Dr, Georges), 3, Place du Réduit.
1913 LASTRADE, Henri, Entrepreneur de peinture, 17, rue de Luc.
1902 LAXAGUE, Isidore, avocat, 30, rue de la Salie.
1911 LAXAGUE, Jean, Avocat, Villa Pia.
1918 LE BARILLIER, Albert, sénateur, Maire d'Anglet.
1918 LEBAS (Mme Arthur), 11, rue Bourg-Neuf.
1873 LE BEUF, Lucien, 4, Place de la Liberté.
1912 LEFÈVRE-PAUL, avocat, Villa Saint-Pé, Bayonne.
1915 LÉON-DUFOUR, Eugène, à Saint-Sever et Castel-Lima, Anglet.

- 1915 LE ROY, Pierre, Directeur de l'Agence Worms, 11, rue Jacques-Laffitte.
- 1918 LESCA, Jacques-Hippolyte, 84, Boulev. de Courcelles, Paris.
- 1918 LESCA, Charles, 84, Boulev. de Courcelles, Paris.
- 1903 LÉVY, Edmond-M., Bibliothécaire de la Sorbonne, 5, rue de la Santé, Paris.
- 1913 LICHTENBERGER, André, 201, Boulev. Pereire, Paris.
- 1878 LOUIS, Pierre, Architecte, rue Peryoloubil, Biarritz.
- 1917 MAGNIN, Charles, Directeur des Forges de l'Adour, le Boucau.
- 1918 MAISONNAVE, Directeur honoraire des Douanes, 33, rue Victor-Hugo.
- 1918 MANINGUE, (Mme), 8, Allées Boufflers.
- 1912 MARIEN, (Commandant de Hoym de), 11, rue Jacques-Laffitte.
- 1917 MENDY, Pierre, 1, rue Thiers.
- 1918 MESNIL (Henri du), Receveur principal des Douanes, 6, rue Vainsot.
- 1918 MOLINIÉ-LÉGLISE, (Mme), 91, rue de Lauriston, Paris, 16^e.
- 1910 MONCOQ, (Lieutenant-Colonel), Saint-Pierre d'Irube.
- 1919 MOULONGUET, Paul, notaire, 5, rue de la Monnaie.
- 1912 MOYNAC, (Dr), 42, rue des Basques.
- 1913 NOGARET, Inspecteur des Ch. de fer du Midi, 2, Allées Boufflers.
- 1912 ORILLARD, Paul, Architecte, 9, rue de la Monnaie.
- 1918 OYARZUN, Carlito, au Petit Paradis, Saint-Léon.
- 1918 PAGES-LEBAS, (Mme), 11, rue Bourg-Neuf.
- 1913 PERSONNAZ, André, Avoué, 3, Place du Réduit.
- 1913 PERSONNAZ (Mme Antonin), 22, rue Lormand.
- 1919 PERSONNAZ, Antonin, d^o d^o
- 1919 PERSONNAZ, Maurice, 3, Place du Réduit.
- 1918 PETIT, Carlos, notaire à Saint-Jean-de-Luz.
- 1918 PETIT-DUCOUREAU (Mme), Saint-Jean-de-Luz.
- 1920 PIGNERET, Directeur du Crédit Lyonnais, Bayonne.
- 1917 PORTALIS (Commandant Baron), Avenue Serrano, Biarritz.
- 1912 POYDENOT, Raymond, Président du Tribunal de Commerce, Bayonne.
- 1917 PUYAU, Ferdinand, Président de la Croix-Rouge, Dax.
- 1918 RESSÉGUIER (Lieut. Colonel A. de), villa du Buisson, Route de Barèges, Pau.
- 1913 ROCH, (Commandant), villa Boudigau, Saint-Léon.
- 1912 ROHMER, Régis, Archiviste de la Lozère, Mende.
- 1919 ROQUEBERT Louis, 5, rue de la Monnaie.
- 1918 ROQUEBERT, (Mlle Louise), 2, rue Port-de-Castets.
- 1911 ROQUEBERT, (Pierre), 2, rue Port-de-Castets.
- 1917 ROSNY, J. H. jeune, de l'Académie Goncourt, Soorts-Hosegor (Landes).
- 1917 ROTH, Gaston, 2, rue Jacques-Laffitte.
- 1919 ROUFFET, rue Vainsot, 12.
- 1919 ROUQUETTE (abbé), chapelain, la Chambre d'Amour, Anglet-Plage.

- 1912 ROUSTAN, Colonel, Villa Meryem, Ciboure.
1917 SABARROS, G., Consul du Pérou, 10, rue Thiers.
1912 SAINT-LOUVENT, Forney de, Directeur honoraire de la Banque de France, 3, Allées Boufflers.
1912 SAINT-PÉ, Louis, Négociant, 2, Place des Victoires.
1892 SALANE, Henry, relieur, 21, rue de Luc.
1894 SALZEDO, Aaron, Consul, rue Bergeret.
1917 SARRADE, Joseph, 1, rue Thiers.
1894 SENS, Louis, 8, rue Jacques-Laffitte.
918 SERVAL, César, Chalet Margot, Saint-Léon.
1919 SYLLYÉ, Victor, Inspecteur de la Séquanaise, Maison Fort, Mousserolles.
1892 SODES, E., Graveur, 11, rue Port-de-Castets.
1913 SOULANGE-BODIN, Ministre plénipotentiaire, « Le Bosquet », Arcangues.
1911 TESSIER, Dr, Villa Ketty, rue Gambetta, Biarritz.
1917 THOMASSET, G., Caissier de la Caisse d'Épargne, 5, rue de la Monnaie.
1912 VÉQUY (de), Entrepreneur de peinture, 3, rue de l'École.
1918 VERGÈS (de), Villa Vergès, Biarritz.
1873 VINSON, Julien, Professeur de l'École nationale de Langues orientales vivantes, 86, rue de l'Université, Paris.
1917 VOULGRIE, Dr, Villa Toki-Ona, Saint-Léon.
1895 WEILLER, Avoué, 28, rue Lormand.
1917 YEARNÉGARAY, Jean, député, 1, avenue Victor-Hugo, Paris 16^e

Abonnés.

Cercle Militaire de Bayonne.

Chambre de Commerce de Bayonne (2 ab.).

Librairie Nilsson (Ancienne) à Paris 2 ab.).

Hispanic Society Building, New-York, 156th. Street, West of Broadway.

Anglo-French Society, Scala House, Charlotte Street.— W. I, London.

Alfred Hafner, libraire, 16, rue Condé, Paris.







DC
611
B34S6
1917-19

Société des sciences, lettres
et arts de Bayonne
Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
